

CA 171


Government

-63B52 Publications

-63B53 *Cage*

Canada.

Royal Commission on Bilingualism
and Biculturalism. Documents.



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761114686629>

592

A

Government
Publications

C.1

Cage

Canada. Royal Commission on
Equality and Biculturalism

(D)

1967

Documents
de la Commission royale d'enquête
sur le bilinguisme
et le biculturalisme

13
**2 Essais sur la
fonction publique
québécoise**

Gérard Lapointe



Presented to the
LIBRARY *of the*
UNIVERSITY OF TORONTO
by

Royce Frith,
Commissioner, Royal
Commission on Bilingual-
ism and Biculturalism

Essais sur la
fonction publique
québécoise

Documents
de la Commission royale d'enquête
sur le bilinguisme
et le biculturalisme

- | | | |
|----|--|---|
| 1 | Peter H. Russell | <i>The Supreme Court of Canada as a Bilingual and Bicultural Institution</i> |
| 2 | Thérèse Nilski | <i>Conference Interpretation in Canada</i> |
| 3 | David Hoffman
et Norman Ward | <i>Bilingualism and Biculturalism in the Canadian House of Commons</i> |
| 4 | Donald V. Smiley | <i>Constitutional Adaptation and Canadian Federalism Since 1945</i> |
| 5 | Robert N. Morrison | <i>Corporate Adaptability to Bilingualism and Biculturalism</i> |
| 6 | Jacques Dofny | <i>Les ingénieurs canadiens-français et canadiens-anglais à Montréal</i> |
| 7 | Donald E. Armstrong | <i>Education and Economic Achievement</i> |
| 8 | Monique Mousseau | <i>Analyse des nouvelles télévisées</i> |
| 9 | Louis Sabourin | <i>La dualité culturelle dans les activités internationales du Canada</i> |
| 10 | Guy Bourassa | <i>Les relations ethniques dans la vie politique montréalaise</i> |
| 11 | C. Beattie, J. Désy
et S. Longstaff | <i>Bureaucratic Careers : Anglophones and Francophones in the Canadian Public Service</i> |
| 12 | Gérard Lapointe | <i>Essais sur la fonction publique québécoise</i> |

À paraître

John Meisel et
Vincent Lemieux

Ethnic Relations in Canadian Voluntary Associations

Documents
de la Commission royale d'enquête
sur le bilinguisme
et le biculturalisme

12 Essais sur la fonction publique québécoise

Gérard Lapointe

La présente étude a été effectuée pour la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Sa publication sous les auspices de la Commission ne signifie pas nécessairement que celle-ci souscrive aux points de vue qui y sont exprimés.

Droits de la Couronne réservés

En vente par courrier à
Information Canada à Ottawa,
et dans les librairies
d'Information Canada :

Halifax
1735, rue Barrington

Montréal
1182 ouest, rue Sainte-Catherine

Ottawa
171, rue Slater

Toronto
221, rue Yonge

Winnipeg
393, avenue Portage

Vancouver
657, rue Granville

ou chez votre libraire

Prix \$ 2.50 (sujet à changement sans avis préalable)

Publication n° Z1-1963/1-2/12F

Information Canada
Ottawa, 1971



	Introduction générale	1
A	Objectifs	2
B	Méthodes et techniques	4

Premier essai	Les caractéristiques des fonctionnaires provinciaux du Québec
---------------	---

Introduction 9

Chapitre premier	Évolution des effectifs	19
Chapitre II	Le sexe, l'âge et l'état civil des fonctionnaires	27
	A Répartition selon le sexe	27
	B Structures des âges	29
	C État civil	32
Chapitre III	Lieu d'origine et milieu de vie	35
Chapitre IV	Les études des fonctionnaires	39
Chapitre V	Évolution des traitements des fonctionnaires	43
Chapitre VI	Composition ethno-linguistique des fonctionnaires	47

Deuxième essai	Exposé sommaire sur la carrière des fonctionnaires provinciaux
----------------	--

Introduction 53

Chapitre premier	Le cadre légal	55
------------------	----------------	----

Chapitre II	Des rites de passage 61
A	Recrutement et sélection 62
B	Classification et promotion 64
Chapitre III	Les motifs d'entrée dans la fonction publique provinciale 67
A	Introduction 67
B	Les motifs d'entrée selon diverses variables 70 Les résultats 70 En guise de synthèse 78
C	Les principaux motifs 86
Chapitre IV	La vie de travail des fonctionnaires 91
A	Les antécédents 91
B	Ancienneté et mobilité
C	Le dernier changement de poste 97
<hr/>	
Troisième essai	Bilinguisme et langue de travail
<hr/>	
	Le plan 105
Chapitre premier	Qualifications linguistiques des fonctionnaires 107
A	Langue employée au foyer 107
B	Les cours de langue : fréquentation et intérêt 109
C	Capacités linguistiques des fonctionnaires 109
Chapitre II	Le bilinguisme à divers niveaux de communication 115
Chapitre III	Les publications et la traduction 121

- A Les publications 121
- B La traduction 124

Quatrième essai	Profil de l'organisation administrative du Québec
-----------------	---

Introduction 133

Chapitre premier	Quelques transformations de l'appareil administratif 137
A	L'organisation formelle des différents ministères 137
B	Les mécanismes de contrôle 139
C	Les autres procédures administratives 141
D	La coordination intra et inter-ministérielle 144
E	La centralisation et la concentration 145

Chapitre II	Les nouveaux spécialistes et l'évolution de l'administration publique québécoise 149
A	Les spécialistes dans les différents ministères 149
B	Rôle des spécialistes 151
C	Les communications 152

Conclusions	Évolution de l'administration publique dans la société québécoise 155
-------------	---

Notes 159

Appendices

Appendice I	Le questionnaire 173
-------------	----------------------

Appendice II	Le schéma d'entrevue 193
Appendice III	Bibliographie 197
Appendice IV	Tableaux statistiques 201 Glossaire 201. Tableaux du premier essai 207 Tableaux du deuxième essai 265 Tableaux du troisième essai 315 Tableaux du quatrième essai 335

Quatre essais

1. Le présent travail, entrepris et réalisé à la demande du bureau d'études de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, rassemble quatre essais qui s'inscrivent dans un programme de recherches sur la fonction publique telle qu'elle se développe, au Canada, à différents niveaux de responsabilité politique. Ces essais, dont les plans auraient pu être élaborés indépendamment les uns des autres et les analyses effectuées sans qu'aucun lien ne les unisse entre elles, se situent ici, cependant, dans un même plan d'ensemble. Pour toutes ces recherches, il s'agit de déterminer, sur les bases de nombreuses descriptions de situations diverses et de multiples vérifications d'hypothèses particulières, d'une part, quelles sont les différences significatives qui peuvent apparaître entre des employés travaillant pour une même fonction publique mais appartenant à des groupes ethno-linguistiques divers, d'autre part, comment des organismes chargés d'appliquer les décisions d'un pouvoir politique peuvent se structurer différemment les uns des autres suivant leur imbrication dans des milieux socio-culturels distincts. Nous verrons, dans les paragraphes qui suivent, de quelle façon les trois premiers essais tentent d'apporter des éléments de réponse à la première question, et en quel sens le quatrième essai ne constitue que l'étape exploratoire d'une recherche ayant pour objectif l'examen des aspects principaux de la seconde question.

Précisions sur le
mot « essai »

2. Il nous semble nécessaire, avant de présenter les objectifs précis de notre travail, d'expliquer pourquoi nous avons appelé « essai » chacun des quatre chapitres qui le composent. Ce sont des essais en ce sens qu'il n'a pas été possible de mener l'analyse des différents thèmes retenus jusqu'à un même point ni de la poursuivre avec une égale intensité. Plusieurs motifs, dont deux sont sans conteste reliés l'un à

* À l'avenir : la Commission.

l'importance numérique du personnel engagé pour la recherche, l'autre au temps que chacun des chercheurs a pu lui consacrer, nous ont obligé à restreindre ces études. En quinze mois, il était difficile de fournir un rendement supérieur à celui qui effectivement a été donné et de réussir du même coup à faire progresser, au-delà du stade atteint, les analyses menées au niveau des quatre thèmes de recherche avancés par le bureau d'études de la Commission¹.

Limites du travail
de recherche

3. Mais ces raisons ne sont pas les seules qui nous aient imposé des limites. Nous en trouvons d'autres au niveau de l'ampleur des thèmes proposés et à celui

de l'état des recherches déjà réalisées sur la fonction publique québécoise. Il aurait certainement été téméraire d'espérer que des thèmes de recherches aussi vastes — et si peu précisés sur le plan des perspectives méthodologiques qui auraient pu, le cas échéant, accélérer le rythme de travail² — puissent permettre la réalisation de travaux d'envergure révélant tous les aspects des réalités étudiées. Par ailleurs, l'absence presque complète d'études de quelque importance sur la fonction publique québécoise, si l'on excepte les références indiquées au début du premier essai, et la pauvreté des statistiques officielles concernant les fonctionnaires n'ont pas facilité, en nous privant de l'appui d'hypothèses de travail déjà élaborées, l'accomplissement de la tâche qui nous était confiée. Enfin, les particularités mêmes de ces recherches, c'est-à-dire l'accent mis sur l'appartenance à différents groupes ethno-linguistiques³ lors des comparaisons et des analyses d'une part, et l'importance accordée au phénomène de l'insertion de la fonction publique dans un milieu socio-culturel donné d'autre part, nous ont forcé à découvrir nous-même, à ce double plan, les premiers phénomènes, car à peu près rien n'avait été tenté jusqu'alors en ce qui regarde l'administration publique québécoise. Voilà justifié l'emploi du mot « essai ». Voyons maintenant ce que recouvre ce vocable pour les quatre études qu'il qualifie.

A. Objectifs

Premier essai : caractéristiques des fonctionnaires

4. Dès le premier essai, nous tentons d'élargir le champ des connaissances relatives à la population des fonctionnaires québécois considérée dans son ensemble ou répartie selon diverses

variables ethno-linguistiques telles que le niveau de bilinguisme, l'origine ethnique, la langue maternelle et la langue officielle. Pour autant que les données disponibles le permettent, l'analyse des caractéristiques des fonctionnaires est menée dans une optique évolutive; ainsi, nous découvrons successivement le rythme qui a marqué l'évolution des effectifs des fonctionnaires depuis une ou deux décennies, les transformations intervenues dans la structure des âges et les répartitions selon le sexe et l'état civil, la cadence enregistrée lors des hausses du niveau de scolarisation, la stabilité ou

la mobilité sociale et géographique, l'évolution de l'échelle des traitements, enfin les mutations qui ont périodiquement délimité des distributions nouvelles de fonctionnaires appartenant aux divers groupes ethno-linguistiques. En outre, pour chacune des sections de l'analyse, nous étudions parallèlement l'ensemble de la population des fonctionnaires et — selon la disponibilité des informations et l'intérêt présenté par certaines comparaisons — la population totale du Québec, la population urbaine, la main-d'oeuvre ou les salariés.

Deuxième essai : exposé sommaire sur la carrière des fonctionnaires provinciaux

5. Nous esquissons dans cet essai quelques-uns des cheminements de la carrière que les fonctionnaires peuvent poursuivre au sein de la fonction publique, compte tenu de leur appartenance à un groupe ethnique, de leur

degré de bilinguisme, de leur langue maternelle et de la langue officielle qu'ils ont déclaré utiliser. Après un bref rappel des modifications qui ont dernièrement transformé le cadre juridique à l'intérieur duquel évoluent les carrières dans l'administration publique, nous analysons les divers motifs mentionnés par des fonctionnaires pour expliquer leur entrée dans le fonctionnarisme et retraçons ensuite leurs antécédents, soit les projets d'avenir qu'ils formaient à la fin de leurs études, leur mobilité occupationnelle, les types de fonctions exercées, le nombre d'années de travail passées hors de la fonction publique. Enfin, nous voyons quelques-uns des aspects de la vie du fonctionnaire au travail, tels que l'ancienneté, la mobilité, les procédures utilisées lors des changements de poste, etc. À plusieurs reprises nous portons une attention toute particulière aux modes de développement de la carrière des employés appartenant aux cadres supérieurs et intermédiaires, car c'est à ces paliers de responsabilité que la notion de carrière prend son véritable sens.

Troisième essai : bilinguisme et langue de travail

6. Quant au troisième essai, il présente la situation actuelle faite au bilinguisme dans la fonction publique provinciale. Après avoir exposé l'état des qualifications linguistiques des fonctionnaires, nous examinons l'organisation de la traduction dans différentes unités administratives gouvernementales pour nous intéresser ensuite à la langue de communication utilisée par les fonctionnaires dans leurs rapports écrits ou verbaux avec divers interlocuteurs : clientèle respective des ministères, fonctionnaires fédéraux, fonctionnaires des autres provinces, administrateurs locaux et dirigeants d'entreprises privées.

Quatrième essai : profil de l'organisation administrative du gouvernement du Québec; définition de la situation perçue par de hauts fonctionnaires

7. Cet essai est une première mise en ordre des problèmes auxquels ont à faire face les administrateurs du Québec pour organiser rationnellement et efficacement l'appareil administratif de l'État. En d'autres mots, c'est une systématisation d'hypothèses qui, se développant

progressivement tout au long de notre travail, a finalement pris forme et donné lieu à ce dernier et bref essai. Des contacts fréquents et nombreux avec des fonctionnaires de tous niveaux hiérarchiques ont à chaque étape guidé l'exécution de notre recherche. Percevant les transformations profondes qui modèlent depuis quelque temps un style nouveau d'administration publique au Québec, nous nous interrogeons avec les informateurs sur le processus de réorganisation du travail administratif, processus irréversible quoique inéluctablement semé d'embûches et de retours en arrière transitoires; nous nous questionnons sur les nouveaux réseaux de communications qui, face à des pratiques routinières admises par tous et à des attitudes de type conservateur bien ancrées, voient le jour malgré ces énormes obstacles; nous nous demandons quels rôles jouent les nouveaux technocrates dans l'évolution actuelle de la fonction publique; nous cherchons à découvrir, enfin, quelques-unes des relations qui existent entre l'évolution actuelle de l'administration publique et les mutations profondes qui restructurent le milieu québécois.

B. Méthodes et techniques

Cueillette des
informations

8. Les données rassemblées pour les fins de ces quatre essais proviennent de sources diverses. Des informations venant du Bureau fédéral de la statis-

tique, tirées soit des recensements du Canada soit de compilations inédites mises à notre disposition, nous ont fourni des données statistiques utiles. De plus, de nombreuses publications du gouvernement du Québec, dont on trouvera la liste en appendice, ont été fréquemment consultées et les rapports de la Commission de la fonction publique* du Québec souvent utilisés. Ces documents officiels ne nous procurant cependant pas toutes les informations nécessaires à l'exécution de notre travail de recherche, nous avons eu recours, à l'occasion, à certaines informations extraites d'écrits divers (articles de revues et de journaux principalement) portant sur la fonction publique du Québec. Ces documents réunis, nous avons complété nos informations en distribuant un questionnaire à plusieurs milliers de fonctionnaires et en rencontrant ensuite, au cours d'entrevues, une centaine d'entre eux. On trouvera en appendice les procédures suivies pour le choix des informateurs ainsi que les thèmes et les « questions-indices » précises que comportent le schéma d'entrevues et le questionnaire.

Calculs statistiques

9. Les calculs statistiques exécutés au cours de ce travail sont principalement des taux qui rendent compte de variations de phénomènes donnés, à des moments différents d'un laps de temps déterminé; des indices qui illustrent l'évolution des variables

* À l'avenir : la CFP.

retenues au cours d'une période de temps définie; un index qui répartit selon des positions délimitées un ensemble de réponses combinées systématiquement⁴; enfin, des moyennes qui révèlent les tendances centrales des différentes distributions des phénomènes étudiés. Ces mesures statistiques sont décrites au glossaire de l'appendice IV. Des coefficients de corrélation et des épreuves du χ^2 au carré ont de plus été calculés sur les données recueillies par questionnaire, mais l'usage qui en a été fait est assez restreint à cause des difficultés d'interprétation⁵.

Analyse du contenu

10. Cependant, le matériel accumulé ne se prêtait pas à de semblables calculs statistiques et la technique de l'analyse du contenu a dû être utilisée pour classer certaines informations et en effectuer une première analyse. L'application de cette technique n'a pas été réalisée dans ce travail sous l'une de ces formes quantitatives variées, mais bien plutôt sous une forme qualitative mieux adaptée aux informations collectées et aux limites de l'analyse poursuivie. Le lot d'informations recueillies au cours d'entrevues menées assez librement se serait en effet assez difficilement laissé quantifier et rassembler en des catégories rigides au cours de la période de temps qui nous était impartie, aussi les données ont-elles été classifiées selon une série de thèmes généraux déterminés a priori et correspondant aux questions auxquelles ces quatre essais tentent de répondre.

Perspectives d'analyse

11. Toutes ces techniques, quantitatives ou qualitatives, s'insèrent dans des perspectives analytiques qui nous ont permis de réaliser les fins propres de la recherche dont nous avons été chargé. Dans le premier essai, retracer l'évolution des caractéristiques socio-culturelles des fonctionnaires et la comparer ensuite à celle d'autres ensembles de population ont constitué deux démarches complémentaires. Dans les deuxième et troisième essais, seule la méthode comparative a été utilisée, aucune source d'informations ne nous permettant de préciser les mutations survenues au cours d'une période donnée. Quant au dernier essai, l'approche utilisée, qui consistait plutôt en une tentative d'appréciation de variations de type qualitatif, n'a pas fait appel à la quantification des phénomènes. Pour les motifs énumérés précédemment, il nous était en effet impossible de réaliser une étude systématique des phénomènes en cause, aussi sommes-nous demeuré au stade des analyses préliminaires qui ont cependant révélé des éléments d'une problématique pouvant déboucher sur des études sociologiques de plus en plus pénétrantes et d'envergure.

Collaborateurs

12. Ces recherches, qui se sont étalées sur une période de quinze mois environ, ont nécessité la collaboration d'un grand nombre de personnes parmi lesquelles les informateurs qui ont accepté avec empressement, soit de répondre au questionnaire, soit de se laisser interviewer et cela souvent pendant plus d'une heure et

demie. C'est pour nous un agréable devoir de leur offrir à tous nos remerciements. Nous tenons ensuite à manifester notre particulière reconnaissance à M. Roch Bolduc, sous-ministre de la Fonction publique, et à M. Yvon Saindon, directeur du recrutement et de la sélection du personnel au ministère de la Fonction publique, qui ont à plusieurs reprises guidé nos démarches au niveau de la cueillette des informations; à M. Claude Morin, sous-ministre des Affaires intergouvernementales, qui a constamment facilité nos contacts avec les fonctionnaires des différents organismes administratifs; à MM. Léon Dion, professeur de sciences politiques à la faculté des Sciences sociales de l'université Laval, et Meyer Brownstone, professeur au département d'Économie et de sciences politiques à l'université de Toronto, qui, sur le plan de la définition des objectifs et de la sélection des techniques et méthodes de recherches utilisées, nous ont prodigué, tout au long de notre travail, leurs judicieux conseils; à M. Jean Fortier, président directeur général de la SMA, dont les avis nous ont été précieux pour la confection du questionnaire et l'élaboration du programme d'analyse des données recueillies; enfin, à tous les collaborateurs plus immédiats qui ont participé à l'une ou l'autre des étapes de la recherche : Mme Louise Ouellet, MM. Réjean Pelletier et Marcel Gilbert qui, au début de nos travaux, nous ont durant quelques mois assisté dans la compilation des données statistiques et la confection du questionnaire; Mme Céline Roy et M. Yves Leclerc qui, durant près d'un an, ont travaillé à la confection et à la distribution du questionnaire, au programme d'entrevues, au calcul des différentes mesures statistiques et aux analyses préliminaires; Mlle Corinne du Berger qui, en plus d'assurer les copies préliminaires et définitives des tableaux et des textes, a aussi exécuté des tabulations et vérifié les nombreux calculs effectués pour les besoins de l'analyse. Sans l'aide efficace et la collaboration soutenue de tous et chacun, les recherches entreprises pour la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme n'auraient pu être menées à bonne fin.

Gérard Lapointe

Introduction

Des travailleurs encore
trop peu connus

13. Les fonctionnaires provinciaux du Québec n'ont pas fait l'objet jusqu'à présent de nombreuses études systématiques. L'ensemble des connaissances

acquises à leur sujet est relativement mince et les traits qui les caractérisent globalement ou les distinguent les uns des autres restent encore pour la plupart à identifier. Certaines revues ont bien, au cours des cinq ou six dernières années, consacré quelques rares articles à la fonction publique du Québec, lesquels n'allaient généralement pas au-delà de la présentation d'aspects fort connus de la vie du fonctionnaire — aspects qui se prêtaient d'ailleurs souvent beaucoup plus à la narration caricaturale qu'à un exposé clair et méthodique d'un ou de plusieurs traits caractéristiques de ce groupe de travailleurs.

Quelques articles
de valeur

14. Il y a eu cependant quelques exceptions de qualité, comme par exemple l'article de Roch Bolduc⁶ qui décrit l'évolution des procédures de recrute-

ment et de sélection des fonctionnaires provinciaux, tout en soulignant les difficultés rencontrées au cours de ce lent processus de la formation d'un fonctionnarisme dynamique et compétent. La série de huit articles publiés par Jean-Marc Léger dans « Le Devoir⁷ » sous le titre général « Le Québec à la recherche d'une fonction publique » entre dans cette même catégorie de travaux d'une valeur incontestable. D'un article à l'autre, l'auteur retrace les modifications intervenues dans la loi de la fonction publique, expose ses vues quant au recrutement des grands commis et des spécialistes, explique certaines des modalités d'un système scientifique de classification des fonctionnaires, présente quelques problèmes nouveaux inhérents à l'existence du syndicalisme dans l'administration publique, envisage enfin les conditions pouvant permettre aux fonctionnaires de poursuivre une carrière tout en gardant la possibilité d'exercer les droits propres

à faire d'eux des « citoyens à part entière ». Dans sa livraison d'octobre 1965, la revue *Cité libre*⁸ a, pour sa part, publié un important article qui critique assez sévèrement, mais avec lucidité nous semble-t-il, plusieurs des orientations nouvelles de l'administration des affaires provinciales, mettant ainsi en cause l'engagement de spécialistes n'appartenant pas à la fonction publique, la conception de la classification des fonctionnaires, la question de l'avancement, les mécanismes de communication, et poussant l'analyse de divers thèmes majeurs, tels la régionalisation de l'administration, la planification économique, l'aménagement régional, etc. Si l'on ajoute à ces écrits quatre ou cinq autres articles, on aura à peu près tout ce qui a été publié de valable et de sérieux sur la fonction publique du Québec depuis quelques années⁹.

Des effectifs difficile-
ment dénombrables

15. Celui qui désire étudier les effectifs des fonctionnaires du Québec, au niveau de certaines caractéristiques fondamentales disponibles sous forme de

statistiques, rencontre en outre d'autres difficultés, en raison du petit nombre et du peu d'ampleur des travaux réalisés jusqu'à ce jour. Selon que l'on consulte l'une ou l'autre des sources d'informations statistiques — et elles semblent à première vue nombreuses et d'importance —, les effectifs peuvent présenter, pour une même année, des variations considérables, se chiffrant parfois à près de 15 000 employés. Ainsi, le recensement du Canada de 1961 signale que 20 971 fonctionnaires travaillent pour l'administration du Québec, alors que le rapport de la Commission du service civil¹⁰ en dénombre pour la même année 22 494 « régis¹¹ » et 14 719 « non régis », soit au total 37 213, ce qui constitue, entre ces deux sources d'information, un écart de 16 242. Pour 1964, le rapport de cette même Commission fait mention de 23 731 fonctionnaires « régis » et 18 914 « non régis », soit au total 42 645, alors qu'une brochure intitulée « La composition du Service civil de la province de Québec¹² » rapporte que le nombre des fonctionnaires, pour cette même année, s'élève à 31 956, dont 23 135 inscrits dans la catégorie « classifiés¹³ » et 8 821 dans la catégorie « ouvriers »; si nous ajoutons à ce chiffre les effectifs de l'Hydro-Québec (10 000 employés), de la Régie des alcools (2 950 employés) et de la Sûreté provinciale (2 050 employés ou agents) afin de le rendre comparable aux données du rapport de la Commission, le nombre total des fonctionnaires atteint alors 46 950, ce qui nous donne un écart de 4 305.

L'objectif de l'essai

16. L'objectif poursuivi dans ce premier essai est précisément d'apporter un peu de lumière sur cette population

de travailleurs difficile à circonscrire avec rigueur et à dénombrer de façon exacte. Nous essaierons de découvrir certains traits qui les caractérisent dans leur ensemble ou les groupent en sous-ensembles, cherchant, en particulier, à voir comment ils se distribuent selon certaines variables morphologiques ou socio-culturelles telles que le sexe, l'âge, le niveau d'instruction, l'appartenance à un groupe ethnique, la langue maternelle, la langue officielle, le

niveau de bilinguisme, etc. Nous tenterons du même coup de comparer ces traits à ceux de l'ensemble de la main-d'oeuvre, des salariés ou de la population québécoise totale, en nous situant dans une perspective évolutive lorsque les statistiques disponibles le permettront.

Appellations identiques et contenus différents, ou vice versa

17. Étant donné qu'il sera nécessaire, au cours des chapitres qui suivent, d'utiliser régulièrement toutes les sources d'informations actuellement disponibles, soit parce qu'une statis-

tique importante ne se retrouve que dans l'une d'elles, soit parce que des séries statistiques ne pourront être dressées sans l'emploi de données diverses, il nous paraît impérieux, avant de commencer l'analyse, de préciser jusqu'à quel point ces sources diffèrent les unes des autres et dans quelle mesure elles peuvent fournir des résultats portant sur des ensembles comparables. Par ailleurs, comme nous avons nous-même recueilli des informations à l'aide d'un questionnaire distribué à des fonctionnaires, il conviendra également de vérifier la représentativité de cet ensemble d'informateurs par rapport à la population des fonctionnaires. Examinons donc les définitions avancées dans chacune des sources d'informations utilisées, afin de pouvoir bien identifier tant des contenus différents éventuellement cachés sous des appellations identiques ou sous des expressions couramment entendues comme synonymes que des contenus identiques présentés sous des étiquettes formulées différemment.

Définition du fonctionnaire selon les rapports de la CFP

18. L'article 2 de la loi de la fonction publique¹⁴ précise qui, au sens de la loi, appartient à la fonction publique québécoise : ce sont, en bref, tous les employés des différents ministères,

de l'Assemblée législative, du Conseil législatif, du Conseil exécutif, des régies, offices et commissions précisés par la loi, enfin les employés des écoles spécialisées. Les rapports de la CFP reprennent une définition à peu près semblable sous la rubrique « employé civil », incluant toutefois les employés d'organismes ne relevant pas de la loi de la fonction publique, comme ceux de l'Hydro-Québec ou de la Sûreté provinciale, ainsi que des employés non régis par la Commission, bien qu'appartenant à des organismes assujettis à cette même loi, et qui, dans bien des cas, ne détiennent pas un poste permanent¹⁵. Cette définition du fonctionnaire est, comme nous le constaterons une fois exposées les autres définitions, celle qui présente la plus large extension.

Définition du fonctionnaire selon le recensement du Canada

19. Les données des recensements du Canada se rapportant aux travailleurs qui appartiennent aux différentes administrations publiques du pays seront à plusieurs reprises utilisées dans ce

travail, car ce sont souvent les seules qui permettent de décrire l'évolution du fonctionnarisme provincial depuis plus de vingt ans; elles renseignent ainsi sur les modifications intervenues au niveau

de certains traits retenant particulièrement notre attention tels les distributions des fonctionnaires selon le groupe ethnique, la langue maternelle, la langue officielle, l'âge, le sexe, etc. C'est sous la rubrique « Administration provinciale », en 1961, « Gouvernement provincial », en 1951, et « Services publics provinciaux », en 1941, que sont rassemblées les données qui nous intéressent. Ce que recouvre chacune de ces expressions est, nous semble-t-il, à peu de chose près identique. En 1941, les précisions sont pratiquement nulles; on indique seulement, en une langue peu châtiée, que « le groupe service public comprend seuls (sic) les services particuliers (sic) à l'autorité publique... les services comme la santé (sic) et l'instruction publique administrés par des organismes particuliers aussi bien que par l'autorité publique sont classés dans le service professionnel (sic)¹⁶ ». En 1951 et 1961, on apporte plus de précisions en allongeant considérablement la liste des entreprises groupées sous la rubrique « Administration provinciale » et celle des entreprises qui en sont exclues¹⁷. Ainsi, on peut lire dans l'introduction du volume III du Recensement du Canada de 1961 que

les établissements appartenant aux gouvernements et exploités par eux, engagés surtout dans des entreprises attribuables (sic) à d'autres industries telles que les transports, les communications, y compris les postes, la vente des alcools, les services de santé et d'enseignement, ont été attribués (sic) à ces industries plutôt qu'à l'administration publique. La division de l'administration publique... embrasse (sic) les établissements engagés surtout dans des entreprises qui relèvent essentiellement du gouvernement, telles que l'application des lois, l'administration de la justice, la perception du revenu¹⁸.

Il est évident qu'une telle définition est beaucoup plus restrictive que celle implicitement donnée dans les rapports de la CFP. Elle exclut par exemple plusieurs employés du ministère des Transports et communications, ceux de l'Hydro-Québec, de la Régie des alcools, de divers services qui s'occupent de la santé publique, etc.

Seconde définition du
fonctionnaire selon le
BFS

20. Nous avons obtenu du Bureau fédéral de la statistique des données inédites concernant la partie de la main-d'oeuvre qui travaillait en 1961 pour l'administration du Québec. Les effectifs des

fonctionnaires présentés dans ces tableaux sont toujours, pour la même année, supérieurs en nombre à ceux du recensement du Canada. Cet écart ne s'explique pas par l'addition, aux effectifs des fonctionnaires de la première source, de nouveaux contingents de travailleurs au service d'organismes ne figurant pas sur la liste des « entreprises qui relèvent essentiellement du gouvernement¹⁹ ». Les listes sont identiques dans les deux cas. La différence provient plutôt de l'utilisation de deux définitions de la main-d'oeuvre qui ne coïncident pas en tous points. Pour les données du recensement, la main-d'oeuvre « comprend toutes les personnes âgées de 15 ans et plus, inscrites comme ayant un emploi quelconque, à temps partiel ou à plein temps (sic) (même si elles n'étaient pas au travail) ou comme ayant cherché

du travail la semaine précédant le recensement²⁰ ». Les données inédites du BFS nous fournissent une définition semblable, exception faite de la période qui n'est plus la « semaine précédant le recensement », mais « n'importe quel moment durant les 12 mois précédant le recensement ». Ces données, qui concernent des personnes ayant une vie économique active 52 fois plus longue que celles visées par le recensement, totalisent évidemment les effectifs les plus élevés.

Comparaison entre ces sources d'informations 21. Si l'on compare les données du recensement du Canada aux données inédites du BFS, on peut à coup sûr conclure qu'il n'existe pas de différences vraiment significatives entre ces deux séries de statistiques. En consultant le tableau n° 1, on constate que, pour les distributions selon

Tableau 1 Comparaison entre des statistiques de sources différentes

	Recensement de 1961	Statistiques inédites du BFS, 1961	Différences entre les % (+ ou -)
1. Groupe d'âges			
- 15 à 24 ans	15,9	17,2	1,3
- 25 à 44 ans	37,1	36,2	0,9
- 45 à 64 ans	39,2	38,4	0,8
- 65 ans et plus	7,8	8,2	0,4
2. Sexe			
- Hommes	71,4	71,6	0,2
- Femmes	28,6	28,4	0,2
3. Niveau de traitement			
- Moins de \$ 3 000	53,7	56,7	3,0
- \$ 3 000 à 4 999	34,0	31,8	2,2
- \$ 5 000 et plus	12,3	11,5	0,8

le sexe, quelques groupes d'âges spécifiés et certains niveaux de traitement, il n'y a pas d'écart procentuel important entre les deux ensembles statistiques. On est donc justifié de dire que les données tirées du recensement recouvrent adéquatement les données inédites du BFS et qu'elles pourraient être indistinctement utilisées si certaines analyses l'exigeaient. La seule différence quelque peu notable se situe au niveau de la distribution des fonctionnaires selon certains échelons de traitements; on observe en effet que les statistiques du BFS sont supérieures de 3 % à celles du recensement pour la tranche correspondant à « moins de \$ 3 000 ». Cet écart s'explique par la définition que l'on donne de la catégorie « gain ». On entend en

effet par gain, « la somme totale reçue par les salariés...de tous les employeurs durant les 12 mois antérieurs à juin 1961²¹ ». Les statistiques inédites du BFS s'appliquant à une période 52 fois plus longue que celle qui se rapporte au recensement, il est donc plausible que la première série de statistiques rassemble un plus grand nombre d'employés n'ayant travaillé que quelques semaines ou quelques mois pour la fonction publique provinciale, et compte, par conséquent, un plus fort contingent d'employés instables et très mobiles, totalisant un gain inférieur à celui des employés travaillant à longueur d'année. Voilà comment peut être interprété, dans le cas des statistiques inédites du BFS, le gonflement des effectifs de la tranche de traitement « moins de \$ 3 000 ».

Comparaison entre les
statistiques fédérales
et celles de la CFP

22. Les statistiques tirées des recensements et celles qui proviennent des rapports de la CFP ne correspondent pas exactement à un seul et même ensemble de fonctionnaires. Est-ce à dire que de ce

fait les données de l'une ou l'autre de ces sources ne fournissent pas des informations justes et valables au sujet des fonctionnaires ? Nous ne le pensons pas. Précisons tout de suite que les statistiques de la CFP les répartissent en deux groupes : les fonctionnaires « régis » et les fonctionnaires « non régis », ne donnant pour ces derniers que les effectifs globaux, ce qui nous empêche d'établir une comparaison avec les données du BFS. Quant aux fonctionnaires « régis », ils sont répartis suivant diverses caractéristiques pour la période qui va de 1943 à 1965. Dans leur cas, nous devons vérifier si, au niveau de certains traits communs avec l'ensemble des fonctionnaires provinciaux tiré des statistiques fédérales, ils présentent soit des différences significatives, soit des distributions paramétriques comparables. À première vue, rien ne laisse supposer que ces deux séries statistiques diffèrent significativement l'une de l'autre et ne sont pas des représentations valables d'une population qui, somme toute, demeure encore inconnue dans son ensemble. Il n'en reste pas moins que les contenus de ces deux séries ne sont pas identiques en tous points. Il ne nous est pas possible d'identifier chaque différence, mais signalons celles qui nous sont apparues capitales. En premier lieu, les fonctionnaires « régis » englobent des employés qui appartiennent à des organismes administratifs s'intéressant à la santé, à l'éducation, aux transports, aux communications, etc., lesquels sont absolument exclus, selon les statistiques fédérales, de la définition donnée des fonctionnaires. En second lieu, les statistiques fédérales comprennent des fonctionnaires, régis ou non par la CFP, appartenant à la plupart des départements ministériels; des fonctionnaires du ministère des Terres et forêts, non régis par la loi de la fonction publique, peuvent par exemple être inclus dans les statistiques fédérales. En troisième lieu, les statistiques n'ont pas été établies à la même période : les relevés ont été effectués un peu avant le 31 mars 1961 pour la CFP, dans la semaine précédant le recensement (1er juin 1961) pour le recensement proprement dit, et un an avant le recensement pour les données inédites.

Des statistiques acceptables au sujet d'une population inconnue

23. En dépit de contenus quelque peu distincts, il est cependant vraisemblable de considérer que ces deux sources d'informations fournissent des séries statistiques acceptables concernant la population totale des fonctionnaires provinciaux. Dans la situation actuelle, bien qu'il existe — comme l'indique le tableau n° 2 — des écarts incontestables entre les informations tirées de ces

Tableau 2 Comparaison entre des statistiques de sources différentes

	Recensement de 1961	Rapport de la CFP 1961	Différences entre les % (+ ou -)
1. Sexe			
- Hommes	71,4	68,4	3,0
- Femmes	28,6	31,6	3,0
2. Niveau de traitement			
- Moins de \$ 4 000	77,0	72,8	4,2
- \$ 4 000 et plus	23,0	27,2	4,2

deux sources, il reste préférable de travailler à partir d'informations qui ne se recoupent pas en tous points, que de se trouver dans l'impossibilité de parvenir par approches successives à une connaissance certes partielle, mais tout de même valable, des traits socio-culturels des fonctionnaires provinciaux. D'autant que ces deux sources d'informations offrent, à des degrés divers assurément, au niveau de la cueillette des données brutes, des garanties de sérieux indiscutables et sont parmi celles qui officiellement sont les plus dignes de confiance. Par ailleurs, étant donné que les éléments provenant de ces deux sources entrent rarement en comparaison au cours de l'analyse, mais renseignent plutôt sur les caractéristiques particulières à l'une ou l'autre des dites sources, les écarts dont nous avons parlé, même s'ils ne peuvent être totalement négligés, perdent beaucoup de leur portée.

Le questionnaire

24. Comme nous l'avons signalé précédemment, les statistiques officielles — qu'elles proviennent de la Commission de la fonction publique du Québec ou du Bureau fédéral de la statistique — ne nous auraient pas permis, à elles seules, de poursuivre bien loin les quatre études que nous avons entreprises. Dans le cas de cet essai qui porte sur les caractéristiques morphologiques et socio-culturelles des fonctionnaires, l'analyse de certaines variables aurait été, du fait de l'absence de données²² pour les années anté-

rieures, soit impossible, soit restreinte à une période prenant fin en 1961. L'appendice I donnant le texte du questionnaire ainsi qu'une explication de la démarche suivie lors de son application, nous ne reviendrons pas ici sur les procédures employées tant pour sa confection et sa distribution que pour la constitution de notre échantillon. Il semble toutefois opportun d'indiquer que nos 2 945 informateurs proviennent de tous les organismes administratifs et forment un ensemble adéquatement représentatif de la totalité des employés du gouvernement du Québec. La formule que nous avons utilisée pour les choisir assurait au départ la représentativité de l'ensemble des fonctionnaires. Les proportions du tableau n° 3 nous apprennent ce-

Tableau 3 Comparaison entre des statistiques de sources différentes

	Questionnaire (1965)	Rapport de la CFP, 1964	Recensement de 1961
1. Sexe			
- Hommes	69,3	68,4	71,4
- Femmes	30,7	31,6	28,6
2. Groupe d'âges			
- 15 à 24 ans	17,8	--	15,9
- 25 à 44 ans	40,0	--	37,1
- 45 à 64 ans	37,4	--	39,2
- 65 ans et plus	4,8	--	7,8
3. Niveau de traitement			
- Moins de \$ 10 000	3,9	2,2	--
- \$ 10 000 et plus	96,1	97,8	--

pendant que, pour trois variables communes aux données provenant de la compilation des réponses au questionnaire et émanant de sources officielles, l'écart est de 3 %. Cet écart peut paraître, de prime abord, assez élevé et être vu de ce fait comme l'indice de différences certaines entre les diverses sources d'informations utilisées. Pour notre part, nous ne le pensons pas. Rappelons en outre que ces sources, malgré leurs lacunes respectives, sont actuellement les seules à fournir des données valables, quoique partielles, au sujet des fonctionnaires provinciaux. Nous devons nous montrer prudent tout au long de l'analyse et ne pas présenter comme significatives des différences de peu d'amplitude entre deux ou plusieurs variables, les liaisons ou les tendances mises ainsi en évidence pouvant provenir de l'imprécision des données de base²³.

Le plan de l'essai

25. Dans le premier chapitre de cet essai, nous retraçons l'évolution des effectifs des fonctionnaires depuis quelques décennies. Dans le chapitre suivant, nous présentons les résultats des analyses concernant les répartitions selon le sexe, l'âge et l'état civil de ces mêmes employés pour étudier ensuite leur milieu d'origine, leur niveau de scolarisation, l'échelle de leur traitement et, finalement, leur composition ethno-linguistique.

Premières statistiques officielles

26. C'est dans le premier rapport annuel de la Commission de la fonction publique du Québec, en date du 31 mars 1944, que l'on trouve les premières statistiques officielles concernant les fonctionnaires provinciaux²⁴. Ce rapport nous apprend que le gouvernement provincial emploie 13 273 personnes, dont 11 050 « employés réguliers » et 2 223 « employés à temps partiel et ouvriers réguliers²⁵ ». À cette époque, c'est le ministère de la Justice qui en compte le plus : 2 975 au total; viennent ensuite les Terres et forêts où l'on en dénombre 1 278; la Santé, 1 146; les Travaux publics, 1 055; l'Agriculture, 1 043²⁶. On remarque en outre que certains ministères ou organismes administratifs qui ne comptaient alors qu'un nombre restreint de fonctionnaires possèdent aujourd'hui des effectifs importants. Par exemple, l'administration financière de la province (Finances et revenu) comprenait 609 personnes en 1944 et 3 061 en 1965. Le secteur des richesses naturelles n'occupait à cette même époque que 130 employés, alors qu'aujourd'hui plus de 700 personnes y travaillent. On retrouve les mêmes écarts dans le domaine de l'éducation (Jeunesse et Instruction publique) où les effectifs se sont multipliés par 8 au cours des vingt dernières années, passant de 516 à 4 144 employés, et dans celui du développement industriel et commercial qui a enregistré, dans ce même laps de temps, une augmentation de personnel s'élevant à 400 % (de 156 à 781 employés)²⁷. Deux exceptions sont à noter, le Secrétariat de la province et le ministère des Terres et forêts qui, l'un et l'autre, ont perdu quelques centaines de fonctionnaires. Dans le premier cas, il s'agit d'un ministère ayant donné naissance à de nouveaux départements ministériels à mesure que certaines de ses nombreuses fonctions étaient regroupées sous la responsabilité d'unités distinctes, et dans le second, d'un ministère ayant sans doute depuis longtemps, compte tenu des tâches qui lui étaient dévolues, atteint ses effectifs optimums.

Variations à courts termes

27. Depuis 1944, l'ensemble des effectifs des fonctionnaires a augmenté de

160,7 %, ce qui donne un accroissement annuel moyen de 8,2 % pour la période de vingt ans sur laquelle s'étend la série statistique des rapports de la Commission de la fonction publique²⁸. Au cours de ces deux décennies, le rythme de croissance s'est-il maintenu au même niveau ou a-t-il enregistré des écarts importants ? Si nous examinons les effectifs, année après année, des différences considérables apparaissent immédiatement. Ainsi, en consultant le tableau I-1, on remarque que pour certaines années les taux sont fort élevés (1945-1946, 8,7 %; 1953-1954, 10,9 %; 1955-1956, 10,9 % et 1961-1962, 9,5 %) et que pour d'autres ils sont très bas (1944-1945, 1,4 %; 1952-1953, 0,9 % et 1960-1961, 0,4 %). Il est assez difficile, dans l'état actuel des connaissances relatives à la fonction publique, de faire valoir toutes les explications possibles de ces variations du rythme d'accroissement à court terme. On peut toutefois noter un certain synchronisme entre les fluctuations du taux et les années d'élections. Ainsi, trois des quatre années qui affichent des taux élevés (1945-1946, 1953-1956 et 1961-1962) ont été précédées d'une année au cours de laquelle se sont déroulées des élections provinciales (1944, 1952 et 1960) et les trois années qui affichent les taux les plus bas (1944-1945, 1952-1953 et 1960-1961) sont des années d'élections; quant à la période 1955-1956 qui a connu une augmentation de 10,9 %, les élections ont eu lieu trois mois après, soit le 20 juin 1956. Est-ce là une simple coïncidence ou le résultat d'une politique bien établie qui permettrait de profiter des périodes pré- ou post-électorales pour gonfler les effectifs de la main-d'oeuvre au service du Québec ? Une analyse plus poussée des mouvements de cette main-d'oeuvre (nominations, démissions, distributions) répondrait peut-être à cette question et mettrait probablement en évidence d'autres facteurs qu'il est impossible d'identifier ici, faute d'informations précises.

Rythme de croissance
de 1945 à 1964

28. Ces fluctuations à court terme présentent évidemment un intérêt certain, mais elles ne nous renseignent pas sur les tendances en moyennes périodes qui

ont pu affecter l'évolution des effectifs. Personne n'ignore que le nombre des fonctionnaires s'est considérablement accru au cours des quinze dernières années : en 1949 on en dénombrait 16 582, et en 1964 le double, soit 33 509²⁹. Toutefois, si l'on observe le rythme de croissance pour les trois dernières périodes quinquennales, on remarque que le taux d'accroissement enregistre des écarts importants : établi à 24,4 % entre 1949 et 1954, il grimpe à 34,4 % entre 1954 et 1959 pour retomber, entre 1959 et 1964, à un niveau inférieur (20,7 %) à celui de la première période quinquennale. En dépit de l'accroissement rapide des effectifs depuis 1949, le rythme de croissance a cependant marqué, à partir de 1959, une nette régression, ce qui semble aller à l'encontre d'une opinion largement répandue voulant que les effectifs des fonctionnaires provinciaux aient connu, depuis cinq ou six ans, un développement sans précédent.

Fonctionnaires régis
ou non : rythme de
croissance différent

29. Si l'on distingue les employés du gouvernement relevant de la CFP de ceux qui n'en dépendent pas, des différences notables apparaissent dans l'évolution de chacun des deux groupes. Entre

1948³⁰ et 1964, le premier ne s'est accru que de 85,6 % alors que le second voyait ses effectifs augmenter de 142,6 % (tableau I-2). Cependant, la situation est renversée si l'on ajoute à ces séries de statistiques celles de l'année 1965, car un amendement à la loi du Service civil a alors soumis plus de 8 000 « fonctionnaires-ouvriers » à l'application des articles 39 et 40 de ladite loi³¹. Abstraction faite de ce changement récent, on s'aperçoit d'abord que, de 1949 à 1952, les deux groupes évoluent de façon sensiblement parallèle; qu'en 1952-1953, un écart apparaît au profit des employés régis, du fait d'une diminution de plus de 500 fonctionnaires non régis dans les ministères des Travaux publics et de la Voirie et au département de l'Instruction publique; que par la suite, de 1954 à 1964, des différences de plus en plus marquées, surtout dans les dernières années, distinguent l'évolution des deux groupes, l'accroissement des fonctionnaires non régis dépassant de beaucoup celui des fonctionnaires régis.

Évolution comparative
entre trois sous-en-
sembles de ministères

30. Comme nous l'avons indiqué précédemment, l'augmentation du nombre des fonctionnaires du Québec n'a pas connu la même cadence dans les dix-neuf départements ministériels. On peut cependant

distinguer trois sous-ensembles de ministères ayant, comparativement à l'évolution globale de l'ensemble des fonctionnaires, évolué à des rythmes différents depuis 1944³². Un premier affiche un accroissement inférieur à 120 %; un second se situe entre 40 % en plus et 40 % en moins du pourcentage d'accroissement général (161 %); enfin, un troisième enregistre des augmentations supérieures à 200 %. Le tableau 4 répartit les divers ministères selon ces trois types d'évolution. Il serait assez long de justifier la présence de chacun des ministères dans l'un ou l'autre des sous-ensembles; seule une analyse minutieuse y parviendrait et pourrait expliquer les transformations survenues. Mais cette analyse dépasserait les limites de nos Essais. Nous pouvons cependant, sans nous engager dans pareille opération, indiquer brièvement quelques faits qui éclaireront ces cheminements différents.

Premier sous-ensemble :
évolution lente

31. Les ministères dont l'accroissement reste, de 1944 à 1964, inférieur à 120 %, sont tous des ministères dont les effectifs se trouvent, soit stabilisés, soit

en régression depuis 5 ou 6 ans. La plupart ont été peu touchés par les transformations récentes de l'appareil administratif de l'État, et leur organisation interne n'a subi, tout au plus, que des restructurations formelles; aussi aucun effet véritable ne s'est-il fait sentir au niveau des mouvements du personnel. Par ailleurs, certains

Tableau 4 Accroissement des effectifs des ministères de 1944 à 1964*

Premier groupe (120 % et moins)	Deuxième groupe (121 à 199 %)	Troisième groupe (200 % et plus)
Agriculture et colonisation	Affaires municipales	Éducation
Assemblée législative, Conseil législatif, Conseil exécutif	Industrie et commerce	Famille et bien-être social
Justice	Travail	Finances et revenu
Santé	Travaux publics	Richesses naturelles
Secrétariat de la province		Tourisme, chasse et pêche
Terres et forêts		Transports et communications
		Voirie

* Accroissement moyen : 161 %.

de ces ministères, tels celui de l'Agriculture, ainsi que le Secrétariat de la province, en remettant l'exercice de certaines de leurs compétences à d'autres organismes administratifs, ont perdu, au profit de ces derniers, une partie de leurs effectifs. On pourrait enfin objecter à la présence des ministères de la Justice et de la Santé dans ce groupe, qu'ils sont l'un et l'autre en cours de transformation et que l'orientation nouvelle donnée à l'organisation administrative du Québec s'est également fait sentir chez eux; peut-être, mais cette opinion demanderait sans doute à être nuancée pour mieux correspondre à leur situation réelle. À ce point de la recherche, on peut tout juste faire valoir que ces modifications sont récentes et n'ont probablement pas encore eu de répercussions sur le plan des effectifs.

Second sous-ensemble :
évolution moyenne

32. Dans ce second sous-ensemble, certains ministères comme ceux du Travail et des Travaux publics présentent des courbes d'évolution dont les tracés

sont sensiblement conformes à celui qui marque le développement de l'ensemble du personnel de la fonction publique. Par contre, bien que le ministère de l'Industrie et du commerce et celui des Affaires municipales aient atteint en 1964 des effectifs proportionnellement comparables aux effectifs globaux des fonctionnaires, leur évolution respective n'a pas suivi, au cours de la période retenue, le même rythme. Des pertes annuelles d'employés ont, depuis 1960, peu à peu réduit les effectifs du premier, faisant ainsi diminuer de façon

sensible l'augmentation du personnel³³; quant au second, une lente reprise de l'ascension des effectifs a succédé à une brusque diminution du personnel (dont les causes demeurent inconnues) en 1956-1957, ramenant l'augmentation des effectifs, à la fin de la période, au niveau de l'accroissement moyen pour l'ensemble des fonctionnaires.

Troisième sous-ensemble : 33. Quatre des huit ministères dont évolution accélérée l'accroissement dépasse, de 1944 à 1964, 200 % ont vu gonfler rapidement leurs effectifs depuis quelques années, soit

par la prise en charge de nouvelles attributions, soit par le développement de leurs activités initiales. Ce sont : le ministère de la Famille et du bien-être social, qui s'est vu confier l'administration de lois d'assistance relevant antérieurement du ministère de la Santé ainsi que de nouvelles responsabilités liées aux problèmes de la famille; le ministère de l'Éducation, dont chacun connaît la récente expansion et la profonde réorganisation; le ministère du Tourisme, de la chasse et de la pêche, auquel ont été attribuées des tâches autrefois assumées par le Secrétariat de la province (Office du tourisme) et le ministère de l'Industrie et du commerce (Service d'hôtellerie et Centrale d'artisanat); le ministère des Transports et communications qui a absorbé, en 1961, le Service des véhicules-automobiles. Dans chacun de ces cas, l'augmentation élevée du personnel est due surtout à l'ampleur des modifications intervenues au cours des dernières années. Mais telle n'est pas la situation pour les autres ministères du même groupe dont les effectifs restent stationnaires ou sont légèrement en voie de diminution depuis quelques années. Au ministère des Finances et du revenu, comme à ceux des Richesses naturelles et de la Voirie, les augmentations rapides du personnel se situent plutôt entre 1953 et 1956 ; elles sont respectivement, au cours de cette période, de 70, 74 et 120 %. Nous ne connaissons pas tous les facteurs qui ont pu insuffler un semblable dynamisme à ces ministères, mais il est en partie relié, pour le premier, à l'intervention du gouvernement provincial dans le domaine de l'impôt sur le revenu des particuliers³⁴; pour le second, à la priorité reconnue à l'électrification rurale; pour le troisième, à la progression rapide du parc-automobile à partir de 1950 et, par conséquent, à la nécessité d'un meilleur réseau routier. Ces nouvelles législations, d'une part, et l'élargissement de l'exercice de fonctions administratives déjà dévolues à ces ministères, d'autre part, sont sans conteste partiellement responsables de l'augmentation accélérée de leur personnel au cours des années '50.

L'accroissement du nombre des fonctionnaires triple celui de la main-d'oeuvre 34. Comparer l'évolution respective des fonctionnaires, des salariés et de l'ensemble de la main-d'oeuvre nous apprend d'abord que, de 1941 à 1961, l'accroissement du nombre des fonctionnaires dé-

passe de 50 % celui des salariés et atteint le triple de celui de la main-d'oeuvre totale : le gain enregistré par cette dernière se monte à 48,7 % et par les salariés à 84,3 %, tandis que le personnel du gouvernement du Québec inscrit une hausse de 136,7 % (tableau I-3).

En subdivisant toutefois ces 20 années en deux périodes décennales, on constate que, au cours de la première, les effectifs des fonctionnaires (26,6 %) ont évolué sensiblement au même rythme que ceux de la main-d'oeuvre (23,8 %), mais beaucoup plus lentement que ceux des salariés (42,5 %), et que, au cours de la seconde, les courbes d'évolution ont modifié leur direction, le nombre des fonctionnaires (86,9 %) ayant triplé par rapport à celui des salariés (29,3 %) et quadruplé par rapport à celui de l'ensemble de la main-d'oeuvre (20,1 %). Aucune statistique précise en provenance du BFS ne nous permet de poursuivre, de 1961 à 1965, le tracé de ces courbes, mais divers indices nous autorisent cependant à supposer que les tendances se sont maintenues et que, par conséquent, l'accroissement du personnel rattaché à la fonction publique a accusé une accélération supérieure à celle enregistrée chez les salariés et dans l'ensemble de la main-d'oeuvre³⁵.

L'accroissement est plus rapide en province que dans les zones métropolitaines

35. Si l'on poursuit la comparaison en distinguant les zones métropolitaines du reste du Québec, on remarque que, de 1951 à 1961, les effectifs des fonctionnaires ont doublé en province (105,5 %), marquant un rythme moins rapide dans la

région de Montréal (94,4 %) et encore plus lent dans celle de Québec (71,7 %). Si l'on compare ces résultats avec l'évolution respective des salariés et de la main-d'oeuvre globale, on constate que l'accroissement de ces deux derniers ensembles a été plus rapide dans les zones métropolitaines que dans le reste du Québec. Bien que les écarts entre les niveaux atteints par chacun des trois ensembles de travailleurs soient relativement importants, on observe que l'accroissement des effectifs des fonctionnaires a été plus rapide en province que dans les zones métropolitaines, alors que pour la main-d'oeuvre et les salariés le mouvement est inverse³⁶.

Stabilité de la répartition territoriale des fonctionnaires depuis 1951

36. Il semble bien, sur la base des informations statistiques disponibles, que la répartition des effectifs des fonctionnaires entre les zones métropolitaines et le reste du Québec se soit faite, depuis 1951, dans des propor-

tions à peu près stables. Négligeons les minimes écarts observés pour constater que, depuis les débuts de cette période de quinze ans environ, les zones métropolitaines de Québec et de Montréal comptent respectivement 45 et 25 % des employés du gouvernement, les derniers 30 % se répartissant entre les différentes régions de la province (tableau I-5). Il convient cependant de noter que cette stabilité résulte, sur une longue période, de cycles évolutifs dont les maxima ou les minima, pour chacune des régions, ne coïncident pas relativement à un même laps de temps. Par exemple, de 1951 à 1961, l'accélération s'est faite en faveur des localités de province, alors que, de 1961 à 1964, sous l'effet de certaines politiques de regroupement des services, on observe la tendance inverse. La régionalisation

administrative préconisée depuis quelque temps dans divers départements ministériels fera peut-être réapparaître une légère hausse des employés du gouvernement en province.

Diminution proportionnelle des fonctionnaires d'origine britannique

37. Nous avons vu précédemment que, de 1941 à 1961, le nombre des fonctionnaires a augmenté plus rapidement que celui de la main-d'oeuvre. Si l'on répartit ces deux ensembles de travail-

leurs selon certains groupes ethniques, on constate immédiatement que les fonctionnaires d'origine française ont augmenté trois fois plus vite et les fonctionnaires d'une origine autre que française ou britannique deux fois et demie plus vite que la main-d'oeuvre de même souche, soit respectivement 157,7 contre 46,4 % et 353,6 contre 135,8 %. Chez les Britanniques, l'accroissement des fonctionnaires est beaucoup plus lent et dépasse d'ailleurs de peu celui de la main-d'oeuvre, soit 35,2 contre 21,4 % (tableau I-6). D'autre part, si l'on envisage isolément l'ensemble des fonctionnaires, on se rend compte que le personnel d'origine britannique, bien que comptant 231 personnes de plus au terme de ces deux décennies, enregistre une diminution de 3,4 % au profit des fonctionnaires des autres groupes (tableau I-7). Enfin, à la lecture des répartitions proportionnelles des fonctionnaires pour 1941 et 1961, on observe immédiatement que l'administration québécoise accuse, par rapport à la main-d'oeuvre, une sur-représentation du personnel français, ce qui, par voie de conséquence, entraîne une sous-représentation du personnel appartenant à d'autres groupes ethniques. Il aurait du reste été surprenant de parvenir aux résultats contraires.

Depuis 1961, une tendance qui se maintient

38. Aucune source d'informations statistiques ne fournit des données sur l'évolution depuis 1961. Si cependant nous extrapolons à partir des informations

recueillies par questionnaire, la tendance des années antérieures semble se maintenir de 1961 à 1965. La proportion des fonctionnaires d'origine française se serait donc encore accrue (95,9 %), tandis que celle des fonctionnaires d'origine britannique aurait baissé (2,6 %). Quant aux fonctionnaires d'une autre origine, ils auraient diminué aussi (1,2 %) au cours de cette période, contrairement à l'évolution observée pour les deux décennies précédentes.

Conclusions

39. Plusieurs faits ont été mis en évidence au cours de ce premier chapitre, et il conviendrait de retenir les points

suivants. Premièrement, de 1944 à nos jours, une certaine simultanéité apparaît entre les variations annuelles des effectifs des fonctionnaires et les années d'élections. Y a-t-il là simple coïncidence ou liaison étroite ? Seule une étude plus poussée permettrait de répondre à cette question. Deuxièmement, depuis 1944, et cela a été clairement démontré, le rythme de croissance du fonctionnarisme s'est difficilement maintenu à un même niveau, ce qui vient en contradiction avec l'opinion courante suivant laquelle il y a eu

explosion des effectifs depuis quelques années. Troisièmement, certains ministères, et l'observation précédente ne le contredit pas, ont pu connaître une expansion plus rapide. En réalité, si on les compare, on relève trois types d'évolution. Plusieurs d'entre eux, pour la plupart des ministères ayant subi peu de changements au cours des dernières années et dont les fonctions sont bien définies depuis longtemps, ont manifesté un rythme de croissance plutôt lent. Quelques-uns ont soit évolué à la cadence de l'ensemble de la fonction publique soit enregistré des baisses passagères d'effectifs qui ont annulé les hausses ayant marqué leur développement. D'autres, enfin, ont vu leurs effectifs tripler ou même quadrupler au cours de ces vingt années, des restructurations profondes ayant permis à plusieurs d'entre eux d'assumer de nouvelles fonctions importantes ou d'étendre sensiblement le champ de leur action au niveau des services offerts à la population. Quatrièmement, de 1941 à 1961, les effectifs des fonctionnaires ont proportionnellement triplé par rapport à ceux des salariés et quintuplé par rapport à ceux de la main-d'oeuvre. Cinquièmement, d'une part, les effectifs des fonctionnaires ont augmenté, en proportion, plus rapidement en province que dans les zones métropolitaines de Québec et de Montréal et, d'autre part, l'évolution des effectifs des salariés et de la main-d'oeuvre s'est montrée, à l'inverse, plus rapide dans les zones métropolitaines qu'en province. Sixièmement, concernant la répartition sur le plan ethnique, malgré une augmentation en chiffres bruts, les fonctionnaires d'origine britannique ont affiché une diminution procentuelle par rapport à l'ensemble des fonctionnaires.

De profondes transformations

40. Au cours de ce deuxième chapitre, notre attention portera successivement sur trois dimensions socio-morphologiques de l'ensemble des fonctionnaires,

à savoir, la répartition selon le sexe, l'âge et l'état civil. Ayant subi au cours des vingt ou vingt-cinq dernières années de profondes transformations, ces dimensions, sous l'effet de modifications tantôt lentes, tantôt brusques, se présentent de nos jours selon des distributions fort différentes de celles qui les caractérisaient au début de la période envisagée.

A. Répartition selon le sexe

Accroissement du personnel féminin

41. La répartition des fonctionnaires selon le sexe nous apprend d'abord que, depuis 1941, la proportion des femmes a connu un accroissement considérable.

De 18,1 % en 1941, elle passe à 22,7 % en 1951 pour atteindre 28,6 % en 1961 (tableau I-8). La tendance semble vouloir se maintenir, puisqu'en 1964 près du tiers (32,1 %) du personnel classifié par la CFP appartenait au sexe féminin³⁷. Cette tendance s'observe d'ailleurs au niveau de toute la main-d'oeuvre québécoise; le marché du travail enregistrait 100 femmes pour 357 travailleurs en 1941 et pour 270 seulement en 1961. En l'espace de vingt ans, la main-d'oeuvre a diminué de 87 travailleurs masculins pour chaque 100 travailleurs féminins qui en faisaient partie au début de la période. On relève de plus que, en 1941 et en 1951, le nombre des femmes était proportionnellement plus élevé dans l'ensemble de la main-d'oeuvre que dans la fonction publique. En 1961, la situation se renverse, et c'est, cette fois, le personnel féminin de la fonction publique (28,6 %) qui est proportionnellement supérieur à la main-d'oeuvre féminine (27,1 %) dans l'ensemble de la main-d'oeuvre.

Accroissement supérieur
dans le Québec métropo-
litain

42. Cette tendance à l'accroissement du personnel féminin dans la fonction publique ne suit pas un rythme identique dans tout le Québec. Bien qu'on puisse l'observer partout, elle est beaucoup

plus prononcée dans la zone métropolitaine de Québec que dans celle de Montréal, et plus accentuée dans celle-ci que dans le reste du Québec. Voyons brièvement ces trois cas. Dans la zone métropolitaine de Québec, la proportion des fonctionnaires féminins passe de 28,5 % en 1951 à 36,3 % en 1961. Si l'on compare cette évolution à celle de la main-d'oeuvre, on se rend compte que les effectifs féminins de la fonction publique se sont accrus plus rapidement que ceux de la main-d'oeuvre féminine totale; leur proportion, par rapport à l'ensemble des fonctionnaires, se révèle, en fin de période, supérieure à celle de la main-d'oeuvre féminine par rapport à l'ensemble de la main-d'oeuvre. Dans la zone métropolitaine de Montréal, et bien qu'elle ait sensiblement augmenté de 1951 à 1961, passant de 22,1 % à 27,9 %, la proportion des fonctionnaires féminins demeure cependant inférieure à celle de la main-d'oeuvre totale (29,9 %) à la fin de la décennie. Ailleurs au Québec, le mouvement est encore plus lent : 13,5 % des fonctionnaires appartenaient au sexe féminin en 1951 et 18,7 % en 1961, ce dernier pourcentage étant sensiblement inférieur à celui qu'on relève pour les femmes dans l'ensemble de la main-d'oeuvre (23,7 %) ³⁸.

Tendance accrue en 1965

43. Sur la base d'informations provenant de l'exploitation des données recueillies par questionnaire, on peut avancer

que le phénomène d'augmentation proportionnelle du personnel féminin se poursuit pour l'ensemble du Québec jusqu'à 1965. Bien qu'un effet amenuisant ait pu se produire au moment de la pondération des données sur le phénomène étudié — la proportion des informateurs féminins dans l'ensemble de l'échantillon étant inférieure à celle des fonctionnaires féminins dans l'ensemble des fonctionnaires ³⁹ — le personnel féminin de la fonction publique a augmenté plus rapidement que le personnel masculin (tableau I-9). En 1965, il atteint approximativement 30,7 % dans l'ensemble du Québec, 33,8 % dans la zone métropolitaine de Québec, 29 % dans celle de Montréal et 25,9 % en province ⁴⁰. Nous retrouvons ici l'ordre déjà observé pour l'année 1961; c'est en province que le pourcentage reste le plus bas. Ce fait est facilement explicable lorsque l'on sait, d'une part, que le travail administratif est concentré dans les villes de Québec et de Montréal, la première l'emportant de beaucoup sur la seconde, et, d'autre part, que les fonctionnaires travaillant en province appartiennent surtout au groupe « fonctionnaire-ouvrier ».

Expansion du personnel
féminin d'origine française

44. Nous avons signalé précédemment que l'accroissement des effectifs était moins rapide chez les fonctionnaires d'origine britannique que chez ceux

d'origine française; nous venons de constater une tendance identique pour les fonctionnaires masculins par rapport aux fonctionnaires

féminins. Ces deux tendances nous amènent à en déduire que, proportionnellement, le personnel britannique des deux sexes et le personnel français masculin régressent depuis 1941 au profit du personnel féminin d'origine française (tableau I-10). De 1941 à 1961, les effectifs des fonctionnaires féminins d'origine française laissent apparaître une hausse de 10,4 % par rapport à l'ensemble des fonctionnaires, tandis que le personnel britannique enregistre une baisse de 3 % du côté masculin et de 0,4 % du côté féminin, et que la représentation du personnel masculin d'origine française diminue de 7,8 % pour l'ensemble des fonctionnaires. Si la diminution des fonctionnaires britanniques féminins est peu importante, c'est que deux évolutions opposées se sont manifestées simultanément, soit un ralentissement dans le rythme d'accroissement des fonctionnaires britanniques et une augmentation de plus en plus intense du nombre des fonctionnaires féminins, et la première l'a emporté sur la seconde⁴¹.

Pourcentage le plus élevé des fonctionnaires féminins : en 1941 chez ceux d'origine britannique et en 1965 chez ceux d'origine française

un renversement de situation, de 1941 à 1965, dans le pourcentage des fonctionnaires féminins de chacun des divers groupes ethniques : en 1941, ce sont les fonctionnaires britanniques qui proportionnellement comptent le plus d'employés féminins (19,5 %) alors qu'en 1961 ce sont les fonctionnaires français (28,6 %)⁴².

45. Si l'on scrute maintenant la répartition, selon le sexe, des fonctionnaires de différentes origines ethniques, on constate d'abord que, conformément à la tendance générale, ils enregistrent des accroissements proportionnels de leurs effectifs féminins (tableau I-11). Mais le phénomène le plus important est

B. Structures des âges

Rajeunissement et vieillissement du fonctionnarisme

46. Il peut sembler contradictoire d'indiquer la présence simultanée d'une tendance au rajeunissement et d'une tendance au vieillissement au sein du fonctionnarisme, mais en fait il n'en est

rien. Il y a rajeunissement en ce sens que le groupe d'âges « moins de 20 ans » s'est multiplié par sept de 1941 à 1961, et par six si l'on étend la période jusqu'à 1965 (tableau I-13), alors que, dans ces mêmes laps de temps, l'ensemble des fonctionnaires n'a fait que doubler. De plus, il y a vieillissement si l'on considère que les groupes « 45 à 64 ans » et « 65 ans et plus » ont triplé de 1941 à 1961. Cependant, si l'on étend, là encore, cette période jusqu'à 1965, l'indice d'évolution enregistre de brusques chutes, l'accroissement du premier groupe n'atteignant plus que 154 % et celui du second 91,7 %. En outre, les niveaux atteints dans les indices d'évolution des deux subdivisions du groupe « 20 à 44 ans » sont toujours inférieurs à celui que l'on observe pour l'ensemble des fonction-

naires. Que signifient donc ces évolutions divergentes ? En premier lieu, il est indéniable que le groupe des très jeunes fonctionnaires (moins de 20 ans) est en hausse depuis 1941, et que cette hausse est en accélération depuis 1951 surtout. En second lieu, la tendance au vieillissement semble marquer le pas depuis 1961. La baisse constatée serait-elle due à un pourcentage de non-réponses au questionnaire plus élevé chez les fonctionnaires âgés que chez les autres ? Nous ne le croyons pas, puisque ce pourcentage (8,5 %) reste nettement inférieur à celui de la plupart des autres groupes d'âges⁴³. Il faut voir là plutôt le résultat des mises à la retraite beaucoup plus nombreuses depuis 1961 chez les fonctionnaires âgés de plus de 65 ans. Nous avons pu en effet constater au cours des dernières années une mise en application plus stricte de la politique de retraite du personnel âgé. En bref, trois tendances peuvent être perçues : premièrement, une rapide croissance des catégories de jeunes fonctionnaires; deuxièmement, une certaine atténuation de la tendance au vieillissement; troisièmement, une évolution, chez les fonctionnaires d'âge moyen, qui ne dépasse pas le niveau de l'indice d'évolution observé pour l'ensemble des fonctionnaires provinciaux.

À l'inverse, un accroissement plus rapide des travailleurs d'âge moyen pour l'ensemble de la main-d'oeuvre

fonctionnarisme, ce sont les groupes d'âges moyens qui se sont le plus développés, le nombre des jeunes travailleurs et des travailleurs très âgés (65 ans et plus) augmentant beaucoup moins rapidement. Cependant, il est à remarquer que, pour chacun des groupes d'âges retenus, l'indice d'évolution de la main-d'oeuvre accuse un retard souvent considérable par rapport à celui des fonctionnaires, exception faite pour les « 35 à 44 ans » qui, dans l'un et l'autre cas, atteignent en 1961 un niveau voisin de leur indice d'évolution respectif.

Évolution différente d'une région à l'autre

taîne de Montréal, puis celle de Québec. Mais si l'on répartit ces fonctionnaires selon certains groupes d'âges, l'ordre n'est plus le même. Pour les très jeunes fonctionnaires (15 à 19 ans), l'accroissement le plus fort est enregistré dans la zone métropolitaine de Québec, devant la province et la zone métropolitaine de Montréal. Pour les fonctionnaires d'âge moyen (20 à 64 ans), l'ordre reste le même que pour l'ensemble des fonctionnaires. Quant aux fonctionnaires âgés (65 ans et plus), c'est dans la zone métropolitaine de Montréal que leur accroissement se révèle le plus important (tableau I-13) et en province le plus faible. Bref, on peut dire que c'est la zone

47. Si l'on compare ces tendances à l'évolution de la main-d'oeuvre globale ventilée, elle aussi, selon les mêmes groupes d'âges, on ne peut décrire des rythmes de croissances semblables à ceux que nous venons d'exposer. À l'inverse de ce qui s'est passé pour le

48. On sait déjà que, de 1951 à 1961, c'est en province que le nombre des fonctionnaires augmente le plus rapidement; vient ensuite la zone métropoli-

métropolitaine de Québec qui accuse la plus forte tendance au rajeunissement et celle de Montréal la plus forte tendance au vieillissement.

La main-d'oeuvre est proportionnellement plus jeune que les fonctionnaires

49. Même si nous avons remarqué que le fonctionnarisme compte, depuis une vingtaine d'années, de plus en plus de jeunes travailleurs (moins de 20 ans), les effectifs des fonctionnaires répartis selon certains groupes d'âges

sont dans l'ensemble nettement plus âgés que la main-d'oeuvre globale. On s'aperçoit, à la lecture du tableau I-14, que 37 % seulement des fonctionnaires ont en 1941 moins de 35 ans, tandis que la main-d'oeuvre en compte plus de la moitié, soit 54,4 %. En 1961, on observe un écart un peu moins large, mais tout de même très significatif : respectivement 34,5 et 48,7 %. On pourrait même ajouter que les personnes âgées (au-dessus de 65 ans) sont proportionnellement deux fois et demie plus nombreuses chez les fonctionnaires (7,8 %) que dans l'ensemble de la main-d'oeuvre (2,9 %). La situation est la même, compte tenu du lieu de travail des fonctionnaires, pour chacune des zones métropolitaines et le reste du Québec. Dans la zone métropolitaine de Montréal, on constate que les fonctionnaires sont encore plus âgés que dans le reste du Québec : 51,6 % avaient, en 1961, plus de 45 ans contre 47 % dans la zone métropolitaine de Québec et 43,2 % ailleurs dans la province. Il semblerait donc que, plus une région est urbanisée et industrialisée, plus le fonctionnarisme recrute un personnel âgé.

Les fonctionnaires d'origine britannique sont nombreux dans les catégories d'âges avancés

50. Si l'on compare, en 1961, les fonctionnaires de différentes origines ethniques selon leur groupe d'âges, on remarque que ce sont ceux d'origine britannique qui sont les moins nombreux dans les catégories « 15 à 24 ans » et

« 25 à 44 ans » (tableau I-15). En réunissant ces deux groupes, on totalise 46,2 % des effectifs d'origine britannique, 53,7 % des effectifs d'origine française et 61 % des effectifs d'autres origines⁴⁴. Les fonctionnaires britanniques sont donc, en conséquence, plus nombreux que les autres dans les catégories d'âges avancés.

Les fonctionnaires anglophones sont nombreux dans les catégories d'âges avancés

51. Pour 1965, nous ne possédons pas d'informations quant à l'appartenance ethnique des fonctionnaires⁴⁵; cependant, les renseignements tirés du questionnaire nous permettant de les répartir selon leur groupe linguistique,

nous constatons que les anglophones sont plus nombreux que les francophones à avoir dépassé 45 ans : 60,4 contre 42 % (tableau I-16). Nous pouvons donc dire que l'âge moyen des fonctionnaires anglophones est, dans l'ensemble, plus élevé que celui des francophones.

C. État civil

De plus en plus de fonctionnaires célibataires

52. De 1941 à 1961, c'est chez les fonctionnaires célibataires que l'on constate l'accroissement le plus rapide.

Il atteint en effet 156,4 %, se limitant chez les fonctionnaires « mariés ou séparés » à 128,3 % et chez ceux qui sont « veufs ou divorcés » à 111,8 % (tableau I-17). Cette évolution est différente de celle que l'on observe, d'une part pour l'ensemble de la main-d'oeuvre, et d'autre part pour la population âgée de 15 ans et plus. Dans ces deux cas, c'est le nombre des personnes « mariées ou séparées » qui, de 1941 à 1961, augmente le plus rapidement, respectivement 89,9 et 77,5 %. On observe, en outre, que 32,9 % des fonctionnaires sont célibataires en 1941 et 35,6 % en 1961 (tableau I-18), la proportion des fonctionnaires « mariés, séparés, veufs ou divorcés » décroissant d'autant⁴⁶. Si l'on compare ces proportions à celles qui sont calculées pour la main-d'oeuvre, on constate qu'il y avait en 1941 beaucoup plus de célibataires dans la main-d'oeuvre que chez les fonctionnaires (49,1 contre 32,9 %); un certain écart subsiste encore vingt ans après en faveur de la main-d'oeuvre, mais il ne dépasse pas 1 %.

Plus de célibataires chez les fonctionnaires féminins

53. En 1941, 45,4 % des fonctionnaires célibataires, 1,7 % des fonctionnaires mariés ou séparés et 41,6 % des fonctionnaires veufs ou divorcés appartenaient au sexe féminin (tableau I-19).

En 1961, on remarque une distribution différente, les proportions passant respectivement à 58,3, 8,7 et 58,9 %. En 1965, la situation a encore évolué puisque, selon des statistiques tirées des compilations du questionnaire, les femmes représentent 69,1 % des fonctionnaires célibataires et 13,2 % de tous les autres fonctionnaires. D'après ces chiffres, on constate que les proportions, pour ce qui concerne les célibataires, sont aujourd'hui inverses, les femmes l'emportant de beaucoup sur les hommes. Quant aux fonctionnaires ayant été mariés, même si les effectifs féminins se sont considérablement accrus, les proportions, à la fin de la période, ne se présentent pas à l'avantage des femmes.

Plus de fonctionnaires mariés chez les anglophones

54. Les informations recueillies au moyen du questionnaire nous permettent d'estimer la répartition des employés anglophones et francophones en fonction de leur état civil. Sur la base de ces

informations, on voit que la proportion d'anglophones mariés dépasse, en 1965, de 11 % celle des francophones. En contrepartie, ces derniers comptent 9,4 % de célibataires de plus que les anglophones (tableau I-20). On arrive à des résultats similaires si l'on répartit les fonctionnaires selon leur langue maternelle : c'est chez ceux qui n'indiquent pas le français comme langue maternelle que l'on trouve proportionnellement le moins de célibataires (tableau I-21).

Conclusions

55. Que devons-nous retenir de cette description des caractéristiques socio-morphologiques des fonctionnaires du

Québec? En premier lieu, que l'accroissement du personnel féminin de la fonction publique s'est effectué à un rythme plus rapide que celui ayant marqué l'évolution tant de l'ensemble des fonctionnaires que de l'ensemble de la main-d'oeuvre; que cette tendance s'est manifestée avec plus d'intensité dans le Québec métropolitain; que, de tous les fonctionnaires féminins, ce sont ceux d'origine canadienne-française qui ont connu l'accroissement le plus rapide. En second lieu, qu'un double mouvement de rajeunissement et de vieillissement a ponctué l'évolution du fonctionnarisme depuis deux décennies; que, à l'opposé, l'augmentation des travailleurs d'âge moyen marque l'évolution de l'ensemble de la main-d'oeuvre dont les effectifs sont sensiblement plus jeunes que ceux des fonctionnaires; que les fonctionnaires d'origine britannique et les fonctionnaires anglophones sont en général plus âgés que les autres. En troisième lieu, que les fonctionnaires célibataires sont en nette progression; qu'on en dénombre davantage dans le personnel féminin; que les fonctionnaires anglophones — qu'ils soient d'origine britannique ou non — sont plus nombreux que les autres à appartenir à la catégorie des fonctionnaires mariés.

Trois questions

56. Où sont nés les fonctionnaires ?

Dans quel milieu ont-ils passé leur jeunesse ? À quelle strate occupation-

nelle appartenaient leurs pères ? Trois questions auxquelles nous essayons de répondre dans ce chapitre. Les analyses menées à ce stade de notre étude sont cependant assez brèves, les documents rassemblés ne nous ayant fourni que très peu d'informations et le questionnaire distribué aux fonctionnaires ne comportant par ailleurs que trois ou quatre questions à ce sujet. En dépit de sa brièveté, ce chapitre revêt une certaine importance puisqu'il permet d'approfondir un peu plus la connaissance des traits caractéristiques des employés de la fonction publique.

Les fonctionnaires nés au Canada sont proportionnellement plus nombreux que la main-d'oeuvre née au Canada

57. Comme il était facile de le supposer, la presque totalité des fonctionnaires québécois — 96,6 % en 1941 et 97,8 % en 1961 — sont nés au Canada, les autres étant pour plus de la moitié d'origine américaine (tableau I-22).

Si l'on compare cette distribution à celle de la main-d'oeuvre, on se rend compte que, en même temps que le nombre des fonctionnaires nés au Canada s'accroissait de 1,2 %, celui de la main-d'oeuvre d'origine canadienne diminuait de 1,5 %. Le tableau I-23 nous apprend, d'autre part, que 92,6 % de la population canadienne et 90,6 % de la population urbaine sont originaires du Canada, et que 97,8 % des fonctionnaires québécois y sont nés également. Cet écart de plus de 5 % trouve probablement son explication dans le fait que les Néo-Canadiens sont moins nombreux au Québec que dans les autres provinces.

Les fonctionnaires comptent moins de Britanniques et de Néo-Canadiens que la population urbaine

58. En 1961, la très grande majorité (98,7 %) des fonctionnaires d'origine française étaient nés au Canada, 10,5 % des Britanniques et 32,7 % de ceux dont l'origine n'est ni française ni britannique étant nés hors de ses frontières.

Ces deux dernières proportions sont beaucoup moins élevées que celles relevées à la même époque pour la population urbaine.

En 1965, 92,2 % des fonctionnaires sont originaires du Québec

59. Les données recueillies par questionnaire pour l'année 1965 révèlent que plus des neuf dixièmes des fonctionnaires sont originaires du Québec.

Parmi les autres, 1,1 % sont nés en

Ontario, 0,4 % dans les provinces de l'Ouest, 0,9 % dans les provinces Atlantiques et 5,3 % hors du Canada. Par ailleurs, le tableau I-24 indique que, pour les deux sexes, les proportions de fonctionnaires nés au Québec diminuent rapidement selon qu'ils sont, dans l'ordre, de langue maternelle française, anglaise ou autre, le tableau I-25 faisant ressortir pour sa part que 92,6 % des informateurs francophones sont originaires du Québec alors que 70,6 % des anglophones sont nés dans cette province, 6,1 % en Ontario, 2,6 % dans l'Ouest, 5,5 % dans les Maritimes et 15,2 % ailleurs.

Les trois cinquièmes des fonctionnaires néo-canadiens ont immigré avant 1946

60. On observe au tableau I-31 que les trois cinquièmes des informateurs néo-canadiens ne sont pas des immigrants de date récente, puisqu'ils sont arrivés au Canada avant 1946, la tendance étant nettement inverse pour ce qui concerne

la main-d'oeuvre globale. Si l'on répartit ces fonctionnaires selon leur groupe ethnique, on constate que ceux d'origine française ont immigré avant cette date dans une proportion de 72,8 %, les chiffres tombant à 60,9 % pour ceux d'origine britannique et à 32,2 % pour ceux d'une autre origine.

Le tiers des fonctionnaires ont passé leur jeunesse dans le Québec métropolitain

61. Près du tiers des fonctionnaires ayant répondu au questionnaire ont passé leur enfance et leur jeunesse dans le Québec métropolitain. Viennent ensuite ceux des localités de moins de 5 000 habitants (29,1 %), de la région

métropolitaine de Montréal (17,2 %), des localités de 5 000 à 25 000 habitants (12,1 %) et des villes de plus de 25 000 habitants (9,4 %). Si l'on fait une distinction entre informateurs francophones et anglophones, les distributions varient quelque peu. Ainsi, la région métropolitaine de Québec et les localités de 5 000 à 25 000 habitants comptent proportionnellement moins d'anglophones, la situation inverse prévalant dans la région métropolitaine de Montréal et les localités de plus de 25 000 habitants (tableau I-26).

Ouvriers spécialisés, employés et agriculteurs sont les groupes les mieux représentés dans la structure occupationnelle des pères des fonctionnaires

62. En 1965, les strates les mieux représentées dans l'ensemble de la structure occupationnelle des pères des fonctionnaires sont les ouvriers spécialisés et les techniciens (20,3 %), les employés (15,4 %) et les agriculteurs (15 %). Viennent ensuite les commerçants (13,6 %), les manoeuvres (13,5 %),

les professionnels et les enseignants (7 %), les administrateurs ou les industriels (6,9 %) (tableau I-28). Ces pourcentages peuvent cependant varier si les fonctionnaires sont répartis selon leur langue d'usage. Le tableau I-29 nous indique que les pères des anglophones sont plus souvent professionnels, enseignants, administrateurs, industriels ou commerçants et moins souvent employés, manoeuvres ou agriculteurs que ceux des francophones. Une opposition à peu de chose près semblable apparaît au tableau I-30 entre les fonctionnaires d'origine française et ceux d'une autre origine.

Les pères des fonctionnaires sont pour les trois quarts leur propre employeur ou au service de l'entreprise privée

aussi à la fonction publique sont peu nombreux : 3,8 % au plan municipal, 6,1 % au plan fédéral et 7,1 % au plan provincial. Bien que les différences entre les anglophones et les francophones soient peu considérables, les pères de ces derniers sont proportionnellement plus nombreux que ceux des anglophones à travailler pour leur propre compte.

En conclusion

63. Dans les deux cinquièmes des cas, les pères des fonctionnaires qui ont répondu au questionnaire travaillent pour leur propre compte, et dans un tiers des cas (34 %) pour l'entreprise privée. En revanche, les fonctionnaires dont les pères appartenaient eux

que la très grande majorité des fonctionnaires sont canadiens d'origine et, dans une proportion de 90 %, nés au Québec; seuls les fonctionnaires dont l'origine ethnique n'est ni française ni britannique sont en grand nombre nés hors du Canada, les trois cinquièmes d'entre eux ayant immigré dans notre pays il y a plus de vingt ans. Deuxièmement, que plus des deux tiers des fonctionnaires ont (surtout) passé la plus grande partie de leur jeunesse dans la région métropolitaine de Québec ou dans de petites localités rurales de moins de 5 000 habitants, l'observation étant l'inverse dans le cas des anglophones qui ont vécu pour la plupart dans la région métropolitaine de Montréal ou dans des villes de plus de 25 000 habitants. Troisièmement, que dans une forte proportion (plus de 50 %) les fonctionnaires appartiennent à des familles d'agriculteurs, d'ouvriers spécialisés et d'employés; si l'on isole les anglophones de l'ensemble des fonctionnaires, on note alors que dans 40 % au moins des cas leurs pères ont eu une activité de type tertiaire. Nous avons de plus fait ressortir que les pères des fonctionnaires sont pour les trois quarts leur propre employeur ou au service de l'entreprise privée, cette proportion étant un peu plus faible chez les anglophones.

64. En nous appuyant sur les informations recueillies par questionnaire, nous avons pu constater, premièrement,

65. Nous avons pu réunir quelques informations concernant le degré d'études des fonctionnaires grâce, d'une part, aux données des recensements qui ont permis d'apprécier l'évolution, depuis 1941, de leur niveau de scolarisation et, d'autre part, au questionnaire distribué à des fonctionnaires, lequel nous a révélé que le niveau de scolarisation enregistre des différences appréciables selon que les informateurs sont répartis suivant le sexe, la langue maternelle ou le groupe linguistique. Par ailleurs, à partir des renseignements fournis par ce questionnaire, nous avons pu procéder à l'examen de deux distributions des informateurs selon des variables étroitement liées au niveau de scolarisation, soit le lieu des études et le champ de la spécialité.

En proportion, il y a diminution du personnel très scolarisé, de 1941 à 1961

66. L'évolution du niveau de scolarisation est en premier lieu marquée par une baisse du personnel comptant 13 années ou plus de scolarité. Ainsi, de 1941 à 1961, tandis que la proportion des fonctionnaires dont la scolarité

est inférieure à la 8^e année demeure stable (30,3 % et 31 %) ⁴⁷ et que celle des fonctionnaires dont la scolarité se situe entre la 8^e et la 12^e année augmente sensiblement (47,8 % et 52,9 %), le nombre des fonctionnaires comptant plus de 12 années d'études diminue (21,9 % à 16,1 %) (tableau I-32). Cette baisse, dès qu'on atteint le niveau supérieur, peut à première vue paraître inexplicable, mais on doit se rappeler que la fonction publique, au cours des dix ou quinze années qui ont suivi la dernière guerre mondiale, présentait peu d'attrait pour les personnes fortement scolarisées et, par conséquent, offrait peu de possibilités à ceux qui possédaient des connaissances spécialisées. En outre, il ne faut pas oublier que la diminution procentuelle dont nous venons de faire état se traduit en chiffres bruts par une hausse du personnel ayant atteint le niveau post-secondaire; en 1941, 1 939 fonctionnaires appartenaient à ce groupe qui, en 1961, en comprend 3 571. C'est donc, en fin de

compte, un accroissement plus rapide des fonctionnaires n'ayant pas franchi le niveau secondaire qui a entraîné une baisse proportionnelle de ceux qui l'ont dépassé : les premiers se sont multipliés par trois, tandis que les seconds ne se sont accrus que de 80 %.

Prépondérance féminine
au niveau des études
secondaires

67. Si l'on distingue maintenant entre les fonctionnaires féminins et masculins, retrouve-t-on une évolution identique à celle que nous venons d'exposer ? Notons d'abord que, depuis 1941, les fonctionnaires féminins ont toujours été plus nombreux que les fonctionnaires masculins à avoir atteint le niveau secondaire : 69,1 % contre 43,1 % en 1941, et 71,7 % contre 45,5 % en 1961. C'est, par voie de conséquence, l'inverse que l'on observe aux deux autres niveaux.

Pour ce qui concerne le décroissement proportionnel des fonctionnaires les plus scolarisés, on constate qu'il n'est pas perceptible chez les fonctionnaires féminins; c'est donc dans l'évolution des effectifs des fonctionnaires masculins qu'il faut en chercher la cause.

Les fonctionnaires
sont plus scolarisés
que la main-d'oeuvre

68. On constate que, dans l'ensemble, le personnel possédant un niveau élevé de scolarisation est plus nombreux dans la fonction publique que dans l'ensemble de la main-d'oeuvre. Divers exemples pourraient être donnés de ce phénomène; en 1941, notamment, 66 % de la main-d'oeuvre n'avait jamais franchi le seuil des études secondaires, alors que 30,3 % seulement des fonctionnaires n'étaient pas allés au-delà du primaire. Cet écart, bien que moins large, persiste encore en 1961 : 48,4 % contre 31 %. Cependant, le nombre de ceux qui se sont hissés jusqu'au niveau supérieur est, pour ces mêmes années, considérablement plus élevé chez les fonctionnaires (21,9 % et 16,1 %) que dans l'ensemble de la main-d'oeuvre (5,8 % et 8,5 %).

Ces quelques chiffres nous permettent de constater que les écarts diminuent de décennie en décennie : le niveau de scolarisation enregistre une hausse plus rapide pour l'ensemble de la main-d'oeuvre que chez les fonctionnaires.

De 1961 à 1965, rapide
expansion du personnel
très scolarisé

69. Nous avons vu précédemment qu'une baisse proportionnelle des fonctionnaires ayant 13 années d'études ou plus marquait l'évolution du niveau de scolarisation de 1941 à 1961. La situation

semble avoir changé du tout au tout entre 1961 et 1965. Le niveau de scolarisation a enregistré en effet, durant ces cinq années, une hausse extrêmement rapide. Sur la base des résultats provenant des informations recueillies par questionnaire, nous pouvons constater que 40,4 % des informateurs ont, en 1965, plus de 12 années de scolarité, 48 % entre 9 et 12 années, et 11,6 % moins de 8 années (tableau I-33). Ce n'est donc pas au niveau des études secondaires que les chiffres baissent le plus (52,9 % en 1961), mais bien au niveau primaire (31 % en 1961). Comment expliquer cette évolution ?

Nous nous sommes aperçus, lors du premier dépouillement des données, que les informateurs de niveau post-secondaire étaient sur-représentés par rapport aux autres. Même si une partie de la hausse enregistrée — moins de 10 % d'après des sondages effectués dans quelques services de divers ministères — trouve là son explication, quelle interprétation faut-il donner à l'accroissement excédentaire qui se chiffre encore à près de 15 % ? Il serait dû en partie à l'attraction exercée sur de nombreux diplômés des universités par une fonction publique qui, au cours desdites années, s'est renouvelée sur plusieurs plans et a manifesté un dynamisme contrastant avec la période de stabilité de l'époque précédente. Il serait dû aussi à une préférence manifestée par des jeunes diplômés de plus en plus nombreux pour un secteur qui, davantage que par le passé, laissait espérer un engagement véritable au niveau de la recherche des solutions à apporter aux problèmes posés à la collectivité québécoise, et auxquels sont venus se joindre, dans un même esprit, de nombreux spécialistes déjà au service de la fonction publique fédérale ou de l'entreprise privée. Voilà nous semble-t-il quelques-uns des éléments susceptibles d'expliquer l'augmentation du nombre des fonctionnaires de formation supérieure.

Scolarisation et
variables ethno-
linguistiques

70. En 1965, francophones et anglophones se répartissent à peu près également selon les trois niveaux de scolarisation déterminés, avec cependant un léger excédent procentuel pour les an-

glophones au niveau des études post-secondaires (tableau I-33). Quant à la distribution des fonctionnaires selon la langue maternelle, elle révèle peu d'écarts entre les informateurs, sauf pour ceux dont la langue maternelle n'est ni le français ni l'anglais, les deux cinquièmes d'entre eux indiquant plus de 16 années d'études (tableau I-35)⁴⁸.

La plupart des fonctionnaires ont étudié au Québec

71. Comme on pourrait le supposer — certains paragraphes du chapitre précédent le laissaient d'ailleurs déjà présager — la plupart des informateurs (93,4 %) ont fait leurs études, élémentaires ou secondaires, au Québec.

Les anglophones accusent une proportion nettement plus faible : 75,6 % seulement d'entre eux ont étudié au Québec, les autres ayant poursuivi leurs études en Ontario (6,1 %), au Nouveau-Brunswick (2,6 %) ou ailleurs (15,7 %) (tableau I-36). On constate des écarts semblables entre les francophones et ceux dont la langue maternelle n'est pas le français (tableau I-37). Au niveau des études supérieures, on remarque, en outre, qu'environ 75 % de ceux qui possèdent un diplôme universitaire l'ont obtenu dans une université québécoise. Les anglophones sont, comme aux niveaux élémentaire et secondaire, plus nombreux que les francophones à posséder un diplôme décerné par une université non québécoise.

Les champs de spécialités des fonctionnaires

72. Le tableau I-38 ne présente pas la distribution des champs de spécialités pour tous les fonctionnaires. N'étant pas pondéré, il ne nous renseigne pas

sur la distribution de cette variable pour l'ensemble des fonctionnaires francophones ayant un traitement inférieur à \$ 10 000, puisque, comme nous l'avons déjà indiqué, le questionnaire ne comprenait que 10 % d'informateurs de cette catégorie. Avec la catégorie « \$ 10 000 et plus », nous atteignons presque toute la population des fonctionnaires. Cette limite reconnue, il est alors possible de faire ressortir certaines inégalités dans les répartitions des spécialités universitaires. Premièrement, on observe qu'il existe un lien étroit entre le niveau de traitement et la fréquentation de l'université : dans la catégorie « \$ 10 000 et plus » les fonctionnaires qui ont fréquenté l'université sont beaucoup plus nombreux que les autres. Deuxièmement, on remarque, chez ces mêmes fonctionnaires, une concentration des anglophones dans la classe « autres sciences humaines », et des francophones dans les classes « sciences appliquées » et « droit ». Troisièmement, dans la catégorie « moins de \$ 10 000 », les francophones sont concentrés dans la classe « sciences commerciales » et les anglophones dans la classe « autres sciences humaines ».

En conclusion

73. Il ressort de ce que nous venons d'exposer que le phénomène le plus important concerne la reprise, depuis

quelques années, de la hausse du niveau de scolarisation des fonctionnaires, lequel, de 1941 à 1961, avait marqué une baisse assez prononcée. Nous percevons là un des aspects caractéristiques de l'évolution actuelle du fonctionnarisme dans notre milieu. Par ailleurs, il ne faudrait pas oublier que les fonctionnaires affichent un niveau de scolarisation plus élevé que celui de la main-d'oeuvre globale et que francophones et anglophones sont presque également scolarisés.

En 1949, 61,1 % des fonctionnaires gagnent moins de \$ 2 000; en 1964, 3,8 % seulement

1955-1956, 31,8 % recevaient encore moins de \$ 2 000; 57,8 % entre \$ 2 000 et \$ 2 999; 10,4 % plus de \$ 4 000. En 1963-1964, la situation est inversée : la classe inférieure de traitement ne compte plus que 3,8 % des fonctionnaires, la plupart employés à temps partiel; la classe « \$ 2 000 à \$ 3 999 » (51,7 %) diminue depuis 1960 au profit des classes supérieures; les classes « \$ 4 000 à \$ 5 999 » et « \$ 6 000 et plus » passent respectivement à 25,2 % et 19,3 % (tableau I-40).

En 1963-1964, la moyenne des traitements s'élève à \$ 4 400

\$ 5 999 » a augmenté de 1 125 %; enfin, la classe « \$ 6 000 et plus » a connu un accroissement supérieur à 4 000 % (tableau I-39). De \$ 1 882 qu'elle était en 1947-1948, la moyenne des traitements s'élève en 1963-1964 à \$ 4 400, soit un accroissement de 133,8 % au cours de ces seize années. Si l'on distingue les fonctionnaires féminins des fonctionnaires masculins, un écart, qui augmente d'année en année, apparaît entre les moyennes de traitements. Celles-ci sont, en 1947-1948, de \$ 2 047 chez les hommes et de \$ 1 247 chez les femmes; soit un écart de \$ 800. En 1963-1964, le traitement annuel moyen atteint chez les hommes \$ 5 042, et chez les femmes \$ 3 011; soit, à cette date, un écart de \$ 2 031, c'est-à-dire 2 fois et demie supérieur à celui enregistré au début de la période (tableau I-41).

74. Depuis une quinzaine d'années, les traitements des fonctionnaires ont enregistré une évolution ascendante prononcée. En 1949-1950, 61,1 % des fonctionnaires gagnaient annuellement moins de \$ 2 000; 34,5 % entre \$ 2 000 et \$ 3 999; 4,4 % plus de \$ 4 000. En

75. En l'espace de quinze ans, les effectifs des fonctionnaires ont évolué de la façon suivante : la classe « moins de \$ 2 000 » a diminué de 89 %; la classe « \$ 2 000 à \$ 3 999 » a augmenté de 168,4 %; la classe « \$ 4 000 à

Les fonctionnaires sont dans l'ensemble avantagés par rapport aux salariés

62,7 % et 61,5 % recevant moins de \$ 2 000 par an; 32,6 % et 34,9 % entre \$ 2 000 et \$ 3 999; enfin, 4,7 % et 3,6 % plus de \$ 4 000. En 1961, on ne retrouve plus cette similitude entre les distributions, les premiers étant en effet proportionnellement moins nombreux que les seconds (20,2 % contre 30,9 %) dans la classe « moins de \$ 2 000 », surreprésentés (56,8 % contre 42,1 %) dans la classe « \$ 2 000 à \$ 3 999 », et faiblement sous-représentés (23 % contre 27 %) dans la classe « \$ 4 000 et plus ». Dans l'ensemble, les fonctionnaires sont donc avantagés par rapport aux salariés, bien qu'ils affichent un pourcentage inférieur à celui observé chez ces derniers au niveau de la classe des traitements les plus élevés.

Les traitements inférieurs à \$ 2 000 sont moins nombreux chez les femmes fonctionnaires que chez les femmes salariées

hommes, d'autre part, les salariées féminins par rapport aux fonctionnaires féminins. En 1961, plus de la moitié des femmes salariées (53,2 %) ont perçu des salaires inférieurs à \$ 2 000, alors qu'on en compte moins du tiers chez les fonctionnaires féminins (31,3 %)⁴⁹.

Les fonctionnaires d'origine française sont proportionnellement sous-représentés dans les classes supérieures de traitements

appartenant à divers groupes ethniques, on constate que ce sont les fonctionnaires d'origine française qui, au niveau des traitements inférieurs à \$ 3 000, enregistrent en 1961 la plus forte proportion (57 %); viennent ensuite ceux d'origine britannique (52,3 %) et ceux d'une autre origine (49,3 %). Au niveau des traitements variant entre \$ 3 000 et \$ 4 999, ce sont les fonctionnaires d'une autre origine qui arrivent en tête (36,7 %), devant ceux d'origine française ou britannique qui affichent des proportions presque identiques (31,8 et 31,2 %). Au niveau des traitements variant entre \$ 5 000 et \$ 9 999, les fonctionnaires d'origine britannique et ceux d'une autre origine, avec des proportions très voisines (13,9 et 13,1 %), devancent ceux d'origine française. Enfin, au niveau des traitements supérieurs à \$ 10 000, ce sont les fonctionnaires britanniques qui

76. En 1951, les fonctionnaires et les salariés se répartissent selon des proportions à peu près identiques entre les trois classes de traitements retenues au tableau I-43, respectivement

77. En comparant sur ce point les répartitions, selon le sexe, des fonctionnaires et de l'ensemble des salariés, on observe, de 1941 à 1961, une évolution sensiblement analogue à celle relevée au paragraphe précédent, moins prononcée cependant en ce qui concerne, d'une part, les femmes par rapport aux

78. Une analyse sommaire des tableaux I-44 à I-49 fait ressortir que les fonctionnaires appartenant aux divers groupes ethno-linguistiques ne sont pas répartis en proportions équivalentes entre les diverses classes de traitements. En premier lieu, si l'on compare entre eux les fonctionnaires

détiennent la proportion la plus élevée (2,6 % contre 1,5 et 0,9 respectivement pour ceux d'origine française et d'une autre origine). On peut donc conclure que les fonctionnaires d'origine française sont plus nombreux dans les classes inférieures de traitements, et ceux d'origine britannique ou d'une autre origine plus nombreux dans les classes supérieures (tableau I-44).

Les fonctionnaires
d'origine britannique
enregistrent la plus
forte moyenne de trai-
tements

79. En second lieu, la comparaison entre les moyennes de traitements des fonctionnaires distribués selon l'appartenance ethnique, le sexe et l'âge, nous apprend d'abord que, pour les femmes, la moyenne est, en 1961, sensiblement inférieure à celle des hommes, cela pour chacun des

groupes ethniques retenus, et que ce sont les fonctionnaires d'origine britannique qui, chez les hommes, enregistrent la plus forte (\$ 3 562); viennent ensuite ceux d'origine française (\$ 3 332) et ceux d'une autre origine (\$ 3 200). Chez les femmes, ce sont celles d'une autre origine qui viennent en tête (\$ 2 455), devant celles d'origine britannique et d'origine française (respectivement \$ 2 134 et \$ 2 031). Ni chez les hommes, ni chez les femmes, la moyenne de traitements des fonctionnaires d'origine française ne dépasse celle de chacun des deux autres groupes ethniques (tableau I-45).

Cette différence se fait
surtout sentir chez les
fonctionnaires les plus
âgés

80. Chez les fonctionnaires âgés de 15 à 24 ans et de 25 à 44 ans, les moyennes de traitements sont sensiblement les mêmes, quelle que soit l'origine ethnique. Il n'en va pas de même chez leurs aînés : entre 45 et 64 ans, ce

sont les fonctionnaires d'origine française qui enregistrent la plus basse moyenne : \$ 3 273, comparativement à \$ 3 470 pour ceux d'une autre origine et \$ 3 584 pour ceux d'origine britannique; au-delà de 65 ans, ce sont les fonctionnaires d'une autre origine qui se trouvent au palier inférieur : \$ 2 646, comparativement à \$ 3 121 pour ceux d'origine française et \$ 3 850 pour ceux d'origine anglaise. Pour chacun de ces deux derniers groupes d'âges, ce sont donc les fonctionnaires d'origine britannique qui enregistrent les plus fortes moyennes.

Les fonctionnaires
féminins de langue
maternelle française
enregistrent la plus
faible moyenne de
traitements

81. Il est possible de poursuivre pour 1965 la comparaison entre ces moyennes, non plus cependant selon le groupe ethnique des fonctionnaires, mais selon le sexe et la langue maternelle. À cette date, la moyenne des traitements se situe, pour l'ensemble des fonctionnaires, à \$ 4 342.60. Ce sont ceux du

sexe féminin et de langue maternelle française qui accusent la moyenne la plus faible (\$ 3 509.40) et ceux du sexe masculin et de langue maternelle autre que le français ou l'anglais la moyenne la plus élevée (\$ 4 958.90). Par ailleurs, chez les femmes, quelle que soit leur

langue maternelle, les moyennes observées sont toutes inférieures à la moyenne générale, alors que l'on constate l'inverse chez les hommes, indépendamment de leur langue maternelle (tableau I-48)⁵⁰.

Conclusions

82. En résumé; quatre faits sont à retenir quant à l'évolution des traitements dans la fonction publique. Premièrement, de 1941 à nos jours, ils ont été considérablement améliorés : très peu de fonctionnaires gagnent moins de \$ 2 000 et plus des deux cinquièmes ont des revenus supérieurs à \$ 6 000. Deuxièmement, cette évolution a, dans l'ensemble, avantagé les fonctionnaires par rapport aux salariés. Troisièmement, la moyenne de traitements des fonctionnaires féminins est inférieure à celle des fonctionnaires masculins. Quatrièmement, de tous les fonctionnaires, répartis selon leur appartenance ethnique, ce sont ceux d'origine britannique qui enregistrent la moyenne de traitements la plus élevée.

83. Nous terminerons cette étude en nous penchant sur quelques aspects de la composition ethno-linguistique des fonctionnaires. Au cours des chapitres précédents, nous avons pu constater à plusieurs reprises que l'évolution pouvait prendre des formes différentes selon que les fonctionnaires n'appartenaient pas au même groupe ethnique, n'avaient pas la même langue maternelle, ou encore se déclaraient unilingues ou bilingues. Nous ne reviendrons que brièvement sur ces faits⁵¹, voyant plutôt comment, pour l'année 1961, les fonctionnaires se répartissent suivant deux combinaisons possibles de ces variables ethno-linguistiques, soit l'appartenance ethnique d'après la langue officielle ou la langue maternelle. Ces répartitions seront en outre comparées à celle de même facture concernant en particulier la population urbaine du Québec.

Origine ethnique des
fonctionnaires

84. Voyons d'abord comment, en 1961, les fonctionnaires se répartissent selon l'une et l'autre de ces variables. À cette date, 94,4 % des fonctionnaires

sont d'origine française. C'est là, comme nous l'avons indiqué au chapitre premier, une proportion sensiblement supérieure (3 % environ) à celle de 1941. Parmi les autres, à peu près 4 % sont d'origine britannique et 1,6 % d'une autre origine (tableau I-51). Chez ces derniers, on trouve surtout des Italiens, des Français et des Allemands, mais aussi quelques Scandinaves, Ukrainiens ou Juifs.

Langue maternelle et
langue officielle des
fonctionnaires

85. La presque totalité des fonctionnaires, soit 95,9 %, ont pour langue maternelle le français, 3,4 % l'anglais, et 0,7 % une autre langue. Quant à la langue officielle déclarée lors du re-

censement, 37,3 % ont mentionné le français, seulement 1 % l'anglais, et 61,7 % le français et l'anglais. Le fonctionnarisme provincial compte donc très peu d'unilingues anglais.

En proportion, les fonctionnaires britanniques sont davantage bilingues que les fonctionnaires français

86. Si l'on exclut certaines différences auxquelles il fallait déjà s'attendre — par exemple que les fonctionnaires d'origine française sont plus nombreux que les autres à avoir déclaré parler seulement le français — le tableau I-50 permet de constater les faits suivants. Premièrement, plus des

trois cinquièmes (61,7 %) des fonctionnaires provinciaux déclarent être bilingues, la majorité des deux autres cinquièmes (37,3 %) parler uniquement le français, et 1 % seulement être de langue officielle anglaise. Deuxièmement, il y a moins de bilingues parmi les fonctionnaires d'origine française que parmi ceux d'origine britannique ou des autres groupes ethniques, soit 61 % contre 71,9 et 75,4 %.

Il y a plus de bilingues dans le fonctionnarisme et plus d'unilingues dans la population urbaine

87. Troisièmement, les personnes bilingues ne sont pas distribuées de la même façon dans l'ensemble de la population urbaine; les proportions se maintenant aux alentours de 30 % pour chacun des groupes ethniques, on trouve

donc davantage de bilingues chez les fonctionnaires, particulièrement ceux d'origine anglaise et ceux dont l'origine n'est ni française ni anglaise, que dans l'ensemble de la population urbaine. Quatrièmement, la situation est inverse pour les unilingues; on en dénombre, dans la population urbaine et chez les fonctionnaires, respectivement 68,6 et 38,9 % d'origine française, 66,1 et 20,2 % d'origine britannique, 57,5 et 21,9 % d'une autre origine. Cinquièmement, il apparaît clairement que ces résultats demeurent inchangés si l'on distingue les fonctionnaires féminins des fonctionnaires masculins (tableau I-52).

Acculturation des fonctionnaires d'origine britannique

88. Le tableau I-51 révèle que les fonctionnaires de langue maternelle française appartiennent à divers groupes ethniques dans des proportions sensiblement équivalentes à celles relevées

pour l'ensemble de la population urbaine. Mais il n'en va pas de même pour les distributions selon la langue maternelle anglaise ou une langue maternelle autre que le français et l'anglais : dans le premier cas, les sujets d'origine française sont proportionnellement plus nombreux chez les fonctionnaires que dans la population urbaine (21 % contre 9,1 %) et, à l'inverse, moins nombreux que ceux dont l'origine n'est ni française ni anglaise (3,9 % contre 18,5 %). Dans le second cas, on constate la même opposition, cependant beaucoup moins accentuée. Par ailleurs, on remarque immédiatement que ceux qui se déclarent de langue maternelle française sont proportionnellement beaucoup plus nombreux chez les fonctionnaires d'origine anglaise que dans la population urbaine de même origine, soit 36,7 % contre 8,8 %. Ce résultat a pour signification première que les sujets d'origine britannique sont plus nombreux à s'être assimilés au

groupe canadien-français chez les fonctionnaires que dans l'ensemble de la population urbaine. Une constatation identique peut être faite au sujet des ressortissants des autres groupes ethniques : 51,8 % déclarent être de langue maternelle française chez les fonctionnaires contre seulement 10,7 % dans la population urbaine. Une distribution des fonctionnaires et de la population urbaine selon le sexe n'apporte rien de nouveau, si ce n'est pour les fonctionnaires féminins n'appartenant à aucun des deux groupes britannique ou français, chez lesquels on découvre une proportion encore plus élevée (66,2 %) de personnes se déclarant de langue maternelle française (tableau I-53).

En résumé

89. Résumons, pour terminer, quelques-uns des résultats des chapitres précédents. Premièrement, en 1941, on dé-

nombrerait proportionnellement plus de fonctionnaires féminins chez les Canadiens anglais que chez les Canadiens français. En 1961, c'est l'inverse. Deuxièmement, les fonctionnaires d'origine britannique (et également les fonctionnaires anglophones) sont plus nombreux que les autres dans les catégories d'âges avancés. Troisièmement, on trouve plus de célibataires chez les francophones que chez les anglophones. Quatrièmement, les fonctionnaires néo-canadiens ne sont pas des immigrants de fraîche date, les trois cinquièmes ayant immigré avant 1946. Cinquièmement, les fonctionnaires anglophones proviennent plus que les francophones de familles de professionnels, d'administrateurs ou de commerçants, et beaucoup moins de milieux d'employés, d'ouvriers ou d'agriculteurs. Sixièmement, le niveau de scolarisation des fonctionnaires ne se différencie pas d'un groupe ethnique à un autre. Septièmement, ce sont les fonctionnaires d'origine britannique qui présentent la plus haute moyenne de traitements.

Introduction

« Faire carrière » au sein du fonctionnarisme : un phénomène nouveau

1. Il n'y a pas si longtemps encore, on ne parlait guère dans la province de Québec de « faire carrière » dans la fonction publique provinciale, et rares étaient les professionnels ou techni-

ciens — à l'exception de quelques représentants des professions dites traditionnelles (avocats, notaires, médecins, certains types d'ingénieurs) — qui envisageaient d'entrer dans cet univers, en principe fondamentalement destiné au service de la communauté. La situation n'apparaissait guère différente pour le personnel subalterne chez qui d'ailleurs n'était pas très développé le sentiment d'appartenance à un corps d'agents de l'administration publique, corps organisé au sein duquel les membres ont la possibilité de gravir, selon des règles établies, des échelons successifs. La recherche des facteurs explicatifs de cette situation pourrait être longue et soulever de multiples interrogations sur les perceptions collectives de la sphère politique dans notre milieu, la place reconnue au fonctionnarisme provincial dans la hiérarchie des types de professions prévalant chez nous, ou encore sur la relative instabilité de l'emploi, l'infériorité présumée ou préjugée des conditions de travail dans le fonctionnarisme comparativement à d'autres secteurs, le climat de travail tel que perçu et vécu aux différents niveaux de la hiérarchie administrative, etc.

Le plan

2. Il nous sera impossible, dans cet essai, de nous pencher sur toutes ces questions. Dans un premier chapitre,

nous présenterons le cadre légal à l'intérieur duquel évolue le fonctionnaire et qui lui permet, jusqu'à un certain point, la réalisation d'une carrière. Puis nous verrons quelques-unes des grandes procédures administratives élaborées au sein de la fonction publique quant au choix, à la classification et à la promotion du personnel pour étudier ensuite les différents motifs qui ont pu pousser les fonction-

naires à entrer dans la fonction publique provinciale. Enfin, nous exposerons brièvement quelques-uns des aspects de la carrière de ceux qui composent aujourd'hui notre administration provinciale.

Procédures et
cadre légal

3. Depuis le jour où il entre en fonction jusqu'au jour où il abandonne définitivement le service de l'État, le fonctionnaire voit sa carrière marquée

d'étapes à atteindre, de seuils à franchir et de bifurcations à ne pas manquer. Ce balisage est réglé en partie par des procédures (choix, classement, mutation, promotion, etc.) définies au sein d'un cadre légal et précisées, à intervalles plus ou moins réguliers, soit par des amendements à la législation existante ou l'élaboration d'une législation largement renouvelée, soit par la mise au point et l'application d'un ensemble cohérent de règlements précisant et complétant cette législation.

Les premières lois

4. Au Québec, la première loi régissant la vie de travail du fonctionnaire provincial remonte à 1909. Depuis cette

date, on trouve, dans les éditions successives des statuts refondus de la Province, différents textes venant amender, abroger ou compléter cette première loi. En 1943, la loi instituant une Commission du service civil est sanctionnée; elle présente un ensemble d'articles concernant la création de ladite Commission, le rôle des sous-ministres, l'organisation des ministères, la classification des fonctionnaires, les traitements, les nominations, les suspensions, les infractions à la loi et divers autres thèmes de moindre importance. Le texte de la loi de 1943 apparaît au chapitre 13 des statuts refondus de 1964 avec tous les amendements apportés au cours des deux décennies suivantes.

Le bill 55

5. Il faut en effet attendre 1965 pour que la « loi de la fonction publique » vienne abroger les dispositions du

chapitre 13 des statuts refondus de 1964; cette loi comporte de fait une refonte intégrale de la législation qui régissait auparavant l'employé du gouvernement. Mais, déjà avant 1965, une loi instituant le Conseil de la trésorerie (1961) venait restreindre l'exercice d'un

certain nombre d'articles de la loi du service civil. Le Conseil de la trésorerie était en effet chargé d'exercer, pour le Conseil exécutif, des fonctions de contrôle sur la nomination, la rémunération, la mutation et la retraite des fonctionnaires, fonctions qui, auparavant, relevaient exclusivement de la Commission du service civil.

Reconnaissance
syndicale

6. Mais c'est néanmoins le bill 55 qui a le plus transformé la carrière de fonctionnaire, le principal changement, et sans contredit le plus fondamental,

étant la reconnaissance officielle du droit d'association pour les employés du gouvernement. « Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser un membre du Conseil exécutif à signer suivant le Code du Travail une convention collective avec toute association accréditée de salariés de la fonction publique » (art. 68). Cette reconnaissance d'un droit fondamental est concrétisée dans l'article suivant par la reconnaissance du Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec « comme représentant de tous les employés de la fonction publique qui sont salariés au sens du code du travail », à l'exception des enseignants, des professionnels et des agents de la paix. L'article 71 ajoute d'ailleurs que ces trois derniers groupes peuvent obtenir l'accréditation d'associations pour les représenter. De fait, ils sont actuellement regroupés au sein de leurs propres syndicats ou associations et ont, depuis, mené des négociations avec les représentants du gouvernement.

Droit de grève et
droit d'affiliation

7. En corollaire, le droit de grève est reconnu aux fonctionnaires avec, cependant, certaines limites, la grève restant interdite aux agents de la paix et

à tous ceux qui remplissent des fonctions d'agents de la paix. Il se trouve de plus soumis à certaines restrictions, puisque « la grève est interdite... à moins que les services essentiels et la façon de les maintenir ne soient déterminés par entente préalable entre les parties ou par décision de la Commission des Relations de Travail du Québec » (art. 75). Quant au droit d'affiliation, le bill 55 l'accorde au Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec mais, comme dans le cas du droit de grève, il reste refusé aux agents de la paix. En outre, le Syndicat des fonctionnaires provinciaux ne peut s'affilier qu'à une organisation de travailleurs dont la constitution interdit « de faire de la politique partisane ou de participer au financement d'un parti politique » (art. 73). Notons enfin que, par une modification du code du travail (art. 1, S. R. 1964, c 141), ces droits (association, affiliation, grève, ...) ne sont pas accordés aux fonctionnaires « dont l'emploi est, au jugement de la Commission, d'un caractère confidentiel, tel que celui d'un conciliateur du ministère du Travail, d'un inspecteur de la Commission (des Relations de Travail), d'un employé du Conseil exécutif, du Conseil de la Trésorerie, de la Commission de la Fonction publique, du Cabinet d'un ministre ou d'un directeur de personnel » (art. 76).

Organisation des ministères

tionnaires; de faire enquête sur le fonctionnement de la loi du service civil; de faire, à la demande d'un ministre ou « chef de département », enquête sur le travail des fonctionnaires; de préparer les plans d'organisation des ministères; de suggérer des mesures pour le transfert des fonctionnaires d'une unité de la fonction publique à une autre. Avec le bill 55, la Commission perd l'une de ses fonctions statutaires qui consistait à faire enquête et rapport relative-ment à l'organisation effective ou projetée de toute partie du service civil et à tout changement suggéré la concernant. Dans son discours de présentation de la loi, le 3 août 1965, Jean Lesage, alors premier ministre, expliquait de la façon suivante cette modification :

Elle (la Commission) ne sera plus appelée à jouer le rôle d'orga-nisme central de contrôle sur les dépenses en matière de per-sonnel. Avec l'établissement du Conseil de la Trésorerie et la réorganisation du ministère des Finances, il n'est plus néces-saire de lui confier ce rôle, c'est pourquoi sa fonction d'en-quête sur l'organisation des ministères qui comporte un travail étroitement relié à l'examen des projets d'activité des minis-tères lui est enlevée.

La création du Conseil de la trésorerie pouvait déjà, dès 1961, laisser prévoir ce changement. La Commission détenant encore à cette époque, selon la loi, le contrôle sur l'organisation des ministères, cette situation ne pouvait qu'entraîner des conflits avec le nouveau Conseil de la trésorerie qui se voyait octroyer le contrôle monétaire et financier des changements proposés par les ministres dans l'organi-sation de leur ministère. C'est sans doute afin de mettre un terme à semblable ambiguïté que le bill 55 a retiré à la Commission le contrôle qu'elle exerçait sur l'organisation des ministères¹.

Nomination et promotion

9. Selon la nouvelle loi, la nomination ou la promotion de tout fonctionnaire devait se faire à partir d'une liste

d'éligibilité fournie par la Commission de la fonction publique, alors que la loi de 1943 excluait les chefs de divisions (services). En prévision sans doute de la convention collective à venir, la nou-velle loi précisait, à l'article 34, que « la nomination ou la promo-tion ne peut dépendre de l'ancienneté, sauf pour les ouvriers à compétence égale, l'ancienneté peut être un des critères considérés ». La restriction concernant les ouvriers a été ajoutée en deuxième lec-ture, devant les protestations du syndicat (CSN). Il est à remarquer que seul le personnel de la catégorie « ouvriers » peut recourir au critère « ancienneté », et cela « à compétence égale ». La loi de 1965 spécifie en outre que la période d'emploi temporaire ne peut

* Voir le glossaire pour la définition.

dépasser six mois, à moins que la Commission n'accorde des prolongations dont chacune ne peut elle-même dépasser six mois (art. 37).

Concours

10. La loi de 1965 reproduit sur ce plan celle de 1943, à savoir que « aussitôt qu'une vacance se produit, le sous-chef doit en donner avis à la Commission et celle-ci doit, aussitôt que possible, soumettre une liste d'éligibilité après avoir tenu un examen, s'il y a lieu » (art. 39), le bill 55 ajoutant à l'article 39 le paragraphe suivant : « Chaque fois que, de l'avis de la Commission, il est possible d'agir ainsi et qu'une telle façon de procéder sert au mieux l'intérêt public, le recrutement doit se faire par voie de concours parmi les employés de la fonction publique ». On le voit, le législateur se montre soucieux de ne pas imposer une ligne de conduite précise à la Commission qui, à la limite, pourrait continuer à agir comme par le passé et ne pas juger bon de recourir aux concours pour nommer les fonctionnaires et promouvoir les agents de l'État. Comme nous le verrons plus loin, la pratique effective des concours de sélection s'éloigne plus ou moins de l'article de la loi qui la régit officiellement.

Quelques autres
modifications

11. Trois autres modifications apportées par le bill 55 à la législation régissant la profession de fonctionnaire sont également à retenir. Premièrement, les membres de la Sûreté provinciale ne font désormais plus partie de la fonction publique au sens de la loi, cela, semble-t-il, afin de laisser au directeur de ce corps de police et au procureur général pleine latitude pour le réorganiser entièrement. Deuxièmement, alors que la loi de 1943 se contentait de défendre à tout fonctionnaire de se « livrer à un travail de partisan dans une élection fédérale ou provinciale » (art. 63), le bill 55 introduit la contrepartie de ce même article en ajoutant que « nul ne doit user d'intimidation ou de menace pour amener un sous-chef, fonctionnaire ou ouvrier à participer à une action politique partisane ou le punir de son refus de participer... » (art. 56). Troisièmement, à la section IV qui porte sur la classification et reproduit fidèlement la section V de la loi de 1943, le bill 55 accorde le droit de se faire entendre devant ses pairs à quiconque se croit lésé par une décision relative à son classement; ainsi est reconnu le « droit d'appel conformément aux règlements de la Commission ou à la convention collective qui le régit » (art. 24).

Discussion du bill 55

12. Voilà, brièvement présentées, les principales transformations apportées par le bill 55 aux lois régissant les employés de l'État. Mais avant que ne soit adoptée cette nouvelle législation, des prises de positions quelque peu divergentes ont été avancées par le gouvernement, l'opposition et la CSN. Pour le gouvernement, la loi de la fonction publique étudiée par le parlement est « une des plus progressives en Amérique² ». On reconnaît certes que

« la nouvelle loi n'est pas parfaite », mais on invite les fonctionnaires « à en faire un essai loyal³ ». Les porte-parole du gouvernement font en outre ressortir que cette loi, d'une part, fait obstacle au patronage si répandu par le passé dans la fonction publique et, d'autre part, reconnaît « cinq droits fondamentaux aux fonctionnaires, soit les droits d'association, d'accréditation, de négociation, à la retenue des cotisations syndicales et finalement (sic) de grève⁴ ». L'opposition gouvernementale proposait pour sa part sept modifications à la procédure d'adoption du bill 55 ou à son contenu même. Elle désirait que le bill soit référé au Comité des relations industrielles pour que puissent se faire entendre toute personne ou organisme intéressés par la question; que le bill revienne devant le Comité plénier de la Chambre; que les agents de la paix jouissent des mêmes droits accordés aux policiers et pompiers municipaux dans le code du travail; qu'en cas de destitution, les fonctionnaires puissent en appeler de la décision de la CFP devant un tribunal extérieur ou devant la Commission des relations de travail du Québec; que l'ancienneté soit un des critères de promotion pour les fonctionnaires; que seules les personnes dont les fonctions revêtent un caractère strictement confidentiel soient exclues des comités de négociations⁵.

La position de la CSN

13. Lors des modifications apportées par le gouvernement au texte initial du projet de loi, les dirigeants de la CSN

ont reconnu que la nouvelle version avait été améliorée, soulignant cependant que cela n'était pas suffisant. Constatant des ressemblances entre la loi de 1943 et celle de 1965, ils faisaient remarquer, dans un document remis aux députés, que le bill 55 se contentait de greffer un certain nombre de droits syndicaux sur la loi du service civil et d'augmenter les pouvoirs de la CFP, signalant au surplus que la CFP, contrairement à une Commission comme celle des relations de travail, était fréquemment tenue de soumettre ses décisions au Cabinet, de sorte qu'elle représentait vraiment l'employeur. « Est-il acceptable, poursuivaient alors les dirigeants, que l'État dans sa loi donne un mandat à une Commission et lui donne des pouvoirs tels que celle-ci est juge et partie⁶ ? » Le document de la CSN rappelait en outre « que dans les cas de congédiement, c'est la CFP qui a le pouvoir de faire enquête et de prendre une décision », et réclamait que les fonctionnaires aient la possibilité d'en appeler à un tribunal extérieur. La centrale syndicale demandait de plus la révision de l'amendement au code du travail portant sur le caractère confidentiel du travail de certains fonctionnaires, amendement qui pouvait éventuellement servir au gouvernement pour exclure des employés de l'unité de négociation.

En résumé

14. Comme nous venons de le voir, la loi de la fonction publique a subi peu de modifications entre 1943 et 1965.

Elle est demeurée « sensiblement la même sauf qu'en 1961, la loi sur le contrôle des finances a créé un Conseil de la Trésorerie chargé d'exercer les fonctions de comité du Conseil exécutif pour les finances, les revenus, les estimations budgétaires, les dépenses et les

engagements financiers du gouvernement, ainsi que pour la nomination, la rémunération, la permutation et la retraite des fonctionnaires et autres employés⁷ ». Cette nouvelle législation, comme nous l'avons déjà souligné, a apporté une modification importante sur le plan de la gestion du personnel au service du gouvernement. Mais c'est en 1965, en particulier avec la nouvelle loi de la fonction publique, que la législation concernant le fonctionnarisme est corrigée sur certains points ou totalement renouvelée sur d'autres. Au moment de nos recherches, la situation était la suivante en ce qui a trait aux divers organismes administratifs institués pour la mise en oeuvre de cette législation. Premièrement, la charge d'organiser efficacement l'ensemble des procédures de travail, d'accroître le rendement du personnel et de prévoir les besoins nouveaux d'effectifs revenait individuellement à chacun des ministères. Deuxièmement, le rôle principal de la CFP se situait au niveau de la sélection et de la classification du personnel, afin d'apporter ordre et cohérence dans un domaine qui depuis toujours relevait plus de l'arbitraire que de procédures systématiques de classification. Troisièmement, la Direction générale des effectifs recevait comme principale fonction d'étudier l'évolution des effectifs du personnel dans l'ensemble de la fonction publique et d'analyser les besoins en personnel de chacun des organismes du gouvernement. Quatrièmement, le Conseil de la trésorerie exerçait pour sa part une fonction de contrôle quant à la nomination, la rémunération, la mutation et la retraite des fonctionnaires. En définitive, c'était le Conseil de la trésorerie qui décidait en ces domaines, toute décision pouvant cependant être révisée par le Conseil exécutif avant sa mise en application effective⁸. À ces organismes relevant de l'appareil administratif instauré par le gouvernement pour gérer le personnel à son service sont venus s'ajouter, après le bill 55, le Syndicat des fonctionnaires provinciaux et les divers syndicats de professionnels dont la fonction primordiale reste de protéger les droits des adhérents et de travailler à améliorer tant leurs rémunérations que leurs conditions de travail. Actuellement, sur le plan des cadres légaux à l'intérieur desquels peut s'améliorer ou se détériorer le régime de travail des fonctionnaires, on observe donc, d'un côté, un employeur se donnant tous moyens qu'il croit nécessaires pour assurer et hausser même le rendement d'un personnel en voie rapide d'accroissement, de l'autre, des employés s'unissant afin de pouvoir faire entendre leur voix et respecter leurs droits.

15. Une présentation aussi brève de quelques-uns des aspects de la législation régissant le personnel de la fonction publique demeure insuffisante pour se faire une idée juste et complète du système à l'intérieur duquel le fonctionnaire se trouve placé, car tout un ensemble de procédures administratives plus ou moins formalisées, qui officiellement devraient baliser le déroulement de la carrière du fonctionnaire au sein de la fonction publique, découle de cette législation. Dans le présent chapitre, nous nous en tiendrons à l'analyse de certaines de ces procédures qui se retrouvent dans presque toute administration le moins développé, et concernent particulièrement le recrutement, la sélection, la classification, la promotion, lesquels jalonnent, à tour de rôle, le cours d'une carrière administrative. La première question qui se pose alors est la suivante : dans quelle mesure la CFP, exerçant les attributions que lui reconnaît la loi, assure-t-elle la mise en place et le fonctionnement adéquat des procédures qui garantissent aux fonctionnaires la réalisation de leur carrière ? Pour répondre, nous nous référerons à des informations recueillies au moyen d'entrevues menées auprès de fonctionnaires actuellement au service de la fonction publique ainsi qu'à des renseignements provenant de sources diverses, tels éditoriaux, articles de revues, rapports de la CFP, etc.

16. Ne pouvant faire remonter nos recherches à plus de 5 ou 6 ans, nous utiliserons, pour résumer la situation prévalant au cours des dernières décennies, un jugement que personne ne songera à contester s'il a vécu au Québec avant 1960. Dans un de ses articles sur la fonction publique provinciale, Jean-Marc Léger indique avec justesse comment « la Commission du service civil, qui n'avait qu'un personnel restreint et n'exerçait de fait qu'une partie des attributions que la loi lui reconnaît, devenait l'instrument docile du gouvernement : l'embauche, la promotion, les hausses de traitement, les congés, etc. étaient le fruit d'un singulier mélange de favoritisme, de laisser-faire, de paternalisme⁹ ». Les chiffres du tableau suivant démontrent

Tableau 1 Examens et concours publics pour diverses fonctions*

Année	Total des fonctions ayant fait l'objet d'un examen d'admission	Total des fonctions soumises à un examen
1943	-	-
1944-45	2	2
1945-46	3	3
1946-47	10	10
1947-48	18	26
1948-49	20	31
1949-50	17	--
1950-51	19	27
1951-52	20	30
1952-53	25	--
1953-54	21	--
1954-55	20	--
1955-56	23	--
1956-57	19	--
1957-58	22	32
1958-59	27	--
1959-60	35	34**
1961	68 concours publics	
1962	116 concours publics	
1963	169 concours publics	
1964	243 concours publics	

* Les chiffres de ce tableau sont tirés des annexes des rapports de la CFP.

** « Jusqu'à présent, trente-quatre fonctions étaient couvertes par des examens, alors que maintenant ce service (CFP) est en mesure de prévoir des examens pour toutes les fonctions et de fait aux fonctions générales sont venues s'ajouter les fonctions techniques et professionnelles » (Rapport de la CSC, 1959-60, p. 8).

bien, en effet, qu'avant 1960-61 la CFP ne remplissait que partiellement ses fonctions au niveau du processus d'admission et de sélection des candidats à la fonction publique.

A. Recrutement et sélection

Avant 1960, peu
d'examens pour
le recrutement

17. S'il est vrai qu'avant 1959 la CFP « se bornait à faire au petit bonheur le recrutement¹⁰ », les choses ont bien changé depuis même si, pour certains, il reste encore beaucoup à réaliser.

Le tableau 1 nous révèle que le nombre des fonctions soumises à examen, dans les premières années d'existence de la CFP, était à peu près nul. Entre 1948-49 et 1958-59, il oscille autour de vingt pour atteindre, en 1960, trente-cinq. Jusqu'à cette dernière date, on ne procédait à la vérification des aptitudes que pour un nombre restreint de fonctions, la plupart se situant au niveau des employés cléricaux¹¹.

Les concours publics

18. À partir de 1960, la situation se modifie. D'abord, l'examen individuel est remplacé par le concours public, ou examen-groupe et la CFP « en annonce 68 auxquels 13 441 candidats s'inscrivent¹² » au cours de cette année. Depuis, leur nombre n'a cessé d'augmenter et les candidats se font toujours plus nombreux. Ces mutations sont liées à la création d'un service de sélection au sein de la CFP, « chargé du recrutement des candidats et de l'organisation des concours publics¹³ ». Ce nouveau service a permis non seulement de faire partiellement échec au favoritisme mais encore de réduire considérablement les risques de postes inutiles, surtout depuis que le Conseil de la trésorerie (1961) exerce une fonction de contrôle définitif sur la nomination des nouveaux fonctionnaires.

Systématisation relative

19. Il ne faudrait cependant pas croire que toute la procédure du recrutement et de la sélection est très systématisée. Les concours publics ne sont pas généralisés et l'on procède encore par contacts personnels pour l'engagement de certaines catégories de fonctionnaires. Par exemple, lorsqu'il s'agit de professionnels, la procédure n'est pas établie de façon très stricte. Si un haut fonctionnaire a besoin, pour l'un de ses services, d'un économiste, d'un ingénieur, d'un juriste, etc., et que la procédure des concours publics ne permet pas de sélectionner des candidats remplissant toutes les conditions requises, il peut prendre personnellement contact avec des spécialistes susceptibles de répondre aux exigences de l'emploi et, après entente avec eux, les orienter vers la procédure normale de recrutement¹⁴. Il faut ajouter toutefois que, depuis 1962, la CFP s'occupe de plus en plus de la sélection des professionnels; des fonctionnaires de la Commission sont maintenant particulièrement chargés de cette tâche, les concours publics se font de plus en plus nombreux dans ce domaine et des visites dans les universités sont périodiquement organisées.

Du patronage à l'examen-groupe

20. Bien qu'il y ait encore beaucoup à faire pour que les procédures de recrutement et de sélection soient tout à la fois plus formalisées et plus souples —

ce dont ont conscience les dirigeants de la CFP —, il apparaît évident que, depuis quelques années, la fonction publique provinciale est passée du « patronage, comme procédure de choix des fonctionnaires », à l'étape intermédiaire de l'examen individuel qui laissait encore le champ libre au patronage, puis à la politique des concours publics qui, progressivement, remplace l'arbitraire et le favoritisme

par la formalisation et la rationalisation. Il ne faut toutefois pas s'indigner que le patronage ait, par le passé, assumé de façon aussi envahissante cette sélection des employés de l'État, car il constitue une institution qui traditionnellement se développe lorsqu'aucune structure officielle ne s'avère apte à remplir efficacement une fonction.

B. Classification et promotion

Quelques critiques du
plan de classification

21. D'après la loi de 1943, c'est à la CFP que revenait le soin de préparer un plan de classification¹⁵ des fonctions, mais bien des choses ont été faites

dans ce domaine avant 1959. Avec l'arrivée au pouvoir du premier ministre Paul Sauvé, un plan de classement est préparé. « Auparavant presque chaque fonctionnaire portait un titre propre pour désigner souvent une fonction similaire à celle de son voisin qui portait un titre différent ou encore un titre identique à celui de son voisin pour désigner une fonction réellement différente. Ce plan se divisait en deux parties : les catégories générales ou interdépartementales et les catégories particulières à un ministère¹⁶ ». Cette classification de novembre 1959 a été amendée et révisée à plusieurs reprises depuis son adoption. « C'est ainsi par exemple que durant l'année financière 1962-63, la Commission du Service civil a procédé à la révision et à l'ajustement du traitement et des normes des fonctions suivantes : ingénieur professionnel, architecte, arpenteur, chimiste et physicien, orienteur professionnel, psycho-technicien, économiste et statisticien, professeur du Conservatoire de musique et d'arts dramatiques, sténographe, sténo-secrétaire et secrétaire, conciliateur, pilote d'avions et opérateur de radio¹⁷ ». Mais tous ces amendements ne semblent pas avoir satisfait beaucoup de fonctionnaires, car nos informateurs ont, dans une très grande majorité, critiqué assez sévèrement l'un ou l'autre des aspects du système de classification. Certains en effet lui reprochent soit le nombre démesuré des classes d'emploi — plus de 800 selon des fonctionnaires de la CFP — soit l'excessive rigidité qu'entraîne, au sein de l'organisation administrative, l'étroitesse des rapports entre la structure des emplois et celle des niveaux hiérarchiques de responsabilité; d'autres mettent en cause les classes « passe-partout » qui permettent tout à la fois de contourner la rigidité du système et d'assurer sa persistance; d'autres encore pensent que le système actuel ne garantit pas au fonctionnaire la possibilité de faire une véritable carrière au sein du fonctionnarisme; etc.

Réel progrès, malgré
bien des imperfections

22. Malgré ces diverses imperfections, et bien d'autres encore, la plupart des informateurs estiment que le système actuel marque un réel progrès sur l'ancien (celui d'avant 1959), en ce sens que l'arbitraire n'est plus la seule règle du jeu. Personne ne peut, dans la majorité des cas, être

reclassifié de par la seule volonté du ministre ou d'un fonctionnaire « politique ». Toute nomination est soumise à une procédure qui permet d'abord de jauger la compétence et d'évaluer la tâche à effectuer, la décision devant intervenir par la suite, prise, grâce à la liste d'éligibilité, avec plus de sûreté et d'objectivité. Il y a cependant encore beaucoup à faire pour que la poursuite d'une carrière administrative puisse être considérée comme une perspective intéressante de travail tant pour le personnel en place que pour ceux qui pourraient l'envisager, et les fonctionnaires supérieurs de la CFP en ont conscience qui, en 1966-67, estimaient que la reclassification de tout le personnel était la tâche la plus urgente à entreprendre. Le système de classification est en effet l'un des facteurs essentiels de revalorisation de la carrière au sein de la fonction publique puisqu'il fixe les règles qui permettront aux fonctionnaires de faire carrière en leur apportant la certitude de pouvoir améliorer périodiquement leur statut et la perspective de multiplier leurs expériences de travail par l'occupation successive de divers postes.

Concours de promotion

23. D'autre part, la politique des concours de promotion inaugurée en 1962-63¹⁸ apparaît à plusieurs fonction-

naires comme un mécanisme d'avancement qui, bien utilisé, serait susceptible de créer un esprit d'émulation favorable au développement d'une fonction publique dynamique. Selon certains informateurs, l'extension de ces concours assurerait aux fonctionnaires des possibilités d'avancement qui tiendraient compte à la fois de leur formation scientifique, de leur compétence administrative et de leur expérience.

Opinions des informateurs sur l'évolution des procédures

24. Si l'on essaie de synthétiser les principales opinions recueillies concernant l'évolution des procédures de sélection, de classification et de promotion, quatre thèmes reviennent dans

presque toutes les entrevues avec les cadres supérieurs et intermédiaires. Premièrement, la majorité des informateurs admettent que beaucoup a été fait depuis sept ou huit ans et que la nouvelle loi sur la fonction publique est pleine de virtualités ne demandant qu'à être mises en application. Deuxièmement, ils s'étonnent fréquemment de la lenteur avec laquelle les procédures d'engagement ou de promotion sont appliquées. Certes, la plupart reconnaissent la nécessité d'un contrôle émanant de la CFP et du Conseil de la trésorerie — bien que certains aient émis des doutes quant à la validité et à l'objectivité des critères utilisés par le Conseil pour prendre une décision — mais acceptent difficilement qu'une procédure trop longue risque de leur faire perdre des postulants qualifiés. Dans l'un des ministères, celle-ci ne comptait en effet pas moins de cinquante étapes distinctes les unes des autres et dans plusieurs autres leur nombre atteignait facilement quarante ou quarante-cinq. Troisièmement, certains se sont rendus compte que si, d'un côté, les organismes de contrôle peuvent être blâmés pour leur lenteur, de l'autre, le ministère auquel ils appartiennent n'échappe pas à toute critique.

En fait, celui-ci est souvent responsable d'un manque de célérité dans l'application de la procédure de recrutement ou de promotion, et cela à cause de l'insuffisance de formalisation des étapes internes (au ministère) de ladite procédure. Quatrièmement, nombreux sont ceux qui ont signalé les énormes lacunes du système de classification alors en vigueur : trop grand nombre de classes d'emploi, plusieurs classes pour des tâches similaires, tâches différentes coiffées d'un même titre de classe, trop grande amplitude de la « classe-résidu », etc. À l'époque de notre enquête, la CFP s'était attelée à l'immense projet de reformuler l'ensemble du système de classification en fonction duquel tous les fonctionnaires devaient être reclassifiés. Voilà, brièvement exposé, ce qui ressort des entrevues menées auprès de fonctionnaires de tous les ministères au sujet des modes d'engagement et de promotion.

A. Introduction

Divers motifs possibles

25. Dans ce chapitre, nous relatons les raisons qui ont pu inciter les fonctionnaires à entrer dans la fonction publique. Nous ne cherchons pas à déceler quelles motivations profondes sont à l'origine de leur décision, mais plutôt à connaître leur réaction devant les divers motifs qui leur étaient suggérés. À la première question : « Qu'est-ce qui vous a poussé(e) à entrer dans la fonction publique québécoise ? », nous leur demandions de répondre par « oui » ou par « non » à chacune des éventualités proposées.

1. Les possibilités de faire une carrière m'apparaissaient excellentes.
2. L'emploi était stable.
3. Le travail correspondait à mes goûts personnels.
4. L'échelle des salaires me semblait très avantageuse.
5. J'étais mécontent(e) des conditions de travail de mon emploi précédent.
6. Le genre de travail ne m'intéressait plus là où j'étais.
7. J'avais des amis dans le fonctionnarisme provincial.
8. Le lieu de travail me convenait bien.
9. Les avis publics pour le recrutement de fonctionnaires avaient attiré mon attention.
10. J'y voyais une possibilité de faire un travail utile pour le Québec.
11. J'y voyais une possibilité de faire un travail utile pour le Canada.
12. Ce fut un hasard, je n'avais aucune raison spéciale.

Pour les fins de l'analyse, nous avons éliminé un motif, le sixième, qui est, en quelque sorte, la répétition du cinquième. Le tableau II-1 nous permet de constater que certains motifs suggérés ont plus que d'autres retenu l'attention des informateurs. Nous les avons divisés en trois catégories, selon qu'ils ont été sélectionnés dans des proportions supérieures à 75 %, de 50 à 75 %, ou inférieures à 50 %.

a) 75 % ou plus	- Stabilité de l'emploi	88,5 %
	- Goûts personnels	87,8 %
	- Convenance du lieu de travail	83,1 %
	- Travail utile pour le Québec	76,7 %
b) 50 à 75 %	- Possibilité de faire carrière	67,9 %
	- Travail utile pour le Canada	54,8 %
c) Moins de 50 %	- Traitement avantageux	42,3 %
	- Hasard	35,6 %
	- Avis publics	35,2 %
	- Mécontentement de l'emploi précédent	27,0 %
	- Amis dans la fonction publique	24,9 % ¹⁹

Principaux motifs

26. Une deuxième question permettait en outre d'évaluer avec plus de précision l'intensité relative de chacun des motifs sur l'orientation prise : « Laquelle de ces raisons (énumérées plus haut) a le plus fortement influencé votre décision d'entrer dans la fonction publique québécoise ? » Certains motifs ressortent alors nettement tandis que d'autres restent ignorés par la quasi-totalité des informateurs. En voici la liste par ordre d'importance :
1. Le travail correspondait à mes goûts personnels. 33,2 %
 2. L'emploi était stable. 21,7 %
 3. Les possibilités de faire une carrière m'apparaissaient excellentes. 18,7 %
 4. Ce fut un hasard. 11,7 %
 5. J'y voyais une possibilité de faire un travail utile pour le Québec. 5,3 %
 6. Le lieu de travail me convenait bien. 4,1 %
 7. Les avis publics pour le recrutement de fonctionnaires avaient attiré mon attention. 1,7 %
 8. L'échelle des salaires me semblait très avantageuse. 1,6 %
 9. J'y voyais une possibilité de faire un travail utile pour le Canada. 0,9 %
 10. J'avais des amis dans le fonctionnarisme provincial. 0,7 %
 11. J'étais mécontent(e) des conditions de travail de mon emploi précédent. 0,4 %

Interprétation des réponses

27. Les réponses à ces deux questions doivent être analysées séparément, car elles fournissent des informations différentes. Si la première fait ressortir des motifs dominants, en ce sens que les informateurs ont, dans de fortes proportions, fourni des réponses affirmatives, c'est plutôt la seconde qui révèle les motifs réels ayant déterminé l'entrée dans la fonction publique. De plus, une des façons les plus valables, à notre avis, d'interpréter les réponses à la première question est de

considérer les pourcentages comme des indices d'appréciation favorable ou défavorable des diverses raisons qui ont pu amener une personne à s'orienter vers le fonctionnarisme. En comparant une même réponse faite à la première et à la seconde question, l'interprétation suggérée paraît s'imposer d'elle-même. Par exemple, on voit au tableau II-1 que 76,7 % des informateurs ont, à la première question, retenu la raison suivante : « Possibilité de faire un travail utile pour le Québec ». Or, il est peu probable qu'un nombre aussi considérable de fonctionnaires soient entrés dans la fonction publique pour se vouer consciemment au service de la collectivité québécoise, mais il est concevable qu'un motif aussi louable ait pu effectivement retenir l'attention de nombreux informateurs. Cependant, si l'on se reporte au tableau II-15, on constate qu'il n'a pas eu en fait une réelle influence, lors de leur décision d'entrer dans la fonction publique, puisqu'il n'a été retenu que dans une proportion de 5,3 %.

Caractéristiques des informateurs retenues pour l'analyse

28. Nous analyserons les réponses à ces deux questions en tenant compte d'un certain nombre de variables indépendantes concernant diverses caractéristiques socio-culturelles des informa-

teurs. Comme nous le verrons en cours d'analyse, chacune de ces variables n'affecte pas nécessairement les distributions de toutes les réponses; ce sont plutôt des ensembles particuliers de réponses qui diffèrent selon qu'ils ont été sélectionnés par des informateurs repartis suivant l'une ou l'autre des variables retenues. Pour ce chapitre, nous aurons les quatre classes suivantes de caractéristiques :

a) Caractéristiques culturelles des fonctionnaires :

origine ethnique
langue maternelle
langue usuelle (groupes linguistiques)
index de bilinguisme
niveau de scolarisation.

b) Caractéristiques morphologiques des fonctionnaires :

âge
sexe.

c) Caractéristiques de l'origine sociale des fonctionnaires :

occupation du père
milieu de vie (rural ou urbain) des fonctionnaires avant leur majorité.

d) Caractéristiques occupationnelles des fonctionnaires :

ministère auquel ils sont rattachés
degré d'ancienneté dans la fonction publique
traitement qu'ils reçoivent
lieu de travail
genre de travail effectué.

Différences significatives entre des sous-ensembles d'informateurs

29. Pour les fins de l'analyse, nous considérons comme significatif un écart minimal de 10 % entre la proportion observée, d'une part, chez les informateurs d'un segment donné de fonction-

naires, d'autre part, chez les informateurs d'un segment complémentaire de fonctionnaires, répartis les uns et les autres selon la même variable. Ainsi, nous voyons au tableau II-13 que 77,5 % des informateurs d'origine française ont retenu : « J'y voyais une possibilité de faire un travail utile pour le Québec », comme motif de faire carrière dans la fonction publique, contre seulement 47,3 % chez les autres. La différence (30,2 %) entre ces deux segments du même ensemble d'informateurs étant relativement importante, nous estimons qu'elle est significative. Mais il peut arriver que le pourcentage ne varie pas sensiblement entre les informateurs répartis selon une variable donnée. Par exemple, si les hommes ont mentionné « la stabilité de l'emploi » dans une proportion de 50 % et les femmes dans une proportion allant de 45 à 55 %, la différence est estimée trop faible pour être retenue, et l'on considère la variable « sexe » comme non discriminative par rapport au motif « stabilité de l'emploi ».

B. Les motifs d'entrée selon diverses variables

1. Les résultats

Possibilité de faire
carrière

30. La langue maternelle est la seule des cinq caractéristiques culturelles qui discrimine significativement les informateurs quant à la possibilité

qu'ils envisageaient, à leur entrée dans la fonction publique, d'y faire carrière. Ainsi, ce motif est retenu dans une proportion de 68,8 % par les fonctionnaires de langue maternelle française, 62,5 % par ceux de langue maternelle anglaise et 52,3 % par ceux d'une autre langue maternelle, ce qui donne, entre les extrêmes, un écart de 16,5 % (tableau II-14). Au plan des caractéristiques morphologiques, le sexe joue de façon significative : le motif « carrière » est mentionné dans une proportion de 73,7 % par les hommes et 54,5 % par les femmes; l'écart atteint donc ici 19,2 % (tableau II-2). Si les variables concernant l'origine sociale des informateurs demeurent sans effet, par contre l'appartenance à un ministère donné, l'ancienneté dans la fonction publique et le genre de travail effectué sont trois variables qui permettent de distinguer certains sous-ensembles chez les fonctionnaires provinciaux. Premièrement, 67,6 % des informateurs ont répondu affirmativement à la question; si on les répartit selon l'organisme (ou ministère) administratif de l'État du Québec auquel ils appartiennent, on constate que les proportions sont dans cinq cas nettement inférieures à la proportion générale et dans six autres significativement plus élevées (tableau II-6). Voici schématiquement présentées ces deux tendances :

<67,6 %

Affaires culturelles
Assemblée législative
Justice
Transports et communications
Travaux publics

>67,6 %

Conseil exécutif
Éducation
Industrie et commerce
Richesses naturelles
Terres et forêts
Travail

Deuxièmement, en ce qui concerne l'ancienneté, on observe que plus le nombre d'années d'expérience est élevé, plus la « possibilité de faire carrière » constitue un motif : moins de 5 ans, 64,7 %; 6 à 20 ans, 67,5 %; plus de 20 ans, 75,3 % (tableau II-7). Troisièmement, le type de travail a aussi influencé positivement le choix des fonctionnaires; ceux qui remplissent une fonction de direction ou exercent une profession (73,1 %), occupent un emploi spécialisé (75,8 %), et assurent un enseignement (76,2 %), sont plus nombreux à mentionner la « possibilité de faire carrière » que ceux affectés à un emploi de bureau (61,5 %) ou non spécialisé (62,8 %) (tableau II-8).

Stabilité de l'emploi

31. La distribution des informateurs selon des variables morphologiques ou concernant l'origine sociale ne laisse

percevoir aucune différence significative entre leurs divers sous-ensembles. Par contre, des écarts parfois importants peuvent apparaître lorsque les distributions sont effectuées selon certaines variables culturelles ou occupationnelles. Dans le premier cas, l'appartenance à un groupe linguistique, la langue maternelle et le niveau de scolarisation influencent à coup sûr le choix du motif « stabilité de l'emploi », lequel, par un écart de 17,9 %, retient davantage l'attention des francophones (88,9 %) que des anglophones (71 %) (tableau II-11), et davantage aussi celle des informateurs de langue maternelle française (89,3 %) que des informateurs de langue maternelle anglaise (77,9 %) ou autre (78,4 %) (tableau II-14). Enfin, le nombre des informateurs ayant noté ce motif est inversement proportionnel au niveau de scolarisation. Plus leur degré d'instruction est élevé, moins ils invoquent la stabilité de l'emploi comme motif d'orientation : moins de 8 années de scolarisation, 93,1 %; 9 à 16 années, 89,7 %; plus de 17 années, 81,2 % (tableau II-3). Dans le deuxième cas, deux variables ont un effet certain sur le choix du motif. Tout d'abord, la répartition des informateurs d'après leur appartenance à un ministère fait ressortir les deux sous-ensembles suivants, selon que la proportion des réponses affirmatives est significativement plus faible ou plus élevée que celle observée (88,4 %) pour la totalité des fonctionnaires (tableau II-6) :

<88,4 %

Affaires culturelles
Éducation
Industrie et commerce
Santé
Tourisme, chasse et pêche

>88,4 %

Finances
Revenu
Travaux publics
Assemblée législative
Conseil exécutif

En outre, on constate que les informateurs dont le traitement est supérieur à \$ 10 000 (76,7 %) sont proportionnellement moins nombreux que les autres (87 %) à retenir la « stabilité de l'emploi » comme motif d'entrée dans la fonction publique (tableau II-9).

Goûts personnels

32. De nombreux informateurs semblent être entrés dans l'administration par goût personnel; 87,8 % d'entre eux ont

en effet opté positivement dans ce sens, mais il semble cependant bien difficile de saisir la signification de ce choix. Cette réponse se réfère-t-elle pour certains à des aptitudes ou à des talents particuliers susceptibles de faciliter leur tâche dans l'accomplissement de leur fonction, ou à une inclination personnelle pour l'un ou l'autre des genres d'emplois qu'offre la fonction publique ? À moins qu'elle ne constitue une réponse passe-partout qui ne pouvait pas ne pas être sélectionnée par une majorité d'informateurs, quelles que soient les caractéristiques socio-culturelles qui les particularisent, ce que nous serions porté à admettre, d'autant qu'aucune de ces caractéristiques ne discrimine nettement des sous-ensembles d'informateurs.

Traitement

33. Le choix ou le rejet du motif « traitement » reste relié à deux variables culturelles : le niveau de scolarisa-

tion et la langue maternelle. Dans le premier cas, moins le niveau de scolarisation est élevé, plus ce motif est retenu, et vice versa; ainsi 55,7 % des informateurs ayant une scolarité maximum de huit années l'ont mentionné contre 27,7 % seulement parmi ceux qui possèdent une scolarité supérieure à seize années (tableau II-3). Dans le second cas, les informateurs dont la langue maternelle n'est ni le français ni l'anglais se distinguent de façon très nette. En effet, ils retiennent ce motif dans une proportion de 25,9 % contre 43,1 et 41,2 % respectivement chez les informateurs de langue maternelle française ou anglaise (tableau II-14).

Au niveau des variables morphologiques, seul l'âge joue significativement dans le choix possible du motif « traitement ». Les informateurs âgés de 25 à 54 ans ont répondu affirmativement dans une proportion de 58,7 %, les plus âgés et les plus jeunes n'ayant adhéré à ce choix que dans 44,9 et 39,5 % des cas respectivement. Ce sont donc les fonctionnaires actuellement d'âge moyen qui semblent avoir été le plus influencés par les avantages de l'échelle de traitement lors de leur entrée dans la fonction publique, et leurs cadets le moins (tableau II-1).

Les fonctionnaires répartis selon le milieu de vie (avant leur majorité) enregistrent des proportions significativement différentes quant au choix de ce motif. Ainsi, ce sont ceux des villes de province d'une certaine importance (34,1 %) qui le sélectionnent le moins, devant, d'une part, et dans des proportions voisines, ceux des milieux

ruraux (38,9 %), des petites villes (39,1 %) et de la zone métropolitaine de Montréal (40,6 %), d'autre part ceux du Québec métropolitain avec la proportion la plus forte (50,4 %) (tableau II-5). De fait, si l'on néglige le minime écart qui sépare les premiers des trois seconds, on remarque que les informateurs originaires du Québec métropolitain s'opposent à l'ensemble des autres fonctionnaires en ce sens qu'ils sont sensiblement plus nombreux à noter l'échelle des traitements comme motif d'entrée dans le fonctionnarisme.

Enfin, trois des caractéristiques occupationnelles déterminent des sous-ensembles significativement différents les uns des autres quant au choix de ce même motif. En premier lieu, les informateurs appartenant à certains ministères se distinguent nettement de ceux qui représentent l'ensemble de la fonction publique. Dans trois d'entre eux, la proportion des réponses affirmatives est significativement inférieure à la proportion globale (41,6 %), alors que dans six autres elle est considérablement supérieure (tableau II-6).

<41,6 %

>41,6 %

Éducation

Affaires municipales

Santé

Assemblée législative

Voirie

Conseil exécutif

Finances

Secrétariat de la province

Travaux publics

En second lieu, ce motif a été davantage retenu par les informateurs affectés à un emploi non spécialisé (58 %) ou à un travail de bureau (49 %) que par ceux qui occupent un emploi spécialisé (40,5 %), assument un poste de direction ou exercent leur profession (33,3 %), et enseignent (20,5 %) (tableau II-8). En troisième lieu, les informateurs travaillant dans des villes de moyenne importance (5 000 à 24 999 habitants) l'ont sélectionné moins souvent (33,2 %) que ceux travaillant dans la région métropolitaine de Québec (48 %) (tableau II-10).

Mécontentement au sujet de l'emploi précédent

34. Seule la variable « niveau de scolarisation » dans l'ensemble des variables culturelles différencie significativement les informateurs, les plus instruits étant moins mécontents de leur

emploi précédent que les moins instruits (respectivement 22,7 et 38,5 %) (tableau II-3). Les caractéristiques morphologiques demeurent ici sans effet, alors que, pour la première fois depuis le début de l'analyse, nous pouvons observer que la variable « occupation du père » discrimine nettement deux groupes d'informateurs. Les fils de manoeuvres sont plus nombreux (36,9 %) que les fils de commerçants (20,7 %) à avoir, par mécontentement de leur emploi précédent, choisi la fonction publique (tableau II-4).

D'autres différences importantes apparaissent dans les proportions des ré-

ponses affirmatives si l'on distribue les informateurs selon le ministère auquel ils appartiennent, l'ancienneté dans la fonction publique, le type de travail effectué et le niveau de traitement. Premièrement, la proportion des réponses affirmatives est, par rapport à l'ensemble de la fonction publique (27,4 %), nettement supérieure au ministère des Terres et forêts (37,1 %) et sensiblement inférieure au Conseil exécutif (8,7 %), au Secrétariat de la province (15,1 %) et au ministère de la Santé (16 %) (tableau II-6). Deuxièmement, les informateurs possédant plus de vingt ans d'expérience (20,3 %) indiquent moins fréquemment ce motif que ceux dont l'expérience reste inférieure à 5 ans (31,3 %) (tableau II-7). Troisièmement, les informateurs qui assument un poste de direction ou exercent leur profession (20,6 %), de même que ceux qui enseignent (21,6 %), sont significativement moins nombreux à retenir ce motif (tableau II-8). Quatrièmement, les informateurs ayant un traitement supérieur à \$ 10 000 (16,6 %) répondent affirmativement à la question dans une proportion nettement plus faible que les autres (29 %) (tableau II-9).

Amis dans le
fonctionnarisme

35. Au niveau des variables culturelles, seul le niveau de scolarisation joue significativement sur le choix du motif

« amis dans le fonctionnarisme ». Les informateurs ayant le moins d'années de scolarité (37,6 %) mentionnent plus souvent ce motif que ceux dont la scolarité se situe entre 9 et 16 années (22,9 %) ou dépasse 16 années (22,4 %) (tableau II-3). On observe aussi que plus les informateurs sont âgés, plus ils le retiennent : 34,4 % parmi ceux âgés de 55 ans ou plus contre 19,7 % seulement parmi ceux qui sont âgés de moins de 35 ans (tableau II-1). En outre, les informateurs ayant vécu dans la zone métropolitaine de Québec sont ceux qui le signalent le plus souvent (29,7 %) et ceux qui ont vécu dans des villes d'importance moyenne (25 000 habitants et plus), le moins (17,3 %) (tableau II-5). Enfin, deux autres variables, le ministère et le type de travail, ont un effet certain sur le choix de ce motif. Premièrement, les informateurs sont plus nombreux au Conseil exécutif (42,1 %) et au Secrétariat de la province (45,7 %) que dans l'ensemble de la fonction publique (24,1 %) à avoir retenu la présence d'amis dans le fonctionnarisme (tableau II-6). Deuxièmement, en ce qui concerne les informateurs distribués selon le type de travail effectué, on constate une différence significative entre les enseignants (17,6 %) et les fonctionnaires non spécialisés (39,3 %) (tableau II-8).

Convenance du lieu
de travail

36. Une fois de plus, le regroupement des informateurs selon divers niveaux de scolarisation met en lumière une opposition importante : ceux qui possèdent le plus d'années de scolarité (73,2 %) tiennent en effet moins

compte du lieu de travail comme motif d'entrée dans le fonctionnarisme que les autres (84,3 % et 89,8 %) (tableau II-3). Il faut ajouter encore, au niveau des variables culturelles, la répartition

selon la langue d'origine, ceux dont la langue maternelle n'est ni le français ni l'anglais (72,9 %) semblant moins influencés que les autres par le lieu de travail lorsqu'ils décident d'entrer dans l'administration publique (tableau II-14). Un nouvel écart significatif apparaît si l'on répartit les informateurs selon divers groupes d'âges. Ainsi, le lieu de travail est davantage sélectionné par les plus âgés : 88,4 % chez ceux de 55 ans et plus contre 77,2 % chez ceux qui ont moins de 35 ans (tableau II-1). Quant aux variables occupationnelles, deux d'entre elles font apparaître des écarts entre certains sous-ensembles. Si l'on distribue les informateurs selon le type de travail, on remarque que ceux qui occupent un emploi non spécialisé (93,8 %), spécialisé (88 %) ou de bureau (84,3 %) tiennent plus que les autres compte de ce motif (tableau II-8). Enfin, les informateurs ayant un traitement supérieur à \$ 10 000 se distinguent en le mentionnant moins souvent (72,8 %) (tableau II-9).

Avis publics

37. C'est cependant par l'attraction qu'ont pu avoir les avis publics sur leur décision d'entrer dans la fonction

publique que les informateurs se distinguent le plus les uns des autres. Seules les variables morphologiques n'ont ici aucun effet. En premier lieu, les avis publics ont moins influencé les fonctionnaires les plus instruits (20,7 %) que ceux dont les études n'ont pas dépassé le niveau primaire (42,4 %) (tableau II-3). Trois variables linguistiques sont en outre intervenues dans le choix de ce motif : ainsi, les informateurs francophones (35 %), de langue maternelle française (35,5 %), et unilingues (41,3 %), l'ont plus fréquemment retenu que les informateurs anglophones (22,6 %), de langue maternelle anglaise (20,1 %), et bilingues (31,2 %) (tableaux II-11, 12 et 14).

En second lieu, au plan des caractéristiques d'origine sociale, les informateurs dont le père est enseignant mentionnent moins souvent (20,4 %) le motif « avis publics » que les fils de manoeuvres qui, eux, sont les plus nombreux à le signaler (40,1 %) (tableau II-4). Le milieu social avant la majorité constitue aussi un élément de discrimination très significatif; les informateurs de la région métropolitaine de Québec sont les plus nombreux à le retenir (40,5 %) et ceux des villes de moyenne importance les moins nombreux (26,8 %) (tableau II-5).

En troisième lieu, quatre des caractéristiques occupationnelles révèlent aussi des écarts significatifs entre divers sous-ensembles. Dans six ministères, les informateurs se différencient significativement, les pourcentages étant dans trois cas inférieurs à celui qui est relevé pour l'ensemble de la fonction publique, et dans trois autres supérieurs (tableau II-6).

<34,1 %	>34,1 %
Éducation	Famille et bien-être social
Santé	Travail
Agriculture	Secrétariat de la province

En outre, plus les informateurs sont nouveaux, plus ils sont nombreux à répondre affirmativement (45,7 %), et vice versa (20,3 %). Quant aux informateurs répartis selon divers types de travail, ils se partagent en trois groupes : ceux qui ont choisi ce motif dans une proportion inférieure à celle de l'ensemble des fonctionnaires (direction ou travail professionnel 23,4 % et enseignement 10,3 %), dans une proportion voisine (travail spécialisé 34,6 %), dans une proportion supérieure (travail de bureau 42,7 % et non spécialisé 44,1 %). Enfin, les informateurs ayant un traitement supérieur à \$ 10 000 mentionnent ce motif moins souvent (10 %) que les autres (34,3 %).

Hasard 38. Un peu plus du tiers des informateurs signalent que le hasard a pu jouer lors de leur entrée dans la fonction publique, mais il n'a pas joué pour tous avec la même intensité. Tout d'abord, sur le plan des caractéristiques culturelles, il semble bien qu'il soit moins intervenu pour les informateurs bilingues (32,9 %) que pour les unilingues (43,9 %), pour les informateurs d'origine française (37,2 %) que pour ceux d'une autre origine (50,8 %), enfin pour les informateurs dont la langue maternelle n'est ni le français ni l'anglais (26,2 %) que pour ceux de langue maternelle anglaise (42,8 %) (tableaux II-12, 13 et 14). En ce qui concerne le niveau de scolarisation, on note que plus les informateurs sont instruits, moins ils ont tendance à entrer par « hasard » dans la fonction publique (tableau II-3).

Pour ce qui est de la répartition selon les groupes d'âges, le hasard a moins joué chez les jeunes informateurs (30,1 %) que chez les plus âgés (43,3 %) (tableau II-1). Quant au milieu d'origine, il semble les avoir affectés différemment : ceux de la région de Montréal sont plus nombreux à avoir choisi la fonction publique par hasard (41,2 %) que ceux des villes de moyenne importance (29,2 %) (tableau II-5).

Les variables occupationnelles interviennent pour la plupart significativement quant au choix affirmatif de ce motif. Ainsi, on assure moins souvent être entré par hasard dans le fonctionnarisme chez les informateurs des ministères de l'Éducation (23,9 %), des Terres et forêts (21,3 %), de l'Assemblée législative (18 %) et du Conseil exécutif (14,9 %) que chez ceux appartenant aux Travaux publics (55,5 %), à la Justice (48,2 %) et aux Affaires culturelles (45,9 %) (tableau II-6). De plus, les proportions des réponses affirmatives varient directement avec le degré d'ancienneté : le hasard a joué plus fréquemment pour les informateurs possédant un certain nombre d'années d'expérience (40,8 %) que pour ceux qui en avaient moins (30,9 %)

(tableau II-7). On remarque aussi que ce motif est retenu davantage par les employés non spécialisés (51,6 %) ou de bureau (41,1 %) que par les autres (tableau II-8). Enfin, plus le niveau de traitement est élevé, moins le hasard entre en ligne de compte (tableau II-9).

Travail utile
pour le Canada

39. La proportion des informateurs ayant choisi ce motif varie selon qu'ils sont distribués d'après l'un ou l'autre des quatre ensembles de variables indépendantes retenues. En premier lieu, les réponses affirmatives augmentent progressivement en passant d'un groupe à l'autre d'informateurs répartis, selon la langue maternelle, dans l'ordre suivant : d'abord ceux de langue française (53,7 %), puis ceux de langue anglaise (60,6 %) et, enfin, ceux d'une autre langue (73,7 %) (tableau II-14). Parallèlement à cet arrangement, les anglophones retiennent ce motif dans une proportion plus grande que les francophones (63,7 contre 54,7 %) (tableau II-11). Le niveau de scolarisation différencie, pour sa part, les informateurs n'ayant pas 8 années de scolarité de ceux qui en ont 9 ou plus (respectivement 70,8, 52,5 et 52,7 %). Ce motif est donc moins fréquemment enregistré chez les informateurs possédant un haut niveau d'instruction que chez les autres (tableau II-3).

En second lieu, l'âge et le sexe influencent le choix de ce motif. Plus les informateurs sont âgés, plus ils sont sensibles à la « possibilité de faire un travail utile pour le Canada » : 72 % contre 58,6 et 41,8 % pour les deux catégories des plus jeunes (tableau II-1). Quant à la répartition selon le sexe, on constate que les informateurs masculins le soulignent en plus grand nombre que leurs collègues féminins (59,7 contre 42,7 %) (tableau II-2).

En troisième lieu, au niveau des variables de l'origine sociale, les informateurs appartenant à des familles d'agriculteurs se distinguent de l'ensemble de la fonction publique en ce qu'ils sélectionnent davantage ce motif (64,2 %) (tableau II-4). D'autre part, les informateurs originaires de villes d'importance moyenne sont ceux qui le choisissent le plus (61,5 %) et ceux de la région métropolitaine de Québec le moins (50,9 %) (tableau II-5).

En quatrième lieu, l'appartenance à un ministère donné joue dans six cas. Six ministères enregistrent en effet des proportions de réponses affirmatives inférieures ou supérieures à celle observée pour l'ensemble des fonctionnaires (tableau II-6).

<54,2 %

Voirie
Transports et communications
Conseil exécutif

>54,2 %

Affaires municipales
Tourisme, chasse et pêche
Travail

En outre, les informateurs ayant plus de 20 ans d'expérience choisissent proportionnellement davantage ce motif que les autres : 63,3 % par rapport à 54,6 et 53,4 % (tableau II-7). Une répartition selon le type de travail place les travailleurs non spécialisés en tête, avec 73,7 % des réponses affirmatives, devant, dans l'ordre, les enseignants (61,9 %), les travailleurs spécialisés (61,1 %), les professionnels et les administrateurs (55,5 %), et les employés de bureau (46,3 %) (tableau II-8). Enfin, le lieu de travail intervient dans le choix de ce motif : les informateurs travaillant dans des villes d'importance moyenne sont les plus nombreux à le mentionner (62 %) et ceux qui travaillent dans la région de Québec les moins nombreux (50,9 %) (tableau II-10).

Travail utile
pour le Québec

40. Un peu plus des trois quarts des informateurs retiennent ce motif. Ici encore apparaissent de nombreuses oppositions entre les différentes catégories

de fonctionnaires. Premièrement, pour l'une des rares fois, l'origine ethnique semble avoir influencé le choix d'un motif : en effet, les informateurs d'origine française l'ont sélectionné plus que les autres (77,5 contre 47,3 % seulement) (tableau II-13). Si l'on procède à une distribution selon la langue maternelle, on observe un phénomène analogue au précédent : ce sont les informateurs de langue anglaise (72,4 %) qui le mentionnent le moins, devant ceux de langue française (76,4 %) et les autres (83,4 %) (tableau II-14). Pour ce qui est du niveau de scolarisation, ce sont les moins instruits (scolarité inférieure à 8 années) qui le sélectionnent le plus (85,9 %) (tableau II-3).

Deuxièmement, les proportions des choix affirmatifs au sujet de ce motif varient directement avec l'âge, et de façon assez significative : moins de 34 ans, 67,9 %; 35 à 54 ans, 80,3 %; plus de 55 ans, 86,3 % (tableau II-1). En outre, les hommes l'indiquent plus que les femmes (82,1 contre 63,3 % seulement) (tableau II-2). Troisièmement, la répartition des informateurs selon le type de travail accompli révèle des oppositions assez nettes : ce sont les travailleurs non spécialisés qui le retiennent le plus (90,8 %), et les employés de bureau le moins (67,4 %) (tableau II-8).

2. En guise de synthèse

41. Ces nombreux résultats peuvent à première vue apparaître assez incohérents, des lignes de force ne se dégageant pas immédiatement à la seule lecture rapide de la présentation des données statistiques des tableaux II-1 à II-14. Toutefois, une analyse un peu plus poussée fait apparaître assez vite, soit l'indépendance des réponses des informateurs, même si on les répartit selon l'un ou l'autre des traits morphologiques, occupationnels ou culturels qui les caractérisent, soit le poids plus ou moins lourd de ces mêmes traits sur les choix effectués. En effet, on constate que certaines variables indépendan-

tes n'ont pas ou à peu près pas d'effet sur la sélection des motifs d'entrée dans la fonction publique, tandis que d'autres infléchissent des réponses en des sens opposés, différenciant de ce fait certains sous-ensembles.

Les variables non discriminatives

42. Voyons tout d'abord les variables indépendantes qui ne jouent pas ou jouent peu sur le choix des motifs.

Trois n'ont aucun effet sur les réponses des informateurs : l'index de bilinguisme, le milieu de vie avant la majorité et le lieu de travail, ce qui peut apparaître étrange dans le cas des deux premières. En ce qui concerne l'index de bilinguisme, les difficultés inhérentes à la construction d'une telle mesure, surtout lorsqu'aucune incursion exploratrice n'a pratiquement été menée auparavant à propos de l'univers pour lequel il a été construit, pourraient expliquer son incapacité à discriminer les informateurs. Ce nous semble être là la seule raison, car une observation attentive du tableau II-12 fait ressortir, pour six motifs (carrière, stabilité, mécontentement, présence d'amis, avis publics et hasard), de légères tendances distinctives entre les unilingues et les bilingues, tendances qui se seraient mieux affirmées si l'index avait possédé de meilleures qualités discriminatives.

43. Dans le cas du milieu avant la majorité, l'impuissance discriminative de cette variable nous a quelque peu surpris. C'est une variable indépendante qui, dans de nombreux travaux d'ordre sociologique, a permis de particulariser des sous-ensembles significatifs. Les résultats que nous avons obtenus peuvent trouver pour une part leur explication dans l'hypothèse suivante. Si les informateurs originaires des régions rurales et des petites villes (moins de 25 000 habitants) ne manifestent pas de différences substantielles comparativement à ceux des zones métropolitaines, c'est que, venus pour la plupart s'établir dans ces dernières lors de leur entrée dans la fonction publique, ils se sont trouvés progressivement imprégnés par leur milieu de travail et ont, de ce fait, répondu au questionnaire sensiblement de la même façon que les informateurs originaires desdites zones. La plausibilité de cette hypothèse se trouve renforcée lorsque, à la lecture du tableau II-5, on constate que les informateurs originaires des villes d'importance moyenne (25 000 habitants et plus) manifestent une légère tendance — nettement perceptible cependant — à s'opposer à la fois aux informateurs originaires des zones métropolitaines et à ceux que leur travail a amenés, récemment ou non, dans ces zones. En effet, pour sept des onze motifs, ces informateurs originaires des villes de moyenne importance enregistrent les proportions de réponses affirmatives les plus faibles et, pour deux, les plus élevées. Ils manifestent donc une tendance, non statistiquement significative mais constante, à retenir moins fréquemment les motifs « carrière », « stabilité », « traitement », « présence d'amis », « lieu de travail », « avis publics » et « hasard », mais arrivent en tête quant aux « goûts personnels » et au « travail utile pour le Canada ». Outre ces trois

Tableau synthétique I Différences procentuelles significatives* observées entre des sous-ensembles d'informateurs répartis selon diverses variables indépendantes

Variables	Carrière	Stabilité	Goûts personnels	Traitement	Mécontent de l'emploi précédent	Amis dans la fonction publique	Lieu de travail	Avis publics	Tra-vail utile pour le Québec	Tra-vail utile pour le Canada	Ha-sard
Âge				X		X			X	X	
Sexe	X							X	X	X	
Scolarisation				X	X	X	X		X	X	X
Groupe linguistique		X						X			
Index de bilinguisme											
Origine ethnique									X		X
Langue maternelle	X	X		X			X	X	X	X	
Occupation du père											
Milieu											
Ministère Ancien	X			X	X	X	X	X	X	X	X
Type de travail				X							
Traitement		X			X	X	X	X	X	X	X
Lieu de travail					X		X	X			

* Écart minimal de 10 % de part et d'autre de la proportion observée pour l'ensemble des informateurs, dans les tableaux II-1 à II-14.

variables qui ne laissent apparaître aucun écart important dans les réponses de divers sous-ensembles d'informateurs, l'occupation du père n'entraîne que des différences minimales. Que leur père soit professionnel ou administrateur, commerçant ou employé, ouvrier ou agriculteur, ne semble nullement avoir influencé les informateurs (tableau II-4).

Les variables peu discriminatives

44. Une seule différence substantielle apparaît lorsque les informateurs sont répartis selon leur ancienneté au sein de la fonction publique. Les moins anciens tendent à déclarer plus fréquemment que les avis publics de concours ont joué un rôle dans leur orientation, cependant que l'inverse apparaît également vrai (tableau II-7). Cette constatation est certainement à mettre en relation avec l'accroissement rapide du nombre des concours publics depuis quelques années.

Deux autres variables relevant des caractéristiques ethno-linguistiques — soit : l'appartenance à un groupe linguistique et l'origine ethnique — ne font également ressortir que peu de différences importantes. Premièrement, les anglophones recherchaient certainement moins que les francophones la stabilité d'emploi lorsqu'ils sont entrés dans la fonction publique provinciale (tableau II-11). Dans le même sens, les avis publics semblent avoir eu aussi moins d'importance pour les anglophones que pour les francophones. Si le premier phénomène semble devoir être mis en relation avec la plus grande mobilité de la main-d'oeuvre anglophone dans notre province, le deuxième est certainement relié à la proportion plus importante de fonctionnaires âgés chez les anglophones que chez les francophones.

Deuxièmement, les fonctionnaires d'une origine ethnique autre que française ont significativement moins sélectionné le motif « travail utile pour le Québec » (tableau II-13). Ce résultat pourrait laisser entendre, à première vue, que ce groupe d'informateurs se montre moins préoccupé que les autres par le développement de la province et par le rôle que peut jouer la fonction publique pour en accélérer le processus. Mais cette différence peut venir aussi de ce que, pour de nombreux fonctionnaires canadiens-français, ce choix semblait s'imposer de lui-même, et cette éventualité a pu accroître démesurément la proportion des Canadiens français à le sélectionner. De plus, les informateurs « non canadiens-français » ont mentionné plus fréquemment le motif « hasard ». Certains verront probablement dans ce fait un facteur explicatif de la différence décelée précédemment : si l'on entre dans une profession « par hasard », ce n'est pas pour un motif précis, par exemple faire « un travail utile pour le Québec ».

Les répartitions selon le sexe et l'âge

45. Lorsque les informateurs sont distribués selon l'une ou l'autre des variables morphologiques, soit le sexe et l'âge, les différences apparaissent

plus nombreuses. Ainsi, concernant la répartition selon le sexe, on constate que les informatrices envisagent proportionnellement beaucoup moins que les informateurs de faire une carrière dans la fonction publique. Il nous a été donné d'en rencontrer un certain nombre au cours de notre travail et si quelques-unes en ont exprimé le désir, elles doutaient cependant de pouvoir y parvenir, croyant percevoir une certaine discrimination à leur égard surtout lors des concours de promotion. L'écart entre les hommes et les femmes au plan de la motivation « carrière » correspondrait-il alors à une situation de fait qui a porté les femmes à moins sélectionner ce motif ? Il faudrait poursuivre la recherche pour s'en rendre effectivement compte.

46. Deux autres motifs, « travail utile pour le Québec » et « travail utile pour le Canada », reçoivent des réponses affirmatives proportionnellement moins nombreuses de la part des informatrices que de la part des informateurs. À quoi relier ces deux réponses ? À une plus grande franchise chez les femmes, qui mentionnent moins fréquemment ces motifs considérés certainement par de nombreux informateurs, indépendamment de toute autre chose, comme des motifs louables d'appartenir à la fonction publique. Ou encore à un plus grand désintéressement pour les affaires publiques. Rien ne peut guider notre interprétation dans un sens ou dans l'autre, non plus d'ailleurs que dans toute autre direction (tableau II-2).

47. Des écarts importants apparaissent en outre pour quatre motifs lorsque les informateurs sont répartis selon l'âge. Premièrement, les fonctionnaires âgés de 35 à 54 ans retiennent plus le motif « traitement » que les autres. Deuxièmement, ce sont davantage des fonctionnaires âgés (plus de 55 ans) qui choisissent le motif « amis dans le fonctionnarisme ». Troisièmement, plus les fonctionnaires sont âgés, plus ils sélectionnent les motifs « travail utile pour le Québec » et « travail utile pour le Canada » (tableau II-1). Toutes ces différences sont actuellement difficiles à expliquer, mais l'une d'elles nous a toutefois quelque peu étonné. Dans le contexte actuel de l'évolution du Québec, on se serait attendu en effet à ce que les jeunes fonctionnaires sélectionnent massivement le motif « travail utile pour le Québec », alors que l'écart est ici de près de 20 % en faveur des plus âgés. Nous pouvons cependant émettre une hypothèse : ce résultat ne serait-il pas lié au fait que les femmes ont opté pour ce motif en moins grand nombre que les hommes, et l'on sait que depuis quelques années les fonctionnaires ont été recrutés surtout chez les femmes.

Les variables décelant de nombreux écarts : l'appartenance à un ministère

48. Nous voici rendu aux cinq variables indépendantes qui ont le plus influencé les réponses des informateurs; ce sont, dans l'ordre : le traitement, la langue maternelle, le type de travail, la scolarisation et le ministère. Commençons par la dernière, soit l'appartenance à un ministère, car, tout en

étant celle qui découpe le plus grand nombre de sous-ensembles, son développement sera relativement bref, étant donné que nous restons impuissant à trouver des rapports entre les résultats obtenus et les phénomènes connus au sujet des fonctionnaires. Dans certains cas, nous pouvons avancer des hypothèses qui resteraient à prouver par des études ultérieures, mais, dans d'autres, il n'y a actuellement rien à tenter. Comment interpréter, par exemple, le fait que les fonctionnaires des ministères de l'Éducation et ceux des Affaires municipales fournissent des réponses nettement opposées en ce qui concerne le motif « traitement » ? Comment expliquer la différence profonde entre les fonctionnaires du Conseil exécutif et ceux des Terres et forêts au sujet du « mécontentement de l'emploi précédent » ? Comment jeter de la lumière sur le fait que les fonctionnaires du ministère des Finances soient significativement moins nombreux que les autres à sélectionner le motif « travail utile pour le Québec » ? Et ainsi de suite. Nous ne le pouvons pas, et seules des études comparatives approfondies des ministères les uns par rapport aux autres pourraient mettre en évidence les facteurs reliés à ces différences (tableau II-6).

Le niveau de traitement

49. Les informateurs ayant un traitement de \$ 10 000 et plus se distinguent nettement quant au choix de cinq motifs (stabilité, mécontentement, lieu de travail,

avis publics et hasard), pour lesquels les pourcentages de leurs réponses sont proportionnellement inférieurs à ceux qu'on relève pour les autres catégories de traitement (tableau II-9). Si l'on essaie d'interpréter ces résultats, on constate d'abord qu'il est fréquent, à ce niveau de l'échelle des salaires, de rechercher moins la stabilité de l'emploi, car il est reconnu qu'un salaire élevé favorise la mobilité. En outre, il est plus facile, à ce niveau, d'améliorer une situation en changeant d'emploi, du fait de meilleures qualifications ou d'une plus grande expérience. Si, d'autre part, ces informateurs ont moins sélectionné le motif « mécontentement de l'emploi précédent », c'est précisément parce que l'entrée dans la fonction publique n'a constitué pour certains qu'une étape de plus dans le déroulement de leur carrière. On sait en effet que, pour nombre de fonctionnaires des cadres supérieurs et intermédiaires de la fonction publique, la procédure des concours publics n'a pas obligatoirement joué et que, souvent, ils ont été engagés après avoir été invités personnellement à poser leur candidature à un poste en particulier. Cette situation explique donc aussi qu'ils soient moins nombreux à mentionner les « avis publics » comme motif d'entrée dans le fonctionnarisme. Plus mobiles sur le plan occupationnel, comme nous venons de l'indiquer, ils le sont aussi sur le plan géographique : le « lieu de travail » n'est donc pas un facteur déterminant du choix de la fonction publique en tant que milieu de travail. Enfin, il est normal que les informateurs de cette catégorie de traitement aient, en moins grand nombre que les autres, laissé le hasard les guider dans leur choix. Bien qu'ils ne se distinguent pas quant à la sélection du motif « carrière », on décèle facilement, par le bref recoupement de ces cinq motifs, que le déroulement de leur carrière n'est pas pour eux une entreprise dont la réalisation peut être abandonnée aux effets du hasard.

La langue maternelle

50. De toutes les variables ethno-linguistiques, la langue maternelle est celle qui fait apparaître le plus de différences entre les fonctionnaires. De fait, elle distingue principalement les informateurs dont la langue maternelle n'est ni le français ni l'anglais des autres. On observe en effet, d'une part, que ces informateurs mentionnent moins fréquemment les motifs carrière, stabilité, traitement et lieu de travail et plus fréquemment le motif « travail utile pour le Canada », et que, d'autre part, bien que les tendances soient moins prononcées, ils sont plus nombreux à dire être entrés dans le fonctionnarisme pour faire un « travail utile pour le Québec » et moins nombreux par « hasard » (tableau II-14). Les informateurs de langue anglaise affichent pour leur part des proportions identiques à celles de leurs collègues de langue française, sauf pour la « stabilité », où ils s'identifient aux fonctionnaires d'une « autre langue », et les « avis publics », où ils sont de tous les fonctionnaires les moins nombreux à en tenir compte. Deux autres constatations sont intéressantes à noter : d'abord, le motif « travail utile pour le Canada » est proportionnellement moins retenu à mesure que l'on passe des fonctionnaires d'une « autre langue » à ceux de langue anglaise, puis à ceux de langue française; enfin, la carrière semble avoir de moins en moins d'importance pour les fonctionnaires répartis selon les mêmes catégories, mais en sens inverse.

Le niveau de scolarisation et le type de travail

51. Enfin, deux variables indépendantes précisent des écarts significatifs entre différents sous-ensembles de fonctionnaires pour huit des onze motifs : le type de travail et le niveau de scolarisation. Il ne faut pas s'étonner qu'elles aient des effets si prononcés sur les réponses. Ce phénomène est même encourageant — et il valide en quelque sorte les résultats exposés précédemment — lorsque l'on sait que, pour de nombreuses recherches menées dans le milieu québécois, ce sont souvent des variables liées à l'instruction et à l'occupation qui différencient significativement les informateurs. Aussi quelques phénomènes globaux résultant de l'analyse combinée de ces deux variables méritent-ils d'être mis en évidence (tableaux II-3 et II-8).

Premièrement, dans l'un et l'autre cas, c'est pour les mêmes huit motifs que des écarts significatifs apparaissent entre différents sous-ensembles d'informateurs : traitement, mécontentement, amis, lieu de travail, avis publics, travail utile pour le Québec, travail utile pour le Canada et hasard. Pour les autres, il y a indifférence entre les divers sous-ensembles. Deuxièmement, les informateurs se distribuent, quant aux huit motifs indiqués ci-dessus, selon deux échelles parallèles et de même direction, qui sont les suivantes :

Niveau de scolarisation	Type de travail
8 années ou moins	Emploi non spécialisé Travail de bureau
9- 16 années	Emploi spécialisé Enseignement
17 années ou plus	Direction ou travail professionnel

Troisièmement, les informateurs des sous-ensembles correspondants et ceux qui sont situés aux extrémités des échelles ont tendance à se comporter de façon identique : ce sont, d'une part, les informateurs ayant le moins de scolarité et un emploi non spécialisé qui, dans chaque cas, sélectionnent le plus ces huit motifs et, d'autre part, ceux possédant le plus d'instruction et appartenant soit aux cadres supérieurs, soit au secteur des professionnels ou des enseignants qui, dans la presque totalité des cas, les sélectionnent le moins.

Quatrièmement, si l'on excepte le motif « goûts personnels », ce raisonnement peut s'étendre aux motifs « carrière » et « stabilité », pour lesquels les tendances relevées, bien que non significatives, vont dans le même sens. Cinquièmement, les informateurs dont le niveau de scolarisation s'étend de la 9^e à la 16^e année et qui occupent un emploi de bureau ou une fonction spécialisée se situent, dans la majorité des cas, entre les deux extrêmes pour ce qui concerne la proportion de choix positifs de ces huit motifs.

52. On perçoit donc là un parallélisme évident dans la sélection des réponses affirmatives entre les fonctionnaires répartis selon le niveau d'instruction et le type de travail effectué. Il semble toutefois intéressant de souligner que les informateurs appartenant aux cadres supérieurs ou exerçant une fonction de type professionnel diffèrent quelque peu du modèle global en ce sens qu'ils se situent au deuxième rang quant au choix positif du motif « travail utile pour le Québec ». Cette conduite à première vue paradoxale (par rapport à l'ensemble du modèle) ne doit pas surprendre, car nous avons pu constater, au cours de nombreuses entrevues avec des fonctionnaires appartenant aux cadres supérieurs et intermédiaires, que le désir d'être utile à la collectivité était spontanément exprimé, c'est-à-dire qu'il n'était ni provoqué ni suggéré par le déroulement même de l'entrevue. Faudrait-il alors conjecturer un désir plus manifeste chez les fonctionnaires des catégories « direction » ou « travail professionnel » que chez les autres, de servir le Québec d'abord en s'engageant dans la fonction publique ? Nous serions porté à le croire.

En conclusion

53. Voilà exposé l'ensemble des résultats auxquels nous ont permis d'aboutir les réponses aux questions 65 à 76. Il serait impossible, dans l'état actuel des connaissances sur les fonctionnaires, d'essayer de les synthétiser davantage. Seules des études plus poussées pourraient révéler avec plus de précisions les fac-

teurs fondamentaux affectant le choix d'une carrière administrative. Cependant, il ressort déjà, des analyses que nous venons d'exposer, qu'une combinaison des variables « scolarisation » et « type de travail » constituerait probablement l'un de ces facteurs prédominants, la langue maternelle, le niveau de traitement, les répartitions selon l'âge et le sexe pouvant en toute probabilité entrer dans la composition des autres facteurs, puisque ces variables ont eu un effet certain sur les réponses des informateurs.

C. Les principaux motifs

54. L'analyse des tableaux II-15 à II-27 apporte un peu plus de lumière au sujet du phénomène des motivations des informateurs lors de leur entrée dans la fonction publique. Comme nous l'avons signalé au début de ce travail, nous atteignons avec plus de précision ici les véritables motifs qui ont influencé les décisions prises par les fonctionnaires interrogés.

L'ordre du choix
des motifs

55. La première chose à observer est l'écart important qui existe entre, d'une part, quatre motifs qui recueillent chacun plus de 10 % des réponses affirmatives et, d'autre part, sept motifs qui en recueillent moins de 6 %. Dans le premier cas, nous avons, par ordre d'importance : goûts personnels (33,2 %), stabilité (21,7 %), carrière (18,7 %) et hasard (11,7 %); dans l'autre : travail utile pour le Québec (5,3 %), lieu de travail (4,1 %), avis publics (1,7 %), traitement (1,6 %), travail utile pour le Canada (0,9 %), amis dans le fonctionnarisme (0,7 %) et mécontentement vis-à-vis l'emploi précédent (0,4 %). Occupons-nous de ces derniers avant d'analyser ceux qui semblent avoir eu un effet déterminant sur la décision de nombreux informateurs.

Les motifs rare-
ment retenus

56. Premièrement, le mécontentement vis-à-vis de l'emploi précédent n'a eu pratiquement aucun effet sur le choix des informateurs, 0,4 % seulement accordant encore aujourd'hui à ce motif une influence déterminante sur leur entrée dans la fonction publique. En effet, bien que plus du quart (27,7 %) des fonctionnaires interrogés l'aient signalé comme un des facteurs ayant pu influencer leur choix, peu le retiennent comme motif principal. Fait intéressant à noter cependant : les anglophones marquent une légère tendance (3,4 %) à le mentionner plus fréquemment comme motif fondamental. Deuxièmement, près de 25 % des informateurs ont indiqué que la présence d'amis dans le fonctionnarisme avait pu les influencer, mais seulement 0,7 % reconnaissent ce motif comme réellement décisif. Troisièmement, seulement 0,9 % des informateurs signalent que le désir de faire un travail utile pour le Canada a constitué un facteur important lorsqu'ils ont décidé d'entrer

dans la fonction publique provinciale. Ce faible pourcentage vient situer à son véritable niveau la forte proportion (plus de 50 %) de réponses affirmatives données lorsque ce motif était présenté seul et non en comparaison avec les autres. Deux sous-ensembles se distinguent quelque peu : les informateurs de langue anglaise (4,2 %) et ceux de langue maternelle autre que le français ou l'anglais (4,7 %) affichent des proportions de réponses affirmatives légèrement plus élevées que les autres. Quatrièmement, les motifs « traitement » et « avis publics » retenus précédemment dans des proportions respectives de 42,3 et 35,2 % ne représentent plus que 1,6 et 1,7 % des réponses à la question sur les motifs principaux. Les légères différences manifestées correspondent dans plusieurs cas à des écarts déjà relevés; par exemple, les avis publics ont davantage influencé les informateurs possédant peu d'années d'expérience, et le traitement davantage ceux de langue maternelle française.

57. Cinquièmement, bien que plus de 80 % des informateurs aient reconnu que le lieu de travail avait influencé leur décision d'entrer dans le fonctionnarisme, 4,1 % seulement affirment que ce motif a été vraiment déterminant, les pourcentages les plus importants appartenant aux informateurs fils de cultivateurs (8,9 %), originaires de municipalités rurales de moins de 5 000 habitants (7,9 %), travaillant dans des municipalités de même importance (11,9 %) et de langue maternelle anglaise (7,5 %). Sixièmement, 75 % des informateurs ont mentionné le motif « travail utile pour le Québec » dans la première section, mais 5,3 % seulement le sélectionnent aussi comme motif fondamental de leur choix, cette proportion tombant même à 2,8 % pour la classe des « 34 ans et moins ». Soulignons qu'une différence semblable apparaissait dans la première section. Par ailleurs, quatre sous-ensembles ont tendance à afficher des proportions supérieures à celle de la totalité des informateurs : fonctionnaires de haut niveau scolaire (9,2 %), originaires de la région de Montréal (8,6 %), cadres supérieurs ou intermédiaires (8,9 %), et de langue maternelle anglaise (8,5 %). Enfin, pour les fonctionnaires ayant un traitement de \$ 10 000 ou plus, l'écart est nettement significatif (16,5 %).

Les principaux motifs : par goûts personnels

58. Si l'on ne devait tenir compte que des résultats exposés dans la première section, on pourrait conclure que presque tous les informateurs (environ 90 %) sont entrés dans le fonctionnarisme plus ou moins par goûts personnels. Si par ailleurs on s'interroge sur le rang occupé par ce motif, on constate alors qu'il arrive en première place, choisi par environ le tiers des informateurs. Il est assez difficile, ainsi que nous l'avons précédemment signalé, de saisir le sens exact de cette réponse. Il convient cependant de noter que ce sont, d'une part, les informateurs peu instruits qui le sélectionnent le moins (24 %), et, d'autre part, les enseignants (48,5 %) et les informateurs travaillant dans des municipalités de province (41,2, 43,8 et 46,9 %) qui le mentionnent le plus.

Le hasard

59. Les trois autres motifs principaux sont, dans l'ordre, la stabilité (21,7 %), la carrière (18,7 %) et le hasard (11,7 %).

Voyons immédiatement ce dernier pour lequel on relève une différence significative selon le niveau d'ancienneté. Ce sont les informateurs ayant le moins d'ancienneté qui le sélectionnent le moins, et vice versa. De plus, une légère opposition, identique à celle que nous avons signalée au paragraphe précédent, se manifeste entre les fonctionnaires des grands centres urbains (Québec ou Montréal) et les autres, les premiers ayant tendance à l'invoquer plus souvent que les seconds, ce qui signifie qu'ils sont entrés dans le fonctionnarisme moins par goûts personnels et davantage par hasard.

La carrière et la
stabilité du travail

60. Quant aux deux motifs « carrière » et « stabilité », ils auraient pu être confondus et, en conséquence, choisis indistinctement l'un pour l'autre par

des informateurs appartenant aux mêmes sous-ensembles, mais les résultats font ressortir le contraire. Il semble bien en effet que ceux-ci aient distingué entre la stabilité, qui assure en partie une certaine sécurité de l'emploi, et la carrière, qui, plus que la stabilité, implique une évolution dans le franchissement d'étapes conduisant à une certaine réussite professionnelle. Donc, si l'on exclut quelques écarts mineurs, on se rend compte, à la lecture du tableau synthétique II, que le motif « carrière » se trouve plus largement invoqué par des fonctionnaires dont le niveau de scolarisation est élevé; le père professionnel, enseignant ou administrateur; le travail actuel rattaché à l'enseignement, aux professions libérales ou scientifiques, ou encore à une direction administrative; le traitement supérieur à \$ 10 000; enfin, l'expérience dans la fonction publique relativement longue, alors que le motif « stabilité » est, pour sa part, plus souvent retenu par des informateurs dont le niveau de scolarisation est primaire; le père manoeuvre ou ouvrier spécialisé; le travail clérical, spécialisé ou non spécialisé; le traitement inférieur à \$ 10 000; enfin, l'expérience dans la fonction publique relativement récente.

61. L'examen de ce tableau synthétique révèle diverses autres différences

entre les fonctionnaires répartis selon les variables morphologiques et ethno-linguistiques. Concernant les premières, on observe que les jeunes fonctionnaires ont plus souvent que leurs aînés sélectionné le motif « carrière » et qu'un écart important se manifeste entre les informateurs des deux sexes — les fonctionnaires masculins étant significativement plus nombreux que leurs collègues féminins à le retenir. La tendance inverse se révèle quant au choix du motif « stabilité ». Concernant les secondes, on remarque, d'une part, que les francophones retiennent davantage ces deux motifs que les anglophones, et, d'autre part, que les unilingues mentionnent plus fréquemment la « stabilité » et les bilingues (à divers degrés) la « carrière ». L'origine ethnique ne joue que sur le motif « carrière », sélectionné davantage par les informateurs d'origine française que

Tableau synthétique II

Sous-ensembles d'informateurs	Principaux motifs	
	Carrière	Stabilité
1. Scolarisation		
- bas niveau	-	+
- haut niveau	+	-
2. Occupation du père		
- professionnel, enseignant, administrateur	+	
- ouvrier spécialisé ou non spécialisé		-
3. Type de travail		
- professionnel, de direction ou d'enseignement	+	-
- clérical, spécialisé ou non spécialisé	-	+
4. Traitement		
- moins de \$ 10 000	-	+
- \$ 10 000 et plus	+	-
5. Ancienneté		
- plus	+	-
- moins	-	+
6. Âge		
- jeunes fonctionnaires	+	
- fonctionnaires plus âgés	-	
7. Sexe		
- hommes	+	-
- femmes	-	+
8. Groupes linguistiques		
- francophones	+	+
- anglophones	-	-
9. Bilinguisme		
- unilingues	-	+
- bilingues à divers degrés	+	-
10. Origine ethnique		
- française	+	
- autres	-	
11. Langue maternelle		
- français	+	
- autres	-	

Les signes + et - indiquent les proportions plus ou moins élevées d'informateurs de divers sous-ensembles ayant sélectionné l'un ou l'autre motif.

par les autres. Cette même tendance se retrouve aussi chez les informateurs de langue maternelle française.

62. Voilà terminé l'exposé des analyses que nous avons menées sur les motifs qui ont pu inciter les fonctionnaires à entrer dans la fonction publique. Essayer d'en interpréter toutes les tendances ou toutes les oppositions serait un travail de très longue haleine et supposerait surtout la connaissance de données que nous ne possédons pas. Soulignons cependant que plusieurs différences signalées ici apparaissent déjà dans la première section de l'analyse, et que nous avons quelquefois tenté soit de déceler les facteurs explicatifs, soit de proposer certaines hypothèses susceptibles d'alimenter des recherches ultérieures. Nous pensons qu'il serait intéressant de poursuivre cette étude en nous interrogeant sur les combinaisons de variables indépendantes capables de faire ressortir des facteurs explicatifs plus globaux. Tout en établissant un cadre analytique plus rigoureux, une telle recherche assurerait une description et une vision plus systématique des phénomènes étudiés. De la multiplicité des variables indépendantes ayant effectivement influé sur la décision des informateurs de s'engager dans la voie administrative émergeraient peut-être un ou deux facteurs dont les effets sur ces décisions pourraient apparaître plus généraux en même temps que déterminants.

63. Dans ce dernier chapitre, nous retraçons certaines étapes de la vie professionnelle des fonctionnaires, c'est-à-dire avant et depuis leur entrée dans la fonction publique. Dans une première section, nous abordons successivement les points suivants : secteurs d'activités vers lesquels les fonctionnaires se sont orientés à la fin de leurs études; période qui s'est écoulée entre la fin de leurs études et leur entrée dans la fonction publique; mobilité occupationnelle; mobilité géographique; enfin, appartenance antérieure à une fonction publique autre que celle du Québec. Dans une seconde section, nous traitons d'abord de l'ancienneté dans la fonction publique, à un même ministère, à un même poste, pour rechercher ensuite des indices de mobilité occupationnelle, tant verticale qu'horizontale, et de mobilité géographique, et exposer, enfin, comment s'effectue le passage d'un poste à un autre à l'occasion d'une mutation ou de l'occupation d'une nouvelle fonction, en présentant les procédures suivies par le postulant en ces circonstances et les caractéristiques dudit changement. Chacun de ces thèmes sera traité d'abord pour l'ensemble des informateurs, puis pour certains sous-ensembles précisés à partir des variables suivantes (simples ou combinées selon le cas) : origine ethnique, index de bilinguisme, groupe linguistique, langue maternelle, sexe et traitement (tableaux II-27 à II-48).

A. Les antécédents

Orientation à la
fin des études

64. Seulement 19,5 % des informateurs, soit le cinquième, affirment avoir eu, au cours de leur dernière année d'études, l'intention de se diriger vers la fonction publique provinciale. Concernant les fonctions publiques municipale et fédérale, les proportions sont infiniment plus faibles : respectivement 0,8 et 2,2 %. En outre, 15,8 % disent avoir été attirés par l'entreprise privée, petite ou grande; 8,3 % par l'exercice privé d'une profession; 7,6 % par l'enseignement. Quant aux autres,

soit 45,8 %, ils ont pour la moitié indiqué divers autres secteurs d'activité ou mentionné n'avoir pas eu d'idée précise. Deux faits nous paraissent intéressants à souligner. Tout d'abord, nous ne sommes pas surpris que près de 20 % des informateurs aient songé, à cette époque, à entrer dans l'administration; nous nous attendions même à ce que cette proportion soit plus élevée, ou tout au moins supérieure à celle des indécis. Mais il n'en est rien. Quant à ceux qui manifestaient le désir de se diriger vers l'enseignement, ils sont légèrement plus nombreux à avoir effectivement opté pour ce secteur (tableau II-28).

65. Si l'on distribue les informateurs selon la variable complexe « traitement-groupe linguistique », on remarque immédiatement des écarts importants. Premièrement, parmi les informateurs ayant pensé se diriger vers la fonction publique provinciale, ce sont les anglophones qui accusent, proportionnellement, les pourcentages les plus faibles : 4,4 % chez ceux dont le traitement annuel est supérieur à \$ 10 000 et 11,2 % chez les autres. Deuxièmement, parmi ceux qui ont songé à choisir l'enseignement, les anglophones dont le salaire est supérieur à \$ 10 000 tranchent nettement avec une proportion de 40 %. Troisièmement, et comme on pouvait le supposer en raison de leur plus haut degré de scolarisation, les informateurs ayant un traitement annuel supérieur à \$ 10 000 sont plus nombreux que les autres à avoir désiré pratiquer leur profession pour leur propre compte, mais ils sont venus l'exercer au sein de la fonction publique dans une proportion de 28 % chez les francophones et de 13,3 % chez les anglophones; par contre, on ne relève pas d'écart important chez ceux qui ont souhaité travailler pour l'entreprise privée. Quatrièmement, l'écart enregistré entre les informateurs pour ce qui est des autres secteurs d'activité vient principalement du fait que ceux dont le traitement s'élevait à \$ 10 000 ou plus avaient à la fin de leurs études des aspirations plus précises que les autres. Cette constatation est encore plus nette et évidente chez les anglophones que chez les francophones.

Période de travail
hors des cadres de
la fonction publique

66. Nous venons de voir qu'un cinquième environ des informateurs avaient l'intention de se diriger vers la fonction publique provinciale à la fin de leurs études. Une proportion correspondante d'informateurs actuellement à son service ont toujours travaillé pour elle. Quant à ceux qui pendant un certain nombre d'années ont connu un autre employeur, on relève les proportions suivantes : 35,2 % pendant plus de 10 ans; 18 % entre 5 et 10 ans; 24 % pendant moins de 5 ans (tableau II-29).

67. Premièrement, si l'on distribue les informateurs selon le traitement et le groupe linguistique, on constate que ce sont les anglophones qui sont entrés le plus tardivement dans la fonction publique. En effet, pour chacune des deux catégories de traitement, ils sont les plus nombreux à avoir travaillé hors de la fonction publique pendant « dix années ou

plus » (respectivement 65,2 et 55,8 % contre 38,7 et 34,6 %) et les moins nombreux à avoir toujours travaillé pour elle (8,7 et 7,0 % contre 18,6 et 23,2 %). En bref, ils ont donc travaillé hors du fonctionnarisme beaucoup plus longtemps que les francophones. Deuxièmement, si l'on tient compte du sexe et de la langue maternelle, on note que le pourcentage des informateurs féminins de langue française ayant toujours appartenu à la fonction publique est supérieur à celui de l'ensemble des informateurs (35,9 contre 22,8 %), et nettement inférieur à celui des informateurs ayant eu pendant « 10 années ou plus » un autre employeur (15,4 contre 35 %). Dans l'un et l'autre cas, les informatrices de langue anglaise affichent un comportement différent (les pourcentages respectifs étant de 11,6 et 45,6 %). Les informatrices de langue française se distinguent donc des informatrices de langue anglaise en ce qu'elles sont, d'une part plus nombreuses à avoir toujours appartenu à la fonction publique, d'autre part moins nombreuses à avoir longtemps travaillé en dehors d'elle. Troisièmement, les fonctionnaires masculins de langue maternelle autre que le français ou l'anglais ne répondent pas au modèle relevé pour l'ensemble des informateurs. Ils sont moins nombreux que les Canadiens français ou anglais à avoir toujours appartenu à la fonction publique (11 % contre respectivement 17,8 et 15,6 %), moins nombreux que les premiers à avoir connu une courte expérience de travail en dehors d'elle (8,5 contre 22 %) et moins nombreux que les seconds à avoir connu une expérience plus longue (50,6 contre 54 %).

Mobilité occupationnelle

68. La mobilité occupationnelle est relativement forte, puisque 45 % de l'ensemble des informateurs ont occupé un ou deux emplois avant de devenir fonctionnaires, et 30 % environ, encore plus mobiles, ont pu en occuper jusqu'à cinq et même davantage. Des écarts assez larges apparaissent entre les deux groupes linguistiques (respectivement 22,6 et 31,1 % chez les francophones et 41,3 et 40 % chez les anglophones) qui font ressortir une plus grande mobilité des fonctionnaires de langue anglaise. On peut observer un phénomène similaire si l'on procède à une répartition selon la langue maternelle et le sexe, les informateurs non francophones des deux sexes affichant une mobilité supérieure (3 emplois ou plus) à la mobilité générale : par exemple, 52 % des informateurs masculins de langue anglaise ont occupé au moins 3 emplois avant de venir à la fonction publique contre 49,5 % chez ceux d'une autre langue (tableau II-30).

Mobilité géographique

69. Quant à la mobilité géographique, elle est relativement faible : plus du tiers (37,2 %) des informateurs n'avaient travaillé que dans une seule localité avant d'entrer à la fonction publique; 17 % environ, dans deux localités seulement, et un peu plus de 20 %, dans trois localités ou plus, des écarts apparaissant entre divers sous-ensembles de fonctionnaires. Premièrement, les anglophones des deux catégories de traitement enregistrent une plus grande mobilité géographique que la totalité des francophones :

51,1 et 35,1 % pour les premiers contre 23,9 et 20,5 % pour les seconds ont vécu dans trois localités ou plus. Ce résultat est intimement lié aux constatations émises précédemment au sujet de la mobilité occupationnelle et du nombre d'années de travail hors de la fonction publique. Il semble bien en effet que plus le laps de temps passé hors du fonctionnarisme est long et la mobilité occupationnelle importante, plus la mobilité géographique est grande. Deuxièmement, ce sont les informatrices de langue française qui ont été les plus stables (5 % seulement ont changé trois fois ou plus de localité) et les informateurs de langue anglaise ou d'une autre langue les plus mobiles (respectivement 35,8 et 48,7 %) (tableau II-30).

Au service d'une administration publique autre que celle du Québec

70. Peu d'informateurs ont appartenu à une administration publique autre que celle de la province de Québec (18 % seulement, dont près de 10 % à l'administration fédérale), deux variables in-

dépendantes discriminant chez eux des sous-ensembles particuliers. En effet, les informateurs de sexe masculin et d'une langue autre que le français ou l'anglais (45,3 %) d'une part, et les informateurs de sexe féminin et de langue anglaise (32,6 %) d'autre part, sont proportionnellement les plus nombreux à avoir travaillé pour une autre administration. Par ailleurs, on observe une relation directe entre le fait d'être bilingue et celui d'avoir été au service d'une « autre fonction publique ». En bref, l'informateur bilingue (24,8 %) marque une tendance plus prononcée que l'unilingue (9,9 %) à avoir appartenu à une « autre fonction publique » (tableau II-31).

B. Ancienneté et mobilité

Ancienneté dans la fonction publique

71. Trois questions nous permettent d'évaluer le degré d'ancienneté au sein de la fonction publique provinciale, dans un ministère particulier et à un

poste précis. Pour ce qui concerne le ministère, 46 %, soit plus des deux cinquièmes des informateurs, sont devenus fonctionnaires après 1960, 40 % ayant entre 6 et 20 ans de service et 12,8 % plus de 20 ans (tableau II-33). Si l'on tient compte du traitement et du groupe linguistique, on constate que les proportions sont sensiblement différentes chez les informateurs les plus anciens (21 ans et plus). Ainsi, les francophones qui appartiennent à la catégorie de « \$ 10 000 ou plus » comptent la plus forte proportion d'anciens (35,5 %) et ceux qui appartiennent à la catégorie « moins de \$ 10 000 » la plus faible (11,8 %), les anglophones, sans distinction de traitement, se situant entre les deux (21,7 et 18,3 %). On remarque la tendance inverse, moins prononcée cependant, chez ceux qui ont 5 ans de service ou moins. Les francophones qui appartiennent aux catégories de traitement « moins de \$ 10 000 » et « \$ 10 000 ou plus » sont donc surreprésentés par rapport à l'ensemble des informateurs les plus anciens, le phénomène inverse s'observant pour ceux qui sont

fonctionnaires depuis moins de 6 ans. On remarque, en outre, que le recrutement des fonctionnaires qui ne sont pas d'origine française a été en proportion légèrement supérieur à celui des fonctionnaires d'origine française (52,5 contre 41,9 %) au cours des dernières années. Enfin, il convient de signaler que les informateurs féminins, quelle que soit leur langue maternelle, présentent tous un degré d'ancienneté inférieur à celui de leurs collègues masculins des groupes correspondants; par exemple, chez ceux qui ont le plus d'ancienneté (21 ans de service ou plus), les proportions sont respectivement les suivantes : 8,7, 11,6 et 0,9 % contre 14,3, 28,2 et 5,6 %.

Dans un même
ministère

72. Pour ce qui a trait au nombre d'années de travail dans un même ministère, les proportions sont sensiblement les mêmes que celles que nous venons de présenter pour chacune des trois catégories : 50 % environ des informateurs ont 5 ans de service ou moins, 38 % entre 6 à 20 ans, et 11 % plus de 20 ans (tableau II-34). Cette correspondance dans les proportions est certainement liée à la quasi-inexistence de mobilité horizontale dans la fonction publique québécoise, c'est-à-dire à l'impossibilité, pour la majorité des fonctionnaires, de passer d'un ministère à un autre. Si l'on tient compte des variables indépendantes choisies, les écarts entre divers sous-ensembles de fonctionnaires sont, dans deux cas, identiques à ceux exposés dans le paragraphe précédent et qui concernent les répartitions selon « le traitement et le groupe linguistique » d'une part, « le sexe et la langue maternelle » d'autre part. L'introduction du niveau de traitement pour former deux nouvelles variables complexes — « traitement et bilinguisme », et « traitement et origine ethnique » — permet en revanche de déceler de nouvelles différences. On remarque tout d'abord que, chez les informateurs ayant un traitement supérieur à \$ 10 000, les unilingues en poste depuis « 5 ans ou moins » dans un ministère donné sont moins nombreux que les bilingues (31,5 contre 45,6 %) et les fonctionnaires d'origine française plus nombreux que les autres (41,7 contre 30,3 %).

À un même poste

73. Les pourcentages sont là sensiblement inférieurs à ceux concernant le ministère ou la fonction publique en général. Un peu moins des deux tiers (64,4 %) des informateurs occupent leur poste actuel depuis moins de 6 ans, 30 % depuis 6 à 20 ans, et 6 % depuis plus de 20 ans. On est depuis moins longtemps au même poste qu'au même ministère ou à la fonction publique, ce qui apparaît tout à fait normal. Si nous distribuons les informateurs selon le traitement et le groupe linguistique, nous notons, au sujet de cette permanence à un même poste, que les anglophones enregistrent des proportions nettement différentes, au niveau des « 5 ans ou moins », selon que leur traitement est supérieur ou inférieur à \$ 10 000 (respectivement 73,9 et 53,6 %), ces proportions étant inverses, avec moins de netteté cependant, au niveau des « 6 à 20 ans » (21,7 contre 37,6 %). De plus, les informateurs masculins de langue maternelle anglaise se distinguent nettement de leurs collègues de langue mater-

nelle française et autre (16,4 contre 5,6 et 2 %) au niveau des « 21 ans ou plus » et sont, en outre, proportionnellement moins nombreux qu'eux au niveau des « 5 ans ou moins » (50,1 contre 61,3 et 68,1 %). Soulignons que ces écarts correspondent à ceux que nous avons relevés à propos de l'ancienneté dans la fonction publique. Toujours selon la langue maternelle et le sexe, on note aussi que les informatrices d'une autre langue se retrouvent presque toutes (99 %) au niveau des « 5 ans ou moins ». Enfin, chez les fonctionnaires dont le traitement est supérieur à \$ 10 000, les unilingues sont plus nombreux que les bilingues et les peu bilingues (respectivement 35, 19,3 et 20,1 %) au niveau des « 6 à 20 ans » (tableau II-35).

La mobilité
horizontale

74. Le tableau II-36 révèle, dans l'ensemble, les passages, au provincial, d'un ministère à un autre : plus de 85 % des informateurs sont depuis toujours

au même ministère et 12 % seulement ont changé une fois. Deux écarts cependant doivent être notés : dans la catégorie de traitement « \$ 10 000 et plus », aucun anglophone n'a changé de ministère contre 22,9 % chez les francophones; dans le même sens, la presque totalité des informatrices dont la langue maternelle n'est ni le français ni l'anglais, soit 98,1 %, sont presque toujours demeurées au même ministère, alors que, pour l'ensemble de ce groupe, 15 % ont changé au moins une fois.

Nombre de postes
occupés

75. La grande majorité des fonctionnaires (83 % environ) n'ont pas occupé plus de deux ou trois postes depuis leur entrée dans la fonction publique,

ayant peut-être changé à une ou deux reprises soit de « titre de classification », soit de service au sein d'un même ministère, soit encore de ministère (tableau II-37). Premièrement, si l'on considère simultanément le niveau de traitement et le groupe linguistique des informateurs, on constate que ce sont les francophones dont le traitement est supérieur à \$ 10 000 qui enregistrent la plus grande mobilité et les anglophones dont le traitement est inférieur à \$ 10 000, la plus faible : 40,7 % ont changé de poste plus de trois fois chez les premiers contre 8,2 % chez les seconds. Ces résultats ne signifient cependant pas qu'il y ait eu mobilité verticale pour tous les informateurs en cause, car on peut fort bien changer de poste sans pour autant bénéficier d'une promotion. Deuxièmement, si l'on considère le traitement et l'origine ethnique, on constate que les informateurs situés en haut de l'échelle des salaires ont globalement plus de mobilité que les autres : 39,6 % ont changé de poste plus de trois fois chez les premiers contre 15 % chez les seconds. Troisièmement, ce sont les informateurs d'origine française qui, dans cette catégorie de traitement, enregistrent la plus grande mobilité : 40,9 % ont changé de poste plus de trois fois contre 27,6 %, chez ceux d'une autre origine. Quatrièmement, ce sont les informatrices de langue maternelle autre que le français ou l'anglais qui manifestent, à l'intérieur du même ministère, la plus grande mobilité : 28,6 % contre res-

pectivement 12,5 et 11,1 % chez leurs collègues de langue française ou anglaise.

Mobilité géographique 76. Les trois quarts des informateurs n'ont jamais changé de lieu de travail depuis qu'ils sont au service de la fonction publique (tableau II-38), ce qui indique une grande stabilité chez les fonctionnaires, quelles que soient leurs caractéristiques ethno-linguistiques. Seulement 15 % des informateurs ont résidé dans moins de quatre localités, et 10 % dans cinq localités ou plus. Il convient cependant de noter deux légères différences : les francophones dont le revenu est supérieur à \$ 10 000 sont sensiblement plus mobiles que les autres (37 contre 25 %), et la presque totalité (99 %) des informatrices de langue maternelle autre que le français ou l'anglais ont toujours travaillé dans la même localité.

C. Le dernier changement de poste

77. Dans cette section, nous aborderons brièvement quelques aspects du dernier changement de poste des informateurs et, après en avoir précisé l'époque, nous verrons quelles ont été leurs sources d'information quant à une possibilité de changement, quelles procédures ils ont en conséquence dû suivre, et, enfin, quelles sont les caractéristiques dudit changement.

Époque du changement de poste 78. Si plus de la moitié (56 % environ) des informateurs n'ont jamais changé de poste depuis qu'ils appartiennent à la fonction publique (tableau II-39), certains sous-ensembles s'écartent plus ou moins de cette proportion globale; tels, d'une part, les informateurs appartenant à la catégorie des hauts salaires qui, quels que soient leur origine ethnique ou leur degré de bilinguisme, affichent des proportions sensiblement inférieures (respectivement 30,2 et 46,8 %, et 31,8, 33,8, et 32 %), et d'autre part, les informateurs masculins de langue maternelle anglaise et les anglophones appartenant à la catégorie de salaire « \$ 10 000 ou moins » qui affichent des proportions supérieures (respectivement 75,5 et 71,2 %). Ces résultats correspondent assez bien à ceux exposés précédemment concernant une stabilité plus grande des informateurs anglophones ou de langue maternelle anglaise.

79. Un peu plus des deux cinquièmes (44 %) des informateurs ont donc changé de poste au moins une fois pendant leur carrière, dont 80 % depuis 1960, soit au cours des six ou sept dernières années. Aucune différence significative ne s'impose, si ce n'est que pas une informatrice de langue maternelle autre que le français ou l'anglais n'a connu de mutation avant 1960. Bien que nous ignorions le nombre exact de celles qui ont été mutées postérieurement à cette date (tout au plus 140 en 1961), la stabilité absolue qu'elles affichaient avant 1960 est pro-

blement à relier à leur faiblesse quantitative.

Sources d'information

80. Il faut passer à l'étude des différents aspects d'un changement de poste pour que des différences se précisent

vraiment entre des sous-ensembles de fonctionnaires. Concernant d'abord leurs sources d'information, on remarque que la moitié des informateurs ont été renseignés, sur les possibilités de changement, par l'un de leurs supérieurs hiérarchiques. L'observation attentive du tableau II-40 nous apprend que les anglophones dont le traitement est inférieur à \$ 10 000 sont proportionnellement les moins nombreux (38,6 %) et les informatrices de langue maternelle anglaise les plus nombreuses (77,4 %) à avoir été informés par cette voie. En outre, l'index de bilinguisme semble faire ressortir ici une tendance, quel que soit le niveau de traitement, les informateurs unilingues ayant en effet davantage tiré parti de cette source d'information que les bilingues : 66,6 contre 47,5 % dans le cas des traitements supérieurs à \$ 10 000 et 62,4 à 40,5 % dans le cas des traitements inférieurs à \$ 10 000.

81. Ce sont ensuite les « avis internes émanant d'un ministère » qui semblent avoir été la source d'information la plus utile; 17 % des informateurs disent avoir appris par eux qu'il leur était possible de changer de poste, mais peu de chose les distingue les uns des autres, si ce n'est que les anglophones ayant un traitement inférieur à \$ 10 000 (27,7 %), les fonctionnaires masculins de langue anglaise (26,6 %) et les fonctionnaires « peu bilingues » ayant un traitement supérieur à \$ 10 000 (27,7 %) sont les plus nombreux à en avoir bénéficié.

82. Viennent au troisième rang les « avis internes émanant d'un service » dont ont profité 14 % des informateurs, aucun de ceux dont le traitement est de « \$ 10 000 ou plus » n'ayant cependant indiqué avoir eu recours à cette source d'information. Par contre, plus du tiers (39,2 %) des informatrices de langue maternelle autre que le français ou l'anglais l'ont utilisée, et aucune parmi celles de langue maternelle anglaise.

83. Les « autres sources d'information » se placent au quatrième et dernier rang et touchent 8 % environ des informateurs. Bien qu'il soit difficile de savoir à quoi correspond exactement le choix de cette réponse, signalons que les informateurs anglophones (26,1 et 18,1 %), bilingues (17,2 %) et d'origine autre que française (18,1 %) sont proportionnellement les plus nombreux à avoir choisi cette réponse, qui conteste en partie les voies officielles ou traditionnelles d'information quant aux changements de poste au sein du fonctionnarisme. Enfin, si l'on ne tient pas compte de la réponse « information obtenue d'un collègue », on constate que ce sont les « avis publics de la CFP » qui ont atteint le moins d'informateurs, 5 % seulement.

Procédures

84. Au sujet des procédures suivies lors de ce dernier changement de poste, on observe d'abord que peu d'informateurs ont fait état des examens : 8,6 % seulement ont mentionné l'examen écrit, 8,3 % conjointement l'examen écrit et l'examen oral, 3,3 % l'examen oral, et qu'il n'existe pratiquement pas de différences entre eux sauf dans deux cas : les informatrices de langue maternelle autre que le français et l'anglais sont les plus nombreuses (21,2 %) à affirmer avoir passé un examen écrit, et un écart plus sensible apparaît lorsque les fonctionnaires sont répartis selon le traitement. Ainsi, quels que soient leur groupe linguistique, leur origine ethnique, ou leur degré de bilinguisme, on perçoit immédiatement que les informateurs dont le traitement est supérieur à \$ 10 000 sont proportionnellement moins nombreux que les autres à avoir passé un examen écrit (tableau II-41).

85. On note la même opposition en ce qui concerne les entrevues avec un directeur du personnel ou un haut fonctionnaire. Indifféremment des traits ethno-linguistiques qui les caractérisent, les informateurs ayant un traitement supérieur à \$ 10 000 sont proportionnellement moins nombreux à avoir eu une entrevue avec un directeur du personnel, mais par contre plus nombreux à en avoir eu une avec un haut fonctionnaire, alors qu'on observe le contraire chez les fonctionnaires dont le traitement est inférieur à \$ 10 000. Signalons, en outre, que les anglophones sont proportionnellement plus nombreux à avoir obtenu leur nouveau poste à la suite d'une entrevue avec un haut fonctionnaire, et les informatrices de langue française (12 %) moins nombreuses que celles de langue maternelle autre que le français ou l'anglais (38,4 %), la tendance étant inverse chez les fonctionnaires masculins.

86. Enfin, près du quart des informateurs disent s'être soumis à une autre procédure, se différenciant encore ici nettement, selon que leur salaire est supérieur ou inférieur à \$ 10 000. Dans le premier cas, les proportions s'affirment significativement plus élevées que dans le second, et il apparaîtrait présomptueux de chercher pour le moment une signification précise à ce phénomène. Nous pouvons tout de même relever que, dans une forte proportion, les fonctionnaires n'ont suivi aucune des deux procédures actuellement avancées par la CFP à l'occasion d'une mutation.

Caractéristiques du dernier changement de poste

87. Il nous reste une ultime question à aborder, celle qui concerne les raisons ayant motivé le dernier changement de poste. Le réajustement du salaire n'intervient pas comme facteur premier, puisqu'il n'a été mentionné que dans une proportion de 8 %, le désir de passer à un autre ministère ou un autre service étant invoqué respectivement dans 11,2 et 19 % des cas. On retrouve ici les mêmes écarts, et c'est encore le niveau de traitement qui les délimite. Si

l'on néglige quelques différences secondaires, on remarque en effet que, dans la catégorie de traitement « \$ 10 000 et plus », les changements de poste se traduisent moins souvent par le passage à un autre ministère ou à un autre service.

88. L'octroi de plus amples responsabilités a été invoqué dans 22 % des cas comme la raison principale du changement, n'entraînant cependant pas de différences entre les divers sous-ensembles d'informateurs, si ce n'est qu'aucune informatrice de langue maternelle autre que française ou anglaise ne l'a retenue. Pour plus du tiers des informateurs, ce changement a été l'occasion d'une promotion, mais, là encore, indépendamment des caractéristiques ethno-linguistiques, surtout pour les fonctionnaires ayant un revenu supérieur à \$ 10 000 : plus de 50 % contre 35 % environ pour l'ensemble des informateurs.

Évolution différente des carrières

89. Les analyses effectuées au cours de ce chapitre permettent-elles de déceler l'existence de variables qui particulariseraient divers groupes d'informateurs sur le plan du déroulement de leur carrière ? Autrement dit, peut-on faire ressortir que l'évolution de la carrière est susceptible d'être fonction de certains traits caractéristiques des fonctionnaires ? Il semble que l'on puisse répondre par l'affirmative. Il apparaît en effet que les variables « niveau de traitement » et « appartenance à un groupe ethno-linguistique » suffisent à expliquer des tendances différentes, parfois même opposées, chez les informateurs. Mais avant d'exposer ces résultats, il convient d'apporter deux précisions.

Deux précisions

90. Premièrement, l'observation attentive des tableaux statistiques portant sur divers aspects de la carrière du fonctionnaire ne permet pas de noter de différences entre les informateurs répartis selon l'une ou l'autre des trois variables ethno-linguistiques retenues : groupe linguistique, langue maternelle, origine ethnique. Tout ce qui ressort actuellement de l'analyse, ce sont des opinions ou des expériences distinctes du fait de l'appartenance ou de la non-appartenance des informateurs au sous-ensemble ethno-linguistique « français ». Pour être plus précis, ajoutons qu'il est possible de distinguer de façon globale les informateurs de langue officielle, de langue maternelle et d'origine ethnique françaises, de ceux de langue officielle anglaise, de langue maternelle et d'origine ethnique « non françaises » mais généralement anglaises. Deuxièmement, bien que, pour certaines des étapes de la carrière du fonctionnaire, les répartitions selon le sexe et le degré de bilinguisme puissent parfois révéler des oppositions dans les réponses, il est impossible de déceler des tendances générales qui discriminent nettement les informateurs selon l'une ou l'autre de ces deux mêmes variables.

91. Les variables « niveau de traitement » et « appartenance ethno-linguistique » révélant des caractéristiques différentes dans le déroulement

de la carrière des fonctionnaires, nous pouvons donc, en premier lieu, comparer la carrière du fonctionnaire cadre supérieur (\$ 10 000 et plus) à celle du fonctionnaire subalterne (moins de \$ 10 000). Nous employons ici « cadre supérieur » et « fonctionnaire subalterne » de préférence à des expressions formulées en termes de revenu, car un recouplement des variables « traitement » et « travail actuel effectué dans la fonction publique » a fait ressortir que la majorité des fonctionnaires (plus de 80 %) ayant un traitement supérieur à \$ 10 000 appartenaient effectivement aux catégories « direction, conseil et travail professionnel ». L'inverse est également vrai. Nous pouvons aussi, en second lieu, comparer les informateurs selon qu'ils sont francophones ou anglophones. Nous pouvons enfin, en troisième lieu, distinguer les cadres supérieurs francophones des cadres anglophones, cette distinction ne pouvant s'étendre aux fonctionnaires subalternes que pour quelques rares aspects de leurs carrières. Examinons ces trois points.

Cadres supérieurs
et fonctionnaires
subalternes

92. Plusieurs différences apparaissent entre ces deux catégories de fonctionnaires. Les cadres supérieurs, en raison même de leur niveau de scolarisation, ont été plus enclins que les em-

ployés subalternes à s'orienter, dès la fin de leurs études, vers des professions libérales ou scientifiques. En revanche, ils manifestent, à l'opposé de ces derniers, des tendances très nettes à demeurer moins longtemps dans une même fonction, à occuper proportionnellement plus de postes et à avoir travaillé dans un plus grand nombre de localités depuis leur entrée dans la fonction publique, et sont, de plus, proportionnellement beaucoup plus nombreux qu'eux à avoir changé de poste depuis 5 ans. Notons que les premiers sont moins nombreux que les seconds à avoir, à l'occasion de ces changements, participé à un examen écrit ou rencontré le directeur du personnel, et plus nombreux à avoir vu un haut fonctionnaire ou utilisé une procédure différente de celles qui sont habituellement suivies dans leur ministère. Enfin, c'est l'accession à un échelon supérieur qui caractérise les derniers changements de poste intervenus dans la carrière des cadres supérieurs.

Francophones et
anglophones

93. Divers autres points permettent de différencier les informateurs. Tout d'abord, les francophones affichent une tendance nettement plus forte à s'orien-

ter vers la fonction publique québécoise à la fin de leurs études, les anglophones ayant, pour leur part, plus longtemps travaillé hors du fonctionnarisme et connu, au cours de cette période, une plus grande mobilité occupationnelle et géographique. En outre, une fois entrés dans le fonctionnarisme, les anglophones enregistrent un léger excédent d'ancienneté, sauf toutefois pour ce qui concerne l'ancienneté à l'intérieur d'un même ministère ou à un même poste. Quant à la mobilité, elle ne se manifeste pas différemment de façon significative entre les deux groupes. Enfin, pour ce qui est des sources

d'information sur les possibilités de changer de poste, les anglophones ont profité moins fréquemment des renseignements d'un collègue et plus souvent tiré parti des avis affichés dans les ministères ou de documents émanant de sources non précisées.

94. Enfin, en combinant le traitement à la variable ethno-linguistique, on peut faire ressortir d'autres oppositions. Ainsi, les cadres supérieurs anglophones ont été, d'une part, plus portés à s'orienter vers l'enseignement à la fin de leurs études et, d'autre part, plus mobiles sur le plan occupationnel avant leur entrée dans le fonctionnarisme, leurs homologues de langue française affichant plus d'ancienneté tant au sein de la fonction publique que dans un même ministère. Quant à la mobilité interministérielle, elle est nulle chez les anglophones qui sont aussi proportionnellement plus nombreux à n'avoir jamais changé de poste ou à n'en avoir occupé qu'un ou deux depuis qu'ils appartiennent à la fonction publique provinciale.

95. En terminant l'exposé de ces différences dans l'évolution de la carrière des informateurs, il convient de remarquer que les variables « ethno-linguistiques » semblent avoir joué plus fréquemment au niveau de la période de travail précédant l'entrée dans la fonction publique, la variable « traitement » distinguant les informateurs surtout depuis qu'ils sont fonctionnaires.

Le plan

Les diverses
questions abordées

1. Dans ce troisième essai, nous aborderons diverses questions se rapportant à la situation du bilinguisme dans la fonction publique québécoise. Nous

traiterons, en particulier, des qualifications linguistiques réelles des fonctionnaires québécois, de celles qui sont exigées dans le cadre de leur travail, des langues effectivement employées dans l'exercice de leur fonction, de la langue de publication des documents (textes de loi, règlements, rapports, formulaires, etc.) émanant du gouvernement du Québec ou des divers organismes administratifs, enfin, de l'organisation des services de traduction dans l'ensemble de l'appareil administratif provincial. Dans un premier chapitre, nous verrons, d'après des informations obtenues auprès d'un échantillon de fonctionnaires, quelles langues les informateurs utilisent habituellement dans leur foyer, dans quelle mesure ils fréquentent des cours de langues et l'intérêt qu'ils leur portent, quelle est leur capacité à lire, écrire, parler ou comprendre une langue seconde, enfin quelles qualifications linguistiques exige l'exercice de certaines fonctions à divers niveaux de responsabilité de l'administration québécoise. Dans un deuxième chapitre, d'après des informations recueillies cette fois par le double intermédiaire du questionnaire distribué à un échantillon et d'entrevues menées auprès d'une centaine d'informateurs, nous estimerons d'abord l'utilité pour un fonctionnaire de connaître une langue seconde pour bien accomplir son travail, et exposerons ensuite le tableau de l'emploi relatif du français ou de l'anglais, selon le genre de communications qu'établissent les fonctionnaires québécois avec les diverses clientèles et les fonctionnaires des autres organismes gouvernementaux. Dans un troisième chapitre, nous présenterons les formules linguistiques adoptées dans les différents organismes administratifs provinciaux pour la publication de leurs documents, ainsi que les solutions élaborées pour en assurer éventuellement la traduction. Les informations rassemblées pour la rédaction de ce dernier chapitre proviennent d'interviews et de l'in-

ventaire de nombreuses publications gouvernementales*. Signalons, en outre, que la totalité de l'information dont nous nous sommes servi pour rédiger cette étude a été recueillie en 1965 et 1966.

* Pour plus de précisions, voir l'introduction générale et les appendices 1 et 2.

A. Langue employée au foyer

93,4 % des informateurs parlent chez eux le français

2. Avant de nous interroger sur les qualifications linguistiques des fonctionnaires provinciaux, notons d'abord que 93,4 % des informateurs disent parler chez eux le français, 82 % l'utiliser toujours et 11,4 % la plupart du temps. Les proportions sont un peu plus élevées chez les informateurs de langue maternelle française et ceux qui se définissent comme francophones : respectivement 97,1 et 94,6 %. Dans les autres sous-ensembles, les proportions de ceux qui disent l'utiliser chez eux habituellement sont beaucoup plus faibles : 57,8 % chez les informateurs de langue maternelle autre que le français ou l'anglais*, 31,4 % chez ceux de langue maternelle anglaise, et 14,4 % chez les anglophones (tableaux III-1 et 2).

Quelques difficultés d'interprétation

3. Les résultats que nous venons de présenter concernent l'utilisation du français au foyer, et nos résultats auraient été inverses s'il avait été question de l'anglais. Notons cependant que ces deux groupes de résultats ne s'opposent pas pour chacune des classes de réponses (jamais, parfois, la moitié du temps, la plupart du temps et toujours) de façon inversement proportionnelle, car les informateurs évaluent différemment l'intensité de l'utilisation d'une langue au foyer selon qu'il s'agit de l'anglais ou du français. Ainsi, affirmer qu'on ne parle jamais l'anglais ne veut pas nécessairement dire qu'on emploie toujours le français, et vice versa. La ligne de démarcation entre « toujours » et « la plupart du temps », « jamais » et « parfois », n'est pas aussi nette chez les informateurs que les responsables du ques-

* Nous emploierons désormais l'expression « fonctionnaire d'une autre langue maternelle » pour qualifier ces informateurs.

tionnaire l'auraient souhaité. Dans la réalité, répondre que chez soi on s'exprime toujours en français ne signifie pas qu'on ne parle jamais l'anglais, mais qu'on ne l'emploie qu'occasionnellement. Cette difficulté dans l'interprétation des réponses n'existe cependant à peu près plus si l'on regroupe d'une part les informateurs répondant « toujours » ou « la plupart du temps », et d'autre part ceux répondant « jamais » ou « parfois ». Les écarts entre les réponses pour l'une ou l'autre des deux langues utilisées peuvent être alors considérés comme négligeables. Cette observation s'applique à tous les tableaux (appendice III) qui se rapportent à l'utilisation du français ou de l'anglais soit au foyer soit au travail. L'analyse des réponses se fera toujours suivant le regroupement des réponses indiqué ci-dessus.

2,5 % des francophones
s'expriment chez eux
en anglais

4. Les informateurs francophones qui affirment employer « jamais » ou « rarement » le français chez eux sont peu nombreux : 2,5 % seulement. Il s'agit là probablement de fonctionnaires qui ont perdu

tout espoir en la survivance de la francophonie en Amérique, ou qui, installés dans une région anglophone du Québec, espèrent ainsi faciliter leur adaptation et celle de leur famille au milieu socio-culturel dans lequel ils doivent vivre quotidiennement. Mais d'autres raisons pourraient expliquer ce phénomène qui, de fait, ne présente pas beaucoup d'ampleur.

30 % des anglophones
s'expriment chez eux
souvent en français

5. Il en est cependant tout autrement des informateurs qui se déclarent anglophones : 14,4 % disent s'exprimer chez eux « toujours » ou « la plupart du temps » en français et 16,4 % « la moitié du

temps »; donc, plus de 30 % des anglophones emploient chez eux, au moins la moitié du temps, une langue qui n'est pas vraiment la leur. Plusieurs hypothèses pourraient être avancées pour tenter de donner une explication de ce phénomène. Nous en retenons une qui a le mérite d'être fondée sur des observations faites au cours de nos recherches et qui s'inscrit dans la logique des résultats obtenus précédemment. Il est en effet vraisemblable que, contrairement à l'ensemble des anglophones de la province, nombre de ceux qui travaillent dans l'administration québécoise se sont dans une large mesure assimilés au groupe canadien-français, et que plusieurs ne réagissent plus en véritables anglophones de mentalité, de langue et de culture. Qu'ils se définissent encore officiellement, à l'occasion de recherches semblables à la nôtre, comme appartenant au groupe duquel lentement, de génération en génération, ils se détachent, ne fait pas qu'ils sont effectivement membres de la communauté anglophone. Ils apparaissent plutôt comme rattachés de plus en plus au groupe ethno-linguistique canadien-français. Si cette hypothèse est juste — elle semble en tout cas vraisemblable et pourrait faire l'objet d'analyses plus approfondies — nous sommes donc justifié de conclure que le fonctionnarisme québécois ne présente pas beaucoup d'attrait pour les

véritables anglophones et que ceux qui décident d'y faire carrière sont, dans une large mesure (plus de 30 %), des personnes dont le processus d'intégration au groupe canadien-français est déjà très avancé. Ceci dit, il ne faut tout de même pas oublier que près de 70 % des fonctionnaires anglophones sont sans conteste tout à fait représentatifs de leur groupe ethno-linguistique.

B. Les cours de langue : fréquentation et intérêt

16,1 % des fonctionnaires suivent des cours de langue

français et anglais, enfin 2,5 % dans une autre langue (l'espagnol surtout). Ce sont les informateurs de langue maternelle anglaise qui présentent la plus faible proportion : 5,4 %, dont 4,7 % suivent les cours de français, ceux de langue maternelle française et ceux de langue maternelle autre que française ou anglaise étant respectivement trois et cinq fois plus nombreux (16,3 et 22,4 %). Signalons, en outre, que 10,6 % des informateurs de langue française et 16 % des informateurs d'une autre langue maternelle suivent des cours d'anglais (tableaux III-3 et III-5), et que, par ailleurs, 10,4 % des informateurs francophones suivent des cours d'anglais et 12,6 % des informateurs anglophones des cours de français.

Près des trois quarts des fonctionnaires sont peu intéressés à suivre des cours de langue

rêt pour les cours de français se manifeste davantage chez les informateurs de langue maternelle anglaise (7,2 %) ou anglophones (18,6 %) que chez ceux de langue maternelle française ou francophones, et l'intérêt pour les cours d'anglais surtout chez les informateurs de langue française (19,2 %), d'une autre langue maternelle (16,2 %) et francophones (18,9 %) (tableaux III-4 et III-6).

C. Capacités linguistiques des fonctionnaires

52 % des informateurs peuvent lire couramment une langue seconde

6. Nous n'avons pas trouvé chez nos informateurs beaucoup d'intérêt pour les cours de langue; en 1965, 16,1 % seulement se sont inscrits, dont 1,6 % en français, 10,4 % en anglais, 1,6 % en

7. Presque les trois quarts (72,8 %) des informateurs disent n'être aucunement intéressés par les cours de langue, cette proportion s'élevant même jusqu'à 86,7 % chez ceux de langue maternelle anglaise. Notons que l'inté-

8. Quatre questions permettent d'évaluer les capacités linguistiques des informateurs vis-à-vis d'une langue seconde* : leur aptitude à la lire, la

* Tout au long de ce texte, « langue seconde » signifie le français pour un anglophone et l'anglais pour un francophone.

parler, l'écrire et la comprendre lorsqu'elle est parlée. Voyons les résultats obtenus pour ces quatre questions. Premièrement, leur aptitude à lire convenablement une langue seconde est reconnue par 52 % des informateurs qui affirment, en effet, éprouver peu ou pas de difficultés à ce sujet, les anglophones étant proportionnellement plus nombreux à bien lire le français (59,8 %) que les francophones l'anglais (51,8 %). On observe l'inverse dans le cas des informateurs qui disent lire difficilement, voire pas du tout, une langue seconde (tableau III-10).

35,8 % des informateurs peuvent écrire couramment une langue seconde

9. Deuxièmement, les réponses offrent un tout autre modèle lorsqu'il s'agit de l'écriture. En effet, si francophones et anglophones sont proportionnellement aussi nombreux (respectivement

8,6 et 8,5 %) à ne se reconnaître aucune aptitude dans l'écriture d'une langue seconde, les premiers, contrairement à la lecture, sont plus nombreux que les seconds (35,9 contre 30,5 %) à se dire capables de l'écrire aisément, mais moins nombreux (38,4 contre 43,5 %) à admettre rencontrer quelques difficultés (tableau III-11).

32,2 % des informateurs peuvent parler couramment une langue seconde

10. Troisièmement, l'aptitude à s'exprimer oralement dans une langue seconde est reconnue par 32,2 % des informateurs, mais elle varie en intensité selon qu'ils sont francophones ou anglo-

phones. Globalement, ce sont les anglophones qui affichent le plus de facilités, puisque 52,3 % affirment rencontrer peu ou pas de difficultés à parler une autre langue (pour eux le français) contre 31,9 % seulement chez les francophones. Il y a peut-être là surestimation de leurs capacités linguistiques, ou encore confirmation de l'hypothèse d'acculturation avancée précédemment à leur sujet. Il faut cependant ajouter que les francophones sont proportionnellement plus nombreux (40,9 %) que les anglophones (29,5 %) à estimer ne rencontrer que peu de difficultés (tableau III-12).

41,3 % des informateurs peuvent facilement comprendre une langue seconde parlée

11. Quatrièmement, nous constatons, en conformité avec ce que nous avons décelé au paragraphe précédent, que ce sont les anglophones qui, au niveau de l'aptitude à comprendre une langue seconde parlée, affichent les meilleures

qualifications linguistiques : en effet, 62,9 % affirment rencontrer peu de difficultés contre seulement 41 % chez les francophones. Cependant, on observe l'opposition inverse lorsqu'il s'agit des informateurs qui reconnaissent se heurter à certaines ou à de nombreuses difficultés dans la compréhension orale d'une langue (respectivement 23,2 contre 36,1 % et 8,1 contre 17,5 %) (tableau III-13).

44 % de bilingues dans la fonction publique québécoise

12. La confrontation de ces divers pourcentages fait ressortir assez clairement que ce qui semble être le plus facile pour l'ensemble des informateurs

c'est la lecture d'une langue seconde, puisque 52 % disent ne rencontrer là que peu de difficultés et 31,3 % quelques difficultés seulement. Viennent ensuite, dans l'ordre, la compréhension orale (41,3 et 35,8 %), l'écriture (35,8 et 38,5 %) et l'expression orale (32,2 et 40,7 %). On peut donc avancer, sur la base des informations recueillies auprès des informateurs, que la moitié d'entre eux au maximum peuvent être considérés comme bons bilingues. Après avoir construit un index de bilinguisme intégrant ces quatre facettes des capacités linguistiques, nous avons obtenu la distribution procentuelle suivante : 20 % des fonctionnaires sont unilingues, 36 % assez bilingues, et 44 % vraiment bilingues.

Interprétation de
ces résultats

13. Il peut paraître étonnant qu'une si forte proportion de fonctionnaires se déclarent bilingues, d'autant qu'il n'y a pas très longtemps encore, soit en

1961, la proportion enregistrée par le recensement du Canada n'atteignait que 61,7 % (tableau I-50). À quoi attribuer cet accroissement de 18,3 % ? À des erreurs de fabrication de l'index de bilinguisme ? Nous ne le croyons pas, car l'analyse séparée des réponses à chacune des questions qui le composent nous amène aux mêmes conclusions. À la qualité peu discriminatoire des questions à partir desquelles a été construit l'index ? C'est peu probable, puisque les informateurs pouvaient, dans chaque cas, sélectionner l'une des cinq positions sur lesquelles s'échelonnait l'intensité d'une aptitude linguistique particulière. Ces deux possibilités étant exclues, il nous reste à penser que l'index est une bonne mesure de la réalité qu'il est censé exprimer, mais qu'il y a eu chez les informateurs une certaine surestimation de leurs capacités; cependant, rien ne nous permet, dans l'état actuel des choses, de le confirmer ou de l'infirmier nettement. Toutefois, sur la base de contrôles effectués principalement au cours des entrevues, nous sommes autorisé à supposer que certains se sont trop généreusement surestimés sur ce point. L'administration québécoise compte certainement un fort pourcentage de fonctionnaires bilingues, mais les proportions que fournit l'index de bilinguisme doivent être entendues à l'intérieur des limites de confiance pour lesquelles il conviendrait de considérer non pas la marge supérieure des erreurs, mais la marge inférieure à la proportion observée.

La connaissance de
l'anglais est nécessaire pour 37,6 %
des fonctionnaires
francophones

14. Si l'on envisage globalement la question du bilinguisme sous l'angle d'une nécessité professionnelle, on se rend compte que, pour l'ensemble de la fonction publique, 38,1 % des informateurs affirment que la connaissance d'une langue seconde s'avère indispen-

sable au poste qu'ils occupent. Des écarts énormes différencient cependant les deux groupes, les francophones estimant dans une proportion de 37,6 % seulement qu'ils doivent connaître l'anglais, alors que les anglophones sont presque deux fois plus nombreux (69,5 %) à juger pour eux indispensable la connaissance du français

(tableau III-9). L'exigence d'être bilingue s'impose donc davantage chez les anglophones que chez les francophones, ce qui répond d'ailleurs à la réalité démographique du Québec. Si l'on exclut les fonctionnaires, peu nombreux, qui, de par leur fonction, doivent entrer en communication avec des clientèles anglophones de la province, du pays ou de l'extérieur, les autres ne sont en contact, pour la majorité, qu'avec une clientèle de langue française. Il est donc normal que, pour six fonctionnaires sur dix, la connaissance de l'anglais ne soit pas considérée comme une exigence.

Baisse des concours
de la CFP présentant
des exigences
linguistiques

15. Parallèlement à cette répartition des exigences linguistiques, telles que les fonctionnaires eux-mêmes les évaluent, nous remarquons que la distribution des candidats aux différents concours de la Commission de la fonction

publique présente quelque analogie quant à la mention ou à l'absence de mention concernant les qualifications linguistiques. Ainsi, en 1964-65, 65,7 % des candidats se sont inscrits à des concours qui ne faisaient aucune allusion à la connaissance de la langue anglaise et auxquels une proportion équivalente (69,4 %) de candidats ont réussi*. Trois autres résultats de nos compilations sont aussi intéressants à noter. Premièrement, de 1961 à 1965, alors que le nombre des concours exigeant la connaissance de la langue anglaise augmentait de 66 %, le nombre de ceux qui ne l'exigeaient pas augmentait de 150 %. Deuxièmement, alors qu'en 1961 on exigeait la connaissance de l'anglais à 60 % des concours, la proportion tombe, en 1965, à 50 %. Troisièmement, de 1961 à 1965, la connaissance de l'anglais était exigée à 48 % des concours offrant des traitements inférieurs à \$ 4 000, à 56 % des concours offrant des traitements de \$ 4 000 à \$ 8 000, et à 51 % des concours offrant des traitements supérieurs à \$ 8 000. La ligne de démarcation se situe donc au niveau des traitements de \$ 4 000; au-delà, les qualifications linguistiques se font plus exigeantes.

Dans certains ministères, le bilinguisme est davantage exigé des postulants

16. Il nous est enfin possible, toujours à ce même propos de la connaissance de l'anglais, de répartir les ministères en trois catégories, selon que le nombre des concours où elle est exigée se situe au-dessous de 33 %, entre 33

et 66 % ou au-dessus de 66 %. Aux ministères de l'Agriculture et de la colonisation, de l'Éducation, de la Justice, des Travaux publics, de la Famille et du bien-être social, des Richesses naturelles, on en fait rarement une nécessité; elle est exigée dans 33 % des cas seulement. Aux ministères des Affaires municipales, des Finances, de l'Industrie et du commerce, de la Santé, de la Voirie et au Secréariat de la province, la proportion se situe entre 33 et 66 %. Aux

* Concours publics de la CFP qui ont eu lieu entre le 1er avril 1964 et le 31 mars 1965.

ministères du Revenu, des Transports et communications, du Tourisme, de la Chasse et de la pêche, du Travail, elle est supérieure à 66 %. Cette répartition n'est certes pas l'effet d'un hasard; elle correspond, pour de nombreux ministères, aux informations que nous avons recueillies par l'intermédiaire d'une autre source et lors d'entrevues avec certains représentants des cadres supérieurs et intermédiaires.

Dans certaines régions, le bilinguisme est exigé des fonctionnaires à un certain niveau de responsabilité et pour certaines fonctions

17. À partir de ces informations recueillies auprès des cadres supérieurs et intermédiaires, nous avons pu identifier quelques situations où le bilinguisme, plus précisément la connaissance de l'anglais, nous est apparue, en raison principalement de la position géographique du fonctionnaire, de sa place dans la hiérarchie, ou des

fonctions qu'il exerce, comme absolument indispensable. Concernant le premier point, il ressort nettement, en effet, que le bilinguisme est, pour certains de nos informateurs, fonction de leur localisation. Il n'a jamais été question, au cours de nos entrevues avec des fonctionnaires québécois, de la nécessité du bilinguisme à tous les niveaux hiérarchiques. Nous n'avons rencontré ce phénomène que lors de nos entretiens avec des fonctionnaires de la région montréalaise. Selon eux, « tout le personnel doit normalement être bilingue » (I-45); « il faut être bilingue » (I-40); « c'est une nécessité parce que tous ont à communiquer avec le public » (I-48).

Quant au second point, à savoir la place occupée dans la hiérarchie administrative, il semble bien que, lorsqu'un fonctionnaire accède à un poste équivalant ou supérieur à celui de chef de service, on exige, ou tout au moins on présuppose, qu'il peut lire, comprendre et parler l'anglais.

« On n'exige pas l'anglais sauf pour les hauts postes. C'est un pré-supposé (sic), non une exigence... on présuppose qu'ils peuvent lire et comprendre l'anglais » (I-2). « Ce n'est pas déterminant comme à Ottawa, mais les chefs de service doivent comprendre l'anglais » (I-32). « Nous demandons aux officiers supérieurs d'être bilingues, de savoir au moins lire et écrire l'anglais » (I-24).

Cette exigence, clairement exprimée pour 7 des 19 ministères, se perçoit, pour la majorité des autres, bien qu'elle ne soit pas aussi nettement précisée.

Enfin, troisième point, il faut reconnaître que le bilinguisme est nécessaire pour exercer certains emplois, en particulier ceux qui comportent des relations avec le public. Il nous est impossible de les identifier tous; signalons, entre autres, le cas des préposés aux guichets des différentes administrations, des secrétaires de hauts fonctionnaires, des spécialistes en relations industrielles, des

vérificateurs, etc.

« Pour les secrétaires de préférence, pour certains commis au comptoir qui ont à donner des renseignements au public, le bilinguisme est tout à fait nécessaire » (I-30). « Un fonctionnaire en contact avec le public doit être bilingue » (I-37). « Il faut être bilingue. Il faut posséder la sténo en anglais et en français » (I-38).

Nous pourrions citer d'autres témoignages, mais la situation n'est pas partout identique et plusieurs informateurs sont même allés jusqu'à dire que le bilinguisme n'est pas vraiment indispensable dans la fonction publique québécoise, puisque la presque totalité des communications avec l'extérieur s'effectuent en français. Cette dernière opinion demande cependant à être *nuancée* car, en effet, nous voyons au tableau III-9 que 30,5 % des anglophones soutiennent que leur travail n'exige nullement la connaissance du français et 37,6 % des francophones assurent que celle de l'anglais leur est indispensable, alors que le tableau III-8 révèle par ailleurs que 67 % des francophones reconnaissent l'utilité de l'anglais et 77,3 % des anglophones celle du français. Voyons donc, pour plus de précisions, ce que disent effectivement les uns et les autres au sujet de la langue qu'ils emploient dans leur travail.

9 francophones sur 10
utilisent presque
toujours le français
et 4 anglophones
sur 10 l'anglais

18. Le tableau III-14 nous apprend que 46,4 % des informateurs affirment utiliser « toujours » et 45 % « la plupart du temps » le français, ce qui nous amène à conclure que 9 fonctionnaires sur 10 travaillent presque essentiellement en français. Si l'on établit une

distinction selon leur origine, on se rend compte que les informateurs de langue maternelle française et ceux de langue maternelle autre que le français ou l'anglais affichent des proportions sensiblement analogues; seuls les fonctionnaires de langue maternelle anglaise enregistrent des proportions différentes : 18,9 % seulement indiquent l'employer « toujours » et 65,5 % soit « toujours » ou « la plupart du temps ». Ce sont donc les informateurs de langue anglaise qui, proportionnellement, se servent le plus souvent de l'anglais dans l'accomplissement de leur tâche : 20 % des cas environ, contre 0,2 % pour ceux de langue française. Si l'on distingue les informateurs selon qu'ils sont francophones ou anglophones (tableau III-15), on constate : premièrement, que les francophones utilisent le français « la plupart du temps » ou « toujours » dans une proportion de 92,3 % contre 42,1 % chez les anglophones; deuxièmement, que les francophones utilisent autant le français que l'anglais dans une proportion de 2 % au maximum, contre 35,7 % chez les anglophones. En résumé, 9 anglophones sur 10, qu'ils soient de langue maternelle française ou non, travaillent presque toujours en français, alors qu'environ 3 informateurs de langue maternelle anglaise et 4 anglophones sur 10 travaillent presque toujours en anglais.

L'utilisation de
l'anglais et du
français : mainte-
nant et au début
de la carrière

19. La situation que nous venons de décrire a-t-elle évolué entre le moment où les informateurs sont entrés dans l'administration et le moment où ils ont répondu au questionnaire ? C'est ce que nous apprend le tableau III-16. Au début de leur carrière, 76,1 % des

informateurs de langue maternelle française n'utilisaient que le français, contre 6,3 % chez ceux de langue maternelle anglaise et 54,5 % chez ceux d'une autre langue maternelle, alors que les proportions étaient respectivement, à l'époque où le questionnaire a été distribué, de 70, 6,7 et 53 %. Seuls les informateurs de langue maternelle française accusent un changement de quelque importance, puisque leur pourcentage baisse de 6,1 %. En ce qui concerne l'anglais, les informateurs de langue anglaise et ceux d'une autre langue maternelle l'utilisaient de façon exclusive en moins grand nombre au moment de la distribution du questionnaire qu'au début de leur carrière : respectivement 20,5 et 5,4 % contre 42 et 12,8 %. On arrive à des résultats sensiblement analogues si l'on compare informateurs anglophones et francophones : premièrement, les informateurs francophones (qu'ils soient de langue maternelle française ou non) utilisent aujourd'hui un peu moins exclusivement le français et un peu plus de façon alternative, selon les besoins, le français et l'anglais; deuxièmement, les informateurs anglophones (qu'ils soient de langue maternelle anglaise ou non) utilisent aujourd'hui moins exclusivement l'anglais et beaucoup plus le français ou l'anglais selon les besoins; troisièmement, 8 informateurs sur 10 n'employaient que le français et l'emploient encore aujourd'hui exclusivement; 8 informateurs sur 10 employaient le français ou l'anglais, selon les besoins, et les employaient encore aujourd'hui; 3 informateurs sur 10 n'employaient que l'anglais et l'emploient encore aujourd'hui exclusivement, les 7 autres utilisant partiellement le français. Voyons maintenant comment se présente la situation sur le plan des communications, que les interlocuteurs appartiennent à des organismes publics ou soient des particuliers.

Communications avec
des fonctionnaires
fédéraux

20. Dans leurs communications verbales ou écrites avec des fonctionnaires fédéraux, et quelle qu'en soit la fréquence, sur 10 informateurs francophones ou de langue française, 6 ou 7 emploient prin-

cipalement le français, 2 ou 3 le français ou l'anglais, et un principalement l'anglais (tableaux III-19 et III-27). Quant aux informateurs d'une autre langue maternelle, 7 sur 10 utilisent principalement le français dans leurs communications écrites avec les fonctionnaires fédéraux et la moitié environ dans leurs communications verbales. Les informateurs de langue maternelle anglaise présentent pour leur part un modèle très différent. Dans leurs communications verbales, 23 % seulement utilisent principalement le français, 41 % le français et l'anglais et 36 % principalement l'anglais, l'utilisation de l'anglais dans les communications écrites pouvant même s'élever jusqu'à 48,2 %. Les anglophones emploient l'une et (ou) l'autre langue dans des proportions sensiblement identiques. En bref, il ressort que les communications des francophones se font principalement en français dans les deux tiers des cas, alors que les anglophones utilisent soit l'anglais soit le français dans les deux cinquièmes des cas et l'anglais principalement dans le tiers des cas.

Communications
avec les fonc-
tionnaires de
l'Ontario

21. Sur le plan des communications ver-
bales avec leurs collègues ontariens,
les informateurs, qu'ils soient anglo-
phones ou francophones, utilisent prin-
cipalement l'anglais dans des propor-
tions sensiblement égales : respective-

ment 73,9 et 68,9 % (tableau III-30). Répartis selon leur langue
maternelle, ceux de langue anglaise utilisent principalement l'an-
glais dans une proportion des neuf dixièmes environ; ceux de langue
française, des deux tiers; ceux d'une autre langue, des deux cinquiè-
mes seulement. Quant aux communications écrites, les anglophones
sont proportionnellement plus nombreux que les francophones (84
contre 65,5 %) à écrire principalement en anglais (tableau III-22),
les résultats étant pour les informateurs d'une autre langue mater-
nelle sensiblement les mêmes que pour les communications verbales.
En résumé, les trois quarts environ des communications avec des fonc-
tionnaires ontariens s'effectuent en anglais.

Communications avec
les fonctionnaires
des autres provinces

22. On retrouve dans les communications
avec les fonctionnaires des autres pro-
vinces les mêmes variations que précé-
demment, moins prononcées pendant
(tableaux III-23 et III-31). Près des

deux tiers des informateurs de langue maternelle anglaise (63,8 %)
utilisent principalement l'anglais lorsqu'ils communiquent verbalement
avec leurs collègues des autres provinces, contre moins de la
moitié (43,9 %) chez les informateurs de langue maternelle française.
Pour les communications écrites, les proportions sont respectivement
de 66,7 et 52,5 %. Chez les francophones, elles sont de 42,1 % dans
le premier cas et de 53,7 % dans le second, alors que chez les anglo-
phones elles dépassent 70 % (exactement 71,4 et 72,7 %). Il semble,
en contre-partie, que presque aucun fonctionnaire de langue mater-
nelle anglaise ou anglophone n'utilise le français dans ses relations
avec ses collègues des autres provinces, alors que les fonctionnaires
de langue maternelle française et les francophones l'utilisent dans
une proportion voisine du tiers.

Communications à
l'intérieur d'un
ministère

23. Si l'on passe maintenant aux commu-
nications internes de leur ministère
(tableaux III-20 et III-28), on relève
d'abord que la très grande majorité des
informateurs francophones et de langue

maternelle française disent utiliser principalement le français : res-
pectivement 97,5 et 96,9 % dans le cas des communications verbales,
98,1 et 97,8 % dans le cas des communications écrites. La même obser-
vation est valable pour ceux dont la langue maternelle n'est ni l'an-
glais ni le français. Chez les informateurs de langue maternelle an-
glaise, la situation est tout autre. Même si l'on constate que six
sur dix emploient principalement le français, 16,3 % se servent sur-
tout de l'anglais pour parler à leurs collègues et 25,9 % pour leur
écrire. Chez ceux qui se définissent comme anglophones, les propor-

tions sont encore plus élevées : respectivement 25,9 et 44,1 %. Bien qu'ils représentent moins de 1 % des effectifs globaux, il y a donc encore, dans la fonction publique provinciale, des anglophones qui travaillent principalement en anglais.

Communications avec
les fonctionnaires
des autres ministères

24. La situation, au niveau des communications avec les fonctionnaires des autres ministères est sensiblement la même qu'à l'intérieur d'un ministère, le français y étant cependant encore

plus utilisé (tableaux III-21 et III-29). En effet, la presque totalité des informateurs francophones et de langue maternelle française l'emploient principalement dans leurs échanges verbaux ou écrits avec les fonctionnaires des autres ministères (respectivement 96,6 et 97,3 % pour les uns et les autres). Quant à ceux de langue maternelle anglaise, ils l'emploient dans des proportions nettement supérieures à celles observées au niveau des communications internes (soit 80,3 et 72,8 %). À l'opposé, 6,5 % seulement (comparativement à 16,3 %) disent assumer leurs communications verbales en anglais avec des fonctionnaires d'un autre ministère et 15,7 % (comparativement à 25,9 %) leurs communications écrites. Si nous portons notre attention sur les anglophones, nous percevons immédiatement une tendance similaire : ils sont plus nombreux à communiquer principalement en français avec les fonctionnaires des autres ministères qu'avec ceux de leur propre département : 58,6 % contre 50,4 % pour les relations verbales et 44,9 % contre 39,9 % pour les relations écrites. Le phénomène est inverse dans le cas des anglophones qui affirment utiliser principalement la langue anglaise.

Communications avec
des employés des
divers services
publics

25. Neuf informateurs sur dix entrent en communication principalement en français avec des employés des municipalités, commissions scolaires, services sociaux ou institutions hospitalières (tableaux III-24 et III-32), et très

peu principalement en anglais : moins de 2 %. Les informateurs de langue maternelle anglaise et les anglophones se différencient nettement de l'ensemble. Chez les premiers, en effet, 54,1 % seulement utilisent, au niveau des communications verbales, principalement le français, et près du quart (24,6 %) principalement l'anglais, les différences étant encore plus accentuées dans le cas des communications écrites : 46,6 % seulement utilisent principalement le français et 29,2 % principalement l'anglais. Chez les anglophones, on observe des proportions sensiblement plus faibles pour ceux qui emploient principalement le français (31,3 et 25 %) et beaucoup plus fortes pour ceux qui emploient principalement l'anglais (41 et 55 %). Il est tout à fait normal que les informateurs anglophones utilisent davantage l'anglais dans leurs communications avec les employés des services publics, car, dans bien des cas, c'est à eux que sont confiées les relations avec les divers organismes publics au service des Anglo-Québécois.

Communications avec
les entreprises
industrielles ou
commerciales

26. Presque les deux tiers des communications entre les informateurs et les entreprises industrielles ou commerciales se font principalement en français et 3 % seulement principalement en anglais. Quant aux autres (environ 30 %)

elles s'établissent dans l'une ou l'autre langue (tableaux III-25 et III-33) suivant des modalités qui diffèrent selon les cas, des différences se manifestant entre les divers sous-ensembles de fonctionnaires. Ce sont les informateurs de langue maternelle anglaise et les anglophones qui, proportionnellement, utilisent en plus grand nombre l'anglais avec les entreprises: jusqu'à 38,9 %. Notons, par ailleurs, que ces communications sont plus nombreuses (environ 30 %) qu'aux autres niveaux à se faire, selon les cas, en français ou en anglais. Il peut paraître étrange que la langue anglaise ne soit pas davantage utilisée dans les communications avec les entreprises; on se serait attendu à des résultats plutôt inverses. Des informations obtenues lors d'entrevues nous permettent cependant d'interpréter jusqu'à un certain point ces résultats. Premièrement, lorsque les informateurs disent entretenir des relations dans les deux langues avec les entreprises, il faut comprendre, pour plusieurs d'entre eux, qu'ils utilisent parfois le français alors que la plupart du temps ils emploient l'anglais. Deuxièmement, dans certains ministères, c'est à peu près systématiquement en français que les entreprises présentent leurs demandes. Troisièmement, lorsqu'un service gouvernemental doit exercer une fonction de contrôle auprès d'une entreprise, c'est généralement en anglais qu'il communique avec elle, à moins qu'il ne le fasse simultanément dans les deux langues. Quatrièmement, certaines entreprises, de plus en plus nombreuses, semble-t-il, depuis quelques années, ont pris elles-mêmes l'initiative de communiquer en français avec le gouvernement.

Communications avec
les clientèles des
divers ministères

27. Au total, près de 80 % des informateurs qui entrent en relation avec le public, oralement ou par écrit, le font en français; les autres, soit en français ou en anglais selon les cas, soit

principalement en anglais (tableaux III-26 et III-34). Si l'on ne considère que les informateurs anglophones, 26,6 % seulement assurent leurs communications verbales principalement en français, 37,5 % en français et anglais, et 35,9 % principalement en anglais; pour les communications écrites, les proportions sont respectivement les suivantes: 22,4, 29,1 et 48,5 %. On retrouve la même tendance chez les informateurs de langue maternelle anglaise, bien qu'ils soient proportionnellement moins nombreux à communiquer principalement en anglais. Cette différence de comportement entre les fonctionnaires anglophones et l'ensemble des fonctionnaires provinciaux s'explique assez facilement lorsque l'on sait que les premiers sont souvent au service de l'élément anglais du Québec. La situation est de fait assez simple en ce qui a trait aux communications avec la clientèle. Sur la base d'informations recueillies auprès de fonctionnaires de

tous les ministères, nous pouvons avancer qu'on utilise la plupart du temps la langue du correspondant ou de l'interlocuteur. Cependant, on note une différence importante entre la conduite adoptée envers le client-individu et le client-organisme (entreprise, commerce, etc...). Dans le cas du client-individu, une politique, rarement formalisée jusqu'ici, invite le fonctionnaire à tenir compte de la langue du correspondant lorsqu'il entre en communication avec lui. Dans le cas du client-organisme, on retrouve trois tendances : tenir compte de la langue du correspondant; utiliser l'anglais ou le français en considérant l'efficacité de la communication; enfin, employer dans tous les cas intentionnellement le français.

Comparaison entre les
communications, compte
tenu du correspondant

28. Si l'on compare entre elles les communications des fonctionnaires provinciaux avec divers groupes ou personnes, voici, en bref, ce que l'on peut retenir. Premièrement, presque toutes

les communications, écrites ou verbales, se font en français à l'intérieur d'un même ministère (96 et 96,9 %) et d'un ministère à un autre (96 et 96,7 %). Deuxièmement, 90 % des échanges avec des organismes publics ou semi-publics s'effectuent en français. Troisièmement, 7 ou 8 fois sur 10, les relations avec les clientèles des différents ministères se déroulent en français (78,6 et 79,6 %), ce qui est conforme à la proportion du contingent des francophones au Québec. Quatrièmement, les proportions baissent considérablement avec le gouvernement fédéral : le français est principalement employé par 63,8 et 61 % des informateurs respectivement pour les communications verbales et écrites, l'anglais étant, pour la première fois, employé par plus de 10 % d'entre eux (11,2 et 12 %). Cinquièmement, le français est utilisé dans les rapports avec les entreprises commerciales ou industrielles dans une proportion semblable à celle observée pour les communications avec le fédéral (64,3 et 65,7 %), la majorité des autres communications s'effectuant, comme nous l'avons signalé précédemment, en anglais. Sixièmement, quant aux communications avec les fonctionnaires des autres provinces, elles tombent, pour l'utilisation du français, respectivement à 12,4 et 16,5 % dans le cas de l'Ontario et 30,9 et 26,2 % dans celui des provinces Atlantiques et de l'Ouest, alors qu'elles montent, pour l'utilisation de l'anglais, à 68 et 65,7 % et 45,6 et 54,5 %. C'est donc dans les relations avec l'Ontario que les informateurs emploient le moins le français et le plus l'anglais.

29. Comme tous les gouvernements, celui du Québec publie une foule de documents : textes des lois et des règlements, rapports annuels des ministères et autres organismes administratifs, rapports des commissions d'étude ou d'enquête, rapports techniques, documents d'information, comptes rendus d'études et de recherche, guides, manuels, circulaires, bulletins, répertoires, formulaires de tout genre, codes, cartes et documents graphiques, journaux et revues, dépliants publicitaires, etc., ainsi que la *Gazette officielle de Québec* et le *Journal des débats*. La description exhaustive de la facture linguistique de toutes ces publications en provenance de l'un ou l'autre des dix-neuf ministères québécois aurait exigé un travail d'inventaire et de classification hors de notre portée. Nous serons plus modeste et essaierons de présenter une image aussi exacte que possible de la situation à partir de quelques grandes catégories de publications. Nous verrons successivement les documents officiels, les grandes séries annuelles, les formulaires, puis, dans une même section, quelques publications de type courant.

A. Les publications

Les documents officiels

30. Les principaux documents officiels du gouvernement du Québec sont les textes législatifs (bills), les règlements, les arrêtés en conseil, les comptes publics, le budget, les rapports de certains administrateurs supérieurs (auditeur, commissaires de la CFP, etc.), la *Gazette officielle de Québec* et le *Journal des débats*. On peut avancer que ces documents sont généralement bilingues, bien que ce terme ne doive pas être entendu dans le même sens pour tous les cas; cependant la seule contrainte légale relative à la publication dans les deux langues officielles se rapporte aux textes législatifs au moment même de leur impression et lors de leur collection dans un même recueil, les

Statuts de la province de Québec. Les règlements, qui viennent expliciter certaines dispositions desdits textes législatifs, sont pour leur part, selon la coutume, généralement publiés en français et en anglais dans la *Gazette officielle de Québec* et en tirés à part, mais nous n'avons pu trouver aucune référence légale précise concernant leur publication dans les deux langues. Les arrêtés en conseil sont également tous publiés en français et en anglais dans la *Gazette officielle de Québec*. Quant au *Journal des débats*, il reproduit fidèlement, dans la langue où elles se sont déroulées — généralement le français — les séances de l'Assemblée législative. Pour ce qui concerne les autres documents officiels, on peut dire qu'ils sont tous bilingues, en dépit de quelques exceptions, comme par exemple le rapport de la CFP. Signalons que leur bilinguisme peut revêtir deux formes différentes : certains, tel le budget, présentent les deux versions dans une seule et même édition, alors que d'autres, tels les règlements dans de nombreux cas, présentent deux éditions distinctes, l'une en français, l'autre en anglais.

Les grandes séries

31. Sous cette rubrique, nous retrouvons l'*Annuaire du Québec*, le rapport des Archives du Québec, les rapports annuels des différents ministères, les rapports des organismes administratifs, divers rapports statistiques, etc. La facture linguistique de l'*Annuaire du Québec* a beaucoup évolué : publié parfois en français et en anglais sur deux colonnes, parfois en deux volumes séparés, un pour chaque version, il offre aujourd'hui de larges sections rédigées seulement en français. Le rapport des Archives est publié partie en français et partie en anglais, les sections reproduites en une langue n'étant pas traduites dans l'autre; 80 à 90 % des textes sont écrits en français. Les rapports annuels des différents ministères peuvent être présentés selon trois formules :

- a) le rapport unilingue, toujours en français;
- b) le rapport bilingue en un seul volume;
- c) le rapport bilingue en deux volumes : l'un en français, l'autre en anglais.

En 1964-65, le Secrétariat de la province, les ministères de la Famille et du bien-être social, de l'Éducation, des Affaires culturelles, des Terres et forêts, de l'Agriculture et de la colonisation, des Affaires fédérales-provinciales, de la Voirie, de la Justice, du Travail, ont adopté la première formule, alors que les ministères de l'Industrie et du commerce, des Affaires municipales, de la Santé, des Travaux publics, du Tourisme, de la chasse et de la pêche adoptaient la seconde, et ceux des Finances et des Richesses naturelles la troisième. Il semble bien que se dessine depuis quelque temps, ainsi que le signalait l'un de nos informateurs à propos des rapports annuels des différents ministères, « une tendance vers l'unilinguisme et non vers le bilinguisme » (I-30) à laquelle plusieurs explications peuvent être données. Pour certains, « les autres provinces envoient leur rapport annuel en anglais sans se soucier que le Québec soit francophone » (I-17). Pour d'autres, comme pratiquement personne ne « lit ce rapport, nous ne voyons pas

pourquoi nous dépenserions de l'argent pour le traduire » (I-24). Enfin, d'aucuns s'interrogent sur la « légalité » (I-25) d'une telle tendance. Il ne semble pas cependant qu'une disposition de la loi puisse obliger la publication des rapports annuels dans l'une et l'autre des deux langues officielles.

Les formulaires

32. Il faut distinguer ici entre les formulaires à usage interne et ceux destinés aux différentes clientèles des ministères. Il semble bien que la très grande majorité des premiers soient unilingues français, alors que la presque totalité des seconds sont bilingues, publiés en un seul volume ou séparément. À notre connaissance, le ministère des Affaires culturelles est le seul à présenter ses formulaires de demandes de subvention uniquement en français. Le ministère des Affaires municipales, pour sa part, ne fournit de formulaire en anglais que sur « demande expresse ». Trois autres faits sont à retenir relativement aux formulaires à usage externe. Premièrement, lorsqu'il y a deux formulaires, l'édition anglaise peut accuser un certain retard d'impression par rapport à l'édition française. Deuxièmement, le nombre des formulaires publiés en anglais est toujours de beaucoup inférieur à celui des formulaires publiés en français, puisqu'ils ne représentent au maximum que 15 % de l'édition française. Troisièmement, lorsqu'un formulaire est bilingue, la priorité est souvent accordée, sur le plan de la présentation, au texte français.

Les autres publications

33. Outre ces documents dont nous venons de parler, le gouvernement du Québec produit un très grand nombre d'autres publications que nous avons énumérées au début du chapitre. Si l'on essaie de décrire la situation sur un plan général, il est possible d'identifier quelques tendances pour l'un ou l'autre de leurs divers sous-ensembles. Premièrement, il apparaît clairement que la très grande majorité des dépliants, brochures publicitaires, bulletins d'information et circulaires administratives, sont toujours publiés dans les deux langues, soit en un seul document bilingue, soit en deux documents, l'un en français et l'autre en anglais, sauf cependant au ministère de l'Agriculture. En effet, certaines publications étant déjà éditées en anglais par le ministère fédéral, les correspondants anglophones sont priés de s'adresser à lui pour les obtenir dans leur langue. Deuxièmement, pour les périodiques, la situation est quelque peu différente. Dans certains cas, ils ne sont pas publiés en anglais (*Culture vivante* au ministère des Affaires culturelles, *L'école coopérative et Technique* au ministère de l'Éducation), dans d'autres, ils sont publiés simultanément en français et en anglais (*Hebdo-Éducation* et *Education Weekly*); certaines revues qui étaient bilingues ne paraissent plus qu'en français (*Québec / Travail* au ministère du Travail), alors que d'autres continuent à faire l'objet d'une publication bilingue (le *Bulletin mensuel* du ministère du Tourisme, de la chasse et de la pêche, *Statistiques / Statistics* au ministère de l'Industrie et du Commerce). Troisièmement, la plupart des documents à circulation

restreinte, destinés à l'usage des fonctionnaires du gouvernement ou ayant peu de rayonnement dans le public, sont publiés uniquement en français. Quatrièmement, les études et recherches, généralement menées en français, ne sont, sauf rare exception, publiées que dans leur langue. Certains rapports de commissions d'enquête ont été traduits en anglais, d'autres pas. Aux Richesses naturelles, toutes les études techniques sont publiées dans les deux langues et au ministère de l'Industrie et du commerce, la majorité des inventaires, études statistiques, répertoires, etc., sont bilingues. Notons que, pour plusieurs ministères, le rapport annuel, auquel viennent s'ajouter quelques bulletins ou dépliants, constitue l'essentiel des publications. Dans les ministères qui ont un fort volume de publications, tel celui de l'Industrie et du commerce, presque tout est présenté dans les deux langues.

B. La traduction

Service de traduction :
centralisé ou
décentralisé

34. Il ressort de ce que nous venons d'exposer que dans tous les ministères il se fait de la traduction, et cela depuis toujours. Nous serions donc fondé à penser que chaque ministère et organisme administratif possède son service de traduction, ses traducteurs officiels et attitrés, ou qu'il existe un bureau de traduction centralisé pour l'ensemble des ministères. Or il n'en est rien. Nous verrons que la traduction pose aux fonctionnaires un problème des plus sérieux qui mériterait d'être étudié plus longuement. Même si la situation apparaît anarchique pour certains, il semble que les résultats soient généralement assez bons puisque, comme nous venons de le voir, circulaires, formulaires, feuillets d'information, documents officiels, etc., sont traduits ainsi que nombre de rapports techniques.

Opinions des informateurs
au sujet de la traduction

34a. Les témoignages recueillis nous indiquent qu'il n'y a pas de service de traduction central bien organisé au sein de l'administration, ce qui nous amène à supposer que, pour en arriver aux résultats observés, de nombreux fonctionnaires, qui n'ont pas le titre de « traducteurs » et exercent officiellement une autre fonction, effectuent des traductions pendant leurs heures de travail ou de loisirs. Voyons, avant de passer à l'analyse de la situation, ce que disent à ce sujet nos informateurs des divers ministères.

« Il y a un traducteur à l'extension juridique. » (I-1)

« Il n'y a pas de système de traduction comme tel. Il y a bien quelque part au ministère un traducteur officiel, cependant, j'aime mieux faire ma propre traduction. Je pense que tous les hauts fonctionnaires font la même chose...sa traduction est trop littéraire. » (I-3)

- « Chez nous, il y a 2 traducteurs : un pour la traduction française et l'autre pour la traduction anglaise. Ils assument la traduction des textes officiels. Moi, j'écris directement en anglais. » (I-14)
- « Nous n'avons pas de service : nous utilisons au besoin le service de traduction du Secrétariat de la province. » (I-5)
- « On n'a pas de service de traduction. » (I-9)
- « Il n'y avait aucun système de traduction quand je suis arrivé. Ils utilisaient un avocat et une secrétaire du ministère...La publication du rapport...a été terminée avec plusieurs mois de retard. Les documents officiels sont traduits par le service de traduction du Secrétariat de la province. » (I-10)
- « Nous faisons appel à l'office de traduction du Secrétariat de la province. Un membre du contentieux fait une première traduction et un spécialiste la reprend. Mais nous nous proposons de créer un poste de traducteur qui se chargera de toute la traduction. » (I-13)
- « On a un employé qui fait de la traduction le soir et les fins de semaine. » (I-16)
- « Le ministère dispose d'un traducteur qui traduit tout. » (I-17)
- « Nous référons nos textes au Secrétariat de la province. » (I-20)
- « Il n'y a pas de service. Les gens du ministère font leur propre traduction. Je ne veux pas avoir affaire à eux (secrétariat); cela ajoute du retard aux procédures. » (I-21)
- « Nous n'avons pas recours au Secrétariat de la province. Notre spécialité a son jargon; seul un spécialiste peut traduire les textes. » (I-22)
- « Le recours au Secrétariat de la province, c'est le canal ordinaire. Pour les discours, je les traduis moi-même avec une personne qui connaît bien l'anglais. Au Secrétariat de la province, on « assèche » les discours. » (I-23)
- « Nous avons un traducteur qui fait de la traduction par les soirs. » (I-24)
- « Il y a 2 ou 3 traducteurs au service de traduction. Nous faisons toute notre traduction nous-mêmes. Sauf pour le Rapport... » (I-26)
- « La majorité de la traduction est faite par des employés réguliers. » (I-29)
- « Il y a 2 traducteurs pour les publications courantes. » (I-39)
- « Nous avons un système de traduction en permanence. Nous avons quelquefois recours au Secrétariat de la province. » (I-40)
- « Nous avons des problèmes de traduction dans mon service. Nous n'avons pas de traducteur. » (I-42)

On trouve des traducteurs attitrés dans huit ministères

35. Dans l'ensemble de la fonction publique, huit ministères ou organismes administratifs disposent de traducteurs attitrés ou d'un petit service de traduction : la Régie des rentes, le Secrétariat

de la province, l'Assemblée législative, les ministères du Travail, de l'Industrie et du commerce, de l'Éducation, du Revenu, des Richesses naturelles. Huit autres font appel aux services de traducteurs non attitrés qui traduisent à temps partiel, au travail ou pendant leurs heures de loisirs : Famille et bien-être social, Travaux publics, Agriculture, Voirie, Revenu, Justice, Industrie et commerce, Affaires fédérales-provinciales, et cinq ont, selon les nécessités, recours au service de traduction du Secrétariat de la province : Commission de la fonction publique, Famille et bien-être social, Revenu, Affaires culturelles, Finances. Il ressort de nos entrevues que dix-sept personnes au maximum s'occupent en permanence de la traduction dans l'ensemble de la fonction publique, dont cinq à l'Assemblée législative et trois au Secrétariat de la province, la plupart traduisant du français à l'anglais, et qu'une quinzaine d'autres en effectuent à l'occasion pendant leurs heures de travail ou de loisirs. Nombreux sont aussi les fonctionnaires — dont le nombre est difficile à estimer — qui traduisent eux-mêmes les textes dont ils ont besoin. Enfin, dans certains cas, les travaux de traduction sont confiés par contrat à des spécialistes.

Le service de traduction du Secrétariat de la province

36. Revenons brièvement au service de traduction du Secrétariat de la province. Ce service, qui n'existait que depuis deux ans à peine à l'époque de notre enquête, et ne comptait, comme

nous l'avons signalé, que trois personnes à plein temps, devrait en principe assurer la majeure partie des travaux de traduction nécessaires à la publication, en langue anglaise, de tous les documents produits par les services des divers ministères. En réalité, il ne peut satisfaire à toutes les demandes et ne réalise qu'une infime partie de la traduction faite dans l'ensemble de la fonction publique. Selon le directeur lui-même, son service «...dispose de trop peu de traducteurs permanents et plusieurs contrats sont confiés à l'extérieur, par exemple à des professeurs d'université ». Quant au travail effectué par les traducteurs, les renseignements fournis sont demeurés assez vagues. « Il est question, nous a-t-il dit, que ce soit notre service qui assume la traduction de l'information officielle. » Il reste cependant à définir ce que l'on entend par « information officielle ». En procédant par élimination, nous pourrions sans doute cerner quelque peu le sens de cette expression.

Premièrement, la traduction de la plupart des textes techniques ou scientifiques est presque toujours réalisée par les ministères concernés; elle n'incombe donc pas au service de traduction.

Deuxièmement, la traduction de la correspondance avec des personnes ou des organismes anglophones est en majeure partie assurée par les

différents ministères; elle n'est donc que très partiellement effectuée par ce service.

Troisièmement, la traduction des textes législatifs, règlements, arrêtés en conseil, etc., préparés par les divers ministères et rédigés par la Commission de la législation, est assumée par les traducteurs de l'Assemblée législative.

Quatrièmement, l'imprimeur de la Reine étant pour sa part responsable de la traduction d'un certain nombre de publications, le service de traduction du Secrétariat de la province, par l'intermédiaire de son personnel ou de spécialistes de l'extérieur, n'assume donc que partiellement la traduction de la correspondance ainsi que celle des circulaires, dépliants publicitaires, bulletins d'information, communiqués de presse, etc. Telle était, en gros, la situation lorsque nous avons recueilli nos informations.

Opinions sur un
service centralisé
de traduction

37. Plusieurs informateurs nous ont confié, au cours des entrevues, qu'ils voyaient de nombreux désavantages à la centralisation de la traduction dans un seul et unique organisme. Si certains avaient eu des expériences plus ou moins heureuses soit avec le service de traduction du Secrétariat de la province, soit avec les traducteurs officiels du gouvernement fédéral, d'autres cependant ne pouvaient appuyer leur réticence sur aucun fait précis. Voyons brièvement leurs opinions à ce sujet.

« Je leur ai remis un texte une fois, c'était horrible, depuis, je préfère le faire moi-même. Ils n'ont pas le personnel qu'il faut. » (I-16)

« Nous n'avons pas affaire au service de traduction parce que... est une science qui a son propre jargon scientifique ou technique... » (I-22)

« La traduction technique ne peut être confiée à des non-spécialistes. » (I-36)

« Les traducteurs du service de traduction font plutôt une traduction littéraire. » (I-24)

« Je ne suis pas favorable...parce que la traduction exige la connaissance de la terminologie propre à des domaines particuliers. » (I-32)

« Je pense qu'un bon traducteur doit être familier non seulement avec l'esprit du sujet qu'il a à traduire, mais qu'il doit aussi être porteur...de l'esprit de la maison. Pour cela, il doit être attaché à un ministère...Je ne suis pas défavorable à l'organisation d'un bureau central à condition que cet organisme soit très large et qu'il implique des divisions selon les grandes spécialités. Mais cela peut prendre vingt ans... » (I-32)

« La centralisation pourrait être bonne dans certains domaines.

Dans d'autres...c'est mauvais. La traduction de certains documents doit se faire souvent dans un délai très court. » (I-39)

« On tente de centraliser les services...c'est une source de retard. Il serait préférable d'avoir des traducteurs à plein temps au ministère. » (I-42)

Etc.

On s'oppose donc à la centralisation de la traduction en un seul service pour les raisons suivantes.

Premièrement, dans certains ministères, où l'on fait de la recherche dans des domaines très particuliers (agronomie, géologie, génie, économique, sociologie, etc.), on souligne qu'il est difficile pour qui n'est pas initié aux termes techniques (ou jargon scientifique) de traduire de façon juste et intelligente un texte spécialisé.

Deuxièmement, un texte traduit doit refléter tout autant l'esprit du ministère que l'esprit du texte original; pour ce faire, il faut avoir travaillé au sein dudit ministère.

Troisièmement, la traduction de certains textes doit s'effectuer rapidement, et la centralisation occasionne souvent des retards considérables.

Quatrièmement, pour être vraiment efficace, un service de traduction centralisé devrait comprendre des généralistes et de nombreux spécialistes.

Cinquièmement, on reproche fréquemment aux traducteurs isolés du contexte particulier d'un ministère précis de traduire trop littérairement.

Même si ces critiques sont émises à propos d'un service centralisé de traduction, qui n'est pas nécessairement celui du Secrétariat de la province, il faut souligner que certains ministères font assez régulièrement appel à lui et paraissent satisfaits de ses travaux.

Conclusion

38. Que doit-on retenir de l'ensemble des faits que nous venons d'exposer concernant les qualifications linguistiques des fonctionnaires, la langue de travail, la langue de publication des documents du gouvernement provincial, et la traduction ?

39. Au niveau des qualifications linguistiques, retenons les trois faits suivants.

Premièrement, il semble que depuis 1961 le nombre des employés bilingues ait sensiblement augmenté dans la fonction publique provinciale; près de huit fonctionnaires sur dix le seraient actuellement à des degrés divers.

Deuxièmement, des qualifications linguistiques particulières, notamment en anglais, sont rarement exigées des fonctionnaires, sauf pour quelques postes précis, certains niveaux de responsabilités hiérarchiques et certains lieux de travail, principalement Montréal.

Troisièmement, les anglophones actuellement au service du gouvernement du Québec sont bilingues dans une très forte proportion; il y a quelques années, on en comptait beaucoup moins. Il faut certes lier cette constatation à l'évolution observée sur le plan de la langue de travail au sein de la fonction publique québécoise.

40. Les transformations sont très nettes en ce qui concerne la langue utilisée au travail par les fonctionnaires provinciaux, au double niveau des communications internes et externes. Pour les communications internes, on constate, comme nous l'avons souligné, un unilinguisme français presque total depuis quelques années. On trouve bien encore, dans certaines sections de quelques ministères, des fonctionnaires qui communiquent entre eux en anglais, mais on ne voit plus aujourd'hui des concentrations importantes d'anglophones travaillant pratiquement toujours en anglais. Le français est actuellement la langue de travail de la très grande majorité des employés de la fonction publique québécoise. Pour les communications externes, la situation est différente, et l'on note diverses formules compte tenu de certaines caractéristiques particulières à l'interlocuteur. Dans le cas de particuliers, les relations s'établissent toujours dans la langue du correspondant. Dans le cas du fédéral, on peut affirmer que se manifeste actuellement une politique « consciente » du gouvernement du Québec, comme nous le signalait un informateur, pour que les relations écrites se fassent en français, non sans cependant les empreindre d'une certaine souplesse; par exemple, pour des raisons d'efficacité et de célérité, un document pourra être accompagné de sa traduction en anglais. Quant aux échanges verbaux, il faut bien être réaliste et reconnaître que l'anglais prime souvent sur le français bien que, selon nos informateurs, des efforts perceptibles soient faits par des fonctionnaires fédéraux, surtout au niveau supérieur, pour pouvoir les assurer dans les deux langues officielles. Dans le cas des entreprises privées, qui depuis quelques années adoptent manifestement des changements d'attitudes et de comportements et utilisent de plus en plus le français dans leurs rapports avec le gouvernement, l'anglais reste toutefois la langue dominante. Du côté des ministères, on fait montre encore d'une assez grande souplesse, un seul d'entre eux, à notre connaissance, ayant arrêté une directive précise imposant l'emploi constant du français.

41. Ce qui ressort avec le plus d'évidence, concernant les publications du gouvernement du Québec, c'est, premièrement, la très grande variété de leur présentation sur le plan linguistique, certaines étant éditées en français seulement, d'autres dans les deux langues, soit en un seul volume, soit en deux volumes, l'un en français l'autre en anglais. Deuxièmement, la disparition de publications bilingues et un fort accroissement des publications unilingues françaises. Troisièmement, l'emploi presque exclusif du français pour les documents internes et, à quelques rares exceptions près, des deux langues pour les documents externes. Quatrièmement, l'emploi des deux langues pour

toutes les grandes publications officielles et du français le plus souvent pour les rapports techniques, les études et les recherches. Enfin, cinquièmement, l'emploi des deux langues pour la très grande majorité des bulletins d'information et dépliants publicitaires.

42. Le phénomène principal, au niveau de la traduction, est l'absence d'un service centralisé de quelque importance et la dissémination des traducteurs permanents ou à temps partiel dans de nombreux ministères. En outre, la traduction apparaît comme une fonction courante, entre plusieurs autres, exercée par des fonctionnaires occupant des postes de niveau intermédiaire ou supérieur.

43. À partir des nombreuses observations faites depuis le début de cet essai, il est possible de mettre en évidence plusieurs formules linguistiques couramment utilisées dans la fonction publique québécoise, lesquelles se compénètrent souvent et sont adoptées par les fonctionnaires compte tenu des situations particulières auxquelles ils ont à faire face.

Premièrement, on peut dire, sans aucun risque de se tromper, qu'il existe dans de nombreux secteurs de la fonction publique un unilinguisme français effectif.

Deuxièmement, conformément aux dispositions de la loi et suivant des coutumes respectées de tous, on observe, au Québec, presque sans accroc, un bilinguisme de type légaliste. On publie en effet dans les deux langues tout ce qui officiellement doit l'être. Les revendications véhémentes pour l'unilinguisme français en ce domaine sont encore assez récentes.

Troisièmement, le bilinguisme pratiqué pourrait parfois être qualifié de courtois; c'est par gentillesse et amabilité, mais aussi parce qu'il est souvent capable de parler assez correctement en anglais, que le fonctionnaire québécois sera porté, presque tout naturellement, à utiliser cette langue avec des anglophones, même si ces derniers peuvent s'exprimer en français.

Quatrièmement, on s'est toujours félicité, au Québec, du moins officiellement, de respecter les droits des minorités, aussi le bilinguisme des services publics est-il souvent perçu par ceux qui l'appliquent comme une reconnaissance normale des droits du citoyen de langue anglaise. Il est cependant regrettable que cette attitude n'inspire pas plus fortement les anglophones des autres provinces vis-à-vis des minorités francophones.

Cinquièmement, enfin, un certain bilinguisme s'inspire d'un désir profond d'efficacité. Si l'on ne peut se faire comprendre qu'en anglais, on utilisera donc cette langue pour ne pas perdre du temps, pour arriver à des résultats positifs, et pour travailler de façon efficace avec les représentants du gouvernement fédéral ou des organismes anglophones. Il semble que ces différents types de bilinguisme façonnent bien souvent les communications que les fonctionnaires québécois établissent avec les Canadiens de langue anglaise.

Introduction

Évolution du fonction-
narisme et évolution de
la société québécoise

1. C'est presque devenu un lieu commun de dire que la fonction publique québécoise a évolué selon un rythme accéléré au cours des dernières années. Depuis 1960, de nombreux écrits publiés dans

les « magazines », revues ou journaux de la province en ont fait état, leurs auteurs voyant pour certains l'origine de ces transformations dans l'arrivée au pouvoir du parti libéral, d'autres percevant déjà des signes tangibles de renouveau dès la fin de l'ère duplessiste ou tout au moins vers l'époque des derniers cent jours de pouvoir du parti de l'union nationale sous la direction de Paul Sauvé. On affirme, en outre, que cette évolution était inéluctable, la situation étant parvenue à un point où se trouvaient réunies toutes les conditions pour un bond en avant de la société québécoise. Dans cette hypothèse, on avance que des transformations seraient intervenues, quel qu'ait été le parti au pouvoir, mais avec peut-être un léger retard s'il n'y avait pas eu changement de gouvernement. Par ailleurs, pour certains commentateurs de la chose publique, il ne faut pas chercher le moteur de cette évolution dans la fonction publique même, mais plutôt dans la poursuite d'un équilibre nouveau à tous les paliers socio-culturels de la société québécoise, alors que pour d'autres, qui prennent la position inverse, ce renouveau, dans son ensemble, a fortement influé depuis quelques années sur les mutations de ladite société. Dans l'esprit de quelques publicistes, il n'y a pas eu là de véritable révolution, même tranquille, mais plutôt des modifications de surface qui n'ont vraiment profondément changé ni l'une ni l'autre des dimensions de l'administration publique du Québec. D'aucuns cependant, conscients qu'il reste encore beaucoup à faire, sont par contre convaincus que les transformations ont été radicales dans certains cas et que l'évolution est déjà bien amorcée dans d'autres.

Quelques indices
d'évolution de la
fonction publique
du Québec

2. Quel que soit le degré de véracité relative de l'un ou l'autre de ces jugements, parfois appuyés d'une démonstration fort rigoureuse, parfois énoncés sans beaucoup de preuves à l'appui, nous avons pu nous-même constater, au

cours de notre travail de recherche, que la fonction publique québécoise traverse actuellement une période de mutations, voire même subit des transformations sensibles qui présagent, pour l'avenir, un style nouveau d'administration publique.

Premièrement, cette évolution, présentée déjà aux chapitres I et IV de notre premier essai, nous avons pu la saisir au niveau d'indices faciles à déceler, tels l'accroissement considérable du nombre global des fonctionnaires de tous grades et du nombre des fonctionnaires possédant des qualifications élevées, ou l'augmentation importante des dépenses brutes du gouvernement du Québec qui, passées, de 1950 à 1962, de \$ 270 597 000 à \$ 1 182 605 000, ont subi une hausse de près de 450 % en l'espace de 12 ans (tableau IV-1). De plus, si l'on tient compte de l'augmentation des dépenses dues en partie à l'accroissement annuel de la population et en partie au taux annuel d'inflation, on constate que le taux d'augmentation net des dépenses au cours des dernières années de la période retenue est très élevé comparativement aux années antérieures : 19,8 % en 1959-60, 20,2 % en 1960-61 et 10,9 % en 1961-62. L'accroissement des paiements de transfert* consentis par Ottawa au gouvernement du Québec, lesquels ont augmenté de 1 340 % entre 1956-57 et 1963-64 (tableau IV-2), représente par ailleurs, à longue échéance, que ces paiements soient conditionnels ou inconditionnels, des possibilités nouvelles

* *Paiements de transfert* : Passage de fonds d'un gouvernement à un autre ou d'un gouvernement à un individu. Ces paiements ne peuvent servir ni à l'acquisition de biens ni à la rémunération de services; ils ont comme but la redistribution des revenus et peuvent être conditionnels ou inconditionnels. Un paiement est conditionnel lorsque le gouvernement qui en bénéficie se trouve soumis à une ou plusieurs conditions concernant son usage, lesquelles sont variées : elles peuvent faire l'objet d'ententes tacites ou formelles, comme au Canada, ou être inscrites dans la loi, comme aux États-Unis. Le gouvernement en cause peut être contraint de fournir un certain type de service, maintenir ce service à un certain niveau, respecter certaines normes dans l'application du programme, défrayer une partie du coût, fournir une organisation et un personnel administratifs d'une qualité donnée, l'affectation des sommes fournies et les services ainsi procurés étant soumis à des contrôles administratifs et financiers exercés par les agents du gouvernement-fournisseur. Les plans conjoints se définissent comme les paiements de transfert conditionnels.

de contrôle plus efficace sur les politiques provinciales dans des domaines comme par exemple la santé, le bien-être et l'éducation. Enfin, la croissance rapide des subventions du gouvernement provincial aux municipalités et aux commissions scolaires constitue un autre indice quantitatif de la place toujours plus grande qu'occupe progressivement l'administration provinciale au Québec. Ces subventions, qui sont accompagnées de procédures de contrôle quant à leur utilisation par les bénéficiaires, ont en effet augmenté de plus de 500 % entre 1952-53 et 1962-63 (tableau IV-3), marquant même une accélération dans les dernières années de cette période de onze ans.

3. Deuxièmement, cette évolution, nous ne l'avons pas perçue sur le seul plan des indices quantitatifs révélant l'accroissement du personnel ou des sommes affectées pour l'accomplissement des fonctions dévolues à l'État, mais nous l'avons aussi observée tant sur le plan de la définition de champs neufs de législations ou du développement de champs déjà occupés, que sur celui de la réorganisation de quelques ministères et organismes administratifs ou de l'application de nouvelles procédures de travail. En voici quelques exemples. Dans certains ministères et organismes administratifs, la législation a été soit fondamentalement renouvelée soit encore largement développée en fonction de la définition de nouvelles attributions gouvernementales ou de la précision apportée à certaines attributions déjà existantes : par exemple, au ministère de l'Éducation, où l'évolution, encore en marche, est très nette; à la Commission de la fonction publique, où la nouvelle loi de la fonction publique est, par plusieurs de ses dispositions, différente de la précédente (voir notre deuxième essai); au ministère de la Santé, avec le développement de l'assurance-hospitalisation; etc. Par ailleurs, et dans la perspective d'une réorganisation administrative de l'État du Québec, d'anciens ministères ont fusionné (Famille et bien-être social, Richesses naturelles, Revenu, Tourisme, chasse et pêche) et d'autres ont été créés (Affaires fédérales-provinciales, Affaires culturelles, Éducation). Enfin, des procédures administratives récentes sont apparues concernant l'engagement et la promotion des fonctionnaires, les relations avec le personnel et l'exécution des tâches administratives. Si ces initiatives ne furent pas toutes heureuses, elles étaient pour la plupart fondées sur un désir évident d'efficacité et de rendement.

La perception de cette évolution par les fonctionnaires

4. Dans ce dernier essai, comme nous l'avons indiqué dans l'introduction générale, nous présentons, de façon systématique, la perception que des fonctionnaires appartenant aux cadres supérieurs et intermédiaires ont de l'évolution de l'organisation administrative du Québec, évolution à laquelle ils participent à des degrés divers, depuis le début pour les uns, depuis deux ou trois ans pour les autres. Nous exposons, sous trois titres de chapitres, les résultats de cette systématisation des opinions et jugements émis par ceux-là mêmes qui, pour une part, ont donné et donnent encore l'orientation aux changements observés dans la fonction publique provinciale.

Premièrement, nous aborderons quelques-unes des transformations qui, selon nos informateurs, ont dans certains cas fondamentalement modifié l'appareil administratif de l'État du Québec.

Deuxièmement, nous examinerons avec eux quelques-unes des questions que soulève l'introduction de plus en plus importante de fonctionnaires qualifiés, qu'ils soient appelés, selon les cas, experts, spécialistes ou technocrates, et verrons brièvement comment ils perçoivent les innovations qui ont structuré différemment les réseaux de communications tant horizontales que verticales.

Troisièmement, nous relèverons, en conclusion, quelques-unes des relations qu'ils établissent entre l'évolution de la société québécoise et celle de la fonction publique provinciale. Soulignons que les jugements et opinions classifiés et analysés dans ce chapitre proviennent de plus de cinquante entrevues réalisées auprès d'une centaine de fonctionnaires occupant des postes aussi divers que sous-ministre en titre, adjoint ou associé, directeur général en titre ou adjoint, directeur de service ou de subdivision administrative équivalente, ou fonctionnaire professionnel, et que nos informations ont été recueillies entre le mois d'octobre 1965 et le mois de mars 1966.

Les informateurs
en témoignent

5. Au cours des diverses entrevues que nous avons eues avec eux, les informateurs n'ont pas manqué de faire ressortir les nombreuses transformations intervenues dans l'appareil administratif du gouvernement provincial. Les uns ont démontré avec force détails que toute l'organisation formelle de leur ministère avait été repensée et qu'ils mettaient progressivement en place les organismes et les procédures propres à la rendre effective, certains insistant surtout sur l'apparition de nouveaux mécanismes de contrôle au niveau de l'administration générale de la province ou sur la mise en place de nouvelles procédures administratives aux divers niveaux des décisions (études préliminaires, prise de la décision, information la concernant, exécution) alors que d'autres soulignaient les efforts faits pour que soit mieux coordonné et planifié le travail administratif. D'autres ont discuté des avantages et désavantages de certaines dimensions d'une organisation administrative, tels la centralisation, la concentration et leurs opposés. Enfin, plusieurs ont évoqué l'implantation de systèmes nouveaux de règlements internes quant à la gestion du personnel appartenant à la fonction publique provinciale. Nous allons aborder maintenant ces différents points, à l'exclusion du dernier que nous avons déjà traité dans le deuxième essai.

A. L'organisation formelle des différents ministères

Dix ministères sont
en train de se
restructurer

6. Selon les informations recueillies particulièrement auprès des sous-ministres de chacun des dix-neuf ministères, le processus de restructuration serait en cours depuis plusieurs années dans au moins dix ministères, parmi lesquels les Richesses naturelles, le Revenu, l'Éducation, un début d'évolution, soit un désir encore timidement exprimé de voir bientôt des changements modifier leur organi-

sation formelle, se manifestant dans les autres, dont la Santé, la Famille et le bien-être social, la Voirie. Voici les principales modifications soulignées au niveau de l'organisation formelle des ministères où l'évolution est la plus marquée.

Création des directions générales

7. Premièrement, les informateurs reconnaissent que les ministères comprenaient par le passé trop de services distincts, souvent indépendants les uns

des autres ou d'aucune manière fonctionnellement reliés entre eux; certains en comptaient plus de trente oeuvrant chacun dans un domaine donné sans qu'aucun effort réel ne soit tenté pour coordonner leur action respective. La première étape a donc consisté à réduire d'abord le nombre des services en fusionnant ceux dont les tâches étaient similaires ou complémentaires, puis à les intégrer dans des directions générales, correspondant, pour certaines, aux compétences fondamentales du ministère.

Précisions de la fonction des services

8. Deuxièmement, il n'était pas toujours possible, auparavant, d'établir une distinction précise entre certains services, comme ceux, par exemple, chargés de l'exécution des politiques, de

la gestion interne, de l'orientation, des questions techniques. Dans certains, on ne trouvait pour ainsi dire que des services d'exécution auxquels s'ajoutaient des services de conseil traditionnels, tels les contentieux. Actuellement, la situation est tout autre, mais à des degrés variables selon les ministères. Notons d'abord que l'on trouve dans la majorité d'entre eux, au niveau de l'administration interne, un service, une division ou une direction dont la tâche est d'assumer la gestion du personnel, et, dans certains, des services techniques chargés de l'information, du traitement des données, des statistiques, de la coopération avec l'extérieur, etc. Mais le plus important, nous semble-t-il, est la formation de services regroupant des conseillers, des experts et des chercheurs, dont les principales fonctions consistent non seulement à assister les administrateurs supérieurs d'un ministère, mais à planifier le développement des politiques spécifiques dudit ministère, coordonner son action avec celle des autres organismes dans les domaines de compétences mixtes ou complémentaires et, enfin, effectuer les recherches nécessaires au développement intégré de ses politiques, etc. De tels services sont déjà installés aux ministères des Richesses naturelles, du Travail, de l'Éducation, de l'Industrie et du commerce... et on en projetait la création, entre autres, à celui de la Famille et du bien-être social.

Évolution variable

9. Il ne faut pas croire cependant que toutes ces transformations ont profondément modifié chacun des ministères où

elles ont été tentées. Il semble que dans certains cas la restructuration n'ait été effective que sur papier; c'est ce que nous avons cru percevoir par exemple au ministère de l'Agriculture et de la

colonisation au moment de nos recherches. Par ailleurs, en raison de leur formation récente, il ne pouvait être question de restructuration dans certains ministères qui, tel celui des Affaires culturelles, ont été d'emblée organisés en tenant compte et de l'installation des différents types de services et des responsabilités qui leur étaient attribuées. Par contre, dans d'autres, tels ceux des Richesses naturelles et de l'Éducation, les changements de structure nous sont apparus correspondre à une évolution vers une administration plus dynamique et mieux planifiée.

Les dangers d'une
évolution rapide

10. Certains dangers liés à l'évolution rapide de la fonction publique québécoise ont été signalés par nos informateurs, particulièrement celui d'un for-

malisme trop envahissant qui, « rigidifiant » les structures, ne laisserait plus place à la souplesse et à l'innovation. On se référerait ici à la fonction publique fédérale où, selon des informateurs qui y ont travaillé ou sont fréquemment en contact avec des fonctionnaires fédéraux, on a considérablement perdu le sens de l'initiative et de la responsabilité à cause d'une structure, non seulement trop hiérarchisée, mais devenue hiératique à la suite d'un processus de formalisation vieux d'une trentaine d'années. Il ne faudrait pas que quelques années d'évolution seulement engendrent au Québec les mêmes effets. On prévoit en outre certains autres problèmes liés aux effectifs des fonctionnaires déjà en place et à la difficulté de recruter tout le personnel qualifié nécessaire pour assurer le succès de cette restructuration, ce dont nous reparlerons un peu plus loin.

B. Les mécanismes de contrôle

Accord sur le principe
du contrôle

11. Au cours des entrevues, les informateurs se sont également prononcés sur certains mécanismes de contrôle, institués récemment dans le cas du

Service des achats, du Conseil de la trésorerie et de l'Office de l'information et de la publicité, ou repensés en profondeur dans celui de la Commission de la fonction publique. Notons d'abord que la très grande majorité des informateurs sont généralement favorables à la fonction de contrôle qu'exercent ces organismes dans différents secteurs. Ils voient en eux, globalement, non seulement des mécanismes qui, lorsqu'ils seront suffisamment rodés, viendront mettre de l'ordre dans des domaines où la nécessité s'en faisait grandement sentir, mais aussi des moyens permettant de corriger progressivement les abus ou les défauts — patronage, favoritisme, fraude, doublement, absence de coordination, etc. — qui se manifestaient dans le passé et se manifestent encore parfois dans la fonction publique provinciale, espérant en outre qu'ils donneront naissance à des codes de procédures administratives susceptibles de rendre plus efficace le travail accompli dans les divers ministères. Quelques informateurs relient par ailleurs l'introduction de ces mécanismes à une pénétration de

l'esprit démocratique dans l'administration de la chose publique : établissement d'un système de soumissions publiques et d'une procédure de concours de recrutement, implantation d'un contrôle plus stricte des dépenses, et, idéalement, contrôle de l'information pour qu'elle ne devienne pas propagande. Certains informateurs se montrent heureux de l'installation de ces mécanismes de contrôle car, dégagés de besognes qui ne relevaient pas directement de leur compétence administrative, ils entrevoient la possibilité d'oeuvrer plus efficacement dans les domaines de leur juridiction propre.

Certains inconvénients venant de l'exercice du contrôle

12. La perception de ces avantages n'a cependant pas obnubilé l'esprit critique des fonctionnaires interviewés qui relèvent en même temps les nombreux inconvénients qui, à l'opposé, peuvent nuire à l'efficacité de leur travail,

surtout si les mécanismes de contrôle sont appliqués sans discernement et avec toute la rigueur de la lettre et non de l'esprit. Voyons donc plus en détail ce qu'ils nous ont dit du Service des achats, de la Commission de la fonction publique et du Conseil de la trésorerie. En premier lieu, tous les sous-ministres qui nous ont parlé du Service des achats sont d'accord avec le rôle qu'il remplit, formulant cependant les remarques suivantes. Selon eux, ce service ne devrait pas uniformiser trop rapidement les règles régissant tel ou tel genre d'achat pour l'ensemble de la fonction publique, mais plutôt tenir compte des besoins particuliers de chacun des organismes administratifs. Il faudrait, en outre, qu'il fasse mieux connaître les normes générales d'achat décrétées par l'administration provinciale. Enfin, bien qu'il soit du rôle d'un bon administrateur de prévoir le temps nécessaire à l'exécution d'une commande, le délai entre la date de la demande et celle de la réception ne devrait pas être excessif comme cela est parfois le cas.

La Commission de la fonction publique

13. En second lieu, soulignons que le bien-fondé de la Commission de la fonction publique n'a jamais été mis en doute par les fonctionnaires, en dépit

de quelques restrictions quant à la façon dont elle exerce parfois son rôle. La critique qui revient le plus souvent sur les lèvres des sous-ministres concerne le délai trop grand intervenant entre la demande d'un fonctionnaire et le moment où il peut être effectivement engagé. Dans certains ministères, à la Justice par exemple, on a dénombré plus de 40 phases dans la procédure d'engagement, aussi arrive-t-il fréquemment que l'intéressé ait trouvé du travail ailleurs avant que sa demande ne soit acceptée. Signalons que ces critiques s'adressent aussi bien au service du personnel du ministère en question qu'au Conseil de la trésorerie et à la Commission de la fonction publique, chacun intervenant dans la procédure d'engagement du personnel. Il y a certainement là, comme on nous l'a parfois souligné, un vice de procédure qui nuit grandement à l'efficacité. Tous les informateurs se sont prononcés en faveur de la formule des

concours lorsque le nombre des demandes le justifie, bien qu'elle oblige les ministères qui peuvent avoir un besoin urgent de certains spécialistes à attendre des mois avant de les obtenir. Mais, de façon générale, ils admettent que ces retards sont largement compensés par le fait que les ministères se trouvent maintenant dégagés du travail de recrutement et que le personnel recruté est par ailleurs plus compétent.

Le Conseil de
la trésorerie

14. En troisième lieu, la plupart des informateurs se montrent favorables au principe du Conseil de la trésorerie, mais expriment de nombreuses réserves

quant au mode d'application du contrôle dont cet organisme est chargé. Ils regrettent en effet les retards occasionnés dans le déroulement du personnel à juger de la valeur d'un projet et à en estimer le coût. Ils aimeraient que le gouvernement définisse certaines priorités économiques et sociales à l'intérieur desquelles le Conseil exercerait efficacement un contrôle, souhaitant par ailleurs qu'un code de procédures administratives voie le jour et que l'exercice du contrôle soit moins anonyme. Les recommandations liées à ces critiques pourraient se résumer ainsi : le Conseil de la trésorerie a été créé pour corriger les abus commis dans le passé, c'est très bien, mais il ne faut pas pousser le contrôle à l'extrême. Le mécanisme se trouve déjà en place; il s'agit maintenant de l'assouplir pour qu'il acquiert toute son efficacité et donne tout le rendement escompté.

C. Les autres procédures administratives

De la tradition
orale à la pro-
cédure écrite

15. Outre l'introduction des mécanismes de contrôle horizontal concernant la mise en marche de politiques administratives globales à l'échelle de l'ensemble de la fonction publique provinciale,

on relève quelques efforts, plus ou moins intenses selon les niveaux, faits pour appliquer des procédures nouvelles de travail. Signalons immédiatement qu'une minorité d'entre elles seulement sont formalisées en des codes écrits qui présentent systématiquement le déroulement de leurs différentes phases, ou en voie de formalisation, la plupart se transmettant encore selon un mode qui se rapproche sensiblement de la tradition orale. Dans ce dernier cas, si le ou les fonctionnaires instruits desdites procédures viennent à quitter la fonction publique, il ne reste après leur départ aucun écrit qui permette de continuer à les appliquer. Cette remarque d'ordre général présentée, voyons maintenant comment les informateurs perçoivent la situation pour différents types de procédures correspondant à des phases distinctes au niveau de la prise d'une décision et de son exécution, à savoir la consultation, les études et recherches préliminaires, l'exécution proprement dite et la révision du travail.

La consultation

16. Premièrement, il nous est apparu que la consultation était un phénomène

assez courant dans la fonction publique québécoise; elle a cours, selon nos informateurs, dans presque tous les ministères et organismes administratifs. On la considère idéalement comme une étape importante dans le long processus de la définition et de la mise en application d'une politique, et elle se présente selon différentes formules; elle peut être interne à l'administration ayant la responsabilité de prendre la décision, s'étendre à des fonctionnaires appartenant à d'autres administrations, ou encore s'effectuer soit auprès d'organismes consultatifs officiels, soit auprès de consultants spécialisés, soit auprès du public en général. Ces formules ne présentent aucun niveau similaire de standardisation et de formalisation et varient considérablement d'un ministère à l'autre. Par ailleurs, on ne saurait même dans bien des cas parler de procédures de consultation, car elles n'existent véritablement pas. Ce sont tout au plus des coutumes ou des habitudes routinières dont on se souvient et auxquelles on se conforme à l'occasion. Cependant, nous avons cru remarquer dans certains ministères, tels ceux de l'Éducation, des Richesses naturelles, du Travail, de la Famille et du bien-être social, des tentatives sérieuses pour que la consultation devienne une étape essentielle avant que ne soit décidée et mise en pratique une politique.

Les études préalables
à la prise d'une
décision

17. Deuxièmement, nos informateurs nous ont signalé que, depuis quelques années, plusieurs ministères ont mis sur pied des services n'ayant directement aucune responsabilité administrative et des-

tinés spécialement à la recherche et aux études, lesquelles sont de plus en plus perçues, semble-t-il, comme indispensables pour que la décision prise soit efficace et rentable sur le plan de l'exécution. Ces services sont déjà effectifs dans quatre ou cinq ministères et en voie de création dans plusieurs autres. Leur personnel, qui a pour tâche d'analyser les multiples facettes des idées nouvelles qui ont cours dans un ministère, est encore peu nombreux, mais il constitue, selon l'expression même d'un informateur, « la main droite » des administrateurs. Depuis plusieurs années, ces services ont constitué, nous dit-on, la force du gouvernement québécois dans ses négociations avec Ottawa, en lui donnant la possibilité, que n'avait pas le fédéral, d'analyser rapidement les diverses solutions possibles à un problème donné. Soulignons que l'introduction de ces services de recherche (ou de ce personnel professionnel spécialisé dans la recherche) doit être liée aux efforts de planification qui, bien que timides encore, sont considérés comme l'une des voies essentielles du développement de la fonction publique au Québec.

L'exécution du
travail adminis-
tratif

18. Troisièmement, c'est au niveau même de l'exécution des différentes tâches administratives que, pour les informateurs, semblent se poser les problèmes les plus graves. Concernant la consul-

tation et la recherche, l'accent porte surtout sur la nécessité de mieux structurer l'une et l'autre et de leur donner de plus en plus

d'importance. Quant aux tâches administratives, elles constituent depuis toujours l'essentiel du travail des fonctionnaires, aussi est-on frappé par les lacunes que comporte leur exécution. On constate d'abord que, bien souvent, la procédure de travail en est restée au stade de la transmission orale; les écrits prescrivant systématiquement et de façon standardisée les étapes à franchir sont encore absents dans bien des domaines, par exemple concernant les réponses au courrier, la classification des documents, la circulation interne de l'information, le contrôle des phases d'une opération, etc. Certains domaines touchant l'un ou l'autre des aspects monétaires des fonctions gouvernementales sont parfois mieux organisés, comme la distribution des prestations ou des allocations, la collecte des taxes et impôts, le service de la paye, la gérance des plans de pension, la répartition des subventions, etc. L'introduction récente de l'informatique est vue comme un moyen de mettre de l'ordre dans les tâches administratives et de rendre plus efficace le travail des fonctionnaires. Mais, même sur ce dernier point, des critiques sévères sont formulées. D'aucuns signalent qu'on ne sait pas encore, à la fonction publique québécoise, mettre à profit les erreurs du passé. On répète, semble-t-il, les mêmes expériences sans prendre connaissance des tentatives antérieures, courant le risque de se trouver devant des difficultés qui pourraient être plus aisément surmontées si l'on savait de quelle façon elles ont été précédemment résolues. Des informateurs donnent comme exemple-type de cette situation les nombreux échecs intervenus lors de l'automatisation de certaines opérations administratives (examens, plaques minéralogiques, payes, etc.) auparavant exécutées manuellement ou selon des procédés mécaniques rudimentaires, ce qui incite à se demander pourquoi l'ancien système n'a pas été conservé jusqu'à ce que le nouveau fonctionne de façon convenable et efficace.

La vérification
et la révision

19. Quatrièmement, au niveau de la révision et de la vérification du travail accompli, il ne semble pas que le terme de procédure puisse qualifier de nom-

breux mécanismes administratifs. À ce niveau du contrôle vertical interne d'un organisme administratif, les seules véritables procédures semblent ne se rapporter qu'aux tâches relevant de la comptabilité ou des domaines connexes. L'absence, dans les autres domaines, de réelles procédures permettant de se faire une juste idée, selon des critères établis et une périodicité déterminée, de la progression du travail pose parfois des problèmes graves, car on peut mettre par exemple bien longtemps avant de s'apercevoir que tout ne fonctionne pas pour le mieux. Ce que nous venons de dire ne signifie cependant pas qu'il n'y a absolument aucun contrôle, mais plutôt que ce contrôle ne peut souvent s'exercer de façon efficace, parce qu'il n'est pas systématiquement prévu dans la série des opérations conduisant à la réalisation d'une tâche.

D. La coordination intra et interministérielle

Perspective de
coordination

20. Pour que soit efficace l'application de procédures ou d'habitudes administratives à chacune des étapes de la réalisation d'une tâche, il faut, par

ailleurs, comme certains informateurs l'ont signalé, que le tout soit vu selon une perspective globale de coordination : coordination au niveau même du travail de chacun des organismes administratifs; coordination au niveau des différents ministères lorsque l'élaboration et la mise en application des politiques mettent en cause des compétences diverses. Voyons brièvement la situation à l'un et l'autre niveau, telle que définie par nos informateurs.

La coordination
intraministérielle

21. Concernant la coordination intraministérielle, aucun de nos informateurs, cela va sans dire, ne se montre théoriquement défavorable. Quant aux

efforts faits pour l'introduire, on peut retrouver diverses situations qui vont de la coordination la plus informelle à la coordination la plus systématique. Dans la plupart des ministères, il existe, au niveau des cadres supérieurs, des comités dont l'une des principales fonctions est de coordonner les diverses tâches. On en trouve toujours au niveau des sous-ministres, souvent à celui des directeurs généraux des différentes directions, plus rarement à celui des chefs de services d'une direction générale. Il semble que, plus on baisse dans la hiérarchie, moins il existe des mécanismes de coordination, laquelle s'effectuerait souvent de façon informelle, lors de rencontres amicales entre responsables. Les points suivants ont en outre été soulevés par les informateurs.

Premièrement, l'absence de coordination peut conduire, à l'intérieur d'un organisme, à la réalisation simultanée, sur deux plans, de travaux identiques ou interreliés, ce qui entraîne duplication de travail et perte d'énergie.

Deuxièmement, l'absence ou le manque de coordination dans les services ou les directions semble être en corrélation avec la délégation du pouvoir; selon certains informateurs, en effet, il ne peut y avoir coordination effective du travail si les exécutants, quel que soit leur niveau, n'assument pas de véritables responsabilités. On ne peut en effet envisager de bien coordonner les tâches lorsqu'un très grand nombre d'exécutants (jusqu'à quarante ou cinquante) dépendent directement d'un seul chef qui détient tous les pouvoirs.

La coordination
interministérielle

22. Quant à la coordination interministérielle, elle n'est envisagée de façon défavorable par personne, et la très grande majorité de ceux qui occupent

des postes supérieurs nous ont dit faire partie de l'un ou l'autre des nombreux comités interministériels qui depuis quelques années ont vu le jour dans la fonction publique provinciale. La plupart

trouvent excellente cette prolifération, certains soulignant qu'un gouvernement ne saurait se passer de ce genre de groupements lorsqu'il décide d'élaborer des politiques d'importance. Ces comités, qui peuvent être permanents ou temporaires, portent leur attention sur les grandes politiques mettant en cause plusieurs ministères, comme par exemple l'élaboration d'une politique de main-d'oeuvre ou la création de l'Hydro-Québec, de la Régie des rentes et de la Société générale de financement. Leurs principaux avantages sont les suivants : décloisonnement de certains ministères qui autrefois travaillaient en vase clos; coordination de politiques touchant simultanément plusieurs fonctions gouvernementales (assistance sociale, recyclage et formation professionnelle, par exemple); comparaison des formules administratives utilisées dans l'un ou l'autre ministère; structuration de réseaux de communications entre des fonctionnaires venant de différents ministères, etc. Le bien-fondé de la coordination interministérielle est donc globalement reconnu, en dépit, comme on l'a parfois souligné, d'un danger certain de perte de temps si les mécanismes mis en place ne fonctionnent pas bien. On regrette toutefois d'y retrouver trop souvent les mêmes personnes, aussi suggère-t-on la formation d'un plus grand nombre de fonctionnaires qualifiés qui pourraient libérer leurs collègues déjà surchargés et prendre la relève. On note enfin que, malgré ces lacunes, la coordination est réelle au niveau des fonctionnaires supérieurs, alors que l'on s'interroge sur l'existence d'une tendance similaire au niveau des ministres.

E. La centralisation et la concentration

Définition

23. La centralisation et la concentration sont, comme leurs opposés, deux dimensions fondamentales de toute

organisation administrative dont la littérature scientifique nous offre de nombreuses définitions qui se complètent les unes les autres tout en faisant ressortir leurs aspects originaux. Dans le cas de la centralisation, l'essentiel de cette notion se réfère à la situation du foyer d'autorité où se prennent les décisions. Si, dans une organisation, le pouvoir de décision est entre les mains des seuls administrateurs supérieurs, on dira que l'organisation est centralisée. Si, au contraire, ce pouvoir est partagé par plusieurs niveaux de la structure hiérarchique, on dira alors que l'organisation est décentralisée. Quant à la concentration, elle se rapporte au degré de dispersion, sur un territoire donné, d'unités opérationnelles de l'organisation. On avancera que l'organisation est déconcentrée si, par exemple, les bureaux qui en dépendent se trouvent situés en divers points du territoire. On remarque immédiatement qu'une même organisation peut être à la fois centralisée et déconcentrée, et vice versa.

Dix-neuf organisations administratives

24. Avec l'organisation administrative du Québec, nous ne faisons pas face à une mais bien à dix-neuf organisations, aussi ne pourrions-nous rendre compte de toute la variété des situations relatives aux deux dimensions qui nous intéressent ici. Nous nous bornerons en conséquence à faire ressortir quelques tendances retenues à la suite de la confrontation des renseignements fournis par les informateurs.

La centralisation

25. Soulignons tout de suite qu'il est impossible, pour huit ministères, de se prononcer sur le phénomène « centralisation-décentralisation », la situation nous étant apparue trop confuse, compte tenu des renseignements obtenus auprès des cadres supérieurs. Pour les onze autres, nous avons cru percevoir, sur la base des mêmes informations, la présence des deux tendances. Ainsi, dans cinq ministères (Revenu, Travaux publics, Affaires culturelles, Richesses naturelles et Justice), la centralisation paraît à des degrés divers l'emporter sur la décentralisation. Dans les six autres, par contre, on semble s'orienter vers une certaine décentralisation du pouvoir de décision qui peut, dans certains cas, être plus ou moins opérante. Par exemple, aux ministères de l'Agriculture et de la Famille et du bien-être social, on a l'impression qu'elle est beaucoup plus apparente que réelle, alors qu'à ceux de l'Industrie et du commerce, de l'Éducation, de la Santé et de la Voirie, on glisse par étapes successives vers une décentralisation administrative nécessitée par des politiques particulières auxdits ministères, telle la régionalisation.

La concentration

26. Les ministères concentrés sont presque aussi nombreux que les ministères déconcentrés. Parmi les premiers, on trouve ceux du Revenu, des Finances, des Travaux publics (Québec et Montréal), des Affaires culturelles, des Richesses naturelles, des Affaires fédérales-provinciales, de l'Industrie et du commerce, etc. Soulignons qu'il ne faut pas toujours entendre le terme « concentration » dans un sens trop strict : ainsi, le ministère des Affaires culturelles, bien que concentré à Québec, poursuit une politique de déconcentration des activités artistiques en organisant des tournées provinciales; le ministère des Richesses naturelles n'a pas de services déconcentrés, mais délègue à travers la province des géologues dont la tâche est d'établir la carte géologique des régions où ils sont en poste. Et ainsi de suite. En outre, certains ministères comme ceux de la Santé, de la Famille et du bien-être social, de l'Éducation, du Travail, de la Voirie, de la Justice, etc., qui tous possèdent des structures régionales, peuvent être considérés, à divers degrés, comme des organisations déconcentrées.

Un fait à retenir

27. Un fait est à retenir à propos de la régionalisation, qui est un phénomène assez nouveau dans l'organisation

administrative du Québec. On remarquait, il y a quelques années, que des représentants de certains ministères étaient détachés un peu partout en province, mais cela ne se traduisait pas par une véritable régionalisation. Selon les informateurs, l'effort de régionalisation entrepris depuis un certain temps procède d'une politique concertée des principaux ministères de service qui voient, dans cette formule, une possibilité d'être plus efficacement présents auprès des populations des diverses régions du Québec.

Avant 1959-60

28. Ainsi que nous l'avons déjà exposé dans certaines sections de nos deux premiers essais, l'une des principales caractéristiques de l'évolution de l'administration publique provinciale est le recrutement, en nombre variable selon les ministères, de fonctionnaires qualifiés. Avant 1959-60, les fonctionnaires de niveau professionnel étaient surtout soit des représentants des spécialités de type traditionnel (avocats, notaires, agronomes, médecins, etc.), soit des ingénieurs (forestiers, civils ou autres), généralement concentrés dans des ministères précis : les avocats à la Justice, les agronomes à l'Agriculture, les ingénieurs forestiers aux Terres et forêts, etc.

Tendance actuelle

29. Depuis quelques années, une tendance très nette s'oriente vers la recherche de spécialistes d'un autre genre, appartenant les uns au vaste domaine des sciences de l'homme, et les autres à certaines disciplines plus particularisées de sciences pures ou appliquées. Ces nouveaux professionnels, que nous qualifierons du terme général de spécialistes, peuvent être des chargés de recherches, des experts-consultants, des techniciens professionnels, et même, à un certain niveau de responsabilité, de véritables technocrates qui, utilisant toutes les ressources de leur spécialité, orientent réellement, compte tenu de l'amplitude du pouvoir qu'ils détiennent, le développement de l'administration publique. Dans ce bref chapitre, nous essaierons de situer ces divers spécialistes pour, ensuite, examiner les rôles qui progressivement leur ont été confiés et voir, enfin, quelle position ils occupent dans la structure formelle et quels sont leurs problèmes au niveau des communications.

A. Les spécialistes dans les différents ministères

Absence de spécialistes

30. La majorité des informateurs nous

ont rapporté que la fonction publique était à la recherche de candidats qualifiés possédant des diplômes universitaires, mais quelques-uns ont précisé qu'il n'en était rien, que cette prétendue pénurie de spécialistes canadiens-français était une « blague », que les universités ne produisaient certes pas suffisamment de spécialistes dans certains domaines, mais que, par ailleurs, nombre d'entre eux avaient toujours été contraints d'émigrer parce qu'ils ne trouvaient pas de travail au Québec. On avance, pour expliquer cette absence de spécialistes, le niveau trop bas des salaires et l'inexistence d'une véritable administration publique avant les débuts de l'actuelle décennie. Il est évident que, lorsqu'il n'y a pas de gouvernement pour administrer la chose publique, point n'est besoin de spécialistes pour coordonner et planifier le déroulement de programmes intégrés d'actions et de recherches.

Compétence et
expérience

31. Plusieurs ministères sont donc à la recherche de spécialistes pour satisfaire aux besoins qui sont nés de la transformation même des fonctions administratives de la province. L'un des problèmes majeurs rencontrés à ce propos est, selon les informateurs, la difficulté de trouver des hommes qui possèdent à la fois la compétence et l'expérience requises pour assurer efficacement ces nouveaux postes. Il y a, semble-t-il, beaucoup de jeunes diplômés qualifiés, mais la fonction publique ne peut en absorber trop à la fois, le nombre des cadres expérimentés étant relativement restreint. À quoi servirait, souligne-t-on, d'engager dix économistes, dix sociologues, dix spécialistes de la médecine industrielle, ou dix ingénieurs d'une spécialité particulière nouvellement diplômés, s'il n'y a pas, au niveau « senior », un économiste, un sociologue, un médecin ou un ingénieur pour coordonner leurs activités.

Les spécialistes les
plus en demande

32. Si l'on essaie maintenant d'identifier quels étaient les spécialistes les plus en demande à la fonction publique provinciale au moment de nos recherches, on constate que les diplômés en sciences humaines (économistes, sociologues, pédagogues, géographes, spécialistes en relations industrielles, travailleurs sociaux, etc.) arrivent au premier rang. Huit ministères (Travail, Éducation, Richesses naturelles, Affaires fédérales-provinciales, Finances, Revenu, Famille et bien-être social, Industrie et commerce) ont actuellement à leur service des économistes ou en ont prévu dans leurs effectifs. On perçoit immédiatement l'évolution si l'on sait que la fonction publique ne comptait, il y a cinq ou six ans, aucun économiste, et qu'au ministère du Travail, par exemple, le premier économiste, qui a pour tâche de mettre sur pied un service de recherche, vient tout juste d'entrer en fonction. Pour ce qui est des sociologues, on les trouve déjà dans plusieurs départements ministériels ou administratifs, dont le ministère de l'Éducation et la Commission de la fonction publique, et certains autres, parmi lesquels le ministère de la Famille et du bien-être

social, envisagent leur collaboration. Quant aux spécialistes des relations industrielles, on prévoit d'en introduire un peu partout, cette nécessité étant par ailleurs reliée à l'entrée du syndicalisme dans la fonction publique provinciale. Notons en outre que des professionnels appartenant à diverses autres disciplines ont été engagés dans différents ministères : spécialistes des sciences de l'éducation à l'Éducation, statisticiens à l'Industrie et au commerce, à l'Éducation et aux Finances, comptables diplômés aux Finances et dans de nombreux autres départements, etc., et que des spécialistes dans des disciplines déjà représentées sont venus s'ajouter aux effectifs actuels.

B. Rôle des spécialistes

Situation en évolution

33. Outre l'exécution de fonctions spécifiques liées à certaines disciplines, les fonctionnaires professionnels assumaient autrefois, selon quelques informateurs, peu de tâches réellement différenciées. Ils étaient généralement praticiens de l'une ou l'autre des huit ou neuf disciplines représentées au sein de l'administration publique, et exerçaient dans quelques cas seulement des fonctions d'interprètes des lois ou des règles administratives, de conseillers d'occasion dans les questions litigieuses, ou encore d'administrateurs avec des responsabilités généralement de peu d'envergure. Selon nos informateurs, la situation a beaucoup évolué depuis quelques années, les nombreux professionnels qui sont entrés dans l'administration provinciale occupant des postes et remplissant des rôles de plus en plus variés.

Premièrement, soulignons que les effectifs des spécialistes dont les rôles sont étroitement liés à l'exercice même de leur profession se sont considérablement accrus dans les domaines scientifiques et techniques déjà couverts par l'une ou l'autre des fonctions gouvernementales (agriculture, santé publique, forêts, travaux publics, etc.), ainsi que dans des domaines peu développés ou relativement nouveaux (assistance sociale, relation de travail, affaires intergouvernementales, affaires culturelles, développement socio-économique, etc.).

Deuxièmement, comme nous l'avons laissé entendre par ailleurs, quelques fonctionnaires supérieurs, en nombre assez restreint, cependant, peuvent être considérés comme de véritables technocrates qui coordonnent et orientent le développement de larges segments de l'administration publique provinciale. Fait intéressant à noter à ce sujet : ces technocrates sont pour la plupart spécialisés dans l'un ou l'autre champ du vaste domaine des sciences de l'homme.

Troisièmement, concernant les nouveaux spécialistes situés, les uns au niveau des adjoints à l'administration supérieure, les autres à celui des fonctionnaires professionnels, il est possible de déceler, à partir des renseignements recueillis auprès de sous-ministres et de représentants des cadres intermédiaires, trois rôles d'introduc-

tion assez récente tenus par eux dans cinq ou six ministères québécois, parmi lesquels ceux de l'Industrie et du commerce, des Richesses naturelles, de l'Éducation, etc. Certains de ces spécialistes sont, dans le cadre de leur discipline, de véritables experts-consultants qui, après étude et recherche, dispensent à longueur d'année avis et recommandations sur des points particuliers qui leur sont soumis par des fonctionnaires supérieurs. D'autres assument d'avantage un rôle de chercheur cernant, afin de bien en déterminer tous les aspects pour ensuite décider des techniques d'enquête et procéder à l'analyse des informations collectées, des questions intimement liées à l'introduction de politiques nouvelles ou au développement de politiques déjà en application; mais ces recherches ne semblent pas encore intégrées dans des programmes d'ensemble se répartissant sur plusieurs années. D'aucuns, enfin, ont pour tâche de préparer et mettre en marche, de façon systématique, les nouvelles politiques gouvernementales; ce sont des préparateurs de législations nouvelles et des animateurs qui veillent à ce que les lois s'appliquent dans les meilleures conditions possible.

C. Les communications

Le respect de la
structure hiérarchique

34. Les informations que nous avons recueillies ne nous permettent pas d'effectuer une étude très développée de l'organisation des communications dans

l'ensemble des ministères, mais nous pouvons toutefois présenter quelques tendances et problèmes qui nous ont été signalés par les informateurs au cours des entrevues. En premier lieu, soulignons une tendance évidente vers une hiérarchisation plus serrée des communications de type vertical. Plusieurs informateurs, situés au palier supérieur de la hiérarchie, nous ont parlé des efforts qu'ils ont fait pour que les canaux formels de communications soient mieux établis et davantage respectés. Ainsi, des sous-ministres n'acceptent plus, semble-t-il, de communiquer directement, comme par le passé, avec plusieurs dizaines de leurs fonctionnaires, recourant plutôt à la voie hiérarchique (directeurs généraux, directeurs de services, etc.) pour transmettre un ordre, diffuser une information ou demander un renseignement. Si le paternalisme traditionnel de la fonction publique est ainsi quelque peu battu en brèche, par contre, les responsabilités sont à chaque niveau mieux respectées et l'efficacité administrative y gagne.

Syndicalisme et
communications

35. En second lieu, notons l'introduction du syndicalisme chez les fonctionnaires professionnels qui va progressivement conduire à une remise en forme

plus stricte de leurs rapports avec les fonctionnaires de niveau intermédiaire et de niveau supérieur. Les catégories et les sous-catégories des cadres de ces deux niveaux étant mieux déterminées, les réseaux formels de communications ont une chance d'être mieux structurés à l'avenir.

Services contre
équipes fonctionnelles

36. En troisième lieu, signalons deux orientations, encore à leurs débuts, concernant l'organisation des subdivisions des ministères où sont regroupés

la plupart des nouveaux spécialistes : organisation par services distincts structurés de façon assez rigide, à l'intérieur desquels un certain nombre de sections se partagent la réalisation des responsabilités; organisation par services moins formellement structurés, dans lesquels on essaie de former, selon les besoins, des groupes de travail fonctionnels et polyvalents. On voit immédiatement que ces deux orientations peuvent donner lieu à des systèmes de communications, même formelles, bien différents les uns des autres.

Le travail en équipe

37. En quatrième lieu, soulignons une autre tendance qui façonne en partie les communications horizontales entre

les nouveaux spécialistes, à savoir le développement, dans plusieurs ministères, du travail en équipe ou en comité. Cette formule a toujours existé, mais il semble qu'elle se soit intensifiée ces dernières années. Il serait trop long d'en énumérer tous les avantages et tous les inconvénients; précisons seulement que d'aucuns la voient comme un excellent moyen de bien coordonner et mieux approfondir toutes les facettes d'une tâche à réaliser, mais que, par ailleurs, ses résultats restent fonction de la qualité du travail individuel de chacun des participants.

Quelques obstacles

38. En cinquième lieu, rapportons plusieurs remarques formulées à propos de certains obstacles venant entraver

l'établissement de communications plus harmonieuses et plus fonctionnelles entre les professionnels spécialistes et les cadres supérieurs. Plusieurs sous-ministres pensent que tout le système des communications formelles dans leur ministère est à perfectionner; ils ne sont pas toujours sûrs en effet que leurs ordres, conseils ou suggestions arriveront jusqu'aux personnes intéressées, et ils constatent souvent, par ailleurs, que peu d'informations émanant de la base parviennent jusqu'à eux. Quant aux spécialistes qui occupent des postes administratifs ou appartiennent à certains organismes de conseil ou de recherche, ils trouvent qu'on les consulte généralement peu lorsqu'il s'agit de prendre une décision impliquant une orientation nouvelle pour leur service ou leur groupe de travail. Enfin, plusieurs fonctionnaires déplorent le cloisonnement entre les ministères ou les services d'un même ministère; il n'existe pas, semble-t-il, assez de mécanismes réellement efficaces permettant l'échange et la consultation. Malgré ces réserves, la plupart des informateurs pensent que les communications se sont beaucoup améliorées depuis quelques années et que, parallèlement, les responsabilités de chacun sont mieux définies à l'intérieur de la structure hiérarchique de travail. Chacun sait mieux qui est son supérieur immédiat et de qui il peut diriger ou coordonner les tâches. Pour les spécialistes qui n'appartiennent pas à la hiérarchie, mais font plutôt partie d'organismes de

type « staff », les communications avec les administrateurs supérieurs paraissent plus régulières, s'apparentant d'ailleurs souvent aux relations d'ordre informel.

Questions à poser

39. La question que nous nous poserons, en terminant, est la suivante : pour un fonctionnaire supérieur au service de

l'administration du Québec, existe-t-il des liens entre les transformations intervenues dans la fonction publique provinciale et l'évolution de la société québécoise ? Pour répondre, nous ferons la synthèse des propos que nous avons tenus dans les deux précédents chapitres et des propos formulés par les informateurs concernant les traits caractéristiques du développement du Québec, puis nous exposerons les relations qu'ils ont eux-mêmes établies entre les deux évolutions.

Sous le signe de
l'efficacité

40. Les informateurs nous ont longuement parlé de ce qui, à leur avis, marque le plus profondément l'évolution de l'organisation administrative du

Québec. Pour la majorité d'entre eux, comme nous l'avons signalé à plusieurs reprises, les efforts faits pour restructurer fondamentalement l'appareil administratif, introduire des procédures nouvelles de travail, tenter de mieux organiser et planifier le travail nécessaire à la réalisation des fonctions administratives du gouvernement provincial, avaient un but évident d'efficacité et de rentabilité, l'État étant perçu alors comme une gigantesque organisation qui doit fonctionner selon les principes de gestion des grandes entreprises. Dans cette perspective, l'État provincial ne doit plus être une simple agence fédérale, mais devenir progressivement un véritable gouvernement décidant lui-même de l'orientation nouvelle de ses grandes politiques et organisant lui-même leur exécution. Cette conception n'est certes pas partagée par tous les informateurs avec une égale intensité, mais elle est sous-jacente aux propos de la plupart d'entre eux. L'évolution ne se produit d'ailleurs pas au même rythme dans tous les ministères, mais, même dans ceux où l'on perçoit un retard évident, les fonctionnaires supérieurs, tout au moins officiellement, manifestent clairement leur désir de transformation.

Compétence et
valorisation

41. Du côté du personnel, les informateurs ont tous signalé la nécessité de recruter des fonctionnaires plus compétents. Certains ministères en ont déjà à leur service; les autres en cherchent. Parallèlement à cet accroissement d'agents qualifiés, on parle du droit nouveau de penser et d'innover dans la fonction publique, de délégation plus étendue des responsabilités, et de revalorisation du statut du fonctionnaire. Être fonctionnaire est souvent présenté comme une mission digne et exaltante, puisqu'il s'agit, tout en transformant l'administration publique, de promouvoir l'évolution du Québec. Cet enthousiasme n'empêche cependant pas plusieurs informateurs d'être réalistes; ils admettent facilement que la fonction publique compte encore peu de véritables administrateurs et que, dans bien des cas, on en est encore au stade d'un personnel d'« apprentis-administrateurs ». Selon eux, il n'est que d'observer le fonctionnement de quelques bureaux, de suivre les « réseaux cul-de-sac » du système de communications de certains services, de constater l'absence évidente, dans plusieurs domaines, d'organisation fonctionnelle du travail, de se laisser imprégner par l'atmosphère de désordre manifeste qui règne parfois, pour déceler immédiatement que de nombreux ministères, directions ou services sont bien loin de posséder l'organisation efficace que l'on se targue d'avoir mise en place grâce à un personnel plus compétent. En bref, on constate des changements importants dans l'organisation administrative du Québec de même que l'apparition d'un nouveau type de fonctionnaire, mais on se rend bien compte que ces transformations en sont à leurs débuts et que les mutations majeures sont encore à venir.

Les transformations
du Québec

42. Nos informateurs ont été moins loquaces lorsqu'il s'est agi de parler des transformations de la société québécoise. Certains ont indiqué que le Québec était parvenu, vers 1960, à la fin d'une période d'immobilisme au cours de laquelle se sont cependant réalisées les conditions propres à provoquer le bond en avant qu'il vit actuellement : c'est en effet durant ces années que les institutions d'enseignement ont évolué, pour permettre l'émergence d'une classe moyenne instruite relativement importante, et que s'est poursuivie une adaptation progressive à l'industrialisation et à l'urbanisation de la province. D'autres ont cru voir se développer, pendant cette période, une prise de conscience collective de la situation du Québec, prise de conscience qui se trouve à l'origine des transformations ayant bouleversé ces dernières années tous les milieux canadiens-français.

Les milieux de
transformation

43. Mais c'est plutôt lorsqu'ils ont fait ressortir les liens qu'ils voyaient entre les deux évolutions — celle de l'ensemble du Québec et celle de l'administration publique — que les informateurs ont été les plus perspicaces. Notons cependant que plusieurs d'entre eux ont été

incapables d'établir le moindre rapport entre ces deux phénomènes. Quant aux autres, voici ce qu'ils ont avancé.

Premièrement, pour certains, les deux évolutions, tout en ne se confondant pas, s'interpénètrent à un tel point qu'il n'est pas possible d'identifier laquelle est le « moteur » de l'autre. L'administration publique est alors considérée comme l'un des pôles à partir desquels s'est effectuée l'évolution. On remarque en effet que des transformations concomitantes se sont produites dans les milieux universitaires, syndicaux, religieux, culturels, économiques, etc., avec des concentrations spécifiques plus marquées dans certaines régions. On signale, par exemple, que Montréal a été un pôle dynamique de développement sur le plan économique alors que Québec l'a été sur celui de l'organisation administrative, et qu'il ne pouvait en être autrement.

Deuxièmement, pour d'autres, le gouvernement a réellement assuré le leadership de l'évolution. Devant des défis de plus en plus nombreux, l'État a pris la direction des forces susceptibles d'apporter des solutions efficaces aux problèmes internes du Québec, et il a été vu par plusieurs, dans ce courant du néo-nationalisme québécois, comme le pôle dynamique indispensable à tout progrès économique et social et l'élément déterminant dans la recherche d'un nouvel équilibre de la société globale.

Troisièmement, pour d'autres encore, dans une perspective inverse, l'évolution de l'administration publique n'est qu'un reflet de l'évolution de la société globale, aussi n'a-t-elle que partiellement concouru aux progrès du Québec. C'est ainsi que l'on admet que des transformations de générations — sur le plan des effectifs mais aussi sur celui des mentalités et des idéaux — ont influencé l'évolution de l'État; qu'une nouvelle conception des fonctions du gouvernement provincial, en se développant chez nous, s'est imposée chez les administrateurs; que le désir collectif du développement des ressources naturelles du Québec ne pouvait pas ne pas impliquer des changements sur le plan administratif, etc. Pour ces fonctionnaires, la poussée originale vient de la base, de la société globale, pour se répercuter ensuite au niveau de l'administration publique.

Voilà donc trois façons de percevoir les influences réciproques de la société québécoise et de l'administration provinciale qui n'ont cependant rien de contradictoire, chacune mettant un accent plus ou moins prononcé sur l'un ou l'autre des pôles d'une évolution qui ne peut être que globale. Soulignons toutefois que ces perspectives peuvent influencer différemment sur le rythme et les orientations qui marqueront l'évolution générale du Québec. Le chemin à parcourir peut, dans les années à venir, prendre une direction bien différente, adopter des détours imprévisibles, suivre des rythmes discontinus, selon que le dynamisme viendra de l'État ou de la société globale, compte tenu de tous les compromis que supposent l'une et l'autre des deux tendances.

Introduction générale

1. Personnel : De mai à septembre 1965 : deux assistants de recherche; de septembre 1965 à juillet 1966 : un assistant de recherche; de septembre 1965 à septembre 1966 : un assistant de recherche; de juin 1965 à octobre 1966 : une secrétaire; de mai 1965 à septembre 1966 : un chargé de recherche.

2. Nous n'avancions pas qu'il y a impossibilité de se référer à des théories globales ou partielles pour étudier une organisation administrative publique. Les théories ne manquent pas ici à partir de celles qui sont élaborées par les fonctionnalistes, par les interactionnistes, par les tenants de la théorie « lewinienne », et ainsi de suite, jusqu'à ceux qui soutiennent encore les théories rationalistes ou ceux, plus à la page, qui s'adonnent à des travaux placés dans l'optique de l'analyse stratégique. Nous voulons dire plutôt que n'importe laquelle de ces perspectives théoriques aurait exigé une période de recherches assez longue pour que puisse être construit un système d'indices susceptible à la fois de s'appuyer sur une perspective théorique valable et de rendre compte de la réalité à étudier. En d'autres mots, il aurait fallu disposer du temps nécessaire à l'élaboration d'un modèle d'analyse scientifique.

3. Terme général que nous emploierons à quelques reprises pour désigner des groupes que qualifient à la fois la langue généralement utilisée et l'appartenance prépondérante à un ensemble ethnique. Ainsi le groupe ethno-linguistique « canadien-français » comprend des personnes parlant généralement le français et en grande majorité d'origine française, tandis que le groupe ethno-linguistique « canadien-anglais » comprend des personnes parlant généralement l'anglais, mais appartenant à divers groupes ethniques, le groupe britannique étant cependant prépondérant.

4. Une échelle (de bilinguisme) a aussi été construite, mais la lecture des résultats obtenus a indiqué qu'elle ne permettrait pas une discrimination valable des réponses des informateurs.

5. Par exemple, on sait que l'épreuve du chi au carré ne conserve qu'une signification réduite lorsque l'échantillon utilisé est trop important (soit plusieurs milliers d'observations), parce que la différence, si elle existe, se trouve alors amplifiée par la mise au carré des observations réparties dans deux ou plusieurs catégories d'un ensemble. Par ailleurs, les tests statistiques nous informant sur la probabilité que les relations observées restent dues à des effets du hasard supposent que toutes les variables autres que celles considérées soient contrôlées. Les recherches que nous avons menées étant pour la plupart demeurées au stade préliminaire et exploratoire, ce contrôle s'avèrait pratiquement impossible. Dans cette situation, des variables x et y auraient pu jouer à notre insu pour produire des relations statistiques que nous aurions attribuées aux variables retenues pour l'analyse.

Premier essai

6. « Le recrutement et la sélection dans la fonction publique du Québec », dans *Canadian Public Administration*, 1964, pp. 205-214.

7. *Le Devoir*, 19, 20, 21, 22, 26 et 29 novembre 1963; 2 et 3 décembre 1963.

8. « Révolution et tranquillité dans l'administration », dans *Cité libre*, octobre 1965, pp. 16 à 33. L'article est signé « Monsieur X », un fonctionnaire qui, pour des raisons évidentes, désire garder l'anonymat.

9. Voir Gérard Hébert, s.j., « Les fonctionnaires », dans *Relations*, décembre 1965, pp. 349 à 351; Albert Plante, s.j., « Le fonctionnaire : un personnage », dans *Relations*, novembre 1955, pp. 284-286; Maurice Giroux, « La comptabilité nationale du Québec, un outil d'avant-garde », dans *Le Devoir*, 2 février 1965; Jean-Marc Léger, « Premier pas vers une fonction publique adaptée à l'époque », dans *Le Devoir*, 2 et 3 août 1965; Louis Martin, « Les technocrates », dans *MacLean*, octobre 1964; voir aussi la bibliographie pour d'autres références.

10. Avec l'adoption de la nouvelle loi de la fonction publique en 1965 (Bill 55, 14, Elizabeth II, 1965), la Commission du service civil s'appelle désormais la Commission de la fonction publique.

11. Les fonctionnaires « régis » relèvent de l'application de la loi du service civil (loi de la fonction publique depuis 1965) et, de ce fait, sont soumis tout au long de leur carrière aux règlements dictés par la Commission du service civil.

12. « La composition du service civil de la province de Québec », publié par la CFP de la province de Québec, mars 1965.

13. Un fonctionnaire « classifié » est un employé intégré au système de classification du service civil, alors qu'un fonctionnaire « ouvrier » est un employé non intégré audit système, occupant à temps plein une occupation de caractère continu et gagnant plus de \$ 600,00 par an.

14. Article 2. « Font partie de la fonction publique au sens de la présente loi :

1. les sous-chefs, fonctionnaires et ouvriers employés au siège du gouvernement dans les ministères (service intérieur);
2. les fonctionnaires et ouvriers employés par les ministères ailleurs qu'au siège du gouvernement (service extérieur);
3. les fonctionnaires et employés de la Législature ou de l'une des Chambres;
4. les aides de camp et autres employés du bureau du lieutenant-gouverneur;
5. les registrateurs et les officiers de justice recevant un salaire fixe, ainsi que les employés sous leurs ordres, mais non les substituts du procureur général qui ne sont pas nommés procureurs permanents;
6. les fonctionnaires nommés en vertu de l'article 13 de la Loi de la Sûreté provinciale (Statuts refondus, 1964, chapitre 40), mais non les membres de la Sûreté;
7. les fonctionnaires et employés (non les membres) de la Commission de la fonction publique du Québec, de la Commission municipale de Québec ou d'un autre organisme dont la loi ordonne que les fonctionnaires ou employés soient nommés et rémunérés suivant la Loi du service civil ou la présente loi;
8. les fonctionnaires et employés des écoles régis par la loi de l'enseignement spécialisé (Statuts refondus, 1964, chapitre 242) et des agents ou délégués généraux de la Province. »

15. Il en est ainsi pour les ministères du Tourisme, de la Chasse et de la pêche, des Travaux publics, des Terres et forêts, etc.

16. *Recensement du Canada*, 1941, vol. I, ch. XIII, p. 360.

17. En 1951, sont compris sous la rubrique « Provincial Government » (918) : Provincial Assay Office, Provincial Board or Commission, Compensation Insurance Funds, Provincial Court, Provincial Government, Provincial Jail, Provincial Legislative Assembly, Provincial Old Age Pensions Board, Provincial Parks, Provincial Police, Provincial Prison, Provincial Reformatory, Worksmen's Compensation Board » (Standard Industrial Classification Manual, DBS, Ottawa, 1951).

En 1961, l'expression « Provincial Administration » est définie de la façon suivante : « Establishments of provincial governments primarily engaged in activities associated with public administration. Establishments owned or operated by provincial governments and primarily engaged in such activities as generating and distributing electric power, communication, liquor sales, health services, education services, are classified to the appropriate industries » (p. 45).

« From the viewpoint of type of economic activity, establishments engaged in such activities as enacting legislation, enforcing and administering the law, collecting public revenues and controlling the

disbursement of public funds, are clearly governmental in character and do not belong in any other branch of economic activity...In addition, public administration as an industry contains establishments primarily engaged in serving as internal service agencies of the public service. For example, the government printing bureau; agencies maintaining public buildings, providing char services, and recruiting and selecting government employees; government statistical bureaus; government research agencies. Government owned establishments primarily engaged in activities assigned to other industries are classified in those industries along with similar establishments owned by non-governmental bodies. The industrial classification of an establishment does not depend upon its ownership » (p. 45).

La rubrique « Provincial Administration » englobe : « Provincial Assay Office, Provincial Court, Provincial Jail, Provincial Legislative Assembly, Old Age Pensions Board, Provincial Parks, Provincial Prison, Provincial Administration, Provincial Civil Service, Provincial Police, Provincial Public Administration, Provincial Reformatory, Workmen's Compensation Board, Provincial Civil Defence Organization, Government Industrial School, Reform School » (Standard Industrial Classification Manual, DBS, Ottawa, 1961).

18. *Recensement du Canada*, 1961. vol. III, partie 2, bull. 1, Introduction.

19. *Ibidem*.

20. *Ibidem*.

21. *Recensement du Canada*, 1961, vol. III, partie 2, bull. 6, Introduction.

22. Les deuxième et troisième essais n'auraient pu être rédigés sans l'apport des informations fournies par le questionnaire.

23. Les écarts maximaux entre les différentes sources d'informations retenues, pour les distributions des variables qui leur sont communes (sexe, âge et traitement), n'excèdent jamais 4 % et, dans ces cas, nous n'accepterons comme révélateurs et significatifs que les écarts qui leur seront supérieurs.

Chapitre premier

24. Nous aurions sans doute pu trouver ailleurs des indications fragmentaires pour les années antérieures à 1944, mais les rapports de la CFP nous offraient une série de statistiques allant de cette date à aujourd'hui.

25. Le rapport de 1948-1949, qui reprend les statistiques des années précédentes, mentionne des effectifs de 12 852 fonctionnaires, une fois exclus les employés de l'Hydro-Québec, de la Beauharnois et de la Commission des liqueurs (Régie des alcools). Il y a donc une différence de 421 fonctionnaires entre les deux sources.

26. Voir les tableaux portant sur les « Employés de la Province dans tous les départements de l'administration provinciale », dans le rapport annuel de la CSC de la Province de Québec, 1948-1949.

27. Voir l'annexe 7 du rapport annuel de la CFP, 1964-1965.

28. Sont exclus de ce calcul, et de tous ceux concernant les rapports de la CFP, les effectifs de l'Hydro-Québec et de la Régie des alcools. Toutefois, si nous les incluons, le pourcentage d'accroissement devient légèrement supérieur, soit 163,3 %, les effectifs globaux des employés du gouvernement passant alors de 16 198 en 1944 à 42 645 en 1964.

29. Sont toujours exclus le personnel de l'Hydro-Québec et celui de la Régie des alcools.

30. Les statistiques ne sont ici disponibles que depuis 1949.

31. «... Or ces règlements ont été modifiés le 11 novembre 1964, par l'arrêté en conseil n° 2121, de telle sorte qu'à compter du 1er novembre 1964, seuls les ouvriers à l'emploi du gouvernement au sens de la loi du SC qui ne reçoivent pas un traitement annuel fixe d'au moins six cents dollars et qui ne sont pas nommés à une fonction ou à un emploi continu pour un temps indéterminé ou pour une période de plus d'un an, (soient) soustraits à l'application des articles 39 et 40 de ladite loi ».

« Par cette décision, plus de 8 000 employés temporaires obtenaient la sécurité de l'emploi; les articles 39 et 40 de la loi s'appliquent désormais à ce nouveau contingent d'employés qui sont maintenant nommés et promus d'après une liste d'éligibilité de la C.S.C.... », pp. 9-10, Rapport annuel de la CSC du Québec, 1964-1965.

32. Nous avons regroupé, selon les grandes divisions administratives actuelles, les différents organismes tels les commissions, les offices, les bureaux, les régies, etc., qui existent depuis 1944 ou ont été établis à un moment donné entre 1944 et 1965.

- | | |
|------------------------------------|---|
| 1. Affaires culturelles | - Affaires culturelles |
| 2. Affaires fédérales-provinciales | - Affaires fédérales-provinciales |
| 3. Affaires municipales | - Affaires municipales
- Commission municipale de Québec
- Commission des eaux courantes |
| 4. Agriculture et colonisation | - Commission de l'industrie laitière
- Office du crédit agricole
- Office du drainage
- Régie des marchés agricoles du Québec
- Agriculture
- Colonisation |

- | | |
|--|--|
| 5. Assemblée législative
Conseil législatif
Conseil exécutif | - Assemblée législative
- Conseil législatif
- Conseil exécutif
- Conseil d'orientation économique du Québec
- Commission de la fonction publique
- Service des achats |
| 6. Éducation | - Bien-être social et jeunesse
- Instruction publique
- Jeunesse
- Aide à la jeunesse
- Éducation |
| 7. Famille et bien-être social | - Commission des allocations sociales
- Bien-être social
- Commission des pensions de vieillesse
- Office de l'assistance aux aveugles
- Office d'assistance aux mères nécessiteuses |
| 8. Finances | - Finances
- Bureau de l'auditeur
- Bureau des assurances
- Trésorerie
- Régie des rentes |
| 9. Revenu | - Bureau du revenu
- Revenu |
| 10. Industrie et commerce | - Pêcheries maritimes
- Industrie et commerce |
| 11. Justice | - Procureur général
- Sûreté provinciale
- Justice |
| 12. Richesses naturelles | - Richesses naturelles
- Office de l'électrification rurale
- Régie provinciale de l'électricité
- Ressources hydrauliques
- Mines |
| 13. Santé | - Santé |
| 14. Secrétariat | - Secrétariat |
| 15. Terres et forêts | - Terres et forêts
- Office de récupération forestière |

- | | |
|----------------------------------|--|
| 16. Tourisme, chasse, pêche | - Chasse et pêche
- Chasse et pêcheries
- Office du tourisme |
| 17. Transports et communications | - Transports et communications
- Régie des services publics
- Régie des transports
- Régie des transports et communications |
| 18. Travail | - Travail
- Commission des accidents du travail
- Commission des relations ouvrières
- Commission du salaire minimum |
| 19. Travaux publics | - Travaux publics
- Travaux publics à gages |
| 20. Voirie | - Voirie
- Office des autoroutes |

Certains organismes comptant peu d'employés ont été négligés.

33. Cette diminution est due en partie à la perte de la Direction des pêcheries, du Service de l'hôtellerie, de la Centrale d'artisanat, etc.

34. Voir 2-3 Elizabeth II, c 17.

35. On peut déduire du tableau qui apparaît à la page 39 de la brochure du ministère de l'Industrie et du commerce intitulée « Prévision de la population, de la main-d'oeuvre, 1966-1976 » que, pour l'ensemble de la main-d'oeuvre, l'accroissement se situera, de 1961 à 1966, aux alentours de 11 %. En outre, bien que nous ne disposions pas des chiffres précis, les effectifs des fonctionnaires devraient atteindre au minimum 35 000 employés en 1966, pour un accroissement quinquennal minimum de 21 %.

36. Québec et Montréal sont les deux seules villes à compter en 1941 plus de 1 000 fonctionnaires; à cette date, le Recensement du Canada en dénombre 3 316 à Québec et 1 922 à Montréal (tableau I-4). En 1961, ces nombres ont doublé : 6 425 fonctionnaires travaillent à Québec et 3 867 à Montréal. L'accroissement de la main-d'oeuvre, durant la même période, a été moins rapide : 24,2 % à Québec et 36,5 % à Montréal, comparativement à 93,8 % et 101,2 % pour les fonctionnaires dans l'une et l'autre ville. Il est à remarquer cependant que les deux ensembles de travailleurs ont évolué, au cours de la première décennie, de façon sensiblement identique, avec un léger avantage au profit des fonctionnaires. C'est au cours de la deuxième décennie que l'écart se fait de plus en plus large : à Québec, la main-d'oeuvre s'accroît seulement de 4,7 %, tandis que l'ensemble des fonctionnaires augmente de 56 %; à Montréal, l'écart est aussi important : 11,3 % par rapport à 63,6 %. Pour toutes les autres villes mentionnées au tableau I-4, l'évolution de la main-d'oeuvre marque

toujours un retard sur celle des fonctionnaires et, comme pour Québec et Montréal, l'écart de la deuxième décennie est toujours supérieur à celui de la première. Trois villes font cependant exception : de 1941 à 1951, à Hull, Outremont et Trois-Rivières, les effectifs de la main-d'oeuvre se sont accrus plus rapidement que ceux des fonctionnaires.

Chapitre II

37. Voir « La composition du service civil », CFP, 1965, p. 4. Si l'on ajoute les ouvriers aux employés classifiés, la proportion des fonctionnaires féminins tombe à 24,2 %. Cette différence s'explique par la prépondérance masculine évidente dans le groupe des ouvriers au service de l'État.

38. Si l'on poursuit la comparaison pour les villes qui en 1961 comptaient plus de 100 fonctionnaires, on obtient les résultats suivants. Pour chaque dix fonctionnaires féminins, on dénombre à

en 1941 en 1951 en 1961

Québec (ville)	32	21	14	fonctionnaires masculins
Montréal (ville)	40	33	24	" "
Chicoutimi	54	40	21	" "
Hull	53	23	26	" "
Outremont	22	27	32	" "
Sherbrooke	48	37	24	" "
Trois-Rivières	57	43	29	" "
Lévis	44	32	33	" "

39. Quelques vérifications ont permis de constater que le personnel de bureau féminin des zones métropolitaines a été proportionnellement moins nombreux à répondre au questionnaire que les autres catégories de fonctionnaires.

40. Il ne nous est pas loisible, dans cette étude, de détailler l'analyse jusqu'au niveau des ministères. À titre d'indication, nous précisons ci-après quelle était en 1965 la proportion du personnel féminin dans chacun d'eux.

Santé	68,5 %
Affaires culturelles	59,1 %
Revenu	49,3 %
Transports et communications	43,0 %
Secrétariat de la province	41,0 %
Famille et bien-être social	36,8 %
Travail	34,9 %
Finances	34,3 %
Conseil exécutif	34,3 %
Affaires municipales	33,9 %
Assemblée législative	33,0 %

Justice	28,0 %
Tourisme, chasse et pêche	23,9 %
Agriculture	23,6 %
Industrie et commerce	20,8 %
Richesses naturelles	19,9 %
Terres et forêts	15,8 %
Éducation	15,7 %
Travaux publics	15,3 %

41. De minimes augmentations sont aussi à noter, de 1941 à 1961, parmi les fonctionnaires des deux sexes « d'une origine autre que française ou britannique », deux fois plus élevées cependant du côté féminin.

42. À titre indicatif, nous signalons qu'en 1965 la répartition proportionnelle, selon le sexe, des fonctionnaires anglophones et francophones diffère peu de celle des fonctionnaires d'origine britannique ou française lorsque l'on compare ces derniers à ceux qui se définissent comme francophones; l'identité de proportion ne tient plus alors entre les fonctionnaires anglophones et ceux d'origine britannique. Il est donc clair qu'une forte proportion de fonctionnaires d'origine autre que française, de sexe masculin et surtout féminin, sont des francophones dans le sens précisé à l'appendice IV.

43. Voici, par groupes d'âges, dans quelles proportions les informateurs n'ont pas répondu au questionnaire.

Moins de 19 ans	(13,5 %)
20 - 24 ans	(11,0 %)
25 - 29 ans	(11,1 %)
30 - 34 ans	(10,5 %)
35 - 39 ans	(8,0 %)
40 - 44 ans	(8,9 %)
45 - 49 ans	(7,8 %)
50 - 54 ans	(7,2 %)
55 - 64 ans	(7,5 %)
65 ans et plus	(8,5 %)

44. Nous nous sommes alors demandé si ces différences ne provenaient pas de distributions distinctes, selon le sexe, pour l'un ou l'autre des groupes d'âges retenus dans le cas des fonctionnaires d'origine française ou britannique, mais il n'en est rien. Les Britanniques des deux sexes se répartissent en effet à peu près également pour chacun des groupes d'âges.

45. Nous savons seulement que 44,2 % des fonctionnaires d'origine française ont moins de 35 ans, contre 42,3 % chez les autres.

46. Si l'on poursuit l'analyse jusqu'en 1965, on constate que la proportion des célibataires diminue (30,8 %). On peut voir là, peut-être, le résultat de la hausse du niveau de scolarisation ou de qualification professionnelle chez les nouveaux fonctionnaires.

Chapitre IV

47. En 1941 et 1951, le premier niveau de scolarisation s'étend sur 8 années d'études; en 1961, sur 7 années seulement. En tenant compte des transformations intervenues dans les programmes au cours de ces vingt années, on peut certes considérer que les fonctionnaires ont atteint, à chacune de ces dates, un niveau équivalent de scolarisation. Toutefois, la soustraction en 1961 d'une année d'études aurait dû avoir pour effet de diminuer proportionnellement les effectifs, alors que nous observons le contraire.

48. Des statistiques inédites du BFS indiquent, pour 1961, que respectivement 15,7, 21,2 et 25,5 % des fonctionnaires d'origine française, britannique et d'une autre origine ont atteint le niveau universitaire.

Chapitre V

49. Des écarts existent aussi entre les fonctionnaires des zones métropolitaines et ceux du reste du Québec : par exemple, les fonctionnaires féminins ayant un traitement inférieur à \$ 2 000 sont moins nombreux dans la zone métropolitaine de Montréal (17,7 %) ou celle de Québec (34,9 %) qu'ailleurs (37,7 %).

50. Les tableaux I-46, 47 et 49 laissent voir des écarts entre différents groupes de fonctionnaires qu'il serait trop long d'analyser ici.

Chapitre VI

51. Ces résultats sont donnés dans les résumés présentés à la fin de chaque chapitre.

Deuxième essai

Chapitre premier

52. Voir Roch Bolduc, « Le recrutement et la sélection dans la fonction publique du Québec » dans *Canadian Public Administration*, vol. VII, 2, 1964. « Alors qu'auparavant, la Commission (CFP) constituait l'organisme de contrôle sur lequel s'appuyait le Cabinet avant de décider, elle voit aujourd'hui son travail révisé par le personnel de la Trésorerie » (p. 207).

53. Déclaration de M. Jean Lesage, dans *Le Devoir*, 4 août 1965.

54. Déclaration de M. Pierre Laporte, dans *Le Devoir*, 6 août 1965.

55. *Ibidem*.

56. Dans *Le Devoir*, 6 août 1965.

57. Dans *Le Devoir*, 4 août 1965.

58. Roch Bolduc, « Le recrutement et la sélection dans la fonction publique du Québec », dans *Canadian Public Administration*, vol. VII, 2, 1964, p. 207.

59. Ajoutons que dans certains cas (la détermination des services essentiels en cas de grève, par exemple), diverses tâches relatives à la gestion du personnel incombent à la Commission des relations du travail.

Chapitre II

60. *Le Devoir*, 20 novembre 1963. Donnons un seul exemple de cette situation décrite par M. J.-M. Léger : «...la loi a été amendée en 1945, en fait, pour autoriser le lieutenant-gouverneur en Conseil à former un comité pour faire la classification du service civil... formé au début dans une atmosphère d'enthousiasme et de réforme, le comité de classification, à la suite du retrait, on ne sait au juste pourquoi, de son questionnaire général d'enquête, n'a jamais plus repris sa même allure ». *Mémoire de la Chambre de commerce du district de Montréal à la Commission Tremblay*, vol. IV, p. 48.

61. J.-M. Léger, *Le Devoir*, 22 novembre 1963. Voici le témoignage d'un cadre intermédiaire que nous avons interviewé. Il est à l'emploi du gouvernement depuis une vingtaine d'années environ, témoignage qui nous éclaire sur la procédure de recrutement employée il n'y a pas très longtemps. « Avant, nous engagions le personnel nous-mêmes...lorsque je voulais engager une secrétaire, je téléphonais au député et je lui demandais si je pouvais en engager une. Il arrivait que le père de la secrétaire était un libéral...le député nous disait d'essayer d'en trouver une autre...Maintenant, c'est différent. Il est impossible pour un fonctionnaire d'engager directement du personnel. »

62. En 1953, « il y avait des examens pour les postes suivants : copiste, dactylo, sténographe, commis, teneur de livres, enquêteur, quelques catégories d'inspecteur, caissier, secrétaire et mécanographe ». Roch Bolduc, *op.cit.*, p. 205.

63. Roch Bolduc, *op.cit.*, p. 208.

64. Voir *Annuaire du Québec*, 1964-65, p. 112.

65. Par exemple, si un directeur régional de ministère avait un poste d'ingénieur à pourvoir, il transmettait la demande à la CFP qui publiait un avis de concours dans les journaux. Si au bout d'un certain temps, personne n'avait posé sa candidature, la CFP permettait au directeur de chercher lui-même cet ingénieur qui, par la suite, était intégré, selon la procédure normale de l'embauche, dans les rangs de la fonction publique.

66. « La classification consiste à attribuer le même grade, à l'intérieur d'une échelle commune, à tous les postes qui impliquent des responsabilités semblables ou qui exigent des qualifications d'un même niveau. La réalisation de cet objectif comprend deux étapes : l'établissement du plan et des modalités de la classification et le classement lui-même. » *Annuaire du Québec*, 1964-65, p. 113.

67. Roch Bolduc, *op. cit.*, p. 206.

68. *Annuaire du Québec*, 1964-65, p. 113.

69. « Le concours de promotion se fait d'abord au sein du ministère, ensuite dans tous les ministères et enfin dans le public si nous n'avons pas trouvé l'homme à l'intérieur du gouvernement » (un informateur de la CFP).

Chapitre III

70. Les pourcentages concernant l'ensemble des informateurs peuvent varier de quelques dixièmes d'un tableau à l'autre (II-1 à II-14), en raison de faibles fluctuations dans les proportions des « non-réponses ».

Les statistiques officielles n'offrant que fort peu d'informations sur les caractéristiques socio-culturelles des fonctionnaires (langue maternelle, langue parlée couramment, appartenance à un groupe ethnique, degré de bilinguisme, etc.) qui, pour les fins de notre recherche, revêtaient une importance considérable, nous avons distribué un questionnaire à plus de 4 500 fonctionnaires appartenant aux différents ministères ainsi qu'à l'Assemblée législative, au Conseil législatif, au Conseil exécutif, et à certains organismes administratifs*. Toutefois le personnel de la Commission du salaire minimum, de la Commission des accidents du travail, de la Commission des relations du travail et de la Sûreté provinciale y a répondu dans une trop faible proportion et nous avons dû l'exclure de notre échantillon.

Nos informateurs ont été sélectionnés à partir de la liste de paye** des fonctionnaires et, lorsqu'un organisme n'y figurait pas, à partir de la liste des fonctionnaires fournie par le bureau du personnel concerné. Ces listes en main, nous avons procédé à un échantillonnage sur la base de trois variables : appartenance à un ministère ou à un organisme administratif, niveau de traitement et origine ethnique.

* Divers organismes administratifs ont été considérés comme partie intégrante des ministères desquels ils relèvent : l'Office du crédit agricole avec le ministère de l'Agriculture et de la colonisation, la Protection civile avec le ministère des Affaires municipales, l'Assurance-hospitalisation avec le ministère de la Santé, le Bureau des assurances avec le ministère des Finances, etc.; des questionnaires ont été distribués dans chacun d'eux, certains organismes d'un caractère plus autonome, tels l'Hydro-Québec, la Régie des alcools, etc., étant exclus de l'échantillon.

** Cette liste, datée de juin 1965, nous a été gracieusement fournie par le Centre de mécanographie du gouvernement.

Premièrement, nous avons décidé de choisir des informateurs dans chacun des trente-trois ministères ou organismes administratifs retenus pour les fins de l'étude (le tableau suivant en donne la liste et indique le nombre de questionnaires distribués et retournés).

Tableau A-1 Distribution du questionnaire dans différents ministères ou organismes administratifs

Ministère ou organisme	Questionnaires distribués	Questionnaires retournés	
		N	%
1. Affaires culturelles	65	33	50,8
2. Affaires fédérales-provinciales	3	2	66,6
3. Affaires municipales	52	45	86,5
4. Agriculture et colonisation	331	219	66,1
5. Allocations sociales	107	96	90,0
6. Assemblée législative	45	28	62,2
7. Assurance-hospitalisation	19	8	42,1
8. Assurances	11	6	54,5
9. Auditeur	23	19	86,6
10. Conseil exécutif	61	37	60,6
11. Conseil législatif	5	2	40,0
12. Éducation	862	425	49,3
13. Électrification rurale	1	1	100,0
14. Famille et bien-être social	151	121	80,0
15. Finances	40	28	70,0
16. Imprimeur de la Reine	1	1	100,0
17. Industrie et commerce	178	112	63,0
18. Justice	607	261	43,0
19. Office de récupération forestière	1	--	--
20. Office du crédit agricole	31	24	77,4
21. Protection civile	11	9	81,8
22. Régie des rentes	16	15	93,8
23. Revenu	346	290	86,1
24. Richesses naturelles	177	155	87,6
25. Santé	275	198	72,0
26. Secrétariat de la Province	103	50	48,5
27. Terres et forêts	115	88	76,5
28. Tourisme, chasse et pêche	145	100	69,0
29. Transports et communications	175	106	60,6
30. Travail	111	82	73,8
31. Travaux publics	264	167	63,2
32. Trésorerie	95	56	58,9
33. Voirie	266	161	60,5
Total	4 693	2 945	62,8

Deuxièmement, la population des fonctionnaires a été subdivisée, à l'intérieur de chacun de ces organismes, selon deux catégories de traitement : « moins de \$ 10 000 » et « \$ 10 000 ou plus »; dans la première, 10 % des fonctionnaires ont été sélectionnés selon la technique de l'échantillonnage systématique; dans la seconde, ils ont tous été retenus. Troisièmement, tous les fonctionnaires d'une origine autre que canadienne-française ont été retenus et 10 % des fonctionnaires canadiens-français sélectionnés selon la technique d'échantillonnage indiquée ci-dessus.

La ventilation selon ces deux derniers groupes a été établie à partir des listes de fonctionnaires d'une origine autre que canadienne-française que seuls la moitié des ministères ont été en mesure de nous fournir; pour ce qui concerne les autres listes, elles ont dû être dressées par deux chercheurs et dans certains cas vérifiées, lorsque cela était possible, auprès des ministères mêmes*. Compte tenu de ces trois variables échantillonnales, les informateurs se répartissaient donc en quatre groupes pour chacun des ministères : le premier groupe comprenait les fonctionnaires d'origine française ayant un traitement de \$ 10 000 ou plus; le second groupe, les fonctionnaires d'une origine autre que canadienne-française ayant un traitement de \$ 10 000 ou plus; le troisième groupe, les fonctionnaires d'origine française ayant un traitement de moins de \$ 10 000; enfin, le quatrième groupe, les fonctionnaires d'une origine autre que canadienne-française ayant un traitement de moins de \$ 10 000. Le questionnaire a été distribué à tous les fonctionnaires des premier, deuxième et quatrième groupes et à 10 % des fonctionnaires du troisième groupe. Le tableau suivant indique, pour chacun de ces quatre groupes, le nombre de questionnaires distribués, le nombre de questionnaires retournés, ainsi que la proportion des réponses par rapport à l'ensemble des questionnaires distribués.

On constate immédiatement que ces proportions ne présentent aucun écart important (64 à 69 %) pour les trois premiers groupes; seul le groupe des fonctionnaires d'une « origine autre que canadienne-française ayant un traitement de moins de \$ 10 000 » affiche un taux de réponses sensiblement plus bas, soit 42 %; mais, étant donné qu'il est surreprésenté, cette proportion peut cependant être considérée comme acceptable. 6,7 % seulement des 22 155 fonctionnaires recensés par le Bureau fédéral de la statistique en 1961 étant d'une origine autre que française, alors que notre échantillon en compte 10,6 %, cette catégorie de fonctionnaires nous semble donc être suffisamment

*Cette procédure, la seule possible dans les circonstances, a pu laisser passer quelques noms de fonctionnaires anglophones; divers contrôles discrets auprès de certains organismes nous ont cependant permis de constater que ces pertes étaient minimes.

bien représentée parmi nos informateurs*.

Tableau A-2 Distribution du questionnaire selon les quatre groupes d'informateurs

Groupe	Questionnaires distribués	Questionnaires retournés	
		N	%
1. Canadien-français \$ 10 000 ou plus	1 045	710	68
2. Autres origines \$ 10 000 ou plus	67	46	69
3. Canadien-français Moins de \$ 10 000	2 886	1 846	64
4. Autres origines Moins de \$ 10 000	632	267	42
5. Caractéristiques inconnues	58	58	100
Total*	4 688	2 927	62

*Les différences entre les totaux des deux tableaux proviennent du fait que le premier a été calculé avant la mise des informations sur fiches perforées, et le second lorsque cette opération était terminée.

Le questionnaire comprend trois séries de questions. La première porte sur divers traits socio-culturels caractérisant les fonctionnaires provinciaux, tels la structure des âges, la répartition selon le sexe, l'origine ethnique, la langue maternelle, le milieu social d'origine, le lieu de naissance, le niveau de scolarisation, l'appartenance religieuse, l'échelle de rémunération, le type de travail, etc.; la seconde sur divers aspects de la carrière du fonctionnaire provincial (ancienneté, mobilité, procédures de promotion, etc.); et la troisième sur la langue utilisée au niveau des communications avec le public, les fonctionnaires du fédéral et des autres provinces, les fonctionnaires locaux, etc. Voici la reproduction intégrale de ce questionnaire.

*Pour les recherches effectuées au Québec, qui concernent des informateurs en partie de langue française et en partie de langue anglaise (la majorité des non-Canadiens français étant de langue anglaise), ces derniers sont de beaucoup les moins nombreux à répondre. Ce fut le cas pour des études de marché faites dans la région de Montréal et des enquêtes menées sur la jeunesse québécoise, comme pour notre présent travail. Cette particularité serait à étudier.



AFFAIRES FÉDÉRALES - PROVINCIALES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

CABINET DU SOUS-MINISTRE

Monsieur, Madame ou Mademoiselle,

Vous vous rappelez probablement qu'à la suite d'une rencontre du Premier ministre du Québec avec M. André Laurendeau, président de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, il y a plusieurs mois, il avait été décidé que le gouvernement du Québec collaborerait avec la Commission de façon à lui permettre d'obtenir les renseignements nécessaires à son étude. A la suite de la même rencontre, le Premier ministre m'a chargé de garder contact avec les représentants de la Commission. Des réunions ont été tenues depuis et l'on a, entre autres, terminé un projet de questionnaire.

C'est ce questionnaire qui vous parvient maintenant par l'entremise du sous-ministre de votre ministère. On vous demande d'y répondre avec le plus grand soin. Les renseignements que vous donnerez seront traités de la façon la plus confidentielle et, grâce à l'enveloppe de retour affranchie qui accompagne le questionnaire, vous pourrez retourner celui-ci, une fois complété, directement à la Commission.

Le même questionnaire est transmis à plusieurs centaines de fonctionnaires de tous les ministères du gouvernement. Il a été conçu par le personnel technique de la Commission Laurendeau-Dunton et porte, en majeure partie, sur l'utilisation des langues française et anglaise au sein de l'administration publique québécoise. Les questions qui ne portent pas directement sur ce sujet visent seulement à permettre à la Commission de mieux analyser les résultats obtenus en lui faisant, par exemple, connaître la composition ethnique du fonctionnarisme.

La collaboration que l'on vous demande de fournir sera très précieuse à la Commission. Elle n'exigera cependant que quelques minutes de votre temps.

Je vous remercie à l'avance de l'attention que vous apporterez à ce questionnaire.

Le sous-ministre des Affaires
fédérales-provinciales,

Claude Morin

COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME

Monsieur,
Madame ou
Mademoiselle,

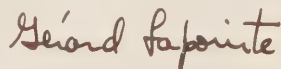
Nous venons solliciter votre collaboration à une recherche qui nous a été confiée par la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Cette recherche, qui s'inscrit dans un vaste programme élaboré par la Commission, a pour thèmes principaux la composition ethnique et linguistique du fonctionnarisme, l'utilisation des langues française et anglaise au travail et les modes de développement de la carrière au sein de la fonction publique. Ce programme est actuellement en cours de réalisation aux niveaux municipal, provincial et fédéral de la fonction publique dans l'ensemble du pays. Les résultats de ces recherches seront, comme vous pouvez le pressentir, d'une très grande utilité pour la Commission; ils lui permettront de connaître la distribution des fonctionnaires selon leur appartenance à des groupes ethniques ou linguistiques, d'établir des comparaisons au sujet de l'emploi des deux langues officielles dans les différents organismes gouvernementaux et de découvrir certains des facteurs qui ont pu influencer différemment l'évolution des carrières des fonctionnaires travaillant dans ces mêmes organismes.

Pour mener à bien notre tâche, nous avons cru bon d'obtenir des informations d'un grand nombre de fonctionnaires. Votre collaboration est non seulement précieuse mais indispensable à la réussite du projet particulier de recherche entrepris au plan de la fonction publique québécoise.

Le questionnaire qui vous a été remis sera utilisé seulement à des fins statistiques; il ne requiert pas votre signature. Vous êtes entièrement libre d'y répondre. Si vous y répondez, nous vous assurons que son caractère confidentiel et anonyme sera en tous points respecté. Le numéro imprimé sur le questionnaire servira uniquement à calculer le nombre d'informateurs par catégories d'échantillonnage retenues. En aucun cas, ce numéro ne permettra de vous identifier. De plus, lorsque vous aurez rempli le questionnaire et la feuille de réponses, vous pourrez les mettre à la poste directement grâce à l'enveloppe de retour affranchie ci-jointe. De cette façon, seuls les responsables de la recherche auront accès à vos réponses.

Nous sommes convaincu que l'intérêt que vous portez aux problèmes de la province et du pays vous incitera à coopérer à notre recherche et à répondre aux questions avec le plus grand soin. Notre désir étant d'analyser ces informations aussi rapidement que possible, nous souhaiterions que vous preniez quelques minutes de votre temps pour *compléter ce questionnaire au plus tard une journée après sa réception.*

Nous vous remercions à l'avance de votre collaboration et nous vous prions d'accepter, Monsieur, Madame ou Mademoiselle, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

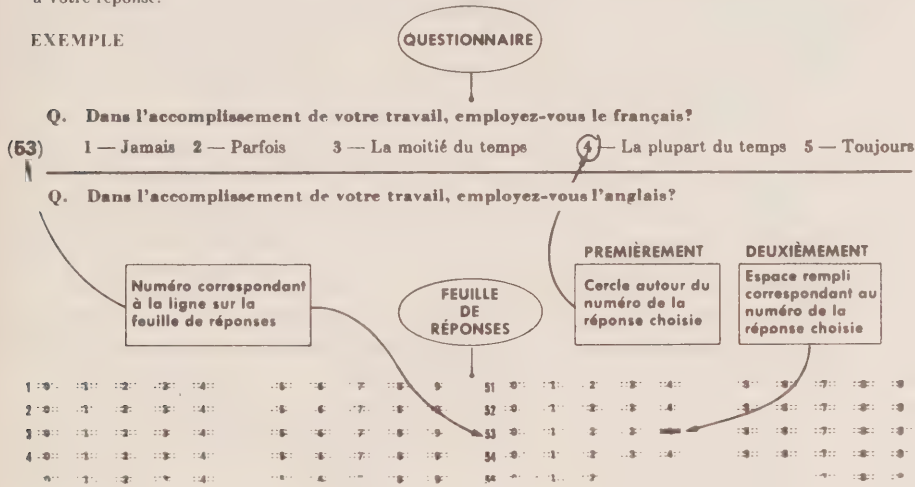


GÉRARD LAPOINTE,
Professeur auxiliaire,
Université Laval.

QUESTIONNAIRE

DIRECTIVES

- 1. Nous avons mis à votre disposition deux copies du questionnaire: l'une en français, l'autre en anglais. Veuillez utiliser la copie dont la langue vous est la plus familière.
- 2. Lisez attentivement chaque question et les réponses qui y correspondent. Pour répondre à ces questions, nous vous demandons d'accomplir les deux opérations suivantes:
PREMIÈREMENT, sur le questionnaire lui-même, encerclez le numéro placé devant la réponse que vous avez choisie.
DEUXIÈMEMENT, sur la feuille de réponses, remplissez l'espace entre les deux traits correspondant à votre réponse.



La feuille de réponses servira à la transcription électronique de vos réponses sur cartes perforées. Pour simplifier le travail de vérification précédant cette transcription, il est indispensable que vous remplissiez l'espace entre les deux traits sans dépasser leurs extrémités.

- 3. Veuillez vous servir d'un crayon à mine douce pas trop aiguisé.
- 4. Veuillez s.v.p. répondre à toutes les questions. Même si, à première vue, une question ne semble pas s'appliquer à votre cas, il vous sera toujours possible d'y répondre en choisissant précisément la réponse qui indiquera que cette question ne s'applique pas dans votre cas.
- 5. Les deux dernières pages du questionnaire vous permettront d'ajouter vos commentaires, si vous le désirez.
- 6. Si vous avez besoin d'aide, n'hésitez pas à faire appel à la personne qui vous a remis le questionnaire. Postez votre questionnaire et votre feuille de réponses complétés dans l'enveloppe affranchie ci-jointe. Ne nous retournez pas le reste du matériel.

AVANT DE COMMENCER À REPENDRE AU QUESTIONNAIRE, EXAMINEZ ATTENTIVEMENT L'EXEMPLE QUI VOUS EST DONNÉ CI-HAUT.

Numéro
corres-
pondant
à la ligne
sur la
feuille de
réponses.

VEUILLEZ S.V.P. RÉPONDRE À TOUTES LES QUESTIONS

- (1) Q. Quel est votre sexe?
1 — Masculin 2 — Féminin
- (2) Q. Quel est votre état civil?
1 — Célibataire 2 — Marié(e) 3 — Veuf(ve) 4 — Séparé(e) 5 — Divorcé(e)
- (3) Q. Combien avez-vous d'enfants?
1 — Aucun 2 — 1 ou 2 enfant(s) 3 — 3 à 5 enfants 4 — 6 ou 7 enfants 5 — 8 enfants ou plus
- (4) Q. Quand êtes-vous né(e)?
0 — 1900 ou avant 2 — 1911 - '15 4 — 1921 - '25 6 — 1931 - '35 8 — 1941 - '45
1 — 1901 - '10 3 — 1916 - '20 5 — 1926 - '30 7 — 1936 - '40 9 — 1946 ou après
- (5) Q. Où êtes-vous né(e)?
1 — Province de Québec 4 — Nouveau-Brunswick 7 — Royaume-Uni
2 — Ontario 5 — Autres provinces de l'Atlantique (N.-E., I.-P.-E., T.-N.) 8 — France
3 — Ouest du Canada (Man., Sask., Alb., C.-B., Y., T. du N.-O.) 6 — États-Unis 9 — Ailleurs
- (6) Q. Quelle est l'importance numérique de la municipalité où vous avez vécu le plus longtemps avant d'avoir 20 ans?
Donnez une seule réponse. Si vous avez vécu à Montréal, Québec, Lévis ou leur banlieue, répondez 7 ou 8.
1 — Moins de 2,000 habitants 4 — De 10,000 à 24,999 habitants 7 — Québec, Lévis ou leur banlieue
2 — De 2,000 à 4,999 habitants 5 — De 25,000 à 50,000 habitants 8 — Montréal ou sa banlieue
3 — De 5,000 à 9,999 habitants 6 — Plus de 50,000 habitants
- (7) Q. A quel groupe ethnique ou culturel appartenait votre ancêtre paternel (ou apparteniez-vous vous-même) lors de son (votre) arrivée en Amérique du Nord?
1 — Français 3 — Écossais 5 — Italien 7 — Autre groupe ethnique européen 9 — Autre groupe ethnique
2 — Anglais 4 — Irlandais 6 — Allemand 8 — Juif
- (8) Q. A quelle religion appartenez-vous?
1 — Catholique romaine 2 — Protestante 3 — Juive 4 — Autre religion 5 — Aucune
- (9) Q. Quelle est la langue que vous avez apprise en premier dans votre enfance et que vous comprenez encore aujourd'hui?
Langue maternelle
1 — Français 3 — Italien 5 — Autre langue d'origine européenne 7 — Autre langue
2 — Anglais 4 — Allemand 6 — Hébreu ou Yiddish

Numéro
corres-
pondant
à la ligne
sur la
feuille de
réponses.

VEUILLEZ S.V.P. RÉPONDRE À TOUTES LES QUESTIONS

Q. Quel est actuellement votre salaire annuel?

Excluez les revenus provenant d'un travail supplémentaire.

- (10) 0 — Mon salaire est inférieur à \$10,000 1 — Mon salaire est de \$10,000 ou plus

Suivant le cas, indiquez quelle est votre position dans l'une ou l'autre des échelles A ou B.

- (11) A — Salaires inférieurs à \$10,000 B — Salaires de \$10,000 ou plus
- | | | | |
|----------------------|---------------------|-----------------------|-----------------------|
| 1 — \$1,999 ou moins | 6 — \$6,000 à 6,999 | 1 — \$10,000 à 10,999 | 6 — \$15,000 à 15,999 |
| 2 — \$2,000 à 2,999 | 7 — \$7,000 à 7,999 | 2 — \$11,000 à 11,999 | 7 — \$16,000 à 16,999 |
| 3 — \$3,000 à 3,999 | 8 — \$8,000 à 8,999 | 3 — \$12,000 à 12,999 | 8 — \$17,000 à 17,999 |
| 4 — \$4,000 à 4,999 | 9 — \$9,000 à 9,999 | 4 — \$13,000 à 13,999 | 9 — \$18,000 ou plus |
| 5 — \$5,000 à 5,999 | | 5 — \$14,000 à 14,999 | |

Q. Parmi les catégories suivantes, laquelle DÉCRIT LE MIEUX l'occupation de votre père durant la majeure partie de sa vie?

Donnez une seule réponse.

- (12) 1 — Professionnel ou enseignant 4 — Employé de bureaux, de services, d'établissements commerciaux 7 — Agriculteur
- 2 — Administrateur ou industriel 5 — Ouvrier spécialisé ou technicien 8 — Autre
- 3 — Commerçant 6 — Manoeuvre (journalier)

Q. Pour LEQUEL des employeurs suivants votre père a-t-il travaillé le plus longtemps?

Donnez une seule réponse.

- (13) 1 — Ecole, collège ou université 5 — Fonction publique municipale (à l'exclusion des écoles)
- 2 — Forces armées 6 — À son propre compte
- 3 — Fonction publique fédérale (y compris les commissions, les régies, les corporations de la Couronne, etc.) 7 — Employé par l'entreprise privée
- 4 — Fonction publique provinciale (y compris les commissions, les régies, les corporations de la Couronne, etc.) 8 — Autre employeur

Q. Jusqu'à l'âge de 17 ans, dans quelle province ou dans quel pays avez-vous fait la plus grande partie de vos études?

- (14) 1 — Province de Québec 4 — Nouveau-Brunswick 7 — Royaume-Uni
- 2 — Ontario 5 — Autres provinces de l'Atlantique (N.-E., I.-P.-E., T.-N.) 8 — France
- 3 — Ouest du Canada (Man., Sask., Alb., C.-B., Y., T. du N.-O.) 6 — États-Unis 9 — Ailleurs

Q. Pendant combien d'années êtes-vous allé(e) à l'école?

Comptez seulement le nombre total d'années ou leur équivalence en cours du soir et en cours à temps partiel; excluez les années répétées ou incomplètes.

- (15) 1 — 8 années ou moins 3 — 11 ou 12 années 5 — 15 ou 16 années 7 — 19 années ou plus
- 2 — 9 ou 10 années 4 — 13 ou 14 années 6 — 17 ou 18 années

Numéro
corres-
pondant
à la ligne
sur la
feuille de
réponses.

VEUILLEZ S.V.P. RÉPONDRE À TOUTES LES QUESTIONS

- Q. Si vous avez fréquenté une université canadienne, quel est le plus haut diplôme que vous y avez obtenu?**
Donnez une seule réponse.
- (16) 0 — Je n'ai pas fréquenté une université canadienne 3 — B. Sc. Com. 6 — Licence ou maîtrise
1 — J'ai fréquenté une université canadienne, mais je n'y ai obtenu aucun diplôme 4 — B. Sc. 7 — Doctorat
2 — B.A. 5 — Autre baccalauréat 8 — Autre diplôme universitaire
-
- Q. Si vous avez fréquenté une université située hors du Canada, quel est le plus haut diplôme que vous y avez obtenu?**
Donnez une seule réponse.
- (17) 0 — Je n'ai pas fréquenté une université située hors du Canada 3 — B. Sc. Com. 6 — Licence ou maîtrise
1 — J'ai fréquenté une université située hors du Canada, mais je n'y ai obtenu aucun diplôme 4 — B. Sc. 7 — Doctorat
2 — B.A. 5 — Autre baccalauréat 8 — Autre diplôme universitaire
-
- Q. De quelle université avez-vous obtenu votre plus haut diplôme?**
Si vous n'avez pas obtenu de diplôme, indiquez quand même la dernière université fréquentée.
- (18) 0 — Je n'ai pas fréquenté l'université 5 — Université américaine
1 — Université de langue française de la province de Québec 6 — Université britannique
2 — Université canadienne de langue française ou bilingue située hors de la province de Québec 7 — Université de France
3 — Université de langue anglaise de la province de Québec 8 — Autre université
4 — Université canadienne de langue anglaise située hors de la province de Québec
-
- Q. Laquelle des catégories suivantes DÉCRIT LE MIEUX votre spécialité académique?**
Donnez une seule réponse.
- (19) 0 — Je n'ai pas fréquenté l'université 5 — Autres sciences humaines
1 — Sciences médicales 6 — Commerce
2 — Droit 7 — Sciences physiques, mathématiques ou biologiques
3 — Administration publique ou sciences politiques 8 — Sciences appliquées (génies)
4 — Sciences économiques 9 — Autre spécialité
-
- Q. Dans quelle région de la province travaillez-vous?**
Donnez une seule réponse.
- (20) 1 — Montréal ou sa banlieue 2 — Québec, Lévis ou leur banlieue 3 — Autre région
-
- Q. Au total, depuis combien d'années appartenez-vous au fonctionnarisme provincial?**
- (21) 1 — Une année ou moins 4 — 6 à 10 années 6 — 16 à 20 années 8 — 26 à 30 années
2 — 2 ou 3 années 5 — 11 à 15 années 7 — 21 à 25 années 9 — 31 années ou plus
3 — 4 ou 5 années

Numéro
corres-
pondant
à la ligne
sur la
feuille de
réponses.

VEUILLEZ S.V.P. RÉPONDRE À TOUTES LES QUESTIONS

Q. Laquelle des catégories suivantes DÉCRIT LE MIEUX votre travail actuel?

Donnez une seule réponse.

- (22) 1 — Direction ou Conseil 4 — Travail professionnel (sciences humaines) 7 — Emploi spécialisé ou technique
2 — Travail professionnel (administration) 5 — Enseignement 8 — Emploi non spécialisé
3 — Travail professionnel (sciences appliquées) 6 — Travail de bureau 9 — Autre type de travail

Q. Dans quel ministère travaillez-vous?

Si vous travaillez pour un organisme gouvernemental et si vous ne savez pas avec certitude à quel ministère cet organisme est rattaché, renseignez-vous auprès d'un de vos supérieurs.

Dans la liste suivante, chaque réponse est précédée de deux chiffres. PREMIÈREMENT, sur le questionnaire, encerclez les deux chiffres placés devant le nom du ministère auquel vous appartenez. DEUXIÈMEMENT, sur la feuille de réponses, remplissez l'espace (ligne 23) entre les deux traits correspondant au premier chiffre et l'espace (ligne 24) entre les deux traits correspondant au deuxième chiffre.

- (23-24) 01 — Affaires culturelles 08 — Industrie et Commerce 15 — Transports et Communications
02 — Affaires fédérales-provinciales 09 — Justice 16 — Travail
03 — Affaires municipales 10 — Revenu 17 — Travaux publics
04 — Agriculture et Colonisation 11 — Richesses naturelles 18 — Voirie
05 — Éducation 12 — Santé 19 — Secrétariat de la Province
06 — Famille et Bien-Être social 13 — Terres et Forêts 20 — Assemblée législative ou Conseil législatif
07 — Finances 14 — Tourisme, Chasse et Pêche 21 — Conseil exécutif

Q. Quelle est votre capacité de lire l'anglais?

- (25) 1 — Nulle 2 — J'éprouve beaucoup de difficultés 3 — J'éprouve quelques difficultés 4 — Je n'éprouve pas ou presque pas de difficultés

Q. Quelle est votre capacité d'écrire l'anglais?

- (26) 1 — Nulle 2 — J'éprouve beaucoup de difficultés 3 — J'éprouve quelques difficultés 4 — Je n'éprouve pas ou presque pas de difficultés

Q. Quelle est votre capacité de parler l'anglais?

- (27) 1 — Nulle 2 — J'éprouve beaucoup de difficultés 3 — J'éprouve quelques difficultés 4 — Je n'éprouve pas ou presque pas de difficultés

Q. Quelle est votre capacité de comprendre l'anglais parlé?

- (28) 1 — Nulle 2 — J'éprouve beaucoup de difficultés 3 — J'éprouve quelques difficultés 4 — Je n'éprouve pas ou presque pas de difficultés

Q. À la maison, parlez-vous le français?

- (29) 1 — Jamais 2 — Parfois 3 — La moitié du temps 4 — La plupart du temps 5 — Toujours

Q. À la maison, parlez-vous l'anglais?

- (30) 1 — Jamais 2 — Parfois 3 — La moitié du temps 4 — La plupart du temps 5 — Toujours

Numéro
corres-
pondant
à la ligne
sur la
feuille de
réponses.

VEUILLEZ S.V.P. RÉPONDRE À TOUTES LES QUESTIONS

- Q. Au début de votre carrière, dans quelle(s) langue(s) auriez-vous pu le mieux accomplir votre travail?**
- (31) 1 — Seulement en français 3 — Indifféremment en français ou en anglais 5 — Seulement en anglais
2 — Principalement en français 4 — Principalement en anglais 6 — Dans une autre langue
-
- Q. Dans quelle(s) langue(s) pourriez-vous le mieux accomplir votre travail maintenant?**
- (32) 1 — Seulement en français 3 — Indifféremment en français ou en anglais 5 — Seulement en anglais
2 — Principalement en français 4 — Principalement en anglais 6 — Dans une autre langue
-
- Q. Est-ce que la connaissance de l'anglais est exigée pour le poste que vous occupez actuellement?**
- (33) 1 — Oui 2 — Non
-
- Q. Avez-vous suivi des cours de langue pendant les deux dernières années?**
Donnez une seule réponse.
- (34) 1 — Non 2 — Oui, de français 3 — Oui, d'anglais 4 — Oui, de français et d'anglais 5 — Oui, d'une autre langue
-
- Q. Avez-vous l'intention de suivre des cours de langue dans un avenir rapproché?**
Donnez une seule réponse.
- (35) 1 — Non 3 — Oui, de français 5 — Oui, de français et d'anglais
2 — Je ne sais pas 4 — Oui, d'anglais 6 — Oui, d'une autre langue
-
- Q. Quelle langue d'enseignement était le plus souvent employée à l'école secondaire ou au collège classique que vous avez fréquenté?**
- (36) 1 — Je n'ai pas fréquenté l'école secondaire ou le collège classique 3 — L'anglais 5 — Une autre langue
2 — Le français 4 — Le français et l'anglais étaient employés à part égale
-
- Voici une série de seize questions (37 à 52) portant sur la langue que vous employez au travail. Veuillez s.v.p. répondre à chacune de ces questions. Si l'une ou l'autre d'entre elles ne s'applique pas à votre cas, répondez: « 0 — Jamais ».*
- Q. COMMUNIQUEZ-VOUS VERBALEMENT (entrevues, appels téléphoniques, etc.) avec des fonctionnaires fédéraux et alors employez-vous le français ou l'anglais?**
- (37) 0 — Jamais 4 — Souvent ... principalement l'anglais
1 — Rarement 5 — Très souvent ... principalement le français
2 — Souvent ... principalement le français 6 — Très souvent ... autant l'anglais que le français
3 — Souvent ... autant l'anglais que le français 7 — Très souvent ... principalement l'anglais
-
- Q. COMMUNIQUEZ-VOUS PAR ÉCRIT avec des fonctionnaires fédéraux et alors employez-vous le français ou l'anglais?**
- (38) 0 — Jamais 4 — Souvent ... principalement l'anglais
1 — Rarement 5 — Très souvent ... principalement le français
2 — Souvent ... principalement le français 6 — Très souvent ... autant l'anglais que le français
3 — Souvent ... autant l'anglais que le français 7 — Très souvent ... principalement l'anglais
-

Numéro
corres-
pondant
à la ligne
sur la
feuille de
réponses.

VEUILLEZ S.V.P. RÉPONDRE À TOUTES LES QUESTIONS

Q. COMMUNIQUEZ-VOUS VERBALEMENT (entrevues, appels téléphoniques, etc.) avec des fonctionnaires de votre ministère et alors employez-vous le français ou l'anglais?

- (39) 0 — Jamais 4 — Souvent ... principalement l'anglais
1 — Rarement 5 — Très souvent ... principalement le français
2 — Souvent ... principalement le français 6 — Très souvent ... autant l'anglais que le français
3 — Souvent ... autant l'anglais que le français 7 — Très souvent ... principalement l'anglais

Q. COMMUNIQUEZ-VOUS PAR ÉCRIT avec des fonctionnaires de votre ministère et alors employez-vous le français ou l'anglais?

- (40) 0 — Jamais 4 — Souvent ... principalement l'anglais
1 — Rarement 5 — Très souvent ... principalement le français
2 — Souvent ... principalement le français 6 — Très souvent ... autant l'anglais que le français
3 — Souvent ... autant l'anglais que le français 7 — Très souvent ... principalement l'anglais

Q. COMMUNIQUEZ-VOUS VERBALEMENT (entrevues, appels téléphoniques, etc.) avec des fonctionnaires des autres ministères québécois et alors employez-vous le français ou l'anglais?

- (41) 0 — Jamais 4 — Souvent ... principalement l'anglais
1 — Rarement 5 — Très souvent ... principalement le français
2 — Souvent ... principalement le français 6 — Très souvent ... autant l'anglais que le français
3 — Souvent ... autant l'anglais que le français 7 — Très souvent ... principalement l'anglais

Q. COMMUNIQUEZ-VOUS PAR ÉCRIT avec des fonctionnaires des autres ministères québécois et alors employez-vous le français ou l'anglais?

- (42) 0 — Jamais 4 — Souvent ... principalement l'anglais
1 — Rarement 5 — Très souvent ... principalement le français
2 — Souvent ... principalement le français 6 — Très souvent ... autant l'anglais que le français
3 — Souvent ... autant l'anglais que le français 7 — Très souvent ... principalement l'anglais

Q. COMMUNIQUEZ-VOUS VERBALEMENT (entrevues, appels téléphoniques, etc.) avec des fonctionnaires de l'Ontario et alors employez-vous le français ou l'anglais?

- (43) 0 — Jamais 4 — Souvent ... principalement l'anglais
1 — Rarement 5 — Très souvent ... principalement le français
2 — Souvent ... principalement le français 6 — Très souvent ... autant l'anglais que le français
3 — Souvent ... autant l'anglais que le français 7 — Très souvent ... principalement l'anglais

Q. COMMUNIQUEZ-VOUS PAR ÉCRIT avec des fonctionnaires de l'Ontario et alors employez-vous le français ou l'anglais?

- (44) 0 — Jamais 4 — Souvent ... principalement l'anglais
1 — Rarement 5 — Très souvent ... principalement le français
2 — Souvent ... principalement le français 6 — Très souvent ... autant l'anglais que le français
3 — Souvent ... autant l'anglais que le français 7 — Très souvent ... principalement l'anglais

Q. COMMUNIQUEZ-VOUS VERBALEMENT (entrevues, appels téléphoniques, etc.) avec des fonctionnaires d'une administration provinciale autre que celles du Québec et de l'Ontario et alors employez-vous le français ou l'anglais?

- (45) 0 — Jamais 4 — Souvent ... principalement l'anglais
1 — Rarement 5 — Très souvent ... principalement le français
2 — Souvent ... principalement le français 6 — Très souvent ... autant l'anglais que le français
3 — Souvent ... autant l'anglais que le français 7 — Très souvent ... principalement l'anglais

VEUILLEZ S.V.P. RÉPONDRE À TOUTES LES QUESTIONS

- Q. COMMUNIQUEZ-VOUS PAR ÉCRIT avec des fonctionnaires d'une administration provinciale autre que celles du Québec et de l'Ontario et alors employez-vous le français ou l'anglais?

(46)

0 — Jamais	4 — Souvent ... principalement l'anglais
1 — Rarement	5 — Très souvent ... principalement le français
2 — Souvent ... principalement le français	6 — Très souvent ... autant l'anglais que le français
3 — Souvent ... autant l'anglais que le français	7 — Très souvent ... principalement l'anglais

Q. COMMUNIQUEZ-VOUS VERBALEMENT (entrevues, appels téléphoniques, etc.) avec des fonctionnaires municipaux, des employés de commissions scolaires ou des employés de services sociaux ou hospitaliers et alors employez-vous le français ou l'anglais?

(47)

0 — Jamais	4 — Souvent ... principalement l'anglais
1 — Rarement	5 — Très souvent ... principalement le français
2 — Souvent ... principalement le français	6 — Très souvent ... autant l'anglais que le français
3 — Souvent ... autant l'anglais que le français	7 — Très souvent ... principalement l'anglais

Q. COMMUNIQUEZ-VOUS PAR ÉCRIT avec des fonctionnaires municipaux, des employés de commissions scolaires ou des employés de services sociaux ou hospitaliers et alors employez-vous le français ou l'anglais?

(48)

0 — Jamais	4 — Souvent ... principalement l'anglais
1 — Rarement	5 — Très souvent ... principalement le français
2 — Souvent ... principalement le français	6 — Très souvent ... autant l'anglais que le français
3 — Souvent ... autant l'anglais que le français	7 — Très souvent ... principalement l'anglais

Q. COMMUNIQUEZ-VOUS VERBALEMENT (entrevues, appels téléphoniques, etc.) avec des propriétaires ou des administrateurs d'entreprises industrielles ou commerciales établies dans la province et alors employez-vous le français ou l'anglais?

(49)

0 — Jamais	4 — Souvent ... principalement l'anglais
1 — Rarement	5 — Très souvent ... principalement le français
2 — Souvent ... principalement le français	6 — Très souvent ... autant l'anglais que le français
3 — Souvent ... autant l'anglais que le français	7 — Très souvent ... principalement l'anglais

Q. COMMUNIQUEZ-VOUS PAR ÉCRIT avec des propriétaires ou des administrateurs d'entreprises industrielles ou commerciales établies dans la province et alors employez-vous le français ou l'anglais?

(50)

0 — Jamais	4 — Souvent ... principalement l'anglais
1 — Rarement	5 — Très souvent ... principalement le français
2 — Souvent ... principalement le français	6 — Très souvent ... autant l'anglais que le français
3 — Souvent ... autant l'anglais que le français	7 — Très souvent ... principalement l'anglais

Q. COMMUNIQUEZ-VOUS VERBALEMENT (entrevues, appels téléphoniques, etc.) avec le public et alors employez-vous le français ou l'anglais?

(51)

0 — Jamais	4 — Souvent ... principalement l'anglais
1 — Rarement	5 — Très souvent ... principalement le français
2 — Souvent ... principalement le français	6 — Très souvent ... autant l'anglais que le français
3 — Souvent ... autant l'anglais que le français	7 — Très souvent ... principalement l'anglais

Q. COMMUNIQUEZ-VOUS PAR ÉCRIT avec le public et alors employez-vous le français ou l'anglais?

(52)

0 — Jamais	4 — Souvent ... principalement l'anglais
1 — Rarement	5 — Très souvent ... principalement le français
2 — Souvent ... principalement le français	6 — Très souvent ... autant l'anglais que le français
3 — Souvent ... autant l'anglais que le français	7 — Très souvent ... principalement l'anglais

Numéro
corres-
pondant
à la ligne
sur la
feuille de
réponses.

VEUILLEZ S.V.P. RÉPONDRE À TOUTES LES QUESTIONS

(53) Q. Dans l'accomplissement de votre travail, employez-vous le français?
1 — Jamais 2 — Parfois 3 — La moitié du temps 4 — La plupart du temps 5 — Toujours

(54) Q. Dans l'accomplissement de votre travail, employez-vous l'anglais?
1 — Jamais 2 — Parfois 3 — La moitié du temps 4 — La plupart du temps 5 — Toujours

(55) Q. Dans l'accomplissement de votre travail, vous arrive-t-il d'employer une autre langue que le français ou l'anglais?
1 — Jamais 2 — Parfois 3 — Souvent

(56) Q. Pour accomplir votre travail, croyez-vous qu'il est (ou serait) utile de connaître une autre langue que le français?
1 — Non 2 — Oui, l'anglais 3 — Oui, l'italien 4 — Oui, une autre langue

(57) Q. Êtes-vous membre d'un syndicat de fonctionnaires provinciaux et/ou d'une association professionnelle?
1 — Oui, d'un syndicat et d'une association professionnelle 3 — Oui, d'une association professionnelle seulement
2 — Oui, d'un syndicat seulement 4 — Non, ni de l'un ni de l'autre

(58-59) Q. Au cours de votre dernière année d'études, vers quel secteur d'activités aviez-vous l'intention de vous diriger?

Dans la liste suivante, chaque réponse est précédée de deux chiffres. PREMIÈREMENT, sur le questionnaire, encerclez les deux chiffres placés devant la réponse que vous avez choisie. DEUXIÈMEMENT, sur la feuille de réponses, remplissez l'espace (ligne 58) entre les deux traits correspondant au premier chiffre et l'espace (ligne 59) entre les deux traits correspondant au deuxième chiffre.

01 - Grande entreprise	07 - Forces armées	12 - Clergé séculier ou ordres religieux
02 - Petite entreprise	08 - Agriculture	13 - Tenue de maison (ménagère)
03 - Fonction publique municipale	09 - Propre entreprise commerciale ou industrielle	14 - Activités artistiques
04 - Fonction publique provinciale	10 - Services sociaux ou hospitaliers	15 - Secteur d'activités d'un autre type
05 - Fonction publique fédérale	11 - Pratique privée d'une profession	16 - Je n'avais pas d'idée précise
06 - Education		

(60) Q. À la fin de vos études, quel a été votre premier travail à plein temps?
1 - Travail de bureau 5 - Travail de manoeuvre (journalier) 8 - Travail dans un établissement de commerce ou de service
2 - Pratique d'une profession 6 - Agriculture 9 - Tenue de maison (ménagère)
3 - Travail d'administration 7 - Enseignement 0 - Autre travail
4 - Travail d'ouvrier spécialisé ou de technicien

(61) Q. Au total, pendant combien d'années avez-vous travaillé en dehors de la fonction publique québécoise?
0 — J'ai toujours travaillé pour la fonction publique québécoise 3 - 5 ou 6 ans 6 - 11 ou 12 ans 8 - 15 ou 16 ans
1 - 2 ans ou moins 4 - 7 ou 8 ans 7 - 13 ou 14 ans 9 - 17 ans ou plus
2 - 3 ou 4 ans 5 - 9 ou 10 ans

Numéro
corres-
pondant
à la ligne
sur la
feuille de
réponses.

VEUILLEZ S.V.P. RÉPONDRE À TOUTES LES QUESTIONS

- Q. Avez-vous déjà été à l'emploi (à plein temps) d'une administration publique autre que celle du Québec?**
- (62) 1 — Non 5 — Oui, d'une commission scolaire (administration, enseignement, secrétariat, etc.)
2 — Oui, de l'administration publique fédérale (y compris les commissions, les régies, les corporations de la Couronne, etc.) 6 — Oui, de l'administration publique d'un autre pays
3 — Oui, de l'administration publique d'une autre province (y compris les commissions, les régies, les corporations de la Couronne, etc.) 7 — Oui, d'un organisme international
4 — Oui, d'une administration publique municipale 8 — Oui, d'une autre administration publique

- Q. Avant votre entrée dans la fonction publique québécoise, combien d'emplois (à plein temps) différents avez-vous eus?**
- (63) 0 — Aucun, j'ai toujours travaillé pour la fonction publique québécoise 2 — 3 ou 4 emplois 4 — 7 ou 8 emplois
1 — 1 ou 2 emplois 3 — 5 ou 6 emplois 5 — 9 emplois ou plus

- Q. Avant votre entrée dans la fonction publique québécoise, dans combien d'endroits ou localités différentes avez-vous travaillé?**
- (64) 0 — J'ai toujours travaillé pour la fonction publique québécoise 2 — 2 localités 4 — 4 localités
1 — 1 localité 3 — 3 localités 5 — 5 localités ou plus

- Q. Qu'est-ce qui vous a poussé(e) à entrer dans la fonction publique québécoise?**

Répondez « oui » ou « non » à chacune des raisons énumérées.

- (65) Les possibilités de faire une carrière m'apparaissent excellentes
1 — Oui 2 — Non
- (66) L'emploi était stable
1 — Oui 2 — Non
- (67) Le travail correspondait à mes goûts personnels
1 — Oui 2 — Non
- (68) L'échelle des salaires me semblait très avantageuse
1 — Oui 2 — Non
- (69) J'étais mécontent(e) des conditions de travail de mon emploi précédent
1 — Oui 2 — Non
- (70) Le genre de travail ne m'intéressait plus là où j'étais
1 — Oui 2 — Non
- (71) J'avais des amis dans le fonctionnarisme provincial
1 — Oui 2 — Non
- (72) Le lieu de travail me convenait bien
1 — Oui 2 — Non
- (73) Les avis publics pour le recrutement de fonctionnaires avaient attiré mon attention
1 — Oui 2 — Non
- (74) J'y voyais une possibilité de faire un travail utile pour le Québec
1 — Oui 2 — Non
- (75) J'y voyais une possibilité de faire un travail utile pour le Canada
1 — Oui 2 — Non
- (76) Ce fut un hasard, je n'avais aucune raison spéciale
1 — Oui 2 — Non

Numéro
corres-
pondant
à la ligne
sur la
feuille de
réponses.

VEUILLEZ S.V.P. RÉPONDRE À TOUTES LES QUESTIONS

Q. Laquelle de ces raisons a le plus fortement influencé votre décision d'entrer dans la fonction publique québécoise?

Donnez une seule réponse. Dans la liste suivante, chaque réponse est précédée de deux chiffres. PREMIÈREMENT, sur le questionnaire, encerclez les deux chiffres placés devant la réponse que vous avez choisie. DEUXIÈMEMENT, sur la feuille de réponses, remplissez l'espace (ligne 77) entre les deux traits correspondant au premier chiffre et l'espace (ligne 78) entre les deux traits correspondant au deuxième chiffre.

- | | | |
|---------|---|--|
| (77-78) | 01 — Les possibilités de faire une carrière m'apparaissaient excellentes | 07 — J'avais des amis dans le fonctionnarisme provincial |
| | 02 — L'emploi était stable | 08 — Le lieu de travail me convenait bien |
| | 03 — Le travail correspondait à mes goûts personnels | 09 — Les avis publics pour le recrutement de fonctionnaires avaient attiré mon attention |
| | 04 — L'échelle des salaires me semblait très avantageuse | 10 — J'y voyais une possibilité de faire un travail utile pour le Québec |
| | 05 — J'étais mécontent(e) des conditions de travail de mon emploi précédent | 11 — J'y voyais une possibilité de faire un travail utile pour le Canada |
| | 06 — Le genre de travail ne m'intéressait plus là où j'étais | 12 — Ce fut un hasard, je n'avais aucune raison spéciale |

Q. A votre entrée dans la fonction publique québécoise, quel était votre salaire annuel?

Excluez les revenus provenant d'un travail supplémentaire.

- (79) 0 — Mon salaire était inférieur à \$10,000 1 — Mon salaire était de \$10,000 ou plus

Suivant le cas, indiquez quelle était votre position dans l'une ou l'autre des échelles A ou B

- | | | | | |
|------|------------------------------------|---------------------|----------------------------------|-----------------------|
| (80) | A — Salaires inférieurs à \$10,000 | | B — Salaires de \$10,000 ou plus | |
| | 1 — \$1,999 ou moins | 6 — \$6,000 à 6,999 | 1 — \$10,000 à 10,999 | 6 — \$15,000 à 15,999 |
| | 2 — \$2,000 à 2,999 | 7 — \$7,000 à 7,999 | 2 — \$11,000 à 11,999 | 7 — \$16,000 à 16,999 |
| | 3 — \$3,000 à 3,999 | 8 — \$8,000 à 8,999 | 3 — \$12,000 à 12,999 | 8 — \$17,000 à 17,999 |
| | 4 — \$4,000 à 4,999 | 9 — \$9,000 à 9,999 | 4 — \$13,000 à 13,999 | 9 — \$18,000 ou plus |
| | 5 — \$5,000 à 5,999 | | 5 — \$14,000 à 14,999 | |

Q. Quelle est l'importance numérique de la municipalité où vous travaillez actuellement?

Donnez une seule réponse. Si vous travaillez à Montréal, Québec, Lévis ou leur banlieue, répondez 7 ou 8.

- (81) 1 — Moins de 2,000 habitants 4 — De 10,000 à 24,999 habitants 7 — Québec, Lévis ou leur banlieue
2 — De 2,000 à 4,999 habitants 5 — De 25,000 à 50,000 habitants 8 — Montréal ou sa banlieue
3 — De 5,000 à 9,999 habitants 6 — Plus de 50,000 habitants

Q. Depuis que vous êtes à l'emploi du gouvernement du Québec, dans combien de ministères différents (organismes gouvernementaux) avez-vous travaillé?

- (82) 1 — Toujours dans le même ministère 3 — Dans 3 ministères 5 — Dans 5 ministères ou plus
2 — Dans 2 ministères 4 — Dans 4 ministères

Q. Depuis que vous êtes à l'emploi du gouvernement du Québec, dans combien d'endroits ou de localités différentes avez-vous travaillé?

- (83) 1 — 1 localité 2 — 2 localités 3 — 3 localités 4 — 4 localités 5 — 5 localités ou plus

Q. Depuis combien d'années travaillez-vous pour le ministère (organisme gouvernemental) dont vous faites partie actuellement?

- (84) 1 — 1 année ou moins 4 — 6 à 10 années 6 — 16 à 20 années 8 — 26 à 30 années
2 — 2 ou 3 années 5 — 11 à 15 années 7 — 21 à 25 années 9 — 31 années ou plus
3 — 4 ou 5 années

Numéro
corres-
pondant
à la ligne
sur la
feuille de
réponses.

VEUILLEZ S.V.P. RÉPONDRE À TOUTES LES QUESTIONS

Voici une série de onze questions portant sur le (ou les) poste (s) que vous avez occupé (s) dans la fonction publique provinciale. Pour les besoins de la recherche, nous entendons ce qui suit lorsque nous employons l'expression **CHANGEMENT DE POSTE**: **PREMIÈREMENT**, un changement de titre de classification et non un avancement de grade ou de classe dans un poste donné. **DEUXIÈMEMENT**, une mutation d'un service à un autre au sein d'un ministère (organisme gouvernemental) ou une mutation d'un ministère (organisme gouvernemental) à un autre, même si à l'une ou l'autre de ces occasions votre titre de classification n'a pas été modifié.

Q. Depuis combien d'années occupez-vous votre poste actuel?

- (85) 1 — 1 année ou moins 4 — 6 à 10 années 6 — 16 à 20 années 8 — 26 à 30 années
2 — 2 ou 3 années 5 — 11 à 15 années 7 — 21 à 25 années 9 — 31 années ou plus
3 — 4 ou 5 années

Q. Avez-vous déjà eu à changer de poste à cause d'une réorganisation administrative dans la fonction publique québécoise?

- (86) 0 — Non 1 — Oui, il y a 5 ans ou moins 2 — Oui, il y a plus de 5 ans 3 — Oui, il y a plus de 10 ans.

Q. Combien de postes différents avez-vous occupés depuis votre entrée dans la fonction publique québécoise?

- (87) 1 — 1 poste 3 — 3 postes 5 — 5 postes 7 — 7 postes 9 — 9 postes ou plus
2 — 2 postes 4 — 4 postes 6 — 6 postes 8 — 8 postes

Q. En quelle année avez-vous changé de poste pour LA DERNIÈRE FOIS?

- (88) 1 — J'ai toujours occupé le même poste 4 — En 1963 7 — Entre 1955 et 1959
2 — En 1965 5 — En 1962 8 — Entre 1950 et 1954
3 — En 1964 6 — En 1960-61 9 — En 1949 ou avant

Q. Parmi les aspects suivants, quel est celui qui caractérise PRINCIPALEMENT votre dernier changement de poste?

Donnez une seule réponse.

- (89) 1 — J'ai toujours occupé le même poste 5 — Passage à un échelon supérieur
2 — Passage d'un ministère à un autre 6 — Augmentation de salaire
3 — Passage d'un service à un autre à l'intérieur d'un même ministère 7 — Autre
4 — Plus de responsabilités

Q. Comment avez-vous appris EN PREMIER LIEU que vous pouviez changer de poste?

Donnez une seule réponse.

- (90) 1 — J'ai toujours occupé le même poste 5 — Avis interne émanant du ministère
2 — Verbalement, d'un supérieur 6 — Avis interne émanant du service (direction, division, bureau)
3 — Verbalement, d'un collègue 7 — D'une autre façon
4 — Avis public de la Commission de la Fonction publique (Service civil) publié dans les journaux

Numéro
corres-
pondant
à la ligne
sur la
feuille de
réponses.

VEUILLEZ S.V.P. RÉPONDRE À TOUTES LES QUESTIONS

Q. Pour obtenir ce nouveau poste, comment avez-vous procédé?*Donnez une seule réponse.*

- (91)
- | | |
|---|--|
| 1 — J'ai toujours occupé le même poste | 5 — Eu une entrevue avec le directeur du personnel intéressé |
| 2 — Participé à un concours écrit | 6 — Eu une entrevue avec un autre haut-fonctionnaire |
| 3 — Participé à un concours écrit et à un examen oral devant un comité de sélection | 7 — Procédé d'une autre façon |
| 4 — Passé un examen oral devant un comité de sélection seulement | |

Vous venez de répondre à quatre questions (88 à 91) concernant votre dernier changement de poste. Nous vous demandons maintenant de répondre à ces mêmes quatre questions pour l'avant-dernier poste que vous avez occupé.

Q. En quelle année avez-vous changé de poste pour l'AVANT-DERNIÈRE FOIS?

- (92)
- | | | | |
|---|--------------|-------------------------|-------------------------|
| 0 — Je n'ai changé de poste qu'une seule fois | 3 -- En 1964 | 6 -- En 1960-61 | 8 -- Entre 1950 et 1954 |
| 1 — J'ai toujours occupé le même poste | 4 -- En 1963 | 7 -- Entre 1955 et 1959 | 9 — En 1949 ou avant |
| 2 — En 1965 | 5 -- En 1962 | | |

Q. Parmi les aspects suivants, quel est celui qui caractérise PRINCIPALEMENT ce changement de poste?*Donnez une seule réponse.*

- (93)
- | | |
|--|------------------------------------|
| 0 — Je n'ai changé de poste qu'une seule fois | 4 — Plus de responsabilités |
| 1 — J'ai toujours occupé le même poste | 5 — Passage à un échelon supérieur |
| 2 — Passage d'un ministère à un autre | 6 -- Augmentation de salaire |
| 3 -- Passage d'un service à un autre à l'intérieur du même ministère | 7 - Autre |

Q. Comment avez-vous appris EN PREMIER LIEU que vous pouviez changer de poste?*Donnez une seule réponse.*

- (94)
- | | |
|---|--|
| 0 — Je n'ai changé de poste qu'une seule fois | 4 -- Avis public de la Commission de la Fonction publique (Service civil) publié dans les journaux |
| 1 — J'ai toujours occupé le même poste | 5 - Avis interne émanant du ministère |
| 2 -- Verbalement, d'un supérieur | 6 -- Avis interne émanant du service (direction, division, bureau) |
| 3 - Verbalement, d'un collègue | 7 -- D'une autre façon |

Q. Pour obtenir ce poste, comment avez-vous procédé?*Donnez une seule réponse.*

- (95)
- | | |
|--|--|
| 0 — Je n'ai changé de poste qu'une seule fois | 1 — Passé un examen oral devant un comité de sélection seulement |
| 1 — J'ai toujours occupé le même poste | 5 — Eu une entrevue avec le directeur du personnel intéressé |
| 2 — Participé à un concours écrit | 6 -- Eu une entrevue avec un autre haut-fonctionnaire |
| 3 -- Participé à un concours écrit et à un examen oral devant un comité de sélection | 7 — Procédé d'une autre façon |

Cinquante-huit entrevues ont été menées auprès de plus de cent fonctionnaires appartenant à tous les niveaux de tous les ministères, quarante-trois étant individuelles et quinze ayant rassemblé cinq ou six informateurs. Les thèmes abordés peuvent être regroupés sous trois rubriques : a) les transformations actuelles de la Fonction publique québécoise, b) la langue utilisée dans l'accomplissement du travail, et c) quelques aspects de la carrière du fonctionnaire.

Les entrevues ont été généralement conduites de façon assez libre : l'interviewer introduisait un thème et laissait à l'informateur tout le temps nécessaire pour exposer à fond ses opinions et ses expériences; aussi tous les points n'ont-ils pu être abordés. Voici la liste des points retenus.

1. *L'organisation du ministère*

- grandes subdivisions (organigramme)
- tâches ou fonctions accomplies, importance relative des unes par rapport aux autres
- évolution depuis cinq ans, depuis l'entrée de l'informateur dans la fonction publique; comment expliquer cette évolution
- changements prévus pour l'avenir
- transfert de compétence d'un ministère à un autre
- organisme autonome : origine, fonction, lien avec le ministère.

2. *La législation*

- principales lois administrées par le ministère
- chronologie de ces lois
- importance relative des unes par rapport aux autres
- législation prévue.

3. *La répartition territoriale des services du ministère*

- Québec, Montréal et autres régions
- politique de régionalisation
- concentration et déconcentration
- évolution depuis cinq ans.

4. *Les spécialistes*

- type de spécialistes engagés
- rôle de ces spécialistes
- participation à la prise d'une décision
- évolution depuis cinq ans et prévision.

5. *Les procédures administratives*

- évolution depuis cinq ans
- degré d'application et efficacité
- situation au Conseil de la trésorerie, à la Commission de la Fonction publique, au Service des achats, etc.

6. *Les communications à l'intérieur de ministère*

- structure hiérarchique et communications
- syndicalisme et communications
- communications horizontales
- comités intraministériels
- gestion du personnel
- évolution depuis cinq ans.

7. *La coordination interministérielle*

- comité interministériel, rôle de ces comités
- nécessité, efficacité.

8. *La Province et le fédéral*

- influences du fédéral sur l'organisation administrative
- différences entre les administrations fédérale et provinciale
- conférences fédérales-provinciales
- programmes conjoints : évolution.

9. *L'administration provinciale et la société québécoise*

- perception de l'évolution de la société québécoise
- rapports entre les deux évolutions
- rapports entre l'évolution de l'administration provinciale et le mouvement nationaliste, le mouvement séparatiste.

10. *La langue de travail*

- communications verbales ou écrites
- communications avec le fédéral
- communications avec les autres provinces
- communications avec les clientèles du ministère
- communications avec le public en général
- communications internes à la fonction publique
- politique vis-à-vis de la langue de travail.

11. *La traduction*

- législation
- rapport annuel du ministère
- autres publications
- formules externes
- dossiers
- service de traduction du ministère ou du Secrétariat de la Province
- évolution depuis cinq ans.

12. *Le bilinguisme*

- exigence pour certains postes dans la hiérarchie, pour certaines fonctions spécifiques, pour divers types de conseillers
- évolution depuis cinq ans.

13. *Les fonctionnaires*

- proportion d'anglophones
- proportion de Néo-Canadiens
- dans quels postes
- évolution depuis cinq ans.

14. *La carrière*

- motifs d'entrée dans la fonction publique
- antécédents : instruction, autres emplois
- au service du gouvernement fédéral.

Dans le cas des entrevues de groupe, certaines questions ont été privilégiées.

15. *La langue de travail*

- le bilinguisme
 - a) est-il exigé pour entrer dans la Fonction publique, pour accéder à certains postes, pour avoir de l'avancement ?
 - b) encourage-t-on les fonctionnaires à suivre des cours, soit par exemple pour apprendre l'anglais, soit pour se perfectionner au Bureau de la traduction ?
 - c) une bonne connaissance du français est-elle exigée ?
- le système de traduction
 - a) depuis quand existe-t-il ?
 - b) y a-t-il une véritable centralisation ? est-ce à souhaiter ?
 - c) décalage dans la publication des documents de langue française et de langue anglaise.
- la langue de communication
 - a) interne, avec le public, avec d'autres gouvernements
 - b) y a-t-il une politique reconnue et officielle à ce sujet ?

Pour les entrevues conduites dans la région de Montréal, certains thèmes ont été précisés.

16. *Le bilinguisme*

- est-il exigé de façon particulière à Montréal ?
- est-il nécessaire lors des contacts avec le public ? Quel est ce public ?

17. *L'organisation administrative*

- concentration des effectifs (cadres) à Québec. Quels problèmes cela pose-t-il ?
- relations avec Québec
 - fréquence
 - degré d'autorité des responsables de Montréal
 - conséquences de l'éloignement des centres de contrôle : Trésor, Achats, Commission de la Fonction publique
- effet de la concentration à Québec sur la carrière
- le syndicalisme chez les fonctionnaires de Montréal.

Cette bibliographie comprend la plupart des volumes et documents consultés au cours de la recherche. Ils sont classés en trois catégories : a) publications du Gouvernement du Québec, b) publications du Gouvernement fédéral, c) articles de revues ou autres documents traitant de la Fonction publique québécoise.

a. Publications du gouvernement du Québec

Administration et gestion des terres et forêts du Québec, Ministère des Terres et forêts, 1965.

Administration Québec (bulletin périodique), 1965.

« L'administration québécoise », dans *Annuaire du Québec*, 1964-65, pp. 110 à 137.

« Les affaires constitutionnelles : la politique du Québec », dans *Annuaire du Québec*, 1964-65, pp. 85 à 98.

Bottin administratif du Québec, Office d'information et de publicité du Québec, 1965.

Budget des dépenses, année financière se terminant le 31 mars 1966, Gouvernement du Québec, 1965-66.

Cadres supérieurs, Commission de la Fonction publique, 1965.

La composition du service civil de la Province de Québec, Commission de la Fonction publique, 1965.

Étude statistique des dépenses du Gouvernement du Québec, Ministère de l'Industrie et du commerce, 1964.

Loi concernant le fonctionnement de certains programmes établis relevant des gouvernements fédéral et provinciaux (Bill C-142), 1965.

Loi de la Fonction publique (Bill 55), 1965.

Mémoire du Québec à la conférence sur la pauvreté, Gouvernement du Québec, 1965.

Mémoire du Québec pour la conférence fédérale-provinciale sur le plan canadien d'assistance publique, Gouvernement du Québec, 1966.

Mémoire du Secrétariat de la Province à la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels, Secrétariat de la Province, 1954.

« Le ministère du Bien-être social et de la jeunesse », dans *Annuaire statistique de la Province de Québec*, 1949, pp. 148 à 156.

« Ministère de la Famille et du bien-être social », dans *Annuaire statistique de la Province de Québec*, 1961.

« Le ministère de l'Industrie et du commerce », dans *Annuaire statistique de la Province de Québec*, 1958, pp. 499 à 520.

La part du Québec dans les dépenses et les revenus du Gouvernement fédéral, Ministère des Affaires fédérales-provinciales, 1965.

Prévisions de la population, 1966 - 1981 et prévisions de la main-d'oeuvre, 1966 - 1976, Ministère de l'Industrie et du commerce, 1966.

Rapports annuels de la Commission de la Fonction publique, 1943 à 1965.

Rapports annuels de tous les ministères pour l'année financière se terminant le 31 mars 1964.

Rapport du Comité d'étude sur l'assistance publique, Gouvernement du Québec, 1963.

Rapport du Comité interministériel d'étude sur le régime de rentes du Québec, Gouvernement du Québec, 1964.

« Répertoire de l'administration québécoise », dans *Annuaire du Québec*, 1963, pp. 71 à 89.

b. Publications du gouvernement fédéral

« Fonction publique québécoise » (statistiques inédites pour l'année 1961), Bureau fédéral de la statistique, 1965.

Recensements du Canada, 1941, 1951 et 1961.

Standard Industrial Classification Manual, Bureau fédéral de la statistique, 1951.

Standard Industrial Classification Manual, Bureau fédéral de la statistique, 1961.

Subventions conditionnelles fédérales-provinciales et programmes conjoints, 1956 - 1964, Ministère des Finances, 1962.

TERRIEN, F.-Eugène, « La question du bilinguisme dans l'administration fédérale », dans *Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'organisation du Gouvernement*, 1962.

c. Publications diverses

ARÈS, Richard, « Du rôle de l'État québécois dans la collectivité », dans *Relations*, avril 1961, pp. 100 à 103.

BOLDUC, Roch, « Le recrutement et la sélection dans la fonction publique du Québec », dans *Canadian Public Administration*, 1964, pp. 205 à 214.

BRUCHÉSI, Émile, « Le bilinguisme dans le Québec », dans *Action française*, n° 14, 1925, pp. 4 à 19.

DE JOCAS, Yves et ROCHER, Guy, « Inter-Generational Occupational Mobility in the Province de Québec », dans *The Canadian Journal of Economics and Political Science*, vol. 23, n° 1, 1957.

DION, Léon, *La polarité des idéologies : conservatisme et progressisme*, 1966.

DOFNY, Jacques et DAVID, Hélène, « Les aspirations des travailleurs de la métallurgie de Montréal », dans *Recherches sociographiques*, P.U.L., vol. IV, n° 1, 1965.

GIROUX, Maurice, « La comptabilité nationale du Québec : un outil d'avant-garde », dans *Le Devoir*, février 1965 (trois articles).

GOSSELIN, Émile et autres, « L'administration publique dans un pays bilingue et biculturel », dans *Canadian Public Administration*, n° 6, 1963, pp. 407 à 433.

HÉBERT, Gérard, « Les fonctionnaires », dans *Relations*, décembre 1965, pp. 349 à 351.

LEFEBVRE, André et TREMBLAY, Jacques, « Québec, pour une politique du possible », dans *Cité Libre*, octobre 1965, pp. 6 à 15.

LÉGER, Jean-Marc, « Le Québec à la recherche d'une fonction publique », dans *Le Devoir*, novembre et décembre 1963 (huit articles).

LÉGER, Jean-Marc, « Premier pas vers une fonction publique adaptée à l'époque », dans *Le Devoir*, août 1965 (deux articles).

MARTIN, Louis, « Les technocrates », dans le magazine *Maclean*, octobre 1964.

PLANTE, Albert, « Le fonctionnaire, un personnage », dans *Relations*, novembre 1955, pp. 284 à 286.

Le conseil de la vie française, *Bilinguisme et biculturalisme au Canada*, Éditions Ferland, Québec, 1964.

Mémoire de la chambre de commerce du district de Montréal à la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels, 1954.

« Révolution et tranquillité dans l'administration », dans *Cité Libre*, octobre 1965, pp. 16 à 33.

Dans les nombreux tableaux statistiques qui suivent, divers termes ou expressions sont utilisés, soit pour identifier les variables ayant servi à l'analyse ou préciser les catégories subdivisant l'une ou l'autre de ces variables, soit pour indiquer les mesures statistiques effectuées. Pour ne pas alourdir la présentation des tableaux, nous définissons dans le bref glossaire suivant les variables, catégories ou mesures qui pourraient porter à confusion, laissant de côté celles qui font déjà l'unanimité.

GLOSSAIRE

ANGLOPHONE (voir groupe linguistique).

BILINGUISME (index de). L'index a été colligé en regroupant les réponses à quatre questions (25 à 28). Le poids maximum étant de 12, l'index a été subdivisé en trois classes de poids inégaux :

Unilingue (ou presque)	0 à 5
Peu bilingue	6 à 9
Bilingue	10 à 12

ÉLIGIBILITÉ (liste d'). Document par lequel la Commission de la Fonction publique atteste la compétence de candidats à une fonction ou à une classe d'emploi; dans le cadre d'un concours d'avancement, de promotion ou de recrutement de personnel à compétence *ministérielle*, les candidats déclarés aptes sont présentés à l'organisme requérant au moyen d'une liste d'éligibilité.

ÉMIGRATION (période d'). Période au cours de laquelle des personnes venant d'autres pays ont émigré au Canada. Exemple : « Avant 1946 » et « 1946 ou après ».

FONCTIONNAIRES (selon les recensements du Canada). En 1941 - Travailleurs à l'emploi d'un « service public » intimement lié à l'exercice de l'autorité publique. Les employés de services comme ceux de la santé et de l'instruction sont groupés sous la classe « service professionnel ».

En 1951 et 1961 (définition à peu près identique) - Travailleurs à l'emploi (au cours de la semaine précédant le recensement) d'établissements de services essentiellement consacrés à des tâches d'administration publique, telles l'application des lois, l'administration de la justice, la perception des impôts, la distribution des fonds publics. Les employés d'établissements appartenant à la Province, mais engagés dans des secteurs tels que la production et la distribution de l'électricité, les communications, la vente des alcools, l'éducation, etc., ne sont pas considérés comme des fonctionnaires.

FONCTIONNAIRES (statistiques inédites du B.F.S.). Travailleurs au service des différents ministères, de l'Assemblée législative, du Conseil législatif, du Conseil exécutif, des régies, des offices, des bureaux ou des commissions précisés par la loi et des écoles spécialisées.

FONCTIONNAIRES NON RÉGIS. Travailleurs ne relevant pas de l'application de la loi de la Fonction publique.

FONCTIONNAIRES RÉGIS. Travailleurs relevant de l'application de la loi de la Fonction publique et soumis tout au long de leur carrière aux règlements dictés par la C.F.P.

FONCTIONNAIRES (questionnaire). En 1965 - Travailleurs au service des différents ministères et des organismes administratifs qui leur sont rattachés, à l'exclusion de la Commission du salaire minimum, de la Commission des accidents du travail, de la Commission des relations de travail, de la Sûreté provinciale, de la Régie des alcools et de l'Hydro-Québec.

FONCTIONNAIRES CLASSIFIÉS. Travailleurs intégrés au système de classification de la Commission de la Fonction publique.

FONCTIONNAIRES OUVRIERS. Travailleurs non intégrés au système de classification de la C.F.P., exerçant à plein temps une occupation de caractère continu et gagnant annuellement plus de \$ 600.

FRANCOPHONE (voir groupe linguistique).

GROUPE ETHNIQUE (selon les recensements du Canada). En 1941 - Pour retracer le groupe ethnique auquel appartient une personne, la lignée mâle est retenue, sauf dans le cas des enfants issus de mariages entre Blancs et Noirs, Blancs et Chinois, etc. Dans ces derniers cas, l'origine du parent de couleur est déclarée.

En 1951 - L'appartenance à un groupe ethnique a été déterminée en retraçant l'origine du père.

En 1961 - Le groupe ethnique auquel appartient une personne a été déterminé d'après l'origine de l'ancêtre paternel.

GROUPE ETHNIQUE (questionnaire). Définition identique à celle du recensement de 1961.

GRUPE LINGUISTIQUE (questionnaire). Il est déterminé par la langue utilisée pour répondre au questionnaire. Ceux qui ont utilisé le français ont été considérés comme francophones; ceux qui ont utilisé l'anglais, comme anglophones. Une des directives du questionnaire recommandait aux informateurs de répondre dans la langue (française ou anglaise) qui leur était la plus familière.

INDICE D'ÉVOLUTION (voir taux).

LANGUE MATERNELLE (selon les recensements du Canada). En 1941, 1951 et 1961 - Première langue parlée dès l'enfance et comprise encore aujourd'hui.

LANGUE MATERNELLE (questionnaire). Définition identique à celle du recensement du Canada.

LANGUE OFFICIELLE (selon les recensements du Canada). En 1941, 1951 et 1961 - Pour déterminer la langue officielle d'une personne, on retient sa déclaration faite lors du recensement de pouvoir parler l'une ou (et) l'autre langue(s) officielle(s) du pays.

MAIN-D'OEUVRE (selon les recensements du Canada). En 1941 - Comprend toutes les personnes âgées de 14 ans et plus qui avaient un emploi rémunéré, sans précision d'une période de temps déterminée.

En 1951 - Comprend toutes les personnes âgées de 14 ans et plus et qui durant la semaine terminée le 2 juin 1951, a) travaillaient pour un salaire ou un profit, ou sans rémunération à l'exploitation d'une ferme ou d'une entreprise dirigée par un membre de ménage; b) avaient un emploi mais n'étaient pas au travail; c) étaient sans emploi mais en quête de travail durant la semaine.

En 1961 - Comprend toutes les personnes âgées de 15 ans et plus, inscrites comme ayant un emploi quelconque à temps partiel ou à temps complet, à plein temps (même si elles n'étaient pas au travail) ou comme ayant cherché du travail la semaine précédant le recensement.

MASCULINITÉ (taux de). Proportion d'hommes pour chaque groupe de 100 femmes : (H/F)100.

MILIEU DE VIE (avant la majorité). Lieu où les informateurs ont vécu le plus longtemps avant leur vingtième anniversaire.

MOYENNE DE TRAITEMENT (voir traitement).

NIVEAU DE SCOLARISATION (voir scolarisation).

NIVEAU DE TRAITEMENT (voir traitement).

NOMBRE PONDÉRÉ (voir pondération).

ORIGINE ETHNIQUE (voir groupe ethnique).

PONDÉRATION. Le questionnaire a été distribué à des fonctionnaires se répartissant en quatre groupes selon le traitement et l'origine ethnique : « moins de \$ 10 000 et d'origine canadienne-française », « moins de \$ 10 000 et d'une autre origine », « \$ 10 000 ou plus et d'origine canadienne-française » et « \$ 10 000 ou plus et d'une autre origine ». Le premier de ces groupes, qui rassemble environ 10 % des

effectifs des informateurs possédant les mêmes caractéristiques, a été pondéré pour le rendre comparable aux trois autres groupes qui correspondaient chacun aux effectifs totaux des fonctionnaires. La pondération de ce premier groupe effectuée, il devenait possible de redistribuer les fonctionnaires selon des variables autres que celles retenues pour l'échantillonnage.

On remarquera que lorsqu'il y a pondération, les totaux présentent fréquemment des écarts d'un tableau à l'autre. Ces différences proviennent des proportions inégales de non-réponses à l'une ou l'autre des variables pour chacun des tableaux.

POPULATION. Employé seul, le mot « population » signifie l'ensemble des habitants du Québec. Il est aussi employé dans deux expressions : « population âgée de 15 ans et plus » et « population urbaine ». La première ne demande aucune précision. Quant à la deuxième, elle correspond à la population des agglomérations considérées comme urbaines dans les recensements du Canada.

POPULATION ÂGÉE DE 15 ANS ET PLUS (voir population).

POPULATION URBAINE (voir population).

SALAIRE (selon les recensements du Canada). En 1941, 1951 et 1961 - Somme totale reçue par les salariés en salaires, traitements, solde des forces armées, commissions, pourboires, rémunération à la pièce au cours des 12 mois précédant le recensement, n'étant pas déduits l'impôt sur le revenu, l'assurance-chômage, les cotisations à un plan d'assurance médicale, les cotisations syndicales, les cotisations à un régime de pensions et les paiements des primes d'assurances.

SALARIÉS (selon les recensements du Canada). En 1941 - Comprend les personnes travaillant pour des gages, un salaire, une commission ou une rémunération à la pièce.

En 1951 - Comprend les personnes travaillant pour un salaire, une rémunération à la pièce, une commission, des pourboires, des rétributions en nature, une pension ou un logement.

En 1961 - Comprend les personnes travaillant pour autrui moyennant un salaire, un traitement, des pourboires, une rémunération à la pièce ou une rétribution en nature.

SCOLARISATION (niveau de). Années d'études groupées selon trois ensembles correspondant, grosso modo, au niveau primaire (moins de 7 ou 8 années), au niveau secondaire (8 ou 9 à 12 années) et au niveau supérieur (13 années ou plus).

TAUX. Différents taux ont été utilisés en cours de recherche pour rendre compte de l'évolution de différentes séries chronologiques de données statistiques.

Pour une série chronologique N^1 , N^2 , N^3 , etc., les formules des taux sont les suivantes :

$$\text{Taux d'accroissement annuel: } \frac{N^2}{N^1} \times 100$$

$$\text{Taux quinquennal de variation : } \frac{N^6}{N^1} \times 100$$

$$\text{Taux décennal de variation : } \frac{N^{11} \times 100}{N^1}$$

$$\text{Indice d'évolution : } \frac{N^1, 2, 3, \dots \times 100}{N^1}$$

TAUX D'ACCROISSEMENT ANNUEL (voir taux).

TAUX DÉCENNAL DE VARIATION (voir taux).

TAUX QUINQUENNAL DE VARIATION (voir taux).

TRAITEMENT (moyenne de). La moyenne est obtenue en divisant le traitement global d'un groupe de travailleurs par le nombre de travailleurs dudit groupe.

TRAITEMENT (niveau de). Échelle de traitement subdivisée en deux, trois, quatre, etc. catégories, selon les données disponibles et les fins de l'analyse. Exemples : deux niveaux de traitement, 1) « moins de \$ 10 000 » et 2) « \$ 10 000 ou plus »; trois niveaux de traitement, 1) « moins de \$ 2 000 », 2) « \$ 2 000 à \$ 3 999 » et 3) « \$ 4 000 ou plus »; etc.

ZONES MÉTROPOLITAINES (selon les recensements du Canada). En 1941 - Ensembles de communautés satellites bien définies qui sont en étroite relation économique ou géographique.

En 1951 - Groupes d'agglomérations urbaines qui sont en rapport étroit au point de vue économique, géographique et social.

En 1961 - Groupes de collectivités urbaines qui sont en rapport étroit au point de vue économique, géographique et social.

Les frontières des zones métropolitaines ont varié de 1941 à 1961.

TABLEAUX DU PREMIER ESSAI

TABLEAU I - 1

VARIATIONS DES EFFECTIFS DES FONCTIONNAIRES(1)
PROVINCE DE QUÉBEC
1944 - 1964

Année	Effectifs	Indice d'évolution	Taux d'accroissement annuel	Taux quinquennal de variation	Année	Effectifs	Indice d'évolution	Taux d'accroissement annuel	Taux quinquennal de variation
1943-44	12 852	100.0	--		1954-55	22 266	173.2	7.8	
1944-45	13 030	101.4	1.4		1955-56	24 708	192.2	10.9	
1945-46	14 168	110.2	8.7		1956-57	25 872	201.3	4.7	
1946-47	15 106	117.5	6.6		1957-58	26 393	205.3	2.0	
1947-48	15 813	123.0	4.0	(1944-49)	1958-59	27 749	215.9	5.1	(1954-59) 34.4
1948-49	16 587	129.0	4.3	29.1	1959-60	29 298	227.9	5.5	
1949-50	17 141	133.4	3.3		1960-61	29 413	228.8	0.4	
1950-51	17 581	136.8	2.5		1961-62	32 215	250.6	9.5	
1951-52	18 448	143.5	4.9		1962-63	32 793	255.1	1.7	
1952-53	18 613	144.8	0.9	(1949-54)	1963-64	33 509	260.7	2.1	(1959-64) 20.7
1953-54	20 642	160.6	10.9	24.4					

Sources: Rapports de la CFP, 1944 à 1964.

(1) Sont exclus les employés de l'Hydro-Québec et de la Régie des alcools.

TABLEAU I - 2

ÉVOLUTION COMPARATIVE DES FONCTIONNAIRES RÉGIS ET NON RÉGIS PAR
LA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
PROVINCE DE QUÉBEC
1948 - 1964

Fonctionnaires(1)							Fonctionnaires(1)						
Année	Employés régis		Employés non régis		Total		Année	Employés régis		Employés non régis		Total	
	N	Indice	N	Indice	N	Indice		N	Indice	N	Indice	N	Indice
1948-49	11 818	100.0	4 769	100.0	16 587	100.0	1956-57	17 784	150.5	8 088	169.6	25 872	156.0
1949-50	12 078	102.2	5 063	106.2	17 141	103.3	1957-58	18 297	154.8	8 096	169.8	26 393	159.1
1950-51	12 434	105.2	5 147	107.9	17 581	106.0	1958-59	19 313	163.4	8 436	176.9	27 749	167.3
1951-52	13 143	111.2	5 305	111.2	18 448	111.2	1959-60	20 554	173.9	8 744	183.3	29 298	176.6
1952-53	13 880	117.5	4 733	99.2	18 613	112.2	1960-61	20 748	175.6	8 665	181.7	29 413	177.3
1953-54	14 296	121.0	6 346	133.1	20 642	124.5	1961-62	20 733	175.4	11 482	240.8	32 215	194.2
1954-55	15 709	132.9	6 557	137.5	22 266	134.2	1962-63	21 770	184.2	11 023	231.1	32 793	197.7
1955-56	17 027	144.1	7 681	161.1	24 708	149.0	1963-64	21 939	185.6	11 570	242.6	33 509	202.0

Sources: Rapports de la CFP, 1948 à 1964.

(1) Sont exclus les employés de l'Hydro-Québec et de la Régie des alcools.

TABEAU I - 3

ÉVOLUTION COMPARATIVE DES FONCTIONNAIRES, DE LA MAIN-D'OEUVRE, DES SALARIÉS ET DE LA POPULATION
POUR LES ZONES MÉTROPOLITAINES DE QUÉBEC ET DE MONTRÉAL
PROVINCE DE QUÉBEC
1941 - 1961

	1941		1951			1961		
	Effectifs	Indice d'évolution	Effectifs	Indice d'évolution	Taux décennal de variation	Effectifs	Indice d'évolution	Taux décennal de variation
Z. m. de Québec								
Fonctionnaires	--	--	5 258	100.0	--	9 026	171.7	--
Main-d'oeuvre	--	--	100 966	100.0	--	126 411	125.2	--
Salariés	--	--	91 028	100.0	--	116 202	127.7	--
Population	200 814	--	274 827	100.0	--	357 568	178.1	--
Z. m. de Montréal								
Fonctionnaires	--	--	2 754	100.0	--	5 355	194.4	--
Main-d'oeuvre	--	--	589 151	100.0	--	806 973	137.0	--
Salariés	--	--	537 729	100.0	--	739 442	136.3	--
Population	1 159 921	--	1 395 400	100.0	--	2 109 509	185.1	--
Ailleurs dans la province								
Fonctionnaires	--	--	3 206	100.0	--	6 590	205.5	--
Main-d'oeuvre	--	--	781 723	100.0	--	834 735	106.8	--
Salariés	--	--	532 826	100.0	--	646 914	121.4	--
Population	1 991 147	--	2 385 454	100.0	--	2 792 134	140.2	--
Prov. de Québec								
Fonctionnaires	8 861	100	11 218	126.6	26.6	20 971	236.7	86.9
Main-d'oeuvre	1 188 655	100	1 471 840	123.8	23.8	1 768 119	148.7	20.1
Salariés	815 398	100	1 161 583	142.5	42.5	1 502 558	184.3	29.3
Population	3 331 882	100	4 055 681	121.7	21.7	5 259 211	157.8	29.7

Sources: Recensements d. Canada, 1941, 1951 et 1961.

TABEAU I - 4

ÉVOLUTION COMPARATIVE DES FONCTIONNAIRES, DE LA MAIN-D'OEUVRE ET DE LA POPULATION
POUR LES VILLES OÙ IL Y AVAIT PLUS DE 100 FONCTIONNAIRES EN 1961
PROVINCE DE QUÉBEC
1941 - 1961

	1941		1951			1961		
	Total	Indice d'évolution	Total	Indice d'évolution	Taux décennal de variation	Total	Indice d'évolution	Taux décennal de variation
Québec								
Fonctionnaires	3 316	100	4 119	124.2	24.2	6 425	193.8	56.0
Main-d'oeuvre	55 313	100	65 609	118.6	18.6	68 695	124.2	4.7
Population	150 757	100	164 016	108.8	8.8	171 979	114.1	4.9
Sillery								
Fonctionnaires	--	--	262	100.0	--	434	165.6	65.6
Main-d'oeuvre	--	--	3 625	100.0	--	5 012	138.3	38.3
Population	4 214	100	10 376	246.2	146.2	14 109	334.8	36.0
Lévis								
Fonctionnaires	103	100	138	134.0	34.0	169	164.1	22.5
Main-d'oeuvre	3 828	100	4 728	123.5	23.5	5 088	132.9	7.6
Population	11 991	100	13 162	109.8	9.8	15 112	126.0	14.8
Trois-Rivières								
Fonctionnaires	128	100	137	107.0	7.0	215	168.0	57.0
Main-d'oeuvre	14 752	100	17 013	115.3	15.3	18 188	123.3	6.9
Population	42 007	100	46 074	109.7	9.7	53 477	127.3	16.1
Sherbrooke								
Fonctionnaires	75	100	104	138.7	38.7	182	242.7	75.0
Main-d'oeuvre	14 756	100	19 871	134.7	34.7	23 079	156.4	16.1
Population	35 965	100	50 543	140.5	40.5	66 554	185.0	31.7

TABLEAU I - 4 (fin)

ÉVOLUTION COMPARATIVE DES FONCTIONNAIRES, DE LA MAIN-D'OEUVRE ET DE LA POPULATION
POUR LES VILLES OÙ IL Y AVAIT PLUS DE 100 FONCTIONNAIRES EN 1961
PROVINCE DE QUÉBEC
1941 - 1961

	1941		1951			1961		
	Total	Indice d'évo- lution	Total	Indice d'évo- lution	Taux dé- cennal de variation	Total	Indice d'évo- lution	Taux dé- cennal de variation
Montréal								
Fonctionnaires	1 922	100	2 364	123.0	23.0	3 867	201.2	63.6
Main-d'oeuvre	362 653	100	444 730	122.6	22.6	495 031	136.5	11.3
Population	903 007	100	1 021 520	113.1	13.1	1 191 062	131.9	16.6
Montréal-Nord								
Fonctionnaires	--	--	17	--	--	104	611.8	511.8
Main-d'oeuvre	--	--	4 655	--	--	14 425	309.9	209.9
Population	6 152	100	14 081	228.9	128.9	48 433	787.3	244.0
Outremont								
Fonctionnaires	108	100	77	71.3	-28.7	142	131.5	84.4
Main-d'oeuvre	13 472	100	13 330	98.9	-1.1	12 879	95.6	-3.4
Population	30 751	100	30 057	97.7	-2.3	30 753	100.0	2.3
Hull								
Fonctionnaires	69	100	92	133.3	33.3	144	208.7	56.5
Main-d'oeuvre	10 876	100	16 647	153.1	53.1	20 867	191.9	25.3
Population	32 947	100	43 483	132.0	32.0	56 929	172.8	30.9
Chicoutimi								
Fonctionnaires	45	100	65	144.4	44.4	132	293.3	103.1
Main-d'oeuvre	5 300	100	7 599	143.4	43.4	9 823	185.3	29.3
Population	16 040	100	23 216	144.7	44.7	31 657	197.4	36.4
Rouyn								
Fonctionnaires	--	--	45	100.0	--	124	275.6	175.6
Main-d'oeuvre	--	--	5 120	100.0	--	6 007	117.3	17.3
Population	8 808	100	14 633	166.1	66.1	18 716	212.5	27.9

Sources: Recensements du Canada, 1941, 1951 et 1961.

TABLEAU I - 5

RÉPARTITION DES FONCTIONNAIRES SELON LA RÉGION DE TRAVAIL
PROVINCE DE QUÉBEC
1951 - 1964

Région de travail		1951		1961		XV
		1951		1961		1964
Québec métropolitain	N	5 258		9 026		14 882
	%	46.8		43.0		46.6
Montréal métropolitain	N	2 754		5 355		7 427
	%	24.5		25.5		23.2
Ailleurs dans la province	N	3 206		6 590		9 647
	%	28.7		31.5		30.2
Province de Québec	N	11 218		20 971		31 956
	%	100.0		100.0		100.0

Sources: Recensements du Canada, 1951 et 1961 et La composition du Service civil, CFP, 1965.

TABLEAU I - 6

ACCROISSEMENT DES EFFECTIFS DES FONCTIONNAIRES ET DE LA MAIN-D'OEUVRE
SELON CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1941 - 1961

Groupe ethnique	Fonctionnaires			Main-d'oeuvre		
	1941	1961	%	1941	1961	%
	N	N		N	N	
Français	8 121	20 928	257.7	933 060	1 366 369	146.4
Britannique	656	887	135.2	175 607	213 129	121.4
Autre	84	381	453.6	79 988	188 621	235.8
Tous les groupes	8 861	22 196	250.5	1 188 655	1 768 119	148.8

Sources: Recensements du Canada, 1941 et 1961.

TABLEAU I - 7

FONCTIONNAIRES, MAIN-D'OEUVRE, POPULATION ÂGÉE DE 15 ANS ET PLUS ET POPULATION
SELON CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1941 - 1961

Groupe ethnique	1941				1961			
	Fonction- naires	Main- d'oeuvre	Pop. 15 ans et plus	Popu- lation	Fonction- naires	Main- d'oeuvre	Pop. 15 ans et plus	Popu- lation
	N	N	N	N	N	N	N	N
Français	8 121	933 060	1 778 581	2 695 032	20 928	1 366 369	2 676 801	4 241 354
	% 91.66	78.50	78.38	80.89	% 94.29	77.28	78.83	80.65
Britannique	656	175 607	352 411	452 887	887	213 129	400 110	567 057
	% 7.40	14.77	15.53	13.59	% 4.00	12.05	11.78	10.78
Autre	84	79 988	138 077	183 963	381	188 621	318 895	450 800
	% 0.94	6.73	6.09	5.52	% 1.71	10.67	9.39	8.57
Tous les groupes	8 861	1 188 655	2 269 069	3 331 882	22 196	1 768 119	3 395 806	5 259 211
	% 100.00	100.00	100.00	100.00	% 100.00	100.00	100.00	100.00

Sources: Recensements du Canada, 1941 et 1961.

TABLEAU I - 8

TAUX DE MASCULINITÉ ET RÉPARTITION SELON LE SEXE
DES FONCTIONNAIRES ET DE LA MAIN-D'OEUVRE
1941 - 1961

		1941			1951			1961		
		Hommes	Femmes	Taux de masculinité	Hommes	Femmes	Taux de masculinité	Hommes	Femmes	Taux de masculinité
Zone métropolitaine de Québec										
Fonctionnaires	N	--	--	--	3 758	1 500	250.5	5 746	3 280	175.2
	%	--	--	--	71.5	28.5	--	63.7	36.3	--
Main-d'oeuvre										
Main-d'oeuvre	N	--	--	--	70 575	30 391	232.2	86 253	40 158	214.8
	%	--	--	--	69.9	30.1	--	68.2	31.8	--
Zone métropolitaine de Montréal										
Fonctionnaires	N	--	--	--	2 145	609	352.2	3 863	1 492	258.9
	%	--	--	--	77.9	22.1	--	72.1	27.9	--
Main-d'oeuvre										
Main-d'oeuvre	N	--	--	--	420 697	168 454	249.7	565 967	241 006	234.8
	%	--	--	--	71.4	28.6	--	70.1	29.9	--

TABLEAU I - 8 (fin)

TAUX DE MASCULINITÉ ET RÉPARTITION SELON LE SEXE
DES FONCTIONNAIRES ET DE LA MAIN-D'OEUVRE
1941 - 1961

		1941			1951			1961		
		Hommes	Femmes	Taux de masculinité	Hommes	Femmes	Taux de masculinité	Hommes	Femmes	Taux de masculinité
Ailleurs dans la province										
Fonctionnaires	N	--	--	--	2 772	434	638.7	5 360	1 230	435.8
	%	--	--	--	86.5	13.5	--	81.3	18.7	--
Main-d'oeuvre										
Main-d'oeuvre	N	--	--	--	638 922	142 801	447.4	637 205	197 530	322.6
	%	--	--	--	81.7	18.3	--	76.3	23.7	--
Province de Québec										
Fonctionnaires	N	7 261	1 600	453.8	8 675	2 543	341.1	14 969	6 002	249.4
	%	81.9	18.1	--	77.3	22.7	--	71.4	28.6	--
Main-d'oeuvre										
Main-d'oeuvre	N	928 464	260 191	356.8	1 130 194	341 646	330.8	1 289 425	478 694	269.4
	%	78.1	21.9	--	76.8	23.2	--	72.9	27.1	--

Sources: Recensements du Canada, 1941, 1951 et 1961.

TABLEAU I - 9

TAUX DE MASCULINITÉ ET RÉPARTITION SELON LE SEXE DES FONCTIONNAIRES ZONES MÉTROPOLITAINES ET PROVINCE DE QUÉBEC 1965					%H
Division territoriale		Hommes	Femmes	Taux de masculinité	
Zone métropolitaine de Québec	N	6 141	3 134	195.9	
	%	66.2	33.8	--	
Zone métropolitaine de Montréal	N	3 515	1 436	244.7	
	%	71.0	29.0	--	
Ailleurs dans la province	N	3 359	1 174	286.1	
	%	74.1	25.9	--	
Province de Québec	N(1)	13 015	5 744	226.5	
	%	69.3	30.7	--	

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Nombres pondérés.

TABLEAU I - 10

FONCTIONNAIRES, MAIN-D'OEUVRE ET POPULATION SELON LE SEXE ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES PROVINCE DE QUÉBEC 1941											Total = 100%
Groupe ethnique	Fonctionnaires				Main-d'oeuvre			Population			
	Hommes	Femmes	Total		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
Français	N	6 658	1 463	8 121	734 617	198 443	933 060	1 348 009	1 347 023	2 695 032	
	%	75.2	16.5	91.7	61.8	16.7	78.5	40.5	40.4	80.9	
Britannique	N	528	128	656	129 985	45 622	175 607	226 397	226 490	452 887	
	%	6.0	1.4	7.4	10.9	3.8	14.7	6.7	6.8	13.5	
Autre	N	75	9	84	63 862	16 126	79 988	98 576	85 387	183 963	
	%	0.8	0.1	0.9	5.4	1.4	6.8	3.0	2.6	5.6	
Tous les groupes	N	7 261	1 600	8 861	928 464	260 191	1 188 655	1 672 982	1 658 900	3 331 882	
	%	82.0	18.0	100.0	78.1	21.9	100.0	50.2	49.8	100.0	

TABLEAU I - 10 (fin)

FONCTIONNAIRES, MAIN-D'OEUVRE ET POPULATION SELON LE SEXE
ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

		Total = 100%								
Groupe ethnique		Fonctionnaires			Main-d'oeuvre			Population		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Français	N	14 950	5 978	20 928	999 798	366 571	1 366 369	2 115 703	2 125 651	4 241 354
	%	67.4	26.9	94.3	56.6	20.7	77.3	40.2	40.4	80.6
Britannique	N	662	225	887	151 852	61 277	213 129	279 933	287 124	567 057
	%	3.0	1.0	4.0	8.6	3.4	12.0	5.3	5.5	10.8
Autre	N	298	83	381	137 775	50 846	188 621	236 220	214 580	450 800
	%	1.3	0.4	1.7	7.7	2.8	10.7	4.6	4.0	8.6
Tous les groupes	N	15 910	6 286	22 196	1 289 425	478 694	1 768 119	2 631 856	2 627 355	5 259 211
	%	71.7	28.3	100.0	72.9	27.1	100.0	50.1	49.9	100.0

Sources: Recensements du Canada, 1941 et 1961; statistiques inédites du BFS, 1961.

TABLEAU I - 11

FONCTIONNAIRES SELON LE SEXE ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1941 - 1961

		%H			
Groupe ethnique		1941		1961	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Français	N	6 658	1 463	14 949	5 978
	%	82.0	18.0	71.4	28.6
Britannique	N	528	128	662	224
	%	80.5	19.5	74.7	25.3
Autre	N	75	9	291	79
	%	89.3	10.7	78.7	21.3
Tous les groupes	N	7 261	1 600	15 902	6 281
	%	81.9	18.1	71.7	28.3

Sources: Recensement du Canada, 1941; statistiques inédites du BFS, 1961.

TABLEAU I - 12

FONCTIONNAIRES FRANCOPHONES ET ANGLOPHONES SELON LE SEXE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Groupe linguistique	Hommes		Femmes		Total	
	N	%	N	%	N	%
Francophone	13 087	69.2	5 824	30.8	18 911	100.0
Anglophone	242	78.3	67	21.7	309	100.0
Tous les groupes(1)	13 329	69.3	5 891	30.7	19 220	100.0

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Nombres pondérés.

TABLEAU I - 13

INDICE D'ÉVOLUTION DES FONCTIONNAIRES ET DE LA MAIN-D'OEUVRE
SELON CERTAINS GROUPES D'ÂGES
ZONE MÉTROPOLITAINE DE QUÉBEC
1951 - 1961

Groupe d'âges	1951		1961			
			Fonctionnaires		Main-d'oeuvre	
	Nombre	Nombre	Nombre	Indice	Nombre	Indice
15 - 19	161	9 543	469	291.3	12 068	126.5
20 - 34	1 551	43 721	2 650	170.9	49 907	114.2
35 - 44	1 308	21 309	1 659	126.8	27 008	126.7
45 - 64	1 880	23 052	3 525	187.5	32 993	143.1
65 ans et +	358	3 341	723	202.0	4 435	132.7
Tous les groupes	5 258	100 966	9 026	171.7	126 411	125.2

ZONE MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL
1951 - 1961

Groupe d'âges	1951		1961			
			Fonctionnaires		Main-d'oeuvre	
	Nombre	Nombre	Nombre	Indice	Nombre	Indice
15 - 19	62	55 515	149	240.3	64 128	115.5
20 - 34	659	238 622	1 450	220.0	314 977	132.0
35 - 44	610	126 715	993	162.8	184 666	145.7
45 - 64	1 186	150 092	2 254	190.1	220 734	147.1
65 ans et +	237	18 207	509	214.8	22 468	123.4
Tous les groupes	2 754	589 151	5 355	194.4	806 973	137.0

TABLEAU I - 13 (fin)

INDICE D'ÉVOLUTION DES FONCTIONNAIRES ET DE LA MAIN-D'OEUVRE
SELON CERTAINS GROUPES D'ÂGES
AILLEURS DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC
1951 - 1961

1951 = 100%

Groupe d'âges	1951		1961			
	Fonctionnaires	Main-d'oeuvre	Fonctionnaires		Main-d'oeuvre	
	Nombre	Nombre	Nombre	Indice	Nombre	Indice
15 - 19	148	98 103	403	272.3	98 103	88.5
20 - 34	898	321 471	2 107	234.6	321 471	100.3
35 - 44	793	177 436	1 232	155.4	177 436	114.7
45 - 64	1 101	213 308	2 451	222.6	213 308	126.2
65 ans et +	266	24 417	397	149.3	24 417	91.5
Tous les groupes	3 206	834 735	6 590	205.6	834 735	106.8

PROVINCE DE QUÉBEC
1941 - 1965

1941 = 100%

Groupe d'âges	1941		1951				1961				1965 (1)	
	Fonctionnaires	Main-d'oeuvre	Fonctionnaires		Main-d'oeuvre		Fonctionnaires		Main-d'oeuvre		Fonctionnaires	
	N	Indice	N	Indice	N	Indice	N	Indice	N	Indice	N	Indice
15 - 19	140	155 260	371	265.0	175 853	113.3	1 021	729.3	174 299	112.3	893	638.0
20 - 34	3 139	491 768	3 108	99.0	602 735	122.6	6 207	197.7	686 355	139.6	6 604	210.4
35 - 44	2 258	226 585	2 711	120.1	302 785	133.6	3 884	172.0	389 110	171.7	3 670	161.5
45 - 64	2 839	272 544	4 167	146.8	342 241	125.6	8 230	289.9	467 035	171.4	7 211	254.0
65 ans et +	485	42 498	861	177.5	48 226	113.5	1 629	335.9	51 320	120.8	930	191.7
Tous les groupes	8 861	1 188 655	11 218	126.6	1 471 840	123.8	20 971	236.7	1 768 119	148.8	19 308	229.2

Sources: Recensements du Canada, 1941, 1951 et 1961; questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Nombres pondérés.

TABLEAU I - 14

FONCTIONNAIRES ET MAIN-D'OEUVRE SELON CERTAINS GROUPES D'ÂGES
ZONE MÉTROPOLITAINE DE QUÉBEC
1951 - 1961

Groupe d'âges	1951 - 1961								% v
	1951				1961				
	Fonctionnaires		Main-d'oeuvre		Fonctionnaires		Main-d'oeuvre		
	N	%	N	%	N	%	N	%	
15 - 19	161	3.1	9 543	9.5	469	5.2	12 068	9.5	
20 - 34	1 551	29.5	43 721	43.3	2 650	29.4	49 907	39.5	
35 - 44	1 308	24.9	21 309	21.1	1 659	18.4	27 008	21.4	
45 - 64	1 880	35.7	23 052	22.8	3 525	39.0	32 993	26.1	
65 ans et +	358	6.8	3 341	3.3	723	8.0	4 435	3.5	
Tous les groupes	5 258	100.0	100 966	100.0	9 023	100.0	126 411	100.0	

ZONE MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL
1951 - 1961

1951 - 1961									%v
Groupe d'âges	1951				1961				
	Fonctionnaires		Main-d'oeuvre		Fonctionnaires		Main-d'oeuvre		
	N	%	N	%	N	%	N	%	
15 - 19	62	2.3	55 515	9.4	149	2.8	64 128	8.0	
20 - 34	659	23.9	238 622	40.5	1 450	27.1	314 977	39.0	
35 - 44	610	22.1	126 715	21.5	993	18.5	184 666	22.9	
45 - 64	1 186	43.1	150 092	25.5	2 254	42.1	220 734	27.3	
65 ans et +	237	8.6	18 207	3.1	509	9.5	22 468	2.8	
Tous les groupes	2 754	100.0	589 151	100.0	5 355	100.0	806 973	100.0	

TABLEAU I - 14 (fin)

FONCTIONNAIRES ET MAIN-D'OEUVRE SELON CERTAINS GROUPES D'ÂGES
AILLEURS DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC
1951 - 1961

Groupe d'âges	1951				1961				%V
	Fonctionnaires		Main-d'oeuvre		Fonctionnaires		Main-d'oeuvre		
	N	%	N	%	N	%	N	%	
15 - 19	148	4.6	110 795	14.2	403	6.1	98 103	11.8	
20 - 34	898	28.0	320 392	41.0	2 107	32.0	321 471	38.5	
35 - 44	793	24.7	154 761	19.8	1 232	18.7	177 436	21.3	
45 - 64	1 101	34.4	169 097	21.6	2 451	37.2	213 308	25.5	
65 ans et +	266	8.3	26 678	3.4	397	6.0	24 417	2.9	
Tous les groupes	3 206	100.0	781 723	100.0	6 590	100.0	834 735	100.0	

PROVINCE DE QUÉBEC
1941 - 1961

Groupe d'âges	1941				1951				1961				%
	Fonctionnaires		Main-d'oeuvre		Fonct.		Main-d'oeuvre		Fonct.		Main-d'oeuvre		
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	
15 - 19	140	1.6	155 260	13.1	371	3.3	175 853	12.0	1 021	4.9	174 299	9.9	
20 - 34	3 139	35.4	491 768	41.3	3 108	27.7	602 735	41.0	6 207	29.6	686 355	38.8	
35 - 44	2 258	25.5	226 585	19.1	2 711	24.2	302 785	20.5	3 884	18.5	389 110	22.0	
45 - 64	2 839	32.0	272 544	22.9	4 167	37.1	342 241	23.2	8 230	39.2	467 035	26.4	
65 ans et +	485	5.5	42 498	3.6	861	7.7	48 226	3.3	1 629	7.8	51 320	2.9	
Tous les groupes	8 861	100.0	1 188 655	100.0	11 218	100.0	1 471 840	100.0	20 971	100.0	1 768 119	100.0	

Sources: Recensements du Canada, 1941, 1951 et 1961.

TABLEAU I - 15A

FONCTIONNAIRES ET POPULATION SELON L'ÂGE ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

Groupe d'âges	Fonctionnaires					Population			
		Français	Britannique	Autre	Tous les groupes	Français	Britannique	Autre	Tous les groupes
15 - 24	N	3 654	123	49	3 826	704 914	72 008	60 137	837 059
	%	95.51	3.21	1.28	100.00	84.21	8.60	7.19	100.00
25 - 44	N	7 583	286	177	8 046	1 095 523	156 142	149 894	1 401 559
	%	94.24	3.56	2.20	100.00	78.16	11.14	10.70	100.00
45 - 64	N	8 021	373	126	8 520	649 208	117 155	84 534	850 897
	%	94.14	4.38	1.48	100.00	75.11	15.02	9.87	100.00
65 ans et +	N	1 669	104	18	1 791	227 156	54 805	24 340	306 301
	%	93.19	5.81	1.00	100.00	74.19	17.81	8.00	100.00
Total	N	20 927	886	370	22 183	2 676 801	400 110	318 905	3 395 816
	%	94.34	3.99	1.67	100.00	78.82	11.78	9.40	100.00

FONCTIONNAIRES ET POPULATION URBAINE SELON L'ÂGE ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

Groupe d'âges	Fonctionnaires				Population urbaine			
		Français	Britannique	Tous les groupes	Français	Britannique	Autre	Tous les groupes
15 - 24	N	3 654	123	3 826	492 535	61 160	54 851	608 546
	%	95.51	3.21	100.00	80.94	10.05	9.01	100.00
25 - 44	N	7 583	286	8 046	834 572	137 083	140 905	1 112 560
	%	94.24	3.56	100.00	75.01	12.32	12.67	100.00
45 - 64	N	8 021	373	8 520	477 832	100 537	79 070	657 439
	%	94.14	4.38	100.00	72.68	15.29	12.03	100.00
65 ans et +	N	1 669	104	1 791	159 613	44 409	22 194	226 216
	%	93.19	5.81	100.00	70.56	19.63	9.81	100.00
Tous les groupes	N	20 927	886	22 183	1 964 552	343 189	297 020	2 604 761
	%	94.34	3.99	100.00	75.42	13.18	11.40	100.00

Sources: Recensement du Canada, 1961; statistiques inédites du BFS, 1961.

TABLEAU I - 15 B

FONCTIONNAIRES ET POPULATION SELON L'ÂGE ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

Groupe d'âges	Fonctionnaires				Population				%V
		Français	Britannique	Autre	Tous les groupes	Français	Britannique	Autre	Tous les groupes
15 - 24	N	3 654	123	49	3 826	704 914	72 008	60 137	837 059
	%	17.46	13.88	13.24	17.25	26.33	18.00	18.86	24.65
25 - 44	N	7 583	286	177	8 046	1 095 523	156 142	149 894	1 401 559
	%	36.24	32.28	47.84	36.27	40.93	39.02	47.00	41.27
45 - 64	N	8 021	373	126	8 520	649 208	117 155	84 534	850 897
	%	38.33	42.10	34.06	38.41	24.25	29.28	26.51	25.06
65 ans et +	N	1 669	104	18	1 791	227 156	54 805	24 340	306 301
	%	7.97	11.74	4.86	8.07	8.49	13.70	7.63	9.02
Total	N	20 927	886	370	22 183	2 676 801	400 801	318 905	3 395 816
	%	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00

FONCTIONNAIRES ET POPULATION URBAINE SELON L'ÂGE ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

Groupe d'âges	Fonctionnaires				Population urbaine				%V
		Français	Britannique	Autre	Tous les groupes	Français	Britannique	Autre	Tous les groupes
15 - 24	N	3 654	123	49	3 826	492 535	61 160	54 851	608 546
	%	17.46	13.88	13.24	17.25	25.07	17.81	18.47	23.36
25 - 44	N	7 583	286	177	8 046	834 572	137 083	140 905	1 112 560
	%	36.24	32.28	47.84	36.27	42.48	39.94	47.44	42.71
45 - 64	N	8 021	373	126	8 520	477 832	100 537	79 070	657 439
	%	38.33	42.10	34.06	38.41	24.32	29.29	26.62	25.24
65 ans et +	N	1 669	104	18	1 791	159 613	44 409	22 194	226 216
	%	7.97	11.74	4.86	8.07	8.13	12.96	7.47	8.69
Tous les groupes	N	20 927	886	370	22 183	1 964 552	343 189	297 020	2 604 761
	%	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00

Sources: Recensement du Canada, 1961; statistiques inédites du BFS, 1961.

TABLEAU I - 16

FONCTIONNAIRES FRANCOPHONES ET ANGLOPHONES SELON CERTAINS GROUPES D'ÂGES
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Groupe d'âges	Francophones		Anglophones		Total	
	N(1)	%	N(1)	%	N(1)	%
- de 24 ans	3 423	18.0	15	4.8	3 438	17.8
25 - 44	7 621	40.0	108	34.8	7 729	40.0
45 - 64	7 052	37.1	159	51.3	7 211	37.4
65 ans et +	902	4.9	28	9.1	930	4.8
Tous les groupes	18 998	100.0	310	100.0	19 308	100.0

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Nombres pondérés.

TABLEAU I - 17

INDICE D'ÉVOLUTION DES FONCTIONNAIRES, DE LA MAIN-D'OEUVRE ET DE
LA POPULATION ÂGÉE DE 15 ANS ET PLUS SELON L'ÉTAT CIVIL
PROVINCE DE QUÉBEC
1941 - 1961

État civil	1941		1951		1961	
	Nombre		Nombre	Indice	Nombre	Indice
Fonctionnaires						
Célibataires	2 914		3 748	128.6	7 470	256.4
Mariés ou séparés	5 505		6 897	125.3	12 565	228.3
Veufs ou divorcés	442		573	129.6	936	211.8
Total	8 861		11 218	126.6	20 971	236.7
Main-d'oeuvre						
Célibataires	583 711		637 203	109.2	647 409	110.9
Mariés ou séparés	564 691		793 325	140.5	1 072 529	189.9
Veufs ou divorcés	40 253		41 312	102.6	48 181	119.7
Total	1 188 655		1 471 840	123.8	1 768 119	148.6
Population âgée de 15 ans et plus						
Célibataires	946 239		925 554	97.8	1 087 403	114.9
Mariés ou séparés	1 189 725		1 603 630	134.8	2 112 199	177.5
Veufs ou divorcés	133 105		160 389	120.5	196 214	147.4
Total	2 269 069		2 689 573	118.5	3 395 816	149.7

Sources: Recensements du Canada, 1941, 1951 et 1961.

TABLEAU I - 18

FONCTIONNAIRES, MAIN-D'OEUVRE ET POPULATION ÂGÉE DE 15 ANS ET PLUS SELON L'ÉTAT CIVIL
PROVINCE DE QUÉBEC
1941 - 1961

État civil		1941		1951		1961	
		N		N		N	
		%		%		%	
Fonctionnaires							
Célibataires		2 914	32.9	3 748	33.4	7 470	35.6
Mariés ou séparés		5 505	62.1	6 897	61.5	12 565	59.9
Veufs ou divorcés		442	5.0	573	5.1	936	4.5
Total		8 861	100.0	11 218	100.0	20 971	100.0
Main-d'oeuvre							
Célibataires		583 711	49.1	637 203	43.3	647 409	36.6
Mariés ou séparés		564 691	47.5	793 325	53.9	1 072 529	60.7
Veufs ou divorcés		40 253	3.4	41 312	2.8	48 181	2.7
Total		1 188 655	100.0	1 471 840	100.0	1 768 119	100.0
Population âgée de 15 ans et +							
Célibataires		946 239	41.7	925 554	33.4	1 087 403	32.0
Mariés ou séparés		1 189 725	52.4	1 603 630	61.5	2 112 199	62.2
Veufs ou divorcés		133 105	5.9	160 389	5.1	196 214	5.8
Total		2 269 069	100.0	2 689 573	100.0	3 395 816	100.0

Sources: Recensements du Canada, 1941, 1951 et 1961.

TABLEAU I - 19

FONCTIONNAIRES, MAIN-D'OEUVRE ET POPULATION ÂGÉE DE 15 ANS ET PLUS
SELON LE SEXE ET L'ÉTAT CIVIL
PROVINCE DE QUÉBEC
1941 - 1965

État civil		1941		1951		1961		1965(1)	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Fonctionnaires									
Célibataires	N	1 592	1 322	1 687	2 061	3 113	4 357	1 808	4 031
	%	54.6	45.4	45.0	55.0	41.7	58.3	30.9	69.1
Mariés ou séparés	N	5 411	94	6 682	215	11 471	1 094		
	%	98.3	1.7	96.9	3.1	91.3	8.7	11 373	1 732
Veufs ou divorcés	N	258	184	306	267	385	551	86.8	13.2
	%	58.4	41.6	53.4	46.6	41.1	58.9		
Total	N	7 261	1 600	8 675	2 543	14 969	6 002	13 181	5 763
	%	81.9	18.1	77.3	22.7	71.4	28.6	69.6	30.4
Main-d'oeuvre									
Célibataires	N	360 312	223 399	371 935	265 268	346 993	300 416	---	---
	%	61.7	38.3	58.4	41.6	53.6	46.4	---	---
Mariés ou séparés	N	540 733	23 958	734 290	59 035	920 456	152 073	---	---
	%	95.8	4.2	92.6	7.4	85.8	14.2	---	---
Veufs ou divorcés	N	27 419	12 834	23 969	17 343	21 976	26 205	---	---
	%	68.1	31.9	58.0	42.0	45.6	54.4	---	---
Total	N	928 464	260 191	1 130 194	341 646	1 289 425	478 694	---	---
	%	78.1	21.9	76.8	23.2	72.9	27.1	---	---

TABLEAU I - 19 (fin)

FONCTIONNAIRES, MAIN-D'OEUVRE ET POPULATION ÂGÉE DE 15 ANS ET PLUS
SELON LE SEXE ET L'ÉTAT CIVIL
PROVINCE DE QUÉBEC
1941 - 1965

État civil		1941		1951		1961		1965(1)	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Population âgée de 15 ans et +									
Célibataires	N	491 077	455 162	473 477	452 077	569 157	518 246	--	--
	%	51.9	48.1	51.2	48.8	52.3	47.7	--	--
Mariés ou séparés	N	598 803	590 922	802 256	801 374	1 056 239	1 055 960	--	--
	%	50.3	49.7	50.0	50.0	50.0	50.0	--	--
Veufs ou divorcés	N	47 017	86 088	50 530	109 859	55 234	140 980	--	--
	%	35.3	64.7	31.5	68.5	28.1	71.9	--	--
Total	N	1 136 897	1 132 172	1 326 263	1 363 310	1 680 630	1 715 186	--	--
	%	50.1	49.9	49.3	50.7	49.5	50.5	--	--

Sources: Recensements du Canada, 1941, 1951 et 1961; Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Nombres pondérés.

TABLEAU I - 20

FONCTIONNAIRES FRANCOPHONES ET ANGLOPHONES SELON L'ÉTAT CIVIL
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

État civil	Francophones		Anglophones		Total	
	N(1)	%	N(1)	%	N(1)	%
Célibataires	5 857	30.7	66	21.3	5 923	30.6
Mariés	12 329	64.7	234	75.7	12 963	64.9
Autres	864	4.6	9	3.0	873	4.5
Total	19 050	100.0	309	100.0	19 359	100.0

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Nombres pondérés.

TABLEAU I - 21

FONCTIONNAIRES SELON LA LANGUE MATERNELLE ET L'ÉTAT CIVIL
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

État civil	Français		Anglais		Autres langues		Total	
	N(1)		N(1)		N(1)		N(1)	
	%		%		%		%	
Célibataires	5 584	31.8	108	16.2	147	21.4	5 839	30.8
Autres	12 000	68.2	560	83.8	545	78.6	13 105	69.2
Total	17 584	100.0	668	100.0	692	100.0	18 944	100.0

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Nombres pondérés.

TABLEAU I - 22

FONCTIONNAIRES ET MAIN-D'OEUVRE SELON LE LIEU DE NAISSANCE
PROVINCE DE QUÉBEC
1941 - 1961

Lieu de naissance	1941				1961			
	Fonctionnaires		Main-d'oeuvre		Fonctionnaires		Main-d'oeuvre	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Canada	8 562	96.6	1 074 938	90.4	21 703	97.8	1 571 565	88.9
États-Unis	164	1.9	22 344	1.9	202	0.9	18 919	1.1
Ailleurs	134	1.5	91 373	7.7	293	1.3	177 635	10.0
Total	8 860	100.0	1 188 655	100.0	22 198	100.0	1 768 119	100.0

Sources: Recensements du Canada, 1941 et 1961.

TABLEAU I - 23A

FONCTIONNAIRES, POPULATION ET POPULATION URBAINE SELON LE LIEU DE NAISSANCE
ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

Groupe ethnique	Fonctionnaires				Population				Population urbaine				%V
	Canada	États-Unis	Ail-leurs	Total	Canada	États-Unis	Ail-leurs	Total	Canada	États-Unis	Ail-leurs	Total	
Français	N 20 652 % 98.7	180 0.9	97 0.4	20 929 100.0	4 188 992 98.8	26 618 0.6	25 744 0.6	4 241 354 100.0	2 964 296 98.5	21 286 0.7	23 357 0.8	3 008 939 100.0	
Britannique	N 794 % 89.5	17 1.9	76 8.6	887 100.0	467 521 82.5	12 568 2.2	86 968 15.3	567 057 100.0	389 869 80.8	10 921 2.3	81 550 16.9	482 340 100.0	
Autre	N 257 % 67.3	5 1.3	120 31.4	382 100.0	214 249 47.5	6 747 1.5	229 804 51.0	450 800 100.0	186 483 44.9	6 284 1.5	222 358 53.6	415 125 100.0	
Tous les groupes	N 21 703 % 97.8	202 0.9	293 1.3	22 198 100.0	4 870 762 92.6	45 933 0.9	342 516 6.5	5 259 211 100.0	3 540 648 90.6	38 491 1.0	327 265 8.4	3 906 404 100.0	

TABLEAU I - 23B

FONCTIONNAIRES, POPULATION ET POPULATION URBAINE SELON LE LIEU DE NAISSANCE
ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

Groupe ethnique	Fonctionnaires				Population				Population urbaine				%V
	Canada	États-Unis	Ail-leurs	Total	Canada	États-Unis	Ail-leurs	Total	Canada	États-Unis	Ail-leurs	Total	
Français	N 20 652 % 95.1	180 89.1	97 33.1	20 929 94.3	4 188 992 86.0	26 618 57.9	25 744 7.5	4 241 354 80.6	2 964 296 83.7	21 286 55.3	23 357 7.1	3 008 939 77.0	
Britannique	N 794 % 3.7	17 8.4	76 25.9	887 4.0	467 521 9.6	12 568 27.4	86 968 25.4	567 057 10.8	389 869 11.0	10 921 28.4	81 550 24.9	482 340 12.4	
Autre	N 257 % 1.2	5 2.5	120 41.0	382 1.7	214 249 4.4	6 747 14.7	229 804 67.1	450 800 8.6	186 483 5.3	6 284 16.3	222 358 68.0	415 125 10.6	
Tous les groupes	N 21 703 % 100.0	202 100.0	293 100.0	22 198 100.0	4 870 762 100.0	45 933 100.0	342 516 100.0	5 259 211 100.0	3 540 648 100.0	38 491 100.0	327 265 100.0	3 906 404 100.0	

Source : Recensement du Canada, 1961.

TABLEAU I - 24A

LIEU DE NAISSANCE DES FONCTIONNAIRES SELON LA LANGUE MATERNELLE ET LE SEXE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

							%H
Sexe	Langue maternelle		Québec	Ontario	Provinces de l'Ouest	Provinces de l'Atlantique	Ailleurs
Hommes	Français	N	12 209	20	8	19	53
		%	99.2	0.2	—	0.2	0.4
	Anglais	N	457	4	2	4	5
		%	97.0	0.8	0.4	0.8	0.9
	Autre	N	91	—	—	—	90
		%	50.0	—	—	—	50.0
Femmes	Français	N	5 613	15	2	5	19
		%	99.2	0.3	—	0.1	0.4
	Anglais	N	116	1	—	2	3
		%	95.0	0.8	—	1.6	2.5
	Autre	N	44	—	—	—	10
		%	81.5	—	—	—	18.5
	Total(1)	N	18 530	40	12	30	180
		%	98.6	0.3	—	0.2	0.9

TABLEAU I - 24B

LIEU DE NAISSANCE DES FONCTIONNAIRES SELON LA LANGUE MATERNELLE ET LE SEXE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

							%V
Sexe	Langue maternelle		Québec	Ontario	Provinces de l'Ouest	Provinces de l'Atlantique	Ailleurs
Hommes	Français	N	12 209	20	8	19	53
		%	65.9	50.0	66.6	63.3	29.4
	Anglais	N	457	4	2	4	5
		%	2.5	10.0	16.6	13.3	2.8
	Autre	N	91	—	—	—	90
		%	0.5	—	—	—	50.0
Femmes	Français	N	5 613	15	2	5	19
		%	30.3	37.5	16.6	16.6	10.5
	Anglais	N	116	1	—	2	3
		%	0.6	2.5	—	6.6	1.7
	Autre	N	44	—	—	—	10
		%	0.2	—	—	—	5.6
	Total(1)	N	18 530	40	12	30	180
		%	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Nombres pondérés.

TABLEAU I - 25A

LIEU DE NAISSANCE DES FONCTIONNAIRES FRANCOPHONES ET ANGLOPHONES
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

							%I
Groupe linguistique		Québec	Ontario	Provinces de l'Ouest	Provinces de l'Atlantique	Ailleurs	Total
Francophone	N	17 593	204	65	153	980	18 995
	%	92.6	1.1	0.3	0.8	5.2	100.0
Anglophone	N	218	19	8	17	47	309
	%	70.6	6.1	2.6	5.5	15.2	100.0
Tous les groupes ⁽¹⁾	N	17 811	223	73	170	1 027	19 304
	%	92.3	1.1	0.4	0.9	5.3	100.0

TABLEAU I - 25B

LIEU DE NAISSANCE DES FONCTIONNAIRES FRANCOPHONES ET ANGLOPHONES
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

							%V
Groupe linguistique		Québec	Ontario	Provinces de l'Ouest	Provinces de l'Atlantique	Ailleurs	Total
Francophone	N	17 593	204	65	153	980	18 995
	%	98.8	91.5	89.0	90.0	95.4	98.4
Anglophone	N	218	19	8	17	47	309
	%	1.2	8.5	10.9	10.0	4.6	1.6
Tous les groupes ⁽¹⁾	N	17 811	223	73	170	1 027	19 304
	%	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Nombres pondérés.

TABLEAU I - 26

MILIEU DE VIE DES FONCTIONNAIRES FRANCOPHONES ET ANGLOPHONES AVANT LEUR MAJORITÉ
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

							%H
Groupe linguistique		- de 5 000 habitants	5 000 - 24 999 h.	25 000 - 50 000 h.	Québec métropolitain	Montréal métropolitain	Total
Francophone	N	5 450	2 276	1 740	6 076	3 190	18 732
	%	29.1	12.2	9.3	32.4	17.0	100.0
Anglophone	N	96	24	54	58	78	310
	%	31.0	7.7	17.4	18.7	25.2	100.0
Tous les groupes ⁽¹⁾	N	5 546	2 300	1 794	6 134	3 268	19 042
	%	29.1	12.1	9.4	32.2	17.2	100.0

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Nombres pondérés.

TABLEAU I - 27

MILIEU DE VIE DES FONCTIONNAIRES AVANT LEUR MAJORITÉ
SELON LA LANGUE MATERNELLE ET LE SEXE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

								%H
Sexe	Langue maternelle		- de 5 000 habitants	5 000 - 24 999 h.	25 000 h. et +	Québec métropolitain	Montréal métropolitain	Total
Hommes	Français	N	3 999	1 557	988	3 468	1 954	11 966
		%	33.4	13.0	8.3	29.0	16.3	100.0
	Anglais	N	162	43	59	145	111	520
		%	31.2	8.3	11.3	27.9	21.3	100.0
	Autre	N	53	61	295	20	136	565
		%	9.4	10.8	52.2	3.5	24.1	100.0
Femmes	Français	N	1 157	542	372	2 304	1 006	5 381
		%	21.5	10.1	6.9	42.8	18.7	100.0
	Anglais	N	44	17	17	47	22	147
		%	29.9	11.6	11.6	32.0	15.0	100.0
	Autre	N	21	--	33	30	22	106
		%	19.8	--	31.1	28.3	20.8	100.0
Total ⁽¹⁾	N	5 436	2 220	1 764	6 014	3 251	18 685	
	%	29.1	11.9	9.4	32.2	17.4	100.0	

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Nombres pondérés.

TABLEAU I - 28

FONCTIONNAIRES FRANCOPHONES ET ANGLOPHONES SELON L'OCCUPATION DE LEUR PÈRE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Groupe d'occupations	%V					
	Francophones		Anglophones		Total	
	N	%	N	%	N	%
Professionnel ou enseignant	1 331	7.0	26	8.4	1 357	7.0
Administrateur ou industriel	1 306	6.9	33	10.7	1 339	6.9
Commerçant	2 552	13.4	70	22.7	2 622	13.6
Employé de bureau, de services, d'établissements commerciaux	2 950	15.5	29	9.4	2 979	15.4
Ouvrier spécialisé ou technicien	3 843	20.3	64	20.8	3 907	20.3
Manoeuvre	2 590	13.7	22	7.2	2 612	13.5
Agriculteur	2 856	15.0	42	13.6	2 898	15.0
Autre	1 550	8.2	22	7.2	1 572	8.2
Tous les groupes ⁽¹⁾	18 978	100.0	308	100.0	19 286	100.0

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Nombres pondérés.

TABLEAU I - 29

FONCTIONNAIRES FRANCOPHONES ET ANGLOPHONES SELON L'EMPLOYEUR DE LEUR PÈRE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Employeur	%V					
	Francophones		Anglophones		Total	
	N	%	N	%	N	%
École, collège ou université	228	1.2	6	2.0	234	1.2
Forces armées	133	0.7	4	1.3	137	0.7
Fonction publique fédérale	1 143	6.1	14	4.6	1 157	6.1
Fonction publique provinciale	1 345	7.2	15	4.9	1 360	7.1
Fonction publique municipale	712	3.8	10	3.3	722	3.8
À son propre compte	7 525	40.0	99	32.4	7 624	39.9
Entreprise privée	6 394	34.0	104	34.1	6 498	34.0
Autre	1 324	7.0	53	17.4	1 377	7.2
Total ⁽¹⁾	18 804	100.0	305	100.0	19 109	100.0

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Nombres pondérés.

TABLEAU I - 30

FONCTIONNAIRES SELON LA LANGUE MATERNELLE, LE SEXE ET L'OCCUPATION DE LEUR PÈRE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Groupe d'occupations		Hommes			Femmes			Total
		Français	Anglais	Autre	Français	Anglais	Autre	
Professionnel ou enseignant	N	795	49	114	344	12	2	1 316
	%	6.6	9.4	19.5	6.3	8.2	1.9	7.0
Administrateur ou industriel	N	776	51	64	390	37	11	1 329
	%	6.4	9.8	10.9	7.1	25.3	10.4	7.0
Commerçant	N	1 516	90	138	783	15	32	2 574
	%	12.6	17.3	23.5	14.2	10.3	30.2	13.6
Employé de bureau, de services, d'établissements commerciaux	N	1 739	43	10	1 092	16	1	2 901
	%	14.4	8.3	1.7	19.9	11.0	0.9	15.3
Ouvrier spécialisé ou technicien	N	2 445	86	135	1 144	20	40	3 870
	%	20.3	16.6	23.0	20.8	13.7	37.7	20.5
Manoeuvre	N	1 690	68	33	724	3	10	2 528
	%	14.0	13.1	5.6	13.2	2.1	9.4	13.4
Agriculteur	N	2 279	90	41	432	17	--	2 859
	%	18.9	17.3	7.0	7.9	11.6	--	15.1
Autre	N	812	42	51	591	26	10	1 532
	%	6.7	8.1	8.7	10.7	17.8	9.4	8.1
Tous les groupes ⁽¹⁾	N	12 052	519	586	5 500	146	106	18 909
	%	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Nombres pondérés.

TABLÉAU I - 31A

FONCTIONNAIRES APPARTENANT À CERTAINS GROUPES ETHNIQUES ET MAIN-D'OEUVRE GLOBALE
SELON LA PÉRIODE D'IMMIGRATION
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

Groupe ethnique	Avant 1946		1946 - 61		1946 - 50		1951 - 61		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Fonctionnaires										
Français	201	72.8	75	27.2	9	3.3	66	23.9	276	
Britannique	56	60.9	36	39.1	16	17.4	20	21.7	92	
Autre	38	32.2	80	67.8	12	10.2	68	57.6	118	
Tous les groupes	295	60.7	191	39.3	37	7.6	154	31.7	486	
Main-d'oeuvre globale	62 908	32.0	133 646	68.0	--	--	--	--	196 554	

TABLÉAU I - 31B

FONCTIONNAIRES APPARTENANT À CERTAINS GROUPES ETHNIQUES ET MAIN-D'OEUVRE GLOBALE
SELON LA PÉRIODE D'IMMIGRATION
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

Groupe ethnique	Avant 1946		1946 - 61		1946 - 50		1951 - 61		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Fonctionnaires										
Français	201	68.1	75	39.3	9	24.3	66	42.9	276	56.8
Britannique	56	19.0	36	18.8	16	43.3	20	13.0	92	18.9
Autre	38	12.9	80	41.9	12	32.4	68	44.1	118	24.3
Tous les groupes	295	100.0	191	100.0	37	100.0	154	100.0	486	100.0
Main-d'oeuvre globale	62 908		133 646		--	--	--	--	196 554	

Sources: Recensement du Canada, 1961; statistiques inédites du BFS, 1961.

TABLEAU I - 32

NIVEAU DE SCOLARISATION DES FONCTIONNAIRES ET DE LA MAIN-D'OEUVRE SELON LE SEXE
PROVINCE DE QUÉBEC
1941

		%V					
Niveau de scolarisation		Fonctionnaires			Main-d'oeuvre		
		H	F	T	H	F	T
8 années et moins	N	2 327	358	2 685	649 776	134 135	783 911
	%	32.1	22.4	30.3	70.0	51.6	66.0
9-12 années	N	3 131	1 106	4 237	224 067	111 161	335 228
	%	43.1	69.1	47.8	24.1	42.7	28.2
13 années et plus	N	1 803	136	1 939	54 621	14 895	69 516
	%	24.8	8.5	21.9	5.9	5.7	5.8
Total	N	7 261	1 600	8 861	928 464	260 191	1 188 655
	%	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

1951

		%V					
Niveau de scolarisation		Fonctionnaires			Main-d'oeuvre		
		H	F	T	H	F	T
8 années et moins	N	3 025	466	3 491	719 685	156 666	876 351
	%	34.9	18.3	31.1	63.7	45.9	59.5
9-12 années	N	3 378	1 777	5 155	315 863	157 540	473 403
	%	38.9	69.9	46.0	27.9	46.1	32.2
13 années et plus	N	2 272	300	2 572	94 646	27 440	122 086
	%	26.2	11.8	22.9	8.4	8.0	8.3
Total	N	8 675	2 543	11 218	1 130 194	341 646	1 471 840
	%	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

1961

		%V					
Niveau de scolarisation		Fonctionnaires			Main-d'oeuvre		
		H	F	T	H	F	T
7 années et moins	N	5 599	1 272	6 871	673 975	181 423	855 398
	%	35.2	20.3	31.0	52.3	37.9	48.4
8 - 12 années	N	7 232	4 500	11 732	499 132	262 370	761 502
	%	45.5	71.7	52.9	38.7	54.8	43.1
13 années et plus	N	3 065	506	3 571	116 318	34 901	151 219
	%	19.3	8.0	16.1	9.0	7.3	8.5
Total	N	15 896	6 278	22 174	1 289 425	478 694	1 768 119
	%	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Sources: Recensements du Canada, 1941, 1951 et 1961; statistiques inédites du BFS, 1961.

TABLEAU I - 33

NIVEAU DE SCOLARISATION DES FONCTIONNAIRES RÉPARTIS SELON DEUX GROUPES LINGUISTIQUES PROVINCE DE QUÉBEC 1965					%
Groupe linguistique		8 années et -	9-12 années	13 années et +	Total
Francophone	N	2 216	9 138	7 670	19 024
	%	11.6	48.0	40.4	100.0
Anglophone	N	36	139	135	310
	%	11.6	44.8	43.6	100.0
-----					-----
Tous les groupes ⁽¹⁾	N	2 252	9 277	7 805	19 334
	%	11.6	48.0	40.4	100.0

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Nombres pondérés.

TABLEAU I - 34

NIVEAU DE SCOLARISATION DES FONCTIONNAIRES RÉPARTIS SELON LE SEXE PROVINCE DE QUÉBEC 1965					%
Sexe		8 années et -	9-16 années	17 années et +	Total
Hommes	N	1 877	8 086	3 137	13 100
	%	14.3	61.7	24.0	100.0
Femmes	N	312	5 293	189	5 794
	%	5.4	91.3	3.3	100.0
-----					-----
Total ⁽¹⁾	N	2 189	13 379	3 326	18 894
	%	11.6	70.8	17.6	100.0

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Nombres pondérés.

TABLEAU I - 35

NIVEAU DE SCOLARISATION DES FONCTIONNAIRES RÉPARTIS
SELON LA LANGUE MATERNELLE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

1983					%H
Langue maternelle		8 années et -	9-16 années	17 années et +	Total
Français	N	2 081	12 580	2 926	17 537
	%	11.6	71.7	16.7	100.0
Anglais	N	57	454	114	665
	%	14.6	68.3	17.1	100.0
Autre	N	61	345	286	692
	%	8.8	50.0	41.2	100.0
Total ⁽¹⁾					
	N	2 189	13 379	3 326	18 894
	%	11.6	70.8	17.6	100.0

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Nombres pondérés.

TABLEAU I - 36

LIEU D'ÉTUDES (PRIMAIRES ET SECONDAIRES) DES FONCTIONNAIRES FRANCOPHONES ET ANGLOPHONES
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

1963							%V
Lieu d'études	Francophones		Anglophones		Total		
	N	%	N	%	N	%	
Québec	17 691	93.7	236	75.6	17 927	93.4	
Ontario	133	0.7	19	6.1	152	0.8	
Nouveau-Brunswick	133	0.7	8	2.6	141	0.7	
Ailleurs	927	4.9	49	15.7	976	5.1	
Total ⁽¹⁾	18 884	100.0	312	100.0	19 196	100.0	

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Nombres pondérés.

TABLEAU I - 37

LIEU D'ÉTUDES (PRIMAIRES ET SECONDAIRES) DES FONCTIONNAIRES SELON LA LANGUE MATERNELLE PROVINCE DE QUÉBEC 1965								
Lieu d'études	Français		Anglais		Autre langue		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Québec	16 771	96.1	566	84.6	211	30.5	17 548	93.3
Ontario	134	0.8	17	2.5	--	--	151	0.8
Ailleurs	542	3.1	86	12.9	481	69.5	1 109	5.9
Total ⁽¹⁾	17 447	100.0	669	100.0	692	100.0	18 808	100.0

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.
(1) Nombres pondérés.

TABLEAU I - 38

SPÉCIALITÉ ACADÉMIQUE DES FONCTIONNAIRES SELON DEUX GROUPES LINGUISTIQUES ET DEUX NIVEAUX DE TRAITEMENT PROVINCE DE QUÉBEC 1965											
Niveau de traitement et groupe linguistique	N'a pas fréquenté l'université	Sciences médicales	Droit	Administration et sciences politiques	Sciences économiques	Autres sciences humaines	Sciences commerciales	Sciences pures	Sciences appliquées	Autres spécialités	Total
\$ 10 000 et + Francophone	N 57	74	104	32	33	85	59	49	159	52	704
	% 8.1	10.5	14.8	4.5	4.7	12.1	8.4	7.0	22.6	7.4	100.0
Anglophone	N 5	2	4	1	--	14	--	4	9	7	46
	% 10.9	4.3	8.7	2.2	--	30.4	--	8.7	19.6	15.2	100.0
- de \$10 000 Francophone	N 1 174	72	31	37	21	58	140	45	96	120	1 794
	% 65.4	4.0	1.7	2.1	1.2	3.2	7.8	2.5	5.4	6.7	100.0
Anglophone	N 149	9	4	1	1	23	4	7	14	44	256
	% 58.2	3.5	1.6	0.4	0.4	9.0	1.6	2.7	5.5	17.2	100.0
Total	N 1 385	157	143	71	55	180	203	105	278	223	2 800
	% 49.5	5.6	5.1	2.5	2.0	6.4	7.3	3.8	9.6	8.0	100.0

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

TABLEAU I - 39

INDICE D'ÉVOLUTION DES FONCTIONNAIRES RÉGIS SELON CERTAINS NIVEAUX DE TRAITEMENT
PROVINCE DE QUÉBEC
1950 - 1964

Année	Niveau de traitement									
	- de \$2 000(1)		\$2 000-\$3 999		\$4 000-\$5 999		\$6 000 et +		Total	
	N	Indice	N	Indice	N	Indice	N	Indice	N	Indice
1949-50	8 113	100.0	4 575	100.0	488	100.0	96	100.0	13 272	100.0
1950-51	8 069	99.5	4 946	108.1	534	109.4	104	108.3	13 653	102.9
1951-52	7 053	86.9	6 450	141.0	739	151.4	137	142.7	14 379	108.3
1952-53	6 997	86.2	7 199	157.3	809	165.8	155	161.5	15 160	114.2
1953-54	6 381	78.7	8 151	178.2	899	184.2	171	178.1	15 602	117.6
1954-55	6 577	81.1	9 171	200.5	1 081	221.5	203	211.5	17 032	128.3
1955-56	5 849	72.1	10 633	232.4	1 602	328.2	310	322.9	18 394	138.6
1956-57	5 213	64.3	11 599	253.5	1 981	405.9	399	415.6	19 192	144.6
1957-58	4 652	57.3	12 364	270.3	2 107	431.7	659	686.4	19 782	149.1
1958-59	4 143	51.1	13 338	291.5	2 613	535.4	755	786.4	20 849	157.1
1959-60	1 970	24.3	15 259	333.5	3 421	701.0	1 517	1 580.1	22 167	167.0
1960-61	1 186	14.6	15 193	332.1	4 110	842.1	2 005	2 088.5	22 494	169.5
1961-62	1 164	14.3	14 012	306.3	4 697	962.4	2 620	2 729.1	22 493	169.5
1962-63	946	11.7	13 342	291.6	5 205	1 066.5	3 983	4 148.9	23 476	176.9
1963-64	896	11.0	12 278	268.4	5 983	1 225.9	4 574	4 764.5	23 731	178.8

Sources: Rapports de la CFP, 1950 à 1964.

(1) Cette classe comprend tous les fonctionnaires (employés à temps partiel inclusivement) dont le salaire est inférieur à \$2 000. À partir de 1961-62, les rapports de la CFP ne donnent que le nombre de salariés gagnant \$1 500 et plus.

TABLEAU I - 40

FONCTIONNAIRES RÉGIS SELON CERTAINS NIVEAUX DE TRAITEMENT
PROVINCE DE QUÉBEC
1950 - 1964

%

Année	Niveau de traitement									
	- \$2 000(1)		\$2 000-\$3 999		\$4 000-\$5 999		\$6 000 et +		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
1949-50	8 113	61.1	4 575	34.5	488	3.7	96	0.7	13 272	100
1950-51	8 069	59.1	4 946	36.2	534	3.9	104	0.8	13 653	100
1951-52	7 053	49.1	6 450	44.9	739	5.1	137	0.9	14 379	100
1952-53	6 997	46.2	7 199	47.5	809	5.3	155	1.0	15 160	100
1953-54	6 381	40.9	8 151	52.2	899	5.8	171	1.1	15 602	100
1954-55	6 577	38.6	9 171	53.9	1 081	6.3	203	1.2	17 032	100
1955-56	5 849	31.8	10 633	57.8	1 602	8.7	310	1.7	18 394	100
1956-57	5 213	27.2	11 599	60.4	1 981	10.3	399	2.1	19 192	100
1957-58	4 652	23.5	12 364	62.5	2 107	10.7	659	3.3	19 782	100
1958-59	4 143	19.9	13 338	64.0	2 613	12.5	755	3.6	20 849	100

TABLEAU I - 40 (fin)

FONCTIONNAIRES RÉGIS SELON CERTAINS NIVEAUX DE TRAITEMENT
PROVINCE DE QUÉBEC
1950 - 1964

Année	Niveau de traitement									
	- \$2 000 ⁽¹⁾		\$2 000-\$3 999		\$4 000-\$5 999		\$6 000 et +		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
1959-60	1 970	8.9	15 259	68.9	3 421	15.4	1 517	6.8	22 167	100
1960-61	1 186	5.3	15 193	67.5	4 110	18.3	2 005	8.9	22 494	100
1961-62	1 164	5.2	14 012	62.3	4 697	20.9	2 620	11.6	22 493	100
1962-63	946	4.0	13 342	56.8	5 205	22.2	3 983	17.0	23 476	100
1963-64	896	3.8	12 278	51.7	5 983	25.2	4 574	19.3	23 731	100

Sources: Rapports de la CFP, 1950 à 1964.

(1) Cette classe comprend tous les fonctionnaires (employés à temps partiel inclusivement) dont le salaire est inférieur à \$ 2 000. À partir de 1961-62, les rapports de la CFP ne donnent que le nombre de salariés gagnant \$1 500 et plus.

TABLEAU I - 41

INDICE D'ÉVOLUTION DE LA MOYENNE DES TRAITEMENTS
DES FONCTIONNAIRES RÉGIS, SELON LE SEXE
PROVINCE DE QUÉBEC
1948 - 1964

Année	Total ⁽¹⁾		Hommes		Femmes	
	Moyenne	Indice	Moyenne	Indice	Moyenne	Indice
1947-48	\$1 882	100.0	\$2 047	100.0	\$1 247	100.0
1948-49	1 915	101.7	2 086	101.9	1 278	102.5
1949-50	2 012	106.9	2 228	108.8	1 333	106.9
1950-51	2 055	109.2	2 291	111.9	1 350	108.3
1951-52	2 234	118.7	2 484	121.3	1 501	120.4
1952-53	2 265	120.3	2 520	123.1	1 528	122.5
1953-54	2 352	125.0	2 619	127.9	1 596	128.0
1954-55	2 538	134.9	2 826	138.1	1 652	132.5
1955-56	2 572	136.7	2 860	139.7	1 790	143.5
1956-57	2 682	142.5	2 988	146.0	1 858	149.0

TABLEAU I - 41 (suite)

INDICE D'ÉVOLUTION DE LA MOYENNE DES TRAITEMENTS
DES FONCTIONNAIRES RÉCIS, SELON LE SEXE
PROVINCE DE QUÉBEC
1948 - 1964

Année	Total (1)		Hommes		Femmes	
	Moyenne	Indice	Moyenne	Indice	Moyenne	Indice
1957-58	\$2 811	149.4	\$3 124	152.6	\$1 968	157.8
1958-59	2 924	155.4	3 244	158.5	2 071	166.1
1959-60	3 350	178.0	3 706	181.1	2 408	193.1
1960-61	3 614	192.0	4 011	195.9	2 573	206.3
1961-62	3 783	201.0	4 273	208.7	2 661	213.4
1962-63	4 130	219.5	4 693	229.3	2 857	229.1
1963-64	4 400	233.8	5 042	246.3	3 011	241.5

Sources: Rapports de la CFP de 1948 à 1964.

TABLEAU I - 41 (fin)

(1) Dans le calcul de la moyenne des traitements:

en 1947-48: les fonctionnaires gagnant moins de \$800 sont exclus.
 en 1948-49: " " " " " " " "
 en 1949-50: " " " " " " " "
 en 1950-51: " " " " " " " "

en 1951-52: les fonctionnaires gagnant moins de \$1 000 sont exclus.
 en 1952-53: " " " " " " " "
 en 1953-54: " " " " " " " "
 en 1954-55: " " " " " " " "

en 1955-56: les fonctionnaires gagnant moins de \$900 sont exclus.
 en 1956-57: " " " " " " " "
 en 1957-58: " " " " " " " "
 en 1958-59: " " " " " " " "
 en 1959-60: " " " " " " " "
 en 1960-61: " " " " " " " "

en 1961-62: les fonctionnaires gagnant moins de \$1 500 sont exclus.
 en 1962-63: " " " " " " " "
 en 1963-64: " " " " " " " "

La plupart des rapports de la CFP mentionnent que ce sont des fonctionnaires à temps partiel.

TABLEAU I - 42

FONCTIONNAIRES ET SALARIÉS SELON CERTAINS NIVEAUX DE TRAITEMENT
ZONE MÉTROPOLITAINE DE QUÉBEC
1951 - 1961

Niveau de traitement	1951 = 100%							
	Fonctionnaires				Salariés			
	1951		1961		1951		1961	
	N	%	N	%	N	%	N	%
- de \$2 000	3 297	100	1 573	47.7	58 996	100	31 424	53.3
\$2 000 à 3 999	1 654	100	5 182	313.3	25 272	100	47 033	186.1
\$4 000 et +	275	100	2 114	768.7	2 649	100	26 418	997.3
Total	5 226	100	8 869	169.7	86 917	100	104 875	1 206.6

ZONE MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL
1951 - 1961

Niveau de traitement	1951 = 100%							
	Fonctionnaires				Salariés			
	1951		1961		1951		1961	
	N	%	N	%	N	%	N	%
- de \$2 000	1 535	100	533	34.7	269 148	100	158 594	58.9
\$2 000 à \$3 999	1 052	100	3 201	304.3	221 064	100	310 183	140.3
\$4 000 et +	133	100	1 452	1 091.7	28 413	100	230 485	811.2
Total	2 720	100	5 186	190.7	518 625	100	699 262	134.8

TABLEAU I - 42 (fin)

FONCTIONNAIRES ET SALARIÉS SELON CERTAINS NIVEAUX DE TRAITEMENT
AILLEURS DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC
1951 - 1961

Niveau de traitement	1951 = 100%							
	Fonctionnaires				Salariés			
	1951		1961		1951		1961	
	N	%	N	%	N	%	N	%
- de \$2 000	2 104	100	2 040	96.9	357 104	100	244 489	68.5
\$2 000 à \$3 999	903	100	3 288	364.1	142 508	100	233 387	163.8
\$4 000 et +	117	100	1 170	1 000.0	9 128	100	121 478	1 330.8
Total	3 124	100	6 498	202.2	508 740	100	599 354	117.8

PROVINCE DE QUÉBEC
1951 - 1961

Niveau de traitement	1951 = 100%							
	Fonctionnaires				Salariés			
	1951		1961		1951		1961	
	N	%	N	%	N	%	N	%
- de \$2 000	6 936	100	4 146	59.8	685 248	100	434 507	63.4
\$2 000 à \$3 999	3 609	100	11 671	323.4	388 844	100	590 603	239.7
\$4 000 et +	525	100	4 736	902.1	40 190	100	378 381	941.5
Total	11 070	100	20 553	185.7	1 144 282	100	1 403 491	122.7

Sources: Recensements du Canada, 1951 et 1961.

TABEAU I - 43

FONCTIONNAIRES ET SALARIÉS SELON CERTAINS NIVEAUX DE TRAITEMENT ET LE SEXE
ZONE MÉTROPOLITAINE DE QUÉBEC
1951 - 1961

												%V	
Niveau de traitement	1951						1961						
	Hommes		Femmes		Total		Hommes		Femmes		Total		
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	
Fonctionnaires - de \$2 000	1 854	49.7	1 443	96.6	3 297	63.1	462	8.1	1 111	34.9	1 573	17.8	
\$2 000 à \$3 999	1 603	43.0	51	3.4	1 654	31.6	3 186	56.0	1 996	62.8	5 182	58.4	
\$4 000 et +	275	7.3	--	--	275	5.3	2 042	35.9	72	2.3	2 114	23.8	
Total	3 732	100.0	1 494	100.0	5 226	100.0	5 690	100.0	3 179	100.0	8 869	100.0	
Salariés - de \$2 000	32 335	54.8	26 661	95.5	58 996	67.9	13 140	17.8	18 284	58.8	31 424	30.0	
\$2 000 à \$3 999	24 023	40.7	1 249	4.5	25 272	29.1	35 008	47.5	12 025	38.6	47 033	44.8	
\$4 000 et +	2 641	4.5	8	--	2 649	3.0	25 603	34.7	815	2.6	26 418	25.2	
Total	58 999	100.0	27 918	100.0	86 917	100.0	73 751	100.0	31 124	100.0	104 875	100.0	

ZONE MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL
1951 - 1961

Niveau de traitement	1951						1961					
	Hommes		Femmes		Total		Hommes		Femmes		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Fonctionnaires - de \$2 000	984	46.6	551	90.9	1 535	56.4	284	7.5	249	17.7	533	10.3
\$2 000 à \$3 999	998	47.2	54	8.9	1 052	38.7	2 103	55.7	1 098	78.0	3 201	61.7
\$4 000 et +	132	6.2	1	0.2	133	4.9	1 392	36.8	60	4.3	1 452	28.0
Total	2 114	100.0	606	100.0	2 720	100.0	3 779	100.0	1 407	100.0	5 186	100.0
Salariés - de \$2 000	139 379	38.4	129 769	83.3	269 148	51.9	69 830	14.3	88 764	42.0	158 594	22.7
\$2 000 à \$3 999	195 564	53.9	25 500	16.4	221 064	42.6	204 726	42.0	105 457	49.9	310 183	44.4
\$4 000 et +	27 973	7.7	440	0.3	28 413	5.5	213 423	43.7	17 062	8.1	230 485	32.9
Total	362 916	100.0	155 709	100.0	518 625	100.0	487 979	100.0	211 283	100.0	699 262	100.0

TABLEAU I - 43 (fin)

FONCTIONNAIRES ET SALARIÉS SELON CERTAINS NIVEAUX DE TRAITEMENT ET LE SEXE
AILLEURS DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC
1951 - 1961

													%V
Niveau de traitement	1951							1961					
	Hommes		Femmes		Total		Hommes		Femmes		Total		
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	
Fonctionnaires - de \$ 2 000	1 696	62.9	408	96.0	2 104	67.3	1 585	30.0	455	37.7	2 040	31.4	
\$ 2 000 à \$ 3 999	886	32.8	17	4.0	903	28.9	2 568	48.5	720	59.7	3 288	50.6	
\$ 4 000 et +	117	4.3	--	--	117	3.8	1 138	21.5	31	2.6	1 170	18.0	
Total	2 699	100.0	425	100.0	3 124	100.0	5 292	100.0	1 206	100.0	6 498	100.0	
Salariés - de \$ 2 000	242 470	62.3	114 634	96.1	357 104	70.2	145 056	32.0	99 433	68.2	244 489	40.8	
\$ 2 000 à \$ 3 999	137 904	35.4	4 604	3.9	142 508	28.0	190 015	41.9	43 372	29.7	233 387	38.9	
\$ 4 000 et +	9 097	2.3	31	--	9 128	1.8	118 466	26.1	3 012	2.1	121 478	20.3	
Total	389 471	100.0	119 269	100.0	508 740	100.0	453 537	100.0	145 817	100.0	599 354	100.0	

PROVINCE DE QUÉBEC
1951 - 1961

Niveau de traitement	1951						1961						%V
	Hommes		Femmes		Total		Hommes		Femmes		Total		
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	
Fonctionnaires - de \$2 000	4 534	53.1	2 402	95.1	6 936	62.7	2 331	15.8	1 815	31.3	4 146	20.2	
\$2 000 à \$3 999	3 487	40.8	122	4.8	3 609	32.6	7 857	53.2	3 814	65.9	11 671	56.8	
\$4 000 et +	524	6.1	1	0.1	525	4.7	4 573	31.0	163	2.8	4 736	23.0	
Total	8 545	100.0	2 525	100.0	11 070	100.0	14 761	100.0	5 792	100.0	20 553	100.0	
Salariés - de \$2 000	414 184	51.0	271 064	89.5	685 248	61.5	228 026	22.5	206 481	53.2	434 507	30.9	
\$2 000 à \$3 999	357 491	44.1	31 353	10.3	388 844	34.9	429 749	42.3	160 854	41.4	590 603	42.1	
\$4 000 et +	39 711	4.9	479	0.2	40 190	3.6	357 492	35.2	20 889	5.4	378 381	27.0	
Total	811 386	100.0	302 896	100.0	1 114 282	100.0	1 015 267	100.0	388 224	100.0	1 403 491	100.0	

Sources: Recensements du Canada, 1951 et 1961.

TABLEAU I - 44A

FONCTIONNAIRES SELON LE SEXE, CERTAINS NIVEAUX DE TRAITEMENT
ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

Groupe ethnique et sexe	- de \$3 000		\$3 000-4 999		\$5 000-9 999		\$10 000-14 999		\$15 000 et +		Total
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N
Français											
Hommes	6 887	46.1	5 748	38.4	2 002	13.4	242	1.6	68	0.5	14 947
Femmes	5 039	84.4	896	15.0	38	0.6	--	--	--	--	5 973
Total	11 926	57.0	6 644	31.8	2 040	9.7	242	1.2	68	0.3	20 920
Britannique											
Hommes	299	45.2	219	33.1	120	18.2	20	3.0	3	0.5	661
Femmes	163	73.1	57	25.6	3	1.3	--	--	--	--	223
Total	462	52.3	276	31.2	123	13.9	20	2.3	3	0.3	884
Autre											
Hommes	121	43.2	112	40.0	44	15.7	3	1.1	--	--	280
Femmes	52	73.2	17	24.0	2	2.8	--	--	--	--	71
Total	173	49.3	129	36.7	46	13.1	3	0.9	--	--	351
Tous les groupes											
Hommes	7 307	46.0	6 079	38.3	2 166	13.6	265	1.7	71	0.4	15 888
Femmes	5 254	83.8	970	15.5	43	0.7	--	--	--	--	6 267
Total	12 561	56.7	7 049	31.8	2 209	10.0	265	1.2	71	0.3	22 155

TABLEAU I - 44B

FONCTIONNAIRES SELON LE SEXE, CERTAINS NIVEAUX DE TRAITEMENT
ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

Groupe ethnique et sexe	- de \$3 000		\$3 000-4 999		\$5 000-9 999		\$10 000-14 999		\$15 000 et +		Total
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N
Français											
Hommes	6 887	57.7	5 748	86.5	2 002	98.1	242	100.0	68	100.0	14 947
Femmes	5 039	42.3	896	13.5	38	1.9	--	--	--	--	5 973
Total	11 926	100.0	6 644	100.0	2 040	100.0	242	100.0	68	100.0	20 920
Britannique											
Hommes	299	64.7	219	79.3	120	97.6	20	100.0	3	100.0	661
Femmes	163	35.3	57	20.7	3	2.4	--	--	--	--	223
Total	462	100.0	276	100.0	123	100.0	20	100.0	3	100.0	884
Autre											
Hommes	121	69.9	112	86.8	44	95.7	3	100.0	--	--	280
Femmes	52	30.1	17	13.2	2	4.3	--	--	--	--	71
Total	173	100.0	129	100.0	46	100.0	3	100.0	--	--	351
Tous les groupes											
Hommes	7 307	58.2	6 079	86.2	2 166	98.1	265	100.0	71	100.0	15 888
Femmes	5 254	41.8	970	13.8	43	1.9	--	--	--	--	6 267
Total	12 561	100.0	7 049	100.0	2 209	100.0	265	100.0	71	100.0	22 155

Source: Statistiques inédites du BFS, 1961.

MOYENNE DES TRAITEMENTS DES FONCTIONNAIRES SELON L'ÂGE, LE SEXE ET
CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

Groupe ethnique	Groupe d'âges				Sexe	
	15-24	25-44	45-64	65 ans et +	Hommes	Femmes
Français	\$1 799	\$3 153	\$3 273	\$3 121	\$3 332	\$2 031
Britannique	\$1 691	\$3 122	\$3 584	\$3 850	\$3 562	\$2 134
Autre	\$1 796	\$3 119	\$3 470	\$2 646	\$3 200	\$2 455
Tous les groupes	\$1 796	\$3 151	\$3 290	\$3 159	\$3 339	\$2 040

TABLEAU I - 46A

FONCTIONNAIRES SELON LA LANGUE OFFICIELLE, CERTAINS NIVEAUX DE TRAITEMENT
ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

[illegible]

TABLEAU I - 46A (fin)

FONCTIONNAIRES SELON LA LANGUE OFFICIELLE, CERTAINS NIVEAUX DE TRAITEMENT
ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

1961												%H
Groupe ethnique et langue officielle	- de \$3 000		\$3 000-4 999		\$5 000-9 999		\$10 000-14 999		\$15 000 et +		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	
Autres groupes												
Français	36	69.2	14	26.9	2	3.9	--	--	--	--	52	
Anglais	13	59.1	9	40.9	--	--	--	--	--	--	22	
Français et anglais	115	43.1	105	39.3	44	16.5	3	1.1	--	--	267	
Autres langues	9	90.0	1	10.0	--	--	--	--	--	--	10	
Tous les groupes												
Français	6 320	76.5	1 745	21.1	186	2.3	6	0.1	1	--	8 258	
Anglais	142	65.4	45	20.7	26	12.0	4	1.9	--	--	217	
Français et anglais	6 089	44.5	5 258	38.5	1 996	14.6	255	1.9	70	0.5	13 668	
Autres langues	10	83.4	1	8.3	1	8.3	--	--	--	--	12	

Source: Statistiques inédites du RFS, 1961.

TABLEAU I - 46B

FONCTIONNAIRES SELON LA LANGUE OFFICIELLE, CERTAINS NIVEAUX DE TRAITEMENT
ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

												%V
Groupe ethnique et langue officielle	- de \$3 000		\$3 000-4 999		\$5 000-9 999		\$10 000-14 999		\$15 000 et +		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Français												
Français	6 232	52.3	1 714	25.8	183	9.0	6	2.5	1	1.5	8 136	38.9
Anglais	11	0.1	4	0.1	1	—	—	—	—	—	16	0.1
Français et anglais	5 682	47.6	4 926	74.1	1 855	91.0	236	97.5	67	98.5	12 766	61.0
Autres langues	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	2	—
Total	11 926	100.0	6 644	100.0	2 040	100.0	242	100.0	68	100.0	20 920	100.0
Britannique												
Français	52	11.3	17	6.2	1	0.8	—	—	—	—	70	7.9
Anglais	118	25.5	32	11.6	25	20.3	4	20.0	—	—	179	20.3
Français et anglais	292	63.2	227	82.2	97	78.9	16	80.0	3	100.0	635	71.8
Autres langues	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	462	100.0	276	100.0	123	100.0	20	100.0	3	100.0	884	100.0

TABLEAU 1 - 46B (fin)

FONCTIONNAIRES SELON LA LANGUE OFFICIELLE, CERTAINS NIVEAUX DE TRAITEMENT
ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

Groupe ethnique et langue officielle	- de \$3 000		\$3 000-4 999		\$5 000-9 999		\$10 000-14 999		\$15 000 et +		Total	
	N %		N %		N %		N %		N %		N %	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Autres groupes												
Français	36	20.8	14	20.8	2	4.3	--	--	--	--	52	14.8
Anglais	13	7.5	9	7.5	--	--	--	--	--	--	22	6.3
Français et anglais	115	66.5	105	66.5	44	95.7	3	100.0	--	--	267	76.1
Autres langues	9	5.2	1	5.2	--	--	--	--	--	--	10	2.8
Total	173	100.0	129	100.0	46	100.0	3	100.0	--	--	351	100.0
Tous les groupes												
Français	6 320	50.3	1 745	24.8	186	8.4	6	2.3	1	1.4	8 258	37.3
Anglais	142	1.1	45	0.6	26	1.2	4	1.5	--	--	217	1.0
Français et anglais	6 089	48.5	5 258	74.6	1 996	90.4	255	96.2	70	98.6	13 668	61.7
Autres langues	10	0.1	1	--	1	--	--	--	--	--	12	--
Total	12 561	100.0	7 049	100.0	2 209	100.0	265	100.0	71	100.0	22 155	100.0

Source: Statistiques inédites du BFS, 1961.

TABLEAU I - 47A

FONCTIONNAIRES SELON LA LANGUE MATERNELLE, CERTAINS NIVEAUX DE TRAITEMENT
ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

Groupe ethnique et langue maternelle	- de \$3 000		\$3 000-4 999		\$5 000-9 999		\$10 000-14 999		\$15 000 et +		Total
	N %		N %		N %		N %		N %		N
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N
Français											
Français	11 858	57.2	6 575	31.7	2 013	9.7	236	1.1	68	0.3	20 750
Anglais	65	41.7	60	38.4	26	16.7	5	3.2	--	--	156
Autres langues	3	21.5	9	64.3	1	7.1	1	7.1	--	--	14
Britannique											
Français	163	50.3	117	36.1	36	11.1	6	1.9	2	0.6	324
Anglais	298	53.4	159	28.5	86	15.4	14	2.5	1	0.2	558
Autres langues	1	50.0	--	--	1	50.0	--	--	--	--	2

TABLEAU 1 - 47A (fin)

FONCTIONNAIRES SELON LA LANGUE MATERNELLE, CERTAINS NIVEAUX DE TRAITEMENT
ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

											%H
Groupe ethnique et langue maternelle	- de \$3 000		\$3 000-4 999		\$5 000-9 999		\$10 000-14 999		\$15 000 et +		Total
	N		N		N		N		N		N
Autres groupes											
Français	98	53.9	61	33.5	22	12.1	1	0.5	--	--	182
Anglais	12	41.4	11	37.9	5	17.2	1	3.5	--	--	29
Autres langues	63	45.0	57	40.7	19	13.6	1	0.7	--	--	140
Tous les groupes											
Français	12 119	57.0	6 753	31.8	2 071	9.7	243	1.1	70	0.4	21 256
Anglais	375	50.5	230	31.0	117	15.7	20	2.7	1	0.1	743
Autres langues	67	43.0	66	42.3	21	13.4	2	1.3	--	--	156

Source: Statistiques inédites du BFS, 1961.

TABLEAU I - 47B

FONCTIONNAIRES SELON LA LANGUE MATERNELLE, CERTAINS NIVEAUX DE TRAITEMENT
ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

											2011		2006		2001		1996		1991		1986		1981		1976		1971		1966		1961		1956		1951		1946		1941		1936		1931		1926		1921		1916		1911		1906		1901		1896		1891		1886		1881		1876		1871		1866		1861		1856		1851		1846		1841		1836		1831		1826		1821		1816		1811		1806		1801		1796		1791		1786		1781		1776		1771		1766		1761		1756		1751		1746		1741		1736		1731		1726		1721		1716		1711		1706		1701		1696		1691		1686		1681		1676		1671		1666		1661		1656		1651		1646		1641		1636		1631		1626		1621		1616		1611		1606		1601		1596		1591		1586		1581		1576		1571		1566		1561		1556		1551		1546		1541		1536		1531		1526		1521		1516		1511		1506		1501		1496		1491		1486		1481		1476		1471		1466		1461		1456		1451		1446		1441		1436		1431		1426		1421		1416		1411		1406		1401		1396		1391		1386		1381		1376		1371		1366		1361		1356		1351		1346		1341		1336		1331		1326		1321		1316		1311		1306		1301		1296		1291		1286		1281		1276		1271		1266		1261		1256		1251		1246		1241		1236		1231		1226		1221		1216		1211		1206		1201		1196		1191		1186		1181		1176		1171		1166		1161		1156		1151		1146		1141		1136		1131		1126		1121		1116		1111		1106		1101		1096		1091		1086		1081		1076		1071		1066		1061		1056		1051		1046		1041		1036		1031		1026		1021		1016		1011		1006		1001		996		991		986		981		976		971		966		961		956		951		946		941		936		931		926		921		916		911		906		901		896		891		886		881		876		871		866		861		856		851		846		841		836		831		826		821		816		811		806		801		796		791		786		781		776		771		766		761		756		751		746		741		736		731		726		721		716		711		706		701		696		691		686		681		676		671		666		661		656		651		646		641		636		631		626		621		616		611		606		601		596		591		586		581		576		571		566		561		556		551		546		541		536		531		526		521		516		511		506		501		496		491		486		481		476		471		466		461		456		451		446		441		436		431		426		421		416		411		406		401		396		391		386		381		376		371		366		361		356		351		346		341		336		331		326		321		316		311		306		301		296		291		286		281		276		271		266		261		256		251		246		241		236		231		226		221		216		211		206		201		196		191		186		181		176		171		166		161		156		151		146		141		136		131		126		121		116		111		106		101		96		91		86		81		76		71		66		61		56		51		46		41		36		31		26		21		16		11		6		1		0		-		.		/		%		‰		°		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′		″		′	
--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	------	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--

TABLEAU I - 47B (fin)

FONCTIONNAIRES SELON LA LANGUE MATERNELLE, CERTAINS NIVEAUX DE TRAITEMENT
ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

Groupe ethnique et langue maternelle	- de \$3 000		\$3 000-4 999		\$5 000-9 999		\$10 000-14 999		\$15 000 et +		%V	
	Total		Total		Total		Total		Total		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Autres groupes												
Français	98	56.6	61	47.3	22	47.8	1	33.3	--	--	182	51.8
Anglais	12	7.0	11	8.5	5	10.9	1	33.3	--	--	29	8.3
Autres langues	63	36.4	57	44.2	19	41.3	1	33.3	--	--	140	39.9
Total	173	100.0	129	100.0	46	100.0	3	100.0	--	--	351	100.0
Tous les groupes												
Français	12 119	96.5	6 753	95.8	2 071	93.8	243	91.7	70	98.6	21 256	95.9
Anglais	375	3.0	230	3.3	117	5.3	20	7.5	1	1.4	743	3.4
Autres langues	67	0.5	66	0.9	21	0.9	2	0.8	--	--	156	0.7
Total	12 561	100.0	7 049	100.0	2 209	100.0	265	100.0	71	100.0	22 155	100.0

Source: Statistiques inédites du BFS, 1961.

TABLEAU I - 48

MOYENNE DES TRAITEMENTS DES FONCTIONNAIRES SELON LE SEXE ET LA LANGUE MATERNELLE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Sexe	Langue maternelle	Moyenne ⁽¹⁾
Femmes	- Français	\$3 509.40
	- Anglais	\$3 527.20
	- Autre	\$4 300.00
	T O T A L	\$4 342.60
Hommes	- Anglais	\$4 604.70
	- Français	\$4 692.50
	- Autre	\$4 958.90

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Pour calculer ces moyennes, les effectifs des informateurs "ayant un traitement de -\$10 000 et d'origine canadienne-française" ont été pondérés.

TABLEAU I - 49A

FONCTIONNAIRES SELON CERTAINS NIVEAUX DE TRAITEMENT,
LA LANGUE MATERNELLE ET LE SEXE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Langue maternelle et sexe	- de \$3 000		\$3 000-3 999		\$4 000-4 999		\$5 000-7 999		\$8 000-14 999		\$15 000 et +		Total
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N
Hommes													
Français	734	6.1	2 404	20.0	2 719	22.6	3 780	31.4	2 256	18.7	156	1.3	12 049
Anglais	29	5.6	146	28.3	83	16.1	132	25.6	116	22.5	10	1.9	516
Autres langues	21	3.6	80	13.7	93	15.9	237	40.6	151	25.9	2	0.3	584
Femmes													
Français	1 782	32.4	2 261	41.1	1 090	19.8	331	6.0	39	0.7	2	--	5 505
Anglais	71	48.3	27	18.4	23	15.6	20	13.6	6	4.1	--	--	147
Autres langues	11	10.5	31	29.5	31	29.5	21	20.0	11	10.5	--	--	105
Total ⁽¹⁾	2 648	14.0	4 949	26.2	4 039	21.4	4 521	23.9	2 579	13.6	170	0.9	18 906

TABLEAU I - 49B

FONCTIONNAIRES SELON CERTAINS NIVEAUX DE TRAITEMENT,
LA LANGUE MATERNELLE ET LE SEXE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Langue maternelle et sexe	- de \$3 000		\$3 000-3 999		\$4 000-4 999		\$5 000-7 999		\$8 000-14 999		\$15 000 et +		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Hommes														
Français	734	27.7	2 404	48.6	2 719	67.3	3 780	83.6	2 256	87.5	156	91.8	12 049	63.7
Anglais	29	1.1	146	3.0	83	2.1	132	2.9	116	4.5	10	5.9	516	2.7
Autres langues	21	0.8	80	1.6	93	2.3	237	5.2	151	5.9	2	1.2	584	3.1
Femmes														
Français	1 782	67.3	2 261	45.7	1 090	27.0	331	7.3	39	1.5	2	1.2	5 505	29.1
Anglais	71	2.7	27	0.5	23	0.6	20	0.4	6	0.2	--	--	147	0.8
Autres langues	11	0.4	31	0.6	31	0.8	21	0.5	11	0.4	--	--	105	0.6
Total ⁽¹⁾	2 648	100.0	4 949	100.0	4 039	100.0	4 521	100.0	2 579	100.0	170	100.0	18 906	100.0

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Dans ce tableau, les effectifs des informateurs "ayant un traitement de - \$10 000 et d'origine canadienne-française" ont été pondérés.

TABLEAU I - 50A

FONCTIONNAIRES ET POPULATION SELON LA LANGUE OFFICIELLE ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

										%H
Langue officielle		Fonctionnaires				Population				
		Français	Britan- nique	Autre	Tous les groupes	Français	Britan- nique	Autre	Tous les groupes	
Français	N	8 141	70	52	8 263	3 168 046	27 108	59 696	3 254 850	
	%	98.52	0.85	0.63	100.00	97.33	0.83	1.84	100.00	
Anglais	N	16	179	29	224	32 877	376 191	199 567	608 635	
	%	7.14	79.91	12.95	100.00	5.40	61.81	32.79	100.00	
Français et anglais	N	12 768	637	279	13 684	1 036 478	162 907	139 493	1 338 878	
	%	93.31	4.65	2.04	100.00	77.41	12.17	10.42	100.00	
Autre	N	2	--	10	12	3 953	851	52 044	56 848	
	%	16.66	--	83.34	100.00	6.95	1.50	91.55	100.00	
Total	N	20 927	886	370	22 183	4 241 354	567 057	450 800	5 259 211	
	%	94.34	3.99	1.67	100.00	80.65	10.78	8.57	100.00	

FONCTIONNAIRES ET POPULATION URBAINE SELON LA LANGUE OFFICIELLE ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

										%H
Langue officielle		Fonctionnaires				Population urbaine				
		Français	Britan- nique	Autre	Tous les groupes	Français	Britan- nique	Autre	Tous les groupes	
Français	N	8 141	70	52	8 263	2 063 223	19 836	50 545	2 133 604	
	%	98.52	0.85	0.63	100.00	96.70	0.93	2.37	100.00	
Anglais	N	16	179	29	224	25 423	318 893	187 834	532 150	
	%	7.14	79.91	12.95	100.00	4.78	59.92	35.30	100.00	
Français et anglais	N	12 768	637	279	13 684	917 035	142 901	133 454	1 193 390	
	%	93.31	4.65	2.04	100.00	76.84	11.98	11.18	100.00	
Autre	N	2	--	10	12	3 258	710	43 292	47 260	
	%	16.66	--	83.34	100.00	6.90	1.50	91.60	100.00	
Total	N	20 927	886	370	22 183	3 008 939	482 340	415 125	3 906 404	
	%	94.34	3.99	1.67	100.00	77.02	12.35	10.63	100.00	

Sources: Recensement du Canada, 1961; statistiques inédites du BFS, 1961.

TABLEAU I - 50B

FONCTIONNAIRES ET POPULATION SELON LA LANGUE OFFICIELLE ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

Langue officielle	Fonctionnaires				Population				%V
	Français	Britannique	Autre	Tous les groupes	Français	Britannique	Autre	Tous les groupes	
Français	N 8 141 % 38.90	70 7.90	52 14.05	8 263 37.25	3 168 046 74.69	27 108 4.78	59 696 13.24	3 254 850 61.89	
Anglais	N 16 % 0.08	179 20.20	29 7.84	224 1.01	32 877 0.78	376 191 66.34	199 567 44.27	608 635 11.57	
Français et anglais	N 12 768 % 61.01	637 71.90	279 75.41	13 684 61.69	1 036 478 24.44	162 907 28.73	139 493 30.94	1 338 878 25.46	
Autre	N 2 % 0.01	--	10 2.70	12 0.05	3 953 0.09	851 0.15	52 044 11.55	56 848 1.08	
Total	N 20 927 % 100.00	886 100.00	370 100.00	22 183 100.00	4 241 354 100.00	567 057 100.00	450 800 100.00	5 259 211 100.00	

FONCTIONNAIRES ET POPULATION URBAINE SELON LA LANGUE OFFICIELLE ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

Langue officielle	Fonctionnaires				Population urbaine				%V
	Français	Britannique	Autre	Tous les groupes	Français	Britannique	Autre	Tous les groupes	
Français	N 8 141 % 38.90	70 7.90	52 14.05	8 263 37.25	2 063 223 68.57	19 836 4.11	50 545 12.17	2 133 604 54.62	
Anglais	N 16 % 0.08	179 20.20	29 7.84	224 1.01	25 423 0.84	318 893 66.11	187 834 45.25	532 150 13.62	
Français et anglais	N 12 768 % 61.01	637 71.90	279 75.41	13 684 61.69	917 035 30.47	142 901 29.63	133 454 32.15	1 193 390 30.55	
Autre	N 2 % 0.01	--	10 2.70	12 0.05	3 258 0.12	710 0.15	43 292 10.43	47 260 1.21	
Total	N 20 927 % 100.00	886 100.00	370 100.00	22 183 100.00	3 008 939 100.00	482 340 100.00	415 125 100.00	3 906 404 100.00	

Sources: Recensement du Canada, 1961; statistiques inédites du BFS, 1961.

TABLEAU I - 51 A

FONCTIONNAIRES ET POPULATION SELON LA LANGUE MATERNELLE ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

Langue maternelle	Fonctionnaires				Population				%H
		Français	Britannique	Autre	Tous les groupes	Français	Britannique	Autre	Tous les groupes
Français	N	20 750	324	182	21 256	4 164 880	53 383	51 426	4 269 689
	%	97.62	1.52	0.86	100.00	97.55	1.25	1.20	100.00
Anglais	N	156	558	29	743	68 339	511 293	117 770	697 402
	%	21.00	75.10	3.90	100.00	9.80	73.31	16.89	100.00
Autre	N	14	2	140	156	8 135	2 381	281 604	292 120
	%	8.98	1.28	89.74	100.00	2.79	0.81	96.40	100.00
Total	N	20 920	884	351	22 155	4 241 354	567 057	450 800	5 259 211
	%	94.43	3.99	1.58	100.00	80.65	10.78	8.57	100.00

FONCTIONNAIRES ET POPULATION URBAINE SELON LA LANGUE MATERNELLE ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

Langue maternelle	Fonctionnaires				Population urbaine				%H
		Français	Britannique	Autre	Tous les groupes	Français	Britannique	Autre	Tous les groupes
Français	N	20 750	324	182	21 256	2 947 692	42 402	44 424	3 034 518
	%	97.62	1.52	0.86	100.00	97.14	1.40	1.46	100.00
Anglais	N	156	558	29	743	54 943	437 891	111 670	604 504
	%	21.00	75.10	3.90	100.00	9.09	72.44	18.47	100.00
Autre	N	14	2	140	156	6 304	2 047	259 031	267 382
	%	8.98	1.28	89.74	100.00	2.36	0.76	96.88	100.00
Total	N	20 920	884	351	22 155	3 008 939	482 340	415 125	3 906 404
	%	94.43	3.99	1.58	100.00	77.02	12.35	10.63	100.00

Sources: Recensement du Canada, 1961; statistiques inédites du BFS, 1961.

TABLEAU I - 51B

FONCTIONNAIRES ET POPULATION SELON LA LANGUE MATERNELLE ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

Langue maternelle		Fonctionnaires				Population			
		Français	Britannique	Autre	Tous les groupes	Français	Britannique	Autre	Tous les groupes
Français	N	20 750	324	182	21 256	4 164 880	53 383	51 426	4 269 689
	%	99.19	36.65	51.85	95.94	98.20	9.41	11.41	81.18
Anglais	N	156	558	29	743	68 339	511 293	117 770	697 402
	%	0.74	63.12	8.26	3.35	1.61	90.17	26.12	13.26
Autre	N	14	2	140	156	8 135	2 381	281 604	292 120
	%	0.07	0.23	39.89	0.71	0.19	0.42	62.47	5.56
Total	N	20 920	884	351	22 155	4 241 354	567 057	450 800	5 259 211
	%	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00

FONCTIONNAIRES ET POPULATION URBAINE SELON LA LANGUE MATERNELLE ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

Langue maternelle		Fonctionnaires				Population urbaine			
		Français	Britannique	Autre	Tous les groupes	Français	Britannique	Autre	Tous les groupes
Français	N	20 750	324	182	21 256	2 947 692	42 402	44 424	3 034 518
	%	99.19	36.65	51.85	95.94	97.96	8.79	10.70	77.68
Anglais	N	156	558	29	743	54 943	437 891	111 670	604 504
	%	0.74	63.12	8.26	3.35	1.83	90.79	26.90	15.48
Autre	N	14	2	140	156	6 304	2 047	259 031	267 382
	%	0.07	0.23	39.89	0.71	0.21	0.42	62.40	6.84
Total	N	20 920	884	351	22 155	3 008 939	482 340	415 125	3 906 404
	%	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00

Sources: Recensement du Canada, 1961; statistiques inédites du BFS, 1961.

TABLEAU I - 52A

FONCTIONNAIRES SELON LE SEXE, LA LANGUE OFFICIELLE ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

Langue officielle		%H							
		Français		Britannique		Autre		Tous les groupes	
		H	F	H	F	H	F	H	F
Français	N	5 485	2 656	54	16	44	8	5 583	2 680
	%	98.24	99.10	0.97	0.60	0.79	0.30	100.00	100.00
Anglais	N	10	6	122	57	22	7	154	70
	%	6.49	8.58	79.22	81.42	14.29	10.00	100.00	100.00
Français et anglais	N	9 452	3 316	486	151	215	64	10 153	3 531
	%	93.09	93.91	4.79	4.28	2.12	1.81	100.00	100.00
Autre	N	2	--	--	--	10	--	12	--
	%	16.66	--	--	--	83.34	--	100.00	--
Total	N	14 949	5 978	662	224	291	79	15 902	6 281
	%	94.01	95.17	4.16	3.57	1.83	1.26	100.00	100.00

POPULATION URBAINE SELON LE SEXE, LA LANGUE OFFICIELLE ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

Langue officielle		%H							
		Français		Britannique		Autre		Tous les groupes	
		H	F	H	F	H	F	H	F
Français	N	923 354	1 139 869	9 610	10 226	25 366	25 179	958 330	1 175 274
	%	96.35	96.99	1.00	0.87	2.65	2.14	100.00	100.00
Anglais	N	12 283	13 140	147 006	171 887	94 515	93 319	253 804	278 346
	%	4.84	4.72	57.92	61.75	37.24	33.53	100.00	100.00
Français et anglais	N	535 272	381 763	77 906	64 995	79 255	54 199	692 433	500 957
	%	77.30	76.20	11.25	12.98	11.45	10.82	100.00	100.00
Autre	N	1 669	1 589	387	323	17 961	25 331	20 017	27 243
	%	8.34	5.83	1.94	1.19	89.72	92.98	100.00	100.00
Total	N	1 472 578	1 536 361	234 909	247 431	217 097	198 028	1 924 584	1 981 820
	%	76.52	77.52	12.20	12.49	11.28	9.99	100.00	100.00

TABLEAU I - 52 A (fin)

POPULATION SELON LE SEXE, LA LANGUE OFFICIELLE ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

2024									
Langue officielle		Français		Britannique		Autre		Tous les groupes	
		H	F	H	F	H	F	H	F
Français	N	1 487 364	1 680 682	13 518	13 590	30 373	29 323	1 531 255	1 723 595
	%	97.14	97.51	0.88	0.79	1.98	1.70	100.00	100.00
Anglais	N	16 152	16 725	176 402	199 789	100 665	98 902	293 219	315 416
	%	5.51	5.30	60.16	63.34	34.33	31.36	100.00	100.00
Français et anglais	N	610 166	426 312	89 554	73 353	82 982	56 511	782 702	556 176
	%	77.96	76.65	11.44	13.19	10.60	10.16	100.00	100.00
Autre	N	2 021	1 932	459	392	22 200	29 844	24 680	32 168
	%	8.19	6.01	1.86	0.12	89.95	92.78	100.00	100.00
Total	N	2 115 703	2 125 651	279 933	287 124	236 220	214 580	2 631 856	2 627 355
	%	80.39	80.90	10.64	10.93	8.97	8.17	100.00	100.00

Sources: Recensement du Canada, 1961; statistiques inédites du BFS, 1961.

TABLEAU I - 52 B

FONCTIONNAIRES SELON LE SEXE, LA LANGUE OFFICIELLE ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

[illegible]

TABLEAU I - 52 B (fin)

POPULATION URBAINE SELON LE SEXE, LA LANGUE OFFICIELLE ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

		%V							
Langue officielle		Français		Britannique		Autre		Tous les groupes	
		H	F	H	F	H	F	H	F
Français	N	923 354	1 139 869	9 610	10 226	25 366	25 179	958 330	1 175 274
	%	62.70	74.19	4.09	4.13	11.68	12.71	49.79	59.30
Anglais	N	12 283	13 140	147 006	171 887	94 515	93 319	253 804	278 346
	%	0.84	0.86	62.58	69.47	43.54	47.13	13.19	14.05
Français et anglais	N	535 272	381 763	77 906	64 995	79 255	54 199	692 433	500 957
	%	36.35	24.85	33.16	26.27	36.51	27.37	35.98	25.28
Autre	N	1 669	1 589	387	323	17 961	25 331	20 017	27 243
	%	0.11	0.10	0.17	0.13	8.27	12.79	1.04	1.37
Total	N	1 472 578	1 536 361	234 909	247 431	217 097	198 028	1 924 584	1 981 820
	%	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00

POPULATION SELON LE SEXE, LA LANGUE OFFICIELLE ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

		%V							
Langue officielle		Français		Britannique		Autre		Tous les groupes	
		H	F	H	F	H	F	H	F
Français	N	1 487 364	1 680 682	13 518	13 590	30 373	29 323	1 531 255	1 723 595
	%	70.30	79.07	4.83	4.73	12.86	13.66	58.18	65.60
Anglais	N	16 152	16 725	176 402	199 789	100 665	98 902	293 219	315 416
	%	0.76	0.79	63.02	69.58	42.61	46.09	11.14	12.01
Français et anglais	N	610 166	426 312	89 554	73 353	82 982	56 511	782 702	556 176
	%	28.84	20.05	31.99	25.55	35.13	26.34	29.74	21.17
Autre	N	2 021	1 932	459	392	22 200	29 844	24 680	32 168
	%	0.10	0.09	0.16	0.14	9.40	13.91	0.94	1.22
Total	N	2 115 703	2 125 651	279 933	287 124	236 220	214 580	2 631 856	2 627 355
	%	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00

Sources: Recensement du Canada, 1961; statistiques inédites du BFS, 1961.

TABLEAU I - 53A

FONCTIONNAIRES SELON LE SEXE, LA LANGUE MATERNELLE ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

Langue maternelle		Français		Britannique		Autre		Tous les groupes	
		H		H		H		H	
		F		F		F		F	
Français	N	14 810	5 940	243	81	135	47	15 188	6 068
	%	97.51	97.89	1.60	1.33	0.89	0.78	100.00	100.00
Anglais	N	123	35	416	142	22	7	561	182
	%	21.93	18.13	74.15	78.02	3.92	3.85	100.00	100.00
Autre	N	14	-	2	--	123	17	139	17
	%	10.07	---	1.44	---	88.49	100.00	100.00	100.00
Total	N	14 947	5 973	661	223	280	71	15 888	6 267
	%	94.08	95.31	4.16	3.56	1.76	1.13	100.00	100.00

POPULATION URBAINE SELON LE SEXE, LA LANGUE MATERNELLE ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

Langue maternelle		Français		Britannique		Autre		Tous les groupes	
		H		H		H		H	
		F		F		F		F	
Français	N	1 442 574	1 505 118	22 122	20 280	23 274	21 150	1 487 970	1 546 548
	%	96.95	97.32	1.49	1.31	1.56	1.37	100.00	100.00
Anglais	N	26 834	28 109	211 681	226 210	56 526	55 144	295 041	309 463
	%	9.10	9.08	71.74	73.10	19.16	17.82	100.00	100.00
Autre	N	3 170	3 134	1 106	941	137 297	121 734	141 573	125 809
	%	2.24	2.49	0.78	0.75	96.98	96.96	100.00	100.00
Total	N	1 472 578	1 536 361	234 909	247 431	217 097	198 028	1 924 584	1 981 820
	%	76.51	77.52	12.21	12.49	11.28	9.99	100.00	100.00

POPULATION SELON LE SEXE, LA LANGUE MATERNELLE ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

										%H
Langue maternelle	Français				Britannique		Autre		Tous les groupes	
		H	F		H	F	H	F	H	F
Français	N	2 077 678	2 087 202		28 153	25 230	27 175	24 251	2 133 006	2 136 683
	%	97.41	97.68		1.32	1.18	1.27	1.14	100.00	100.00
Anglais	N	33 875	34 464		250 506	260 787	59 745	58 025	344 126	353 276
	%	9.84	9.75		72.80	73.82	17.36	16.43	100.00	100.00
Autre	N	4 150	3 985		1 274	1 107	149 300	132 304	154 724	137 396
	%	2.68	2.90		0.82	0.81	96.50	96.29	100.00	100.00
Total	N	2 115 703	2 125 651		279 933	287 124	236 220	214 580	2 631 856	2 627 355
	%	80.39	80.90		10.64	10.93	8.97	8.17	100.00	100.00

Sources: Recensement du Canada, 1961; statistiques inédites du BFS, 1961.

FONCTIONNAIRES SELON LE SEXE, LA LANGUE MATERNELLE ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

[illegible]

TABLEAU I - 53B(fin)

POPULATION URBAINE SELON LE SEXE, LA LANGUE MATERNELLE ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

										%V
Langue maternelle	Français				Britannique		Autre		Tous les groupes	
	H		F		H	F	H	F	H	F
Français	N	1 442 574	1 505 118	22 122	20 280	23 274	21 150	1 487 970	1 546 548	
	%	97.96	97.97	9.42	8.20	10.72	10.68	77.31	78.04	
Anglais	N	26 834	28 109	211 681	226 210	56 526	55 144	295 041	309 463	
	%	1.82	1.83	90.11	91.42	26.04	27.85	15.33	15.61	
Autre	N	3 170	3 134	1 106	941	137 297	121 734	141 573	125 809	
	%	0.22	0.20	0.47	0.38	63.24	61.47	7.36	6.35	
Total	N	1 472 578	1 536 361	234 909	247 431	217 097	198 028	1 924 584	1 981 820	
	%	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	

POPULATION SELON LE SEXE, LA LANGUE MATERNELLE ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

										%V
Langue maternelle	Français				Britannique		Autre		Tous les groupes	
		H	F		H	F	H	F	H	F
Français	N	2 077 678	2 087 202		28 153	25 230	27 175	24 251	2 133 006	2 136 683
	%	98.20	98.19		10.06	8.79	11.80	11.30	81.05	81.32
Anglais	N	33 875	34 464		250 506	260 787	59 745	58 025	344 126	353 276
	%	1.60	1.62		89.49	90.83	25.29	27.04	13.07	13.45
Autre	N	4 150	3 985		1 274	1 107	149 300	132 304	154 724	137 396
	%	0.20	0.19		0.45	0.38	63.21	61.66	5.88	5.23
Total	N	2 115 703	2 125 651		279 933	287 124	236 220	214 580	2 631 856	2 627 355
	%	100.00	100.00		100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00

Sources: Recensement du Canada, 1961; statistiques inédites du BFS, 1961.

TABLEAU I - 54 A

FONCTIONNAIRES, POPULATION AGÉE DE 15 ANS ET PLUS, POPULATION URBAINE AGÉE DE 15 ANS ET PLUS,
SELON LA LANGUE MATERNELLE ET LE SEXE,
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

Langue maternelle		%H								
		Fonctionnaires			Population 15 ans et +			Population urbaine 15 ans et +		
		H	F	T	H	F	T	H	F	T
Français	N	15 193	6 072	21 265	1 331 512	1 365 282	2 696 794	952 540	1 030 054	1 982 594
	%	71.45	28.55	100.00	49.37	50.63	100.00	48.04	51.96	100.00
Anglais	N	570	187	757	228 011	244 802	472 813	195 355	216 073	411 428
	%	75.30	24.70	100.00	48.22	51.78	100.00	47.48	52.52	100.00
Autre	N	147	27	174	121 107	105 102	226 209	112 621	98 118	210 739
	%	84.48	15.52	100.00	53.54	46.46	100.00	53.44	46.56	100.00
Total	N	15 910	6 286	22 196	1 680 630	1 715 186	3 395 816	1 260 516	1 344 245	2 604 761
	%	71.68	28.32	100.00	49.49	50.51	100.00	48.39	51.61	100.00

Sources: Recensement du Canada, 1961; statistiques inédites du BFS, 1961.

TABLEAU I - 54 B

FONCTIONNAIRES, POPULATION AGÉE DE 15 ANS ET PLUS, POPULATION URBAINE AGÉE DE 15 ANS ET PLUS,
SELON LA LANGUE MATERNELLE ET LE SEXE,
PROVINCE DE QUÉBEC
1961

Langue maternelle		%V								
		Fonctionnaires			Population 15 ans et +			Population urbaine 15 ans et +		
		H	F	T	H	F	T	H	F	T
Français	N	15 193	6 072	21 265	1 331 512	1 365 282	2 696 794	952 540	1 030 054	1 982 594
	%	95.50	96.60	95.81	79.22	79.60	79.40	75.57	76.63	76.12
Anglais	N	570	187	757	228 011	244 802	472 813	195 355	216 073	411 428
	%	3.58	2.97	3.41	13.57	14.27	13.93	15.50	16.07	15.79
Autre	N	147	27	174	121 107	105 102	226 209	112 621	98 118	210 739
	%	0.92	0.43	0.78	7.21	6.13	6.67	8.93	7.30	8.09
Total	N	15 910	6 286	22 196	1 680 630	1 715 186	3 395 816	1 260 516	1 344 245	2 604 761
	%	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00

Sources: Recensement du Canada, 1961; statistiques inédites du BFS, 1961.

TABLEAU I - 55A

FONCTIONNAIRES SELON L'ÂGE, LE SEXE ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES									
PROVINCE DE QUÉBEC									
1961									
Groupe d'âges		Français		Britannique		Autre		%H	
								Tous les groupes	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
15 - 24	N	1 818	1 836	79	44	31	18	1 928	1 898
	%	49.75	50.25	64.23	35.77	63.24	36.76	50.39	49.61
25 - 44	N	5 549	2 034	204	82	139	38	5 892	2 154
	%	73.18	26.82	71.33	28.67	78.53	21.47	73.23	26.77
45 - 64	N	6 138	1 883	287	86	106	20	6 531	1 989
	%	76.52	23.48	76.94	23.06	84.13	15.87	76.65	23.35
65 ans et +	N	1 444	225	92	12	15	3	1 551	240
	%	86.52	13.48	88.46	11.54	83.33	16.67	86.60	13.40
Total	N	14 949	5 978	662	224	291	79	15 902	6 281
	%	71.43	28.57	74.72	25.28	78.65	21.35	71.68	28.32

Source: Recensement du Canada, 1961.

TABLEAU I - 55B

FONCTIONNAIRES SELON L'ÂGE, LE SEXE ET CERTAINS GROUPES ETHNIQUES									
PROVINCE DE QUÉBEC									
1961									
Groupe d'âges		Français		Britannique		Autre		%V	
								Tous les groupes	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
15 - 24	N	1 818	1 836	79	44	31	18	1 928	1 898
	%	12.16	30.71	11.93	19.65	10.65	22.78	12.13	30.22
25 - 44	N	5 549	2 034	204	82	139	38	5 892	2 154
	%	37.12	34.03	30.82	36.60	47.77	48.10	37.05	34.29
45 - 64	N	6 138	1 883	287	86	106	20	6 531	1 989
	%	41.06	31.50	43.35	38.39	36.43	25.32	41.07	31.67
65 ans et +	N	1 444	225	92	12	15	3	1 551	240
	%	9.66	3.76	13.90	5.36	5.15	3.80	9.75	3.82
Total	N	14 949	5 978	662	224	291	79	15 902	6 281
	%	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00

Source: Statistiques inédites du BFS, 1961.

TABLEAU I - 56

RÉGION DE TRAVAIL SELON CERTAINS GROUPES LINGUISTIQUES ET CERTAINS NIVEAUX DE TRAITEMENT
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Région de travail	- de \$10 000 et franco- phones		- de \$10 000 et anglo- phones		\$10 000 ou + et franco- phones		\$10 000 ou + et anglo- phones		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Montréal métropolitain	474	26.1	99	37.5	148	20.9	18	40.0	739	26.1
Québec métropolitain	903	49.6	79	29.9	445	62.9	22	48.9	1 449	51.1
Autre région	442	24.3	86	32.6	114	16.1	5	11.1	647	22.8
Total	1 819	100.0	264	100.0	707	100.0	45	100.0	2 835	100.0

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

TABLEAU I - 57

TYPE DE TRAVAIL SELON CERTAINS GROUPES LINGUISTIQUES ET CERTAINS NIVEAUX DE TRAITEMENT
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Type de travail	- de \$10 000 et franco- phones		- de \$10 000 et anglo- phones		\$10 000 ou + et franco- phones		\$10 000 ou + et anglo- phones		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Travail de direction ou professionnel	339	20.1	65	29.8	575	84.9	33	76.7	1 012	38.5
Enseignement	145	8.6	31	14.2	56	8.3	8	18.6	240	9.1
Travail de bureau	772	45.7	76	34.9	13	1.9	—	—	861	32.8
Travail spécialisé	308	18.2	36	16.5	27	4.0	2	4.7	373	14.2
Travail non spécialisé	124	7.3	10	4.6	6	0.9	—	—	140	5.3
Total	1 688	100.0	218	100.0	677	100.0	43	100.0	2 626	100.0

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

TABLEAUX DU DEUXIÈME ESSAI

TABLEAU II - 1

PROPORTION DES FONCTIONNAIRES QUI ONT RÉPONDU "OUI" À DIVERS MOTIFS D'ENTRÉE
DANS LA FONCTION PUBLIQUE SELON CERTAINS GROUPES D'ÂGES
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Groupe d'âges	Car- rière	Sta- bilité	Goûts person- nels	Trai- tement	Mécontent de l'em- ploi pré- cédent	Amis dans la fonction publique	Lieu de travail	Avis publics	Travail utile pour le Québec	Travail utile pour le Canada	Ha- sard
34 ans et -	63.1	87.8	84.9	39.5	28.2	19.7	77.2	36.3	67.9	41.8	30.1
35 - 54 ans	72.9	88.9	90.1	58.7	25.9	24.8	86.2	34.0	80.3	58.6	38.3
55 ans et +	67.8	88.9	88.8	44.9	25.4	34.4	88.4	35.3	86.3	72.0	43.3
Total ⁽¹⁾	67.9	88.5	87.8	42.3	27.0	24.9	83.1	35.2	76.7	54.8	35.6

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABLEAU II - 2

PROPORTION DES FONCTIONNAIRES QUI ONT RÉPONDU "OUI" À DIVERS MOTIFS D'ENTRÉE
DANS LA FONCTION PUBLIQUE SELON LE SEXE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Sexe	Car- rière	Sta- bilité	Goûts person- nels	Trai- tement	Mécontent de l'em- ploi pré- cédent	Amis dans la fonction publique	Lieu de travail	Avis publics	Travail utile pour le Québec	Travail utile pour le Canada	Ha- sard
Hommes	73.7	88.3	88.5	39.7	28.9	26.5	83.4	34.4	82.1	59.7	33.5
Femmes	54.5	87.1	86.2	48.4	24.5	20.3	81.8	35.5	63.3	42.7	40.6
Total ⁽¹⁾	68.0	88.6	87.9	42.4	27.7	24.7	83.0	34.8	76.5	54.6	35.7

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABLEAU II - 3

PROPORTION DES FONCTIONNAIRES QUI ONT RÉPONDU "OUI" À DIVERS MOTIFS D'ENTRÉE
DANS LA FONCTION PUBLIQUE SELON LE NIVEAU DE SCOLARISATION
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Niveau de scolarisation	Carrière	Stabilité	Goûts personnels	Traitement	Mécontent de l'emploi précédent	Amis dans la fonction publique	Lieu de travail	Avis publics	Travail utile pour le Québec	Travail utile pour le Canada	Hasard
8 années ou moins	67.9	93.1	91.8	55.7	38.5	37.6	89.8	42.4	85.9	70.8	54.1
9 - 16 années	67.6	89.7	86.8	43.8	27.0	22.9	84.3	37.0	74.6	52.5	36.4
17 années ou plus	71.3	81.2	89.3	27.7	22.7	22.4	73.2	20.7	78.5	52.7	21.2
Total ⁽¹⁾	68.3	88.5	87.8	42.3	27.5	24.5	83.0	34.7	76.6	54.7	35.7

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABLEAU II - 4

PROPORTION DES FONCTIONNAIRES QUI ONT RÉPONDU "OUI" À DIVERS MOTIFS D'ENTRÉE
DANS LA FONCTION PUBLIQUE SELON L'OCCUPATION DU PÈRE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Groupe d'occupations	Carrière	Stabilité	Goûts personnels	Traitement	Mécontent de l'emploi précédent	Amis dans la fonction publique	Lieu de travail	Avis publics	Travail utile pour le Québec	Travail utile pour le Canada	Hasard
Professionnel et enseignant	69.7	85.3	87.7	35.8	24.5	28.2	80.1	20.4	80.7	57.3	31.2
Administrateur	69.6	87.8	89.3	34.6	24.5	22.5	80.3	30.4	75.3	57.4	36.1
Commerçant	70.2	86.0	89.2	37.2	20.7	24.9	82.2	31.3	77.3	53.3	36.3
Employé de bureaux	69.0	91.1	84.0	45.1	29.5	26.8	84.0	34.1	73.1	51.9	30.8
Ouvrier spécialisé	65.0	89.4	86.9	46.0	28.3	22.6	83.6	36.8	75.5	52.2	34.7
Manoeuvre	67.9	92.6	87.9	44.0	36.9	24.9	82.4	40.1	76.5	53.2	39.2
Agriculteur	72.8	85.9	89.9	43.1	26.3	26.3	82.3	38.8	83.5	64.2	38.1
Autre	63.2	87.3	91.2	44.7	26.2	20.8	86.0	37.1	70.5	50.8	39.1
Total ⁽¹⁾	68.4	88.6	87.9	42.3	27.7	24.7	83.0	34.8	76.6	54.8	35.7

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABLEAU II - 5

PROPORTION DES FONCTIONNAIRES QUI ONT RÉPONDU "OUI" À DIVERS MOTIFS D'ENTRÉE
DANS LA FONCTION PUBLIQUE SELON LE MILIEU DE VIE OÙ ILS ONT VÉCU AVANT LEUR MAJORITÉ
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Milieu de vie	Carrière	Stabilité	Coûts personnels	Traitement	Mécontent de l'emploi précédent	Amis dans la fonction publique	Lieu de travail	Avis publics	Travail utile pour le Québec	Travail utile pour le Canada	Hasard
Moins de 5 000 habitants	72.0	86.9	89.3	38.9	26.3	24.1	85.7	33.8	80.8	55.3	33.1
5 000 - 24 999 habitants	70.2	90.3	87.9	39.1	23.1	20.0	83.5	33.3	70.0	55.5	33.1
25 000 h. et plus	64.5	83.0	90.9	34.1	25.2	17.3	75.8	26.8	79.6	61.5	29.2
Québec métropolitain	65.7	91.5	85.9	50.4	29.8	29.7	84.2	40.5	72.0	50.9	37.8
Montréal métropolitain	69.1	87.9	87.3	40.6	30.7	24.0	79.8	31.5	77.6	57.9	41.2
Total ⁽¹⁾	68.5	88.6	87.8	42.5	27.7	24.8	83.0	34.8	76.8	55.0	35.6

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABLEAU II - 6

PROPORTION DES FONCTIONNAIRES QUI ONT RÉPONDU "OUI" À DIVERS MOTIFS D'ENTRÉE
DANS LA FONCTION PUBLIQUE SELON LES MINISTÈRES⁽¹⁾
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Ministère	Carrière	Stabilité	Coûts personnels	Traitement	Mécontent de l'emploi précédent	Amis dans la fonction publique	Lieu de travail	Avis publics	Travail utile pour le Québec	Travail utile pour le Canada	Hasard
Affaires culturelles	50.7	83.4	94.0	39.8	30.4	30.0	78.3	27.6	76.1	61.2	45.9
Affaires municipales	68.3	85.6	90.4	62.9	31.1	16.3	84.1	41.3	81.7	67.4	38.0
Agriculture et Colonisation	63.1	84.9	85.1	36.0	18.6	27.4	85.4	24.2	74.4	51.0	29.5
Éducation	74.7	82.6	92.4	28.3	24.0	22.3	71.5	18.8	77.0	56.7	23.9
Famille et Bien-être social	68.0	91.3	86.7	45.8	28.0	17.9	82.4	54.6	80.9	54.3	31.8
Finances	64.6	93.4	88.2	54.2	29.7	26.2	80.8	40.9	65.5	46.5	40.9
Industrie et Commerce	72.7	79.8	90.0	33.8	33.4	24.4	75.8	31.5	78.7	53.8	33.6
Justice	61.9	92.5	84.9	40.9	34.7	24.2	87.6	33.8	74.4	60.2	48.2

TABLEAU II - 6 (fin)

PROPORTION DES FONCTIONNAIRES QUI ONT RÉPONDU "OUI" À DIVERS MOTIFS D'ENTRÉE
DANS LA FONCTION PUBLIQUE SELON LES MINISTÈRES⁽¹⁾
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Ministère	Car- rière	Sta- bilité	Goûts person- nels	Trai- tement	Mécontent de l'em- ploi pré- cédent	Amis dans la fonction publique	Lieu de travail	Avis publics	Travail utile pour le Québec	Travail utile pour le Canada	Ha- sard
Revenu	65.9	94.8	82.7	50.5	32.2	24.6	84.6	42.1	75.5	50.5	38.6
Richesses naturelles	79.1	87.2	88.8	37.5	33.6	26.9	82.7	27.8	69.9	50.5	34.3
Santé	69.1	80.9	88.5	31.1	16.0	18.7	88.8	20.3	79.4	58.9	41.7
Terres et Forêts	77.8	87.3	92.6	35.7	37.1	27.5	85.7	30.3	85.9	62.8	21.3
Tourisme, Chas- se et Pêche	68.0	81.5	85.7	45.5	22.6	17.9	83.7	39.9	76.4	66.5	32.6
Transports et Communications	62.1	90.2	82.5	49.4	33.0	28.9	83.9	38.3	70.1	41.9	37.6
Travail	73.2	92.9	91.7	46.3	18.6	19.1	87.9	48.3	81.8	69.2	29.1

PROPORTION DES FONCTIONNAIRES QUI ONT RÉPONDU "OUI" À DIVERS MOTIFS D'ENTRÉE
DANS LA FONCTION PUBLIQUE SELON LES MINISTÈRES⁽¹⁾
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Ministère	Car- rière	Sta- bilité	Goûts person- nels	Trai- tement	Mécontent de l'em- ploi pré- cédent	Amis dans la fonction publique	Lieu de travail	Avis publics	Travail utile pour le Québec	Travail utile pour le Canada	Ha- sard
Travaux publics	55.5	93.3	92.4	52.5	33.0	27.3	89.6	38.1	79.9	49.4	55.5
Voirie	68.4	88.5	82.7	29.1	25.0	23.8	82.4	30.1	68.9	43.5	37.8
Secrétariat de la province	63.0	87.0	91.2	56.8	15.1	45.7	82.6	44.6	76.7	53.0	40.9
Assemblée et C. législatifs	58.7	93.6	88.4	59.9	26.2	25.6	88.5	36.0	82.4	57.0	18.0
Conseil exécutif	79.3	97.1	85.0	62.7	8.7	42.1	77.1	32.3	67.2	36.4	14.9
Total ⁽²⁾	67.6	88.4	87.6	41.6	27.4	24.1	82.9	34.1	76.3	54.2	35.7

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Le ministère des Affaires fédérales provinciales a été exclu du tableau à cause du peu d'importance de ses effectifs.

(2) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABLEAU II - 7

PROPORTION DES FONCTIONNAIRES QUI ONT RÉPONDU "OUI" À DIVERS MOTIFS D'ENTRÉE
DANS LA FONCTION PUBLIQUE SELON L'ANCIENNETÉ
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Ancienneté	Car- rière	Sta- bilité	Goûts person- nels	Trai- tement	Mécontent de l'em- ploi pré- cédent	Amis dans la fonction publique	Lieu de travail	Avis publics	Travail utile pour le Québec	Travail utile pour le Canada	Ha- sard
5 ans ou -	64.7	88.4	88.7	45.4	31.3	21.5	81.6	45.7	76.5	53.4	30.9
6 - 20 ans	67.5	89.7	87.3	37.5	23.6	29.3	83.6	26.9	75.8	54.6	39.7
21 ans ou +	75.3	86.4	84.9	40.8	20.3	27.6	87.0	20.3	80.2	63.3	40.8
Total ⁽¹⁾	67.9	88.5	87.8	42.3	27.0	24.9	83.1	35.2	76.7	54.8	35.6

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABLEAU II - 8

PROPORTION DES FONCTIONNAIRES QUI ONT RÉPONDU "OUI" À DIVERS MOTIFS D'ENTRÉE
DANS LA FONCTION PUBLIQUE SELON LE TRAVAIL ACTUEL
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Travail actuel	Car- rière	Sta- bilité	Goûts person- nels	Trai- tement	Mécontent de l'em- ploi pré- cédent	Amis dans la fonction publique	Lieu de travail	Avis publics	Travail utile pour le Québec	Travail utile pour le Canada	Ha- sard
Direction ou travail prof.	73.1	81.2	89.3	33.3	20.6	22.4	77.0	23.4	82.4	55.5	24.7
Enseignement	76.2	83.2	93.6	20.5	21.6	17.6	70.3	10.3	78.5	61.9	23.1
Travail de bureau	61.5	92.9	84.1	49.0	29.9	24.3	84.3	42.7	67.4	46.3	41.1
Emploi spécia- lisé ou tech.	75.8	87.1	90.6	40.5	29.5	24.0	88.0	34.6	81.3	61.1	35.3
Emploi non spécialisé	62.8	94.4	88.2	58.0	36.5	39.3	93.8	44.1	90.8	73.7	51.6
Total ⁽¹⁾	68.1	88.4	87.6	42.0	27.5	24.3	82.7	34.0	75.9	54.3	35.5

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABLEAU II - 9

PROPORTION DES FONCTIONNAIRES QUI ONT RÉPONDU "OUI" À DIVERS MOTIFS D'ENTRÉE
DANS LA FONCTION PUBLIQUE SELON CERTAINS NIVEAUX DE TRAITEMENT
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Niveau de traitement	Carrière	Stabilité	Goûts personnels	Traitement	Mécontent de l'emploi précédent	Amis dans la fonction publique	Lieu de travail	Avis publics	Travail utile pour le Québec	Travail utile pour le Canada	Hazard
Moins de \$10 000	67.7	87.0	87.6	42.5	29.0	24.6	82.9	34.3	75.3	55.9	35.7
\$10 000 et plus	71.9	76.7	89.8	36.3	16.6	28.2	72.8	10.0	82.2	55.0	21.8
Total(1)	67.9	86.7	87.7	42.3	28.6	24.7	82.5	33.5	75.6	55.8	35.3

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABLEAU II - 10

PROPORTION DES FONCTIONNAIRES QUI ONT RÉPONDU "OUI" À DIVERS MOTIFS D'ENTRÉE
DANS LA FONCTION PUBLIQUE SELON LE LIEU DE TRAVAIL
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Lieu de travail	Carrière	Stabilité	Goûts personnels	Traitement	Mécontent de l'emploi précédent	Amis dans la fonction publique	Lieu de travail	Avis publics	Travail utile pour le Québec	Travail utile pour le Canada	Hazard
Moins de 5 000 habitants	72.5	83.4	88.7	41.2	27.4	24.1	87.3	37.4	81.4	58.8	36.1
5 000 - 24 999 habitants	69.8	88.2	90.9	33.2	20.4	18.9	84.6	28.4	79.5	59.9	33.9
25 000 habitants et plus	72.7	89.0	92.6	37.2	25.8	23.2	84.6	27.1	81.1	62.0	31.3
Québec métropolitain	66.8	89.4	86.2	48.0	28.3	27.2	83.6	38.6	73.6	50.9	35.8
Montréal métropolitain	68.2	89.0	87.5	38.1	31.0	23.2	78.5	33.4	78.2	57.4	40.5
Total(1)	68.5	88.7	87.9	42.5	27.9	24.7	82.9	35.0	76.7	55.2	36.3

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABLEAU II - 11

PROPORTION DES FONCTIONNAIRES QUI ONT RÉPONDU "OUI" À DIVERS MOTIFS D'ENTRÉE
DANS LA FONCTION PUBLIQUE SELON CERTAINS GROUPE LINGUISTIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Groupe linguistique	Carrière	Stabilité	Coûts personnels	Traitement	Mécontent de l'emploi précédent	Amis dans la fonction publique	Lieu de travail	Avis publics	Travail utile pour le Québec	Travail utile pour le Canada	Hasard
Francophone	68.4	88.9	87.8	42.2	27.5	24.7	83.1	35.0	76.8	54.7	35.7
Anglophone	63.9	71.0	87.0	42.3	36.5	24.7	78.5	22.6	67.2	63.7	31.7
Total ⁽¹⁾	67.9	86.7	87.7	42.3	28.6	24.7	82.5	33.5	75.6	55.8	35.3

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABLEAU II - 12

PROPORTION DES FONCTIONNAIRES QUI ONT RÉPONDU "OUI" À DIVERS MOTIFS D'ENTRÉE
DANS LA FONCTION PUBLIQUE SELON L'INDEX DE BILINGUISME
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Index de bilinguisme	Carrière	Stabilité	Coûts personnels	Traitement	Mécontent de l'emploi précédent	Amis dans la fonction publique	Lieu de travail	Avis publics	Travail utile pour le Québec	Travail utile pour le Canada	Hasard
Unilingue	65.1	89.8	87.4	43.0	30.9	27.9	87.2	41.3	78.4	53.7	43.9
Peu bilingue	68.0	89.9	88.7	44.6	28.7	23.7	80.8	35.4	74.1	52.7	34.4
Bilingue	70.6	86.8	87.7	40.2	25.5	23.9	83.3	31.2	77.6	56.8	32.9
Total ⁽¹⁾	68.6	88.6	88.0	42.4	27.6	24.6	83.1	34.7	76.5	54.7	35.6

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABLEAU II - 13

PROPORTION DES FONCTIONNAIRES QUI ONT RÉPONDU "OUI" À DIVERS MOTIFS D'ENTRÉE
DANS LA FONCTION PUBLIQUE SELON L'ORIGINE ETHNIQUE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Origine ethnique	Carrière	Stabilité	Goûts personnels	Traitement	Mécontent de l'emploi précédent	Amis dans la fonction publique	Lieu de travail	Avis publics	Travail utile pour le Québec	Travail utile pour le Canada	Hasard
Française	70.0	89.1	90.4	43.8	26.8	24.5	83.7	34.7	77.5	54.0	37.2
Autre	62.4	86.1	85.9	35.1	30.3	24.6	79.8	35.3	47.3	57.6	50.8
Total(1)	68.5	88.6	87.9	42.2	27.5	24.7	83.0	34.8	76.7	54.8	35.5

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABLEAU II - 14

PROPORTION DES FONCTIONNAIRES QUI ONT RÉPONDU "OUI" À DIVERS MOTIFS D'ENTRÉE
DANS LA FONCTION PUBLIQUE SELON LA LANGUE MATERNELLE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Langue maternelle	Carrière	Stabilité	Goûts personnels	Traitement	Mécontent de l'emploi précédent	Amis dans la fonction publique	Lieu de travail	Avis publics	Travail utile pour le Québec	Travail utile pour le Canada	Hasard
Français	68.8	89.3	87.9	43.1	27.8	24.9	83.3	35.5	76.4	53.7	35.9
Anglais	62.5	77.9	85.5	41.2	21.8	24.8	83.8	20.1	72.4	60.6	42.8
Autre	52.3	78.4	88.2	25.9	28.9	17.3	72.9	30.5	83.4	73.7	26.2
Total(1)	68.0	88.6	87.9	42.4	27.7	24.7	83.0	34.8	76.5	54.6	35.7

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABLEAU II - 15

PRINCIPAL MOTIF D'ENTRÉE DANS LA FONCTION PUBLIQUE SELON CERTAINS GROUPEs D'ÂGES
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Groupe d'âges	Carrière	Stabilité	Coûts personnels	Traitement	Mécontent de l'emploi précédent	Amis dans la fonction publique	Lieu de travail	Avis publics	Travail utile pour le Québec	Travail utile pour le Canada	%H
34 ans et -	18.4	23.2	33.7	1.3	0.3	0.2	4.1	2.4	2.8	0.1	11.3
35 à 54 ans	21.4	25.3	33.2	1.8	0.3	0.7	3.5	1.7	7.0	0.8	11.2
55 ans et +	14.0	24.5	31.9	--	0.6	1.2	5.0	0.2	6.8	2.2	13.1
Total ⁽¹⁾	18.7	21.7	33.2	1.6	0.4	0.7	4.1	1.7	5.3	0.9	11.7

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABLEAU II - 16

PRINCIPAL MOTIF D'ENTRÉE DANS LA FONCTION PUBLIQUE SELON LE SEXE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

											%H
Sexe	Car- rière	Sta- bilité	Coûts person- nels	Trai- tement	Mécontent de l'em- ploi pré- cédent	Amis dans la fonction publique	Lieu de travail	Avis publics	Travail utile pour le Québec	Travail utile pour le Canada	Na- sara
Hommes	22.9	19.6	31.4	0.8	0.3	0.7	4.1	1.6	5.9	1.2	10.8
Femmes	9.5	24.0	38.0	2.8	0.4	0.7	4.7	3.1	3.1	0.2	13.5
Total ⁽¹⁾	18.8	21.3	33.5	1.5	0.4	0.7	4.4	1.7	5.1	0.9	11.7

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABLEAU II - 17

PRINCIPAL MOTIF D'ENTRÉE DANS LA FONCTION PUBLIQUE SELON LE NIVEAU DE SCOLARISATION
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Niveau de scolarisation	Carrière	Stabilité	Coûts personnels	Traitement	Mécontent de l'emploi précédent	Amis dans la fonction publique	Lieu de travail	Avis publics	Travail utile pour le Québec	Travail utile pour le Canada	%H
8 années ou moins	10.8	40.1	24.0	—	0.5	1.5	6.5	1.1	4.2	1.5	9.2
9 - 16 années	18.6	21.5	34.0	1.8	0.3	0.6	3.9	2.0	4.3	0.8	11.8
17 années ou plus	25.6	9.4	35.2	1.4	0.3	0.6	4.7	0.3	9.2	2.9	11.9
Total(1)	19.0	21.3	33.2	1.6	0.4	0.7	4.4	1.7	5.2	0.9	11.6

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABLEAU II - 18

PRINCIPAL MOTIF D'ENTRÉE DANS LA FONCTION PUBLIQUE SELON L'OCCUPATION DU PÈRE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Occupation du père	Carrière	Stabilité	Coûts personnels	Traitement	Mécontent de l'emploi précédent	Amis dans la fonction publique	Lieu de travail	Avis publics	Travail utile pour le Québec	Travail utile pour le Canada	%H
Professionnel et enseignant	23.1	15.2	33.1	0.9	0.8	0.9	2.6	1.6	6.7	0.9	14.0
Administrateur	22.5	21.0	32.2	—	0.2	1.6	2.5	—	6.7	1.9	11.1
Commerçant	16.6	14.9	38.5	2.1	0.9	0.5	5.5	0.8	5.2	0.5	14.4
Employé de bureau	19.6	21.2	32.5	3.4	0.7	—	3.6	2.2	4.3	0.5	11.8
Ouvrier spécialisé	18.5	24.0	33.0	1.4	0.1	1.1	2.1	1.9	4.8	1.3	11.6
Manoeuvre	17.6	30.5	30.2	1.3	0.4	1.3	3.1	2.5	3.7	0.5	8.8
Agriculteur	19.7	17.6	35.0	0.8	—	—	8.9	0.8	6.3	1.3	9.3
Autre	17.6	22.5	26.1	1.4	—	0.7	7.3	2.8	6.8	0.7	14.1
Total(1)	19.0	21.4	33.2	1.6	0.4	0.7	4.4	1.7	5.2	0.9	11.5

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABLEAU II - 19

PRINCIPAL MOTIF D'ENTRÉE DANS LA FONCTION PUBLIQUE SELON LE MILIEU DE VIE
OÙ LES FONCTIONNAIRES ONT VÉCU AVANT LEUR MAJORITÉ
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

											%H
Milieu de vie	Carrière	Stabilité	Coûts personnels	Traitement	Mécontent de l'emploi précédent	Amis dans la fonction publique	Lieu de travail	Avis publics	Travail utile pour le Québec	Travail utile pour le Canada	Hasard
Moins de 5 000 habitants	17.8	19.5	35.9	1.2	0.2	0.8	7.9	1.0	5.4	0.7	9.2
5 000 - 24 999 habitants	22.6	17.3	37.2	0.6	—	—	2.6	1.9	5.0	1.0	11.4
25 000 h. et plus	20.2	12.2	39.3	2.4	1.4	0.6	3.5	1.2	4.2	1.4	13.6
Québec métropolitain	17.7	29.0	27.5	2.5	0.6	1.1	2.5	2.5	3.7	0.6	12.1
Montréal métropolitain	20.7	18.1	32.5	0.4	0.1	0.4	3.8	1.0	8.6	1.4	13.1
Total ⁽¹⁾	19.1	21.4	33.1	1.5	0.4	0.7	4.4	1.6	5.3	0.9	11.6

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABLEAU II - 20

PRINCIPAL MOTIF D'ENTRÉE DANS LA FONCTION PUBLIQUE SELON L'ANCIENNETÉ
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

											%H
Ancienneté	Carrière	Stabilité	Coûts personnels	Traitement	Mécontent de l'emploi précédent	Amis dans la fonction publique	Lieu de travail	Avis publics	Travail utile pour le Québec	Travail utile pour le Canada	Hasard
5 ans ou -	16.9	22.8	34.7	2.4	0.3	0.3	4.5	2.7	6.6	0.6	8.0
6 - 20 ans	19.1	21.8	31.6	0.8	0.7	0.8	3.7	0.7	4.2	0.5	14.6
21 ans ou +	23.4	17.5	33.1	0.5	—	1.4	2.5	—	2.4	2.4	16.5
Total ⁽¹⁾	18.7	21.7	33.2	1.6	0.4	0.7	4.1	1.7	5.3	0.9	11.7

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABLEAU II - 21

PRINCIPAL MOTIF D'ENTRÉE DANS LA FONCTION PUBLIQUE SELON LE TRAVAIL ACTUEL
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

											%H
Travail actuel	Car- rière	Sta- bilité	Coûts person- nels	Trai- tement	Mécontent de l'em- ploi pré- cédent	Amis dans la fonction publique	Lieu de travail	Avis publics	Travail utile pour le Québec	Travail utile pour le Canada	Ha- sard
Direction ou travail prof.	25.3	8.5	37.3	1.7	0.3	0.9	5.5	0.8	8.9	1.0	9.8
Enseignement	27.2	4.0	48.5	0.7	0.8	--	2.8	--	4.5	1.6	9.6
Travail de bureau	14.7	28.3	28.5	2.9	0.3	1.1	4.1	2.7	2.4	0.3	14.4
Emploi spécia- lisé ou tech.	23.3	18.2	34.9	--	0.3	0.4	2.7	1.8	6.6	1.7	9.9
Emploi non spécialisé	8.8	43.6	26.8	--	1.0	0.1	6.6	--	3.8	0.9	8.0
Total(1)	19.5	20.7	33.4	1.7	0.4	0.8	4.2	1.7	5.0	0.9	11.7

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABLEAU II - 22

PRINCIPAL MOTIF D'ENTRÉE DANS LA FONCTION PUBLIQUE SELON CERTAINS NIVEAUX DE TRAITEMENT
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

											%H
Niveau de traitement	Car- rière	Sta- bilité	Coûts person- nels	Trai- tement	Mécontent de l'em- ploi pré- cédent	Amis dans la fonction publique	Lieu de travail	Avis publics	Travail utile pour le Québec	Travail utile pour le Canada	Ha- sard
Moins de \$10 000	18.4	21.0	33.5	1.6	0.7	0.7	4.7	1.6	5.2	1.2	11.4
\$10 000 et plus	24.2	6.9	37.4	0.6	0.1	0.4	2.0	0.1	16.5	1.3	10.5
Total(1)	18.6	20.5	33.6	1.5	0.7	0.7	4.6	1.5	5.6	1.3	11.4

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABLEAU II - 23

PRINCIPAL MOTIF D'ENTRÉE DANS LA FONCTION PUBLIQUE SELON LE LIEU DE TRAVAIL
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Lieu de travail	Carrière	Stabilité	Coûts personnels	Traitement	Mécontent de l'emploi précédent	Amis dans la fonction publique	Lieu de travail	Avis publics	Travail utile pour le Québec	Travail utile pour le Canada	%H	
Moins de 5 000 habitants	17.2	13.4	41.2	---	0.8	1.4	11.9	--	2.4	2.2	9.1	
5 000 - 24 999 habitants	19.2	17.5	43.8	0.6	--	0.7	5.6	0.1	3.6	1.4	7.1	
25 000 habitants et plus	20.6	10.0	46.9	1.6	0.1	0.5	3.7	1.0	5.5	0.2	9.6	
Québec métropolitain	18.9	26.8	26.8	2.6	0.4	0.9	2.9	2.5	5.4	0.7	11.8	
Montréal métropolitain	19.3	19.2	32.9	0.3	0.4	0.3	3.5	1.7	6.6	0.9	14.8	
Total ⁽¹⁾	19.1	21.1	33.4	1.6	0.3	0.7	4.2	1.7	5.3	0.9	11.7	

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABLEAU II - 24

PRINCIPAL MOTIF D'ENTRÉE DANS LA FONCTION PUBLIQUE SELON CERTAINS GROUPES LINGUISTIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Groupe linguistique	Carrière	Stabilité	Coûts personnels	Traitement	Mécontent de l'emploi précédent	Amis dans la fonction publique	Lieu de travail	Avis publics	Travail utile pour le Québec	Travail utile pour le Canada	%H	
Francophone	19.1	21.6	33.1	1.6	0.3	0.7	4.3	1.7	5.1	0.9	11.6	
Anglophone	14.5	13.0	37.9	1.2	3.4	0.8	6.3	0.4	8.8	4.2	9.5	
Total ⁽¹⁾	18.6	20.5	33.6	1.5	0.7	0.7	4.6	1.5	5.6	1.3	11.4	

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABLEAU II - 25

PRINCIPAL MOTIF D'ENTRÉE DANS LA FONCTION PUBLIQUE SELON L'INDEX DE BILINGUISME
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Index de bilinguisme	Car- rière	Sta- bilité	Goûts person- nels	Trai- tement	Mécontent de l'em- ploi pré- cédent	Amis dans la fonction publique	Lieu de travail	Avis publics	Travail utile pour le Québec	Travail utile pour le Canada	%H
Unilingue	14.4	27.9	31.8	1.8	0.7	1.6	5.8	0.6	4.0	0.9	10.5
Peu bilingue	18.1	21.2	35.1	1.9	0.3	0.3	4.1	1.9	4.2	1.0	11.5
Bilingue	21.9	18.6	31.9	1.2	0.5	0.7	3.9	1.9	6.5	0.8	11.7
Total(1)	19.1	21.4	33.1	1.6	0.4	0.7	4.4	1.7	5.3	0.9	11.4

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.
(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABLEAU II - 26

PRINCIPAL MOTIF D'ENTRÉE DANS LA FONCTION PUBLIQUE SELON L'ORIGINE ETHNIQUE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Origine ethnique	Car- rière	Sta- bilité	Goûts person- nels	Trai- tement	Mécontent de l'em- ploi pré- cédent	Amis dans la fonction publique	Lieu de travail	Avis publics	Travail utile pour le Québec	Travail utile pour le Canada	%H
Française	19.7	21.1	34.6	1.5	0.3	0.5	3.9	1.1	4.8	0.5	11.9
Autre	15.8	22.7	32.3	1.2	0.2	1.2	5.9	1.8	6.6	2.3	9.8
Total(1)	19.0	21.5	33.4	1.5	0.3	0.7	4.3	1.7	5.2	0.9	11.5

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.
(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABLEAU II - 27

PRINCIPAL MOTIF D'ENTRÉE DANS LA FONCTION PUBLIQUE SELON LA LANGUE MATERNELLE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

											%H
Langue maternelle	Car- rière	Sta- bilité	Goûts person- nels	Trai- tement	Mécontent de l'em- ploi pré- cédent	Amis dans la fonction publique	Lieu de travail	Avis publics	Travail utile pour le Québec	Travail utile pour le Canada	Ha- sard
Français	19.3	21.2	33.6	1.5	0.3	0.5	4.1	1.6	4.9	0.7	11.6
Anglais	13.6	22.0	29.5	0.1	1.0	1.8	7.5	2.0	8.5	1.5	11.9
Autre	9.8	21.2	34.1	0.1	1.9	1.7	6.3	1.5	6.9	4.7	11.4
Total ⁽¹⁾	18.8	21.3	33.5	1.5	0.4	0.7	4.4	1.7	5.1	0.9	11.7

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABLEAU II - 28

ORIENTATION DES FONCTIONNAIRES À LA FIN DE LEURS ÉTUDES SELON LE TRAITEMENT
ET LE GROUPE LINGUISTIQUE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Traitement	Groupe linguistique	Fonction publique			Édu- cation	Dans l'entre- prise privée	Pro- fes- sion	Autres	Total
		Muni- cipale	Pro- vin- ciale	Fédé- rale					
\$10 000 ou plus	Francophone	0.7	13.4	4.2	15.2	16.2	28.0	22.3	688
" " "	Anglophone	—	4.4	—	40.0	20.0	13.3	12.3	46
Moins de \$10 000	Francophone	0.8	19.9	2.1	7.1	15.7	7.6	46.8	17 710
" " "	Anglophone	0.4	11.2	1.7	13.2	19.0	6.2	48.3	262
	Total(1)	0.8	19.5	2.2	7.6	15.8	8.3	45.8	18 706

TABLEAU II - 28 (fin)

ORIENTATION DES FONCTIONNAIRES À LA FIN DE LEURS ÉTUDES SELON L'ORIGINE ETHNIQUE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

				%H
Origine ethnique	Fonction publique	Ailleurs	Total	
			N	%
Française	60.4	39.6	5 349	100
Autre	51.1	48.9	1 358	100
Total ⁽¹⁾	58.6	41.4	6 707 ⁽²⁾	100

ORIENTATION DES FONCTIONNAIRES À LA FIN DE LEURS ÉTUDES SELON LE SEXE ET LA LANGUE MATERNELLE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

					%H
Sexe	Langue maternelle	Fonction publique	Ailleurs	Total	
				N	%
Hommes	Français	49.9	50.1	4 306	100
"	Anglais	41.8	58.2	194	100
"	Autre langue	49.3	50.7	146	100
Femmes	Français	81.2	18.8	1 936	100
"	Anglais	26.1	73.9	23	100
"	Autre langue	50.0	50.0	40	100
	Total ⁽¹⁾	58.7	41.3	6 645 ⁽²⁾	100

ORIENTATION DES FONCTIONNAIRES À LA FIN DE LEURS ÉTUDES SELON L'INDEX DE BILINGUISME
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

					%H
Index de bilinguisme	Fonction publique	Ailleurs	Total		
			N	%	
Unilingue	69.2	30.8	1 221	100	
Peu bilingue	62.2	37.8	2 743	100	
Bilingue	51.1	48.9	2 760	100	
Total ⁽¹⁾	58.9	41.1	6 724 ⁽²⁾	100	

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

(2) De nombreux informateurs n'ont pas répondu à la question.

TABLEAU II - 29

NOMBRE D'ANNÉES DE TRAVAIL DES FONCTIONNAIRES AVANT LEUR ENTRÉE DANS LA FONCTION PUBLIQUE
SELON LE TRAITEMENT ET LE GROUPE LINGUISTIQUE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Traitement	Groupe linguistique	Toujours	4 années et -	5 - 10 années	10 années et +	%H	
						Total N	%
\$10 000 ou plus	Francophone	18,6	19,9	22,7	38,7	682	100
" " "	Anglophone	8,7	8,7	17,4	65,2	46	100
Moins de \$10 000	Francophone	23,2	24,3	17,8	34,6	17 600	100
" " "	Anglophone	7,0	17,8	19,4	55,8	258	100
Total ⁽¹⁾		22,8	24,0	18,0	35,2	18 586	100

NOMBRE D'ANNÉES DE TRAVAIL DES FONCTIONNAIRES AVANT LEUR ENTRÉE DANS LA FONCTION PUBLIQUE
SELON L'ORIGINE ETHNIQUE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Origine ethnique	Toujours	4 années et -	5 - 10 années	10 années et +	%H	
					Total N	%
Française	23,5	24,5	18,4	33,4	17 780	100
Autre	19,6	21,8	17,1	41,2	650	100
Total ⁽¹⁾	22,8	24,0	18,2	35,0	18 430	100

TABLEAU II - 29 (fin)

NOMBRE D'ANNÉES DE TRAVAIL DES FONCTIONNAIRES AVANT LEUR ENTRÉE DANS LA FONCTION PUBLIQUE
SELON LA LANGUE MATERNELLE ET LE SEXE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Sexe	Langue maternelle	Toujours	4 années et -	5 - 10 années	10 années et +	Total	
						N	%
Hommes	Français	17,8	22,0	18,1	42,1	11 616	100
"	Anglais	15,6	7,3	23,1	54,0	506	100
"	Autre	11,0	8,5	29,9	50,6	555	100
Femmes	Français	35,9	32,2	16,5	15,4	5 300	100
"	Anglais	11,6	21,1	21,8	45,6	147	100
"	Autre	19,8	29,2	9,4	41,5	106	100
Total(1)		22,8	24,2	18,1	35,0	18 230	100

NOMBRE D'ANNÉES DE TRAVAIL DES FONCTIONNAIRES AVANT LEUR ENTRÉE DANS LA FONCTION PUBLIQUE
SELON L'INDEX DE BILINGUISME
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Index de bilinguisme	Toujours	4 années et -	5 - 10 années	10 années et +	Total	
					N	%
Unilingue	24,8	21,7	16,9	36,4	3 482	100
Peu bilingue	25,4	29,7	16,7	28,1	6 760	100
Bilingue	19,7	20,3	19,7	40,3	8 130	100
Total(1)	22,8	24,1	18,1	35,1	18 372	100

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABEAU II - 30

MOBILITÉ OCCUPATIONNELLE DES FONCTIONNAIRES AVANT LEUR ENTRÉE DANS LA FONCTION PUBLIQUE
SELON LE TRAITEMENT ET LE GROUPE LINGUISTIQUE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

%H

Traitement	Groupe linguistique	Nombre d'emplois occupés						Total	
		Aucun	1 ou 2	3 ou 4	5 ou 6	7 ou 8	9 ou +	N	%
\$10 000 ou plus	Francophone	22.2	55.2	17.3	4.3	0.6	0.4	681	100
" " "	Anglophone	6.5	52.2	34.8	6.5	—	—	46	100
Moins de \$10 000	Francophone	24.0	44.9	20.7	5.9	2.3	2.2	17 550	100
" " "	Anglophone	7.3	52.7	28.1	7.3	2.3	2.3	260	100
	Total(1)	23.7	45.4	20.7	5.8	2.2	2.2	18 537	100

MOBILITÉ OCCUPATIONNELLE DES FONCTIONNAIRES AVANT LEUR ENTRÉE DANS LA FONCTION PUBLIQUE
SELON L'ORIGINE ETHNIQUE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

%H

Origine ethnique	Nombre d'emplois occupés						Total	
	Aucun	1 ou 2	3 ou 4	5 ou 6	7 ou 8	9 ou +	N	%
Française	24.6	46.0	20.3	5.2	1.9	1.7	17 721	100
Autre	19.7	42.9	22.3	8.1	3.1	3.5	649	100
Total(1)	23.7	45.4	20.7	5.9	2.2	2.1	18 370	100

TABLEAU II - 30 (fin)

MOBILITÉ OCCUPATIONNELLE DES FONCTIONNAIRES AVANT LEUR ENTRÉE DANS LA FONCTION PUBLIQUE
SELON LA LANGUE MATERNELLE ET LE SEXE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Sexe	Langue maternelle	Nombre d'emplois occupés						%H	
		Aucun	1 ou 2	3 ou 4	5 ou 6	7 ou 8	9 ou +	Total N	%
Hommes	Français	19.6	44.7	23.7	7.1	2.5	2.4	11 632	100
"	Anglais	9.6	38.4	30.9	17.1	2.6	1.4	498	100
"	Autre	9.5	41.0	15.4	15.6	5.7	12.8	546	100
Femmes	Français	36.2	49.0	12.4	1.1	0.8	0.4	5 250	100
"	Anglais	11.6	54.8	31.5	1.4	0.7	—	146	100
"	Autre	30.2	19.8	29.2	1.9	18.9	—	106	100
Total(1)		23.8	45.6	20.5	5.9	2.1	2.1	18 178	100

MOBILITÉ OCCUPATIONNELLE DES FONCTIONNAIRES AVANT LEUR ENTRÉE DANS LA FONCTION PUBLIQUE
SELON L'INDEX DE BILINGUISME
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Index de bilinguisme	Nombre d'emplois occupés						%H	
	Aucun	1 ou 2	3 ou 4	5 ou 6	7 ou 8	9 ou +	Total N	%
Unilingue	27.8	39.6	18.8	7.8	2.2	3.4	3 501	100
Peu bilingue	25.9	45.7	20.7	4.5	1.7	1.6	6 702	100
Bilingue	19.6	48.3	21.4	5.9	2.5	2.0	8 141	100
Total(1)	23.6	45.7	20.6	5.8	2.2	2.1	18 344	100

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABLEAU II - 31

MOBILITÉ GÉOGRAPHIQUE DES FONCTIONNAIRES AVANT LEUR ENTRÉE DANS LA FONCTION PUBLIQUE
SELON LE TRAITEMENT ET LE GROUPE LINGUISTIQUE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

%H

Traitement	Groupe linguis- tique	Toujours dans la fonction publique	Nombre de localités de travail					Total	
			1	2	3	4	5 et +	N	%
\$10 000 ou plus	Francophone	19.8	38.4	17.9	11.0	3.1	9.8	682	100
" " "	Anglophone	6.7	24.4	17.8	24.4	6.7	20.0	45	100
Moins de \$10 000	Francophone	25.5	37.2	16.9	7.6	4.0	8.9	17 680	100
" " "	Anglophone	7.3	37.1	20.5	16.2	5.4	13.5	259	100
	Total ⁽¹⁾	24.9	37.2	16.9	7.9	4.0	9.1	18 666	100

MOBILITÉ GÉOGRAPHIQUE DES FONCTIONNAIRES AVANT LEUR ENTRÉE DANS LA FONCTION PUBLIQUE
SELON L'ORIGINE ETHNIQUE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

%H

Origine ethnique	Toujours dans la fonction publique	Nombre de localités de travail					Total	
		1	2	3	4	5 et +	N	%
Française	25.7	37.5	17.1	7.7	3.4	8.2	17 848	100
Autre	21.3	36.0	15.4	8.7	6.0	12.3	652	100
Total ⁽¹⁾	24.9	37.3	16.8	7.9	4.0	9.1	18 500	100

TABLEAU II - 31 (fin)

MOBILITÉ GÉOGRAPHIQUE DES FONCTIONNAIRES AVANT LEUR ENTRÉE DANS LA FONCTION PUBLIQUE
SELON LE SEXE ET LA LANGUE MATERNELLE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Sexe	Langue maternelle	Toujours dans la fonction publique	Nombre de localités de travail					%H	
								Total	
			1	2	3	4	5 et +	N	%
Hommes	Français	19.1	35.8	19.4	9.3	4.8	11.5	11 723	100
"	Anglais	9.7	34.2	20.3	18.1	7.6	10.1	497	100
"	Autre	11.2	31.0	9.2	13.8	10.1	24.8	545	100
Femmes	Français	41.6	41.4	12.0	2.7	0.8	1.5	5 269	100
"	Anglais	11.9	59.3	8.1	16.3	1.5	3.0	135	100
"	Autre	20.8	38.7	19.8	1.9	18.9	---	106	100
Total(1)		25.1	37.4	16.9	7.8	3.9	8.9	18 275	100

MOBILITÉ GÉOGRAPHIQUE DES FONCTIONNAIRES AVANT LEUR ENTRÉE DANS LA FONCTION PUBLIQUE
SELON L'INDEX DE BILINGUISME
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Index de bilinguisme	Toujours dans la fonction publique	Nombre de localités de travail					%H	
							Total	
		1	2	3	4	5 et +	N	%
Unilingue	28.0	32.9	15.8	9.8	3.9	9.2	3 540	100
Peu bilingue	28.5	37.3	17.2	6.9	3.3	7.0	6 744	100
Bilingue	20.4	39.4	17.4	7.9	4.4	10.5	8 159	100
Total(1)	24.8	37.4	17.0	7.9	3.9	9.0	18 443	100

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABLEAU II - 32

FONCTIONNAIRES AYANT TRAVAILLÉ DANS UNE ADMINISTRATION PUBLIQUE AUTRE QUE PROVINCIALE
 SELON LE TRAITEMENT ET LE GROUPE LINGUISTIQUE
 PROVINCE DE QUÉBEC
 1965

Traitement	Groupe linguistique	Non	Oui	%H	
				Total N	%
\$10 000 ou plus	Francophone	71.9	28.1	482	100
" " "	Anglophone	79.5	20.5	35	100
Moins de \$10 000	Francophone	82.6	17.4	17 160	100
" " "	Anglophone	80.1	19.9	246	100
	Total ⁽¹⁾	82.1	17.9	17 923	100

FONCTIONNAIRES AYANT TRAVAILLÉ DANS UNE ADMINISTRATION PUBLIQUE AUTRE QUE PROVINCIALE
 SELON L'ORIGINE ETHNIQUE
 PROVINCE DE QUÉBEC
 1965

Origine ethnique	Non	Oui	%H	
			Total N	%
Française	82.8	17.2	17 381	100
Autre	78.5	21.5	602	100
Total ⁽¹⁾	82.0	18.0	17 983	100

TABLEAU II - 32 (fin)

FONCTIONNAIRES AYANT TRAVAILLÉ DANS UNE ADMINISTRATION PUBLIQUE AUTRE QUE PROVINCIALE
SELON LE SEXE ET LA LANGUE MATERNELLE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Sexe	Langue maternelle	Non	Oui	%H	
				Total N	%
Hommes	Français	81.8	18.2	11 431	100
"	Anglais	87.5	12.5	488	100
"	Autre	54.7	45.3	516	100
Femmes	Français	85.6	14.4	5 120	100
"	Anglais	67.4	32.6	132	100
"	Autre	79.0	21.0	105	100
Total ⁽¹⁾		82.1	17.9	17 792	100

FONCTIONNAIRES AYANT TRAVAILLÉ DANS UNE ADMINISTRATION PUBLIQUE AUTRE QUE PROVINCIALE
SELON L'INDEX DE BILINGUISME
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Index de bilinguisme	Non	Oui	%H	
			Total N	%
Unilingue	90.1	9.9	3 379	100
Peu bilingue	86.8	13.2	6 584	100
Bilingue	75.2	24.8	7 976	100
Total ⁽¹⁾	82.3	17.7	17 939	100

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABLEAU II - 33

ANCIENNETÉ DANS LA FONCTION PUBLIQUE PROVINCIALE SELON LE TRAITEMENT ET LE GROUPE LINGUISTIQUE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Traitement	Groupe linguistique	Nombre d'années de travail			Total	
		5 ans et -	6 - 20 ans	21 ans et +	N	%
\$10 000 et plus	Francophone	33,8	30,8	35,5	702	100
" " "	Anglophone	43,5	34,8	21,7	46	100
Moins de \$ 10 000	Francophone	47,3	40,9	11,8	18 230	100
" " "	Anglophone	42,2	39,5	18,3	263	100
	Total(1)	46,8	40,5	12,7	19 241	100

ANCIENNETÉ DANS LA FONCTION PUBLIQUE PROVINCIALE SELON L'ORIGINE ETHNIQUE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Origine ethnique	Nombre d'années de travail			Total	
	5 ans et -	6 - 20 ans	21 ans et +	N	%
Française	41,9	41,1	17,0	18 341	100
Autre	52,5	38,7	8,8	674	100
Total(1)	46,4	40,6	12,8	19 015	100

TABLEAU II - 33 (fin)

ANCIENNETÉ DANS LA FONCTION PUBLIQUE PROVINCIALE SELON LE SEXE ET LA LANGUE MATERNELLE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Sexe	Langue maternelle	Nombre d'années de travail			Total	
		5 ans et -	6 - 20 ans	21 ans et +	N	%
Hommes	Français	42.6	43.1	14.3	12 001	100
"	Anglais	38.3	33.5	28.2	522	100
"	Autre	46.9	47.4	5.6	586	100
Femmes	Français	56.5	34.9	8.7	15 470	100
"	Anglais	58.2	30.1	11.6	146	100
"	Autre	69.8	29.2	0.9	106	100
Total(1)		46.9	40.4	12.7	18 831	100

ANCIENNETÉ DANS LA FONCTION PUBLIQUE PROVINCIALE SELON L'INDEX DE BILINGUISME
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Index de bilinguisme	Nombre d'années de travail			Total	
	5 ans et -	6 - 20 ans	21 ans et +	N	%
Unilingue	46.9	43.0	10.0	3 685	100
Peu bilingue	47.4	41.7	10.8	6 970	100
Bilingue	46.1	38.0	15.8	8 310	100
Total(1)	46.8	40.4	12.9	18 965	100

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABLEAU II - 34

ANCIENNETÉ : NOMBRE D'ANNÉES DE TRAVAIL À L'INTÉRIEUR D'UN MÊME MINISTÈRE
SELON LE TRAITEMENT ET LE GROUPE LINGUISTIQUE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Traitement	Groupe linguistique	Nombre d'années de travail			Total	
		5 ans et -	6 - 20 ans	21 ans et +	N	%
\$10 000 ou plus	Francophone	41.5	29.3	29.2	686	100
" " "	Anglophone	46.7	37.8	15.6	45	100
Moins de \$10 000	Francophone	51.8	37.9	10.3	17 930	100
" " "	Anglophone	45.5	38.6	15.9	264	100
Total ⁽¹⁾		51.4	37.6	11.0	18 925	100

ANCIENNETÉ : NOMBRE D'ANNÉES DE TRAVAIL À L'INTÉRIEUR D'UN MÊME MINISTÈRE
SELON LE SEXE ET LA LANGUE MATERNELLE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Sexe	Langue maternelle	Nombre d'années de travail			Total	
		5 ans et -	6 - 20 ans	21 ans et +	N	%
Hommes	Français	47.3	40.0	12.7	11 822	100
"	Anglais	38.4	38.4	23.3	511	100
"	Autre	49.6	46.6	3.8	575	100
Femmes	Français	61.1	31.6	7.3	5 389	100
"	Anglais	66.4	23.3	10.3	146	100
"	Autre	69.8	29.2	0.9	106	100
Total ⁽¹⁾		51.4	37.6	11.0	18 549	100

TABLEAU II - 34 (fin)

ANCIENNETÉ : NOMBRE D'ANNÉES DE TRAVAIL À L'INTÉRIEUR D'UN MÊME MINISTÈRE
SELON LE TRAITEMENT ET L'INDEX DE BILINGUISME
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Traitement	Index de bilinguisme	Nombre d'années de travail			Total	
		5 ans et -	6 - 20 ans	21 ans et +	N	%
\$10 000 ou plus	Unilingue	31.5	42.2	26.3	19	100
" " "	Peu bilingue	34.0	34.5	31.5	200	100
" " "	Bilingue	45.6	27.5	26.9	513	100
" " "	Total	42.1	29.8	28.1	732	100
Moins de \$10 000	Unilingue	51.0	40.4	8.6	3 570	100
" " "	Peu bilingue	52.0	39.2	8.8	6 656	100
" " "	Bilingue	51.7	35.5	12.8	7 729	100
" " "	Total ⁽¹⁾	51.7	37.9	10.5	17 955	100

ANCIENNETÉ : NOMBRE D'ANNÉES DE TRAVAIL À L'INTÉRIEUR D'UN MÊME MINISTÈRE
SELON LE TRAITEMENT ET L'ORIGINE ETHNIQUE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Traitement	Origine ethnique	Nombre d'années de travail			Total	
		5 ans et -	6 - 20 ans	21 ans et +	N	%
\$10 000 ou plus	Française	41.7	28.8	29.5	654	100
" " "	Autre	30.3	36.7	33.0	79	100
" " "	Total	41.9	29.7	28.4	733	100
Moins de \$10 000	Française	50.5	38.2	11.3	17 385	100
" " "	Autre	55.5	37.3	7.2	597	100
" " "	Total ⁽¹⁾	51.5	38.0	10.5	17 982	100

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABLEAU II - 35

ANCIENNETÉ : NOMBRE D'ANNÉES DE TRAVAIL À UN MÊME POSTE SELON LE TRAITEMENT ET LE GROUPE LINGUISTIQUE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Traitement	Groupe linguistique	Nombre d'années de travail			Total	
		5 ans et -	6 - 20 ans	21 ans et +	N	%
\$10 000 et plus	Français	71.4	19.9	8.7	686	100
" " "	Anglais	73.9	21.7	4.3	45	100
Moins de \$10 000	Français	64.2	30.2	5.6	17 930	100
" " "	Anglais	53.6	37.6	8.7	264	100
	Total(1)	64.4	29.9	5.7	18 925	100

ANCIENNETÉ : NOMBRE D'ANNÉES DE TRAVAIL À UN MÊME POSTE SELON LE TRAITEMENT ET L'ORIGINE ETHNIQUE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Traitement	Origine ethnique	Nombre d'années de travail			Total	
		5 ans et -	6 - 20 ans	21 ans et +	N	%
\$10 000 ou plus	Française	71.8	19.6	8.6	658	100
" " "	Autre	71.2	21.2	7.6	80	100
" " "	Total	71.8	19.8	8.4	738	100
Moins de \$10 000	Française	62.8	31.2	6.0	17 239	100
" " "	Autre	68.3	27.1	4.6	642	100
" " "	Total(1)	63.9	30.4	5.7	17 881	100

TABLEAU II - 35 (fin)

ANCIENNETÉ : NOMBRE D'ANNÉES DE TRAVAIL À UN MÊME POSTE SELON LE SEXE ET LA LANGUE MATERNELLE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Sexe	Langue maternelle	Nombre d'années de travail			Total	
		5 ans et -	6 - 20 ans	21 ans et +	N	%
Hommes	Français	61.3	33.1	5.6	11 804	100
"	Anglais	50.1	33.5	16.4	501	100
"	Autre	68.1	29.9	2.0	555	100
Femmes	Français	71.6	22.9	5.5	5 339	100
"	Anglais	70.1	21.8	8.2	147	100
"	Autre	99.0	--	1.0	105	100
	Total(1)	64.5	29.8	5.7	18 451	100

ANCIENNETÉ : NOMBRE D'ANNÉES DE TRAVAIL À UN MÊME POSTE SELON LE TRAITEMENT ET L'INDEX DE BILINGUISME
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Traitement	Index de bilinguisme	Nombre d'années de travail			Total	
		5 ans et -	6 - 20 ans	21 ans et +	N	%
\$10 000 ou plus	Unilingue	65.0	35.0	--	20	100
" " "	Peu bilingue	68.3	20.1	11.6	199	100
" " "	Bilingue	73.4	19.3	7.3	518	100
" " "	Total	71.8	19.9	8.3	737	100
Moins de \$10 000	Unilingue	59.9	34.4	5.7	3 580	100
" " "	Peu bilingue	67.1	28.4	4.5	6 597	100
" " "	Bilingue	63.4	29.9	6.7	7 678	100
" " "	Total(1)	64.1	30.3	5.7	17 855	100

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABLEAU II - 36

MOBILITÉ : NOMBRE DE MINISTÈRES OÙ LES FONCTIONNAIRES ONT TRAVAILLÉ DEPUIS LEUR ENTRÉE
DANS LA FONCTION PUBLIQUE SELON LE TRAITEMENT ET LE GROUPE LINGUISTIQUE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Traitement	Groupe linguistique	Toujours au même ministère	Nombre de ministères				Total	
			2	3	4	5 et +	N	%
\$10 000 ou plus	Francophone	77.1	16.6	4.6	1.3	0.4	680	100
" " "	Anglophone	100.0	---	---	---	---	45	100
Moins de \$10 000	Francophone	86.0	11.5	2.1	0.1	0.3	17 330	100
" " "	Anglophone	85.9	13.7	1.6	0.4	0.4	255	100
Total ⁽¹⁾		85.7	11.7	2.2	0.1	0.3	18 310	100

MOBILITÉ : NOMBRE DE MINISTÈRES OÙ LES FONCTIONNAIRES ONT TRAVAILLÉ DEPUIS LEUR ENTRÉE
DANS LA FONCTION PUBLIQUE SELON LE SEXE ET LA LANGUE MATERNELLE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Sexe	Langue maternelle	Toujours au même ministère	Nombre de ministères				Total	
			2	3	4	5 et +	N	%
Hommes	Français	85.7	11.7	2.2	0.1	0.4	11 511	100
"	Anglais	91.1	8.3	0.4	---	0.2	451	100
"	Autre	84.0	13.9	2.1	---	---	526	100
Femmes	Français	85.6	11.4	2.5	0.2	0.2	5 170	100
"	Anglais	94.1	4.4	1.5	---	---	135	100
"	Autre	98.1	1.0	---	1.0	---	105	100
Total ⁽¹⁾		85.9	11.5	2.2	0.1	0.3	17 898	100

TABLEAU II - 36 (fin)

MOBILITÉ : NOMBRE DE MINISTÈRES OÙ LES FONCTIONNAIRES ONT TRAVAILLÉ DEPUIS LEUR ENTRÉE
DANS LA FONCTION PUBLIQUE SELON L'INDEX DE BILINGUISME
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Index de bilinguisme	Toujours au même ministère	Nombre de ministères				Total	
		2	3	4	5 et +	N	%
Unilingue	90.5	11.2	1.2	—	—	3 341	100
Peu bilingue	85.2	12.0	2.4	0.2	0.3	6 627	100
Bilingue	85.3	11.7	2.5	0.1	0.4	8 142	100
Total ⁽¹⁾	85.8	11.6	2.2	0.1	0.4	18 110	100

MOBILITÉ : NOMBRE DE MINISTÈRES OÙ LES FONCTIONNAIRES ONT TRAVAILLÉ DEPUIS LEUR ENTRÉE
DANS LA FONCTION PUBLIQUE SELON L'ORIGINE ETHNIQUE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Origine ethnique	Toujours au même ministère	Nombre de ministères				Total	
		2	3	4	5 et +	N	%
Française	84.7	11.9	2.3	0.1	0.3	14 531	100
Autre	87.4	10.6	1.5	—	—	3 611	100
Total ⁽¹⁾	85.7	11.7	2.2	0.1	0.3	18 143	100

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABLEAU II - 37

MOBILITÉ : NOMBRE DE POSTES OCCUPÉS PAR LES FONCTIONNAIRES DEPUIS LEUR ENTRÉE DANS LA
FONCTION PUBLIQUE SELON LE SEXE ET LA LANGUE MATERNELLE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Sexe	Langue maternelle	Nombre de postes			Total		%H
		- de 3	3 - 6	7 et +	N	%	
Hommes	Français	81.2	18.0	0.8	11 581	100	
"	Anglais	90.9	6.9	2.2	494	100	
"	Autre	88.2	11.8	—	536	100	
Femmes	Français	87.0	12.5	0.6	5 170	100	
"	Anglais	88.9	11.1	—	144	100	
"	Autre	71.4	28.6	—	105	100	
Total ⁽¹⁾		83.3	15.9	0.8	18 030	100	

MOBILITÉ : NOMBRE DE POSTES OCCUPÉS PAR LES FONCTIONNAIRES DEPUIS LEUR ENTRÉE DANS LA
FONCTION PUBLIQUE SELON LE TRAITEMENT ET LE GROUPE LINGUISTIQUE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Traitement	Groupe linguistique	Nombre de postes			Total		%H
		- de 3	3 - 6	7 et +	N	%	
\$10 000 ou plus	Francophone	56.7	40.7	2.6	679	100	
" " "	Anglophone	82.2	17.7	—	45	100	
Moins de \$10 000	Francophone	84.0	15.2	0.8	17 450	100	
" " "	Anglophone	91.3	8.2	0.5	255	100	
Total ⁽¹⁾		83.2	16.1	0.7	18 429	100	

TABLEAU II - 37 (fin)

MOBILITÉ : NOMBRE DE POSTES OCCUPÉS PAR LES FONCTIONNAIRES DEPUIS LEUR ENTRÉE DANS LA
FONCTION PUBLIQUE SELON LE TRAITEMENT ET L'INDEX DE BILINGUISME
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Traitement	Index de bilinguisme	Nombre de postes			Total	
		- de 3	3 - 6	7 et +	N	%
\$10 000 ou plus	Unilingue	63.6	36.3	0.1	22	100
" " "	Peu bilingue	61.7	36.2	2.0	196	100
" " "	Bilingue	56.8	40.8	2.4	507	100
" " "	Total	58.3	39.4	2.2	725	100
Moins de \$10 000	Unilingue	86.4	12.6	1.0	3 470	100
" " "	Peu bilingue	84.9	15.0	0.2	6 431	100
" " "	Bilingue	83.2	16.3	1.2	7 556	100
" " "	Total ⁽¹⁾	84.4	15.0	0.7	17 457	100

MOBILITÉ : NOMBRE DE POSTES OCCUPÉS PAR LES FONCTIONNAIRES DEPUIS LEUR ENTRÉE DANS LA
FONCTION PUBLIQUE SELON LE TRAITEMENT ET L'ORIGINE ETHNIQUE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Traitement	Origine ethnique	Nombre de postes			Total	
		- de 3	3 - 6	7 et +	N	%
\$10 000 ou plus	Française	58.0	40.9	1.1	649	100
" " "	Autre	71.0	27.6	1.3	76	100
" " "	Total	58.1	39.6	2.3	725	100
Moins de \$10 000	Française	84.4	15.0	0.6	16 862	100
" " "	Autre	83.9	15.1	1.0	630	100
" " "	Total ⁽¹⁾	84.3	15.0	0.6	17 492	100

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABLEAU II - 38

MOBILITÉ GÉOGRAPHIQUE DES FONCTIONNAIRES DEPUIS LEUR ENTRÉE DANS LA FONCTION PUBLIQUE
SELON L'INDEX DE BILINGUISME
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Index de bilinguisme	Nombre de localités de travail					Total	
	1	2	3	4	5 et +	N	%
Unilingue	75.9	10.5	3.6	0.9	8.7	3 444	100
Peu bilingue	75.6	9.0	3.3	1.0	11.1	6 704	100
Bilingue	75.3	10.6	2.5	1.4	10.2	8 057	100
Total ⁽¹⁾	75.6	10.0	3.0	1.2	10.3	18 205	100

MOBILITÉ GÉOGRAPHIQUE DES FONCTIONNAIRES DEPUIS LEUR ENTRÉE DANS LA FONCTION PUBLIQUE
SELON L'ORIGINE ETHNIQUE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Origine ethnique	Nombre de localités de travail					Total	
	1	2	3	4	5 et +	N	%
Française	75.1	9.9	2.8	1.3	10.9	17 567	100
Autre	77.5	9.7	3.5	0.5	8.8	653	100
Total ⁽¹⁾	75.6	9.9	3.0	1.2	10.3	18 220	100

TABLEAU II - 38 (fin)

MOBILITÉ GÉOGRAPHIQUE DES FONCTIONNAIRES DEPUIS LEUR ENTRÉE DANS LA FONCTION PUBLIQUE
SELON LE TRAITEMENT ET LE GROUPE LINGUISTIQUE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Traitement	Groupe linguistique	Nombre de localités de travail					Total		%H
		1	2	3	4	5 et +	N	%	
\$10 000 ou plus	Francophone	63.3	17.1	5.4	4.1	10.1	683	100	
" " "	Anglophone	69.6	13.0	6.5	4.3	6.5	46	100	
Moins de \$10 000	Francophone	76.1	9.8	2.8	1.0	10.3	17 400	100	
" " "	Anglophone	74.5	9.7	5.4	0.8	9.7	259	100	
	Total(1)	75.6	10.1	3.0	1.2	10.3	18 388	100	

MOBILITÉ GÉOGRAPHIQUE DES FONCTIONNAIRES DEPUIS LEUR ENTRÉE DANS LA FONCTION PUBLIQUE
SELON LE SEXE ET LA LANGUE MATERNELLE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Sexe	Langue maternelle	Nombre de localités de travail					Total		%H
		1	2	3	4	5 et +	N	%	
Hommes	Français	70.6	10.8	3.5	1.4	13.7	11 595	100	
"	Anglais	78.5	5.9	6.1	0.2	9.3	508	100	
"	Autre	75.9	11.8	7.8	—	4.5	536	100	
Femmes	Français	87.3	8.2	0.8	0.6	3.1	5 130	100	
"	Anglais	72.8	12.5	9.6	0.7	4.4	136	100	
"	Autre	99.0	1.0	—	—	—	105	100	
	Total(1)	75.9	9.9	3.0	1.1	10.1	18 010	100	

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABLEAU II - 39

DATE DU DERNIER CHANGEMENT DE POSTE DES FONCTIONNAIRES SELON LE TRAITEMENT ET L'ORIGINE ETHNIQUE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

211

Traitement et origine ethnique	Aucun changement de poste		Total	Dernier changement de poste		Total
	N	%		En 1960 ou après	En 1959 ou avant	
\$10 000 ou plus						
Origine française	197	30.2	651	84.5	15.5	454
Autre origine	37	46.8	79	85.7	14.3	42
Moins de \$10 000						
Origine française	7 910	56.6	16 947	79.7	20.3	7 314
Autre origine	2 101	59.4	637	85.6	14.4	259
Total ⁽¹⁾	10 245	55.9	18 314	81.1	18.9	8 069

DATE DU DERNIER CHANGEMENT DE POSTE DES FONCTIONNAIRES SELON LE SEXE ET LA LANGUE MATERNELLE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

211

Sexe et langue maternelle	Aucun changement de poste		Total	Dernier changement de poste		Total
	N	%		En 1960 ou après	En 1959 ou avant	
Hommes						
Français	6 246	53.7	11 636	78.8	21.2	5 390
Anglais	383	75.5	507	78.3	21.7	124
Autre langue	315	57.7	546	86.2	13.8	231
Femmes						
Français	3 042	58.7	5 180	86.9	13.1	2 138
Anglais	87	60.8	143	59.0	41.0	56
Autre langue	54	51.4	105	100.0	..	51
Total ⁽¹⁾	10 127	55.9	18 117	80.2	18.8	7 990

TABLEAU II - 39 (fin)

DATE DU DERNIER CHANGEMENT DE POSTE DES FONCTIONNAIRES SELON LE TRAITEMENT ET L'INDEX DE BILINGUISME
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

	Aucun changement de poste		Total	Dernier changement de poste		Total
Traitement et index de bilinguisme	N	%		En 1960 ou après	En 1959 ou avant	
\$10 000 ou plus						
Unilingue	7	31.8	22	80.0	20.0	15
Peu bilingue	67	33.8	198	84.0	16.0	131
Bilingue	163	32.0	510	85.3	14.7	347
Moins de \$10 000						
Unilingue	2 134	61.2	3 489	80.0	20.0	1 355
Peu bilingue	3 429	52.9	6 482	81.3	18.7	3 053
Bilingue	4 424	58.2	7 597	79.7	20.3	3 173
Total(1)	10 224	55.8	18 298	80.7	19.3	8 074

DATE DU DERNIER CHANGEMENT DE POSTE DES FONCTIONNAIRES SELON LE TRAITEMENT ET LE GROUPE LINGUISTIQUE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

						%H
Traitement et groupe linguistique	Aucun changement de poste		Total	Dernier changement de poste		Total
	N	%		En 1960 ou après	En 1959 ou avant	
\$10 000 ou plus						
Francophone	207	30.4	682	84.7	15.3	475
Anglophone	27	58.7	46	84.3	15.7	19
Moins de \$10 000						
Francophone	9 920	56.6	17 530	80.6	19.4	7 610
Anglophone	183	71.2	257	74.4	25.6	74
Total ⁽¹⁾	10 337	55.8	18 515	80.8	19.2	8 178

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABLEAU II - 40

SOURCES DES INFORMATIONS REÇUES PAR LES FONCTIONNAIRES LES INVITANT À POSER LEUR CANDIDATURE LORS DE LEUR
DERNIER CHANGEMENT DE POSTE, SELON LE SEXE ET LA LANGUE MATERNELLE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Sexe et langue maternelle	Sources des informations						%H	
							Total	
	Verba- lement d'un su- périeur	Verba- lement d'un col- lègue	Avis de la CFP	Avis du minis- tère	Avis du ser- vice	Autre source	N	%
Hommes								
Français	47.2	4.9	6.2	19.4	15.3	7.0	5 379	100
Anglais	45.5	0.7	1.4	26.6	18.9	7.0	143	100
Autre langue	48.7	—	4.3	22.6	14.4	10.0	230	100
Femmes								
Français	56.7	7.1	4.2	9.9	12.1	10.0	2 139	100
Anglais	77.4	1.8	1.8	8.6	—	10.4	58	100
Autre langue	41.2	—	—	19.6	39.2	—	51	100
Total(1)	49.9	5.2	5.4	17.1	14.5	7.9	8 000	100

SOURCES DES INFORMATIONS REÇUES PAR LES FONCTIONNAIRES LES INVITANT À POSER LEUR CANDIDATURE LORS DE LEUR
DERNIER CHANGEMENT DE POSTE, SELON LE TRAITEMENT ET LE GROUPE LINGUISTIQUE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Traitement et groupe linguistique	Sources des informations						%H	
							Total	
	Verba- lement d'un su- périeur	Verba- lement d'un col- lègue	Avis de la CFP	Avis du minis- tère	Avis du ser- vice	Autre source	N	%
\$10 000 ou plus								
Francophone	49.0	2.3	1.9	25.1	7.6	14.1	474	100
Anglophone	47.8	4.3	4.3	17.4	—	26.1	23	100
Moins de \$10 000								
Francophone	50.4	5.5	5.5	16.4	14.8	7.4	7 630	100
Anglophone	38.6	1.2	4.8	27.7	9.6	18.1	83	100
Total(1)	50.2	5.3	5.3	17.0	14.3	7.9	8 210	100

TABLEAU II - 40 (fin)

SOURCES DES INFORMATIONS REÇUES PAR LES FONCTIONNAIRES LES INVITANT À POSER LEUR CANDIDATURE LORS DE LEUR DERNIER CHANGEMENT DE POSTE, SELON LE TRAITEMENT ET L'ORIGINE ETHNIQUE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Traitement et origine ethnique	Sources des informations						Total		%H
	Verba- lement d'un su- périeur	Verba- lement d'un col- lègue	Avis de la CFP	Avis du minis- tère	Avis du ser- vice	Autre source	N	%	
\$10 000 ou plus									
Origine française	48.9	2.9	2.0	25.3	6.8	14.1	454	100	
Autre origine	50.0	—	2.2	15.9	13.8	18.1	44	100	
Moins de \$10 000									
Origine française	51.0	5.6	5.7	16.3	14.0	7.4	7 341	100	
Autre origine	46.8	5.6	4.3	17.9	18.4	7.0	261	100	
Total(1)	50.2	5.4	5.2	17.1	14.4	7.7	8 100	100	

SOURCES DES INFORMATIONS REÇUES PAR LES FONCTIONNAIRES LES INVITANT À POSER LEUR CANDIDATURE LORS DE LEUR DERNIER CHANGEMENT DE POSTE, SELON LE TRAITEMENT ET L'INDEX DE BILINGUISME
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Traitement et index de bilinguisme	Sources des informations						Total		%H
	Verba- lement d'un su- périeur	Verba- lement d'un collè- gue	Avis de la CFP	Avis du minis- tère	Avis du ser- vice	Autre source	N	%	
\$10 000 ou plus									
Unilingue	66.6	6.6	6.6	—	20.0	—	15	100	
Peu bilingue	51.6	1.5	—	27.7	10.0	9.2	130	100	
Bilingue	47.5	3.1	2.5	24.0	5.7	17.2	349	100	
Moins de \$10 000									
Unilingue	62.4	6.8	3.3	13.0	11.5	3.0	1 317	100	
Peu bilingue	55.0	4.5	7.5	13.7	10.8	8.5	3 085	100	
Bilingue	40.5	6.0	4.8	20.6	19.6	8.5	3 188	100	
Total(1)	50.1	5.4	5.4	17.0	14.1	8.0	8 084	100	

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABLEAU II - 41

PROCÉDURES SUIVIES PAR LES FONCTIONNAIRES LORS DE LEUR DERNIER CHANGEMENT DE POSTE
SELON LE SEXE ET LA LANGUE MATERNELLE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Sexe et langue maternelle	Procédures						Total	
	Concours écrit	Concours écrit et examen oral	Examen oral	Entrevue avec di- recteur du personnel	Entrevue avec haut fonction- naire	Autre procé- dure	N	%
Hommes								
Français	7.1	8.4	4.2	33.4	24.9	22.0	5 387	100
Anglais	3.4	9.0	1.3	36.3	22.2	27.8	144	100
Autre langue	9.5	5.2	5.2	29.4	11.4	39.3	211	100
Femmes								
Français	12.4	8.6	1.1	37.8	12.0	28.1	2 109	100
Anglais	3.5	3.5	---	24.6	24.6	43.8	57	100
Autre langue	21.2	---	---	40.4	38.4	---	52	100
Total(1)	8.6	8.3	3.3	34.4	21.2	24.2	7 960	100

PROCÉDURES SUIVIES PAR LES FONCTIONNAIRES LORS DE LEUR DERNIER CHANGEMENT DE POSTE
SELON LE TRAITEMENT ET LE GROUPE LINGUISTIQUE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Traitement et groupe linguistique	Procédures						Total	
	Concours écrit	Concours écrit et examen oral	Examen oral	Entrevue avec di- recteur du personnel	Entrevue avec haut fonction- naire	Autre procé- dure	N	%
\$10 000 ou plus								
Francophone	0.6	3.4	3.2	11.5	43.6	37.7	470	100
Anglophone	---	---	9.2	4.5	31.8	54.5	22	100
Moins de \$10 000								
Francophone	8.9	8.6	3.3	36.3	19.9	23.0	7 570	100
Anglophone	14.2	7.1	4.7	24.7	34.0	15.3	85	100
Total(1)	8.4	8.3	3.2	34.7	21.5	23.9	8 147	100

TABLEAU II - 41 (fin)

PROCÉDURES SUIVIES PAR LES FONCTIONNAIRES LORS DE LEUR DERNIER CHANGEMENT DE POSTE
SELON LE TRAITEMENT ET L'ORIGINE ETHNIQUE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Traitement et origine ethnique	Procédures						%H	
	Concours écrit	Concours écrit et examen oral	Examen oral	Entrevue avec di- recteur du personnel	Entrevue avec haut fonction- naire	Autre procé- dure	Total	
							N	%
\$10 000 ou plus								
Origine française	0.7	3.5	3.3	11.3	43.5	37.7	453	100
Autre origine	--	--	4.9	9.8	43.9	41.4	41	100
Moins de \$10 000								
Origine française	8.6	8.7	3.1	36.4	20.1	23.1	7 302	100
Autre origine	9.0	8.8	4.4	34.0	20.0	23.8	253	100
Total(1)	8.1	8.3	3.3	34.5	21.7	24.1	8 049	100

PROCÉDURES SUIVIES PAR LES FONCTIONNAIRES LORS DE LEUR DERNIER CHANGEMENT DE POSTE
SELON LE TRAITEMENT ET L'INDEX DE BILINGUISME
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Traitement et index de bilinguisme	Procédures						%H	
	Concours écrit	Concours écrit et examen oral	Examen oral	Entrevue avec di- recteur du personnel	Entrevue avec haut fonction- naire	Autre procé- dure	Total	
							N	%
\$10 000 ou plus								
Unilingue	--	--	--	13.3	66.6	20.0	15	100
Peu bilingue	0.8	3.9	2.3	14.7	38.0	40.3	129	100
Bilingue	0.5	3.1	3.9	9.7	44.0	38.8	347	100
Moins de \$10 000								
Unilingue	11.3	4.4	3.7	43.5	18.5	18.6	1 358	100
Peu bilingue	9.9	9.2	3.0	36.4	18.2	23.3	3 055	100
Bilingue	7.2	9.8	3.6	32.6	21.7	25.1	3 140	100
Total(1)	8.5	8.3	3.4	34.6	21.1	24.1	8 044	100

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés.

TABLEAU II - 42

ASPECTS CARACTÉRISTIQUES DU DERNIER CHANGEMENT DE POSTE DES FONCTIONNAIRES
SELON LE SEXE ET LA LANGUE MATERNELLE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Sexe et langue maternelle	Aspects caractéristiques						Total	
	Change- ment de ministère	Change- ment de service	Respon- sabilité plus grande	Pro- motion	Augmen- tation de salaire	Autre aspect	N	%
Hommes								
Français	10.4	17.0	23.0	37.7	7.3	4.6	5 342	100
Anglais	13.1	12.4	18.7	42.0	11.7	2.1	144	100
Autre langue	18.6	28.2	19.6	20.0	9.1	4.5	220	100
Femmes								
Français	12.9	22.7	20.0	29.7	9.2	5.5	2 168	100
Anglais	--	42.3	22.1	27.1	8.5	--	59	100
Autre langue	2.0	19.6	--	58.8	19.6	--	51	100
Total(1)	11.2	19.0	21.8	35.2	8.0	4.8	7 984	100

ASPECTS CARACTÉRISTIQUES DU DERNIER CHANGEMENT DE POSTE DES FONCTIONNAIRES
SELON LE TRAITEMENT ET L'ORIGINE ETHNIQUE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Traitement et origine ethnique	Aspects caractéristiques						Total	
	Change- ment de ministère	Change- ment de service	Respon- sabilité plus grande	Pro- motion	Augmen- tation de salaire	Autre aspect	N	%
\$10 000 ou plus								
Origine française	7.9	8.9	16.0	56.9	4.8	5.5	457	100
Autre origine	2.3	4.6	21.0	62.9	4.6	4.6	43	100
Moins de \$10 000								
Origine française	10.9	20.0	22.2	33.4	7.8	5.7	7 333	100
Autre origine	13.9	17.3	23.1	34.4	9.1	2.2	249	100
Total(1)	11.1	18.9	22.1	35.1	7.8	5.0	8 082	100

TABLEAU II - 42 (fin)

ASPECTS CARACTÉRISTIQUES DU DERNIER CHANGEMENT DE POSTE DES FONCTIONNAIRES
SELON LE TRAITEMENT ET LE GROUPE LINGUISTIQUE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Traitement et groupe linguistique	Aspects caractéristiques						Total	
	Change- ment de ministère	Change- ment de service	Respon- sabilité plus grande	Pro- motion	Augmen- tation de salaire	Autre aspect	N	%
\$10 000 ou plus Francophone	7.8	8.8	15.9	57.7	4.4	5.4	477	100
Anglophone	---	---	27.3	54.5	13.7	4.5	22	100
Moins de \$10 000 Francophone	11.8	15.9	23.9	35.0	8.3	5.1	7 590	100
Anglophone	13.3	24.1	20.5	28.9	12.0	1.2	83	100
Total(1)	11.1	18.9	22.4	34.7	7.9	5.0	8 172	100

ASPECTS CARACTÉRISTIQUES DU DERNIER CHANGEMENT DE POSTE DES FONCTIONNAIRES
SELON LE TRAITEMENT ET L'INDEX DE BILINGUISME
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Traitement et index de bilinguisme	Aspects caractéristiques						Total	
	Change- ment de ministère	Change- ment de service	Respon- sabilité plus grande	Pro- motion	Augmen- tation de salaire	Autre aspect	N	%
\$10 000 ou plus Unilingue	---	6.7	6.7	80.0	6.7	---	15	100
Peu bilingue	2.1	10.4	22.4	57.0	3.7	4.4	134	100
Bilingue	9.7	8.0	14.6	56.5	5.2	6.0	347	100
Moins de \$10 000 Unilingue	9.2	23.8	23.8	25.0	11.4	6.8	1 317	100
Peu bilingue	10.6	17.3	25.2	35.3	7.0	4.6	3 036	100
Bilingue	13.7	19.6	20.1	34.2	7.7	4.7	3 207	100
Total(1)	11.2	18.8	22.5	34.6	7.9	5.0	8 056	100

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Les pourcentages ont été calculés à partir de nombres pondérés

TABLEAU II - 43

MOYENNE D'ÂGES DES CADRES SUPÉRIEURS DE CERTAINS MINISTÈRES
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Ministère	Âge minimum	Âge moyen		Âge maximum	Nombre d'infor- mateurs
	Années	Années	Mois	Années	
Voirie	39	53	-	73	19
Revenu	36	48	7	59	13
Industrie et Commerce	36	47	3	62	10
Affaires culturelles	33	52	3	69	13
Agriculture et Colonisation	42	54	4	67	16
Affaires municipales	37	55	-	71	8
Tourisme, Chasse et Pêche	31	49	6	67	13
Transports et Communications	33	48	4	59	11
Travail	31	50	9	69	13
Richesses naturelles	33	50	3	67	31
Terres et Forêts	33	52	-	67	9
Santé	43	58	5	71	15
Justice	30	45	7	64	9
Total	30	51	4	73	180

Source: Biographies des cadres supérieurs, Office d'information et de publicité, 1965.

TABLEAU II - 44

NIVEAU DE SCOLARISATION DES CADRES SUPÉRIEURS DE CERTAINS MINISTÈRES
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Ministère	8-11	12-15	16-19	20 années	Total	Moyenne	
	années	années	années	et +		Années	Mois
Voirie	-	4	15	-	19	17	11
Revenu	-	3	10	-	13	17	6
Industrie et Commerce	-	1	9	1	11	18	7
Affaires culturelles	-	5	6	3	14	16	10
Agriculture et Colonisation	1	2	8	5	16	17	11
Affaires municipales	-	1	5	1	7	18	4
Tourisme, Chasse et Pêche	2	3	4	2	11	16	3
Transports et Communications	1	4	5	-	10	16	3
Travail	-	4	7	-	11	16	5
Richesses naturelles	1	2	17	11	31	18	3
Terres et Forêts	-	1	7	1	9	18	2
Santé	-	3	6	6	15	18	5
Justice	-	2	6	1	9	15	2
Tous les ministères	5	35	105	31	176	17	4

Source: Biographies des cadres supérieurs, Office d'information et de publicité, 1965.

TABLEAU II - 45

ANCIENNETÉ DANS LA FONCTION PUBLIQUE : CADRES SUPÉRIEURS DE CERTAINS MINISTÈRES
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Ministère	Nombre d'années				Total	Moyenne	
	5 et -	6 - 15	16 - 25	26 et +		Années	Mois
Voirie	3	2	4	10	19	23	6
Revenu	2	2	3	2	9	16	3
Industrie et Commerce	7	-	2	2	11	10	4
Affaires culturelles	10	1	1	1	13	6	6
Agriculture et Colonisation	3	1	3	9	16	23	10
Affaires municipales	1	1	2	4	8	21	7
Tourisme, Chasse et Pêche	4	3	2	4	13	17	9
Transports et Communications	6	1	2	1	10	11	-
Travail	4	1	5	3	13	16	5
Richesses naturelles	9	5	5	9	28	17	2
Terres et Forêts	4	-	3	2	9	16	1
Santé	4	1	3	7	15	21	5
Justice	6	1	-	2	9	9	10
Tous les ministères	63	19	35	56	173	16	3

Source: Biographies des cadres supérieurs, Office d'information et de publicité, 1965.

TABLEAU II - 46

NOMBRE DE POSTES OCCUPÉS DANS LA FONCTION PUBLIQUE PAR LES CADRES SUPÉRIEURS DE CERTAINS MINISTÈRES
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Ministère	Nombre de postes					Total	Moyenne
	1	2	3	4	5 et +		
Voirie	2	3	7	4	3	19	3.8
Industrie et Commerce	5	5	1	-	-	11	1.6
Affaires culturelles	9	2	1	1	-	13	1.5
Agriculture et Colonisation	1	3	3	3	3	13	3.4
Affaires municipales	-	4	2	-	1	7	2.7
Tourisme, Chasse et Pêche	2	4	-	3	2	11	3.0
Transports et Communications	2	5	-	2	5	14	3.0
Travail	4	1	2	1	-	8	2.0
Richesses naturelles	9	6	7	5	1	28	2.3
Terres et Forêts	3	1	3	2	-	9	2.4
Santé	4	5	2	3	-	14	2.0
Justice	7	-	-	1	1	9	1.8
Total	48	39	28	25	16	156	2.4

Source: Biographies des cadres supérieurs, Office d'information et de publicité, 1965.

TABLEAU II - 47

NOMBRE D'ANNÉES DE TRAVAIL SELON L'EMPLOYEUR DES CADRES SUPÉRIEURS DE CERTAINS MINISTÈRES
AVANT LEUR ENTRÉE DANS LA FONCTION PUBLIQUE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Employeur	Nombre d'années			Nombre de fonc- tionnaires	%(1)	Moyenne d'années
	5 et -	6 - 10	11 et +			
Fonction publique fédérale	10	7	4	21	11.6	7.1
Entreprise privée	14	6	11	32	17.8	9.5
Ecole, collège ou université	5	3	4	12	6.6	8.2
Média d'information	5	2	10	17	9.4	13.0
Propre compte	3	13	5	21	11.6	10.1
Forces armées	4	3	2	9	5.0	9.3

Source: Biographies des cadres supérieurs, Office d'information et de publicité, 1965.

(1) Le pourcentage représente la proportion des fonctionnaires étudiés (180) ayant travaillé pour un employeur donné - le même fonctionnaire a pu travailler pour plusieurs de ces employeurs.

TABLEAUX DU TROISIÈME ESSAI

TABLEAU III - 1

LANGUE PARLÉE À LA MAISON PAR LES FONCTIONNAIRES SELON LA LANGUE MATERNELLE
 PROVINCE DE QUÉBEC
 1965

							%H
Langue maternelle		Jamais	Parfois	La moitié du temps	La plupart du temps	Toujours	Total
		Français					
Français	N	113	119	285	1 896	15 051	17 464
	%	0.6	0.7	1.6	10.9	86.2	100.0
Anglais	N	127	133	189	87	118	654
	%	18.4	20.3	28.9	13.3	18.1	100.0
Autre	N	48	121	123	152	247	691
	%	6.9	17.5	17.8	22.0	35.8	100.0
Total ⁽¹⁾	N	288	373	597	2 135	15 416	18 809
	%	1.5	2.0	3.2	11.4	82.0	100.0
		Anglais					
Français	N	11 040	5 475	386	137	93	17 131
	%	64.4	32.0	2.3	0.8	0.5	100.0
Anglais	N	44	148	205	100	170	667
	%	6.6	22.2	30.7	15.0	25.5	100.0
Autre	N	276	270	64	57	4	671
	%	41.1	40.2	9.5	8.5	0.6	100.0
Total ⁽¹⁾	N	11 360	5 893	655	294	267	18 469
	%	61.5	31.9	3.5	1.6	1.4	100.0

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Nombres pondérés.

TABLEAU III - 2

LANGUE PARLÉE À LA MAISON PAR LES FONCTIONNAIRES FRANCOPHONES ET ANGLOPHONES
 PROVINCE DE QUÉBEC
 1965

							%H
Groupe linguistique		Jamais	Parfois	La moitié du temps	La plupart du temps	Toujours	Total
		Français					
Francophone	N	181	279	550	2 179	15 724	18 913
	%	1.0	1.5	2.9	11.5	83.1	100.0
Anglophone	N	107	104	50	23	21	305
	%	35.1	34.1	16.4	7.5	6.9	100.0
Total ⁽¹⁾	N	288	383	600	2 202	15 745	19 218
	%	1.5	2.0	3.1	11.5	81.9	100.0
		Anglais					
Francophone	N	11 517	6 071	612	227	132	18 559
	%	62.1	32.7	3.3	1.2	0.7	100.0
Anglophone	N	14	34	49	78	134	309
	%	4.5	11.0	15.9	25.2	43.4	100.0
Total ⁽¹⁾	N	11 531	6 105	661	305	266	18 868
	%	61.1	32.4	3.5	1.6	1.4	100.0

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Nombres pondérés.

TABLEAU III - 3

FRÉQUENTATION DE COURS DE LANGUE PAR LES FONCTIONNAIRES SELON LA LANGUE MATERNELLE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Langue maternelle		Aucun	Français	Anglais	Français et anglais	Autre langue	%H
Français	N	14 596	252	1 843	303	443	17 437
	%	83.7	1.5	10.6	1.7	2.5	100.0
Anglais	N	617	31	---	1	3	652
	%	94.6	4.7	---	0.2	0.5	100.0
Autre	N	544	17	111	---	20	692
	%	78.6	2.5	16.0	---	2.9	100.0
Total ⁽¹⁾	N	15 757	300	1 954	304	466	18 781
	%	83.9	1.6	10.4	1.6	2.5	100.0

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Nombres pondérés.

TABLEAU III - 4

INTÉRÊT PORTÉ À DES COURS DE LANGUE PAR LES FONCTIONNAIRES SELON LA LANGUE MATERNELLE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Langue maternelle		Aucun intérêt	Français	Anglais	Français et anglais	Autre langue	%H
Français	N	12 594	195	3 347	372	891	17 399
	%	72.4	1.1	19.2	2.2	5.1	100.0
Anglais	N	568	47	11	1	28	655
	%	86.7	7.2	1.7	0.1	4.3	100.0
Autre	N	478	27	112	10	64	691
	%	69.2	3.9	16.2	1.4	9.3	100.0
Total ⁽¹⁾	N	13 640	269	3 470	383	983	18 745
	%	72.8	1.4	18.5	2.0	5.2	100.0

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Nombres pondérés.

TABEAU III - 5

FRÉQUENTATION DE COURS DE LANGUE PAR LES FONCTIONNAIRES SELON CERTAINS GROUPE LINGUISTIQUES
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Groupe linguistique		Aucun	Français	Anglais	Français et anglais	Autre langue	Total
							%
Francophone	N	15 829	272	1 969	314	464	18 848
	%	84.0	1.4	10.4	1.7	2.5	100.0
Anglophone	N	257	38	4	1	3	303
	%	84.8	1.3	12.6	0.3	1.0	100.0
Tous les groupes ⁽¹⁾							
	N	16 086	310	1 973	315	467	19 151
	%	84.0	1.6	10.3	1.6	2.4	100.0

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Nombres pondérés.

TABEAU III - 6

INTÉRÊT PORTÉ À DES COURS DE LANGUE PAR LES FONCTIONNAIRES FRANCOPHONES ET ANGLOPHONES
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Groupe linguistique		Aucun intérêt	Français	Anglais	Français et anglais	Autre langue	Total
							%
Francophone	N	13 676	224	3 557	392	1 000	18 849
	%	72.6	1.2	18.9	2.0	5.3	100.0
Anglophone	N	232	57	3	2	13	307
	%	75.6	18.6	1.0	0.6	4.2	100.0
Tous les groupes ⁽¹⁾							
	N	13 908	281	3 560	394	1 013	19 156
	%	72.6	1.5	18.6	2.1	5.3	100.0

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Nombres pondérés.

TABLEAU III - 7

UTILITÉ DE CONNAÎTRE UNE LANGUE SECONDE POUR LES FONCTIONNAIRES DANS L'ACCOMPLISSEMENT DE LEUR TRAVAIL
SELON LA LANGUE MATERNELLE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

							%H
Langue maternelle		Aucune utilité		Anglais	Italien	Autre langue	Total
Français	N	5 199		11 186	188	307	16 880
	%	30.8		66.3	1.1	1.8	100.0
Anglais	N	107		494	6	24	631
	%	16.9		78.3	1.0	3.8	100.0
Autre	N	44		501	42	74	661
	%	6.7		75.8	6.3	11.2	100.0
Total ⁽¹⁾	N	5 350		12 181	236	405	18 172
	%	29.4		67.0	1.3	2.2	100.0

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Nombres pondérés.

TABLEAU III - 8

UTILITÉ DE CONNAÎTRE UNE LANGUE SECONDE POUR LES FONCTIONNAIRES FRANCOPHONES ET
ANGLOPHONES DANS L'ACCOMPLISSEMENT DE LEUR TRAVAIL
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

1998							%H
Groupe linguistique		Aucune utilité	Anglais	Italien	Autre langue	Total	
Francophone	N	5 388	12 227	230	404	18 249	
	%	29.5	67.0	1.3	2.2	100.0	
Anglophone	N	51	235	7	11	304	
	%	16.8	77.3	2.3	3.6	100.0	
Tous les groupes ⁽¹⁾	N	5 439	12 462	237	415	18 553	
	%	29.3	67.2	1.3	2.2	100.0	

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Nombres pondérés.

TABLEAU III - 9

CONNAISSANCE EXIGÉE D'UNE LANGUE SECONDE DANS L'ACCOMPLISSEMENT
DU TRAVAIL DES FONCTIONNAIRES
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

				%H
		Oui	Non	Total
Connaissance du français pour les anglophones	N	214	94	308
	%	69.5	30.5	100.0
Connaissance de l'anglais pour les francophones	N	7 109	11 782	18 891
	%	37.6	62.4	100.0
Total ⁽¹⁾	N	7 323	11 876	19 199
	%	38.1	61.9	100.0

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Nombres pondérés.

TABLEAU III - 10

APTITUDE À LIRE UNE LANGUE SECONDE POUR LES FONCTIONNAIRES FRANCOPHONES ET ANGIOPHONES
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

						%H
		Nulle	Beaucoup de difficultés	Quelques difficultés	Peu ou aucune difficulté	Total
Aptitude à lire l'anglais pour les francophones	N	1 131	2 060	5 941	9 845	18 977
	%	6.0	10.9	31.3	51.8	100.0
Aptitude à lire le français pour les anglophones	N	11	19	93	183	306
	%	3.6	6.2	30.4	59.8	100.0
Total ⁽¹⁾	N	1 142	2 079	6 034	10 028	19 283
	%	5.9	10.8	31.3	52.0	100.0

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Nombres pondérés.

TABLEAU III - 11

APTITUDE À ÉCRIRE UNE LANGUE SECONDE POUR LES FONCTIONNAIRES FRANCOPHONES ET ANGLOPHONES
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

						%H
		Nulle	Beaucoup de difficultés	Quelques difficultés	Peu ou aucune difficulté	Total
Aptitude à écrire l'anglais pour les francophones	N 1 622 % 8.6	3 253 17.1	7 287 38.4	6 815 35.9	18 977 100.0	
Aptitude à écrire le français pour les anglophones	N 26 % 8.5	54 17.5	134 43.5	94 30.5	308 100.0	
Total ⁽¹⁾	N 1 648 % 8.5	3 307 17.1	7 421 38.5	6 909 35.8	19 285 100.0	

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Nombres pondérés.

TABLEAU III - 12

APTITUDE À PARLER UNE LANGUE SECONDE POUR LES FONCTIONNAIRES FRANCOPHONES ET ANGLOPHONES
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

						%H
		Nulle	Beaucoup de difficultés	Quelques difficultés	Peu ou aucune difficulté	Total
Aptitude à parler l'anglais pour les francophones	N 1 203 % 6.3	3 991 20.9	7 790 40.9	6 085 31.9	19 069 100.0	
Aptitude à parler le français pour les anglophones	N 19 % 6.2	37 12.0	91 29.5	161 52.3	308 100.0	
Total ⁽¹⁾	N 1 222 % 6.3	4 028 20.8	7 881 40.7	6 246 32.2	19 377 100.0	

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Nombres pondérés.

TABLEAU III - 13

APTITUDE À COMPRENDRE UNE LANGUE SECONDE PARLÉE POUR LES
FONCTIONNAIRES FRANCOPHONES ET ANGLOPHONES
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

			Nullé	Beaucoup de difficultés	Quelques difficultés	Peu ou aucune difficulté	%H Total
Aptitude à comprendre l'anglais pour les francophones	N	1 035	3 324	6 842	7 776	18 977	
	%	5.4	17.5	36.1	41.0	100.0	
Aptitude à comprendre le français pour les anglophones	N	18	25	72	195	310	
	%	5.8	8.1	23.2	62.9	100.0	
Total ⁽¹⁾	N	1 053	3 349	6 914	7 971	19 287	
	%	5.5	17.4	35.8	41.3	100.0	

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Nombres pondérés.

TABLEAU III - 14

LANGUE EMPLOYÉE PAR LES FONCTIONNAIRES DANS L'ACCOMPLISSEMENT DE LEUR TRAVAIL
SELON LA LANGUE MATERNELLE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Langue maternelle		Jamais	Parfois	La moitié du temps	La plupart du temps	Toujours	%H Total
Français							
Français	N	31	135	1 119	7 783	8 245	17 313
	%	0.2	0.8	6.4	45.0	47.6	100.0
Anglais	N	23	83	121	307	124	658
	%	3.5	12.6	18.4	46.6	18.9	100.0
Autre	N	1	27	64	298	291	681
	%	0.1	3.9	9.4	43.8	42.8	100.0
Total ⁽¹⁾	N	55	245	1 304	8 388	8 660	18 652
	%	0.3	1.3	7.0	45.0	46.4	100.0
Anglais							
Français	N	4 113	11 041	1 497	173	92	16 916
	%	24.3	65.3	8.9	1.0	0.5	100.0
Anglais	N	36	356	138	94	43	667
	%	5.4	53.4	20.7	14.1	6.4	100.0
Autre	N	83	415	93	38	2	631
	%	13.2	65.8	14.7	6.0	0.3	100.0
Total ⁽¹⁾	N	4 232	11 812	1 728	305	137	18 214
	%	23.2	64.9	9.5	1.7	0.8	100.0

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Nombres pondérés.

TABLEAU III - 15

LANGUE EMPLOYÉE PAR LES FONCTIONNAIRES FRANCOPHONES ET ANGLOPHONES
DANS L'ACCOMPLISSEMENT DE LEUR TRAVAIL
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

							%H
Groupe linguistique		Jamais	Parfois	La moitié du temps	La plupart du temps	Toujours	Total
Français							
Francophone	N	30	163	1 241	8 461	8 854	18 749
	%	0.2	0.9	6.6	45.1	47.2	100.0
Anglophone	N	25	81	73	91	39	309
	%	8.1	26.2	23.6	29.5	12.6	100.0
Total ⁽¹⁾	N	55	244	1 314	8 552	8 893	19 058
	%	0.3	1.3	6.9	44.9	46.7	100.0
Anglais							
Francophone	N	4 288	11 965	1 669	262	100	18 284
	%	23.5	65.4	9.1	1.4	0.6	100.0
Anglophone	N	10	109	79	73	37	308
	%	3.2	35.4	25.7	23.7	12.0	100.0
Total ⁽¹⁾	N	4 298	12 074	1 748	335	137	18 592
	%	23.1	64.9	9.4	1.8	0.7	100.0

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Nombres pondérés.

TABLEAU III - 16

LANGUE DE TRAVAIL EMPLOYÉE PAR LES FONCTIONNAIRES AU DÉBUT DE LEUR CARRIÈRE
ET MAINTENANT SELON LA LANGUE MATERNELLE
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

					Total	%H
Langue maternelle		Seulement le français	Français ou anglais	Seulement l'anglais		
Au début de la carrière						
Français	N	13 277	3 809	363		17 449
	%	76.1	21.8	2.1		100.0
Anglais	N	42	345	280		667
	%	6.3	51.7	42.0		100.0
Autre	N	312	187	73		572
	%	54.5	32.7	12.8		100.0
Total ⁽¹⁾	N	13 631	4 341	716		18 688
	%	72.9	23.2	3.8		100.0
Maintenant						
Français	N	12 231	5 222	37		17 490
	%	70.0	29.8	0.2		100.0
Anglais	N	44	479	135		658
	%	6.7	72.8	20.5		100.0
Autre	N	356	279	36		671
	%	53.0	41.6	5.4		100.0
Total ⁽¹⁾	N	12 631	5 980	208		18 819
	%	67.1	31.8	1.1		100.0

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Nombres pondérés.

TABLEAU III - 17

LANGUE DE TRAVAIL EMPLOYÉE PAR LES FONCTIONNAIRES FRANCOPHONES ET ANGLOPHONES
AU DÉBUT DE LEUR CARRIÈRE ET MAINTENANT
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Groupe linguistique				Total
		Seulement le français	Français ou anglais Au début de la carrière	Seulement l'anglais
Francophone	N	13 836	4 432	529
	%	73.6	23.6	2.8
Anglophone	N	15	89	196
	%	5.0	29.7	65.3
Tous les groupes ⁽¹⁾	N	13 851	4 521	725
	%	72.5	23.7	3.8
Maintenant				
Francophone	N	12 898	6 004	77
	%	68.0	31.6	0.4
Anglophone	N	15	162	132
	%	4.9	52.4	42.7
Tous les groupes ⁽¹⁾	N	12 913	6 166	209
	%	66.9	32.0	1.1

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Nombres pondérés.

TABLEAU III - 18

LANGUE DE TRAVAIL EMPLOYÉE PAR LES FONCTIONNAIRES AU DÉBUT DE LEUR CARRIÈRE
SELON LA LANGUE QU'ILS EMPLOIENT MAINTENANT
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Début de la carrière				Total
		Français seulement	Français ou anglais Maintenant	Anglais seulement
Français seulement	N	11 564	2 226	10
	%	83.8	16.1	0.1
Français ou anglais	N	934	3 576	17
	%	20.6	79.0	0.4
Anglais seulement	N	188	339	183
	%	26.5	47.7	25.8
Total ⁽¹⁾	N	12 686	6 141	210
	%	66.6	32.3	1.1

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Nombres pondérés.

TABLEAU III - 19

LANGUE UTILISÉE LORS DES COMMUNICATIONS AVEC DES FONCTIONNAIRES FÉDÉRAUX
SELON LA LANGUE MATERNELLE⁽¹⁾
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Langue maternelle		Communications verbales								
		Fréquentes			Très fréquentes			Total		
		Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lément l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lément l'anglais
Français	N	1 746	637	275	381	118	35	2 127	755	310
	%	65.7	24.0	10.3	71.3	22.1	6.6	66.6	23.6	9.8
Anglais	N	37	64	66	8	16	4	45	80	70
	%	22.2	38.3	39.5	28.6	57.2	14.2	23.0	41.0	36.0
Autre	N	62	42	12	—	1	—	62	43	12
	%	53.5	36.2	10.3	—	100.0	—	53.0	37.0	10.0
Total(2)	N	1 845	743	353	389	135	39	2 234	878	392
	%	62.7	25.3	12.0	69.1	24.0	6.9	63.8	25.0	11.2
Langue maternelle		Communications écrites								
		Fréquentes			Très fréquentes			Total		
		Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lément l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lément l'anglais
Français	N	1 489	655	283	279	125	19	1 768	780	302
	%	61.3	27.0	11.7	65.9	29.6	4.5	62.0	27.4	10.6
Anglais	N	27	20	52	—	12	3	27	32	55
	%	27.3	20.2	52.5	—	80.0	20.0	23.7	28.1	48.2
Autre	N	82	20	14	1	—	—	83	20	14
	%	70.8	17.2	12.0	100.0	—	—	70.9	17.1	12.0
Total(2)	N	1 598	695	349	280	137	22	1 878	832	371
	%	60.5	26.3	13.2	63.8	31.2	5.0	61.0	27.0	12.0

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Sont exclus de ce tableau les fonctionnaires qui n'entrent jamais ou peu en communication avec d'autres personnes.

(2) Nombres pondérés.

TABLEAU III-20

LANGUE UTILISÉE LORS DES COMMUNICATIONS AVEC DES FONCTIONNAIRES DU MÊME MINISTÈRE
SELON LA LANGUE MATERNELLE⁽¹⁾
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Langue maternelle		Communications verbales									%
		Fréquentes			Très fréquentes			Total			
		Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	
Français	N	6 986	242	30	5 738	58	1	12 724	300	31	
	%	96.2	3.3	0.5	98.8	1.2	--	97.5	2.3	0.2	
Anglais	N	230	72	70	166	19	25	396	91	95	
	%	62.1	19.5	18.4	79.4	8.7	12.0	68.1	15.6	16.3	
Autre	N	238	43	3	262	2	1	500	45	4	
	%	83.8	15.1	1.1	98.9	0.8	0.3	91.0	8.1	0.8	
Total(2)	N	7 454	357	103	6 166	79	27	13 620	436	130	
	%	94.2	4.5	1.3	98.3	1.1	0.5	96.0	3.1	0.9	
Langue maternelle		Communications écrites									%
		Fréquentes			Très fréquentes			Total			
		Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	
Français	N	6 041	144	11	4 475	44	1	10 516	188	12	
	%	97.2	2.4	0.5	98.9	1.0	0.1	98.1	1.7	0.2	
Anglais	N	134	38	72	92	7	23	226	45	95	
	%	54.8	15.5	29.5	75.6	5.8	18.9	61.7	12.3	25.9	
Autre	N	210	12	7	136	--	1	346	12	8	
	%	91.8	5.2	3.0	99.3	--	0.7	94.5	3.3	2.2	
Total(2)	N	6 385	194	90	4 703	51	25	11 088	245	115	
	%	95.7	2.9	1.4	98.4	1.1	0.5	96.9	2.1	1.0	

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Sont exclus de ce tableau les fonctionnaires qui n'entrent jamais ou peu en communication avec d'autres personnes.

(2) Nombres pondérés.

TABLEAU III - 21

LANGUE UTILISÉE LORS DES COMMUNICATIONS AVEC DES FONCTIONNAIRES DES AUTRES MINISTÈRES
SELON LA LANGUE MATERNELLE⁽¹⁾
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

‰H

Langue maternelle		Communications verbales								
		Fréquentes			Très fréquentes			Total		
		Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais
Français	N	4 634	155	20	2 025	42	--	6 659	197	20
	%	96.4	3.2	0.4	98.0	2.0	--	96.6	2.9	0.3
Anglais	N	154	36	14	82	3	5	236	39	19
	%	75.5	17.6	6.9	91.1	3.3	5.6	80.3	13.3	6.5
Autre	N	187	22	1	72	--	--	259	22	1
	%	89.0	10.5	0.5	100.0	--	--	91.8	7.8	0.4
Total(2)	N	4 975	213	35	2 179	45	5	7 154	258	40
	%	95.1	4.1	0.7	97.8	2.0	0.2	96.0	3.5	0.5
Langue maternelle		Communications écrites								
		Fréquentes			Très fréquentes			Total		
		Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais
Français	N	3 947	95	11	1 674	31	1	5 621	126	12
	%	97.5	2.3	0.2	98.0	2.0	--	97.3	2.2	0.3
Anglais	N	109	18	21	30	4	9	139	22	30
	%	73.6	12.1	14.2	69.8	9.3	20.9	72.8	11.5	15.7
Autre	N	164	10	4	32	--	--	196	10	4
	%	92.2	5.6	2.2	100.0	--	--	93.3	4.8	1.9
Total(2)	N	4 220	123	36	1 736	35	10	5 956	158	46
	%	96.4	2.8	0.8	97.4	2.0	0.6	96.7	2.6	0.7

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Sont exclus de ce tableau les fonctionnaires qui n'entrent jamais ou peu en communication avec d'autres personnes.

(2) Nombres pondérés.

TABLEAU III - 22

LANGUE UTILISÉE LORS DES COMMUNICATIONS AVEC DES FONCTIONNAIRES DE L'ONTARIO
SELON LA LANGUE MATERNELLE⁽¹⁾
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

‰H

Langue maternelle		Communications verbales								
		Fréquentes			Très fréquentes			Total		
		Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais
Français	N	84	98	411	10	21	38	94	119	449
	%	14.2	16.5	69.3	14.5	30.4	55.1	14.2	18.0	67.8
Anglais	N	1	--	53	1	2	2	2	2	55
	%	0.1	--	99.9	20.0	40.0	40.0	3.4	3.4	93.2
Autre	N	--	30	20	--	--	1	--	30	21
	%	--	60.0	40.0	--	--	100.0	--	58.9	41.1
Total(2)	N	85	128	484	11	23	41	96	151	525
	%	12.2	18.3	69.5	14.6	30.6	54.6	12.4	19.6	68.0
Langue maternelle		Communications écrites								
		Fréquentes			Très fréquentes			Total		
		Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais
Français	N	154	137	566	20	21	70	174	158	636
	%	18.0	16.0	66.0	18.0	18.9	63.0	17.9	16.2	65.5
Anglais	N	--	--	36	1	1	3	1	1	39
	%	--	--	100.0	20.0	20.0	60.0	2.4	2.4	95.1
Autre	N	--	30	20	--	--	1	--	30	21
	%	--	60.0	40.0	--	--	100.0	--	58.9	41.1
Total(2)	N	154	167	622	21	22	74	175	189	696
	%	16.3	17.7	66.0	18.0	18.8	63.2	16.5	17.8	65.7

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Sont exclus de ce tableau les fonctionnaires qui n'entrent jamais ou peu en communication avec d'autres personnes.

(2) Nombres pondérés.

TABLEAU III - 23

LANGUE UTILISÉE LORS DES COMMUNICATIONS AVEC DES FONCTIONNAIRES D'UNE ADMINISTRATION
PROVINCIALE AUTRE QUE CELLES DU QUÉBEC ET DE L'ONTARIO, SELON LA LANGUE MATERNELLE(1)
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Langue maternelle		Communications verbales								
		Fréquentes			Très fréquentes			Total		
		Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais
Français	N	136	84	182	31	11	23	167	95	205
	%	33.8	20.9	45.3	47.7	16.9	35.4	35.8	20.3	43.9
Anglais	N	--	11	21	1	1	2	1	12	23
	%	--	33.3	66.6	25.0	25.0	50.0	2.8	33.3	63.8
Autre	N	--	10	20	--	10	--	--	20	20
	%	--	33.3	66.6	--	100.0	--	--	50.0	50.0
Total(2)	N	136	105	223	32	22	25	168	127	248
	%	29.3	22.6	48.0	40.5	27.8	31.6	30.9	23.4	45.6
		Communications écrites								
		Fréquentes			Très fréquentes			Total		
		Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais
Français	N	144	94	306	42	11	16	186	105	322
	%	26.5	17.3	56.2	60.9	15.9	23.2	30.3	17.1	52.5
Anglais	N	--	11	23	1	1	3	1	12	26
	%	--	32.3	67.7	20.0	20.0	60.0	2.5	30.8	66.7
Autre	N	--	10	40	--	10	1	--	20	41
	%	--	20.0	80.0	--	90.9	9.1	--	33.0	67.0
Total(2)	N	144	115	369	43	22	20	187	137	389
	%	22.9	18.3	58.8	50.6	25.9	23.5	26.2	19.2	54.5

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Sont exclus de ce tableau les fonctionnaires qui n'entrent jamais ou peu en communication avec d'autres personnes.

(2) Nombres pondérés.

TABLEAU III - 24

LANGUE UTILISÉE LORS DES COMMUNICATIONS AVEC DES FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX, DES EMPLOYÉS DE COMMISSIONS
SCOLAIRES OU DES EMPLOYÉS DE SERVICES SOCIAUX OU HOSPITALIERS, SELON LA LANGUE MATERNELLE(1)
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Langue maternelle		Communications verbales								
		Fréquentes			Très fréquentes			Total		
		Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais
Français	N	4 696	422	21	1 689	114	10	6 385	536	31
	%	91.4	8.2	0.4	93.2	6.3	0.5	91.8	7.7	0.4
Anglais	N	104	35	45	28	17	15	132	52	60
	%	56.5	19.0	24.5	46.6	28.3	25.0	54.1	21.3	24.6
Autre	N	184	40	14	12	20	1	196	60	15
	%	77.3	16.8	5.9	36.4	60.6	3.0	72.3	22.1	5.6
Total(2)	N	4 984	497	80	1 729	151	26	6 713	648	106
	%	89.6	8.9	1.5	90.7	8.0	1.3	90.0	8.6	1.4
		Communications écrites								
		Fréquentes			Très fréquentes			Total		
		Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais
Français	N	3 734	260	31	1 240	102	--	4 974	362	31
	%	92.8	6.4	0.8	92.4	7.6	--	92.7	6.7	0.6
Anglais	N	83	44	34	8	3	23	91	47	57
	%	51.5	27.3	21.1	23.5	8.8	67.7	46.6	24.1	29.2
Autre	N	84	40	15	32	--	2	116	40	17
	%	60.4	28.8	10.8	94.1	--	5.9	67.0	23.1	9.8
Total(2)	N	3 901	344	80	1 280	105	25	5 181	449	105
	%	90.2	8.0	1.8	90.8	7.5	1.7	90.3	7.8	1.8

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Sont exclus de ce tableau les fonctionnaires qui n'entrent jamais ou peu en communication avec d'autres personnes.

(2) Nombres pondérés.

TABEAU III - 25

LANGUE UTILISÉE LORS DES COMMUNICATIONS AVEC DES PROPRIÉTAIRES OU DES ADMINISTRATEURS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES OU COMMERCIALES ÉTABLIES DANS LA PROVINCE, SELON LA LANGUE MATERNELLE(1)
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Langue maternelle		Communications verbales									Total	
		Fréquentes			Très fréquentes							
		Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais		
		N	%	N	%	N	%	N	%	N		
Français	N	3 960	1 929	117	1 273	437	71	5 233	2 366	188		
	%	65.9	32.1	1.9	71.5	24.5	4.0	67.2	30.4	2.4		
Anglais	N	47	136	33	16	47	9	63	183	42		
	%	21.7	63.0	15.3	22.2	65.3	12.5	21.9	63.5	14.6		
Autre	N	73	153	25	41	40	--	114	193	25		
	%	29.1	60.9	10.0	50.6	49.4	--	34.3	58.1	7.5		
Total(2)	N	4 080	2 218	175	1 330	524	80	5 410	2 742	255		
	%	63.0	34.3	2.7	68.7	27.1	4.1	64.3	32.6	3.0		
		Communications écrites										
		Fréquentes			Très fréquentes							
		Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais		
		N	%	N	%	N	%	N	%	N		
Français	N	3 340	1 534	150	1 029	372	49	4 369	1 906	199		
	%	66.5	30.5	3.0	71.0	25.6	3.4	67.5	29.4	3.1		
Anglais	N	22	84	25	3	21	8	25	105	33		
	%	16.8	64.1	19.1	9.4	65.6	25.0	15.3	64.4	20.2		
Autre	N	122	91	24	21	10	--	143	101	24		
	%	51.5	38.4	10.1	67.8	32.2	--	53.3	37.7	8.9		
Total(2)	N	3 484	1 709	199	1 053	403	57	4 537	2 112	256		
	%	64.6	31.7	3.7	69.6	26.6	3.8	65.7	30.6	3.7		

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.
(1) Sont exclus de ce tableau les fonctionnaires qui n'entrent jamais ou peu en communication avec d'autres personnes.
(2) Nombres pondérés.

TABEAU III - 26

LANGUE UTILISÉE LORS DES COMMUNICATIONS AVEC LE PUBLIC SELON LA LANGUE MATERNELLE(1)
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Langue maternelle		Communications verbales									
		Fréquentes			Très fréquentes			Total			
		Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	
		N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Français	N	6 145	1 445	23	4 181	810	21	10 276	2 255	44	
	%	80.7	19.0	0.3	83.2	16.3	0.4	81.7	17.9	0.3	
Anglais	N	86	181	61	78	65	37	164	246	98	
	%	26.2	55.2	18.6	43.3	36.1	20.5	32.3	48.4	19.3	
Autre	N	96	194	15	85	41	2	181	235	17	
	%	31.5	63.6	4.9	66.4	32.0	1.5	41.8	54.3	3.9	
Total(2)	N	6 327	1 820	99	4 294	916	60	10 621	2 736	159	
	%	76.7	22.1	1.2	81.5	17.4	1.1	78.6	20.2	1.2	
		Communications écrites									
		Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	
		N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
		N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Français	N	5 199	1 083	33	3 046	639	31	8 245	1 722	64	
	%	82.3	17.9	0.5	82.0	17.2	0.8	82.2	17.2	0.6	
Anglais	N	66	120	83	46	33	22	112	153	105	
	%	24.5	44.6	30.8	45.5	32.6	21.9	31.3	41.3	28.4	
Autre	N	117	100	23	53	21	3	170	121	26	
	%	48.7	41.6	9.7	68.8	27.2	3.8	53.6	38.1	8.2	
Total(2)	N	5 382	1 303	139	3 145	693	56	8 527	1 996	195	
	%	78.8	19.1	2.0	80.7	17.8	1.5	79.6	18.5	1.8	

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.
(1) Sont exclus de ce tableau les fonctionnaires qui n'entrent jamais ou peu en communication avec d'autres personnes.
(2) Nombres pondérés.

TABLEAU III - 27

LANGUE UTILISÉE LORS DES COMMUNICATIONS AVEC DES FONCTIONNAIRES FÉDÉRAUX
SELON CERTAINS GROUPES LINGUISTIQUES⁽¹⁾
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Groupe linguistique		Communications verbales								
		Fréquentes			Très fréquentes			Total		
		Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	
Francophone	N	1 882	772	337	382	136	35	2 264	908	372
	%	62.9	25.8	11.3	69.1	24.6	6.3	63.9	25.6	10.5
Anglophone	N	10	34	27	6	8	2	16	42	29
	%	14.1	47.9	38.0	37.5	50.0	12.5	18.4	48.3	33.3
Total ⁽²⁾	N	1 892	806	364	388	144	37	2 280	950	401
	%	61.8	26.3	11.9	68.2	25.3	6.5	62.8	26.2	11.0
Groupe linguistique		Communications écrites								
		Fréquentes			Très fréquentes			Total		
		Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	
Francophone	N	1 631	722	315	279	132	20	1 910	854	335
	%	61.1	27.0	11.8	64.7	30.6	4.6	61.6	27.5	10.8
Anglophone	N	8	13	33	—	5	2	8	18	35
	%	14.8	24.1	61.1	—	71.4	28.6	13.1	29.5	57.4
Total ⁽²⁾	N	1 639	735	348	279	137	22	1 918	872	370
	%	60.2	27.0	12.8	63.7	31.3	5.0	60.7	27.6	11.7

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Sont exclus de ce tableau les fonctionnaires qui n'entrent jamais ou peu en communication avec d'autres personnes.

(2) Nombres pondérés.

TABLEAU III - 28

LANGUE UTILISÉE LORS DES COMMUNICATIONS AVEC DES FONCTIONNAIRES DU MÊME MINISTÈRE
SELON CERTAINS GROUPES LINGUISTIQUES⁽¹⁾
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Groupe linguistique		Communications verbales								
		Fréquentes			Très fréquentes			Total		
		Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	
Francophone	N	7 604	320	50	6 192	66	11	13 796	386	61
	%	95.3	4.1	0.6	98.7	1.1	0.2	96.9	2.8	0.4
Anglophone	N	64	49	53	70	14	16	134	63	69
	%	38.5	29.5	31.9	70.0	14.0	16.0	50.4	23.7	25.9
Total ⁽²⁾	N	7 668	369	103	6 262	80	27	13 930	449	130
	%	94.2	4.5	1.3	98.3	1.2	0.4	96.0	3.1	0.9
Groupe linguistique		Communications écrites								
		Fréquentes			Très fréquentes			Total		
		Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	
Francophone	N	6 521	183	21	4 720	42	10	11 241	225	31
	%	97.0	2.7	0.3	99.1	0.8	0.1	97.8	1.9	0.3
Anglophone	N	44	21	68	31	9	15	75	30	83
	%	33.1	15.8	51.0	55.8	16.2	28.0	39.9	15.9	44.1
Total ⁽²⁾	N	6 565	204	89	4 751	51	25	11 316	255	114
	%	95.3	3.4	1.3	98.4	1.0	0.6	96.8	2.2	1.0

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Sont exclus de ce tableau les fonctionnaires qui n'entrent jamais ou peu en communication avec d'autres personnes.

(2) Nombres pondérés.

TABEAU III - 29

LANGUE UTILISÉE LORS DES COMMUNICATIONS AVEC DES FONCTIONNAIRES DES AUTRES MINISTÈRES QUÉBÉCOIS
SELON CERTAINS GROUPES LINGUISTIQUES(1)
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Groupe linguistique		Communications verbales								
		Fréquentes			Très fréquentes			Total		
		Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais
Francophone	N	5 099	193	20	2 179	40	--	7 278	233	20
	%	95.9	3.7	0.4	98.2	1.8	--	96.6	3.1	0.3
Anglophone	N	49	31	15	29	5	4	78	36	19
	%	51.6	32.6	15.8	76.3	13.1	10.5	58.6	27.1	14.3
Total(2)	N	5 148	224	35	2 208	45	4	7 356	269	39
	%	95.2	4.1	0.7	97.8	2.0	0.2	96.0	3.5	0.5
Groupe linguistique		Communications écrites								
		Fréquentes			Très fréquentes			Total		
		Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais
Francophone	N	4 317	123	11	1 729	30	--	6 046	153	11
	%	96.8	2.8	0.3	98.3	1.7	--	97.3	2.5	0.2
Anglophone	N	24	10	25	16	5	9	40	15	34
	%	40.7	17.0	42.3	53.3	16.6	30.0	44.9	16.8	38.2
Total(2)	N	4 341	133	36	1 745	35	9	6 086	168	45
	%	96.4	3.0	0.6	97.5	1.9	0.5	96.6	2.7	0.7

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Sont exclus de ce tableau les fonctionnaires qui n'entrent jamais ou peu en communication avec d'autres personnes.

(2) Nombres pondérés.

TABEAU III - 30

LANGUE UTILISÉE LORS DES COMMUNICATIONS AVEC DES FONCTIONNAIRES DE L'ONTARIO
SELON CERTAINS GROUPES LINGUISTIQUES(1)
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Groupe linguistique		Communications verbales								
		Fréquentes			Très fréquentes			Total		
		Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais
Francophone	N	84	127	479	10	20	39	94	147	518
	%	12.2	18.4	69.4	14.5	29.0	56.5	12.4	19.3	68.2
Anglophone	N	1	1	15	1	3	2	2	4	17
	%	5.9	5.9	88.2	16.7	50.0	33.3	8.7	17.4	73.9
Total(2)	N	85	128	494	11	23	41	96	151	535
	%	12.0	18.1	69.9	14.7	30.6	54.7	12.3	19.3	68.4
Groupe linguistique		Communications écrites								
		Fréquentes			Très fréquentes			Total		
		Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais
Francophone	N	154	166	612	20	20	71	174	186	683
	%	16.5	17.8	65.6	18.0	18.0	64.0	16.7	17.8	65.5
Anglophone	N	--	1	19	1	2	2	1	3	21
	%	--	5.0	95.0	20.0	40.0	40.0	4.0	12.0	84.0
Total(2)	N	154	167	631	21	22	73	175	189	704
	%	16.2	17.5	66.3	18.0	18.1	62.9	16.3	17.7	66.0

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Sont exclus de ce tableau les fonctionnaires qui n'entrent jamais ou peu en communication avec d'autres personnes.

(2) Nombres pondérés.

TABLEAU III - 31

LANGUE UTILISÉE LORS DES COMMUNICATIONS AVEC DES FONCTIONNAIRES D'UNE ADMINISTRATION PROVINCIALE
AUTRE QUE CELLES DU QUÉBEC ET DE L'ONTARIO SELON CERTAINS GROUPES LINGUISTIQUES⁽¹⁾
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Groupe linguistique		Communications verbales								
		Fréquentes			Très fréquentes			Total		%H
		Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	
Francophone	N	146	113	210	41	20	23	187	133	233
	%	31.1	24.1	44.8	48.8	23.8	27.4	33.9	24.0	42.1
Anglophone	N	---	2	13	1	3	2	1	5	15
	%	---	13.3	86.7	16.7	50.0	33.3	4.8	23.8	71.4
Total ⁽²⁾	N	146	115	223	42	23	25	188	138	248
	%	30.2	23.8	46.0	46.7	25.5	27.8	32.7	24.0	43.2
Groupe linguistique		Communications écrites								
		Fréquentes			Très fréquentes			Total		%H
		Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	
Francophone	N	154	113	365	42	20	17	196	133	382
	%	24.3	18.0	57.7	53.2	25.3	21.5	27.6	18.7	53.7
Anglophone	N	1	2	14	1	2	2	2	4	16
	%	5.9	11.8	82.3	20.0	40.0	40.0	9.0	18.2	72.7
Total ⁽²⁾	N	155	115	379	43	22	19	198	137	398
	%	23.9	17.7	58.4	51.2	26.1	22.6	27.0	18.7	54.3

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Sont exclus de ce tableau les fonctionnaires qui n'entrent jamais ou peu en communication avec d'autres personnes.

(2) Nombres pondérés.

TABLEAU III - 32

LANGUE UTILISÉE LORS DES COMMUNICATIONS AVEC DES FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX, DES EMPLOYÉS DE COMMISSIONS
SCOLAIRES OU DES EMPLOYÉS DE SERVICES SOCIAUX OU HOSPITALIERS, SELON CERTAINS GROUPES LINGUISTIQUES⁽¹⁾
PROVINCE DE QUÉBEC
1965

Groupe linguistique		Communications verbales								
		Fréquentes			Très fréquentes			Total		%H
		Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	
Francophone	N	5 073	491	40	1 720	142	11	6 793	633	51
	%	90.5	8.8	0.7	91.8	7.6	0.6	90.9	8.5	0.7
Anglophone	N	32	28	40	10	9	15	42	37	55
	%	32.0	28.0	40.0	29.4	26.5	44.1	31.3	27.6	41.0
Total ⁽²⁾	N	5 105	519	80	1 730	151	26	6 835	670	106
	%	89.5	9.1	1.4	90.7	7.9	1.4	89.8	8.8	1.4
Groupe linguistique		Communications écrites								
		Fréquentes			Très fréquentes			Total		%H
		Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	
Francophone	N	3 956	349	40	1 272	100	11	5 228	449	51
	%	91.0	8.0	0.9	92.0	7.2	0.8	91.3	7.8	0.9
Anglophone	N	17	15	41	8	5	14	25	20	55
	%	23.3	20.5	56.2	29.6	18.6	51.8	25.0	20.0	55.0
Total ⁽²⁾	N	3 973	364	81	1 280	105	25	5 253	469	106
	%	89.9	8.2	1.8	90.8	7.4	1.8	90.1	8.0	1.8

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.

(1) Sont exclus de ce tableau les fonctionnaires qui n'entrent jamais ou peu en communication avec d'autres personnes.

(2) Nombres pondérés.

TABLEAU III - 33

LANGUE UTILISÉE LORS DES COMMUNICATIONS AVEC DES PROPRIÉTAIRES OU DES ADMINISTRATEURS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES OU COMMERCIALES ÉTABLIES DANS LA PROVINCE SELON CERTAINS GROUPES LINGUISTIQUES(1)									
PROVINCE DE QUÉBEC									
1965									
%									
Groupe linguistique	Communications verbales								
	Fréquentes			Très fréquentes			Total		
	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais
Francophone	N	4 170	2 198	147	1 334	511	69	5 504	2 709
	%	64.0	33.7	2.2	69.7	26.7	3.6	65.3	32.1
Anglophone	N	20	52	38	6	23	9	26	75
	%	18.2	47.3	34.5	15.8	60.5	23.7	17.5	50.7
Total(2)	N	4 190	2 250	185	1 340	534	78	5 530	2 784
	%	63.2	34.0	2.8	68.6	27.3	4.0	64.5	32.4
Communications écrites									
Francophone	N	3 582	1 718	171	1 050	397	48	4 632	2 115
	%	65.5	31.4	3.1	70.2	26.5	3.2	66.5	30.3
Anglophone	N	14	23	28	3	15	7	17	38
	%	21.5	35.4	43.1	12.0	60.0	28.0	18.9	42.2
Total(2)	N	3 596	1 741	199	1 053	412	55	4 649	2 153
	%	65.0	31.4	3.6	69.7	27.3	3.6	65.9	30.5

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.
(1) Sont exclus de ce tableau les fonctionnaires qui n'entrent jamais ou peu en communication avec d'autres personnes.
(2) Nombres pondérés.

TABLEAU III - 34

LANGUE UTILISÉE LORS DES COMMUNICATIONS AVEC LE PUBLIC SELON CERTAINS GROUPES LINGUISTIQUES(1)									
PROVINCE DE QUÉBEC									
1965									
%									
Groupe linguistique	Communications verbales								
	Fréquentes			Très fréquentes			Total		
	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais	Principa- lement le français	Français et anglais	Principa- lement l'anglais
Francophone	N	6 442	1 780	43	4 388	909	31	10 830	2 689
	%	77.9	21.5	0.5	82.3	17.0	0.6	79.7	19.8
Anglophone	N	39	61	57	24	28	28	63	89
	%	24.8	39.0	36.3	30.0	35.0	35.0	26.6	37.5
Total(2)	N	6 481	1 841	100	4 412	937	59	10 893	2 778
	%	76.9	21.8	1.2	81.6	17.3	1.1	78.8	20.1
Communications écrites									
Francophone	N	5 521	1 282	83	3 197	687	31	8 718	1 969
	%	80.2	18.6	1.2	82.0	17.5	0.8	80.7	18.2
Anglophone	N	29	31	56	8	17	24	37	48
	%	25.0	26.7	48.3	16.3	34.7	49.0	22.4	29.1
Total(2)	N	5 550	1 313	139	3 205	704	55	8 755	2 017
	%	79.3	18.7	2.0	80.9	17.7	1.4	79.8	18.4

Source: Questionnaire distribué à des fonctionnaires, 1965.
(1) Sont exclus de ce tableau les fonctionnaires qui n'entrent jamais ou peu en communication avec d'autres personnes.
(2) Nombres pondérés.

TABLEAUX DU QUATRIÈME ESSAI

TABLEAU IV - 1
DÉPENSES BRUTES(1) DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
ET POURCENTAGE D'ACCROISSEMENT "NET"(2)
1949 - 1962

Années	Dépenses "brutes" (en milliers de \$)	Accroissement brut des dé- penses %	Population(3) (000)	Accroissement de la population %	Inflation(4) %	Accroissement net des dé- penses %
1949-1950	270 597	--	3 969	--	3.1	--
1950-1951	303 452	12.1	4 056	2.2	11.0	-1.1
1951-1952	342 598	12.9	4 174	2.9	5.7	4.3
1952-1953	345 011	0.7	4 269	2.3	0.5	-2.1
1953-1954	384 957	11.6	4 388	2.8	2.9	5.9
1954-1955	439 655	14.2	4 517	2.9	1.0	10.3
1955-1956	475 474	8.1	4 628	2.5	4.4	1.2
1956-1957	539 987	13.8	4 769	3.0	3.9	6.9
1957-1958	587 245	8.8	4 904	2.8	2.5	3.5
1958-1959	669 321	14.0	5 024	2.4	3.5	8.1
1959-1960	832 077	24.3	5 142	2.3	2.2	19.8
1960-1961	1 028 458	23.6	5 269	2.5	0.9	20.2
1961-1962	1 182 605	15.0	5 366	1.8	2.3	10.9

- (1) La classification des dépenses "brutes" se distingue de la classification des dépenses "nettes" en ce qu'elle rend compte du fardeau administratif plutôt que du fardeau financier. D'un point de vue comptable, on doit ajouter les postes suivants aux dépenses nettes pour obtenir les dépenses brutes:
a) Tous les revenus des institutions relevant du gouvernement provincial; b) les revenus sous forme d'intérêts, primes, escomptes; c) les subventions conditionnelles et contributions au titre des programmes conjoints; d) les revenus de placements.
- (2) "Historical Review Government Expenditures in Canada. Federal, Provincial and Municipal 1952-1962, prepared by Finance and Transportation Division, Dominion Bureau of Statistics, January 1, 1965".
- (3) Annuaire du Québec 1963.
- (4) Extrait des comptes nationaux du Canada (Implicit Price Deflator).

TABLEAU IV - 2
PAIEMENTS CONDITIONNELS ET INCONDITIONNELS (\$000), 1956-57 à 1963-64

	1956-57	1957-58	1958-59	1959-60	1960-61	1961-62	1962-63	1963-64
Paiements conditionnels	23 544	24 799	37 729	46 339	66 659	170 881	297 700	380 199
Indice annuel, 1956-57 - 100%	100.0	105.3	160.2	196.8	283.1	725.8	1 264.4	1 614.8
Répartition proportionnelle	72.1	31.6	35.6	35.7	43.4	68.3	76.3	80.9
Paiements inconditionnels	9 099	53 543	68 400	83 457	86 985	79 499	92 545	89 886
Indice annuel, 1956-57 - 100%	100.0	588.4	751.7	917.2	956.0	873.7	1 017.1	987.9
Répartition proportionnelle	27.9	68.3	64.4	64.3	56.6	31.7	23.7	19.1
Total	32 643	78 342	106 129	129 796	153 644	250 380	390 245	470 085
Indice annuel, 1956-57 - 100%	100.0	240.0	325.1	397.6	470.7	767.0	1 195.5	1 440.1
per capita	7.0	16.4	21.6	25.8	29.9	47.6	72.7	86.0

Source: "Summary of Federal Contributions to the Provinces and certain Payments to Institutions in the Provinces for the fiscal years 1956-57 to 1963-64", ministère des Finances, Ottawa (document interne).

TABLEAU IV - 3
SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC AUX MUNICIPALITÉS
ET COMMISSIONS SCOLAIRES DE 1952 À 1962
(en milliers de \$)

	1952-53	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962-63
Éducation	27 769	30 240	35 112	40 501	53 917	61 140	68 881	80 186	98 335	150 029	173 253
Indice annuel	100.00	108.90	126.44	145.85	184.16	220.17	246.05	288.76	354.28	540.28	623.91
% Par rapport	87.48	88.58	88.99	88.78	90.86	92.53	91.10	90.76	78.71	82.29	83.22
au total											
Intérêts de dette								335	5 810 (1)	5 190	4 455
Indice annuel								100.00	1734.33	1549.25	1329.85
% Par rapport								0.38	4.65	2.85	2.14
au total											
Protection publique	786	650	750	850	850	936	1 000	1 500	1 849	1 500	1 300
Indice annuel	100.00	82.70	95.42	108.14	108.14	119.08	127.23	190.84	235.24	190.84	165.39
% Par rapport	2.48	1.90	1.90	1.86	1.43	1.42	1.32	1.70	1.48	0.82	0.62
au total											
Travaux publics	3 124	3 198	3 544	3 912	4 417	3 922	4 206	5 625	18 473	25 270	28 760
Indice annuel	100.00	102.04	113.18	124.82	140.94	125.14	134.21	179.48	589.44	806.32	917.68
% Par rapport	9.87	9.37	8.98	8.58	7.44	5.94	5.56	6.37	14.78	13.86	13.81
au total											
Autres	56	51	51	356	159	81	1 524	707	478	327	426
Indice annuel	100.00	91.07	91.07	635.71	283.93	144.64	2721.43	1262.50	853.57	583.93	760.71
% Par rapport	0.18	0.15	0.13	0.78	0.27	0.12	2.02	0.80	0.38	0.18	0.20
au total											
TOTAL	31 745	34 139	39 457	45 619	59 343	66 079	75 611	88 353	124 965	182 316	208 199
Indice annuel	100.00	107.34	124.29	143.70	186.94	208.16	238.18	275.22	393.65	574.31	655.85

(1) Cette augmentation subite est due au fait que le Québec a assumé les dettes des commissions scolaires.
Source: Ministère des Affaires fédérales-provinciales, à partir des comptes publics du Québec.

Ethnic Relations in Canadian
Voluntary Associations

Documents of the
Royal Commission on
Bilingualism and
Biculturalism

- | | | |
|----|---|--|
| 1 | Peter H. Russell | <i>The Supreme Court of Canada as a Bilingual and Bicultural Institution</i> |
| 2 | Thérèse Nilski | <i>Conference Interpretation in Canada</i> |
| 3 | David Hoffman
and Norman Ward | <i>Bilingualism and Biculturalism in the Canadian House of Commons</i> |
| 4 | Donald V. Smiley | <i>Constitutional Adaptation and Canadian Federalism Since 1945</i> |
| 5 | Robert N. Morrison | <i>Corporate Adaptability to Bilingualism and Biculturalism</i> |
| 6 | Jacques Dofny | <i>Les ingénieurs canadiens-français et canadiens-anglais à Montréal</i> |
| 7 | Donald E. Armstrong | <i>Education and Economic Achievement</i> |
| 8 | Monique Mousseau | <i>Analyse des nouvelles télévisées</i> |
| 9 | Louis Sabourin | <i>La dualité culturelle dans les activités internationales du Canada</i> |
| 10 | Guy Bourassa | <i>Les relations ethniques dans la vie politique montréalaise</i> |
| 11 | C. Beattie, J. Désy
and S. Longstaff | <i>Bureaucratic Careers: Anglophones and Francophones in the Canadian Public Service</i> |
| 12 | Gérard Lapointe | <i>Essais sur la fonction publique québécoise</i> |
| 13 | John Meisel and
Vincent Lemieux | <i>Ethnic Relations in Canadian Voluntary Associations</i> |

Documents
of the Royal Commission
on Bilingualism
and Biculturalism

13 Ethnic Relations
in Canadian
Voluntary Associations

John Meisel
Vincent Lemieux

This document has been prepared for the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism. Although published under the auspices of the Commission, it does not necessarily express the Commission's views.

Crown Copyrights reserved

Available by mail from
Information Canada, Ottawa
and at the following
Information Canada bookshops:

Halifax
1735 Barrington Street

Montreal
1182 St. Catherine Street West

Ottawa
171 Slater Street

Toronto
221 Yonge Street

Winnipeg
Mall Center Building, 499 Portage Avenue

Vancouver
657 Granville Street

or through your bookseller

Price \$4.50 (subject to change without notice)

Catalogue No. Z1-1963/1-2/13

Information Canada
Ottawa, 1972

Most of the field-work for this study was completed in 1964 and 1965. Although some of the major changes affecting French-English relations since then (where they have occurred) are noted in Appendix I, the descriptions of the organizations studied were not brought up to date for the publication of this study. Some of the particulars are therefore no longer quite correct, but the accuracy of the account of ethnic relations generally in Canadian voluntary associations, during the middle sixties, is unimpaired.

Literally hundreds of elected and permanent officials of various organizations helped prepare this study. They shall remain nameless, largely because they wished this to be so but also because it is quite impossible to record the names of all those who guided us towards an understanding of the associations we have singled out for our attention.

Both at the pan-Canadian and the Quebec levels, we and our assistants were offered countless hours of interviews and explanations and in virtually all cases the files of the associations were made available to us. We are deeply grateful for this indispensable assistance.

We are also greatly indebted to our research assistants—Moiria and Margaret Beattie and Germain Julien—who did an enormous amount of leg work on our behalf and on whose field notes and reports we drew very heavily in drafting the descriptive chapters of the study. Joan Harcourt made an important contribution during the final stages of the writing.

Finally, we should like to acknowledge the forbearance of the Commissioners for whom this study was prepared. Because of heavy commitments we had elsewhere, the scope of the study was less extensive than we would have liked and the time it took us to complete it greatly exceeded our forecasts. These human foibles were met with understanding and sympathy quite beyond what one had any right to expect, even from a group of Canadians as steeped in these gentle virtues as the ten B. and B. Commissioners.

John Meisel and
Vincent Lemieux

The Canadian Amateur Hockey Association	64
Structure	64
Objectives	65
Activities	66
Communications	67
Co-ordination	68
Representation	68
Problems	69
Conclusion	69

Chapter V

University Students' Associations 71

L'Union générale des étudiants du Québec	73
Structures	73
Objectifs	78
Activités	81
Les communications	82
La coordination	84
La représentation	86
Conclusion	88

The Canadian Union of Students	91
Structure	91
Objectives	96
Activities	98
Communications	102
Co-ordination	103
Representation	103
Conclusion	105

Chapter VI

La Fédération des jeunes chambre du Canada français
and The Canada Junior Chamber of Commerce 107

La Fédération des jeunes chambres du Canada français	109
Structures	109
Objectifs	112
Activités	115
Mode de communication	117
Mode de coordination	118
Mode de représentation	119
Conclusion	120

The Canada Junior Chamber of Commerce	124
Structure	124
Objectives	133
Activities	134
Communications	135

Co-ordination 138
Representation 138
Conclusion 140

Chapter VII

L'Association des médecins de langue française du
Canada and The Canadian Medical Association 143

L'Association des médecins de langue française du
Canada et l'Association médicale du Québec 146
Structures 146
Objectifs 148
Activités 149
Mode de communication 150
Mode de coordination 151
Mode de représentation 153
Conclusion 154

The Canadian Medical Association 157
Structure 157
Objectives 158
Activities 158
Communications 160
Co-ordination 161
Representation 163
Problems 164
Conclusion 165

Chapter VIII

The Royal College of Physicians and Surgeons of
Canada 167

Structure 168
Objectives 168
Activities 169
Communications 169
Co-ordination 171
Representation 172
Conclusion 174

Chapter IX

La Chambre de commerce de la province de Québec
and The Canadian Chamber of Commerce 179

La Chambre de commerce de la province de Québec 180
Structures 180
Objectifs 181

Activités	184
Mode de communication	185
Mode de coordination	186
Mode de représentation	190
Conclusion	191

The Canadian Chamber of Commerce	193
Structure	193
Objectives	195
Activities	197
Communications	202
Co-ordination	203
Representation	206
Conclusion	207

Chapter X

L'Union des municipalités de la province de Québec and The Canadian Federation of Mayors and Municipalities	211
--	-----

L'Union des municipalités de la province de Québec	213
Structures	213
Objectifs	216
Activités	218
Mode de communication	220
Mode de coordination	221
Mode de représentation	221
Conclusion	222

The Canadian Federation of Mayors and Municipalities	224
Structure	224
Objectives	225
Activities	226
Communications	229
Co-ordination	230
Representation	230
Problems	232
Conclusion	234

Chapter XI

Co-operatives:	237
----------------	-----

Le Conseil canadien de la coopération	240
Structures	240
Objectifs	242
Activités	244

Mode de communication	245
Mode de coordination	246
Mode de représentation	246
Conclusion	246

The Co-operative Union of Canada	248
Structure	248
Objectives	254
Activities	254
Communications	255
Co-ordination	257
Representation	257
Problems	257

Chapter XII

L'Union catholique des cultivateurs and the Canadian Federation of Agriculture	261
--	-----

L'Union catholique des cultivateurs	263
Structures	263
Objectifs	265
Activités	266
Mode de communication	268
Mode de coordination	269
Mode de représentation	271
Conclusion	272

The Canadian Federation of Agriculture	275
Structure	275
Objectives	276
Activities	277
Communications	278
Co-ordination	281
Representation	281
Problems	283
Conclusion	286

Part II

Conclusion	289
------------	-----

Chapter XIII

Conclusion	291
Objectives	292
Structure	294
Communications	299
Co-ordination	302
Representation	304
Activities	306
Finale	309

Appendix I	Recent Developments 317
	Chambers of Commerce 317
	Coopératives 317
	Hockey Associations 318
	Jeunes chambres 318
	Medical Associations 319
	Municipalités 319
	Scouts 320
	Students' Associations 320
Appendix II	Agreement between The Boy Scouts of Canada and Les Scouts catholiques du Canada 321
	Bibliography 325
	Notes to Chapters 339

This study examines the relationships between Francophone and Anglophone members of Canadian voluntary associations. These relationships fall into two quite distinct categories: those prevailing among members of different ethnic origins in one *common* and *mixed* association, and those found when two *separate* or *segregated* associations exist to promote the interests respectively of Francophone or Anglophone members.

In this introductory chapter we shall define what we mean by voluntary association, we shall then discuss their importance both *externally*, i.e. for society as a whole, and *internally*, for their members. A brief sketch of the most relevant aspects of contemporary knowledge of voluntary associations will follow and will prepare us for a discussion of why those in Canada are a subject of particular relevance to the study of French-English relations in this country.

There has been a good deal of discussion of what is meant by the term "voluntary associations." Is a particular religious organization into which most members are *born*, or a trade union whose members cannot hold their jobs without belonging to it, rightly considered a *voluntary* association? Virtually every major relevant study has produced its own definition and we see no necessity for adding another. A recent article by David L. Sills provides us with an admirable definition: "A voluntary association is an organized group of persons (1) that is formed in order to further some common interest of its members; (2) in which membership is voluntary in the sense that it is neither mandatory nor acquired through birth; and (3) that exists independently of the state."¹

An earlier statement about the nature of voluntary associations follows a broadly similar path but adds a characteristic of particular importance to our own study. R. M. MacIver and C. H. Page observed that "an association is likely to be formed wherever people

recognize a like, complementary, or common interest sufficiently enduring and sufficiently distinct to be capable of more effective promotion through collective action, *provided their differences outside the field of this interest are not so strong as to prevent the partial agreement involved in its formation.*"²

In a multicultural society there are obviously numerous opportunities for ethnic differences to affect the operation of voluntary associations pursuing non-ethnic ends and this poses special problems for those concerned with the efficacy of such organizations. Our concern in this study will, however, focus more on the way in which the pursuit of common interests by Canadians through participation in voluntary associations affects the relations between members of our two main ethnic groups.

The literature on voluntary associations falls broadly into two categories, reflecting two distinct perspectives of the authors. One group is interested in discovering the effects of voluntary associations on society in general, and on politics in particular. The other group of scholars examines how activities and relationships inside associations affect the participants. There is, in short, an *external* and an *internal* aspect of voluntary associations: both are important and both are increasingly of concern to scholars.

We shall concentrate on the internal aspects, although we emphatically do not wish to minimize the enormous importance of the other perspective. Indeed, it will be useful to explore briefly the external aspects of voluntary associations so as to indicate why these are so important and to remind ourselves that the external and internal aspects are closely related to one another.

Comments on the role of voluntary associations within a society reflect the two perspectives mentioned above. Some scholars tend to emphasize what these organizations do for society, conceiving of the latter in somewhat non-political terms. S. N. Eisenstadt, for example, in summarizing the literature on "the functional place of . . . associations within modern communities" selects the following items as being most important: (1) associations enable people to "extend their social participation beyond the family and the purely instrumental field of work and economic relations"; (2) they "offer a medium through which different social groups and strata may express their solidarity and emphasize their place in the community and their relationships towards other social groups and strata"; and (3) they "meet the demand for companionship and give meaning to the social world of their participation."³

Arnold Rose, on the other hand, viewed the role of the associations much more in relation to the political process. He hypothesized that the "voluntary associations have three important functions in supporting political democracy in the United States: (1) they distribute power over social life among a very large proportion of the citizenry; (2) they provide a sense of satisfaction with modern democratic processes; and (3) they provide a social mechanism for continually instituting social changes."⁴

In his article, Sills summarizes the six major functions which various sociologists attribute to voluntary associations: (1) mediation, in the sense that they exist, as it were, between individuals and society; (2) the integration of subgroups in society; (3) the affirmation of values; (4) governing; (5) the initiation of social change; and (6) the distributing of power in society.⁵ Voluntary associations are obviously not the only agencies performing these functions in any given society. The extent to which a society relies on the associations to carry them out depends largely on the general character of the society and of the groups in it.

The one clear conclusion that can be drawn from the generally still unsatisfactory literature on voluntary associations is that they vary in form and role from society to society and, while they affect their societies in important ways, they themselves mirror to an important extent some of the principal characteristics of their environments.

Some anthropologists have in fact argued that "in every society where associations are found, they provide us with an excellent way of locating the lines of cleavage which mark the areas of instability in institutions."⁶ This observation may be more appropriate for preliterate than for complex societies, but it suggests that voluntary associations can be used as indicators for some of the salient features of any society.

The proportion of the population which belongs to and participates actively in voluntary associations is not uniform in all countries. Among the national samples interviewed in five countries, the following percentages of respondents belonged to at least one voluntary association: United States 57, Great Britain 47, Germany 44, Italy 30, Mexico 24.⁷ The differences between countries were even more striking when they were compared in terms of people who have held some office in an association rather than merely belonging to one: United States 26, Great Britain 13, Germany 7, Italy 7, Mexico 8.⁸

Even within any given society, membership is not distributed randomly but reflects the major features of the social structure and probably also of the value system. Virtually all evidence suggests that the kinds of organizations in which we are interested are a phenomenon associated with urbanized, relatively affluent societies like that of the United States; it will therefore be useful to summarize briefly what is known about membership in voluntary associations in that country. Furthermore, since most of the pertinent research has been done so far in the United States, we know more about what kinds of people belong to voluntary associations there than elsewhere. Wright and Hyman have performed a secondary analysis on a variety of studies undertaken by the National Opinion Research Centre at the University of Chicago.⁹ Their conclusions are consistent with those of most studies published so far; they can most effectively be presented in point form:

1. Voluntary association membership is not characteristic of the majority of Americans;¹⁰

2. A relatively small percentage of Americans belong to two or more voluntary associations;
3. Membership is more characteristic of the white than the Negro population;
4. Membership is more characteristic of Jewish than Protestant persons, and of Protestants than Catholics;
5. Membership is directly related to socio-economic status as measured by level of income, occupation and home ownership, interviewers' rating of level of living, and education;
6. Membership is more characteristic of urban and rural non-farm residents than of farm residents;
7. Membership is related to family status, being higher for couples with children than without;
8. Membership is associated with a strong interest in public affairs;
9. Membership is associated with voting in Presidential, Congressional, and local elections;
10. Membership is associated with support for local charities.¹¹

Although not nearly so much is known about voluntary associations in Canada as in the United States, what we do know suggests that here, as in so many other areas, the two countries are similar. Canadians appear to be "joiners" to about the same degree as their neighbours, and their propensity to belong to voluntary associations is clearly related to such social characteristics as income, years of schooling, age, and sex.¹²

As in the United States, ethnic groups in Canada differ from one another with respect to the interest their members display in voluntary associations and clubs. Our present concern is, of course, with the differences which have been observed between Francophone and Anglophone Canadians. The 1965 election study shows that about half the Francophone respondents belonged to voluntary associations (including trade unions) and that the comparable proportion of their Anglophone compatriots was noticeably (but not substantially) higher.

Interesting variations in the *type* of associations preferred by Francophone and Anglophone Canadians have also been revealed. A slightly higher proportion of Francophones belongs to trade unions and to professional associations; however, Anglophones are more given to joining sports, social, and business associations. There is no great difference between the two ethnic groups with respect to membership in trade associations.

We do not at present have enough information to be able to tell whether the generally lower Francophone membership in voluntary associations is simply a reflection of the fact that they tend to occupy lower income and educational levels in Canada or whether some more narrowly cultural phenomenon is also responsible. It would not be surprising, in view of past Quebec interest in various forms of corporatism, to find a greater predisposition among Francophones than among other Canadians to join voluntary associations.

The study by the Groupe de recherche sociale shows an interesting difference in attitudes towards ethnically "mixed" and homogeneous associations. There is no doubt whatsoever that the respondents of French origin in this 1965 survey strongly preferred ethnically "pure" (i.e. French) organizations, whereas Canadians of non-French origin favoured clubs and associations which include members of ethnic groups other than their own. There are many ways of explaining this difference among Canadians: some sort of "ethnic cliquishness" of Francophones, for example, or a highly developed thirst for cosmopolitan, multi-ethnic experiences on the part of non-Francophones might be invoked to account for it. A more plausible and—within the framework of this study—a more compatible explanation would, however, point to those theories which have tended to explain participation in organizations in terms of the incentives provided by them.¹³

According to these theories, individuals will belong to organizations only if these repay the cost of membership. Our economic terminology should not mislead the reader into too narrow an interpretation of the argument. A Francophone, for example, might find that belonging to an association which, although economically useful, conducted its affairs exclusively in English—a language which he might understand but in which he might conceivably feel quite ill at ease—would involve too great a cost in terms of effort, discomfort, and possibly humiliation. Costs of this kind are extremely ubiquitous, subtle, and unequally distributed between Canada's chief ethnic groups. They offer a compelling explanation of the differences in membership between Francophone and Anglophone Canadians in voluntary associations and they will receive considerable attention in the pages which follow.

The unequal attraction of ethnically mixed voluntary associations for Francophones and Anglophones is not merely intrinsically interesting as an intriguing problem in ethnography; it is of the greatest importance to relations generally in Canada between the two linguistic groups, for these relations are significantly affected by voluntary associations.

In a large and sparsely settled country like Canada, voluntary associations are one of the chief means of contact between peoples of different ethnic origins. Since each of the two linguistic groups occupies, generally, not only a distinct geographic terrain in Canada, but also what can be thought of as its own linguistic and cultural world, those belonging to one group can go through life with few or no direct contacts with members of the other. Voluntary associations, particularly those operating on a nationwide scale and catering to interests shared by Canadians of both language groups, provide virtually the only opportunity for direct contact between many Francophone and Anglophone Canadians. It is through their activities and literature that Canadians of different backgrounds establish first-hand relations with one another, that they come to grips with one another's preoccupations, priorities, and biases, and that they attempt to reconcile such differences as may occur between them.

It is, of course, true that secondary "contacts" through school books, the mass media, hearsay, and a variety of other means also contribute to the picture we have of other people, but these secondary contacts are supplemented and revised by direct observation and face-to-face contact in a shared organization. Furthermore, voluntary associations, as we have seen earlier in this chapter, draw their members largely from the better educated, the more affluent, and the more politically active segments of the population. Voluntary associations therefore affect the most influential groups in society, those which play a leading role in determining, among other things, matters affecting the respective status of, and the relations among, Canada's ethnic groups. It is in part for this reason that anyone interested in ethnic relations in Canada must concern himself with voluntary associations.

There are some additional reasons which we need mention only briefly. Voluntary associations are often the arena in which particular differences between Francophone and Anglophone Canadians become manifest and in which attempts are made to cope with them. Some aspects of French-English relations can, furthermore, be particularly well studied by looking at voluntary associations: certain types of clashing or converging interests and the anatomy of certain kinds of conflict appear in sharp relief when viewed within the context of a reasonably well-defined organization and under circumstances in which the membership at large expects to be informed of developments affecting it. In some respects, voluntary associations are a microcosm of ethnic relations in Canada.

L'étude des relations ethniques au sein des associations volontaires, ou entre elles, exige un cadre d'analyse qui soit approprié d'une part à l'étude générale de ces associations, et d'autre part à l'examen de cet aspect particulier de leurs relations internes ou externes. Aussi importe-t-il de bien cerner la nature de ces relations, avant de proposer un cadre conceptuel convenable.

Ceci peut se faire à partir de la notion de « culture » prise dans son sens anthropologique. « Nous appelons culture, écrit Lévi-Strauss, tout ensemble ethnographique qui, du point de vue de l'enquête, présente, par rapport à d'autres, des écarts significatifs¹ ». Cette notion, qui a le mérite d'être fort simple, nous situe d'emblée au coeur du problème. Nous nous emploierons donc essentiellement à démontrer que l'état des relations entre anglophones et francophones au sein des associations volontaires, ou d'une association à l'autre, s'explique par les écarts significatifs existant entre la culture canadienne-anglaise et la culture canadienne-française.

Ces écarts, qui se fondent sur des valeurs culturelles différentes, nous les observons surtout en fonction des objectifs poursuivis. Comme toute organisation, une association volontaire se définit avant tout par les buts que ses membres se proposent d'atteindre. Ceci est d'ailleurs fondamental pour l'étude d'une association, quel que soit l'aspect envisagé. Dans la présente étude, nous traitons surtout des objectifs des dirigeants. Les moyens dont nous disposons ne nous ont pas permis d'accorder beaucoup d'attention aux objectifs des adhérents, qui peuvent parfois différer sensiblement. Nous soulignerons ces différences plus d'une fois.

Une association volontaire ne peut exister que si des individus ont des objectifs communs qu'ils estiment pouvoir atteindre plus aisément par une action concertée. Ces objectifs sont généralement complexes, déjà même avant la formation de l'association. Ils le sont plus encore après. Voilà où les différences culturelles font problème. Les écarts significatifs dont parle Lévi-Strauss peuvent susciter nombre de difficultés pendant la mise sur pied de l'association et troubler

son existence par la suite. Bien que liés par des intérêts ou des objectifs communs, les membres des deux groupes ethniques peuvent fort bien ne pas s'accorder sur le contenu de ces objectifs, ou la désirabilité de poursuivre certains d'entre eux en commun, ou encore sur leur hiérarchie. Surtout, que l'importance respective des valeurs culturelles qui fondent ces différences n'a pas un caractère stable. Les circonstances peuvent amener les membres d'un groupe ethnique à insister davantage sur certains objectifs et, partant, à accentuer l'écart qui les sépare de l'autre groupe. C'est ainsi, comme nous le verrons maintes fois par la suite, que l'évolution qui s'est produite au Québec depuis le début des années 60 a, sur plusieurs fronts, amplifié les écarts entre les deux groupes ethniques, provoquant des tensions non seulement au sein des associations volontaires, mais entre elles également.

Les écarts culturels entre deux groupes ethniques se manifestent donc avec plus ou moins d'acuité selon les objectifs poursuivis; aussi importe-t-il de définir, dès maintenant, une typologie assez précise des objectifs qui permette des analyses suffisamment éclairantes et fécondes.

Une typologie des objectifs

Il existe, dans la littérature sociologique en particulier, un grand nombre de typologies des objectifs que poursuivent les associations volontaires. Très peu cependant ont été élaborées, puis appliquées, en vue de l'étude des relations ethniques au sein de ces associations. Aussi, après examen, avons-nous préféré en construire une qui soit plus appropriée aux situations que nous nous proposons d'étudier.

Pour les fins de notre recherche, nous avons distingué quatre grandes catégories — la dernière divisée en sous-catégories — dont les trois premières touchent à des objectifs internes, c'est-à-dire qui ne concernent que les membres. Ce sont :

les *objectifs récréatifs*, notamment les divertissements, les réunions mondaines auxquels les membres ont accès de par leur appartenance à l'association;

les *objectifs utilitaires*, c'est-à-dire ceux qui ont trait aux avantages et aux services que l'association offre à ses membres;

les *objectifs éducatifs*, soit ceux qui visent à l'information et à la formation des membres;

les *objectifs externes* se rapportent au rôle de l'association dans la société, notamment à son influence sur les systèmes sociaux, économiques, politiques ou culturels.

Les satisfactions que la poursuite des objectifs externes apporte aux membres tiennent au caractère souvent idéologique de ces objectifs. Ceci n'implique pas qu'ils soient incompatibles avec les objectifs internes, — récréatifs, utilitaires ou éducatifs —, dans la mesure où les activités par lesquelles ils sont soit poursuivis soit atteints, peuvent apporter en même temps aux membres une saine récréation, des avantages matériels ou des services, ainsi qu'une meilleure formation

ou une information plus complète. Il est certain qu'une même activité, interne ou externe, peut englober plusieurs objectifs à la fois.

Les objectifs externes les plus importants sont, à notre avis, ceux qui concernent le régime politique canadien, et plus spécialement la position du Québec au sein de la Confédération. Nous verrons que ces objectifs à caractère politique ont été, dans plus d'un cas, source de tensions et de conflits entre anglophones et francophones. Cela s'applique d'ailleurs aux objectifs externes comme aux objectifs internes. Il arrive que des désaccords se manifestent quand les associations agissent comme groupes de pression auprès des autorités fédérales ou provinciales, dans la poursuite de leurs objectifs internes, utilitaires ou autres. Il s'agit là, on le remarquera, d'une relation au système politique différente de celle qui consiste à prendre position sur ce qu'est ou ce que devrait être ce système. Dans ce cas, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit de la poursuite d'objectifs externes, de nature plus idéologique, les dissensions sont souvent plus vives que lorsqu'il s'agit d'assurer au groupe les biens et services qu'il réclame.

Dans les deux cas, il est fréquent que les structures mêmes de l'association soient remises en question, surtout lorsqu'il s'agit d'objectifs externes de nature politique. Les francophones voudront, surtout dans la situation actuelle, que la conception qu'ils se font du système politique canadien se reflète dans les structures de l'association pancanadienne à laquelle ils appartiennent, ou à laquelle ils seraient prêts à adhérer si les structures en étaient modifiées selon leurs vues. De même, quand l'association estime qu'elle doit agir comme groupe de pression, le problème se posera de savoir auprès de quel gouvernement (fédéral ou provincial) il faut intervenir. Ce sera l'occasion de remettre en question non seulement les structures du système politique canadien, mais également celles des associations volontaires, pancanadiennes ou non.

Trois niveaux structurels

Cela nous amène à poser que les structures des associations volontaires, ou plus exactement les modalités de leurs structures, à différents niveaux analytiques, constituent, au même titre que leurs objectifs, le point critique des relations entre anglophones et francophones.

Pour les fins de notre recherche, nous avons distingué trois niveaux structurels au sein des associations ou dans les rapports entre associations : ce sont, par ordre d'importance, les communications, la coordination, et la représentation. Ces niveaux structurels renvoient tous aux positions respectives des anglophones et des francophones, et aux différentes modalités régissant les relations existant entre eux. Par *communications*, nous entendons principalement la transmission des messages; étant donné l'objet de notre recherche, la langue dans laquelle ils sont rédigés présente une importance plus grande encore, peut-être, que leur contenu. La *coordination* a trait

plutôt à la transmission des ordres ou directives et, également, à l'activité des secteurs que visent ceux-ci. Enfin, la *représentation* implique non seulement le nombre de représentants de chacun des deux groupes à la direction des organisations, mais aussi leur influence relative et le degré de leur représentativité.

La distinction entre ces trois niveaux structurels nous semble nécessaire à un double point de vue. En effet, les anglophones et les francophones peuvent fort bien entrer en conflit à un niveau donné, celui des communications par exemple, sans qu'il en soit de même, en apparence tout au moins, à un autre niveau. Toutefois, étant donné le caractère de plus en plus critique des niveaux structurels, allant des communications à la représentation, on peut se demander si le type de rapports (conflits ou coopération) existant entre anglophones et francophones n'acquiert pas une signification plus grande aux niveaux structurels supérieurs. Plus précisément, on peut se demander si un type de relation peut se maintenir à un niveau quelconque, s'il n'existe pas à un niveau supérieur. Il serait par exemple illusoire de vouloir régler un problème au niveau des communications, sans s'assurer d'abord d'une bonne coordination, s'il y a problème à ce niveau. De même, s'il y a problème au niveau de la coordination et de la représentation, il faut améliorer en premier lieu le mode de représentation.

Ces distinctions sont nécessaires à un autre point de vue, d'ailleurs étroitement lié au premier. En effet, il y a, nous semble-t-il, relation fonctionnelle entre les objectifs poursuivis par les anglophones ou les francophones et les niveaux structurels qui font généralement problème dans une association ou entre deux associations. Ainsi, la poursuite d'objectifs externes à caractère politique peut inciter les francophones à remettre en question les structures de l'association pancanadienne à laquelle ils appartiennent, et ce, au niveau même de la représentation des deux groupes ethniques. Dans le cas d'associations à buts récréatifs ou utilitaires, le point critique se situerait vraisemblablement aux niveaux des communications et de la coordination.

En résumé, la perspective que nous adoptons ici est la suivante : la qualité des relations entre anglophones et francophones, au sein d'une association volontaire, ou à l'occasion de rapports entre associations apparentées, dépend des objectifs de ces associations; ces relations — qu'elles soient marquées de conflits ou qu'elles évoluent dans la coopération — peuvent être observées à différents niveaux structurels, d'ailleurs plus ou moins inclusifs les uns des autres, et dont l'importance, quant aux relations, est fonctionnellement liée aux objectifs poursuivis.

Les associations choisies

Étant donné cette perspective, il importait d'étudier des associations volontaires qui présenteraient tous les types d'objectifs, mais aussi à l'intérieur desquelles on pourrait encore observer les différentes combinaisons.

Des travaux ayant déjà été effectués pour la Commission sur les partis politiques et les syndicats ouvriers au Canada, ces deux importantes catégories d'associations volontaires n'entrent pas dans le cadre de notre recherche. Notre champ d'exploration restait cependant très vaste, et nous avons préféré approfondir l'étude de certaines associations, plutôt que d'en examiner un grand nombre de façon superficielle.

Nous avons d'abord choisi deux secteurs d'activités dans lesquels les *objectifs récréatifs* sont prépondérants, et les groupements formés en très grande majorité de jeunes gens, d'adolescents ou même d'enfants : le hockey, sport national des Canadiens, et le scoutisme, mouvement international qui compte de très nombreux adeptes au Canada. Dans l'un et l'autre secteurs, la formation et l'information font partie des objectifs. Nous verrons également que certains dirigeants du hockey amateur poursuivent en outre des objectifs utilitaires. De plus, elles se donnent parfois des objectifs externes, même s'ils présentent pour elles moins d'importance que pour d'autres. Notre étude, pour ce qui est du hockey, a porté sur la grande association pancanadienne, l'Association de hockey amateur du Canada (Canadian Amateur Hockey Association), et sa section québécoise, l'Association de hockey amateur du Québec (Quebec Amateur Hockey Association), ainsi que sur la principale association dissidente du Québec, la Confédération des loisirs du Québec, section hockey. Pour les scouts, nous avons étudié deux groupements distincts : les Boy Scouts of Canada et les Scouts catholiques du Canada qui, après de longs démêlés, sont parvenus à s'entendre.

Au Canada, de nombreuses associations volontaires poursuivent des objectifs surtout, mais non exclusivement, *utilitaires*, et agissent comme groupes de pression auprès des gouvernements pour la défense ou la promotion de leurs intérêts. C'est le cas dans trois des secteurs que nous avons retenus : la coopération, les Chambres de commerce et l'administration municipale. Dans le premier, nous avons étudié les deux grandes associations pancanadiennes, la Cooperative Union of Canada (Union coopérative du Canada) et le Conseil canadien de la coopération, dont les structures parallèles sont reliées de façon informelle au sommet; dans le deuxième, la Canadian Chamber of Commerce (Chambre de commerce du Canada) et la Chambre de commerce de la province de Québec, qui sont des fédérations de chambres locales, l'une pour l'ensemble du Canada, l'autre pour le Québec; dans le troisième secteur, la Canadian Federation of Mayors and Municipalities (Fédération canadienne des maires et des municipalités) et l'Union des municipalités du Québec, qui groupe les maires et les municipalités de la province. Certaines associations ont des objectifs plus strictement utilitaires, notamment la Canadian Federation of Agriculture (Fédération canadienne de l'agriculture), que nous avons choisi d'étudier parallèlement à l'Union catholique des cultivateurs, qui est l'association francophone la plus importante à y adhérer. Agriculteurs et coopérateurs représentent donc, avec les membres des Chambres de commerce et les maires, quatre groupes de pression parmi les plus

importants au Canada. Comme nous l'avons indiqué, l'étude comparée de leurs associations offre un très grand intérêt du fait qu'elles poursuivent des objectifs surtout ou exclusivement utilitaires.

Nous avons également retenu deux secteurs dans lesquels les objectifs sont avant tout *éducatifs* : les Jeunes chambres et la médecine. Ici encore, notre choix se défend aisément. Les Jeunes chambres groupent des jeunes de 18 à 40 ans, recrutés surtout dans les classes moyennes de la population. Elles constituent un mouvement de formation très connu et très répandu au Canada. Comme nous le verrons dans le chapitre qui leur est consacré, bien qu'elles poursuivent des objectifs récréatifs, utilitaires et externes, ceux-ci n'ont cependant pas, officiellement du moins, la même importance que les objectifs éducatifs. Notre attention s'est portée sur la Canadian Junior Chamber of Commerce (Jeune chambre de commerce du Canada), et sur la Fédération des jeunes chambres du Canada français, qui est l'association francophone dissidente. Les associations de médecins viennent certainement au tout premier rang des groupements professionnels, à cause du prestige et de la valeur que leur reconnaît la société. Pour cette raison, les médecins se doivent d'accorder une large place aux objectifs utilitaires et externes rattachés à la pratique de leur art. Mais les objectifs éducatifs présentent à leurs yeux une égale importance; chez les francophones, ils sont même prioritaires. Nous avons étudié d'abord les deux grandes associations canadiennes : la Canadian Medical Association (Association médicale canadienne), surtout anglophone, et l'Association des médecins de langue française, exclusivement francophone. Nous nous sommes également intéressés au Royal College of Physicians and Surgeons (Collège royal des médecins et chirurgiens) afin d'avoir une vue plus complète de ce qui se passe dans les associations volontaires de médecins.

Enfin, nous nous sommes arrêtés à un secteur où les objectifs *externes* prédominent, bien qu'on y poursuive également des buts utilitaires, éducatifs ou récréatifs, celui des étudiants. Conscients qu'ils formeront les élites de demain, ils sont enclins à privilégier des objectifs externes, c'est-à-dire ceux qui se rapportent à leur rôle dans la société. Notre étude a porté sur la Canadian Union of Students, association d'envergure nationale, et sur l'Union générale des étudiants du Québec, formée lors du retrait de la majorité des étudiants du Québec de l'association canadienne.

Les cas ayant fait l'objet de notre étude sont présentés dans un ordre un peu différent de celui que nous venons d'exposer. Les deux premiers chapitres sont consacrés aux associations volontaires avant tout récréatives : les scouts et les hockeyeurs. Dans le chapitre suivant nous examinons les groupements qui poursuivent surtout des objectifs externes : les étudiants. Nous passons ensuite à ceux qui valorisent les objectifs éducatifs : les Jeunes chambres et les médecins. Finalement, nous abordons l'étude de quatre secteurs dans lesquels prédominent les objectifs utilitaires : les Chambres de commerce, les maires, les coopérateurs et les agriculteurs. Nous complétons l'analyse par un exposé de nos conclusions, suivi d'un ensemble de recommandations.

Le plan des études particulières

Le plan adopté pour chacune de nos études s'inspire du cadre conceptuel que nous avons établi au début du présent chapitre. Chaque chapitre comporte une brève introduction qui définit le secteur considéré et présente les associations volontaires que nous avons choisis d'étudier pour ce secteur. Le reste du chapitre se divise en deux sections, l'une exposant le point de vue des francophones, l'autre celui des anglophones, sur leurs propres associations, et, éventuellement sur celles de l'autre groupe ethnique. Si nous présentons d'abord le point de vue des francophones, c'est parce qu'ils se trouvent généralement à l'origine des tensions qui se sont produites dans le monde des associations volontaires.

L'exposé de chacun des deux points de vue se déroule toujours selon le même ordre. Une première partie, souvent assez longue, porte sur les structures (entendues au sens large) des associations volontaires; elle traite de l'évolution structurelle tout autant que des structures actuelles, et, inévitablement, des dirigeants, des effectifs et du financement des associations. Une deuxième partie porte sur les objectifs non seulement officiels, mais également officieux, qui n'en sont pas moins réels. Comme nous l'avons déjà souligné, nous nous limitons presque exclusivement aux objectifs des dirigeants. Une autre partie aborde les activités visant à la réalisation de ces objectifs. De la sorte, pour une association donnée, les différences se dégagent plus nettement entre les objectifs officiels et les autres, et l'on voit mieux quelle importance relative leur est attribuée. Les trois parties suivantes portent sur les trois niveaux structurels que nous avons distingués : *communications*, *coordination*, et *représentation*. Elles ne font pas double emploi avec celle, plus générale, des structures, puisque nous cherchons là à dégager des éléments précis qui seront repris et interprétés dans la conclusion générale du rapport. La dernière partie, dont le contenu varie d'un chapitre à l'autre, revient sur certaines questions trop rapidement traitées dans les sections précédentes.

Finalement, une conclusion offre un résumé des points saillants de chaque étude de cas. Nous y soulignons les différences qui marquent les points de vue des deux groupes ethniques, et amorçons parfois des interprétations qui seront reprises dans notre conclusion générale.

The Boy Scout movement in Canada offers a particularly rewarding subject in the study of ethnic relations within voluntary associations. Because the movement is concerned with the spiritual and physical development of young people, it must pay great attention to the cultural values it wishes to stress in developing the personality and character of its members. This clearly raises some interesting problems in a country with two major cultural traditions.

On the whole, young people find it easier than adults to bridge ethnic barriers and to play and work together despite cultural and linguistic differences; therefore the Scouts might be expected to provide a particularly revealing instance of successful ethnic interaction.

Furthermore, scouting is related to religious values considerably more than to ethnic ones. While it is ethnically neutral—in the sense that it is concerned with man's brotherhood and that it tries to appeal to all peoples, regardless of ethnic origin—it is not neutral in the religious sense. It is the policy of the Boy Scouts of Canada to encourage its members to affiliate with the religious organization of their choice and to practice its religious philosophy in their daily lives. Its units are frequently linked to religious bodies and some Scout organizations recognize the authority of religious officers and advisors. Therefore, the fact that Francophone Scouts are virtually always Roman Catholics, and that many Anglophones are not, complicates relations between the two language groups.

In some of the associations we have examined, ethnic relations were affected by factors arising from the country's *political* divisions. Representation by provincial units often tends to give Francophone members of associations one voice out of 10 in the deliberative assemblies of their associations, and this is thought to be inadequate. The religious dimension of scouting involves a different division: that of various dioceses. Some Scout units follow diocesan rather than political boundaries, and this compounds an already difficult

problem by challenging the jurisdiction of some provincial Scout authorities.

The aims, membership, nature, and structure of Scout organizations therefore combine to provide an unusually fruitful subject of inquiry for our study.

The ideas underlying scouting were first promulgated by Lieutenant-General R. S. S. Baden-Powell who originally envisaged that his notions about the healthy moral and physical development of boys would be adopted by various individuals and clubs without the development of any special organization to apply them. However, the publication of his *Scouting for Boys* a few years before World War I was followed by a rapid expansion of an organized scouting movement, not only in Britain but overseas as well. Baden-Powell toured Canada with a group of British Boy Scouts in 1909 and created a heightened interest in his movement in this country. The following year Lord Grey, the Governor General, accepted the office of Chief Scout in the Canadian branch and took an active part in the process which led to the incorporation of the Canadian General Council of the Boy Scouts Association² in 1914. Since then the Governor General has always occupied the highest position in the Canadian Scout movement.

The General Council was empowered to delegate certain of its responsibilities to Provincial Councils, but there was no doubt at the time of incorporation that the pan-Canadian body was to have sole and full responsibility for scouting in Canada. At the first annual meeting of the Council in 1915, French Canada was represented by four eminent individuals: L. A. Taschereau, Lt. Col. A. E. Labelle, Major A. A. Pinard, and Georges T. Desbarats, the deputy minister for Naval Service.

Despite its clearly British and military antecedents and structure, scouting won considerable acceptance in French Canada, but the overall organization was at first rather loose. The troops were established on a diocesan basis and had no links with any provincial, pan-Canadian, or international body. In 1935, Cardinal Villeneuve persuaded his bishops to agree to the foundation of a special organization of Francophone Scouts, La Fédération des Scouts catholiques de la province de Québec.

At that time a memorandum of agreement was signed by La Fédération and the Boy Scouts Association in which it was agreed that:

"La Fédération des Scouts Catholiques de la Province de Québec" is recognized as an autonomous body, having power to appoint its own officers, print its own literature, and having complete control of its own finances, quite apart from those of the Council, or of its Provincial Councils or its Local Associations. The two organizations, The Boy Scouts Association. . . and the Federation, are to run on parallel lines, uniting in the office of the Chief Scout for Canada and in the Canadian General Council. . . . In other words, the Federation is to be separate and distinct from the Boy Scouts Association and related to it only

through the Chief Scout for Canada and the Canadian General Council.³

La Fédération elected the same person as the Boy Scouts Association to its highest post, that of the Chief Scout, and it nominated two of its members for election on the Canadian General Council and its Executive Committee.

No difficulties ever arose over this part of the agreement. We shall see in what follows, however, that another clause of the memorandum led to considerable controversy and conflict. Section 7 reads:

It is understood and agreed that the Federation is to confine its activities solely to the Civil Province of Quebec, and to those parts of the Civil Province of Ontario which are included in the limits of the Roman Catholic Dioceses of Ottawa and Pembroke, and that it shall make no effort whatsoever to enlarge its membership so as to include Scout Groups in other Provinces.

This section of the agreement meant that Francophone units of the movement outside Quebec and the Dioceses of Pembroke and Ottawa had to remain within the overwhelmingly Anglophone Boy Scouts Association and had to wear English insignia, regardless of what language they used in their Scout activities. It was to be foreseen that this arrangement led to difficulties which heavily taxed the goodwill and understanding between Francophone and Anglophone Scout leaders in Canada.

Les Scouts catholiques du Canada

Structures

La Fédération des Scouts catholiques de la province de Québec a été formée en 1934. En 1935, le cardinal Villeneuve la reconnaissait au nom de l'épiscopat québécois, et, le 10 avril de la même année, un accord intervenait entre ce dernier et le conseil général de la Boy Scouts of Canada, par lequel la Fédération s'affiliait à la B. S. C.

Comme le dit le mémoire des Scouts catholiques du Canada à la Commission Laurendeau-Dunton :

Certes, diverses expériences et tentatives avaient précédé cette reconnaissance (les éclaireurs canadiens français) : à Longueuil, à Montréal, à Québec, à Sorel, à Victoriaville. Le milieu canadien français était entamé, des hommes d'État et d'Église encourageaient ouvertement ces essais. Dès ce moment, le scoutisme adoptait simultanément la langue et la religion de ce nouveau milieu, le français et le catholicisme. Sans transformer substantiellement le sens et la portée de la terminologie (de langue anglaise) créée par le fondateur, ce nouveau groupe emprunta, pour une large part, le vocabulaire scout adopté en France et en Belgique, il le fit avec souplesse et liberté. Autre point digne d'intérêt, une attention évidente à introduire les hauts faits historiques de notre groupe ethnique et à enrichir le répertoire scout des plus belles pièces de notre folklore, cela donna un visage tout neuf au scoutisme qui devint, du coup, sympathique⁴.

Par la suite, le scoutisme catholique devait se développer de façon soutenue au Québec, gagnant diocèse après diocèse. En 1954, il est implanté dans 17 diocèses et dans plus de cent localités; la Fédération groupe alors près de 10 000 scouts, dont la moitié ont entre 12 et 17 ans (éclaireurs). Au début des années 60, soit au moment de la fondation de l'Association des scouts catholiques du Canada, les effectifs ont presque doublé et les 20 diocèses de la province civile de Québec y sont représentés.

Des troupes francophones et catholiques existaient hors du Québec depuis nombre d'années; la première avait été fondée à Ottawa en 1918. À la création de la Fédération, elles tentent de s'y joindre. En 1947, les scouts catholiques de langue française du diocèse d'Ottawa décident de quitter la B. S. C., qui ne leur permet pas de se joindre à la Fédération. L'autorisation leur est accordée l'année suivante, ainsi qu'aux scouts catholiques du diocèse de Pembroke.

En 1950, les demandes d'affiliation venant de groupes scouts francophones hors du Québec se font si nombreuses, que le comité exécutif de la Fédération décide de porter la question devant l'Épiscopat du Québec, afin que soit modifié l'article 7 de l'accord de 1935, restreignant la Fédération au Québec. Dans son mémoire, elle demande l'autorisation d'entreprendre des négociations avec la B. S. C. à ce sujet.

Les négociations traînant en longueur, certains groupes francophones décident d'adopter quand même le programme de la Fédération, d'autres de se retirer tout simplement de la B. S. C. Cette première envoie au Q. G. de la Fédération protestations sur protestations. En 1953, faute de progrès suffisants, le comité exécutif de la Fédération adresse à l'Épiscopat un second mémoire où elle « requiert de NNSS les Évêques l'autorisation de procéder aux affiliations demandées, sans attendre l'autorisation du Conseil général de la B. S. C. ».

L'Épiscopat ne se rend pas à cette demande. Au contraire, il élabore un document de travail sur la question, conjointement avec la B. S. C., document qui sera rendu public en 1955. L'année suivante, la Fédération et la B. S. C. forment un comité spécial chargé de définir les conditions d'un accord. En 1957, les représentants de la B. S. C. à ce comité suggèrent que les deux mouvements soient unifiés, et qu'ils adoptent des règlements et des uniformes identiques.

Les parties ne réussissent pas à s'entendre et décident de créer un nouveau comité. Un texte de compromis est mis au point, qui est également tenu pour insatisfaisant. En 1959, à Calgary, le comité exécutif de la B. S. C. en établit une version qu'il considère comme définitive. Cependant on ne s'entendra jamais sur ses applications pratiques, pourtant explicitées dans le « codicille » que la B. S. C. adopte en 1960.

Dès lors, la fondation de l'Association des Scouts catholiques du Canada est inévitable. En 1961, c'est chose faite. Notons également, que tout au long de ces négociations, commencées en 1950, les groupements francophones des autres provinces, en nombre toujours croissant, se retirent de la B. S. C. ou font part de leur intention de s'affilier à la Fédération.

L'Association des scouts catholiques du Canada compte près de 25 000 membres et se divise en quatre régions : les provinces de l'Atlantique (2 000 membres environ); les provinces de l'Ouest (quelques membres). La B. S. C. la reconnaissait en 1967. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette question.

Objectifs

Le scoutisme poursuit des buts à caractère d'abord récréatif. C'est d'ailleurs ce qu'y recherchent la plupart des jeunes qui joignent ses rangs. À cet égard, il y a assez peu de différence entre les scouts francophones et les scouts anglophones, à ceci près que les troupes anglophones, généralement mieux nanties, peuvent offrir à leurs membres un plus large éventail d'activités. Certains scouts francophones prétendent d'ailleurs que la B. S. C. pratique un scoutisme de riches, se préoccupant surtout de la qualité des uniformes, de la diversité des *badges*, de la qualité de la nourriture, etc. On reproche aussi aux scouts anglophones de ne plus s'adonner au plein air, c'est-à-dire de ne plus camper; ce que les francophones font chaque été pendant une ou deux semaines. Cela tiendrait, en partie du moins, à ce que les chefs anglophones sont des adultes qui ne disposent pas de loisirs suffisants.

Plus généralement, les scouts francophones soutiennent qu'ils attachent une plus grande importance que les anglophones aux objectifs éducatifs, c'est-à-dire à la formation physique, intellectuelle et morale des membres. Ces différences peuvent tenir au caractère plus nettement confessionnel du scoutisme francophone, au Québec et ailleurs. Signalons en outre que la plupart des chefs de troupes anglophones ont plus de 30 ans. Chez les scouts catholiques, ils sont généralement plus jeunes, ce qui permet à l'aumônier d'exercer une certaine influence dans la direction de la troupe. Rappelons ici que les aumôniers existent à tous les niveaux : local, diocésain, régional et national. Aussi, l'inspiration religieuse marque-t-elle fortement les objectifs éducatifs du scoutisme catholique. Le passage suivant, tiré du mémoire des Scouts catholiques à la Commission Laurendeau-Dunton, est très significatif à cet égard.

Que le scoutisme vînt d'Angleterre constituait, de prime abord, une difficulté particulière à son acceptation chez nous, même alors que ce mouvement florissait depuis 1910 aux États-Unis. Les Canadiens de langue anglaise n'avaient pas à surmonter cette opposition sourde mais réelle. Ceux de langue française redoutaient que l'engouement des jeunes, en raison de l'uniforme distinctif et des activités de plein air, permît par ce biais une intrusion de certaines traditions et coutumes anglaises dans notre jeunesse. Il faut bien avouer que les divers organismes de direction et la terminologie complète de l'association conservent, même aujourd'hui, un air anglo-saxon manifeste. Première résistance donc par anglophobie.

Mais il y avait pis. Le fondateur du scoutisme, Lord Robert Baden-Powell, était non seulement britannique, mais de foi protestante. Sans doute n'en demeurerait-il pas moins un homme profondément religieux, craignant Dieu, aimant son prochain, cela n'en faisait pas un catholique romain. Ses ouvrages devaient être entachés de nombreuses erreurs. Si, d'aventure, certains profanes jetaient un coup d'oeil dans l'un ou l'autre de ces livres, ils découvriraient des dessins illustrant des douzaines de trucs... et des garçons dans un accoutrement ridicule ! Ça semblait une forme nouvelle, britannique celle-là, du « rousseauisme ».

Chez les plus audacieux, qui se risquaient à en lire les textes (ils devaient être bilingues), l'impression dominante variait d'un naturalisme poussé à un pragmatisme criant. Le naturalisme émergeait de cette prédilection pour la vie de plein air, la connaissance de la nature et la bonne santé. Le pragmatisme découlait de l'insistance soutenue pour l'acquisition d'une quantité considérable de trucs, d'habilités et de techniques diverses. Dans l'un et l'autre cas, la pensée de Baden-Powell paraissait d'un terre-à-terre décevant⁵.

Aux yeux des dirigeants catholiques, outre les objectifs religieux, il en est d'ordre culturel qui distinguent nettement le scoutisme de la B. S. C. de celui des francophones.

Lorsque fut fondée la *Fédération des scouts catholiques*, puis l'*Association des scouts catholiques du Canada*, il saute aux

yeux de tout observateur avisé que la confessionnalité n'était pas seule en cause. Les valeurs culturelles et linguistiques étaient étroitement liées au dessein des fondateurs.

Ils considéraient, à juste titre, que la langue et la culture d'un groupe ethnique ne s'épanouissent pleinement et librement que dans une ambiance privilégiée. Les lois sociologiques, établies sur l'évolution patiemment observée des populations humaines, ont démontré que des conditions mésologiques sont nécessaires : telle population doit employer spontanément et quotidiennement sa langue maternelle, cette population constitue un groupe fortement homogène et bien organisé, une législation précise et rigoureuse protège la langue maternelle de cette population tant auprès de ses propres membres que dans l'apport de populations diverses à la vie publique. Sous cet aspect, notre Association a obtenu un statut et a protégé son héritage français d'une façon peut-être plus parfaite que la province qui l'a vue naître.

Alors que la province de Québec a adopté jusqu'à tout récemment une attitude plutôt conservatrice et isolationniste, notre Association a sans cesse milité pour jouer ses coudées franches et n'a pas discontinué de parlementer en pressant et prévenant son homologue de langue anglaise. Nous pensons avoir bénéficié, à plus d'un titre, des apports de l'autre groupe ethnique et des traits distinctifs burinés par Baden-Powell dans le contexte britannique. Ceux des nôtres qui ont séjourné quelque peu en milieu anglo-saxon et qui connaissent un brin le patrimoine culturel et humaniste de ce groupe ethnique, ceux-là sont en mesure d'apprécier plus justement les aspects divers et sélects que le scoutisme nous en a légués.

Il va de soi que les Louveteaux et les jeunes Éclaireurs de nos paroisses exclusivement françaises sont mal désignés pour discerner et apprécier ces traits d'emprunts. La plupart des jeunes remarquent, au contraire, les traditions et coutumes canadiennes-françaises ainsi que notre abondant folklore en danses et chansons. C'est bien normal : notre Association a été fondée dans le but de les cultiver et enrichir. Nous aimons souligner le singulier mérite des initiateurs de nos camps écoles ou camps de formation pour chefs scouts qui ont contribué pour une très large part à inventorier, à implanter et à promouvoir de nombreuses initiatives inspirées de nos origines et de notre histoire.

Tout récemment, une instance nouvelle et de nouveaux horizons ont revalorisé cet aspect culturel et linguistique : d'une part, la puissante contribution des pays francophones à la restauration de l'Europe, d'autre part, l'éveil et l'appel des nouveaux pays d'expression française un peu partout dans le monde. Dans le domaine scout, nous avons amorcé des échanges, nous avons engagé des dialogues, nous avons délégué des représentants et des chefs, à diverses occasions : jamborees, conférences, camps-écoles, missions, tâches professionnelles. Nous voulons mettre à profit les possibilités que nous offre notre caractère français⁶.

Comme on peut le constater, la formulation des objectifs culturels demeure vague. En réalité, ces objectifs se surajoutent à ceux d'ordre religieux. C'est véritablement le caractère confessionnel du scoutisme francophone, au Québec comme dans les autres provinces, qui sous-jacent aux difficultés qui ont marqué pendant plus de 20 ans les relations entre scouts francophones et scouts anglophones au Canada. La question linguistique n'est qu'un aspect du problème confessionnel.

Activités

Il faut distinguer deux moments dans les activités conjointes des scouts francophones et des scouts anglophones : celles qui ont eu lieu au sein de la B. S. C. avant la fondation de l'Association des Scouts catholiques du Canada, et celles qui ont existé depuis.

Pour ce qui est de la première période, les objectifs religieux du scoutisme des minorités francophones étant très nets, et la tutelle des évêques évidente, les francophones ne pouvaient se sentir à l'aise à l'intérieur de la B. S. C. Nous examinerons dans la section suivante leurs griefs relatifs à l'emploi du français dans les communications, d'ailleurs inséparables, nous l'avons déjà indiqué, des griefs qui ont surgi à propos des objectifs. Leurs dirigeants ne favorisaient guère les activités conjointes à l'intérieur de la B. S. C.; au contraire, jusqu'en 1961, nombre de troupes rompaient avec la B. S. C., et demandaient l'affiliation à la Fédération des Scouts catholiques. Notons toutefois que deux *rover moot* ont réuni les routiers des deux groupes ethniques, l'un à Banff et l'autre près de Trois-Rivières, et qu'un jamboree national fut tenu à Ottawa il y a quelques années. De l'avis des francophones, ces trois activités conjointes eurent beaucoup de succès.

Depuis la fondation de l'Association, en 1961, les activités conjointes sont rares. Elles n'existent pas sur le plan local ou diocésain, sauf dans certaines régions (à Montréal, par exemple) où il y a échange de scouts à l'occasion des camps d'été. Certaines activités conjointes ont cependant eu lieu sur le plan provincial.

En juillet 1965, nous nous sommes rendus au « premier jamboree au (sic) Québec », tenu dans le parc des Voltigeurs, à Drummondville. C'était la première fois que les scouts francophones et les scouts anglophones du Québec organisaient conjointement une activité d'une telle envergure, à laquelle ils avaient convié des scouts des autres provinces et des États-Unis.

Nous laisserons de côté pour le moment le problème des communications et de la coordination. À lui seul, le petit nombre de francophones qui y ont participé (200 sur un total de 1 300 campeurs), explique le succès fort relatif de ce jamboree. Même si l'on considère qu'au Québec les scouts anglophones sont un peu plus nombreux que les scouts francophones⁷, la participation de ces derniers restait faible.

Les scouts francophones que nous avons rencontrés à cette occasion donnaient la nette impression qu'ils étaient, comme les scouts des

autres provinces et des États-Unis (ces derniers étant plus nombreux qu'eux au total), les invités de la B. S. C. du Québec. D'autres activités conjointes furent mieux réussies, notamment les voyages-échanges interprovinciaux de 1966 et de 1967, et l'Arctic and Northern Jamboree de 1967.

Les communications

Nous avons été frappés en visitant le jamboree de Drummondville de la place restreinte faite au bilinguisme. Nombre de publications, dont le *Jamboree A. B. C. and Diary*, ne paraissaient qu'en langue anglaise. Quant aux plaques ou affiches identifiant les troupes, on ne s'était pas préoccupé de les établir dans les deux langues. En définitive, l'état d'infériorité de la langue française correspondait assez bien à l'infériorité numérique des francophones. Pourtant, on aurait pu s'attendre à ce que le premier jamboree du Québec consacre l'égalité des deux langues officielles du pays.

Un aumônier francophone déplorait le manque de communication entre les participants anglophones et francophones, ajoutant que si ces derniers avaient été aussi nombreux que les anglophones, il y aurait sans doute eu plus de contacts. Nous avons été témoin d'un petit incident qui en dit long sur la « fraternité » qui y régnait entre les deux groupes ethniques. Quelques scouts francophones, assis dans l'herbe, prenaient plaisir à crier aux scouts anglophones qui n'y comprenaient rien : « You are *niaiseux* ! »

Les publications ordinaires de la B. S. C. sont toutes unilingues. Depuis toujours, c'est la Fédération, puis l'Association des Scouts catholiques, qui assurent les publications en langue française. Notons que cela a beaucoup contribué à éloigner de la B. S. C. les scouts francophones hors du Québec. Ajoutons que les quelques expériences de bilinguisme qui ont été faites en milieux bilingues ont toujours tourné au désavantage des francophones. Dans son témoignage devant la Commission Laurendeau-Dunton, un vieux routier du scoutisme citait le cas de certaines troupes catholiques de Cornwall où existe un tel « arrangement », mais où tout se fait en anglais, même si des francophones en font partie.

À la direction de la B. S. C., le bilinguisme n'existe pas. Lors des rencontres au sommet, les dirigeants de la Fédération, noyés parmi les anglophones, devaient s'exprimer en anglais. L'un d'eux, après avoir fait une communication en français, demanda qu'on l'incorpore telle quelle au procès-verbal de la réunion. Aussitôt des anglophones s'opposèrent à ce que les procès-verbaux soient établis dans les deux langues. Le bilinguisme est plus répandu dans les réunions entre la Fédération et le Quebec Provincial Council de la B. S. C. Elles se tiennent alternativement en anglais et en français; mais, précisait un dirigeant francophone, lorsqu'on parle français, la moitié des anglophones n'y comprennent rien.

C'est la même chose pour les communications téléphoniques entre dirigeants des deux organisations. Les anglophones s'efforcent de parler français, mais le plus souvent, après avoir échangé quelques mots, la conversation se déroule en anglais, autrement elle ne ferait pas long feu.

La coordination

Bien qu'on ait créé l'Association des Scouts catholiques du Canada, l'ancienne Fédération des Scouts catholiques du Québec, (maintenant l'une des quatre sections de l'Association) est toujours affiliée à la B. S. C. C'est donc principalement par elle que se fait la coordination entre les scouts des deux groupes ethniques, surtout lors des activités conjointes dont nous avons parlé plus haut.

Depuis la fondation de l'Association, et les négociations en vue de sa reconnaissance par la B. S. C., la coordination est encore moins étroite qu'avant 1961. Par exemple, l'approbation par la B. S. C. des manuels utilisés par les scouts francophones est devenue une pure formalité, ce qui n'était pas le cas auparavant, nous a-t-on dit. Elle fut assurée cependant pour certaines grandes manifestations, notamment lors de la participation scoute à Expo 67. Les francophones estiment d'ailleurs qu'il doit y avoir coordination. Mais, selon eux, elle ne saurait s'étendre à des domaines qui touchent de près aux objectifs et aux méthodes du scoutisme; lesquels sont trop différents pour obéir à des lignes de conduite communes.

Une coordination plus poussée existe à l'intérieur du Québec entre les Scouts catholiques et le Quebec Provincial Council de la B. S. C. Nous avons parlé dans la section précédente de l'examen conjoint des projets communs par les commissaires des deux groupes. Il existe même une certaine coordination, bien que fort restreinte, au niveau des régions. Ainsi, dans la région de Québec, la direction diocésaine des Scouts catholiques et la direction de district de la B. S. C. échangent les procès-verbaux de leurs réunions respectives, et s'invitent mutuellement à certaines assemblées.

Le premier jamboree du Québec aurait pu être une occasion pour les deux groupes de collaborer à une entreprise bien définie qui aurait permis de les rapprocher. Malheureusement, le Quartier général des Scouts catholiques du Québec n'a pas été très actif auprès des scouts francophones des diverses régions, ni très empressé à collaborer avec le Quebec Provincial Council. Ainsi s'expliquerait la très faible participation des francophones. L'aumônier que nous avons rencontré à cette occasion nous a même dit que, dans son diocèse, on avait demandé en vain au Quartier général, longtemps avant le jamboree, de convoquer une réunion conjointe pour étudier les problèmes de l'envoi des scouts à Drummondville. D'après lui, le Q. G. n'a agi qu'à la dernière minute, si bien que les participants francophones étaient insuffisamment préparés. C'était un obstacle de plus, selon lui, à la fraternisation avec les anglophones.

La représentation

Il y a peu à dire du mode de représentation, si ce n'est que les francophones ne se sont jamais arrêtés à cette question, sauf en ce qui a trait à leur participation aux organismes internationaux. Jusqu'en 1961, la présence des francophones à la B. S. C. était assurée par la Fédération, considérée alors comme une espèce de onzième province. Cette situation, remarquons-le, était d'autant plus facilement tolérée que la Fédération groupait moins du dixième des scouts canadiens, 20 000 environ sur un total de 258 000.

Ce n'est qu'à l'occasion des jamborees internationaux (au niveau des participants, mais aussi au niveau de la direction du contingent canadien), que la Fédération cherchait à obtenir une représentation équilibrée; ce que d'ailleurs elle n'obtenait pas toujours. Un dirigeant nous a raconté que la Fédération avait dû exercer des pressions réitérées pour qu'il soit nommé, en tant que francophone, assistant-chef de camp du contingent canadien. La B. S. C. n'a cédé qu'à la dernière minute. Et encore, ajoutait-il, on était loin de me « mettre dans le secret des dieux ».

Soulignons que, de façon générale, les francophones n'ont pas vraiment recherché une meilleure représentation à la B. S. C., dans le cadre de l'accord de 1935. Ils se sont plutôt employés, dès les années 40, à faire de la Fédération le lieu de rassemblement de tous les scouts francophones du Canada. Après la formation de l'Association, un comité de négociation a été formé comprenant des représentants, en nombre égal, des deux parties. Les pourparlers ont surtout porté sur la représentation des francophones auprès des organismes internationaux. Les francophones signalaient qu'en France, en Belgique, en Suisse, etc., plusieurs organisations existent qui sont toutes reconnues par la Conférence mondiale du scoutisme. Les anglophones répliquaient que la Conférence avait pour politique, depuis quelques années, de ne reconnaître qu'une organisation par pays. Les francophones acceptèrent que l'Association soit affiliée à la B. S. C., pour fin de représentation sur le plan international. Ils insistaient cependant pour que les anglophones leur reconnaissent une large indépendance.

Conclusion

L'infériorité numérique de l'Association par rapport à la B. S. C. (en 1966, 25 000 francophones catholiques contre près de 250 000 anglophones) ne lui a pas facilité la tâche dans sa recherche d'une plus grande indépendance et d'un mode d'association où les partenaires seraient égaux.

Comme nous le signalait un haut dirigeant de l'Association, bien des chefs anglophones ne comprennent pas pourquoi une fraction aussi infime de scouts canadiens tient tellement à son autonomie, alors qu'il serait plus simple et beaucoup plus économique de maintenir une seule organisation unilingue, sauf à recourir à la traduction s'il y a lieu. Surtout, ajoutent-ils, que rien n'empêche un dirigeant francophone de devenir un jour commissaire national.

Au début des négociations, l'état d'infériorité de l'Association tenait aussi à ce qu'elle n'était pas encore incorporée, bien qu'elle ait été fondée au début de 1961. Les anglophones étaient donc justifiés de ne pas la considérer comme officielle. Ils l'étaient moins cependant, selon les francophones, d'avoir fait en sorte que le projet de loi (en vue de l'incorporation) ne soit jamais présenté au Sénat. À ce propos, un de nos interlocuteurs précisait que les évêques anglophones opposés au projet justifiaient leur position en invoquant la liberté religieuse. Pourquoi, disaient-ils, des catholiques ne feraient pas partie de troupes neutres ? Cela indique l'importance de la question religieuse dans les tensions qui ont marqué les rapports entre la B. S. C. et les scouts francophones. Dans le but de préciser leur position, les francophones ont présenté au comité de négociation un projet d'entente. Il ne pouvait plus y avoir d'ambiguïté sur les vues de l'Association relatives au type de rapport qui devait exister entre les deux groupes ethniques.

Le document précise d'abord que l'Association est réservée aux catholiques romains d'expression française; ensuite (parce que la B. S. C. est reconnue par la Conférence mondiale du scoutisme comme l'organisation nationale scoute pour le Canada) que l'Association entend maintenir son affiliation à la B. S. C. Toutefois, cette affiliation doit respecter la volonté de l'Association « de gérer et de contrôler ses propres affaires, y compris son programme, ses finances, la nomination de ses responsables, la formation de ses chefs ainsi que la rédaction et l'édition de ses propres textes, livres et brochures ». Il y est en outre prévu que chaque organisation sera représentée au comité exécutif national de l'autre, par trois membres sans droit de vote. Ces six membres constitueraient un comité de coopération entre les deux organisations, « en tout ce qui concerne le scoutisme ». On y propose également la formation de comités conjoints, à caractère non officiel, chargés d'étudier les questions d'intérêt commun.

La lecture de ce document, et les conversations que nous avons eues avec certains dirigeants francophones, nous ont convaincus d'une chose : aux yeux de l'Association, le Comité de coopération importait beaucoup plus que l'affiliation à la B. S. C. Elle ne s'y résignait que pour assurer sa représentation auprès de la conférence mondiale. Autrement dit, les francophones recherchaient une association d'égal à égal qui préserverait, quant à l'essentiel, l'autonomie des deux organisations, tout en laissant place à certaines activités conjointes.

Les dirigeants francophones avec lesquels nous nous sommes entretenus alors étaient confiants d'obtenir gain de cause. Depuis 1961, par la création de l'Association, l'autonomie du scoutisme catholique des francophones était, disaient-ils, un fait accompli. Les anglophones, ajoutaient-ils, finissent toujours par s'incliner devant une telle situation. Ils soulignaient en outre que les relations entre les deux groupes s'étaient améliorées depuis quelques années : les scouts, surtout ceux de la branche aînée, celle des Routiers, se rencontrent plus fréquemment et apprennent à se mieux connaître. Ils

estimaient que cela aurait un effet d'entraînement qui rendrait possible, non seulement l'incorporation de l'Association, mais surtout la réalisation des grandes lignes de l'accord proposé. Les faits leur ont donné raison.

The Boy Scouts of Canada

Over 300,000 boys belong to various Scout organizations in Canada—15 per cent of Canada's total population in the relevant age groups. They are divided into three types of organizations according to their age—Cubs, Scouts, and Rovers.⁸ The centre of attention for the vast majority of all three groups and of group scouters⁹ is the local group or one of its components: the pack (Cubs), troop (Scouts), and crew (Rovers). Although all groups and sections, and their members, must be registered annually at their provincial headquarters, the initiative for establishing a group comes from local sources, often as the result of the efforts of provincial Scout officials. It usually is provided by an established institution which becomes the formal sponsor of the group and to whom the National Council issues the original charter on the recommendation of the provincial council. Sponsors are usually churches, service clubs, home and school associations, hospitals, homes for the handicapped, schools, or fraternal organizations, but they may also be a group of interested citizens, possibly the parents of boys who would otherwise not benefit from scouting.

In this chapter we are not concerned with scouting at the group level, but rather with the pan-Canadian association and its Franco-phone or Quebec unit or counterpart. Most boys have relatively few contacts with members of the other major linguistic group, unless they happen to be living in a bilingual area or unless they participate in a Jamboree or a "mixed" camp. The point where the interests of Francophone and Anglophone scouting touch, and where there have been consistent efforts to find a satisfactory relationship, is at the pan-Canadian level.

Structure

All policy is made by the National Council through its Executive Committee; the latter body determines the basic position to be taken by the Boy Scouts of Canada on any major issue. The National Council is composed of hundreds of individuals residing in every region of the country. While it is widely representative, it cannot possibly make policy decisions and can, at best, simply approve proposals put before it.¹⁰

The burden of directing the Boy Scouts therefore falls on the Executive Committee, its subcommittees, and, of course, the national headquarters which is technically responsible to the Council but in fact to the Executive.

Provincial spokesmen are assured of a strong voice on the National Executive Committee because the presidents and commissioners of all provincial councils are members: they, along with the active officers of the National Council, comprise the Executive. The active officers are the Chief Scout, the Deputy Chief Scout, a president, a past-president, not more than three vice-presidents, an honorary secretary, an honorary treasurer, an honorary counsel, an international commissioner and the Chief Executive. This suggests that there can

at most be a dozen "nationally-oriented" members, compared to 20 "provincially-oriented" members of the Executive, although this is no doubt a somewhat misleading way of putting it. Most issues before the Executive do not resolve themselves merely into pan-Canadian and provincial sides. The general outlook of the Executive has been rather Canadian or centralist. Provincial spokesmen do, however, present their views as those of their provincial organizations and the regional nature of the country is clearly recognized in the top decision-making body of the Scouts.

In the early sixties the practice grew up of holding meetings of the 10 provincial presidents and also of the provincial commissioners on the evening prior to the Executive meeting. Although the structure of the Boy Scouts used to be highly centralized—at least with respect to major policy-decisions—studies of recent developments have revealed an interesting trend towards a greater democratization in decision-making and also towards a significant decentralization.¹¹

While the whole Executive is, of course, ultimately responsible for the direction of the work of the Boy Scouts, it operates through a series of subcommittees which are responsible for the supervision of the wide-ranging activities of the national headquarters. These subcommittees, which meet as frequently as their work demands, are composed of members of the Executive Committee. Some include at least one nominee of each provincial council. The agenda and notice of meeting for every Executive Committee meeting are mailed to the chairman of each subcommittee who may, if he wishes, participate in the Executive's discussion of matters falling within his subcommittee's jurisdiction. He can even vote but only with respect to items relating to his subcommittee. The main subcommittees are responsible for these areas: finance, honours and awards, organization and expansion, nominations to the Council and Executive, personnel, programme, property, publications, public relations, research, special events, supply, Arctic and northern scouting, and administration.¹² Some of the more important subcommittees are in turn broken down into smaller, specialized groups: the programme subcommittee, for example, is divided into eight smaller groups, none of which contains fewer than three members. Three subcommittees are concerned respectively with the programmes of the Cubs, Scouts, and Rovers; others deal with such problems as camping, audio-visual aids, or health and safety.¹³

The Boy Scouts of Canada is a large organization, affecting the leisure activities and education of considerable number of Canadians. Its budget is impressive, now probably exceeding \$400,000 annually¹⁴ and its headquarters staff numbers around 80 individuals. The general structure of the organization reflects its particular needs and problems. More than most other voluntary associations, the Scouts try to combine the efforts of their professional staff and of voluntary helpers. The pan-Canadian structure permits the constant interaction and collaboration of full-time career Scouts and of members of the public with an active interest in scouting. The organization requires the strong commitment and enthusiastic support of both groups

and has successfully evolved a structure encouraging the effective collaboration and interaction of the layman and the professional scout.

The other organizational requirement concerns the degree of centralization needed to give the movement the necessary sense of unity and direction without imposing too rigid a framework for such a heterogeneous country. By creating a strong central Executive, supplemented by a broadly based structure linking the local groups to the top through the district, regional, and provincial organizations, the Scouts have reconciled the ideas of unity and diversity at least to the extent that scouting continues to be an important element in the lives of many young Canadians. The organization has made a great effort to keep abreast of the times and to continue serving the broad aims enunciated by its founder. Many reforms have been proposed, particularly in view of the failure of the movement to engage the interest of older boys.

Like most other Canadian associations, the Scouts have given the problems posed by Canada's bicultural and bilingual character less attention than they deserved, in spite of the fact that the Scouts are an unusually self-critical organization and have continuously examined their goals and practices. More specifically, it would not have been surprising, in a movement which aims "to develop good citizenship among boys; training them in habits of observation, obedience and self-reliance; inculcating loyalty and thoughtfulness for others; teaching them services useful to the public. . . "15 to have seen more concern for the development of satisfactory relations between the main ethnic groups of the country.

The reasons for this neglect are no doubt numerous and complex: we shall have occasion later to explore some of them. However, there is no doubt that the establishment in 1935 of La Fédération des Scouts catholiques de la province de Québec as an independent organization, and the subsequent jurisdictional and other disputes over Francophone groups outside the territory of La Fédération as defined in the 1935 agreement are among the reasons. Although these controversies affected all the aspects of scouting which we shall examine in this chapter, they arose essentially as a structural problem and they will therefore be discussed here.

We have already noted that the 1935 agreement between the Boy Scouts of Canada and La Fédération did not satisfy the requirements of numerous Francophone Scout groups outside Quebec and the dioceses of Ottawa and Pembroke, but La Fédération's request for a change in the 1935 arrangements was turned down by the pan-Canadian body, and its counter-proposals were in turn refused by La Fédération. Let us now examine the arguments developed in these controversies and later when Les Scouts catholiques du Canada were established.

Why did the requests emanating from La Fédération, Francophone Scout groups in predominantly English-speaking provinces, and western Catholic bishops fail to convince the Boy Scouts of Canada? The reasons varied, not only because different elements in the pan-Canadian

association were at different times involved (and felt themselves threatened) but also because the discussions stretched over a dozen years and so were held under widely varying general conditions.

Quite apart from the substantive points at issue, the atmosphere in which discussions took place left something to be desired. The Francophone Scouts often felt that their Anglophone colleagues did not understand the implications for Canadian scouting of the country's cultural diversity; the Anglophone Scouts, on the other hand, felt that La Fédération had not lived up to its commitments as defined in the 1935 agreement. They kept discovering instances of Francophone groups outside the so-called "Fédération area" which were affiliated to La Fédération and not to their provincial Boy Scout organization.

An attempt made in the mid-fifties to extend the Fédération area was met by the suggestion of the Boy Scouts that a Francophone section be set up at Canadian headquarters, paralleling the existing national office, that a Francophone Deputy Executive Commissioner be appointed, and that the office of the Chief Executive Commissioner become open to either a Francophone or Anglophone scouter. The idea that a Francophone service be provided throughout Canada was interpreted by many in La Fédération as an attempt to abolish their autonomy and to create one more or less monolithic Canadian body. This suggestion was therefore ultimately rejected. A similar offer in 1957 to provide "a service in French language and tradition to all French speaking groups in Canada"¹⁶ was also turned down, partly on the ground that Montreal was the centre of French culture and that Ottawa did not provide a suitable place from which to supervise Francophone Scouts. This argument later assumed a somewhat questionable value in the eyes of the B.S.C. when the headquarters of Les Scouts catholiques du Canada was established in Ottawa.

About the same time a new request from some western bishops and other Francophone groups led to the establishment of a joint committee of the Canadian General Council and La Fédération to examine the situation and make recommendations. A committee of five senior leaders from each of the two associations recommended that Francophone units outside the Fédération area organize districts with their own leaders and that these be directly responsible to the respective provincial councils. These districts were given permission to use various services and aids provided by La Fédération.¹⁷

The chief spokesman for the western Francophone groups received this decision in March, 1960, almost two years after he had initiated the re-examination of relations in May, 1957. His own reply was not written until October, however, so both sides in the negotiations were obviously taking their time. He raised a number of objections dealing with the right of Francophone Scouts to wear French insignia, the approval of certain decisions of the Francophone groups by the bishop concerned, and the prior approval of the agreement by the provincial Scout authorities concerned.¹⁸ In his reply, the Chief

Executive Commissioner, who carried on the correspondence on behalf of the Executive Committee in the absence of the president of the Canadian Council of the B.S.A., agreed to the French insignia but thought that the matter of the bishops' approval was of an internal nature, of concern only to the Francophone groups, and should not be included in the agreement. He also conveyed the view of the Executive that "since the method of registering groups varies in the several provinces, it is a matter for Provincial Council decision as to the manner in which a French language . . . shall be registered."¹⁹

The principal western spokesman promised to discuss this reply with the other western bishops, but he reacted strongly against the refusal of the Boy Scouts to ascertain prior consent of the provincial Scout bodies concerned. He pointed to other discouraging experiences of western Francophones who, upon having been assured of certain arrangements by a pan-Canadian body, found that the provincial units were unwilling to honour them.²⁰

Although he had, in this letter, expressed his willingness to discuss the agreement with the Boy Scouts and a date for such a discussion had been arranged, the bishops, as we have already noted, in the end declined to consider the matter further, saying that the policy and the agreement were not acceptable.

Francophone units in Alberta and New Brunswick accepted the new arrangements, but elsewhere in the country "outlaw" groups—as they were thought of by the B.S.C.—were operating, linked to La Fédération and refusing to affiliate with the Boy Scouts of Canada.

While it is easy to understand the irritation of the Boy Scouts over the flouting of the 1935 agreement, it is difficult to comprehend the vigorous opposition to some of the requests of the Francophone groups and their bishops. One of the main fears of the B.S.C. was that if a Francophone pan-Canadian unit were established, Canadian scouting would become splintered. The idea of *one* Canadian Scout organization was extremely important to many of the Anglophone leaders and anything threatening it was likely to be viewed with great apprehension. The danger appeared not only in the guise of a Francophone organization but also in that of other ethnic Scouts, some of which were already in existence. There had been some controversy about the possibility of a group of Polish Scouts being affiliated to La Fédération.

The Anglophone leaders also anticipated considerable administrative confusion if there were more than one organization operating in each province. Difficulties of divided jurisdiction were feared from the administrative point of view and also because of the danger of conflicts resulting from the operation on one terrain of two separate Scout organizations. La Fédération did not observe certain regulations of the Boy Scouts, particularly with respect to fund-raising. It was expected that two organizations might as a consequence become involved in conflict about their local activities.

Finally, some of the Anglophone pan-Canadian leaders were acutely aware that the Executive of the Canadian General Council was composed of provincial representatives, many of whom were not particularly sympathetic to the requests of Francophone groups within their provincial boundaries. The response of the pan-Canadian body had to reflect a compromise between the "hawks" and "doves" among the provincial leaders with respect to the kind of accommodation that should be sought with La Fédération and the Francophone groups outside its area.

At any rate, the failure of the B.S.C. to accede to the request of La Fédération did not silence Francophone demands for a new arrangement. In October 1960, the bishops of the Francophone section of the Canadian Catholic Conference created a Canadian General Council of Catholic Scouts and Guides, coming under the Francophone section of the Episcopal Commission of Catholic Action and Lay Apostolate. In the following spring the organization of Les Scouts catholiques du Canada was established, with headquarters in Ottawa; it sought affiliation to the aforementioned Council. The constitution stated as its aim "l'éducation des jeunes par la pratique des méthodes du scoutisme, imprégnées d'esprit catholique." The National Commissioner was to be appointed by the Chief Scout of Canada, on the advice of the National Council. It was, therefore, clearly expected that Les Scouts catholiques would be accepted by the B.S.C. and that it would share with it its highest, if honorary, officer.

An agreement proposed by Les Scouts catholiques in April 1962 to the Boy Scouts of Canada expressed the desired relations between the two associations as follows:

Il est convenu que « Les Scouts catholiques du Canada » sont reconnus comme organisme autonome ayant l'autorité nécessaire pour nommer ses directeurs, imprimer sa littérature et administrer ses finances, indépendamment de la « Boy Scouts of Canada ». Les deux mouvements: Boy Scouts of Canada et Les Scouts catholiques du Canada se développeront côte à côte, constituant deux corps unis sous le Chef Scout du Canada et en outre, par les liens de la bonne volonté et de la coopération.²¹

It was also proposed in this draft agreement that the B.S.C. bestow on the nominees of Les Scouts catholiques such awards and honours as Les Scouts catholiques may recommend. The Boy Scouts of Canada were also to accept the participation of delegates of Les Scouts catholiques to international meetings after an agreement on the particular delegation was reached between the two bodies. These proposals suggest that while the Francophone association sought complete independence of action, it was prepared to accept the existence of only one central Scout movement for the two groups in Canada.

The B.S.C. found the proposed agreement quite unacceptable, but it wished to explore what steps might be taken to preserve the unity of scouting in Canada. It was first called upon to react to the formation of the General Canadian Council of Catholic Scouts and Guides in 1960. A letter from the president of the B.S.C. General Council, dated January 31, 1961, explained the latter's position clearly.

The B.S.C. stated that it understood the purpose of the new organization was to establish and conduct a youth movement parallel to the Boy Scouts and Girl Guides open to Catholic youth only and that it regretted that it had been thought necessary to set up a body to serve the needs of Catholics. In expressing regret, the B.S.C. said that it had in mind the following considerations:

1. The large number of Catholic boys, both English and French-speaking, now belonging to our association;
2. The significant contribution made over the years to our movement by Catholic scouters, working in harmony with those of other religions;
3. The well-understood policy of scouting in respect to religion—which insists that every member be allowed, indeed required, to carry out his religious duties as laid down by his own church;
4. The fact that Catholic Church sponsored groups are usually exclusive to boys belonging to the sponsoring church;
5. The policy and arrangements recommended by a Joint Committee and accepted by the Canadian General Council of the Boy Scouts Association to assist French Catholic Scouts anywhere in Canada to meet their language and cultural desires within the existing provincial organizations.

The president of the B.S.C. then assured the president of Le Conseil général that, while the B.S.C. was anxious to work with other youth organizations, it could not "permit the use of our emblems, badges, decorations or titles by any body not affiliated with us." Its act of incorporation, the B.S.C. insisted, gave it exclusive use of those emblems and of the words "Boy Scouts."

The letter concluded by inquiring about the position of La Fédération vis-à-vis the new body, by insisting that the B.S.C. would continue to work towards the full implementation of its policy of providing satisfactory conditions for Francophone Scouts, and by informing the Conseil that both the Chief Scout and the Apostolic Delegate had been informed of the B.S.A. views.²²

No reply was received to this communication but Les Scouts Catholiques later again requested an agreement between the two bodies. In turning down this request, the B.S.C. argued that there should continue to exist in Canada only one Boy Scout organization available to "all boys regardless of race, creed or colour." The National Executive Committee, confirming the recommendation of the Organization and Expansion Committee, also approved a resolution stating that the draft agreement submitted by Les Scouts catholiques was unacceptable because it envisioned "the recognition of an autonomous body independent of Boy Scouts of Canada." Not wishing to see the matter rest here, however, the B.S.C. invited Les Scouts catholiques to produce a new submission, redrafting the agreement consistent with the resolutions the B.S.C. passed in response to the April 1962 proposal. The letter conveying this rejection of the agreement, while making no counter-proposal, concluded with a strongly worded indication that

the B.S.C. would be glad to meet with representatives of Les Scouts catholiques for a detailed discussion of the problem which, it was hoped, would lead to a mutually satisfactory agreement.²³

Les Scouts catholiques du Canada acknowledged the B.S.C. letter in January 1963, but only replied to it in February 1964. They did not respond positively to the B.S.C. invitation to formulate new proposals but stated that its proposition of April 1962 was poorly understood or poorly interpreted. It requested, therefore, that the Executive Committee of Boy Scouts of Canada study it again "in the light of Canadian Unity."²⁴

At about this time Les Scouts catholiques had a bill introduced in the Senate seeking incorporation. Senator Jean-François Pouliot, the sponsor of the bill, withdrew it, however, probably when he became aware that it touched a highly controversial subject and possibly as the result of B.S.C. pressure. The B.S.C. kept some of its friends among the senators informed of its views on the establishment of Les Scouts catholiques and adopted a resolution opposing incorporation. There might well have developed a highly emotional battle over the bill had it not been withdrawn. A "small group of men, long and actively interested in the Boy Scout Movement in Ontario," had a brochure prepared at their own expense, to oppose the incorporation of Les Scouts.

Many leaders of the Boy Scouts realized that the unresolved situation between their own organization and Les Scouts catholiques could be permitted to continue only at the cost in efficacy borne by both groups. Serious efforts were therefore being made internally to find a solution to the problems which had arisen.

The most important of these efforts was the initiative taken by the Deputy Chief Scout, who delivered a lengthy statement on the subject to the National Council Executive Committee meeting in Edmonton in February 1964. He first reviewed the history of the relations between the B.S.C. and Les Scouts catholiques, noting that Les Scouts catholiques were carrying on their activities even in the absence of an agreement with the Boy Scouts and that there was evidence of bishops advising the affiliation of Scout groups with Les Scouts catholiques. He then discussed the manner in which Les Scouts catholiques du Canada and La Fédération des Scouts catholiques de la province de Québec were intermixed, suggesting that it was often hard to say whether Francophone Scout leaders were speaking for one body or for the other. He made a convincing and well-documented case for the view that La Fédération had in fact become absorbed by Les Scouts catholiques.

The Deputy Chief Scout noted the support Les Scouts catholiques were receiving from the Episcopate and then reviewed in minute detail the services available to Francophone Scouts within the B.S.C. and the other services which had been proposed to facilitate their full participation in the B.S.C. Summarizing this matter he put in a nutshell what he conceived to have been the difference between the two

organizations:

In effect, what is already provided for and what was proposed allowed for a clear and distinct division of French-speaking Scouts from others at the group and district level. We wish to retain one structure above that level, that is regional, provincial and national councils. But our French Catholic friends apparently wish the division to extend to the office of the Chief Scout—that is in essence the proposal put forward in their draft agreement.²⁵

Four courses of action were open to the B.S.C.: They could continue to let the matter drift, change their stand and accept the draft agreement proposed by Les Scouts catholiques, take legal action to protect their name, insignia, etc., or make one more proposal repeating the earlier arrangements suggested and adding further ones if they could be agreed upon.

The Commissioner ruled out the first three options. In clearly favouring the fourth, he suggested that the following additional arrangements should be proposed:

- (a) Dual registration of French-speaking groups and districts. For instance, a French-speaking group in Manitoba would be registered with the Manitoba Council in the usual way and a duplicate copy of that registration would come to Les Scouts Catholique [*sic*].
- (b) More French-speaking members on our National Executive and more French-speaking members on our national committees.
- (c) Permission for French-speaking groups in other provinces to to wear the uniform of La federation. We now allow troops of Scottish origin to wear the kilt and we are authorizing a greater and greater number of varieties in our uniform. Why not let French-speaking boys wear the uniform that marks their ancestry?
- (d) In time, an arrangement to operate under one council in Quebec. Inherent in our proposal for continued unity in such provinces as Ontario and New Brunswick is the *fact* of a minority position for a French Catholic group. How can we urge this without, at the same time, at least indicating a readiness to accept a minority position in Quebec?

As if these suggestions had not provided a sufficiently startling departure from the B.S.C.'s previous position, the Commissioner recommended one further step: that the Boy Scouts suggest to La Fédération that the 1935 agreement be abrogated.

The agreement is now an instrument of embarrassment, if not deception. It is an agreement between ourselves and another body which is fast losing, if it has not already lost, its original identity. It is also necessary for me to point out here that certain provisions of the agreement have never been carried out. For instance, La Federation was to produce a handbook similar

to our *Policy, Organization and Rules* and to submit it to the Canadian General Council for approval; this in accordance with Cardinal Villeneuve's letter to Commissioner Stiles This has not been done.

What I am proposing is, in effect, an extension of the arrangements previously discussed and substantially agreed upon, the most significant addition being the one which would result in the organization of one council only in Quebec. At the same time, I propose that the old agreement, now out of date and ineffective, be abrogated—let us start afresh.

In any event, I submit that if there is good will and a mutual desire to work together, there is no need for an agreement—nothing more than perhaps an exchange of letters. If, however, we lack good will and the desire to work together, no agreement is to force us to such a course.

The B.S.C. Organization and Expansion Committee discussed these bold proposals two months after they had been made. The chairman asked each province to express its views and the Deputy Chief Scout's views were given a thorough airing by scouters who had formally discussed them earlier with their colleagues at the provincial level.

On the whole there was widespread agreement with most of the views put forward. The idea of having only one Boy Scout organization in Quebec was opposed by virtually all provinces, and all supported further negotiations. Most did not want to allow any group not firmly linked to the Boy Scouts to wear the insignia of the Scout movement. There was also anxiety about the possibility that, if Les Scouts catholiques were established, the Anglophone Catholic Scouts might eventually join them. This eventuality would likely lead to tensions between Francophone and Anglophone Catholic Scouts. Some members pointed out that only the Francophone bishops advocated a separate structure; they also noted that in some places—Cornwall for example—Les Scouts catholiques had tried to persuade some Anglophone Catholic groups to leave the B.S.C. One active promoter of Les Scouts catholiques was quoted as having said only two weeks previously that his organization planned to take Francophone Catholics first and then all other Catholics later.

Several provincial bodies indicated that it was too late to forestall a wide separation between the B.S.C. and Les Scouts catholiques; some argued that in the event of a profound rift the B.S.C. should try to prevent Les Scouts from using the Boy Scout insignia and from being incorporated as Scouts.

On the whole, Quebec, Saskatchewan, and the members of the committee from the Atlantic provinces were the most inclined to be conciliatory. Ontario and Alberta were the most intransigent, but even they were disposed to make another effort to reach an agreement. These two provinces, however, felt strongly that the committee should negotiate with Les Scouts only on condition that they would first drop their efforts to seek independent incorporation.

The Quebec spokesman reported that relations between La Fédération and the Anglophone organization in his province were excellent. He saw no serious harm in the activities of Les Scouts catholiques and thought that it really was too late to do anything effective about the relations between the B.S.C. and the new Catholic organization.

The upshot of the discussion was that a new, conciliatory effort should be made broadly along the lines suggested by the Deputy Chief Scout. A proposed agreement was to be drafted by the chairman of the Organization and Expansion Committee and put before the Executive Committee.²⁶

The Executive Committee reviewed the Deputy Chief Scout's statement in May and the reactions of the Organization and Expansion Committee which had been asked to examine it in detail, and also noted at the same time that the bill to incorporate Les Scouts catholiques du Canada had been given first reading by the Senate. It reaffirmed the views it had approved at its October 1962 meeting²⁷ and authorized these views to be placed before the legislative bodies considering the incorporation of Les Scouts, "with a view to the withdrawal of the new bill, or its deferment, pending further discussions between officials of Les Scouts catholiques du Canada and Boy Scouts of Canada." A president's committee was empowered to conduct the discussions.²⁸

It was noted at the October 1964 meeting of the Executive that the bill proposing the incorporation of Les Scouts had been withdrawn but that efforts to enter into negotiations with them had so far borne no fruit. The Deputy Chief Scout had had an audience with Governor General Vanier who suggested that he would ask a representative of Les Scouts to discuss the situation with him. The National Commissioner of Les Scouts subsequently visited the Governor General and it was agreed that talks would be held between the two organizations under the auspices of General Vanier. The Executive noted that the proposed meeting had not taken place as yet. It also decided that, should no such meeting be held, the question of abrogating the 1935 agreement should be placed on the agenda of its next meeting.²⁹

A very small group of the most influential spokesmen of the two organizations had a frank and very friendly discussion about the controversy at Government House. The minutes of the February 1965 executive meeting note that "the matter was explored step by step and many points which had been obscure were cleared up."

The Deputy Chief Scout also reported that:

Les Scouts Catholiques want a distinctive group but they don't want a separate group. We tend to think of one cohesive group and this is clearly the area of difference between us. They were reminded of our hope for one Boy Scout Movement in Canada and our anxiety to have the French-speaking boys in it, since it would not be a representative Canadian body if this were not so.

They made it clear that in their view the agreement and status of La Federation des Scouts Catholiques de la province du Quebec

was not ever well accepted by French Catholics in other provinces. It was looked on in some quarters as an unhappy compromise. The point also emerged that the 1935 agreement with La Federation did establish a principle—a principle of a distinctive group under its own council—and they felt that what they are now asking for is simply to extend the same principle to all parts of Canada. In this distinction some of the irritations which occur at the group level, such as clashing financial campaigns, were mentioned. We expressed the hope that these irritations might be given some attention even as we discussed the main problem.

While some of the papers we have would indicate that this new organization, Les Scouts Catholiques, is directed to all Catholic Scouts, the impression was gained that there would be no difficulty in having it limited to French-speaking Catholic Scouts.

We agreed that there should be further meetings and that the representation should be expanded by the addition of members from both organizations.

Legislation to incorporate is still planned.

In further discussion, examination of the Girl Guide agreement with certain modifications which would better suit our situation might be the basis for a favourable approach.

It appears that they would accept the fact that the Boy Scouts of Canada must, in present circumstances, be the voice for all Scouts in Canada because it is the one body recognized in World Scouting. On that score, as well as others, they wish close and continuing association.

The hope of the representatives of Les Scouts Catholiques was that eventually this committee, perhaps composed of five people from their organization and five from ours, would become the "umbrella" committee under which Les Scouts Catholiques and the Boy Scouts of Canada would operate.

The B.S.C. representatives on a Committee on Co-operation with Les Scouts catholiques were elected. The president, the Deputy Chief Scout, three other provincial leaders and, significantly, "one member from Ontario nominated by the Ontario Provincial Council" were named. The last provision reflected a resolution passed at an earlier meeting in which Ontario had asked to be so represented in future negotiations.³⁰

The minutes of the Executive meeting held in May 1965 contain a detailed account of the encounter between the two organizations: [The President] reviewed the report made at the February meeting and reported on a meeting held May 6th in Ottawa. Five representatives from Les Scouts Catholiques [met] from 2 to 5 p.m. It was a most useful and productive meeting, and it is intended that discussions will go on.

The next meeting will be held in Montreal on June 21st and there is hope of arriving at an agreement which will be acceptable if some compromise is made by both groups.

[The Deputy Chief Scout] said, "the real obstacle over the years of not being able to get together and discuss the matter had now been cleared. We are beginning to know each other's feelings. We must not expect that everything is going to go our way, there are certain considerations which are bigger than Scouting that we will have to acknowledge. How far our compromise must go will have to be determined and what sort of concrete proposition we will put before this Executive Committee still remains to be seen. We appear to have made a real advance over the position we were in a year and half ago."

[One Committee member] in his report on the meeting said, "Heretofore we have discussed generalities, but at this meeting we began to deal with specifics. In preparation for our part in the forthcoming meetings, the following are specifics which we must recognize and be prepared to discuss:

- (1) Les Scouts du Canada is an existing Scout organization on a national basis with a claimed registration of 25,000 to 30,000 members. Its representatives state a necessity for a separate organization based on language but in my view it is on the basis of language and religion. The representatives of Les Scouts seek formal recognition of Boy Scouts of Canada and with such recognition they would expect from us:
 - a. the right to grant Wood Badge awards.
 - b. recognition of their deputy camp chiefs in Wood Badge course.
 - c. to qualify for Boy Scouts of Canada awards and decorations for gallantry and service.
 - d. the right to receive international accreditation letters.
 - e. the right to take part in national and international Scout activities.
 - f. the right to wear the fleur de lis Scout emblem.
 - g. the right to use the Queen's Scout emblem.
 - h. the right to take part in international Catholic Scout conferences.

The lack of such recognition seems to be harmful to Les Scouts Catholiques in some of the above fields and in some of their fund raising activities. Thus recognition is considered by Les Scouts Catholiques as being valuable to them and that is the main reason why they are now participating in these meetings".

It was [his] impression that in return for recognition, they would accept, in addition to the connection at the Chief Scout level, certain things such as membership on the Canadian Council, and a committee for the liaison and co-operation of these two bodies at the national level. He thought they would accept similar committees at provincial, regional or diocesan levels. If these impressions are correct and these additional items would be accepted, [he] said, "we must be realistic, we must accept that we are caught up in the struggle for a new status, not only

for French Canada as we have known it, i.e. Quebec, but also for French speaking Canadians throughout the rest of Canada. This new status will extend the language and culture to the social, economic and political fields and it will include Scouting. French Canadians have asserted themselves as one of the founding races and the political mood of Canada at the national level and in many provincial levels, is to go along with the new assertion. In my view there cannot and will not be one Scout organization throughout Canada, and furthermore, wherever we have accepted the situation and have officially or unofficially co-operated with Les Scouts Catholiques there seems to be more Scouting and better Scouting as a result. In my view we might as well reconcile ourselves to the fact and in the interests of Canada and Scouting we should give up this sparring match which has been going on for so many years, and seek a realistic solution to this long standing problem. We accepted the principle in 1935 when we granted recognition to La Federation, we may now have to accept the same principle as it applies to French Canadians throughout all of Canada. I think we should strive for an agreement with Les Scouts Catholiques du Canada which would accomplish the following:

- (1) recognition and acceptance by Les Scouts Catholiques of the statutory position of the Boy Scouts of Canada under its Act of Incorporation.
- (2) recognition by Les Scouts Catholiques that the Boy Scouts of Canada does in fact of law represent Canada in World scouting.
- (3) recognition by us that Les Scouts Catholiques are an approved vehicle for such French speaking Scouts and Scouters who wish to join that organization.
- (4) recognition that a close and official connection and liaison between the two organizations in the manner and at the levels previously mentioned.

I feel that until we have achieved this Canada and Scouting will be the loser. It is my hope that this can be achieved prior to our Centennial year, 1967. As a member of this committee I would like a mandate to assist in achieving some sort of agreement along these general lines".

The other members of the committee. . . gave their impressions which were in general agreement with the views of the other members. . . .

The Chief Executive agreed. . . that he felt that Les Scouts Catholiques wanted to be separate but they wanted the right to use the badges, honours and awards, etc., and be part of the Boy Scouts of Canada. [He] said, "In return for having the right to be Scouts in our organization, I have the impression that they really do want to co-operate and carry on liaison on every level, and that they would be happy to be part of whatever council we have which sets policy so that they can have some say and hear what we are planning to do. My impression is that Les

Scouts Catholiques don't want to be quite as separate as some members of this committee have indicated. They want to run their own organization on a French language basis but they are quite prepared to go along with our policies, regulations and standards."

In the discussion which followed, in an answer to a question about the use of the name "Catholique" in their title [The Deputy Chief Scout] expressed the opinion that Les Scouts Catholiques would alter the designation to make it clear that they are to serve French-Catholic boys, such as Les Scouts Catholiques (secteur francais).

At the conclusion of the discussion [the Chief Executive] asked for and received the Executive Committee's agreement that the Committee on Co-operation should continue its discussions with the object of arriving at an acceptable agreement but without making any commitment on behalf of the Executive Committee.³¹

The discussions led to the drafting of proposals for an agreement which was approved by the National Council. Ontario had previously cast its votes against the acceptance of the proposals but, once they had been adopted, pledged full support and co-operation in the implementation of their terms. The accord was formally sealed on February 22, 1967, when, only a few days before he died, Governor General Georges Vanier gave his approval to an agreement between Les Scouts catholiques and the B.S.C., which met the requirements of both groups and laid the foundations for a successful co-existence of the two movements and co-ordination of their efforts.³²

Objectives

The aim of the Boy Scouts of Canada is to develop good citizenship among boys by forming their character; training them in habits of observation, obedience and self-reliance; inculcating loyalty and thoughtfulness for others; teaching them services useful to the public and handicrafts useful to themselves; and promoting their physical, mental and spiritual development.³³

The role of the national headquarters in promoting these objectives was described in the Act of Parliament incorporating the Canadian General Council of the Boy Scouts Association:

- (a) The instructing of boys in the principles of discipline, loyalty, and good citizenship. . . ;
- (b) To promote and make, and assist in the establishment of, provincial and local associations, committees, and councils, on such terms and under such regulations as the Corporation may from time to time by by-law provide;
- (c) To publish, distribute, and sell books and other information for the furtherance of the objects of the Association in Canada;
- (d) Generally to do all things necessary or requisite for providing and maintaining an efficient organization for the purposes of the Association in Canada.³⁴

The central organization, as the charter indicates, is the administrative body which must assure that the broad objectives of the association can be met throughout Canada. In a sense, therefore, we are concerned with two kinds of objectives: those of the Scout movement as a whole, summarized in the first quotation in this section, and the objectives of the pan-Canadian structure of the B.S.C. and of the Ottawa headquarters as described in the second quotation.

The same kind of distinction can, of course, be made with respect to a number of the associations we are examining, but it is particularly revealing in the case of the Boy Scouts. Our inquiries have shown that there has been a great deal of soul-searching at the level of the central organization with respect to the relevance of the movement's objectives to contemporary conditions. It is interesting that the concern for change and the spirit of innovation were manifested largely at the pan-Canadian level and less frequently at that of the local units where, on the whole, the mood was more conservative and imbued with the traditional outward trappings, slogans and values of the Scout movement.

Suggestions for a revised statement of aims arose largely from the feeling of the leaders who studied the question that the organization could not really form the character of the boys—this is something each individual must do for himself. All that the organization can do is *help* the boys. A new proposed statement of aims, therefore, read:

The aim of the Boy Scouts of Canada is to help boys develop as resourceful and responsible members of the community by providing opportunities for their mental, physical, social and spiritual development.³⁵

In addition to placing the onus for character development on the boy, the proposed statement of objectives also stressed his social development, about which the earlier version was silent.

The general trend of these suggested changes was towards more "other directed" values which appear to be increasingly dominant in modern urban communities.³⁶ This tendency may in part be responsible for the fairly frequent negative reaction we have encountered among leaders of La Fédération and of Les Scouts catholiques towards the alleged secularism of the B.S.C. It was difficult for us to make an objective assessment as to whether the French-speaking Scouts were simply victims of one of the general myths with which English- and French-speaking Canadians surround one another or whether there really was a significant difference in the degree to which the B.S.C. and Les Scouts emphasized the spiritual development of the boys.

There is no question, of course, that the episcopal voice was very much in evidence in the affairs of La Fédération and Les Scouts catholiques and that it was not an integral part of the Boy Scouts of Canada. The latter organization was in touch with Anglophone Roman Catholic bishops from time to time and had discussed with them the possibility of establishing a religious advisory council on which

they would be represented. In their discussions with senior Catholic personalities it was apparent to the B.S.C. that the Anglophone bishops were satisfied that the B.S.C. was an appropriate organization for Roman Catholic boys. A very large number of local Scout groups are, as we have noted, sponsored by religious organizations, including those of the Roman Catholic church. It must be assumed that the groups so attached were no less concerned over the spiritual development of their members than similar Francophone local units.

It is true, on the other hand, that Les Scouts catholiques did state quite unequivocally their concern with the position of the Church in matters relevant to their activities. "Les Scouts Catholiques du Canada (secteur français)," they insisted, "professes that, since the Boy Scout Movement is essentially a venture for the education of youth, it can only achieve its purpose by following completely, and with full adherence of heart and mind, the Principles and Directives set forth by Pope Pius XI in his encyclical letter of December 31st, 1929, on the education of youth. . . ." Later in the same document, the somewhat different objectives of Les Scouts from the B.S.C. are identified as follows:

Les Scouts Catholiques du Canada (secteur français) agree to conform to the fundamental principles of Scouting as outlined in the book "Scouting for Boys" as written by the Founder of the Boy Scout Movement, Lord Baden-Powell of Gilwell, and in the book entitled "Policy, Organization and Rules" as approved by the Corporation. It is understood, however, that the programme and method of teaching may be modified in detail (but not as to fundamental principles) to conform with the needs of Roman Catholic thinking and French Canadian culture.³⁷

Since patriotism has been an important element in the values of scouting it is likely that the emphasis of Les Scouts catholiques on French-Canadian culture, and the strong British and later Canadian tradition of the B.S.C. have also made for some differences in the objectives of the two parts of the Canadian Scout movement. Since, however, Les Scouts catholiques also subscribe to pan-Canadian values, the difference is probably not very great except in the case of local groups whose leaders are either strongly British or strongly French Canadian in outlook.

In concluding this section we must note that at least one of the Francophone bishops insisted that the reasons for his pressing for certain rights for Les Scouts catholiques were by no means only linguistic or cultural: to him the question was essentially religious, as well as "national."³⁸ But this view was not shared by the Anglophone bishops.

Activities

In looking at the activities of the Boy Scouts we must again distinguish between the local groups and the pan-Canadian organization. We shall ignore the provincial councils and their offices.

The activities pursued vary with the age, interests, and needs of the boys. Boys work mainly in small groups and play a role in making decisions about what they do. Essentially, the intent is to create an environment in which individual growth and creativity are encouraged and satisfactory personal relationships are developed.

There are some important differences between the activities of Francophone and Anglophone groups. The most notable concerns camping. Baden-Powell had stressed outdoor activities as being particularly important and beneficial. Anglophone leaders have been concerned about the pronounced "in-door" orientation which scouting has been taking in English-speaking Canada and particularly about how little camping was being done by most boys. The record in this respect is substantially better among Francophone Scouts. In 1959, for example, the average number of "camper days" for members of La Fédération was almost 9.5. The next highest B.S.C. figure was for P.E.I. and only reached 3.7.³⁹

The Boy Scouts have had some of their committees examine the programme of activities to see whether it was suitable under prevailing conditions. La Fédération had not participated in this reappraisal nor had it launched its own efforts to engage in "new thinking" about the programme. According to one highly-placed and extremely active member of the Boy Scouts' Ottawa headquarters, there was a very good reason for this difference: La Fédération was conducting a highly successful programme which did not seem to require much examination.

Some of the differences in activities between Francophone and Anglophone units arise from different ideas about what constitutes correct Scout behaviour. We have already noted that some of the money-raising activities employed by Les Scouts are unacceptable to the Boy Scouts. Raffles, frequently resorted to by La Fédération, for example, are not permitted in the Anglophone units. The two organizations also have a different approach to hitch-hiking. *P. O. & R.* states boldly: "Hitch-hiking is a form of begging and is therefore not permitted." This is a rule which is apparently not subscribed to by members of Les Scouts catholiques.

At its national headquarters the B.S.C. carries out a large operation employing, as we have seen, about 80 people. We have already listed a large number of committees which, with the full-time staff, direct the administrative activities of the organization. The staff occupy a handsome building in Ottawa which impresses the visitor by its efficient and business-like atmosphere. In addition to the usual administrative duties carried out by the headquarters, it also supplies all the uniforms and other equipment required by Scouts throughout the country. This service is, in fact, one—although by no means the only—method of financing the pan-Canadian operation. Headquarters also produces a wide range of printed items used by the Anglophone Scouts and scouters. Another surprisingly large and effective service of the national office is its research department which prepares reports that often help the various committees of laymen and

bureaucrats to examine the activities and problems of the movement with a thorough knowledge of the background and available options.

Communications

In examining communications in the Boy Scout Association we are once again struck by the fact that an organization which has been so introspective about its performance and so aware of the need for self-examination has failed to identify one of its serious problems: the inadequacy of its communications with its French-speaking members and counterpart. Over the years, many Scout leaders assumed that the division of labour which had developed between their organization and La Fédération worked effectively and that there was no need to do any more: La Fédération provided the necessary literature and other equipment in French and, since it and the B.S.C. appeared to be functioning effectively, there was no need for the B.S.C. to develop a French "side."

This explanation is, of course, too simple. Many leading Scouts were aware of problems arising from Canada's ethnic diversity, and the B.S.C. did publish some of its items in French, but on the whole, the attitude reflected above is not too far from the essential reality. The success of La Fédération did conceal or take the pressure off certain problems, and the Anglophone leaders were consequently disposed to accord them a lower priority than they deserved.

Even so it was not possible to escape completely the fact that linguistic problems affected the work of the Association. For example, an Anglophone priest who had held numerous discussions with a Quebec priest interested in La Fédération, when they were both taking some courses in Rome, reminded a B.S.C. friend "that such words as inter-denominational and non-denominational were terms which should not be used under any circumstances when talking to French-speaking Catholics." The interpretation given these terms made some Francophone Roman Catholics suspicious that the B.S.C. was "neutral" which, in their minds, was equivalent to being irreligious.

The B.S.C. publishes about 100 handbooks, leaflets, guides, and other items used extensively by the Cubs, Scouts, and Rovers, but only about half a dozen are produced in French. For many years, however, Francophone groups were able to use the publications put out by La Fédération. The headquarters staff has not, at least within recent memory, had any Francophone members. We have noted earlier that when the idea was at one time proposed that a joint English-French head office might be established, it was found unappealing by La Fédération. Two Francophone field executives were employed by the B.S.C. but they resigned.

In the mid-fifties the B.S.C. made one important effort to improve its communications with the Quebec Francophone organization. The Chief Executive wrote to La Fédération:

During the Provincial Commissioners' Conference, I had an opportunity of chatting privately with [a senior member of the Federation's staff] and I feel that there is a better understanding

than heretofore. As I told you, much of our difficulty lies in the fact that we do not have anyone on hand who can keep the French-Canadian viewpoint before us. [He] told me that he would be willing to come to Ottawa, say once a month, to assist us with any of these matters and we think that this would be a very worthwhile move. Could you obtain the necessary authority from your Council for him to visit here each month, with a view to maintaining a closer liaison between the two organizations?⁴⁰ Since he received no reply, the Chief Executive wrote again in August but nothing seems to have come from this attempt to establish a more effective way of communicating with La Fédération and of keeping in touch with opinion in French Canada.

The maintenance of effective communications is a challenging problem in any large organization, even if there are no language and cultural differences. Since Canadian Scout executives have expressed a need for improved communications within their organization and also with members of comparable organizations in their communities, the B.S.C. Operations Commission conducted an inquiry which included the distribution of a questionnaire to all Scout councils which had full-time members.⁴¹ The results left no doubt that communications were altogether too slow and that many months often elapsed before certain items of intelligence reached all the individuals who should have been apprised of them.

One of the difficulties in such an organization is that much of the information is of interest and relevance only to some members but that other kinds of information could profitably be made available to everyone. Who is to be told what should be broadcast and what arrangements are required for an adequate feedback?

Special periodicals (*The Scout Leader*, *The Canadian Boy*, *The Canadian Scout Executive*), letters, minutes, reports, and similar documents are the chief means used by the B.S.C. to keep its leaders informed of those things which are deemed to require circulation and, presumably, discussion and/or action. It is not always easy to report developments which are in a state of flux, which depend on the decisions of large numbers of people unaware of what precisely all the other individuals concerned are doing at any given point in time, or which are so delicate in nature that it is safer if only a handful is informed of what is happening.

To some extent the relations between Francophone and Anglophone Scouts, and more specifically, between the B.S.C. on the one hand and La Fédération and Les Scouts on the other, fell into the category of highly sensitive information. For a long time, for example, instances of Francophone groups engaging in "unlawful" activities (raffles, competing fund raising campaigns) or actually affiliating with La Fédération were not given any publicity, and inquiries from irate Anglophone groups were usually dealt with by saying that negotiations were under way which would, once they were successfully completed, curb irregularities. Provincial Commissioners were informed

of the negotiations and knew the state of affairs but at levels much below them there was generally unawareness about the difficult relations that were developing between Francophone and Anglophone Scout organizations, except where local conditions made the conflict quite apparent. Only a very small number of scouters therefore knew what ideological and other reasons had led to the establishment of Les Scouts and what lay at the bottom of the differences between the two organizations with respect to the "recognition" of the Francophone groups.

Co-ordination

Virtually all that we have said so far about the Boy Scouts has indicated how difficult it has been for the two language groups to co-ordinate their activities in Canada on a pan-Canadian scale. The section of this chapter concerned with Les Scouts catholiques has also shown that some local meetings or jamborees failed to lead to an effective co-ordination of effort between Francophone and Anglophone Scouts; on the other hand, there have been successful joint enterprises. Many B.S.C. leaders have noted that relations between the boys of the two language groups were usually excellent. They were not, however, frequent.

It is also worth noting that in Quebec itself, relations between La Fédération and the English-speaking provincial organization have been excellent. Members of the two organizations attend joint meetings and alternate in using the two languages so that the burden of having to operate in another language is shared. We have seen above that the Anglophone Quebecers also exhibited a high level of understanding of the position adopted by La Fédération and Les Scouts in their dealings with the B.S.C.

Some of the Francophone spokesmen in the discussions about the acceptance by the B.S.C. of Les Scouts as a *bona fide* Scout organization thought that the Boy Scouts failed to distinguish between co-ordinating activities and imposing the same patterns on everyone. One of the bishops commented: "It would be well for the B.S.A. of Canada to understand that Canadian *unity* is not Canadian *uniformity*, that to press unduly for the latter is the surest way of destroying the former, and that higher principles are involved, one of which is freedom."⁴²

Representation

Since the B.S.C. has become (whether by design or through absent-mindedness is irrelevant) a unilingual organization providing only a modicum of services for Francophone Scouts, the question of how to represent Francophone and Anglophone members of its governing councils has never arisen. We have already noted that La Fédération played the role of a kind of eleventh province in the B.S.C. and its participation in the B.S.C. affairs has been declining further as the controversy over the "recognition" of Les Scouts has grown more intense.

In the fifties, when attempts were made to find a new formula for English-French relations within the B.S.C., special committees were created to explore possible adjustments in the relations between the B.S.C. and La Fédération. It will be recalled that on more than one occasion these committees were composed of 10 members—half from the B.S.C. and half representing the Fédération. Usually care was also taken to include some Roman Catholics among the Boy Scout members, with the result that the committees had Roman Catholic majorities.

In general terms the structure of the Boy Scouts is becoming somewhat less rigid. The decision-making process is becoming more decentralized and democratic. A number of provincial executive bodies have delegated some of their former responsibilities to regional and district councils, thereby bringing the decision-making process closer to the people most directly affected by it. Some provinces have made more progress than others in this context.

The greater flexibility and decentralization of the administrative structure of an organization may have important effects on ethnic relations within it. If a pattern develops which makes the pan-Canadian organization hospitable to regional variations then it will be easier for it to accommodate to the special arrangements which might be required by a province (or other unit) composed of individuals belonging to an ethnic group different from that of the majority. The greater decentralization and flexibility apparently emerging in the structure of the Boy Scouts may, therefore, lead to an easier acceptance of the special conditions requested by Les Scouts catholiques. In time, this association will become recognized by the B.S.C. and eventually it may even seek to forge closer ties with the B.S.C. If that should happen, a substantially different system of representation would have to be devised. At present, every province has the same number of representatives on the National Executive—an arrangement which most Quebec or French-speaking organizations are usually not willing to accept; it normally entitles them to only one vote out of 10.⁴³

With respect to representation on international Scout bodies or participation in international scouting events, the Scouts have so far avoided acrimonious disputes. In 1929 an organization calling itself La Fédération catholique des éclaireurs canadiens-français applied for international recognition. The International Bureau replied by informing the Éclaireurs that when a national association provides full religious autonomy to its member groups, there is no justification for the formation of a separate association. The B.S.C. was adjudged to meet the required conditions and it was therefore suggested that the Éclaireurs negotiate with the B.S.C. for recognition.

There exists an international Catholic scouting organization in which Les Scouts are interested and in which they participate; Anglophone Canadian Catholic Scouts have so far shown little interest in it.

Before we conclude our discussion of representation within the B.S.C. we must note the special position enjoyed in Canadian scouting by Ontario. We have already indicated that Ontario is the most influential of the provincial units. It has also been led by strong and determined men who have not hesitated to influence the decisions of the pan-Canadian association. Some of them have been particularly active and effective in resisting the demands of La Fédération and in protecting what they took to be the genuinely Canadian character of the B.S.C. by resisting what they deemed to be separatist tendencies.

Conclusion

In one sense, the controversy between the B.S.C. and La Fédération is an illustration of the difficulties encountered in an effort to adjust an historical arrangement to changing circumstances. There are, of course, many ways of viewing any given phenomenon, and one might, for example, consider the arguments between the Boy Scouts and Les Scouts as a feud about the unity of the Boy Scout movement in Canada or about a number of other issues. But it is impossible to escape the fact that at one level the controversy centered on the question of whether the 1935 agreement was going to be revised and, if so, how. For a very long time the agreement formed a basic benchmark for the B.S.C. and an unacceptable relic for La Fédération and later for Les Scouts. Why was it so difficult for the two organizations to reconcile their differences?

The reasons are immensely complex and we shall therefore have to be rather selective in listing them.

Among the reasons for the B.S.C.'s difficulties in accepting the Francophone Scouts' proposals was no doubt the traditional British spirit with which much of the English-Canadian scouting has been imbued.⁴⁴ Scouting in Britain was not only non-sectarian but also unmistakably patriotic. To an overwhelming number of Anglophone leaders, particularly to those in the age groups which carried the most weight within the organization, Canadian scouting was a branch of the British prototype and was, therefore, conceived of as a patriotic Canadian movement. And since this branch—so it appeared to them—allowed a wide latitude to various religious and other minorities, there was no reason at all to establish an independent or quasi-independent organization which would threaten the patriotism and the fundamental unity of the Scout movement in Canada.

Another reason, then, for rejecting the Francophone Scouts' request for a revision of the 1935 agreement or later for recognition of Les Scouts was the belief in one Canadian movement, indivisible in its central structure. Two organizations, linked only tenuously in the person of the Chief Scout, appeared to many as a denial of one of the basic principles on which the Canadian Scout movement was based.

Many of the most active scouters have come up through the movement and have made scouting a vocation. By and large these career Scouts have found the precepts and traditional values of scouting.

particularly attractive and compelling. Without wishing to make the statement sound in any way derogatory, one can characterize this group as being particularly "establishment minded" within the Scout context. They are, in other words, strongly loyal to the values of scouting as they have come to know it, and many of them are attached to well-established patterns of doing things. They may, therefore, resist what appear as radical departures from the unitary structure of the movement; the proposals of Les Scouts are likely to appear dangerous to many of them, quite apart from what they may think about "ethnic" or religious sub-units within a national Scout organization.

Clearly, there are other impediments to successful ethnic accommodation within Canadian scouting: particularly, the differences we have noted between Anglophone and Francophone Scout groups in relation to their objectives, activities, and communication take us a long way towards an explanation of our problem.

The Francophone Scouts found sufficiently important differences in their aims and the resultant activities to wish to work within an autonomous, pan-Canadian association. It was to a large extent a basically faulty communication system which prevented the two groups from accommodating themselves to one another's objectives.

The B.S.C. was unaware of how seriously the Fédération resented the 1935 agreement and how strongly Les Scouts and the Francophone bishops reacted against it and what it implied. The Boy Scouts, largely because of this unawareness, failed to accord the requests of La Fédération and Les Scouts the seriousness they deserved; they did not perceive how important it was for them to make a concentrated effort to rethink what should be the structure in a bicultural community like Canada. The deadlock was broken in 1965 when the Governor General became a communications link re-establishing contact between the two organizations.

The Francophone Scouts, finding themselves unable to revise the 1935 agreement and the structure of the Canadian scouting, simply took matters into their own hands and organized groups in contravention of the basic agreement. This, of course, only served to stiffen the attitude of the B.S.C. whose anger at the "underground" organization efforts of the Francophone groups made it even more difficult for them to see that underlying the requests for change were the aspirations and needs of a community bent on enlarging and enriching its own cultural tradition in its own way.

Among the associations devoted essentially to leisure activities, we have chosen to examine Canada's national sport — ice hockey. We shall explore ethnic relations among the Confédération des loisirs du Québec (C.L.Q.), the Canadian Amateur Hockey Association (C.A.H.A.) and its Quebec unit, the Quebec Amateur Hockey Association (Q.A.H.A.).

In the field of hockey, more than in any other which we have studied, the "two solitudes" are most apparent. There seems to have been very little contact between French- and English-speaking groups within the organizations concerning themselves with so-called amateur hockey in Canada.

The first organization in Canada of more than local scope interested in the development and administration of hockey was the Ontario Hockey Association, formed in 1890. Other territorial organizations followed and in 1914 a meeting was held establishing a dominion-wide body — the Canadian Amateur Hockey Association (C.A.H.A.). The impetus for the meeting came from a group in Winnipeg and among the "founding fathers" were the amateur hockey associations of the prairie provinces, the Canadian Intercollegiate Hockey Union, and representatives from the Amateur Athletic Union of Canada which included a Quebec branch.

In 1964-65 the C.A.H.A. boasted a player registration of 221,846, of whom 85,760 were in Ontario and 66,534 in Quebec. The C.L.Q., as we shall see, is smaller than the Q.A.H.A.; its members number about one quarter of those of the pan-Canadian affiliate.

*La Québec Amateur Hockey Association et la Confédération des loisirs
du Québec (section hockey)*

Structures

Les relations sont complexes entre les ligues de hockey franco-phones et les organisations qui se consacrent à ce sport au Canada. Certaines ne font partie d'aucune organisation officielle, bien que cela soit de plus en plus rare; d'autres sont rattachées à une filiale de la C. A. H. A. : soit à la Q. A. H. A., qui s'étend à presque tout le Québec, soit à l'Ottawa and District Amateur Hockey Association qui englobe Ottawa et les environs, soit à l'Ontario Amateur Hockey Association (O. A. H. A.) qui rejoint une partie du Nord-Ouest québécois, soit, enfin, à la M. A. H. A. qui groupe les ligues des Provinces maritimes. De plus, depuis 1956, un grand nombre de ligues du Québec se sont affiliées à la Confédération des oeuvres de loisirs de la Province de Québec (C. O. P.), section hockey, connue depuis 1965 sous la désignation de Confédération des loisirs du Québec (C. L. Q.), section hockey². Nous ne retiendrons, pour l'exposé du point de vue des francophones, que les témoignages des dirigeants de la Q. A. H. A. et de la C. L. Q., accordant d'ailleurs une plus large place à ces derniers, qui sont tous francophones. La Q. A. H. A. au contraire est, comme nous le verrons, une organisation tout aussi anglophone que francophone.

La Q. A. H. A. et la C. L. Q. sont exclusives, c'est-à-dire qu'elles interdisent l'affiliation à l'autre organisme. Bien que nous n'ayons pu obtenir de données précises sur les effectifs de chacune, nous savons que la Q. A. H. A. recrute ses quelque 65 000 membres surtout dans l'ouest du Québec, principalement dans la région de Montréal³ et de Trois-Rivières, alors que la C. L. Q., section hockey, a son château-fort dans la région de Québec, et recrute la plupart de ses 15 000 membres hors de la région de Montréal. Cette dernière, semble-t-il, groupe plus de ligues où évoluent des jeunes de moins de 20 ans; ce qui s'explique par ses objectifs, mais aussi par sa base qui demeure fortement diocésaine et paroissiale.

La C. L. Q., fondée en 1946 à la suite d'un voeu par l'Assemblée épiscopale du Québec, réunit 15 fédérations diocésaines ou régionales de loisirs, groupant 1 500 organismes locaux de loisirs : terrains de jeux, centres récréatifs, camps de vacances, patronages, etc. La section hockey, mise sur pied en 1956, sert de lien entre les différentes fédérations de loisirs, pour tout ce qui a trait à ce sport.

Au début, les fédérations diocésaines de la C. L. Q. ne groupaient que les Organisations de terrains de jeux (O. T. J.), oeuvre de l'Église. Fondées par des prêtres, elles étaient considérées comme oeuvre d'apostolat et, dans bien des cas, comme oeuvre d'action catholique. Si les O. T. J. se sont groupées en association, en 1946, c'est que l'Église craignait la mainmise de l'État. Aujourd'hui, la C. L. Q. admet que l'organisation des loisirs relève de la société tout entière, et donc de l'État.

La C. L. Q. a d'abord négligé tous les milieux non catholiques et anglophones de la province de Québec. Cependant, en 1963, les représentants des fédérations émettaient le voeu que la C. O. P. (devenue depuis la C. L. Q.) s'intéresse aux organismes de loisirs de langue anglaise.

Certains incidents auraient été à l'origine du « service hockey » de la C. L. Q. Selon un ex-président de la Q. A. H. A. et de la C. A. H. A., il s'agirait de querelles entre paroisses au moment des éliminatoires. On se plaignait de ce que certains clubs soient trop puissants, ou encore de devoir attendre longtemps avant d'en rencontrer son calibre, etc. D'autres réprouvaient la mainmise du hockey professionnel sur l'organisation, citant le cas de Camille Henry, joueur étoile de Québec, qui, à cause de son appartenance à la Q. A. H. A., et par elle aux Rangers de New York, n'a pu jouer pour les Canadiens de Montréal, comme il l'aurait voulu. D'autres invoquaient des raisons plus générales tenant aux objectifs de la Q. A. H. A.

Objectifs

Les objectifs de la Q. A. H. A. sont les mêmes que ceux de la C. A. H. A. Par rapport à notre typologie, il s'agit assez nettement d'objectifs récréatifs, même si l'association prétend poursuivre également des objectifs éducatifs (la formation par le sport) et externes, référant à des oeuvres patriotiques, éducatives ou charitables.

De l'avis de certains francophones cependant, point de vue partagé d'ailleurs par des anglophones, des objectifs moins officiels mais plus contraignants occupent depuis plusieurs années l'esprit des dirigeants du hockey amateur au Canada. Qu'ils le reconnaissent ou pas, ils sont, dit-on, au service du hockey professionnel. Tout se passe comme si leurs objectifs étaient ceux des magnats des équipes professionnelles, objectifs purement utilitaires qui font du jeune joueur de talent une simple marchandise.

Ce point de vue était surtout répandu parmi les dirigeants de la C. L. Q., section hockey; c'est pourquoi ils entreprirent de « concurrencer, combattre, boysculer » la Q. A. H. A. Deux des principaux dirigeants de la C. L. Q., section hockey, expliquaient ainsi leur opposition à la Q. A. H. A. Les équipes professionnelles subventionnent les clubs amateurs qui leur sont affiliés; à partir du moment où un jeune signe une carte ou endosse un costume de la Q. A. H. A. (parfois à l'âge de 8 ans) il appartient *de facto* et pour toujours à une équipe professionnelle; il se voit souvent dans l'obligation d'aller jouer dans une autre ville, parfois dans un milieu où l'on ne parle pas sa langue.

À ce sujet, André Drolet, directeur du Service des sports de la C. L. Q., écrivait au début de 1965, dans *Loisirs*, bulletin de la C. L. Q. :

Plus on va, plus il semble vrai que le hockey amateur n'est que la besace du hockey professionnel. Ce dernier, monnaie à la main, se promène dans les rangs amateurs, et, par des promesses fabuleuses, obtient, sur un contrat, la signature de l'adolescent et de ses parents. À partir de ce moment, l'athlète n'a que deux solutions : ou bien accrocher ses patins, ou bien accepter de « danser » pour un magnat de hockey. Le contrat signé est unilatéral : il engage beaucoup le joueur, l'équipe très peu. Le joueur devient une propriété : il peut être échangé, vendu, prêté pour de l'argent... Le système des clubs-fermes (on y fait l'élevage des futurs professionnels !) constitue un non-sens. Un joueur prometteur peut être sorti du foyer à 14 ou 15 ans, envoyé à quelques centaines de milles de distance, soumis à un entraînement intensif qui l'empêche de poursuivre ses études, bombardé dans un milieu qui n'a pas nécessairement la même langue ni la même croyance. Ajouter à cela que si le joueur ne fait pas l'affaire, l'organisation lui garantit son billet de retour, sans plus : le joueur est alors libéré « sans condition ». Telles sont les ententes du hockey professionnel et du hockey amateur chez nous⁴.

Voilà qui résume assez bien la position des dirigeants de la C. L. Q. sur les objectifs utilitaires que poursuivent, selon eux, les dirigeants de la Q. A. H. A. À l'opposé, ils voulaient privilégier les objectifs éducatifs, c'est-à-dire la formation physique et morale des jeunes par la pratique du hockey. De façon plus générale, le but de la C. L. Q., et de ses différentes sections, est « de susciter une action éducatrice en regard de toute activité de loisirs⁵ ».

Le président du service du hockey de la C. L. Q. exprime la même idée dans une publication officielle de cet organisme :

Fondé en 1956, le Service « Hockey » voulait s'opposer à l'intrusion du mercantilisme et du professionnalisme dans le hockey amateur. Les efforts déployés depuis près de dix ans bientôt ont donné à réfléchir : les parents, les organisateurs sont de plus en plus conscients des dimensions éducatives véritables de l'activité sportive, tel le hockey. Notre but immédiat est simple : replacer le hockey dans sa perspective d'activité physique salubre, hygiénique et éducative⁶.

De son côté, le vice-président illustre pour nous, par l'exemple des règlements du jeu prescrits par la C. L. Q., les préoccupations éducatives de l'organisation. Le lancer de punition, adopté plus tard par la N. H. L., est une initiative de la C. O. P. visant à faire comprendre aux jeunes que la fin ne justifie pas les moyens. En outre, dans les ligues de la C. L. Q., une punition dure tout le temps prévu, même si l'adversaire devait compter un ou plusieurs buts : autrement, l'équipe qui mène par trois ou quatre buts pourrait être tentée, à la fin de la partie, de recourir illégalement à la rudesse ou à des tactiques déloyales, assurée qu'elle est de la victoire.

Ajoutons que les préoccupations éducatives ne furent pas, de l'aveu même des dirigeants de la C. L. Q., les seules à avoir inspiré la formation d'une organisation concurrente à la Q. A. H. A. Nos interlocuteurs ont reconnu que leurs idéaux nationalistes, surtout ceux de l'initiateur de la section hockey (un ecclésiastique), avaient également orienté leur décision. À cause des liens étroits qu'elle avait développés avec le hockey professionnel, — dont les dirigeants au Canada et même au Québec sont presque tous anglophones — la Q. A. H. A. a toujours compté une forte proportion d'anglophones parmi ses dirigeants, et l'anglais y a toujours été la principale langue de travail. Les dirigeants de la C. L. Q. s'opposaient non seulement à la domination du hockey professionnel sur la Q. A. H. A., mais également au caractère anglophone de cette organisation.

Évidemment, aux yeux des francophones de la Q. A. H. A., la création du service hockey de la C. L. Q. était d'inspiration surtout « nationaliste », mais aussi reliée à des considérations d'ordre religieux. La constitution de la C. L. Q. en fait d'ailleurs foi. À l'origine tout au moins, elle avait un caractère nettement ecclésiastique. Même en 1966, elle « se [réclamait] de la foi chrétienne et [voulait] faire en sorte que son action soit inspirée des principes chrétiens, tout en respectant la liberté du chacun⁷ ». On nous signalait, sans préciser d'où elles émanaient, que des pressions avaient été exercées sur les autorités religieuses de Québec et de Sherbrooke, pour les inciter à désavouer la section hockey de la C. L. Q.

Selon nos interlocuteurs de la C. L. Q., les dirigeants de la Q. A. H. A. n'ont pas compris que ce sont les objectifs éducatifs qui différencient radicalement les deux organisations. À ce sujet, un des dirigeants de la C. L. Q. nous a dit : « Même si les dirigeants de la Q. A. H. A. ne manquent pas de bonne volonté, ils sont incompetents dans le domaine de l'éducation par les loisirs ».

Activités

Ce que l'on peut dire des activités conjointes entre anglophones et francophones dans le domaine du hockey amateur tient en peu de mots : les activités de la Q. A. H. A. et celles de la C. A. H. A. sont identiques; il n'existe aucune entreprise conjointe entre la Q. A. H. A. et la C. L. Q.

Au sein de la C. A. H. A., il y a lieu, vers la fin des années 40, et au début des années 50, quelques escarmouches entre les dirigeants nationaux et ceux de la Q. A. H. A. Ces derniers s'opposaient au transfert des jeunes d'une filiale à l'autre, et à l'importation de joueurs d'autres filiales. En 1955, toutefois, sans pouvoir obtenir que les comtés de la région de l'Abitibi (Témiscamingue, Rouyn-Noranda, Abitibi-Ouest, Abitibi-Est) passent de la N. O. A. H. A. à la Q. A. H. A., elle obtint que les joueurs de cette région puissent joindre librement ses rangs.

Il n'y a, quant aux activités, aucun rapport entre la Q. A. H. A. et la C. L. Q. Chaque organisation s'occupe de ses affiliés et organise, en fin de saison, des éliminatoires entre les équipes championnes de leurs ligues. Mais les gagnants de la Q. A. H. A. et ceux de la C. L. Q. ne se rencontrent pas.

Quand, en 1964, grâce à une subvention fédérale, la C. A. H. A. mettait sur pied, à Montréal, l'une de ses cinq écoles de moniteurs, elle n'a pas cherché à s'assurer la collaboration de la C. L. Q. Cette dernière avait pourtant ses propres écoles depuis 1962, surtout dans la région de Québec. La C. L. Q. n'en a pas moins applaudi à cette initiative; l'un de nos interlocuteurs signalait à ce propos que les dirigeants de la C. A. H. A. étaient plus sensibles à l'aspect éducatif du hockey que ceux de leur filiale québécoise.

Les communications

Selon les dirigeants de la C. L. Q., au moment du « schisme » la direction de la Q. A. H. A. était à toutes fins utiles unilingue anglophone. Elle se composait d'une forte majorité de Canadiens anglophones, liés aux intérêts professionnels — eux-mêmes anglophones — qui la dominaient.

L'un de nos interlocuteurs, qui dirigeait à cette époque la section « mineure » (moins de 20 ans) de la Q. A. H. A. pour la région de Québec, nous a montré des cartes de membre libellées en anglais seulement. Toutefois, les cartes d'instructeurs existaient dans les deux langues. Il signalait en outre que toutes les réunions de la Q. A. H. A., à Montréal, se tenaient en anglais. Il notait cependant le progrès sans doute très lent, mais néanmoins manifeste du bilinguisme au cours des 20 ou 30 dernières années.

Ainsi, signalait-il, l'appellation de deux des cinq régions de la Q. A. H. A. a été francisée : la région de Trois-Rivières s'appelle maintenant la Mauricie, celle des Cantons de l'Est : l'Estrie. Le français et l'anglais seraient utilisés lors des réunions de l'association. En 1966, le président et le secrétaire étaient anglophones, mais pouvaient s'exprimer en français.

Par contre, on précise que le bilinguisme n'existe pas à la C. A. H. A. Les publications sont unilingues, à l'exception peut-être de la revue *Hockey Canada* (qui n'a vécu que deux ans; 1962, 1963), et qui contenait quelques pages dues à des francophones. L'un de nos interlocuteurs, qui occupe un poste important à la C. L. Q., section hockey, prétend même qu'il était impossible à un Canadien français authentique de faire quoique ce soit d'utile au sein de la C. A. H. A. et même de la Q. A. H. A. Il était forcément réduit à un rôle de traducteur ou de revendicateur, c'est-à-dire à jouer les seconds violons.

La coordination

Nous ne reviendrons pas ici sur les incidents qui, au chapitre de la coordination, ont marqué les rapports entre la Q. A. H. A. et la

C. A. H. A. C'est le comité exécutif de la C. A. H. A., dont font partie les présidents de chacune des neuf filiales, dont la Q. A. H. A., qui assure la coordination entre l'association centrale et les affiliés.

La C. A. H. A. et la C. L. Q., section hockey, n'ont plus aucun lien. Il n'y a donc pas plus de coordination que d'activités communes, ce qui marque un recul par rapport à la situation qui existait dans les premières années qui suivirent la rupture. On était convenu, à ce moment, d'échanger les listes de joueurs, afin d'éviter qu'un jeune soit de deux ligues, ou puisse contourner les effets d'une suspension en jouant dans les cadres de l'autre association. Cette entente, violée à quelques reprises, fut vite oubliée. Il en fut de même de l'accord selon lequel les arbitres d'une organisation, surtout ceux de la Q. A. H. A. (mieux équipée sur ce plan), pouvaient arbitrer dans l'autre : aujourd'hui cette pratique n'a plus cours, bien qu'on se fasse des « emprunts » à l'occasion. Au cours des cinq ou dix dernières années, cela s'est étendu à des domaines plus importants. Ainsi, chaque organisation a maintenant ses propres règlements de hockey, lesquels sont, sur certains points, fort différents.

La représentation

Les francophones sont, et pour cause, nettement sous-représentés à la direction de la C. A. H. A., bien qu'ils forment le tiers de ses effectifs (75 000 sur 220 000). La Q. A. H. A., elle-même dominée par l'élément anglophone, n'est qu'un des neuf groupes qui lui sont affiliés.

Des 21 « pères fondateurs » de la C. A. H. A., en 1914, seul Léo Dandurand était de langue française⁸. Entre 1914 et 1965, des 44 membres du bureau de direction, 3 seulement portaient un nom français; le premier n'apparaît d'ailleurs qu'en 1952. Parmi les anciens présidents deux seulement sont francophones : Robert LeBel et Lionel Fleury.

Au sein de la Q. A. H. A. même, la situation n'était guère meilleure : nous avons déjà signalé que la plupart de ses dirigeants sont anglophones. En 1965, par exemple, le président, le secrétaire, ainsi que deux des cinq vice-présidents, représentant les cinq districts québécois (Saguenay, Québec, Mauricie, Estrie, Montréal), étaient anglophones.

Conclusion

Après la scission, en 1956, des négociations ont été entreprises pour que la C. L. Q., section hockey, s'affilie à la C. A. H. A. à titre de membre associé — les règlements de cette association prévoyaient cette possibilité. Cependant, parce que la C. L. Q. refusait d'accorder la présidence de sa section hockey à un des dirigeants de la Q. A. H. A., considérant qu'il n'avait pas la compétence nécessaire en matière d'éducation par les loisirs, ce dernier mettait tout

en oeuvre pour faire échouer les négociations. Plus tard, la Q. A. H. A. aurait tenté un rapprochement en invitant le président de la section hockey de la C. L. Q. à une réunion conjointe à Montréal; il refusa, parce que la Q. A. H. A. ne voulait pas le défrayer. Ces deux incidents illustrent assez bien l'état d'esprit qui régnait alors de part et d'autre. Le président de la section hockey était d'ailleurs convaincu de l'inutilité pour les francophones de travailler à l'intérieur de la C. A. H. A. À son avis, ils n'auraient jamais obtenu la mise sur pied des écoles de hockey qu'ils préconisaient. Ce n'est qu'après que la C. L. Q. en eût pris l'initiative que la C. A. H. A. créa les siennes. Oeuvrer au sein de la C. A. H. A., c'était obligatoirement faire partie de la Q. A. H. A. qui, elle, marquait un retard sur l'association nationale pour ce qui est des objectifs éducatifs. Tenter de réformer la section québécoise de l'intérieur aurait entraîné d'inutiles dépenses d'énergies.

Il n'est pas dit que la C. L. Q. ne cherchera pas à devenir un organisme « national », s'étendant hors du Québec, pour profiter en particulier de l'aide fédérale au développement de la santé et du sport amateur au Canada. C'était du moins le sens d'un article, paru à la fin de 1964, dans la publication officielle de la C. L. Q.

La Confédération des oeuvres de loisirs de la province de Québec devrait-elle modifier sa charte pour devenir organisme national et ainsi profiter des largesses du gouvernement fédéral à l'endroit des associations de loisirs ? La question mérite d'être discutée, étant donné l'absence de politique concrète de l'État du Québec en matière de loisirs...

En se « canadianisant », l'Association des centres de loisirs [...] a pu récupérer une somme de \$ 62 000 dont elle n'aurait pu bénéficier sans cela. La Fédération des oeuvres de loisirs devrait-elle étendre son action au-delà des frontières du Québec pour s'intégrer les oeuvres de loisirs des milieux canadiens-français de l'Ouest et des Maritimes et devenir une Confédération canadienne d'oeuvres de loisirs ? Certains le prétendent. D'autres ont espoir que l'État du Québec se rendra compte de ses responsabilités dans ce domaine avant que ce geste soit posé et qu'il agira en conséquence⁹.

La création, par le gouvernement du Québec, d'un ministère des Sports et des loisirs freinera peut-être cette tendance à la *canadianisation*. Depuis que la C. A. H. A. s'efforce de soustraire les jeunes hockeyeurs au contrôle des équipes professionnelles, les objectifs des deux groupes sont moins conflictuels. Un rapprochement semble possible comme l'indique la lettre suivante, adressée en décembre 1964¹⁰ au président de la C. A. H. A. :

Monsieur Fleury,

Les pages sportives des quotidiens québécois ont fait état, ces jours derniers, d'une déclaration faite par le président de l'Association canadienne de hockey amateur, relativement au système de repêchage universel dans le sport du hockey.

Permettez-nous de vous faire part de nos commentaires à la suite de cette prise de position qui rejoint la politique de notre mouvement en matière sportive.

La Confédération des oeuvres de loisirs de la province de Québec (C. O. P.) est un organisme privé qui poursuit des fins de promotion, d'information, de coordination et d'éducation dans le secteur des loisirs communautaires.

En matière de sport, la C. O. P. s'est fixé comme objectif la santé, la récréation et l'éducation de tous ceux, adultes, enfants ou adolescents, qui s'adonnent au sport dans les organismes de loisirs ou les associations sportives du Québec.

La C. O. P. reconnaît la place importante du professionnalisme dans le sport comme dans les arts et la culture. Mais elle estime que le sport professionnel et le sport amateur, surtout chez les jeunes en formation, doivent cheminer sur des voies nettement différentes.

Le principe mis en cause par la déclaration des derniers jours est celui de la liberté des jeunes joueurs. Le sport amateur, conçu libre de toute attache, puise donc en lui-même ses valeurs propres.

La C. O. P. voit aujourd'hui, dans l'idée nouvellement émise au plan national, le résultat d'efforts intenses et soutenus depuis une dizaine d'années.

André DROLET,
directeur,
Service des sports. (C. O. P.)

Cette convergence sur le plan des objectifs est peut-être le gage d'une réconciliation future entre les deux groupes ethniques et d'un nouveau mode d'association dans le domaine du hockey amateur.

The Canadian Amateur Hockey Association

Structure

The C.A.H.A. is a pan-Canadian association composed of a series of branches which correspond to the provincial boundaries. The four most westerly associations cover areas which are identical with those of the four western provinces but the Thunder Bay, Ontario, Ottawa and District, and Quebec branches do not overlap the provincial areas so neatly. In the Maritimes there is only one association. The C.A.H.A. constitution also provides for associate members, composed of Canadian Armed Service athletic associations.

The branches pay a modest membership fee in the C.A.H.A. and, provided they abide by the C.A.H.A. rules and their constitutions are not at variance with those of the pan-Canadian body, they are quite autonomous. The headquarters in Saskatchewan, where the secretary-manager resides, is not fully informed about the activities of the branches and, during our investigations, was quite oblivious of the activities of the Quebec Amateur Hockey Association.

The officers are the past president, the president, two vice-presidents and the secretary-manager, who also holds the post of registrar-treasurer. Like most voluntary associations, the work of the C.A.H.A. is done largely by the permanent officials and by committees. Standing committees are responsible for each of the following areas: executive regulations, finance, rules, minor hockey, the annual convention, and National Hockey League negotiating. Most of these committees are dominated by the officers.

Repeated suggestions that the basic structure of the C.A.H.A. be reviewed, particularly with respect to the division of the pan-Canadian body into its regional branches, suggest that groups within the C.A.H.A. have from time to time been dissatisfied with the boundaries of the existing branches and with the system of representation. It has been proposed, for example, that some of the Quebec areas not now under Q.A.H.A. jurisdiction be attached to the Quebec branch, that the larger branches have greater representation or that, instead of always having an eastern president succeeded by a westerner and vice versa, there should always be two vice-presidents from eastern Canada and two from the west.

But although there have been several suggestions for the revision of the present structure, none has been adopted in recent years. The most important underlying problem has not been the question of representation but that of the relationship between amateur and professional hockey in Canada. Most of the pressure for revision has been prompted by this concern, and has been the result of a fear that the professional clubs might undermine the purposes of the C.A.H.A. A well-informed official of the C.A.H.A. told us that he could not remember an instance in which the question of the equitable representation of English- and French-speaking Canadians had ever been mentioned. He thought, however, that if proposals were to succeed for

making the branch boundaries correspond to provincial ones, then ethnic representation might become an issue in the future.

Objectives

The C.A.H.A. constitution lists these associational objectives:

- to foster and encourage. . . amateur hockey throughout. . . Canada.
- to promote and encourage the formation of Provincial and Inter-Collegiate Amateur Hockey Associations as local governing bodies.
- to establish and maintain a uniform test of amateur standing and uniform playing rules for amateur hockey.
- to affiliate and co-operate with other national and international amateur hockey associations.
- to conduct interprovincial or international contests of amateur hockey.
- to make grants out of the funds of the Association for patriotic, educational, or charitable purposes.¹¹

It will be noted that education is not listed as one of the objectives but that charitable donations for educational purposes are one of the aims; educational purposes are listed after patriotic ones as suitable targets for donations. The last-named objectives were not listed in the original constitution but were added later.

This low priority given education need not be ascribed to a basic crass materialism of the C.A.H.A. but follows in part from the original concern of the association with adult players rather than younger ones. The interest in juniors and minor players developed later and was accompanied by a growing concern with education. A recent assessment of C.A.H.A. activities gives a more realistic insight into the attitude of the C.A.H.A. towards education and related matters than the constitution:

We believe that competitive team sports are important methods of developing the cooperative spirit, building good character, instilling respect for those in authority, as well as the usual athletic attributes of an alert, sound mind in a healthy body. . . we believe hockey helps to teach good citizenship, develop good character, as well as good health and thus lessens the possibility of so-called teen-age delinquency.¹²

In addition to the objectives already mentioned, the C.A.H.A. is "the governing body of amateur hockey in Canada" and a great many of its problems arise from the difficulties encountered in defining the word "amateur" clearly and in defending amateurs from the encroachments of professionalism. It has been suggested that the term amateur be removed from the Association's name, but the suggestion has not been well received.

The C.A.H.A. has put considerable effort into protecting amateur players from the professional interests of the National Hockey League and it has often had tense relations with the N.H.L. because of this. One life member of the C.A.H.A., reviewing the relationship over the

years, concluded that the motives of the N.H.L. were primarily profits, while the C.A.H.A.'s chief concern was with the development of youth.

Much of the C.A.H.A.'s history is an attempt to find a suitable formula for its relations with the N.H.L. Financially, it has become dependent on the professional league and it has therefore had to be particularly tough in resisting the "professionalizing" influences of the wealthy N.H.L. An agreement between the N.H.L. and the C.A.H.A. in 1958 was expected by the latter to lessen the N.H.L.'s control over C.A.H.A. affairs. But it gave the professional league complete control over many amateur players and caused great anxiety among some of the C.A.H.A. leaders and officials. The "materialism" of the N.H.L. came under severe criticism which sparked subsequent attempts to change the "draft" system.

We have strayed some way from a well-defined discussion of "objectives" in this section to show that many C.A.H.A. leaders were as concerned about "amateurism" and its effects on the well-being of the player as their colleagues in the C.L.Q. We have no evidence supporting the charge that the Q.A.H.A. members were more favourably disposed towards the "professionals" than the C.A.H.A. leaders.

Activities

Originally the major and almost the only activity of the C.A.H.A. was to organize and conduct national playoffs for the Allan Cup, the senior amateur trophy. Since that time, the number of playoffs for various categories has multiplied, and so have the other activities of the C.A.H.A. These activities have no special relevance, as such, to ethnic relations with the C.A.H.A., so we need do little more than list them.

Since the C.A.H.A. is an affiliate of the International Ice Hockey Federation it is concerned with the world championship and it also has been responsible for organizing Canada's "amateur" team for the world championship. This means, in effect, that when a "national" team is needed, the C.A.H.A. must see that one is found. Canada's practice has been to augment and strengthen the ranks of some existing team rather than to emulate most other countries which attempt to assemble an "all-star" group composed of the country's best players.

The rules guiding the playing of amateur hockey games and also the general structure of the sport, the teams, the rinks, and the competitions are all the responsibility of the C.A.H.A. The rules committee is, therefore, an important element in the Association's life and it publishes one of the C.A.H.A.'s most used booklets — *The C.A.H.A. Rule Book*.

In addition to defining the conditions of the game, the Association also organizes and conducts leadership institutes for local hockey leaders and it attempts to elevate the quality of coaching and refereeing. Some of the development programmes are conducted in French in Quebec so that French-speaking Q.A.H.A. members can participate.

Finally, the C.A.H.A. engages in the usual public relations activities designed to promote amateur hockey and the Association itself. It has been particularly interested in developing minor hockey and has spent a lot of energy organizing Minor Hockey Week annually throughout Canada.

Communications

In its day-to-day activities and in the running of its administrative apparatus, the C.A.H.A. has made no attempt to become bilingual. Its structure is such that the "national" level has no contact with the local clubs; the question of bilingualism does not affect the rank-and-file members very much, except, of course, French-speaking unilingual individuals who wish to participate in the activities of the pan-Canadian Association.

In addition to the holding of some French leadership institutes, the C.A.H.A. has made two major attempts to carry out some of its activities in the French language. One concerns the *Rule Book*; for a long time it was published only in English but a grant was made to the Quebec branch for translating and publishing it in French. In 1950 the Q.A.H.A. requested a larger grant since its translation costs were \$800. It received only \$500, despite its cogent argument that other branches received their *Rule Books* completely free of charge. Eventually the Crown Life Insurance Company assumed the task of printing the *Rule Book*, at first only in English; but in the early sixties the problem was resolved and the C.A.H.A. discontinued its "translation subsidy." Such subsidies are still provided for the printing of French-speaking players' certificates or cards.

The other French-language activity of the C.A.H.A. concerned its publication, *Hockey Canada*. The magazine was to have been financed by levying a registration fee on every player in the C.A.H.A. who would then automatically receive his copy. There was much opposition to the scheme and *Hockey Canada* appeared only nine times in 1962 and 1963. It was hoped that eventually it might be published completely in both languages but this stage was never reached. Instead, some pages in each issue were in French. While this practice did not arouse a storm of protest among the French-speaking players in the Q.A.H.A., we did come across a letter from the secretary-manager to someone at Le Service des loisirs de St-Jean-de-Matha-de-Montréal, apologizing for the fact that there were only eight pages in French and justifying this in terms of the costs involved.

In our discussion of the C.L.Q. we saw that there was virtually no contact between it and the C.A.H.A. The latter is, in fact, largely unaware of what is happening in Quebec and is satisfied to leave its contacts with hockey in Quebec to the Q.A.H.A. We found only five letters from the Conférence otéjiste provinciale (C.O.P) in the C.A.H.A. national files.

Some concern with language has become a part of the Q.A.H.A.'s attempts to have the rules changed so that French-speaking players in the Northern Ontario Hockey Association could transfer into the Q.A.H.A. without being considered imports. In addition to other factors, this enabled them to continue living in French-speaking communities.

Co-ordination

On the whole, the positions taken by the Q.A.H.A. and the degree to which it has co-ordinated its activities with those of the other members of the C.A.H.A. have not been influenced primarily by ethnic factors. In the 1930's, for example, the Q.A.H.A. threatened at one point to disaffiliate from the C.A.H.A. but the issue over which this drastic solution was contemplated concerned the definition of amateurism. The Q.A.H.A. opposed too loose a definition and was at pains to stem the encroachments of professionalism.

Our discussion of the C.L.Q. has shown that there has been almost no co-ordinated activity between the Q.A.H.A. and the other Quebec hockey groups. Late in 1964, for example, the C.O.P. suggested to the C.A.H.A. that it would like to collaborate with national sport organizations. We have found no reply in the C.A.H.A. files and therefore assume that the matter was passed on to the Q.A.H.A. Since no action followed, it appears that neither the C.A.H.A. nor the Q.A.H.A. was able or willing to do much about collaborating with the C.O.P. At that time, the C.A.H.A. president was a French Canadian and one-time president of the Q.A.H.A.

The Q.A.H.A. has co-ordinated its activities effectively with those of the other members of the C.A.H.A. insofar as that was necessary. It has maintained only minimal contacts with the other hockey organizations in Quebec. While no bitter antagonism exists between them, there is, on the other hand, little evidence that the various Quebec organizations have made determined efforts to tackle many enterprises jointly.

Representation

French-speaking Canadians have not been dominant members of the C.A.H.A. over most of its existence. Two of the four presidents who were members of the Q.A.H.A. were French-speaking; to carry out their duties they had to be able to do much of their work in English. We have also discussed some other aspects of the representation of French- and English-speaking members in the C.A.H.A.: the division of eastern Canada into branches which do not quite coincide with provincial boundaries; efforts to change the structure of the C.A.H.A. so as to give both Ontario and Quebec a greater voice, the suggestion for the institutionalization of Quebec representation by appointing two vice-presidents from each of the east and the west of Canada, and the lack of conscious concern over the adequate representation of French-speaking members on the governing committees of the C.A.H.A.

Since the Q.A.H.A. is dominated by Anglophone leaders, the question of making serious adjustments in the system of representation within the C.A.H.A. has never assumed a particularly ethnic tone. Nor has it become an issue threatening the unity or survival of the pan-Canadian body. By comparison with the question of the place of amateurism in Canadian hockey, it has been largely insignificant.

Problems

The basic problem in exploring the ways in which French- and English-speaking hockey associations could collaborate concerns the relevance of general ethnic and religious factors. Does the place of the parish in Quebec social life, and its influence on leisure activities, preclude the development of a national (pan-Canadian) framework for the pursuit of certain leisure activities? The problem is a large and complex one and can only be approached from one point of view here.

In our investigations we have found only one instance of a Q.A.H.A. spokesman reporting that affiliation of Quebec clubs with C.A.H.A. members was discouraged because of religious reasons. In this instance it was alleged (no doubt with good reason) that some religious orders disapprove of their players being signed up with the C.A.H.A. because this may tie up the players in North America's professional network. We have already referred to the opposition of some Quebec groups to one of the consequences of the draft system: that players may be uprooted and compelled to leave home and play in a different region or even province. This practice imposes particular hardship on French-speaking hockey players. It is possible that the traditional argument — that the Church has been the most effective protector of French-Canadian national identity — is being confirmed in this instance. By refusing to have their youngsters get involved with the C.A.H.A. and its ties with the N.H.L., the religious orders protect their charges from becoming uprooted and sucked into the North American vortex of quasi-amateur and quasi-professional hockey. But even if this argument is correct, it is a fact that more players in Quebec are affiliated with the C.A.H.A. (through the Q.A.H.A.) than with the C.L.Q. The inexorable force of North American values and attitudes is ubiquitous and permeates all areas, including the field of leisure and education.

Conclusion

When we approached the amateur hockey associations in Canada through the eyes and records of the C.L.Q. and other non-affiliated groups, the impression we got was that the pan-Canadian Association and particularly its Quebec affiliate were the embodiments of the materialistic, un-ideological North American ethos so often decried in Quebec. But when the same groups were seen from the perspective of the C.A.H.A., they appeared in a different light. The Q.A.H.A. seemed much more concerned with protecting its players from the encroachments of commercialism than the C.L.Q. and its friends had led us to believe.

In 1948 it was Quebec which expressed the opinion within the C.A.H.A. that no imports should be allowed in junior hockey and a year later it was a Q.A.H.A. delegate who asked: "Are we losing sight that we are supposed to be encouraging amateur hockey?" Again, in 1955, it was the Q.A.H.A. which submitted a resolution asking for a clarification of professional hockey's relationship to players under 18 years of age. In addition, it proposed a programme to meet the problems of players who did not know that they were attaching themselves to a professional-sponsored team.

It appears, then, that while the Q.A.H.A. may have been under greater influence of the professional clubs than the C.L.Q. would have liked, it was by no means a proponent of commercialism in hockey. The differences between the two associations were probably deepened, in the eyes of the C.L.Q. leaders, by the lack of French-Canadian nationalism of the Q.A.H.A. and by its general willingness to operate within a pan-Canadian framework. We have also seen, of course, that the leaders of both groups had developed rather petty attitudes towards one another; this not doubt added personal animosity to general ideological divergences.

We must also, in conclusion, return to one of the comments made by one of our informants in the C.L.Q. He said that a "real" French-Canadian could not do much in the C.A.H.A. — there was too much translation work and generally speaking for the French-speaking group to do to permit him to devote himself to the general tasks of the leadership. This is a most significant comment. It adds an element to the idea of "ethnic cost" which is normally neglected. It also robs the idea of a "French-speaking lieutenant" or "dual leadership" of much of its glamour. These ideas will be explored later in a context wider than that provided by hockey associations.

The voluntary associations discussed in this chapter are in important respects different from the others we have studied. The names of the associations considered here sound like an alphabetical nightmare: N.F.C.U.S., A.C.U.L.F., A.G.E.U.M., A.G.E.L., F.A.G.E.C.C.Q., C.U.S., and U.G.E.Q. Our main interest is in the Union générale des étudiants du Québec (U.G.E.Q.) and the Canadian Union of Students (C.U.S.), or, as it was called before 1963, the National Federation of Canadian University Students (N.F.C.U.S., or F.N.E.U.C. in French).

Student organizations are a particularly rewarding subject of study: their members are highly articulate individuals who express their views and reactions more explicitly and forthrightly than most older people. The positions they take on the issues confronting them therefore tend to appear in sharp relief and it is consequently easier than with some other groups to know precisely where they stand. From the point of view of this study, students are of particular interest for another reason: a split has occurred in the national (pan-Canadian) student association; most French-speaking students have left it to join a Quebec association. This split was preceded by a series of movements in and out of the pan-Canadian body by various Quebec student societies. The C.U.S. and its predecessor, N.F.C.U.S., therefore constitute an excellent subject for the study of ethnic relations.

This chapter diverges from most others in that the section dealing with the French-speaking association — l'Union générale des étudiants du Québec — covers much of the material that would normally be described in that on the C.U.S. The reason for this is the recent origin of U.G.E.Q. and the fact that among its most interesting features is its founding: how it came into being as a result of a break from the C.U.S. by a number of Quebec student associations. The examination of the founding of U.G.E.Q. to some extent therefore becomes a study of some aspects of the pan-Canadian association from the point of view of many of its Quebec members.

Like so many Canadian organizations, N.F.C.U.S.² received its first impetus from an Englishman travelling in Canada who noticed that a well-established British association had not yet been created in this country. In this instance it was a former president of the National Union of Students of Great Britain who, while touring Canadian universities in the spring of 1926 with an Imperial Debating Team, urged the formation of a national student organization here. A conference was held at McGill in December of that year as a result of this suggestion, and N.F.C.U.S. was born. The University of Montreal was one of the ten founding members, but Laval was not.

Debating was one of the new association's activities and the minutes of the 1928 Congress record the agreement that "as far as possible debating contacts be confined to Imperial realms. . . ." However, the early years of N.F.C.U.S. were by no means as imperialist as this minute suggests. At the 1926 founding conference, a McGill delegate asked: "Would the Union see problems everywhere in the world and ignore problems at home, as evidenced by the French culture in Quebec, the Jewish problem and the Japanese problem? Would the Union see problems everywhere in the world and ignore these matters, declaring them to be outside the province of a student organization. . . ?" A Toronto delegate expressed the desire of his university to become more closely acquainted with French-Canadian students. But the most "ethnically sensitive" note at the founding conference was struck by the committee exploring the mechanics of the organization. With respect to the new association's name — the National Federation of Canadian University Students — it said: "Your committee feels that this would be more apt for Canadian purposes than would be the English appellation of 'National Union.'"

*L'Union générale des étudiants du Québec**Structures*

Le conflit qui a incité les étudiants francophones du Québec à se retirer de la C. U. S., pour créer l'U. G. E. Q., a une assez longue histoire. Dès 1940, Montréal et Laval se retiraient pour un temps de la F. N. E. U. C., à cause de son attitude sur la question de la conscription.

Les dirigeants étudiants des deux universités expliquaient leur décision en ces termes :

The Student's Councils of the University of Montreal and of Laval University (Quebec) have resolved to withdraw from the National Federation of Canadian University Students (N. F. C. U. S.). Here, briefly, are the reasons for this decision :

The Student's Councils of these two universities consider that it is the function of a student organization to stimulate full and free discussion of *all* the problems which face youth to-day. Canadian students must take a stand. They must adopt decisions which seem to them to be in the interests of their country, Canada.

Most important of all, the N. F. C. U. S. leaders have stated their extremely undemocratic attitude. It is generally known that the distribution of a questionnaire on conscription has been undertaken, in order that students may express their opinion on this issue. The N. F. C. U. S. leaders have stated their opposition, revealing an autocratic attitude to which we are unaccustomed, and, even to a certain extent, an anti-Canadian attitude. This decision was taken without consulting the French-Canadian members of the N. F. C. U. S., and despite the fact that French-Canadian students, as a body, are unalterably opposed to conscription. Canadian unity, just like Canadian democracy, will no longer be possible if the opinion of a large section of the Canadian people is deliberately ignored.

The University of Montreal and Laval University (Quebec), not desiring again to become victims of the autocratic measures of the N. F. C. U. S., formally declare that henceforth they have no connection with this organization.

The Students' Council — University of Montreal

The Students' Council — University Laval

Comme la F. N. E. U. C. est restée à toutes fins utiles inactive durant la guerre, ce geste n'eut guère de conséquence.

Après la guerre, la F. N. E. U. C. renaît grâce surtout à Maurice Sauvé, de l'Université de Montréal, qui accéda à la présidence en 1947. Pendant près de 10 ans, les universités francophones du Québec maintiennent leur participation à la F. N. E. U. C., sans la remettre en question.

En 1955, une nouvelle crise éclate. Un article d'André Savard, paru dans le *Carabin*, journal des étudiants de l'université Laval, exprime assez bien les sentiments des francophones :

Comme on le sait, la F. N. E. U. C. périclité dans notre milieu. Parmi les grandes universités de la province, seule Laval est encore membre de cet organisme. On fait face à un désintéressement général, parce que ce mouvement n'a rien à offrir [...] On ne veut pas de la F. N. E. U. C. sous sa forme présente. Elle a coûté à Laval \$ 1 236.50 de cotisation l'année dernière, et ses réalisations se font encore attendre. Ne serait-il pas préférable que l'union des étudiants se fasse plutôt sur le plan provincial que sur le plan national³ ?

Cette fois le conflit touche non seulement les universités francophones — Laval, Montréal et Sherbrooke — mais aussi certaines de langue anglaise — McGill, Toronto, Manitoba, Colombie-Britannique. On y tente de redéfinir les relations avec la F. N. E. U. C.; l'Université de Montréal, l'université McGill se retireront même de la Fédération.

En 1956, un étudiant de l'université Laval, Gabriel Gagnon, est élu président de la F. N. E. U. C. Toronto, ainsi que l'Université de la Colombie-Britannique, qui s'étaient montrées réticentes l'année précédente, se rallient à l'organisation pan-canadienne. Mais les efforts pour convaincre Montréal et Sherbrooke d'en faire autant demeurent vains. Bien plus, ces deux universités prennent l'initiative de former l'Association canadienne des universitaires de langue française (A. C. U. L. F.); Laval refuse d'y adhérer, mais l'Université d'Ottawa accepte. L'A. C. U. L. F. se donne pour objectif la promotion des intérêts culturels des étudiants francophones, laissant à la F. N. E. U. C. les « réalisations matérielles ».

De nombreux articles sont publiés dans le *Quartier latin* et même dans *Le Devoir*, en faveur de cette initiative. À Laval, des voix dissidentes se font entendre, comme en font foi les extraits suivants d'un article écrit par un des défenseurs de la nouvelle association :

Personnellement, je trouve tout à fait normal que les étudiants universitaires d'un pays bilingue se groupent, en premier lieu, selon les limitations ethniques. La formation plutôt littéraire et humaniste dispensée aux uns, la formation plutôt scientifique et pratique donnée aux autres ont marqué les étudiants canadiens de façon différente. Un groupement d'étudiants doit avoir comme rôle non seulement de promouvoir les intérêts financiers, mais aussi de prendre des initiatives d'ordre culturel et artistique. Souvent, les initiatives proposées par un groupe sont dénudées d'intérêt pour l'autre.

À mon sens, les étudiants de langue française du Canada ont tout intérêt à se grouper pour les raisons suivantes : étudier les problèmes qui sont communs à nos universités et proposer des solutions, entretenir des contacts suivis avec les étudiants de langue française des autres provinces; grouper dans nos rangs les étudiants universitaires des collègues classiques qui pourraient difficilement adhérer à F. N. E. U. C. actuelle; nouer des relations avec les milieux culturels des autres pays de langue française et organiser les échanges avec les pays de

langue française et organiser les échanges avec les étudiants de langue française des autres pays, puisque l'E. U. M. C. centre surtout ses efforts, très louables d'ailleurs, sur les pays du Commonwealth; collaborer avec F. N. E. U. C. pour solutionner les problèmes propres à tous les étudiants canadiens et organiser rencontres et échanges avec les étudiants de ces universités.

À Laval, la principale objection apportée à la fondation de l'A. C. U. L. F. a été la crainte de voir se former une association à caractère séparatiste. Aux yeux de certains, toute initiative prise en marge du milieu de langue anglaise est considérée comme une manifestation de séparatisme. Ça me semble une notion tellement grossière, tellement déformée, tellement vidée de son sens qu'elle est en passe de devenir un mythe avec toutes les implications que cela comporte. Je veux bien admettre qu'une association d'étudiants de langue française soit séparatiste, si d'autres veulent porter la même accusation contre la section française de Radio-Canada, contre la section française de la Société canadienne d'éducation des adultes, contre le Conseil supérieur de la coopération et contre combien d'autres organismes canadiens-français collaborant avec des associations à but identique qui se sont formées au Canada anglais. Ceci reviendrait à accuser de séparatisme des personnalités comme le Père Lévesque, MM. Maurice Lamontagne, Pierre-Elliott Trudeau, Gérard Pelletier et... Léon Lortie. En fin de compte, pourquoi pas ? Pour servir ses fins, M. Rumilly n'accuse-t-il pas tout le monde de gauchisme...

De toute façon, les étudiants de langue anglaise de l'Université d'Ottawa n'ont pas cette terreur du séparatisme puisqu'ils ont favorisé l'adhésion de leur université à cette association. De plus, lors de la fondation, les membres de l'A. C. U. L. F. ont posé comme principale leur foi en la nécessité d'un organisme d'étudiants canadien⁴.

À cela, les opposants répondaient :

L'A. C. U. L. F. aurait pour but « d'aider les étudiants de langue française à résoudre leurs problèmes communs ». Or, à notre connaissance, les étudiants de langue française n'ont jamais élaboré de concert des projets « d'ordre culturel » dont la réalisation aurait dépendu exclusivement de l'existence de l'organisme projeté. Ou encore, des projets qui n'auraient pu être défendus à l'intérieur du F. N. E. U. C. déjà existante. À cet égard, le projet nous paraît dû à la génération spontanée plutôt que le fruit d'une prise de conscience collective répondant à des besoins précis. D'autre part, il semble être soutenu par des lignes de forces « infraculturelles ».

« La formation d'une telle association est la meilleure garantie de la protection de nos droits en matière d'éducation contre les empiètements d'Ottawa et d'ailleurs », trouvons-nous comme argument princeps dans un article du Quartier latin, excellent journal par ailleurs. Cet argument reste à être démontré qui met en lumière l'élément réactionnaire à la base du mouvement et laisse

prévoir une orientation où les préoccupations politiques pourraient l'emporter sur les intérêts étudiants d'abord et culturels ensuite. Pour nous, avant de se fédérer sur le plan culturel, les universitaires doivent se fédérer sur le plan étudiants du pays. C'est là un truisme.

« À la F. N. E. U. C., a-t-on dit, les réalisations matérielles, et à l'A. C. U. L. F., la promotion (ou la défense) de nos intérêts culturels ». Il n'est certes pas réaliste de ne reconnaître à la F. N. E. U. C. que des possibilités matérielles, et de refuser d'y voir un excellent instrument de promotion culturelle et de communication. Les réalisations d'importance ont manqué, soit mais bien souvent, « grâce » à l'abstention craintive des universitaires de langue française.

Enfin, certains prétendent que l'A. C. U. L. F. serait un moyen d'intégrer les universités de langue française à la F. N. E. U. C. Ceci n'est qu'une concession, un « deus ex machina » pour faire gober le projet à Laval. Ne serait-ce pas un chemin sérieux menant à la F. N. E. U. C. celui qui ne correspondrait pas à un désir ou à un besoin des étudiants des universités concernées, ici encore à une prise de conscience communautaire. Très relative est la valeur de l'embrigadement massif. Ce serait en outre un manque évident de psychologie que d'aller à la F. N. E. U. C. comme vers un champ de bataille⁵.

Même si elle n'a existé que sur le papier, l'A. C. U. L. F. peut être considérée comme précurseur de l'U. G. E. Q., en ce qu'elle se donnait pour objectifs la défense des intérêts culturels des étudiants francophones. Par exemple, la question de l'aide fédérale aux universités, alors vigoureusement débattue au Québec, n'a pas été étrangère à sa fondation. Telles n'étaient pas les préoccupations de l'Association des universités du Québec et de l'Association des conseils étudiants de la province de Québec (qui existèrent en 1958-59), dont le seul but était d'obtenir du gouvernement du Québec des réformes dans le domaine de l'éducation.

Tout au long des années 50, les universités du Québec, notamment l'université Laval, qui avaient pourtant soutenu la F. N. E. U. C. sans défaillir, n'ont cessé de réclamer de la Fédération des réformes de structures. À partir de 1962, quand Sherbrooke, après Montréal, réintégra la F. N. E. U. C., les demandes se sont faites plus pressantes. Une troisième crise devait en résulter. Au congrès de 1962, les délégations du Québec s'unirent pour réclamer l'institution de la double vice-présidence aux affaires nationales; l'un des vice-présidents devant être choisi par le caucous francophone, l'autre par le caucous anglophone. Également, on décida qu'il y aurait dorénavant deux secrétaires nationaux, celui de qui relèveraient les affaires relatives aux universités de langue française devant être bilingue.

Le 14 septembre 1963, les représentants des universités de Sherbrooke et Montréal et de l'université Laval se réunissaient à Sherbrooke afin d'établir un consensus sur les réformes de structures de la C. N. E. U. C., qu'elles se proposaient d'exiger du congrès prévu

pour le mois suivant. Essentiellement, ils voulaient que l'organisme reflète le caractère biethnique du Canada. Le 19 septembre, les représentants de l'Université de Montréal remettaient à la presse un communiqué donnant avis qu'à moins d'un accord sur leurs demandes, ils se retireraient de la F. N. E. U. C., en compagnie des étudiants de Sherbrooke. D'après *Le Devoir*, l'Université de Montréal posait l'ultimatum suivant : « Donnez aux étudiants canadiens-français les structures qu'ils demandent ou ils quitteront la F. N. E. U. C. ».

Les étudiants de Sherbrooke et de Laval répudièrent l'attitude et le ton de Montréal, tout en affirmant qu'ils s'emploieraient à obtenir les réformes désirées. En vérité, les conseils étudiants de Laval et de Sherbrooke donnèrent à leurs délégués au congrès le mandat de retirer leurs associations de la F. N. E. U. C. si celle-ci n'acceptait pas de devenir binationale.

Lors du congrès, au début d'octobre 1963, un étudiant de Laval, Jean Bazin, était porté à la présidence de la Fédération. En outre, le principe de la dualité ethnique et culturelle était reconnu, comme le droit pour chaque groupe ethnique de se donner les structures qu'il jugerait appropriées; également, la F. N. E. U. C. changeait de nom pour devenir l'Union canadienne des étudiants (U. C. E.). Les structures ont aussi été refaites en fonction de l'égalité des deux groupes : chacun était souverain dans les domaines de sa compétence exclusive. Une commission a été mise sur pied pour étudier plus à fond les structures du législatif et de l'exécutif, le fondement constitutionnel et les buts de la nouvelle organisation nationale. Elle devait comprendre sept membres : le président de l'U. C. E. (lequel n'aurait pas droit de vote), trois représentants francophones et trois représentants anglophones, élus par leur groupe respectif. Le congrès adopta d'autres mesures encore. L'exécutif de l'Union comprendrait un président et deux vice-présidents, ces derniers, nommés chacun par un groupe ethnique, pour assurer, entre autres choses, la structuration de leur secteur respectif. La création d'un bureau était également prévu : il comprendrait un président, deux vice-présidents (l'un de langue française et l'autre de langue anglaise), trois représentants d'expression française et de trois représentants d'expression anglaise, ces derniers devant être élus par leur groupe ethnique respectif.

Finalement, le congrès reconnaissait l'égalité entre les deux groupes ethniques lors de la mise aux voix de certaines questions fondamentales. Afin de prévenir tout malentendu à ce sujet, les universités de Montréal et McGill présentaient une résolution précisant deux de ces domaines fondamentaux auxquels cette règle s'appliquerait : sur le plan canadien, il y aurait égalité de voix entre les deux groupes pour l'adoption de la structure et de la constitution de l'Union; sur le plan provincial, cela toucherait l'adoption de la structure et de la constitution d'une organisation étudiante provinciale. Cette dernière proposition fut jugée ambiguë par certains. Comment pouvait-on parler d'organisation provinciale où les deux groupes ethniques auraient l'égalité des voix, puisqu'on avait décidé

de scinder les deux groupes en deux organisations nationales ? Cette mesure s'appliquait-elle seulement au Québec ou à toutes les provinces ?

Au début de septembre 1964, l'Université de Montréal fit connaître sa décision de se retirer de l'U. C. E. Par la suite, ce fut au tour de Sherbrooke. L'université Laval se retira la dernière, à la fin du congrès de septembre 1964, après qu'on eût refusé de scinder l'U. C. E. en deux associations parallèles.

Le 15 novembre 1964, l'U. G. E. Q. était officiellement créée. Un exécutif provisoire était déjà en fonction, depuis le 8 mars 1963, groupant des représentants des universités de Montréal, de Québec et de Sherbrooke. Étaient membres de l'U. G. E. Q., 55 000 étudiants du Québec, déjà membres d'une unité de base (collège, faculté, etc.), elle-même membre d'une fédération ou d'une association générale universitaire, lorsqu'une telle fédération ou association existait.

Objectifs

Comme l'indique ce qui précède, la rupture survenue en 1964 est principalement attribuable à un désaccord sur les objectifs. Il y avait d'abord ceux inhérent au syndicalisme étudiant des francophones. Parler de syndicalisme étudiant, c'était mettre l'accent sur les objectifs externes et éducatifs, par opposition aux objectifs utilitaires et récréatifs.

Dès 1947, Maurice Sauvé, alors président de la F. N. E. U. C., insistait sur ce point. Dans le rapport du président, il définissait la F. N. E. U. C. comme le syndicat national des étudiants canadiens. Tout en admettant que, contrairement au syndicat ouvrier, les membres de la F. N. E. U. C. n'étaient pas liés par les décisions de leurs dirigeants et, en outre, que leur statut d'étudiant était temporaire, il n'en estimait pas moins, qu'en tant qu'intellectuel, l'étudiant avait des droits et des devoirs correspondants. Selon lui, la Fédération devait, entre autres tâches, se consacrer à la défense et à la promotion des droits des étudiants, et, parallèlement, chercher à les rendre plus conscients de leurs devoirs envers la société. À plus de 15 ans d'intervalle, les initiateurs de l'U. G. E. Q. reprendraient les mêmes arguments, à peu près dans les mêmes termes.

C'est ainsi que, au début des années 60, les dirigeants étudiants de langue française faisaient de la cogestion et de la gratuité scolaire des objectifs importants, que n'épousaient pas leurs confrères anglophones. L'idée du syndicalisme étudiant circulait d'ailleurs depuis des années déjà parmi les dirigeants étudiants du Québec. Selon eux, les étudiants de langue française avaient conscience de former une classe distincte; entre autres choses, ils avaient pris conscience de leur rôle social et de leurs responsabilités envers la collectivité et voulaient prendre une part active à la vie de la communauté. Par ailleurs, il leur semblait impossible que les étudiants de langue anglaise, répartis entre plusieurs universités et collèges, et 10 provinces, puissent accéder à cette conscience de

classe, qui les forcerait à se définir, à cerner leurs intérêts, à connaître leurs besoins. À tout dire, il n'existait, à leurs yeux, aucune pensée étudiante, ni de véritable mouvement chez leurs confrères anglophones. Selon un mot du président des étudiants de l'Université de Montréal, rapporté dans le *Carabin* du 7 février 1963, « la F. N. E. U. C. est à l'opposé de l'action étudiante, elle est folklorique au maximum, elle est très loin de l'âge adulte ».

La charte de l'U. G. E. Q., et certains documents officiels, définissent nettement les objectifs de l'association. Celle-ci se présente comme un syndicat étudiant québécois : elle fait du syndicalisme étudiant le principe directeur de toute sa pensée et de toute son action. Elle vise à canaliser toutes les forces étudiantes du Québec, à les grouper dans un front commun unique, à donner un plus grand champ d'application au syndicalisme étudiant, à promouvoir la conscience syndicale et le sens social des étudiants, à aider les structures syndicales étudiantes à s'établir sur des bases solides. Elle se donne pour tâche la mise sur pied de services pour l'ensemble des étudiants et entend promouvoir l'accessibilité générale des citoyens à l'enseignement supérieur, la revalorisation de cet enseignement et la liberté des institutions de haut-savoir. Elle se propose, en coordonnant les revendications étudiantes, qui seraient conformes à sa politique, d'agir comme groupe de pression auprès des gouvernements et de constituer un corps intermédiaire capable de contribuer efficacement à l'épanouissement de la collectivité québécoise. On préconise donc une pensée étudiante positive, tournée vers l'avenir, et orientée, d'abord et avant tout, vers le progrès politique, social et culturel de la classe étudiante et de la collectivité québécoise tout entière.

De plus, l'U. G. E. Q. estime que l'étudiant est un jeune travailleur intellectuel et que ses droits et devoirs sont identiques à ceux des jeunes travailleurs manuels. Ensemble, ils constituent les éléments les plus dynamiques de la collectivité et sont, à ce titre, les agents les plus efficaces de transformation de la société québécoise. Elle veut s'employer à faire disparaître les inégalités et les injustices qui y persistent, notamment, l'impossibilité pour plusieurs de jouir des fruits du siècle de l'abondance, et, plus grave encore, l'impossibilité pour un trop grand nombre d'accéder à une éducation conforme à leurs talents et aux besoins présents et futurs de la collectivité.

Compte tenu de la situation existant alors au Québec, et du rôle que l'Ugeq assigne aux jeunes travailleurs manuels et intellectuels, les dirigeants estiment que seule l'action syndicale peut assurer la participation réelle et efficace des étudiants à l'entreprise de transformation de la société québécoise. Ils considèrent que l'organisation politique, économique et sociale de la collectivité québécoise doit viser d'abord à la satisfaction des besoins de l'ensemble et non à l'accumulation de profits par quelques-uns. Pour atteindre les objectifs, ils entendent appuyer les revendications des ouvriers et des cultivateurs et de tout autre groupe poursuivant des fins

similaires, et se propose d'utiliser tous les moyens démocratiques de pression — mémoires, manifestations et grèves.

Cependant, la création de l'U. G. E. Q. se rattache à une cause plus immédiate. Les étudiants des deux groupes ethniques entretenaient au sujet du système politique canadien, et plus particulièrement des compétences respectives du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux, des vues fort opposées. Par exemple, la question de l'aide fédérale à l'éducation a constitué, dans les années 60, comme en 1957, au moment de la fondation de l'A. C. U. L. F., la principale « pomme de discorde » entre les deux groupes. Dès le congrès de la F. N. E. U. C., en septembre 1960, l'université McGill avait proposé que la F. N. E. U. C. fasse pression auprès du gouvernement fédéral pour qu'il accorde aux étudiants 10 000 bourses d'études, de \$ 600 chacune. Les délégations de l'université Laval et de l'Université de Montréal s'opposèrent à cette résolution qui, en invitant le gouvernement fédéral à s'ingérer dans un domaine strictement provincial, violait à leurs yeux l'article 93 de l'A. A. N. B. Elles étaient acquiescentes aux mouvements en faveur de l'éducation, mais insistaient pour que soient respectées les compétences provinciales. En outre, elles estimaient indéfendable la position de McGill, surtout depuis que le nouveau gouvernement du Québec avait promis d'apporter une solution globale au problème de l'éducation. Pourquoi réclamer des bourses d'Ottawa, alors que le gouvernement du Québec s'orientait vers la gratuité scolaire ? Il fallait, disait-on, donner au gouvernement du Québec le temps d'atteindre son objectif. Ces deux universités, appuyées en cela par celle de Moncton, menacèrent donc de se retirer de la F. N. E. U. C., si la proposition de McGill était reçue : finalement, elle fut retirée et le congrès adopta une résolution demandant l'aide des gouvernements provinciaux et, au gouvernement fédéral, une simple collaboration.

La F. N. E. U. C. n'en adressa pas moins un mémoire au gouvernement fédéral dans lequel elle réclamait, malgré la décision du congrès, l'établissement du programme de bourses proposé par McGill. Les universités de langue française firent connaître publiquement leur opposition, pour les raisons déjà mentionnées.

Au congrès d'octobre 1961, les étudiants de langue anglaise, cédant aux pressions des représentants de Montréal, de Sherbrooke et de Laval, acceptèrent d'agir auprès des gouvernements provinciaux afin qu'ils augmentent les budgets de l'éducation, et auprès du gouvernement fédéral, pour que ce dernier accorde aux provinces les ressources nécessaires.

Le 13 mars 1964, à la suite d'entretiens avec les premiers ministres et les ministres de l'éducation de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse, du Manitoba et de la Saskatchewan, le président de l'U. C. E. se déclare favorable à l'aide fédérale en faveur des étudiants, à la condition que les provinces disposent à leur guise des subventions qui leur seraient ainsi versées. Le bureau de l'U. C. E. appuie la position de son président, mais sans avoir consulté les membres. Les universités de langue française du Québec

ne se considèrent donc liées en aucune façon et s'opposent au projet de loi C-110, portant sur la garantie du gouvernement fédéral pour les prêts aux étudiants. Elles réaffirment le principe selon lequel l'éducation est du ressort des provinces. Lorsque la loi est votée, en septembre 1964, les universités de langue française la tiennent pour inconstitutionnelle. Peu après, elles se retirent de l'U. C. E.

Activités

Au cours des années où ils étaient associés à la F. N. E. U. C. (puis à l'U. C. E.), les étudiants francophones du Québec prenaient part aux diverses activités de cette organisation. Ils bénéficiaient aussi de certains avantages, notamment des réductions accordées par les compagnies de transport sur le prix du passage, par les fabricants canadiens sur le prix des articles de sport, etc. Cependant, bien qu'il ait été institué dès 1927, peu d'entre eux ont participé au programme d'échanges permettant aux étudiants de s'inscrire dans une autre université canadienne que celle de leur région. Les étudiants de langue anglaise ont été à peu près les seuls à se prévaloir de ce service. En 1938, la F. N. E. U. C. créait la Presse universitaire canadienne (P. U. C.), laquelle groupait, au début, tous les journaux étudiants des universités canadiennes et comportait un service d'échange de nouvelles. Plus tard, d'autres services devaient s'ajouter, visant à l'amélioration du journalisme universitaire : communiqués de presse, textes diffusés à tous les journaux, remises de trophées et de prix aux meilleurs journaux.

En décembre 1961, le *Quartier latin*, de l'Université de Montréal, se retirait de la P. U. C. parce que le coût des services était beaucoup trop élevé, compte tenu du peu d'informations en français qui en émanaient. Le *Campus estrien*, de l'Université de Sherbrooke, s'en retirait également, par solidarité. En décembre 1962, les deux seuls journaux étudiants de langue française encore membres de la P. U. C., *Le Carabin*, de l'université Laval, et *la Rotonde*, de l'Université d'Ottawa, s'en retiraient à leur tour alléguant que l'éthique de la P. U. C. s'inspirait des journaux de langue anglaise, dont le style, la politique et les intérêts, n'avaient rien en commun avec ceux de langue française. Les journaux de langue anglaise insistaient surtout sur l'information, qui était en outre à caractère local surtout, alors que les étudiants francophones tendaient vers un journalisme d'opinion. Québec et Ottawa lui reprochaient également d'être unilingue, et de coûter beaucoup trop cher pour des nouvelles qu'il leur fallait traduire et adapter.

Après leur retrait de la P. U. C., les journaux de langue française ont décidé d'adhérer à la P. E. N. (Presse étudiante nationale), groupant surtout les journaux de collèges classiques et d'écoles secondaires francophones. Toutefois, au mois d'octobre 1965, les journaux universitaires québécois décidaient de se retirer de la P. E. N. et de fonder la P. U. Q. (Presse universitaire québécoise) qui refléterait mieux leur conception du journalisme étudiant et les préoccupations du milieu universitaire.

En 1948, la F. N. E. U. C. créait les débats universitaires et, en 1952, elle instituait un bureau de tourisme, qui offrait une assistance technique pour les voyages, les études et le travail outre-mer, et qui se mettait à la disposition des étudiants étrangers au Canada. En 1958, elle organisait un premier colloque national sur l'éducation. Cette réunion, qui devint annuelle, visait à favoriser les contacts entre étudiants canadiens et, en particulier, entre étudiants des deux groupes ethniques. Cette initiative a été couronnée de succès. À partir de 1962, la F. N. E. U. C. tint un colloque sur les affaires internationales. Elle organisa également des rencontres régionales, des concours de littérature et de photographie, mit sur pied un système d'emploi d'été, un régime d'assurance-vie, et un service de documentation sur l'éducation.

En conclusion, précisons que pour les francophones, les activités de la F. N. E. U. C. (plus tard l'U. C. E.) avaient un caractère assez artificiel. Ses initiatives n'étaient pas à la portée de tous les étudiants; seule une infime minorité de la population étudiante du Canada bénéficiait des services qu'elle avait mis sur pied. De telles critiques n'émanaient pas que des Canadiens français. Les étudiants de l'université Sir George Williams, par exemple, s'étaient retirés de la F. N. E. U. C., en septembre 1961, parce que, selon eux, cela coûtait trop cher pour les services rendus.

Selon l'A. G. E. U. M., ses membres ne profitaient à peu près pas des services offerts par l'U. C. E., parce que, d'une part, l'A. G. E. U. M. offrait déjà la plupart des services « accessibles » aux francophones. Quant aux autres services, ils s'inspiraient, selon elle, d'une mentalité telle qu'ils n'offraient pas d'intérêt pour les francophones.

Les communications

Pendant longtemps les revendications des étudiants francophones ont porté surtout sur l'emploi des langues et la coordination. Dans un article qu'il fit paraître immédiatement après son accession à la présidence de la F. N. E. U. C., Gabriel Gagnon, après avoir annoncé certaines réformes de structures, ajoutait :

Le principe d'un bilinguisme intégral a été réaffirmé de façon non équivoque par le congrès (de 1956).

Le secrétariat national sera maintenant composé d'un secrétaire exécutif bilingue, Jim Pickett, d'une secrétaire associée et d'une dactylo bilingue elle aussi.

De plus, on travaillera à la réalisation d'un système de traduction simultanée avec interprètes et écouteurs; ce système a des chances d'être en fonction dès le prochain congrès...

Tous ces principes qui sont autant de manifestations d'un désir d'unité du Canada dans sa diversité ont été surtout défendus par des universités de langue anglaise : cet effort de leur part est à souligner⁶.

Dans un article intitulé « L'atmosphère du Congrès », le président régional de la F. N. E. U. C. présentait une version un peu moins idyllique de ce congrès, mais ses conclusions étaient sensiblement les mêmes :

Une minorité ethnique est naturellement chatouilleuse sur ses droits et privilèges. Entourée de gens de culture et de langue différentes, elle ressent son insécurité et pousse souvent les hauts cris pour se rassurer et se faire craindre. Cette attitude boudeuse est puérile, irréfléchie mais aussi normale... Jusqu'à un certain stage de son évolution.

C'est ainsi que les délégués de Laval ont commencé le dernier Congrès de la Fédération des étudiants canadiens, bien résolus à ne pas s'en laisser passer. Ils ont refusé la ratification immédiate de l'engagement de James Pickett comme secrétaire-exécutif de la Fédération, pour pouvoir faire enquête plus avant sur le bilinguisme de ce dernier. Ils ont exigé que le drapeau de la Province de Québec apparaisse à côté du Red Ensign dans le hall de l'assemblée. Ils se sont plaints ouvertement du manque d'un interprète spécial bilingue durant les délibérations. À la fin de la première journée, la langue saxonne continuant de fuser de toutes parts, les délégués de Laval avaient les nerfs à fleur de peau.

C'est alors que l'atmosphère latente du congrès se mit à percer, une atmosphère faite d'humilité, de compréhension, de largeur de vues. Dans les commissions qui suivirent, deux interprètes se mirent à la disposition des délégués de Laval. Le secrétaire-exécutif Pickett vint rencontrer les gars de Laval qui le sou-mirent à la question pendant trois heures; l'examen fut satisfaisant. Le délégué de Saskatchewan souligna le paradoxe suivant : « Le Canada se glorifie à l'étranger de posséder une double culture mais peu de Canadiens symbolisent vraiment leur pays si ce n'est certains Canadiens français ». Le délégué d'Alberta proposa qu'aucun congrès futur n'ait lieu sans interprète bilingue officiel, ceci à cause de l'ignorance de plusieurs délégués, de la langue française. Des délégués de Queen's, de Dalhousie, de Bishop's, firent des efforts louables pour s'exprimer en français durant les débats. Le point de vue du président de l'A. G. E. L. était si important dans les discussions qu'un matin, on attendit ce dernier, qui était en retard, pendant une heure avant de commencer la session. Les réunions officieuses dans la chambre des délégués de Laval étaient les plus populaires et les plus gaies, toutes truffées de folklore canadien-français. Un symposium fut tenu sur le rôle du Canada français dans l'avenir du pays; les réactions de l'audience stigmatisèrent l'ignorance des Français par les Anglo-Canadiens et leur manque d'adaptation au fait canadien. Il fallait voir ces anglophones venir, en se frappant la poitrine, nous affirmer l'espoir de s'exprimer un jour dans notre belle langue.

Il est certain que c'est surtout la jeune génération qui réagit ainsi; il est certain que nous devons prouver que le français n'a

pas, au Canada, qu'une valeur culturelle, sentimentale, mais aussi que c'est une langue utile, nécessaire à tout Canadien d'envergure⁷.

Il a cependant fallu attendre le congrès de 1960 pour voir apparaître la traduction simultanée, bien que les francophones l'aient réclamée à maintes reprises. De plus, malgré les espoirs qu'avaient fait naître le congrès de 1956, à peu près tous les documents publiés par la F. N. E. U. C. restaient unilingues, ce dont les francophones n'ont pas manqué de se plaindre.

Les mêmes questions revenaient à propos de la Presse universitaire canadienne. Au congrès de 1959, *le Carabin* avait fait adopter à l'unanimité une résolution stipulant que le président de la P. U. C. devait prévoir un système adéquat de traduction, afin que les délégués d'expression française au congrès puissent s'exprimer dans leur langue. Les Canadiens français devaient parler anglais pour être compris, la majorité des délégués ne connaissant pas le français. Au congrès de 1962, un interprète résumait en anglais les interventions des délégués de langue française, mais il n'était pas question du contraire. De plus, tous les documents officiels du congrès n'existaient qu'en version anglaise.

Le premier magazine national bilingue ne fut publié par la F. N. E. U. C. qu'en 1962. Les textes français étaient si mauvais — erreurs typographiques, style inacceptable — que cela souleva un tollé général. Les commentaires vinrent nombreux et acerbes; le plus élogieux, télégraphié aux quartiers généraux de la F. N. E. U. C. à Ottawa, par l'association des étudiants de l'Université de Montréal, se lisait ainsi : PAR TOUS LES SAINTS DU CIEL STOP NE DIFFUSEZ PAS D'AVANTAGE STOP UNE CONNERIE AUSSI MONUMENTALE. Pour réparer cette erreur, l'exécutif de la F. N. E. U. C. en commit une autre, imprimant 1 000 exemplaires corrigés de son magazine, pour les universités de langue française seulement !

La coordination

Parallèlement aux griefs relatifs à l'emploi presque exclusif de l'anglais, les étudiants francophones, comme les étudiants anglophones d'ailleurs, ont constamment reproché à la F. N. E. U. C. sa trop grande centralisation et la coordination artificielle qui en résultait.

Nous avons déjà cité, sur cette question, un texte d'André Savard. Dans un article subséquent, il présentait une critique assez élaborée du mode de coordination existant à la F. N. E. U. C. Ses opinions étaient d'ailleurs partagées par nombre d'étudiants.

La F. N. E. U. C., dans sa formule présente, ne semble pas satisfaire les étudiants de la section du Québec (province de Québec). McGill et Montréal n'en font pas partie et à Laval son efficacité reste encore à être démontrée. Or nous avons toujours cru à la nécessité d'un médium de communication entre toutes les universités du pays et nous avons toujours vu dans une association de

ces universités la meilleure façon d'intégrer les forces étudiantes au Canada.

Mais une étude assez sérieuse de la F. N. E. U. C. depuis quatre ans, nous a convaincu que cet organisme possédait en elle-même le virus qui la tuait lentement aux yeux des étudiants de la section de Québec (pour ne parler que de ceux-ci) et qu'une réforme de structure s'avérait nécessaire pour répondre à ce besoin d'intégration dont nous faisons l'objet principal d'une fédération nationale d'étudiants. La faiblesse du mouvement consiste en une mauvaise répartition dans la constitution des pouvoirs ou des initiatives entre l'exécutif central de la F. N. E. U. C. et l'exécutif respectif de chacune des quatre sections qui subdivisent la F. N. E. U. C. : c'est-à-dire les sections de l'Ouest, de l'Ontario, du Québec et celle des Maritimes.

Une forte concentration des pouvoirs au sein du secrétariat général à Ottawa, a laissé prévaloir, chez nous du moins, cette fausse impression que toute initiative d'activités doit venir de ce centre majeur de diffusion et que conséquemment les dirigeants de chacune des quatre divisions de la F. N. E. U. C. n'ont qu'à emboîter le pas à la suite de directives précises venues de ce corps central. L'idée a toujours prévalu que la division du Québec (entre autres) ne pouvait pas prendre l'initiative d'une politique régionale qui aurait uni les étudiants du Québec soit par des manifestations de masse ou encore par des collaborations partielles. Quoique la constitution de la F. N. E. U. C. dans sa lettre, ne défend nullement l'expression de cette prise de conscience commune d'une section et qu'au contraire elle impose des rencontres des membres du bureau exécutif d'une section (bureau qui groupe des représentants de chacune des universités de la section), la tendance s'est toutefois affirmée que seul le congrès général annuel dresse un programme d'activités pour l'année et que les sections ne sont que de simples organes d'administration sans pouvoir autonome.

Pourquoi les sections et en particulier celle du Québec, ont-elles prises cette mauvaise tangente ? La réponse est simple : c'est parce que la constitution n'est pas assez impérative tant qu'aux devoirs qui incombent aux exécutifs de chaque section. Alors que la Constitution est plus explicite à l'égard des fonctions du corps fédératif pris dans son entier, les juridictions réservées aux sections sont pour leur part très peu détaillées.

Pourtant on aurait dû de ce fait incliner vers une plus grande initiative pour la section puisque la constitution ne défendait rien de cela. On y a vu plutôt une limitation embarrassante.

Les sections ont ainsi pris la mauvaise habitude d'élaborer leur plan d'activités pour une année exclusivement lors du congrès général annuel, et comme un congrès national ne peut que très difficilement tenir compte des particularités et besoins propres de chaque section, le programme élaboré à ce congrès se restreignait forcément à une politique d'envergure

nationale, limitant ainsi la portée du mouvement tout en créant le mécontentement.

Comme le Canada politique resplendit de sa force et de son unité en autant que les institutions qui le composent remplissent leur rôle propre et exclusif dans leur sphère respective, la F. N. E. U. C. sera une institution compréhensive et efficace en autant que les sections qui s'y intègrent seront aptes à prendre l'initiative que leur caractère leur confirme de nature sinon de droit...

Laval a déjà fait un premier pas dans ce sens lorsqu'il a fait adopter la motion à l'effet que dorénavant le chargé d'une section ou région ne se nommera plus vice-président régional mais bien président régional; ce qui a affirmé le principe que chaque section forme en elle-même un tout complet en unissant toutes les universités comprises dans cette section⁸.

Un début de décentralisation s'amorçait donc vers la fin des années 50. Ayant surmonté la crise provoquée par la création de l'A. C. U. L. F., la F. N. E. U. C. connut une prospérité et une tranquillité relatives jusqu'en 1962. L'agitation, cette année-là, des étudiants francophones du Québec n'était plus rattachée aux problèmes des communications et de la coordination. Pour eux, tout cela était dépassé. C'est au mode de représentation et surtout au mode d'association qu'ils s'attaquaient, et les réformes désirées à ce niveau représentaient la condition *sine qua non* de leur participation à la F. N. E. U. C. (puis à l'U. C. E.).

La représentation

Depuis 1948, où les régions du Québec et de l'Ontario ont remplacé les deux régions centrales, l'une francophone et l'autre anglophone, le Québec formait une région sur quatre à l'intérieur de la F. N. E. U. C. Toutefois, la représentation des francophones à l'assemblée générale était fonction du nombre d'universités affiliées à la F. N. E. U. C. Ils se trouvaient ainsi souvent en minorité, même au Québec, à cause surtout des désaffiliations de Montréal et de Sherbrooke; et cela bien que le nombre de voix accordées à chaque université (sauf pour ce qui était des amendements à la constitution) était proportionnel à ses effectifs.

Au congrès de septembre 1960, les universités du Québec, tant de langue anglaise que de langue française, proposèrent l'affiliation des conseils étudiants des collèges classiques à la Fédération, soit directement et de plein droit, soit par l'intermédiaire de l'université à laquelle ils étaient affiliés. Naturellement, seuls les conseils étudiants des collèges comptant au moins 100 élèves dans les classes du niveau des Facultés des arts (c'est-à-dire à partir des Belles-Lettres) pourraient devenir membres de la F. N. E. U. C. Cette mesure fut acceptée, à la satisfaction des universités québécoises de langue française car la représentation canadienne-française, jusque-là très inférieure à celle des Canadiens anglais, s'en trouverait améliorée. Un éditorial du *Carabin* du 5 octobre 1961 traitait de cette question :

Quel rôle joue le groupe français dans la F. N. E. U. C. ? Jusqu'ici il faut dire que nous avons dû suppléer à la quantité par la qualité et nous y avons en grande partie réussi. Pourtant, la qualité ne peut suffire et nous devons laisser des responsabilités importantes et pleines de prestige entre les mains du groupe de langue anglaise, faute d'un nombre suffisant de candidats disponibles de langue française à présenter. Il va sans dire que le caractère de l'organisation entière s'en ressent et que notre point de vue et notre influence n'est [sic] pas aussi grande qu'elle pourrait l'être et qu'il est désirable qu'elle soit. Sur 36 universités ou collèges qui sont membres de la F. N. E. U. C., il n'y en a que 5 de langue française. Ceci est incompatible avec l'importance que nous avons dans ce pays sur le plan de l'éducation en général. Or nous pouvons changer cette situation très facilement. En effet, un grand nombre de collèges classiques ou d'autres maisons d'enseignement supérieur comme les écoles normales pourraient, dès maintenant, joindre les rangs de la F. N. E. U. C. selon les règlements actuels. Devant l'importance et la valeur que prend la Fédération et les conséquences désastreuses qu'à la longue notre infériorité numérique risque d'amener, il n'est plus permis d'hésiter. D'ici un an, nous devrions présenter la candidature d'au moins 5 collèges ou autres parmi les plus importants de la province. Il faut que les trois universités françaises du Québec entreprennent une campagne de ce côté et fassent connaître l'importance d'une telle démarche. Il ne s'agit pas de les attirer dans un mouvement pour se servir d'eux par simple opportunisme, mais parce que mutuellement la Fédération, le groupe français et eux-mêmes en bénéficieront.

D'autres arguments en faveur de l'adhésion des collèges classiques à la F. N. E. U. C. étaient invoqués : en suscitant un intérêt pour la Fédération dès le cours classique, nous préparons un personnel qui en connaîtra au moins les rouages; étant donné que les jeunes Canadiens anglais sont déjà, à l'âge des élèves du classique, habitués aux congrès, réunions, rencontres, il serait souhaitable qu'il en soit de même pour les jeunes Canadiens français; une participation active des collèges classiques à la F. N. E. U. C. préparerait les élèves de ces collèges au milieu universitaire.

Pourtant, aucun collège classique francophone n'adhéra à la F. N. E. U. C., alors que le Ryerson Institute s'y affiliait en septembre 1962. La raison en est que les universités de langue française n'ont à peu près rien fait pour inciter les élèves du secondaire à se joindre à eux. Dans la région de Québec, l'université Laval a tenu une seule réunion d'information auprès des collèges classiques, en 1962. De plus, la rupture entre les universités de langue française et l'U. C. E. est survenue avant qu'on ait pu donner vraiment suite à ce projet.

Tout cela explique la sous-représentation des francophones aux postes de direction. Entre 1927 et 1965, sur 25 présidents élus, 5 seulement étaient francophones — 3 de Laval et 2 de Montréal.

Durant la même période, trois étudiants de McGill et un de Bishop's accédaient à la présidence, soit presque autant à elles seules que les deux grandes universités francophones du Québec. De même, il est arrivé 4 fois sur 12 que le poste de vice-président, puis de président régional pour le Québec, ait été confié à un anglophone. Il y eut même deux exécutifs, ceux de 1952-1953 et de 1956-1957, où on ne trouvait pas un seul francophone. Hors de la région du Québec, il est arrivé une fois seulement qu'un francophone soit président régional. Ajoutons qu'au moins un des présidents francophones, Jean Bazin de Laval, qui fut élu en 1963, lors de la dernière grande crise de l'organisation étudiante pan-canadienne, fut accusé de ne pas être, malgré sa bonne volonté, représentatif des positions des universités francophones du Québec. On pourrait en dire presque autant de Gabriel Gagnon, élu en 1956, et que n'agréaient pas les représentants de Montréal, Sherbrooke et Ottawa. Ces derniers devaient d'ailleurs fonder l'A. C. U. L. F. quelques mois plus tard. Il représentait cependant les positions de Laval, et avait été élu afin de tenter de rallier les autres universités francophones, et pour travailler à l'extension du bilinguisme au sein de la F. N. E. U. C.

Conclusion

Depuis la création de l'Union générale des étudiants du Québec, les relations avec l'Union canadienne des étudiants, bien que rares, ont été relativement bonnes. À preuve, l'attitude de l'U. C. E. à propos de la demande d'affiliation de l'U. G. E. Q. aux organisations internationales. L'U. G. E. Q. a, en effet, demandé son affiliation à la Conférence internationale des étudiants (C. I. E.), créée en 1950, et à l'Union internationale des étudiants (U. I. E.), fondée en 1946. La C. I. E. avait été formée par des associations dissidentes qui s'opposaient à ce que l'U. I. E. soit dominée par une idéologie politique, et dirigée par des éléments extérieurs au mouvement étudiant. Elles s'étaient séparées plus précisément en raison de l'exclusion de la Yougoslavie de l'U. I. E., lorsque Staline avait rompu toutes relations avec Tito. Depuis ce temps, l'U. I. E. est considérée comme s'alignant sur la politique étrangère de l'U. R. S. S., et la C. I. E., sur celle des États-Unis.

L'U. G. E. Q. estimait que ces deux organismes ne différaient pas fondamentalement, puisque leurs politiques se rapprochaient de plus en plus. Elle considérait en outre qu'il ne fallait pas séparer le monde étudiant en deux groupes, un bon et un mauvais. Au deuxième congrès de l'U. G. E. Q., en novembre 1965, le président de l'U. C. E. est venu dire aux délégués que son association reconnaissait l'U. G. E. Q. comme une union « national » d'étudiants et, qu'en conséquence, elle avait droit à une présence effective sur la scène internationale. L'U. C. E. a décidé d'appuyer la demande d'affiliation de l'U. G. E. Q., non seulement à la C. I. E., à laquelle l'U. C. E. est affiliée, mais aussi à l'U. I. E., à laquelle elle n'est pas affiliée. L'acceptation de l'U. G. E. Q. par la C. I. E. créerait un précédent car cette association, comme l'U. I. E. d'ailleurs, n'accepte qu'un seul organisme étudiant par pays. De ce point de vue, la prise de position de l'U. C. E. est très importante.

D'autre part, quand s'est posée la question de l'affiliation de McGill, l'U. G. E. Q. a de son côté manifesté sa vocation nationale, en demandant à cette université de choisir entre elle et l'U. C. E. Lors du congrès d'octobre 1965, l'U. G. E. Q. agréait l'université McGill, à la condition que celle-ci se retire de l'U. C. E. dans les 10 mois à venir. Seuls 4 délégués de l'Université de Montréal s'étaient opposés à l'entrée de McGill. À ce même congrès, elle avait accepté l'université Sir George Williams, le collège Marianopolis et les étudiants québécois de l'Université d'Ottawa. Pour Sir George Williams et Marianopolis, il n'y avait pas de problème, puisqu'ils n'étaient pas affiliés à l'U. C. E. De même, l'U. G. E. Q. acceptait les étudiants québécois de l'Université d'Ottawa parce qu'ils ne faisaient pas partie de l'U. C. E.

C'est le 20 octobre 1965, sur recommandation du comité établi pour étudier la question, que le Conseil étudiant de McGill, désireux de participer à la reconstitution sociale et économique du Québec décidait de s'affilier à l'U. G. E. Q. Il souhaitait faire front commun avec les étudiants québécois de langue française. Il considérait également avoir un intérêt dans les questions d'éducation, compétence provinciale. De plus, le Conseil acceptait le syndicalisme étudiant. Finalement, il préférerait l'U. G. E. Q. à l'U. C. E. parce que cette dernière, estimait-il, était de tendance réactionnaire : on s'y occupait peu des problèmes sociaux.

Ces adhésions ajoutaient aux revenus de l'U. G. E. Q., mais surtout elles augmentaient sa représentativité vis-à-vis le gouvernement québécois et sur le plan international en lui permettant de parler non seulement au nom des étudiants de langue française, mais de tous les étudiants du Québec.

Le 16 novembre 1965, le Conseil étudiant de McGill décidait de faire ratifier sa décision d'adhérer à l'U. G. E. Q. par tous les étudiants. Un référendum fut tenu le premier décembre 1965. Les étudiants se prononcèrent contre l'adhésion par 2 859 voix contre 2 548. Le 8 décembre, le Conseil déclarait le référendum non valide parce qu'environ 1 100 étudiants n'avaient pu se prononcer faute d'un nombre suffisant de bulletins de vote. Un second référendum fut tenu le 26 janvier 1966. Les étudiants de McGill votèrent de nouveau contre l'adhésion par 2 893 voix contre 2 254.

L'exécutif de McGill et le *McGill Daily* firent campagne en faveur de l'affiliation à l'U. G. E. Q. Ceux qui s'y opposaient formèrent le « Committee for a rational approach to U. G. E. Q. », et publia un journal, *Resistance*. Le « Committee for a rational approach to U. G. E. Q. » affirmait que le syndicalisme étudiant et l'idéologie organisée par l'U. G. E. Q. étaient contraires aux intérêts des étudiants de McGill. La masse étudiante en tant que telle n'a pas à prendre partie dans les problèmes politiques et ceux du travail. Elle n'a pas à promouvoir un changement social radical dans la province de Québec. Faire partie de l'U. G. E. Q. ajoutait-on, c'est collaborer étroitement avec

les centrales syndicales et appuyer les grèves. En quoi la socialisation des professions est-elle à l'avantage des étudiants de McGill ? De plus, le comité était effrayé par la politique économique de l'U. G. E. Q. : coopératives étudiantes, campagne contre les compagnies de finance. Notons enfin, qu'au premier référendum, ce sont les facultés de droit, d'architecture et de médecine qui se sont opposées le plus fortement à l'adhésion à l'U. G. E. Q.

De l'avis des observateurs francophones, l'orientation syndicale de l'U. G. E. Q. effrayait la majorité des étudiants de McGill. Le fait que McGill devrait, pour faire partie de l'U. G. E. Q., se retirer de l'U. C. E. a pu influencer également le vote des étudiants. Il faut aussi tenir compte du fait que l'U. G. E. Q. était un organisme unilingue. Les membres du « Committee » n'étaient pas intéressés à être minoritaires dans une association formée d'une majorité de francophones. Certains avaient peur du séparatisme et des désordres sociaux qu'il pourrait entraîner. On considérait que l'U. G. E. Q. avait opté pour l'indépendance du Québec.

La veille du second référendum, le président de l'A. G. E. U. M., l'un des quatre délégués qui s'étaient opposés à l'entrée de McGill dans l'U. G. E. Q. déclara à la presse que l'adhésion de McGill à l'U. G. E. Q. signifierait le retrait de l'U. C. E., l'unilinguisme intégral et la revision de leur statu privilégié, et signala : « Il faudra un jour que les Québécois de langue anglaise acceptent de jouer leur rôle de minoritaire ». Pour couronner le tout, il ajoutait : « La présence des McGillois risque de produire la même sclérose qui existait à l'U. C. E. avant le retrait des Québécois ».

Cette prise de position, et d'autres que nous avons déjà signalées, indiquent assez clairement que, de façon latente sinon manifeste, l'U. G. E. Q. considérait l'indépendance du Québec comme une tendance irréversible. Dans cette perspective, il n'était évidemment pas question de rechercher avec l'U. C. E. un mode d'association autre que celui qui doit exister entre étudiants de deux « nations » déjà presque indépendantes l'une de l'autre.

*The Canadian Union of Students**Structure*

Although students who are members in good standing of an affiliated association of the C.U.S. are also individual members, the structure of the organization really rests on student *associations*. The constitution states that

The student association of each institution of post-secondary learning, located within the territorial limits of Canada, that has more than one hundred students represented by a democratically constituted student association may become a general member of the Union.

At the time of writing, C.U.S. represented about 50 institutions and well over 100,000 students.

Annual congresses are held by the C.U.S. at which one day is devoted to the general meeting. The Congress, the supreme policy-making body of the Union, is composed of the board of directors, the delegates of the various constituent student associations, and of observers. The board of directors consists of the president, the vice-president, a regional representative for each of four regions (West, Ontario, Quebec, Maritimes), the immediate past-president, the president-elect and the chairman of the Standing Finance Commission. This board has great influence over the day-to-day activities of the C.U.S.; however, its decisions have been questioned and reversed by the Congress. The president, who "should be conversant in both French and English,"⁹ is employed on a full-time basis and receives an honorarium.

A regional structure was established partly in an attempt to avoid making arbitrary divisions between Canada's two main ethnic groups. Prior to the shift towards the regions in 1948, the constitution provided for two vice-presidents, one representing French-language and the other English-language universities. There was, in fact, a good deal of agitation for decentralization and the strengthening of regional groupings within C.U.S. While the French-language universities were by no means the only champions of this trend, they took a leading part in trying to get it accepted. For example, A.G.E.L., the Laval association, proposed in 1955 that N.F.C.U.S. become a union of regional university organizations and that most of the fees be retained for the region. This proposal was studied by N.F.C.U.S. members but it was never implemented. Laval stressed that it was in no way agitating for a separate organization of French-language universities; nevertheless it was at this time that the idea for A.C.U.L.F. began to gain currency.

Although the C.U.S. went a very long way towards meeting the proposals for a dual structure which had been urged on N.F.C.U.S. by the French-language universities and appeared ready to go even further, A.G.E.U.M. and later A.G.E.U.S. and A.G.E.L. withdrew, thus making the establishment of a dual structure unnecessary. The University of

Montreal's ultimatum threatening withdrawal unless N.F.C.U.S. re-modeled itself along "truly binational lines" brought forth a series of intense reactions from the other N.F.C.U.S. members. These reactions cast some light on the problems of a student association in a bilingual and bicultural community and on constitutional aspects of any organization in such a community, which tries to combine central decision-making with a full degree of autonomy for certain constituent parts.

The University of Montreal's ultimatum led the Congress in Edmonton 1963 to appoint the Structures Commission to make recommendations for a permanent overhaul of the C.U.S. structure in conformity with the principles adopted by the Congress. The Commission called for submissions from member organizations; its request was richly rewarded. We shall here record only some of the highlights of some of the replies.

F.A.G.E.C.C.Q. was largely concerned with the affiliation of classical colleges but also went beyond its exclusive interest. It argued that provincial distinctions should be eliminated to make way for a structure recognizing two national groups. All matters of the congresses should be decided by a 50/50 vote of the two national groups and there would be complete internal autonomy for each national group.

The University of New Brunswick complained that, under the new arrangements, representation of the Maritimes was reduced on the board of directors. Turning to the original motion's stipulation that each cultural group must have equality of voting "on certain fundamental issues," the U.N.B. students argued for such issues being settled by a proportional vote. Education, they also argued, should be made a matter of federal responsibility but without jeopardizing the rights of Francophones in Quebec.

Most communications to the Commission concerned themselves with the question of how to define "fundamental questions." Laval rejected the view that any question over which conflict arose between the two ethnic groups should be declared "fundamental." Having recognized two equal groups, some representatives felt that their identity must be preserved, even when they were in agreement. Laval did see a problem in the fact that the two groups were unequal in number and suggested that this problem would be partially solved if the basic units for voting purposes were not the member associations but the two linguistic groups. In the distant future, Laval hoped, meetings could take place between delegates of each of the two language-based caucuses, rather than between delegates of the member associations. It was recognized that this was not realizable immediately and Laval therefore proceeded to elaborate the questions on which each group should have an equal voice. They covered an extremely wide range of fields and it is difficult to see what areas were not considered "fundamental" issues. Decisions as to the constitution and internal structure of each of the two caucuses was left up to their own members.

McGill submitted three briefs, each of which argued for the idea that the areas defined as fundamental should be as few and as narrow as possible. U.B.C. thought that essentially only changes in the constitution should require the double majority, that the national executive should have a good deal of authority, that matters in the field of international affairs should not require the support of each ethnic group and that on financial questions the delegates should have voting rights determined by the size of their university (and hence by their financial contribution).

The University of Ottawa agreed that the principle of equality between the two groups was necessary at the level of the national congresses but thought that it was absurd at the regional or provincial level. But if it applied in Quebec some similar device was necessary elsewhere. They proposed that in the provinces, votes on questions of fundamental rights should require support from at least 35 per cent of the delegates. Fundamental questions in general were defined by Ottawa as those on which one of the parties felt itself interested to the point where it could not compromise on it. It favoured a short list of fundamental questions and thought it unnecessary to amend the constitution for the sake of declaring an issue fundamental. These were the issues proposed for inclusion: questions of education, language and religion; international relations; election of the president; amendments to the constitution; and the determination of priorities.

A plea for a strong national Congress and a high level of centralization was made by Queen's. Fundamental issues, it argued, should be those pertaining directly to the distinctive institutions of French Canada: language, education, and constitutional amendments. The idea of making structural changes recognizing cultural and regional differences received the support of Queen's but it also thought "that the caucuses and the whole bicultural idea, while definitely a very important change, is a creative addition and not a complete alteration." If the number of fundamental issues became large, the caucus would turn into the basic unit of the C.U.S. which would result in there being two organizations linked by a weak national executive. Queen's also commented that since most C.U.S. policies do not bring forth an English-French split, there might be some danger in encouraging disunity by providing too polarized a structure.

The idea that the nature of the conflict surrounding an issue should weigh in the decision as to whether it should be designated "fundamental" was also supported by Waterloo. An issue should be related to bilingual or bicultural matters and should lead to a difference of opinion before it would require the double majority. Waterloo's president of the student council expressed his personal opinion when he said that French-speaking representatives should not have an equal voice on the board of directors until their student body equalled in number the English-speaking students of Canada.

At a provincial C.U.S. conference the University of Toronto argued that no issue should be presented *a priori* as "fundamental" but that it should be so designated only after substantial disagreement had developed and the caucus vote had been invoked. It was admitted that under this provision an issue could be declared fundamental any time it was opposed strongly by either linguistic group and that Quebec could see that every issue became "fundamental." The need for trust and mutual confidence was stressed, and one Toronto delegate attacked some of his Anglophone colleagues by characterizing their attitude as being one which says: "Let's give them equal votes but just ones which won't harm us."

A much less tolerant and flexible line was taken by the students from the University of Alberta. They asserted that the structural changes were approved by the previous Congress on the grounds of political expediency and that "under the pressure of the moment, action was taken which does not reflect the structure of our country or our federation." The main C.U.S. weakness was thought to be the neglect of regional divisions in Canada in favour of cultural divisions. The national executive was considered to be made up in a manner grossly distorting the distribution of the student population across Canada, with the students west of Ontario and the Maritimes each receiving only one vote but Ontario and Quebec combining for five. Representation by population had to be kept in mind, as well as the representation of cultural groups. Alberta also attacked the C.U.S. brief to the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism for ignoring the "other" ethnic groups whose interests were held to be just as important as French interests. The Alberta submission indicated a sense of alienation by concluding that "comments by Western delegates. . . must be considered of equal importance with all other submissions. . . ."

The Structures Commission's final report contained an introductory article by one of its members indicating the principles upon which it was based. The Commission, the article observed, noted several factors: the cultural duality of Canada; the regional interests within the Union; the distribution of the university population across Canada; the protection and guarantee of the rights and institutions of both official-language groups; the opportunity for constructive action at all levels of student government; and the necessity to preserve the supremacy of the Congress and the authority of the Canadian executive.

It was noted that the executive structure passed at Edmonton had given commendable expression to the representation of the two official language groups but had made little provision for the very real regional interests within C.U.S. In contrast, the proposed constitution allowed for the election of four regional representatives. Canada's duality was taken into account in a number of ways: two international affairs commissioners were provided for, one from each language group; in the election procedure provision was made for the president and vice-president to represent the two ethnic groups;

equality of voting strength was assured on issues which related directly to the "rights and/or institutions of French-speaking and/or English-speaking Canada." This last formulation, it was explained, provided a much more reasonable justification for the equality of voting rights than one based simply on the presence of disagreement over an issue. The introduction of the Commission's report also underlined the fact that the constitution referred only to areas of federal jurisdiction and did not interfere with the autonomous jurisdiction of the other levels of student government.

The report emphasized the growth in the preceding two years of a dynamic syndical movement in the whole of the Francophone student community, and the efforts to unite students in the universities, classical colleges, technical institutes, and normal schools. It mentioned the battle of Quebec students for the democratization of higher education and pointed to the essential factor of what it termed the immense "courant d'avant-garde" characterizing the Francophone student community of Quebec. The Commission said that it encouraged the exploitation of this potential and that it recognized the new spirit in Quebec. On the other hand, the Commission indicated that it was also aware of the growing role of Anglophone student organizations in the university community, and in society in general. It asked the Anglophone students not just to tolerate the principle of cultural duality but to accord it deep respect; Francophone students were asked to be open to co-operation and mutual solidarity with their Anglophone colleagues.

L'A.G.E.U.M. withdrew from C.U.S. before the Commission could present its report and there was a threat that Laval and Sherbrooke (A.G.E.L. and A.G.E.U.S.) would follow suit. The Structures Commission decided to introduce its original report since it represented its considered thinking before the radical change in circumstances in Quebec. It also prepared an additional statement on the future of the Canadian student community. This document related activities on the provincial level in Quebec leading towards the establishment of U.G.E.Q. to the feeling of Francophone students in Quebec that at the time it was not feasible to work with English-language universities in the same federal organization. It said that U.G.E.Q. considered including English-language universities and colleges in Quebec among its members, but that its main concern was to develop co-operation in Quebec among Francophone associations and it did not think that this kind of co-operation was possible within C.U.S. Bearing this in mind, and also the increasing interest among a number of C.U.S. members in co-operation designed to fit particular regional or provincial needs, the Structures Commission noted the possibility that the regional association might eventually become the basic constituent unit of a Canada-wide organization.

The Commission also stated that because it appeared difficult at the time to envisage a Canadian organization encompassing all students of the country, it recognized that the C.U.S. should be guided in its relations with Francophone Quebec students and with U.G.E.Q.

by these principles:

- a) C.U.S. should give full encouragement to the development of co-operation among student associations in Quebec;
- b) The officers of C.U.S. should explore and develop all methods of co-operation and consultation on matters of common interest with the officers of U.G.E.Q. once that organization is officially formed.

In addition to making these general comments, the Commission did recommend the type of structure C.U.S. should adopt: French and English were to be the official languages, the president, vice president, and four regional representatives on the executive were to be elected as originally envisaged, but all references made originally to two International Affairs commissioners, fundamental issues, and a composite majority should be deleted and ignored. The present C.U.S. constitution provides a structure very much in keeping with these recommendations.

Objectives

We have noted the strong commitment to student syndicalism among the Francophone student organizations. While N.F.C.U.S., and more recently C.U.S., have both been greatly concerned with the role of students in society, the formal position of these organizations has not moved nearly as close to a syndicalist position as that of U.G.E.Q. The two strands of thought are, nevertheless, very much in evidence even in the C.U.S.

We have earlier noted the statement of Maurice Sauvé about the nature of N.F.C.U.S. after he became president in 1947. There was a strong element of student syndicalism in it and probably this report contained the first specific reference to a national syndicate of students in an official document of a Canadian student organization. The following year, the N.F.C.U.S. president listed a more specific set of objectives:

- 1) To facilitate the exchange of information and ideas on matters of student interest.
- 2) To promote inter-varsity activities in such fields as athletics, debating, drama, etc.
- 3) To act as an organization which can negotiate on a national scale to secure concessions on behalf of students from national organizations.
- 4) To promote national unity through projects such as national student exchanges, seminars, annual conferences.
- 5) To provide a voice for Canadian students in international affairs.
- 6) Depending on Conference approval: to make higher education more readily accessible to Canadians.

The two approaches summarize the different general framework within which the Francophone and Anglophone students have tended to define their objectives. The Quebec student body, while in no way relinquishing the idea that its organization was a pressure group, tended

to view itself as one of a number of groups exercising power in a pluralistic society. Students in the rest of the country have tended to view their association more as a pressure group composed of individuals whose interests sometimes transcend the immediate condition of their lives. Underlying this distinction is probably a fairly significant divergence in approach as to how society should be organized, particularly at the political level. The Anglophone students' view is more deferential than that of the more militant Quebec student leaders.

Some of the Anglophone student leaders have been as militant as their Francophone colleagues, but they have had difficulties in building up a large following. One student analysis of N.F.C.U.S., prepared by a McGill group as early as in the mid-fifties, raised the question of whether students were so underprivileged as to justify the organization of a syndicate. But a student charter, similar to the "Charte de Grenoble," which had inspired much of student syndicalism, was proposed for N.F.C.U.S. at the 1962 Congress, the opposition of many campus organizations became quite evident. The proposed charter was finally rejected by the western, Ontario, and Maritime regions and passed the Quebec region only after heated debate sparked by the Anglophone delegates.

Despite the greater reluctance of Anglophone students to espouse the same sort of syndicalist objectives as those pursued by U.G.E.Q., there is discernible in the various policy statements of the N.F.C.U.S. and C.U.S. a growing awareness of the role of students in society and an increasing emphasis on social action. The reasons for this change must be sought in the example of developments elsewhere, particularly in Quebec and in the United States, in the financial crisis faced by Canadian universities and probably also in the growing pluralism of industrial societies, and, within this greater pluralism, in the increasing power of the younger age groups.

An aspect of both N.F.C.U.S. and C.U.S. which is of the greatest importance to ethnic relations within it is their attitude to federal aid to education. We have already noted that a chief factor in the decision of the Quebec Francophones to withdraw from C.U.S. was their inability to accept the idea of their union seeking financial aid from the federal government. We shall see below, in our section on the C.U.S. activities, how the controversy over the bursary scheme which epitomized the problem unfolded and need merely note here that N.F.C.U.S. and C.U.S. in their requests for funds went to considerable lengths to protect the provincial entrenchment of education. Their efforts were not able to prevent the withdrawal of Laval, Montreal, and Sherbrooke from C.U.S. but they do indicate an awareness of the Francophone position and an attempt to take it into account when formulating policy.

Francophone Quebec students, by contrast, are violently opposed to the federal government being concerned with education. They have favoured a re-arrangement of tax revenues so that the provincial

government could spend more on education but they have feared *direct* federal invasion of the field of education.

One of the aims of the Francophone organizations has been to participate in the social changes taking place in Quebec and although there is no explicit mention of Quebec nationalism as such in the formal statements of the U.G.E.Q.'s objectives, its current is extremely strong within the organized student movement of Quebec. The objectives arising from this nationalism are not, of course, always compatible with the purposes of student federations elsewhere in Canada.

Activities

Any discussion of the activities of voluntary associations involves the difficult problem of deciding who in fact does participate in them. This problem is particularly acute in the case of student organizations. Even at the grass-roots level of the individual campuses, only a very small fraction of the students play an active role in what is usually termed "student government." These activists inevitably complain about the lethargy and apathy of the fellow students, but in their day-to-day activities and decisions as campus leaders, they assume that the rest of the students approve of most of their undertakings. The work of a national student association is even more removed from the rank and file of the students and is clearly of direct and immediate interest to only a very small fraction of the country's students. This has, in fact, been one of the criticisms levelled from time to time against N.F.C.U.S. and C.U.S. However, if the student bodies throughout the country permit their delegates to channel some of their student interest fees towards a national student association and if they do not disown the decisions of their delegates, one must assume that they are at least not violently opposed to the activities of their national student body. Their position is similar to the vast majority of citizens in a democracy who accept their government's decisions without any direct participation and who, broadly speaking, must be held to be supporters of them.

Many of the C.U.S. activities are, of course, of considerable benefit to innumerable individual students although they have had no hand in their formulation or administration. These activities can be grouped under four general headings: services to students, student activities, pressure-group activities, and aid to student governments. Among the services the following are most important: inexpensive life insurance, inter-regional scholarship programmes, travel services, discount services on some campuses, and summer employment exchanges. Various seminars and inter-collegiate competitions in athletics, debating, the arts and drama constitute the main activities organized or sponsored by C.U.S. Among the pressure-group efforts are a campaign to obtain or increase income tax exemptions for students, concessions from transportation companies to obtain lower fares for students, a "freeze the fees" campaign against universities pending increased government assistance, the preparation of briefs to

commissions and committees of inquiry, attacks on hate literature, and campaigns to inhibit religious and ethnic discrimination in housing and attempts to have the voting age lowered. Finally, the C.U.S. helps local student councils by conducting research on a host of problems (mental health, medical coverage, discipline, student accommodation, student syndicalism, co-operative housing, library and recreational facilities, scientific research opportunities, etc.), by carrying out a student means survey, by providing a general research service, and by holding courses for professional administrators of student organizations.

The activity of N.F.C.U.S. and C.U.S. which has most strongly affected the relations between the two main ethnic groups is the effort to increase government aid to students. The first call for federal aid was made in 1948 and no year has gone by in the intervening period without the issue having become acute in one form or another. We shall select for special attention the efforts of the C.U.S. to obtain government bursaries for students, since this example provides an excellent illustration of how ethnic relations become embroiled in an otherwise beneficial and sound activity.

The episode first seemed to have erupted in January 1961 when A.G.E.U.M. wrote to N.F.C.U.S. asking about a newscast which had indicated that N.F.C.U.S. would ask the federal government to establish a programme of bursaries. They could not support such a request and took it to be contrary to the relevant resolution adopted at the 1960 Congress in Halifax. At that meeting the French-language universities amended an earlier McGill motion in a manner which committed N.F.C.U.S. to approaching *provincial* governments for aid to education and to ask the federal government to collaborate with them in a scheme which would establish 10,000 new \$600 bursaries to be distributed in a manner approved by the provincial governments.

In his reply, the N.F.C.U.S. president said that no official statement had been made and that the news story must have come from an Ontario regional meeting held at the University of Ottawa. He asked that the provincial governments be approached by the relevant student bodies and reasserted his view that education was a provincial matter.

It is clear that we demand that everything that is done by Ottawa is in accordance with the wishes of each Provincial Government. Our brief, presently being published, will stress the need for co-operation with the provinces but it is up to the students of the province to ask their Provincial Government to co-operate in any method they see fitting. We must realize that the resolution does not make it clear as to what means of implementation would be acceptable — it simply says "Through channels approved by the Provincial Government". Since it is agreed that the money must come from the Federal Treasury would it be possible for A.G.E.U.M. either on their own or in conjunction with the other Quebec Universities to suggest a precise statement [*sic*] of policy to the Government of Quebec mentioning an acceptable channel for this federal aid.

When it was published, the brief aroused a storm of criticism in Quebec. It was another proposal that a national bursary plan be adopted and financed solely by the government of Canada, with the co-operation of the provincial governments. It suggested that the selection of recipients through a local authority would be most practical but that, alternatively, the responsibility might be put in the hands of a national agency, either a branch of the federal government or a body such as the Canadian Universities Foundation (C.U.F.).

A special section, devoted to the question of the federal role in higher education, stated that the primary assumption that education in Canada is the exclusive responsibility of the province was basic to the N.F.C.U.S. position; "However, it is equally true that the federal government has the end responsibility for the welfare of every Canadian. The partial remedies here proposed in no way conflict with exclusively provincial spheres of activity, they are simply a form of direct individual assistance to the citizens of Canada, of the same nature as assistance to the unemployed and of equal urgency."

Reaction to the brief was strong and unfavourable in French Canada. Both the press and the student associations criticized what they took to be its centralist orientation and A.G.E.U.M., supported by the student societies at Laval, Sherbrooke, and Moncton, maintained that N.F.C.U.S. had exceeded the terms imposed by the Halifax motion. There was some argument about this point and, at the subsequent Congress, motions were introduced restraining future appeals to the federal government without giving due primacy to the provincial responsibility for education.

In 1964 the Speech from the Throne, read at the opening of the second session of the twenty-sixth Parliament, included the following statement: "You will be asked to authorize, after consultation with the provinces, arrangements whereby university students requiring such assistance will be able to secure loans without payment of interest during the years of study." C.U.S. welcomed the news with a bulletin indicating that a careful study of the proposal was being undertaken and that it would work for any loan scheme which did not cross the boundaries of provincial rights. After the receipt of a wire from A.G.E.U.M., the following was added to the bulletin: "It may be impossible to implement the loans as proposed by the Pearson government without infringing upon provincial sovereignty in the field of education. If that is the case and it may well be, the only solution is for the federal government to turn over certain areas of taxation to the provincial governments so that the latter can pay for the carrying out of their responsibility toward education. We urge the federal and provincial governments to examine this loan plan very carefully."

It was not only Quebec, however, which was reacting to the developments surrounding the proposed new legislation. Editorials in the U.B.C. *Ubyssey* were assuming a strongly anti-French tone. On

February 20, for example, an editorial said: "Frankly, we're getting a little sick of our whining and footstamping French-Canadian play-mates. . . . It's about time somebody told the French to forget their demands for equal representation to the English." The paper demanded action from C.U.S. with respect to the loan scheme. It quoted Dr. G. Andrews of C.U.F. as having said that one of the prime reasons for the Liberals' hesitation about the implementation of the new scheme was that C.U.S. was divided on the issue. A statement by U.B.C. and Victoria University student bodies was sent to party leaders, M.L.A.'s, and provincial premiers stating that "The students of B.C. feel there is no constitutional problem in the way of immediate implementation of scholarships and loan programs as outlined by the Liberals. . . . Should the scholarship program prove to be either partially or wholly within provincial jurisdiction we recommend that no province should be forced to participate in the programs."

A letter from the U.B.C. C.U.S. chairman to C.U.S. in Ottawa said that to U.B.C. students it appeared that C.U.S. was going against the best interests of the students because of statements of some French Canadians. It added that unless action were taken, U.B.C. students would vote at their March 19 meeting to withdraw from C.U.S. The president of the University of Ottawa students, on the other hand, wrote: "I feel that your too unqualified acceptance of the federal loan scheme. . . took us just about as far as we dare go in our relationships with the French Canadian students. I have been receiving protests from all sides. . . . Either we want redistribution of tax powers or we don't. . . ."

Under this sort of crossfire, C.U.S. was hard pressed to find an acceptable solution. It stated that it did not presume to be able to solve the constitutional question of whether direct federal aid to students was unconstitutional. C.U.S. maintained that each province was able to accept money only on its own terms as constitutionally acceptable to all parties. It also maintained that any province able to make satisfactory arrangements with the federal government should be able to implement the scheme immediately. The C.U.S. also launched a campaign to ensure that student aid was discussed at the Federal-Provincial Conference meeting in Quebec City.

The Quebec students held a demonstration at the Conference to back their demands. C.U.S. asked student councils across Canada to send telegrams or letters in support of this demonstration and M. Lesage's demands for wider taxation powers. Only New Brunswick, Alberta, St. Patrick's, and Mount St. Vincent obliged. U.B.C. and Victoria sent a telegram to the Prime Minister to "disassociate themselves completely from the pressure tactics planned by Quebec students intending to march on the Dominion-Provincial Conference in Quebec City. . . ."

As an aftermath to this somewhat chaotic state of affairs, and after the Quebec Francophone students had withdrawn from C.U.S., a resolution was approved at the C.U.S. Congress affirming the right of

each province to develop its own educational programme. The motion was presented by U.B.C. and Alberta. It was also agreed that policy declarations on education at a Congress were to be made with the unanimous agreement of all the regions but if only a majority of regions agreed, dissenting regions could register minority reports. Both majority and minority reports would constitute C.U.S. policy and be equally advanced as C.U.S. viewpoints to the federal government. The double majority had thus come into its own but not quite in the way it had been originally envisaged.

Communications

Students, more than most other groups in society, are predisposed towards maintaining contact with one another not only despite cultural or linguistic differences but *because* of them. They tend to find travel and intercultural relations stimulating and exciting and have generally done much to encourage them. All this is reflected in their attitude to bilingualism. The C.U.S. is, for example, the only association we have studied which insists that its president must be able to manage in both English and French. It should be noted, however, that U.C.E.Q. has shown anything but this tendency for bilingualism — it is avowedly a unilingual organization. This militancy is unquestionably prompted by many Francophone students' unfortunate experiences in pan-Canadian associations which have made all too little effort to accommodate Francophone members.

Even N.F.C.U.S. and C.U.S., as we have seen earlier, have not succeeded in becoming effectively bilingual and have experienced difficulties as a result of this. Some of the lapses in this area are quite stunning. When the Quebec vice-president asked for some French literature on N.F.C.U.S. in 1956, for example, the reply was "Our French Universities have always . . . been so staunchly behind N.F.C.U.S. that there has never been a real need for rah rah stuff for them." An earlier example of total failure to communicate is so bizarre that it is hard to credit. The C.U.S. files nevertheless contain a 1937 complaint from the University of Montreal about an item in the monthly N.F.C.U.S. bulletin which called Montreal a "bilingual institution unlike the University of Quebec" and which called Montreal the French section of McGill! No wonder, perhaps, that the French-language universities withdrew, three years later, ostensibly over the conscription issue. There may have been other long-standing grievances which facilitated their decision.

The problem of communications between the Ottawa office and the provincial and campus bodies was also aggravated by circumstances unrelated to ethnic factors. During the critical period from October 1962 to September 1963, for instance, little contact existed between the Quebec student leaders and the pan-Canadian executive largely because the latter was over-extended as a result of serious staff shortages in the Ottawa office. There was also an element of neglect but, had the C.U.S. leaders had more time, they might have been better able to maintain constructive links with the Quebec student leaders.

It was, it will be recalled, at the end of this period that the University of Montreal delivered its final ultimatum.

Co-ordination

Virtually this whole chapter has consisted so far of a study of the efforts of the various student societies to co-ordinate their activities and particularly the ideas underlying their appeals to governments.

One aspect of the efforts to co-ordinate activities which has not yet been raised concerns the methods employed by N.F.C.U.S. and C.U.S. in tackling many of their problems. Because of the shortage of staff and also no doubt because of the distances between campuses in Canada, the practice has grown up of assigning the drafting of a particular brief or the undertaking of a given study to the C.U.S. (or N.F.C.U.S.) committee of one of the member universities. While the fruits of these one-campus efforts were eventually discussed by the Annual Conference, the preparation of the relevant document almost always had to take place without adequate consultation with other campuses and particularly with those located in distant regions. It is of course much easier to co-ordinate, compromise, and modify the ideas making up the content of a brief while the argument is being shaped and developed rather than later. One of the impediments to the adequate co-ordination of some efforts within the student associations has, therefore, been the shortage of funds. Had greater resources been available, the committees preparing N.F.C.U.S. and C.U.S. studies could have been composed of members of different campuses, regions and ethnic groups and they could also have consulted their "constituents" more freely on questions of particular importance.

As it was, fairly close and free relations did develop among each generation of the most active student leaders who met one another at the congresses and seminars but it is doubtful whether this group of most active and most "cosmopolitan" (in the sense of inter-campus relations) student leaders had enough time or influence to effectively facilitate the co-ordination of the major activities of the student associations.

Representation

One of the perennial problems of pan-Canadian student associations has been the question of who precisely should be represented in them. Should they be composed of individual university student councils, individual students represented by specially elected delegates, or provincial or regional bodies? The practice in force at the present time assures that each student delegation to the Congress is headed by the president of the main campus student government executive and the C.U.S. is consequently in a sense an association of campus student governments.

The other vexing question of representation concerns the type of student who should be eligible for membership. At one time only

university students were considered, but this rather exclusive character has slowly been changing.

A clear difference in approach between the Francophone and Anglophone students has been evident with respect to both of these problems of representation. As we have seen, the Francophone Quebec leaders have favoured a structure recognizing Canada's dualism. They have tried to transform N.F.C.U.S. into an organization essentially representing the French-language Quebec universities on the one hand and the rest on the other hand. With respect to the kind of institution whose members were worthy of belonging to the student association, again the general outlook of the Quebec Francophones led them to a position different from that of most Anglophone student leaders. The generally more radical or populist outlook of the Laval, Montreal, and Sherbrooke students has made them consider the student syndicate as a home for all students beyond the secondary level. They have, for example, included nurses and normal school students in U.G.E.Q. whereas C.U.S. has not gone beyond accepting members of institutions like Ryerson Polytechnical Institute.

Francophone student leaders have frequently been members of various N.F.C.U.S. and C.U.S. executive bodies but, as we have seen, they have not been as fully represented as their numbers and vitality might warrant. Since the universities they represent have tended to move in and out of N.F.C.U.S. and C.U.S. more frequently than most other universities and since their interests have increasingly centered on Quebec, this is not surprising. It is probably fair to say that for the most part the dominant Anglophone leaders of the pan-Canadian association have tried to consult their Francophone colleagues on most important questions and that they have, *on the whole*, been highly sensitive to this need. We have noted, on the other hand, that they have on occasion failed to assure really effective representation to the position of Francophone Quebecers in important decisions and that they have done this at considerable cost to the survival of C.U.S. as a body embracing all Canadian students.

It has been suggested, as we have also noted above, that some of the Francophone leaders elected to important offices in the pan-Canadian organization did not really represent their own group. This charge can equally well be levelled at some of the Anglophone leaders. Some well-informed individuals assert that practically no student activist represents the bulk of the student body since his very activism and sense of commitment distinguishes him from the mass of his colleagues. This is an extremely difficult argument to verify and perhaps we had better merely note it without making too much of it. The same charge can probably be made against most leaders in voluntary associations and with similar problems of verification.

We have been told by a well-informed former employee of the C.U.S. that when Jean Bazin was elected president at the critical Edmonton Conference, he did not have the support of the Francophone students who were in favour of one of the Anglophone contestants. Many Anglo-

phone delegates allegedly voted for Bazin *because* he was a Franco-phone and some, apparently, supported him because they knew that his political views (Conservative) had cost him the support of important Quebec elements.

Turning to the staff of the pan-Canadian association, we find that in the recent period there have always been adequate facilities for work to be done in both languages. This has not always encouraged Quebec students to rush to N.F.C.U.S. or C.U.S. with problems and ideas, however. An interesting relevant comment is contained in an article in *Quartier latin* (March 28, 1961) entitled "FNEUC a tort: à qui la faute?" It reads:

J'ai travaillé un an pour FNEUC; c'est-à-dire pour les étudiants de tout le pays — pour les étudiants qui m'avaient élu pour les représenter. Un petit fait m'a frappé: pour dix lettres que recevait [*sic*] le Secrétariat de Toronto, Queen's ou UBC, nous en recevions peut-être une de Montréal, Laval et St-Joseph! À qui la faute? Ce n'était pourtant pas gênant d'écrire en français puisque les quatre "employés" de FNEUC étaient tous, l'an dernier, des Canadiens français!

Our discussion of the representation of Francophone views and interests within the pan-Canadian student movement in this section and elsewhere in the chapter suggests that while there were shortcomings, the Anglophone students made persistent, genuine, and significant efforts to provide a suitable "home" for their Francophone colleagues. Some of these efforts may possibly have been made too late, but it is our impression that the cause of their failure lies in the social and political conditions of the times. These efforts went amiss basically because of the lack of interest on the part of Francophone Quebec student organizations—recently they have been more concerned with other issues than with a pan-Canadian student association.

Conclusion

The explanation for the relative lack of interest on the part of U.G.E.Q. members in a pan-Canadian association cannot be sought only in Quebec nationalism or in the preoccupation of French Canada with education as an exclusively provincial matter. In part the split occurred because the social outlook of the most active Francophone leaders differs substantially from that of most of the C.U.S. activists. There is a fundamental difference in the objectives ascribed the student association by each of these groups, a difference growing out of the place each assigns students in society and in the decision-making processes within it.

In addition to the ideological gulf between the two groups there is also a more concretely political one. Québec Francophone students have fully accepted the two-nations conception of Canada and although C.U.S. was willing to change its structure accordingly, the effort came too late, and at a time when other issues had already become more important.

Furthermore, there is obviously considerable antipathy towards non-Francophone elements on the part of some of U.G.E.Q.'s leaders. The adoption of unilingualism and the insistence that no student society can belong to both U.G.E.Q. and C.U.S. suggest that there is little goodwill and no flexibility with respect to "outsiders" or pan-Canadians on the part of powerful elements among the Francophone students. Separatism, particularly among members of A.G.E.U.M. — the most powerful member of U.G.E.Q. — is pronounced and it would be surprising if separatist interests had not been active in the events which led to the withdrawal of A.G.E.U.M., A.G.E.L., and A.G.E.U.S. from C.U.S.

Finally, most associations derive some of their survival power and their ability to deflect destructive impulses among their members from the presence of a well-entrenched, permanent oligarchy among the elected leadership posts and among the paid employees. These officers, associated with the society for long periods of time, develop a strong loyalty to it, a vested interest in its survival and a knowledge of its moods and methods which permit them to ward off many threatening forces. Student leaders are a notoriously mobile group. Their interests in the student movement must of necessity be short-lived and they rarely have as large a stake in the survival of the *status quo* as leaders of associations whose members and activists are less transitory. In addition, the student associations have not built up a cadre of intensely loyal "civil servants" who, for decades, quietly steer affairs in directions which will permit their organizations to resist disruptive onslaughts threatening their survival.

Members of both the associations discussed here are local or regional chapters composed of individuals aged under 40. As we shall see, there is little more that can be said which applies equally to both associations. The two *seem* to have a good deal in common and they have made repeated efforts to combine into one—or at least two closely-linked—organizations but these efforts have, on the whole, met with indifferent success.

A study of the Junior chambers in Canada is of particular interest in the present context precisely because the Francophone and Anglophone groups appear to have so much in common that they might be expected to collaborate closely and to form one cohesive organization. However, they have failed to reach unanimity or unity, despite genuine and sustained efforts on the part of both Francophone and Anglophone leaders.

Perhaps because the Junior Chamber of Commerce originated in the United States (in St. Louis, Missouri, in 1915), some of the ideals of the organization have been more congenial to Anglophone Canadians than to their Francophone compatriots. The first Canadian Junior Chamber was founded in Winnipeg in 1923. By 1936 Junior Chambers also existed in Vancouver, Calgary, Saskatoon, Moose Jaw, Toronto, Quebec City, and in Montreal, which had two groups—one French- and the other English-speaking. All these units were young men's sections of local Chambers of Commerce.

The ethnic tension which has developed between the Francophone and Anglophone Junior chambers is reflected in the fact that there are two versions of the founding of the Canada Junior Chamber of Commerce—one accepted by that body (CJCC), the other by La Fédération des jeunes chambres du Canada français. The "English" version asserts that in February 1936, following the annual meeting of the Canadian Chamber of Commerce, 24 young men met in Toronto to found the Junior

Chamber. At least five of the organizers were representatives from Quebec French-speaking Chambers and one of these—Maurice Trudeau—contested the presidency of the newly-established, bilingual national organization in 1936. He became vice-president for 1936-37 and 1937-38. In 1940-41 another of the Francophone founder-organizers—Antoine Desmarais—was elected president. The Jeune chambre de Montréal was a member of the Canada Junior Chamber of Commerce and was instrumental, in September 1936, in forming la Fédération des jeunes chambres de la province de Québec.²

According to the Fédération, nine French-speaking Quebec Junior chambers united in 1936 to form the Fédération, in the face of opposition from the "Young Men's Section" of the Montreal Board of Trade. The new association, created only a few months after the establishment of the Canada Junior Chamber of Commerce, was to be strictly a Francophone organization. The Anglophone founders who met in 1936, "did not see fit, in the Federation's account, to invite the nine existing French Canadian chambers to join their federation, so within a few months, two junior chamber organizations were born, both pursuing the same goals in their respective areas. They had no ties of any kind until 1949. Between 1943 and 1948, several vain attempts were made to establish some kind of relationship. The English Canadian junior chambers proposed unity through uniformity (assimilation). The French Canadian junior chambers, 81 strong, were also intent on unity but only through integration—not assimilation."³

The two versions are clearly incompatible. Because of serious gaps in available documents it has not been possible to verify either of these views by consulting the original sources. From the viewpoint of the present study, the important point is not which is the correct version but rather the very fact that the two versions exist and that each has been pressed before an international gathering. Much of the history of the two organizations is subject to differing interpretations; sometimes, even when the Francophone and Anglophone leaders have arrived at a common understanding about a particular issue, later differences in emphases altered the nature of the agreement in the eyes of either or both parties.

We cannot, therefore, begin this chapter with the usual short resume of the history of the association which is its subject. Much of the history will be unfolded as we examine the Fédération and then the Canada Junior Chamber of Commerce under the analytical headings we have adopted throughout this study.

La Fédération des jeunes chambres du Canada français

Structures

Nous pensons qu'il convient de dire quelques mots relativement à la première forme d'association réalisée entre ce qui était alors la Fédération des chambres de commerce des jeunes de la province de Québec et la Canada Junior Chamber of Commerce (CJCC). Cette « association » fut l'aboutissement d'efforts de rapprochement tentés de part et d'autre, à partir de 1942 surtout. En 1945, la Fédération ayant officiellement autorisé ses chambres à s'affilier à la CJCC, 15 à 20 % d'entre elles se prévalurent de cette autorisation ; aussi, l'année suivante, décida-t-elle de participer plus officiellement aux congrès de la CJCC.

À cette époque, la Fédération était désireuse de s'imposer auprès de la CJCC dont, par ailleurs, les efforts de recrutement au Québec n'étaient pas sans l'inquiéter groupant plus de membres qu'aucune des autres provinces du pays, elle tenait à ce que l'association avec l'organisme national la laisse subsister comme fédération seule habilitée à traiter directement avec ses chambres locales. C'est ce dont l'assurait le contrat signé en 1949, lequel stipulait que la CJCC ne pourrait plus affilier directement les chambres de langue française du Québec, mais que la Fédération (qui groupait ces chambres et celles des autres provinces qui voudraient bien s'affilier à elle) devrait affilier — indirectement — tous ses membres à la CJCC. L'autonomie relative de la Fédération se trouve concrétisée lorsque le problème de la cotisation fut enfin réglé. La cotisation de \$ 1,00 que devaient payer à la CJCC les membres de la Fédération était perçue par celle-ci, laquelle s'engageait à en verser le quart à la CJCC, le reste lui servant à fournir les services en français que l'organisme national ne pouvait dispenser.

C'est surtout cette question de cotisation qui, de 1957 à 1959, provoque de nouvelles tensions au sein de la Fédération bien que, dès cette période, divers autres points aient été déjà remis en question par les francophones. Un nouvel accord, intervenu en 1953, avait élargi l'autonomie de la Fédération, tout en resserrant ses liens avec la CJCC, mais l'envoi « direct », par le président de celle-ci, d'un mémoire aux membres du conseil d'administration de la Fédération semble avoir été à l'origine d'une redéfinition des structures. Ce geste, qui remettait en cause aux yeux de la Fédération son caractère de seul intermédiaire entre la CJCC et ses membres, sera interprété par son président comme « un procédé disgracieux et déloyal qui ne peut que nuire au succès de la bonne entente entre les deux parties ». L'entente qui fit suite à cette tension intensifia le bilinguisme, assura une plus grande coordination entre les deux secrétariats, et, surtout, permit à la Fédération de choisir elle-même ses représentants au conseil d'administration de la CJCC.

Au congrès de 1957, la Fédération ayant recommandé que la CJCC devienne un organisme fédéral, huit fédérations provinciales ou inter-provinciales (dans les Maritimes) furent créées, officiellement tout au moins.

Pour revenir au problème de la cotisation, précisons qu'il s'est posé chaque année de 1957 à 1959. Le fait que, dans chacun des deux organismes, l'exécutif soit renouvelé tous les ans, n'est sans doute pas étranger à cette réapparition constante de tensions que l'on croyait avoir été réglées les années précédentes. En bref, la position de la Fédération face au problème de la cotisation était la suivante : l'entente de 1953, comme celle de 1949, prévoyait que le quart de la cotisation de \$ 1,00 versée par les membres à la Fédération irait à la CJCC, ces 25 cents couvrant l'inscription à cette dernière ainsi que le coût des quelques services qu'elle était susceptible de rendre aux membres de la Fédération. Que la CJCC augmente la cotisation de ses membres anglophones, si elle l'estimait utile pour pouvoir leur offrir de meilleurs services, c'était son droit, mais cette augmentation ne pouvait s'appliquer aux membres de la Fédération, les services fournis demeurant dans leur cas inchangés. Autrement dit, la CJCC s'en tenait au 25 % et la Fédération au \$ 0,25.

C'est finalement au congrès national de 1959 que la Fédération réussit à faire adopter son point de vue. Le comité d'unité nationale ayant recommandé, après discussion, que l'on fasse comme si la Fédération donnait une contribution nationale de \$ 2,00 par membre (montant de la cotisation en 1959) et que l'organisation nationale lui remette \$ 1,75 pour ses services, cette proposition fut approuvée par l'assemblée générale.

Déjà la Fédération s'était attaqué à un autre aspect des structures nationales, lequel n'était d'ailleurs pas sans rapport avec le problème de la cotisation. Ces structures étaient selon elle trop unitaires et pas suffisamment fédératives. Le texte suivant exprime assez bien ce sentiment :

Notre mouvement de par ses buts se doit de respecter la structure gouvernementale de notre pays (système confédératif découlant de l'Acte Britannique d'Amérique du Nord). De ce fait son organisation nationale ne peut fonctionner selon les critères prévalant dans les pays à gouvernement unique. Le système des Fédérations provinciales fut un premier pas posé dans ce sens. Cependant si le principe fut adopté, rien dans la structure actuelle n'en marque l'application. Une simple analyse du système démontre clairement que le National n'utilise en général les Fédérations que comme point d'appui et non comme des autorités nanties de plein pouvoir dans les territoires tombant sous leur juridiction. Les contributions sont perçues par le National qui en remet une partie aux Fédérations. Les programmes originent du National et la documentation est envoyée directement aux chambres locales. Les comités nationaux transigent directement avec ces dernières. Les officiers nationaux consacrent plus de temps au plan local et régional

qu'ils en accordent aux Fédérations. Le National remet les chartes aux nouvelles unités, etc. Autant de points marquant un pouvoir centralisateur qui vient en contradiction avec le système fédératif. En termes généraux il semble que le présent système nécessite une urgente révision et le rétablissement d'une procédure plus conforme à l'esprit de la loi de 1867 dont nous avons été dotés par sa Gracieuse Reine Victoria⁵.

De plus, on insistait pour que la représentation aux congrès nationaux soit basée sur les fédérations provinciales et proportionnelle non pas au nombre de chambres mais au nombre de membres. Cette mesure était évidemment propre à favoriser la Fédération qui, si elle groupait alors moins de 40 % des chambres, représentait plus de 55 % des membres.

Ces suggestions ne furent pas retenues par la CJCC, non plus que celles, allant dans le même sens, exposées dans un mémoire présenté au début de 1962, à un comité spécial. Une résolution fut adoptée cette même année, au congrès de la Fédération, afin que cette dernière, au niveau de la Jeune chambre internationale cette fois, soit mieux représentée. On suggérait à la CJCC de proposer au congrès international que le vote des pays membres puisse être réparti sur plus d'une personne, et on lui demandait, si cette proposition était adoptée, de céder à la Fédération au moins 2 des 5 votes détenus à l'assemblée générale par le Canada. La Fédération appuyait ses requêtes sur le fait que l'Acte de l'Amérique du Nord britannique reconnaît l'existence au Canada de deux groupes ethniques : l'un de langue française et l'autre de langue anglaise. Il en découle, soulignait-on, que chacun d'eux a le droit de manifester son identité et de faire valoir ses points de vue de façon équitable sur le plan international. On ajoutait, l'année suivante, que cette proposition n'avait pas pour but de diviser le pays, mais d'unir réellement les deux groupes en permettant une meilleure participation du groupe francophone au travail du Canada au sein de la Jeune chambre internationale.

À son congrès de 1963, la CJCC acceptait de donner deux votes à la Fédération, mais elle réservait à son conseil d'administration le privilège de choisir lui-même le représentant français à la Jeune chambre internationale.

Au retour du congrès, la Fédération décida de ne pas accepter cette solution, alléguant que le conseil d'administration de la Jeune chambre pourrait choisir, pour représenter les Canadiens français, un membre d'origine française ne parlant pas le français, qui aurait une mentalité anglaise ou appartiendrait à une Jeune chambre de langue anglaise. Elle inférait que la CJCC refusait de reconnaître la Fédération comme le porte-parole des Canadiens d'expression française et l'existence des deux « nations ».

À partir de ce moment, c'est sur la thèse des deux nations que se fonde la position de la Fédération. Elle rejette d'abord la proposition de réforme des structures de la CJCC qui, tout en améliorant

la représentation de la Fédération au conseil d'administration de l'organisation nationale, ne lui assurait pas une majorité, et propose, lors d'une rencontre entre les deux exécutifs, le 10 août 1963, un projet de structure sur le caractère bi-national du Canada, visant à faciliter une représentation égale des deux groupes ethniques à tous les niveaux représentatifs et administratifs de l'organisme pan-canadien. L'exécutif de la CJCC n'ayant pas accepté la thèse des deux nations et de la structure bi-nationale, la rupture semble inévitable. Elle est consommée au début de 1964.

Les événements d'Oklahoma n'allaient pas arranger les choses. Selon les dirigeants de la Fédération, la direction de la CJCC employa tous les moyens pour empêcher l'affiliation de leur organisme à la Jeune chambre internationale, allant même jusqu'à saboter les réservations de chambre et de salles faites par eux. Toujours selon ces dirigeants, on fit dire à un dénommé Michel Poirier, « marionnette manipulée par le ventriloque Bill⁶ » (il s'agissait du vice-président de la Jeune chambre du Canada), qu'il n'existait qu'une nation au Canada, qu'un groupe Jeune chambre, et que tous les Canadiens-français pouvaient le rejoindre, ceci dans un français fortement teinté d'accent anglais et dont les phrases étaient construites à l'anglaise. Sa demande d'affiliation rejetée par 105 voix contre, 25 pour, et 30 abstentions (grâce surtout au front commun des pays de langue anglaise, les pays de langue française ou espagnole ayant été pour elle), la Fédération prit, à ce même congrès, l'initiative de fonder l'Union mondiale des jeunes chambres d'expression française, projet qui avait déjà été discuté au quatre précédents congrès.

Quant aux essais de réconciliation et de restructuration qui furent tentés en 1965-1966, et dont nous reparlerons plus loin, ils échouèrent, au dire des représentants de la Fédération, à cause du refus de la CJCC d'accepter l'existence de deux associations indépendantes et égales entre elles, dotées d'un organisme de liaison dont les membres seraient choisis par chacune d'elles.

Objectifs

De 1958 à 1963, c'est-à-dire durant la période des fortes tensions avec la CJCC, la Fédération a toujours groupé plus de membres que n'en comptait le reste du Canada. Si on se limite aux années 1960, on constate qu'en avril 1961 elle représentait 38 % des chambres et 57 % des membres de la CJCC, et en juin 1963, 37 % des chambres et 56 % des membres⁷.

Pour être membre, au Québec, d'une Jeune chambre francophone, il n'est pas nécessaire d'être un jeune commerçant, un jeune homme d'affaires ou encore un jeune professionnel. Les Jeunes chambres recrutent leurs adhérents dans toute la classe moyenne, aussi, en 1962, la Fédération a-t-elle supprimé de son appellation le mot « commerce ». Elle est une fédération de Jeunes chambres, non de Jeunes chambres de commerce, et cette composition sociale, différente de celle des Jeunes chambres de langue anglaise, n'est pas sans affecter les objectifs même qu'elle poursuit, ainsi que les moyens utilisés pour les réaliser.

L'objectif premier est l'éducation des membres. Il est dit, d'une Chambre, qu'elle est une association de jeunes gens qui, occupés de l'avenir économique, social, politique et culturel de leur milieu, unissent leur énergie et leurs talents pour parfaire leur formation et mieux remplir leur rôle dans la société. Aussi insiste-on particulièrement, dans la Fédération, sur les buts éducatifs, le supplément de formation que peut leur fournir la Jeune chambre étant pour de nombreux membres ce qui compte le plus. Soulignons cependant que des divergences de vues se manifestent entre dirigeants et membres quant aux moyens à utiliser pour atteindre cet objectif, les premiers donnant la priorité aux programmes d'étude alors que les seconds semblent de plus en plus vouloir l'accorder aux programmes d'action, ce qui pourrait expliquer la baisse de 65 % enregistrée entre 1961 et 1965 dans les effectifs de la Fédération.

Un exemple parmi tant d'autres montre bien cette différence d'optique. En 1961, le comité des affaires publiques des Jeunes chambres locales fut chargé de préparer des séances d'étude destinées à renseigner les membres et même des publics plus vastes sur les rouages des gouvernements provincial, municipal et scolaire. Pour les dirigeants de la Fédération, ce comité était avant tout un comité d'étude, mais plusieurs Jeunes chambres locales le conçurent comme un comité d'action, lui donnant par exemple mandat de préparer un mémoire au conseil municipal afin de blâmer, rectifier, ou revendiquer, ou déléguant un ou plusieurs de ses membres aux assemblées du conseil municipal avec mission de faire rapport. Nous verrons plus loin comment ces différences ont pu, au niveau des activités, affecter les relations avec la CJCC.

Des objectifs externes accompagnent presque toujours les objectifs éducatifs, et les Jeunes chambres ne font pas exception. Le troisième article du credo de la Jeune chambre internationale stipule que « la liberté de l'individu et de l'entreprise assurera mieux la justice économique ». C'est là une conviction profonde chez les dirigeants de la CJCC, comme, sans doute, chez plusieurs dirigeants de la Fédération. Cependant, en raison de la composition sociale de cette dernière, et compte tenu de la conjoncture politique du Québec depuis 1960, certains de ses dirigeants ont cru bon de remettre cet objectif en question. En 1963, deux articles parus l'un dans *Canada Jaycees*⁸ l'autre dans *Jeune commerce*⁹ manifestèrent cette remise en question et, en 1965, les États généraux de la Fédération allèrent jusqu'à proposer de remplacer ce troisième article du credo « international » par le texte suivant : « L'émancipation économique, sociale, politique et culturelle des citoyens doit être la responsabilité première de l'État ». Survenant en période de crise avec la CJCC, cette prise de position n'était certes pas de nature à favoriser un rapprochement entre les deux mouvements.

Mais ce sont des objectifs externes de nature politique qui, plus que tous les autres, allaient entraîner la rupture.

À son premier congrès, en 1936, la Fédération se déclara loyale à la Couronne et à la confédération. Au congrès de 1945, elle inscrivit au nombre de ses vœux les plus importants une requête portant sur le respect de l'autonomie provinciale garantie par la constitution, le danger de centralisation législative, le retour aux provinces de droits administratifs et fiscaux concédés au pouvoir central pour la durée de la guerre, le réajustement complet des impôts au bénéfice des provinces et des municipalités, et, en 1954, dans son mémoire à la commission Tremblay, réclamait des provinces libres, c'est-à-dire autonomes, dans un Canada libre. Pas plus en 1954 qu'en 1945 elle n'établissait de distinction entre le Québec et les autres provinces, préconisant l'autonomie pour toutes.

Au début de 1959, à la suite d'un différend relié à la question de la cotisation, son secrétaire écrivait : « Il nous faut prouver par des *actes* et des *réalisations* que le fait canadien-français n'est pas un obstacle à l'unité nationale... Nos particularités ethniques doivent devenir des évidences indéniables à nos collègues des autres provinces¹⁰ ».

En 1962, dans un mémoire soumis à un comité spécial de la CJCC chargé de repenser les structures de l'organisme national, la Fédération déclara que le Canada était un immense pays avec précisément, qu'on le veuille ou non, des intérêts culturels et économiques différents, ajoutant même que ce pays était bi-national, bi-ethnique et bi-culturel. L'année suivante, au congrès de St-Jérôme, elle se prononça en faveur du droit du Canada français à l'autodétermination et, au congrès de 1964, recommanda une restructuration de la confédération canadienne fondée sur le caractère culturel et social distinctif des deux nations fondatrices du pays, avec, d'une part, l'État du Québec, qui aurait droit de regard sur les minorités françaises, et, d'autre part, le reste du pays.

C'est alors que, pour faire connaître le Canada français, la Fédération sollicita la collaboration du ministre québécois des Affaires culturelles, M. Georges-Émile Lapalme, lequel accepta non seulement de fournir une aide matérielle, mais de se rendre au congrès d'Oklahoma ou, tout au moins, d'y déléguer son sous-ministre (lettre du 23 juillet 1964). Au début de septembre, M. Lapalme démissionnait et M. Pierre Laporte, qui lui succéda, annonçait peu après que le sous-ministre présenterait au congrès une conférence sur la culture française au Canada. Ces événements déclenchèrent une contre-offensive de la CJCC tant auprès du premier ministre du Canada que du ministre du Revenu du Québec, M. Kierans, et, le 2 octobre 1964, le sous-ministre des Affaires culturelles fit connaître par téléphone au président de la Fédération que, « devant les proportions que prenait l'affaire », le ministre lui demandait de renoncer à cette conférence. Cette décision fut interprétée comme un désaveu du gouvernement du Québec envers la Fédération laquelle ne put obtenir du ministre qu'il fit, avant le congrès, une déclaration de principe reconnaissant l'existence au Canada de deux nations. Cet incident durcit l'attitude de la Fédération envers la CJCC qui, disait-on, « ne s'est pas encore

débarrassé de cette mentalité impérialiste selon laquelle le soleil ne luit que pour ceux qui se réfugient sous (sa) dépendance¹¹ *.

Enfin, dans un mémoire présenté en 1965 au comité parlementaire du Québec sur la constitution canadienne, la Fédération préconisait l'établissement d'un fédéralisme bi-national, comportant un statut particulier pour le Québec, ajoutant que, si au 1er juillet 1967 un tel fédéralisme apparaissait impossible et inacceptable à la majorité des Canadiens, elle demanderait au gouvernement du Québec d'oeuvrer pour permettre au Québec d'accéder à l'indépendance.

Deux facteurs au moins, tenant à la composition sociale de la Fédération, peuvent, outre les facteurs déjà évoqués, expliquer ce caractère de plus en plus nationaliste que prirent les objectifs externes dans les années 1960. Notons d'abord le fait que les membres de la Fédération se recrutent, comme nous l'avons souligné, dans les classes moyennes et parmi les gens de 18 à 40 ans, deux sous-ensembles de la population du Québec particulièrement sensibles, depuis 1960, aux revendications des groupes nationalistes et du gouvernement Lesage. Par ailleurs plusieurs dirigeants de la Fédération, militaient de façon active, durant leur mandat à la direction ou peu après, dans les partis politiques provinciaux ou fédéraux¹². Les partis politiques québécois étant tous devenus, par opportunisme ou pour d'autres raisons, plus ou moins nationalistes, il n'est pas étonnant que ces dirigeants aient suivi le mouvement ou, plus exactement, aient épousé ou accentué les idéaux nationalistes de la Fédération pour se créer un « capital politique » en vue de leurs activités partisans présentes ou futures. Signalons en passant que, depuis quelques années, les objectifs nationalistes des membres ont toujours enregistré un certain retard par rapport à ceux des dirigeants, ce qui ressort en particulier de l'observation des congrès de 1963, 1964 et 1965.

Activités

La Fédération anime diverses activités secondaires, tels les voyages à travers le Canada, les visites et les échanges d'idées organisés conjointement (depuis 1950) avec la Fédération de l'Ontario, dont le but est de promouvoir la bonne entente entre les deux groupes ethniques. Cependant ses principales activités conjointes avec la CJCC portent d'une part sur les congrès annuels de l'organisme national et, d'autre part, sur certains concours nationaux auxquels elle participe.

La Fédération insistait toujours auprès de ses membres pour qu'ils assistent aux congrès de la CJCC, afin surtout que tous les votes détenus par ses chambres soient utilisés pour faire valoir, au moment où des décisions importantes devraient être prises par l'assemblée, les droits et les intérêts des membres de langue française. Mais d'autres raisons étaient aussi avancées ; on faisait ressortir que l'assistance au congrès national permettait aux membres de langue française de fraterniser avec ceux des autres provinces ; fournissait l'occasion de faire connaître les Jeunes chambres de la Fédération québécoise au reste du pays ; donnait aux membres de la Fédération

québécoise la chance de s'enrichir en rencontrant des membres de toutes les parties du pays, ces derniers pouvant leur apporter des idées susceptibles de les aider à faire progresser leur mouvement, etc.

Malgré ces incitations, la participation aux congrès nationaux restait très faible, et le seul fait du déplacement ne peut suffire à l'expliquer. En 1961, le congrès national eut lieu à Montréal, et la délégation du Québec ne comprenait, en plus des représentants de la Jeune chambre montréalaise, que 30 membres de la Fédération, alors qu'à Hamilton, en 1959, le Québec de langue française comptait 44 délégués. Il est vrai que, cette année-là, un Canadien français se présentait à la présidence nationale et deux à la vice-présidence. Au congrès national de Saskatoon, en 1960, la Fédération québécoise n'avait que 15 délégués, dont 8 de la Jeune chambre de Montréal, qui étaient venus dans le but de préparer le congrès national qui devait avoir lieu l'année suivante dans la métropole.

Comment expliquer alors le peu d'intérêt des membres de la Fédération pour les congrès nationaux ? D'une part, l'assemblée annuelle de la Canada Junior Chamber of Commerce avait deux grandes fonctions : adopter les programmes d'activités et choisir les dirigeants de l'organisme. D'autre part, comme nous l'avons vu, l'organisme québécois jouissait d'un statut particulier au sein de la CJCC puisque, contrairement aux autres fédérations provinciales, il était autonome vis-à-vis de l'organisme pan-canadien ; aussi plusieurs des programmes d'activités soumis aux congrès nationaux restaient-ils partiellement inconnus de la Fédération québécoise, qui n'avait pas l'intention de les suggérer à ses membres. Par ailleurs, on comprend que les membres de la Fédération aient été peu enclins à aller aux congrès nationaux pour adopter ou rejeter des programmes d'activités applicables seulement dans les Jeunes chambres de langue anglaise ou pour élire des dirigeants qui leur étaient inconnus et n'avaient pas à s'occuper de leurs problèmes. Ceux, peu nombreux, qui assistaient aux congrès nationaux y allaient beaucoup plus en spectateurs qu'en congressistes à part entière, sauf lorsque la Fédération ou ses membres étaient directement concernés dans les affaires de la CJCC.

Les membres de la Fédération participaient cependant à certains concours nationaux, et un effort fut fait, en 1960, pour augmenter cette participation, les dirigeants ayant permis aux chambres d'inscrire une même activité en même temps à un concours provincial et à un concours national. Bien que la Fédération ait groupé cette année-là 39 % de toutes les chambres du Canada, elle n'enregistre que 18 % des participations aux concours nationaux. Celui du road-e-o de sécurité routière ne présenta quant à lui aucun problème : il ne donnait pas prise aux objectifs nationalistes de la Fédération ! Mais il n'en fut pas de même du concours national d'art oratoire auquel la participation était faible. Selon les dirigeants de la Fédération, la plupart des sujets manquaient d'intérêt, ou prêtaient à controverse. En 1963, le débat portait sur le troisième article du

credo de la Jeune chambre internationale : « La liberté de l'individu et de l'entreprise assurera mieux la justice économique », thème qui était de nature à permettre l'affrontement entre Canadiens de langue française et Canadiens de langue anglaise, puisque le concours ne se déroulait pas seulement aux niveaux local et régional, mais aussi aux niveaux provincial et national, les gagnants locaux se présentant au niveau régional, les gagnants régionaux au niveau provincial. Au niveau national, on comptait trois participants : un de langue française et deux de langue anglaise, dont l'un du Québec. Le concurrent de langue française pouvait difficilement exprimer des idées qui n'auraient pas été en accord avec le troisième article du credo de la Jeune chambre internationale, lequel affirme que « la liberté de l'individu et de l'entreprise assurera mieux la justice économique », même si dans la Fédération s'était produite, comme nous l'avons noté, une désintégration partielle de la philosophie de l'entreprise privée dont les idéaux nationalistes se sont doublés en effet d'idéaux « interventionistes » quant au rôle de l'État dans la vie économique.

Mode de communication

C'est surtout à partir des deux secrétariats unilingues, celui de la CJCC et celui de la Fédération, que s'établissaient, avant la rupture, les communications entre les deux organisations. Ainsi, la correspondance, les états de comptes, les programmes du congrès, les règlements des concours nationaux, les procès-verbaux adressés à la Fédération par la CJCC, étaient rédigés en anglais, les documents qui concernaient les chambres locales de la Fédération étant traduits en français par son secrétariat. Les en-têtes de lettres, les cartes de membres et le programme de sécurité routière de la CJCC étaient bilingues.

De plus, selon un accord permanent entre les deux organisations, la Fédération envoyait des exemplaires de sa revue officielle à tous les présidents locaux de langue anglaise de la CJCC laquelle, en retour, adressait des exemplaires de son journal officiel à tous les présidents locaux de langue française de la Fédération. Aux congrès de la CJCC, il y avait traduction simultanée, et ce depuis l'entente de 1953 dont l'une des clauses voulait d'ailleurs que toutes les activités et manifestations de la CJCC ainsi que la documentation officielle soient bilingues, ce qui, selon les dirigeants de la Fédération, ne fut jamais réalisé.

Un nouvel effort fut fait, toutefois, à partir de 1960 ; on exprima de nouveau le vœu que la CJCC devienne bilingue, et un comité spécial étudia la possibilité d'établir un secrétariat national bilingue. En plus des programmes nationaux les plus importants qui étaient publiés en français et en anglais, deux numéros du *Canadian Journal* parurent dans les deux langues, l'un en novembre 1960, l'autre en mai 1961. La première expérience fut désastreuse, l'autre plus heureuse, et le secrétaire de la Fédération québécoise écrivit :

Nous félicitons le directeur du journal et les officiers de la Jeune Chambre du Canada pour ce geste de reconnaissance du

caractère bi-ethnique de notre pays. Nous souhaitons cependant que la présentation du journal s'améliore le plus tôt possible de façon à ce que l'on puisse bientôt présenter aux jeunes du Canada un journal qui soit vraiment le reflet des deux langues officielles du pays.¹³

Deux autres numéros bilingues paraîtront en novembre 1961 et en mai 1962, dont le texte français sera contrôlé par trois officiers de la Fédération.

En 1961, les dirigeants de la Fédération demandent que la publication des programmes nationaux en français soit réduite, leurs services étant en mesure, affirment-ils, de s'occuper eux-mêmes de la documentation française, ces programmes, même s'ils sont bilingues, ne se trouvant pas pour autant adaptés à la mentalité et à la culture des membres de langue française. En outre, après avoir analysé le rapport du comité chargé d'étudier la création d'un secrétariat bilingue, la Fédération conclut que ce projet ne saurait être réalisé sans que les structures même de la CJCC soient modifiées.

Mode de coordination

Comme nous l'avons vu plus haut, depuis le congrès 1957 et à la suite de pressions exercées en ce sens par la Fédération, la CJCC était constituée, formellement tout au moins, en une structure fédérale. Cependant, dès 1959 cette structure était remise en cause par la Fédération même qui proposait un nouveau mode de coordination à l'intérieur de l'organisme national. Elle suggérait en effet d'attribuer à celui-ci les responsabilités suivantes : coordination de l'évolution du mouvement par l'intermédiaire du Conseil national ; coordination et orientation par le jeu des comités nationaux, du travail des Fédérations et non des unités locales ; préparation, chaque année, d'au moins quatre assemblées du Conseil national et deux assemblées des secrétaires provinciaux, afin d'assurer un maximum de coordination au niveau tant de la direction que de l'administration ; surveillance et contrôle des assemblées provinciales par des officiers nationaux ; promotion de certaines activités de portée nationale ; organisation de campagnes d'intérêt national et d'événements nationaux ; promotion de visites interprovinciales entre les Fédérations ; relation avec la Jeune chambre internationale ; promotion des relations avec les autres organisations nationales affiliées à la Jeune chambre internationale, la Fédération québécoise suggérant par ailleurs à la Jeune chambre du Canada de réserver aux Fédérations provinciales la promotion du mouvement dans les territoires relevant de leur juridiction ; la formation de comités provinciaux en vue de coordonner et orienter les régions et les chambres ; la préparation chaque année d'au moins cinq assemblées du conseil provincial et d'une assemblée générale au congrès ; l'établissement d'un programme adapté aux nécessités de la province et incluant certaines recommandations émanant du national ; la production et la distribution du matériel nécessaire à la promotion du programme provincial ; la promotion des événements d'intérêt provincial ; l'encouragement à la

participation aux campagnes d'intérêt national ; l'édition d'un bulletin ou d'un journal provincial et de bulletins destinés aux officiers locaux et régionaux ; l'émission et la remise des chartes aux nouvelles unités ; la perception des contributions locales ; le paiement de la contribution nationale au prorata du nombre de membres, etc.

Les mêmes idées étaient reprises en 1962 dans un mémoire de la Fédération à un comité spécial de la CJCC, dans lequel elle affirmait ne plus pouvoir se satisfaire de simples éléments comme, par exemple, la traduction simultanée ou un secrétariat bilingue. Elle soulignait qu'il fallait assurer une nouvelle coordination de tout le mouvement et insistait, en particulier, sur la formation d'organisations provinciales fortes qui soutiendraient les chambres locales dont elles connaissent mieux que la direction nationale les aspirations, les besoins et les lacunes. Le rôle de l'organisme fédéral devait consister surtout à assurer la liaison entre les organisations provinciales, tout en préconisant certaines activités d'intérêt national.

En somme, comme le disait explicitement la Fédération, il s'agissait ni plus ni moins de généraliser, à l'intérieur de la CJCC, le mode de coordination qui existait entre l'organisme national et elle-même. Elle prenait pour hypothèse que « le Canada est un immense pays où les intérêts culturels et économiques sont forcément différents qu'on le veuille ou non » et que la coordination devait d'abord se réaliser au niveau provincial. C'était de plus, ajoutait-elle, un gage de succès et de développement, et elle en donnait pour preuve un « membership » bien plus élevé à la Fédération que dans les autres groupements.

Ces propositions devaient évidemment entraîner des transformations concomitantes dans le mode de représentation à la direction nationale. N'ayant pu obtenir gain de cause sur le plan de la coordination, la Fédération allait porter la bataille sur le plan de la représentation, en commençant par la représentation auprès de l'association internationale.

Mode de représentation

Nous avons déjà noté que les délégués des chambres locales de la Fédération ne s'étaient jamais rendus très nombreux aux congrès nationaux. De toute façon, celle-ci ne pouvait qu'y être sous-représentée ; le pourcentage relatif de ses membres ayant toujours été plus élevé que le pourcentage relatif de ses chambres sur lesquelles était fondée sa représentation au congrès, elle se trouvait défavorisée au départ. Depuis 1958 elle était d'autant plus sensible à cette sous-représentation qu'elle détenait, au sein de la CJCC, la majorité absolue des membres.

Depuis la réorganisation de 1957, le conseil d'administration était formé de l'exécutif et des présidents des 8 fédérations. Comptant plus de 100 chambres locales, la Fédération québécoise avait droit à deux directeurs supplémentaires (celle de l'Ontario, qui comptait de 60 à 100 chambres, avait droit à un). Quant à l'exécutif, il était

formé d'un président et d'un nombre variable de vice-présidents (4 à 8), élus par l'assemblée générale. Quoi qu'il en soit, on peut estimer tout au plus à 3 sur 10 le nombre de membres du conseil d'administration venant de la Fédération.

Au niveau de la présidence, la sous-représentation était encore plus accusée. Entre 1949 et 1963, la Fédération n'a procuré à la CJCC qu'un président sur 5, alors que l'Ontario, avec un nombre inférieur de membres et de chambres, en a fourni 1 sur 3.

La Fédération était aussi sous-représentée, par rapport au nombre relatif de ses membres, dans les commissions nationales chargées de mettre en oeuvre le programme d'activités de l'organisme auquel, de toute façon, elle participait peu. Par contre elle avait 4 représentants sur 8 au comité d'unité nationale, chargé d'étudier constamment l'évolution des relations entre les deux principaux groupes ethniques du Canada. Ce comité consacrait en quelque sorte son statut particulier au sein de la CJCC. Ces 4 représentants étaient membres de son exécutif, tout comme les 4 autres appartenaient à l'exécutif de la CJCC. Toutefois, les propositions de ce comité pouvaient toujours être renversées par l'assemblée générale, le conseil d'administration, l'exécutif ou encore le secrétariat de la CJCC.

La Fédération était donc sous-représentée à la direction de la CJCC, mais étant donné qu'elle participait peu aux activités nationales, elle pouvait difficilement exiger, dans les structures unitaires du mouvement, une plus forte représentation. Par contre, dans une structure vraiment fédérative, comme celle que proposait la Fédération, la représentation des organismes provinciaux à l'assemblée générale devait être proportionnelle au nombre de leurs membres, puisque c'étaient eux et non plus les chambres locales qui étaient représentés à la direction nationale.

Nous avons vu que ces propositions ayant été refusées par la CJCC, la Fédération porta la bataille sur le plan de la représentation auprès de l'association internationale, avec le résultat que l'on sait. Nous avons vu également comment, ensuite, elle avait réclamé que les structures mêmes du mouvement deviennent « binationales », c'est-à-dire qu'il y ait deux organisations réunies au sommet avec une égale représentation des deux groupes ethniques à tous les niveaux de la direction.

Conclusion

La Fédération n'est pas revenue, depuis, sur les positions que lui ait fait prendre les objectifs politiques de ses dirigeants et l'évolution de ses relations avec la CJCC. Selon elle, il ne peut plus y avoir que deux organisations de Jeunes chambres au Canada, avec, tout au plus, un comité conjoint au niveau de la direction, pour fins de représentation surtout auprès de la Jeune chambre internationale. C'est ce que montrent non seulement les dernières tentatives de rapprochement avec la CJCC, mais aussi les efforts faits par la Fédération pour fonder des Jeunes chambres en Ontario et, plus généralement, pour être reconnue comme organisme national.

Au cours de l'année 1964-65, elle n'est parvenue à fonder qu'une seule Jeune chambre de langue française hors du Québec, celle d'Ansonville en Ontario, laquelle s'est désaffiliée le 1er octobre 1965. Par ailleurs, la Jeune chambre d'Ottawa-Eastview, affiliée à l'Ontario Jaycees, refusa, le 10 février 1965, de joindre ses rangs.

Cette politique était la réalisation d'un vieux rêve de la Fédération. En effet, en 1960, le président sortant de charge avait recommandé la fondation d'unités de langue française au Nouveau-Brunswick et dans l'Ouest canadien, et, au congrès de 1961, la commission des relations extérieures avait reçu mandat de réétudier, sous la direction du conseil d'administration, la question des chambres de langue française hors de la province de Québec, même si pour cela on devait changer le nom de l'organisme. A son congrès de 1962, la Fédération parla de fédérer, sous son égide, toutes les Jeunes chambres canadiennes françaises, et à St-Jérôme, en 1963, en proposant à la Jeune chambre du Canada une structure bi-nationale, elle décidait par le fait même de se « déprovincialiser », pour son propre bénéfice d'abord, et pour permettre aux Jeunes chambres de langue française réparties à l'extérieur du Québec de se joindre à elle. En 1963-1964, elle tenta, sans résultat, quelques efforts pour étendre le mouvement à l'extérieur du Québec et, finalement, au congrès de Sherbrooke, au mois d'août 1964, « la Fédération des jeunes chambres du Québec », désirant affirmer son caractère d'organisme national d'expression française du Canada, décida de changer son nom en celui de « Fédération des jeunes chambres du Canada français ». Les délégués au congrès adoptèrent une résolution en ce sens, après avoir pris possession d'une charte fédérale (l'organisme était régi depuis 1948 par une charte provinciale) qui autorisait désormais les Jeunes chambres d'expression française du Canada, et non plus seulement au Québec, à s'affilier à la Fédération.

À son congrès de 1965, qui eut lieu au mois de juillet à Québec, la Fédération demanda à la Chambre de commerce du Canada de la reconnaître au même titre que la Jeune chambre du Canada, et la pria, en conséquence d'échanger, comme avec celle-ci, des observateurs. Elle lui demanda en outre de lui allouer les trois cinquièmes de la subvention annuelle de \$ 25 000 versée à la Jeune chambre du Canada, soit \$ 15 000, puisqu'elle groupait les trois cinquièmes des membres de toutes les Jeunes chambres du Canada.

La Chambre de commerce du Canada, qui opposa à cette demande qu'elle n'avait pas été présentée assez tôt pour être étudiée au prochain congrès, constitua cependant un comité chargé d'étudier cette question et l'un de ses membres rencontra le président de la Jeune chambre du Canada auquel il recommanda de tenter un rapprochement avec la Fédération, sans quoi la Jeune chambre du Canada risquait de perdre tout ou partie de son octroi.

Au cours des dernières négociations entreprises avec la CCCC en vue d'un rapprochement, c'est toujours le fondement d'une organisation distincte et « nationale » qu'a soutenu la Fédération, et, le 1er octobre 1965, son exécutif rédigeait dans les deux langues les principes suivants qui devraient inspirer les négociations à venir :

- (a) La Fédération des Jeunes chambres du Canada français et la CJCC reconnaissent le principe de l'égalité des deux nations fondatrices du Canada.
- (b) Un comité conjoint établira les structures de l'organisme canadien, lesquelles reconnaîtront ce principe.
- (c) Le président de l'organisme canadien sera élu par les membres des deux associations sur une base d'égalité ; son rôle sera, entre autres, de représenter le Canada à la J.I.C. ; le premier vice-président sera élu de la même manière, mais devra toujours être membre de l'association autre que celle du président élu ; un nombre égal d'administrateurs vice-présidents seront élus par leur association respective.

Ces principes furent acceptés par le conseil d'administration de la Fédération le 2 octobre 1965 et, le lendemain, son président et celui de la Jeune chambre du Canada signaient l'entente. Le 15 octobre, des membres des deux exécutifs nationaux se rencontrèrent pour discuter des structures du futur organisme. Le 1er novembre la Fédération, dans une lettre à la Jeune chambre du Canada, expliquait comment elle concevait ces structures et exprimait son désir de savoir avant le 10 novembre 1965, soit avant le congrès de la Jeune chambre internationale, si cette conception était partagée.

Les deux associations reconnaissaient officiellement le principe de l'égalité des deux nations au Canada, mais leurs points de vue différaient quant à la mise en application dudit principe dans les structures du futur organisme qui pour la Fédération, devait être un organe de liaison entre les deux associations, dans lequel l'une et l'autre seraient en tous points sur un pied d'égalité. Il n'était pas et il ne pouvait pas être question de fusion, chaque association devant garder son entité et ses structures propres, et demeurer indépendante.

Pour la Jeune chambre du Canada, au contraire, les deux associations devaient fusionner en un organe unique qui coordonnerait le travail non seulement des deux associations nationales, mais aussi celui des chambres provinciales et même des chambres locales, et dans lequel l'égalité des deux nations fondatrices du Canada serait théoriquement reconnue.

Les deux associations s'entendaient pour dire que la présidence du futur organisme devait être alternativement assurée par un membre de langue française et un membre de langue anglaise, et le vice-président exécutif ne pas appartenir au même groupe linguistique que le président. Cependant la Jeune chambre du Canada voulait que l'un et l'autre soient élus, à un congrès conjoint, par les délégués des chambres locales des deux associations, la Fédération refusant ce mode d'élection qui mettait en cause le principe de l'égalité des deux associations, car dans un tel congrès ses délégués ne disposaient pas, comme nous l'avons déjà vu, du même nombre de voix que ceux de la Jeune chambre du Canada. Elle préférait en effet que le président et

le vice-président exécutif soient élus par les membres de l'organisme supra-national, lesquels provenaient en nombre égal des deux associations nationales. Elle s'opposait de plus à l'organisation d'un congrès conjoint qui, selon elle, représentait un pas vers l'unification.

D'après la conception de la Fédération, chaque association devrait élire au suffrage universel quatre membres destinés à constituer l'organisme supra-national, lesquels choisiraient parmi eux un président et un vice-président exécutifs, les dix autres membres étant vice-présidents. Par ailleurs, pour la Fédération, les membres de cet organisme supérieur ne pourraient pas être des membres des exécutifs des deux associations nationales, à l'exception des présidents respectifs qui feraient automatiquement partie de l'organisme supra-national, alors que dans l'esprit de la Jeune chambre du Canada ce devait être les mêmes, ce qui portait la Fédération à croire que celle-ci voulait la fusion des deux associations nationales en un organisme unique dans lequel la province de Québec jouirait d'un statut particulier.

Devant le refus de la CJCC d'accepter ces propositions et les principes les sous-tendant, la Fédération décidait au début de mars 1966 de rompre les pourparlers, et son président affirmait alors que « les deux organismes sont (depuis le 31 décembre 1963) et demeureront des entités distinctes »¹⁴.

The Canada Junior Chamber of Commerce

Structure

As we have seen, the question of the appropriate structure for Canadian Junior chambers has been a continuous source of tension between the Fédération and the CJCC. The basic cause of this tension seems to be a disagreement in the conception each association has had about the other and about itself. The leaders of the CJCC have seen themselves as heading a structure composed of individual units (local Chambers) composing a national (i.e. pan-Canadian) aggregation. Fédération spokesmen, on the other hand, have considered their branches as participating in a provincial, and later in an ethnic (or national, i.e. French-Canadian) grouping. Underlying this distinction is a different conception of the country itself. The Anglophone leaders have consistently assumed their frame of reference to be one more or less homogeneous Canada, whereas their Francophone counterparts have thought of their organization as existing in a country with a dual character. The failure of the CJCC to adopt a provincial framework except as a concession to the Fédération in 1957, and the Fédération's basically provincial perspective are revealing indicators of one of the critical problems encountered by the Junior chambers in Canada.

Specifically, as we have seen, this distinction has manifested itself with respect to two related structural problems: the *fiscal* relations between the major components of the organization and the *constitutional* (more narrowly structural) relations among various branches constituting the organization.

We have seen that arguments about the division of fees by Francophone chambers had been a bone of contention in at least 1949, 1953, and again in 1959. Generally, the \$.25 per individual member retained by the CJCC from fees collected by the Fédération was considered by the latter as payment for such services as were provided by the pan-Canadian association, whereas the CJCC leadership tended to view the portion retained by the Federation as a fee for services provided by it to the Francophone members. A closer look at some of the controversies will shed a revealing light on the underlying reasons for these differences.

In 1951, the Young Men's Section of the Montreal Board of Trade complained about their inability to offer adequate financial assistance to the English-speaking Quebec region (Region 14). It proposed that instead of \$400 of its annual fee of \$800 to CJCC being passed over to the Fédération, it pay only \$600, thus reducing the payment to the Fédération by \$200 which could then be diverted to Region 14. This method, according to the Young Men's Section, would have obviated the necessity of the Fédération "favouring" one of Quebec's regions which it wished to avoid in an effort to prevent agitation by other Quebec regions.

The Fédération opposed this proposal and argued that the arrangements then in operation were entirely equitable: according to the agreement between the Junior Chamber of Canada and the Fédération, the basic contribution of all the chambers in Quebec was \$.50 per

member respectively to the Junior Chamber and to the Fédération. The latter received \$.25 for each of the Chamber's \$.50 as a refund for the services it rendered the French-speaking units in Quebec but ~~not for~~ *the English-speaking ones*. Nevertheless, the Federation offered to remit to the new region \$.15 it collected from each \$.50 contribution from the Montreal Board of Trade, provided the Canada Junior Chamber matched this amount. The Fédération argued further that the \$.25 per member it received for special services in French "is considered as the share of the grant paid by the Canadian Chamber of Commerce to which the French-speaking Junior chambers are entitled. It is a minimum, because if this share was proportioned to the number of Junior Chambers, the French-speaking Junior chambers would get at least three times more than they do under the present system of \$.25 per member." And it added: "The participation 'en bloc' of the French-speaking Junior Chambers to the Junior Chamber of Canada is rather a contribution to the cause of 'bonne entente' and Canadian unity because the 'tangible' advantages are very few if not non-existent; the French-speaking Junior Chambers stand ready to maintain this participation provided that all other parties are willing to go on respecting the letter and the spirit of the contract that made it possible."¹⁵

A memorandum prepared in response to the Fédération's comments by the secretary-manager of the Canadian Junior Chamber rejected the idea that any local or provincial Junior Chamber in Canada receive any part of the Canadian Chamber of Commerce grant, which was intended specifically for the operations of the pan-Canadian organization. The \$.25 per member paid to the Fédération was for "French-speaking services which are rendered by La Fédération, directly or indirectly, on behalf of the national office. In addition to these services it is well to point out that National renders direct services to the French-speaking Junior Chambers through releases, Jaycee supplies, visits by National officers and Annual Conventions. The National Headquarters provides bilingual services, has a translator, and serves as a medium for the exchange of ideas amongst all Junior Chambers in Canada."

The Fédération's assertion that its members received few tangible benefits from belonging to the Canada Junior Chamber was flatly rejected: "There are many advantages. . . . Canadian unity is not merely the signing of a contract, the shaking of hands nor the expression of goodwill. If we are to advance as a united Canada, we must exchange ideas, work and play together and co-operate by helping each other with community problems. This can be done only through national associations such as the Junior Chamber of Commerce. . . ."

As a means out of this impasse, Region 14 suggested that the CJCC and the Fédération re-open negotiations about the amount of fees to be paid by Anglophone Fédération members in view of the Fédération's office being unable to offer its Anglophone members services as extensive as were provided the Francophone chambers. Part of the dues of Anglophone chambers, it was proposed, should be turned back to the region to assist in its activities. Discussions of the issue among interested parties led to a decision not to change the contract at that time "in view of the good relationship that is now being enjoyed."

Region 14 was to explore fully the facilities provided by the Fédération and the latter was to reserve a section of its *Jeune Commerce* for Region 14 activities. Region 14 was further encouraged to raise its own finances as was done by all other Quebec regions. The CJCC thus decided to stand by the 1949 contract, to begin thinking about its future revision, and to ask the Federation to consider such financial assistance to Region 14 as it found possible.

The second round of negotiations on fees and related matters began in January 1952 when the Fédération terminated the 1949 contract in the hope that it could be modified in a new agreement. A negotiation committee was established, to report by the end of May. Some problems of general ethnic relations which had come up at the annual meeting, and the need for making adjustment in the wake of a CJCC fee raise to \$1.00 per individual member, delayed the new agreement. During the complicated, drawn-out series of negotiations which followed, relations between the two organizations occasionally became quite bitter. At one stage the Fédération president indicated that his association would have preferred to accept Anglophone individuals as associate members of the Fédération. He added: "Because the provincial body can provide services to their own members, they do not ask the National Office to render these services, too. Further, they are very willing to adapt the National programme to the requirements and scope of the members of La Fédération, and in return, will give all the news from the French-speaking Chambers to the National body." The Fédération did not wish the national office to duplicate its services and was prepared to receive only official documents (excluding such things as routine releases) in French translation. Under these circumstances it suggested that it remit only 10 per cent of the fees collected (about \$1,000) to the CJCC.

The CJCC position is contained in its counter-proposal of March 1963. The previous contract, it argued, had suffered from certain deficiencies: Anglophone members of La Fédération did not receive full value for their contribution to the provincial body. More important, when the first agreement was signed, the CJCC had not yet fully developed and there was therefore no adequate provision for the regional execution of national policies and projects. The Francophone chambers retained a portion of the national fees for services provided in French, including the carrying out of national policies and the furthering of the pan-Canadian association. In fact, the Fédération usually dispensed the funds in a way which *it* (not necessarily the national office) thought to be in the best national interest.

Henceforth, fees were to be considered not simply as the cost of a general affiliation but rather as a definite investment for value received. A breakdown of expenses was produced, showing that the rightful charge to the Fédération (in CJCC eyes, of course) would have been \$4,759 for the year 1952-53 and not \$2,425 as actually requested by the pan-Canadian association. It was suggested that this sum be paid while the terms of a contract were still being negotiated. A number of non-financial subjects were to be defined in this new contract, including the uniting of the national and Fédération headquarters under one roof.

The Fédération did not want to pay any fees before a new contract was signed, but it later relented and agreed to transmit 20 per cent of the fees collected in Quebec to the CJCC, it also agreed to the establishment of a joint committee to ensure implementation of national policies in Quebec. The CJCC president expressed the view that until the structures of the two associations became similar so that lines of communication could easily be established, the voluntary and equal contribution of all levels would not be attainable. He said that the associations had "a temporary problem in unity which can only be counteracted by grooming the people who are potential leaders in the future in La Fédération along the line of thinking that is essential in our national body."

The CJCC members of the negotiating committee felt that an agreement was imminent, but it became apparent that the Fédération's members had taken positions which were not supported by their own executive. Negotiations subsequently became deadlocked and relations deteriorated so much that the CJCC stated that, unless Fédération members paid their fees by the time of the annual meeting in the spring of 1953, they could not vote nor participate in the usual contests arranged for members of the Chamber. At this stage, the president of the CJCC sent the letter mentioned above to all French-speaking local units, giving his views of the negotiations and warning of the possible withdrawal of their voting power.

In reacting vigorously against this direct appeal by the pan-Canadian body to the Quebec chambers, the Fédération president nevertheless indicated that he and his Francophone colleagues were earnestly seeking a satisfactory arrangement with the Canada Junior Chamber. Finally, the Chamber accepted a temporary solution: For 1952-53 the Fédération transferred to National 20 per cent of the fees it collected; this proportion was to be raised to 25 per cent in the contract for 1953-54, which increased the autonomy of the Fédération. The CJCC undertook not to affiliate any Quebec Francophone Chamber which did not also belong to the Fédération and it agreed that Francophone chambers *outside* Quebec could become members of the Fédération "under the same terms as those established for the French-speaking Junior Chambers of Commerce in the province of Quebec." One of the clauses read: "La Fédération will facilitate the realization of the general program in accordance with the objectives of the Chamber towards its affiliated Chambers by the best possible means."

In the *Brief History of the Canada Chamber of Commerce*, which has already been cited, these complex negotiations and arrangements are summarized as follows:

In 1952, the fees were 50 cents per member of which 25 cents was rebated to La Federation for each French-speaking member. These fees were later increased from 50 cents to one dollar per member and a resolution proposed by a La Federation member from Val d'Or was adopted which set the rebate at 75 cents. In return for the increased rebate, La Federation agreed to implement National programs in Quebec.¹⁶

It is not to be wondered at that misunderstandings arose between the Francophone and Anglophone chambers: the assumption of the Chamber (as expressed in the cited quotation) that the 1953 agreement

committed the Fédération simply to implementing its programmes was certainly at variance with the Francophone leaders' understanding of the situation.

A new disagreement about fees occurred in 1958 and it led to the cancellation, this time by the CJCC, of the contract. The immediate reason was the 100 per cent increase, in 1957, of CJCC fees and the desire of many Anglophone Chambers that the Fédération fees be increased by the same proportion. That the reasons for the cancellation went deeper can be seen from an article by a former CJCC national vice-president about his experiences with the Fédération, which appeared in the February 1958 issue of the *Canadian Jaycee*. After complaining that during his years on the executive, he was always advised not to speak frankly about French-English relations "for the sake of 'bonne entente,'" he argued that the problem of creating satisfactory relations between the two groups arose because "You [the French-speaking Jaycees] are so banded together and are so steeped in your own language and customs." The Fédération he described as "in fact a national organization which is only affiliated with CJCC." Nevertheless, the major complaint of this one-time national vice-president concerned the monetary contribution of the Fédération. He argued that many Ontario Jaycees felt they were not getting full value from the national office for their dues if the assessment was made in terms of specific values and services received for the membership fees. But this, he implied, was hardly the only criterion to use—the organization performed other functions whose value could not be calculated in such a cut and dried way.

The negotiations for a new contract were carried out largely by the National Unity Committee—the new name significantly given to the old joint Contract Implementation Committee. It was recorded at one of the committee's meetings that members were of the opinion that the Fédération members "were not contributing to National finance to the same extent as the members of the seven other provincial organizations." A two-year plan was proposed in which the first step was the acceptance by the Fédération of the principle of adopting national programmes and emblems. In reporting this plan to the CJCC National Board, the president stated that "this plan was aimed at integration of the French-speaking and English-speaking segments of the CJCC with the ultimate hope that they might eventually become one." Although neither the National Unity Committee, nor the National Board minutes reveal any opposition to these proposals by the Francophone members in attendance, the plan was never adopted and it must be surmised that the opposition of the Fédération made itself felt in a silent but effective manner unrecorded in the official documents.

In 1959 a special committee of the CJCC, composed of the president, executive vice-president, past president, and secretary-manager decided that the national office was entitled to \$.50 per member of each Fédération chapter and they consequently sent an invoice directly to each Fédération unit on the basis of \$200 per member (to a maximum of \$900). A letter explained that these dues were necessary for the privilege of belonging to the Canada Junior Chamber of Commerce but that part of the dues would be returned to the Fédération for services it rendered in French, since the national office was not yet in a position to

provide these itself. It was further added that the portion made over to the Fédération would diminish until the national office could provide all services in French when it would retain all fees. During the first year, the national office kept \$.25 per individual member and sent \$1.75 to the Federation. None of the details had, therefore, changed and discussions continued both about the principles involved and the exact amounts to be collected and retained by the two associations.

At the 1959 national Annual Convention, a report was adopted recommending a somewhat more decentralized structure and the devolution of some responsibilities to the local and regional units. Many decisions made on this occasion were, in effect, concessions to Francophone members. At the same time the principle was adopted of working towards the unifying of all Canadian Jaycees under one "truly Canadian National organization." When the National Board met after the Convention it was agreed that for the year 1959-60 a figure of \$14,400 was to be placed in the budget for "French-speaking dues" and that \$12,600 be recorded as "French services." The Fédération was asked to submit a report showing the disposition of the funds returned to it.

An interesting insight into the attitude of the out-going executive can be derived from the examination of their recommendations to the Board. A strongly centralist orientation is revealed in the president's suggestions that no agreement be made between the Francophone and Anglophone Jaycees, that the dues structure be set forth in the by-law and reviewed annually, that equal dues for all Jaycees be instituted in two years and that a gradual plan be adopted to service all local units from one national office.

At the 1960 Annual Convention a constitutional amendment was made providing that membership fees of the Fédération units be based on actual costs incurred by the national office in providing services.

The general trend of the disagreements about the allocation of fees indicates a gradual acceptance by the Canada Junior Chamber of the autonomous position of the Fédération. At the same time national leaders have never abandoned the idea of working towards a strong pan-Canadian, centralized organization, encompassing both Francophone and Anglophone units.

The rather detailed account we have given of several of the crises occasioned by the need to allocate fees between the two associations serves to clarify one of the reasons for the tension between them: the CJCC leadership always considered its organization a national (i.e. pan-Canadian) emanation in which the autonomous posture of the Fédération was a temporary and unnecessary deviation from policies which, in the long run, would serve the cause of all Junior chambers. Underlying the Jaycees' position was a conception of Canada which, on the whole, downgraded the importance of—or perhaps even denied—the dualism of the country's population. The Canada Junior Chamber, in devising criteria for the just allocation of fees consequently tended

to ignore the special position of the Fédération. Furthermore, it was consistently taken for granted by the national leaders that their organization formulated policies of pan-Canadian importance, which had to be implemented by its constituent chambers. There is an unmistakable assumption here that the national organization stood in a position of primacy vis-à-vis the regional and local chambers. This assumption was not, as we have seen, shared by the Fédération.

In turning to the other aspect of the Canada Junior Chamber's structure—the relation among the various component parts—it is necessary to recall that the organization's leadership has consistently thought of the CJCC as a strongly pan-Canadian association composed of chambers operating at the local, municipal level. While some of the units were clustered into regional or area groupings, the idea of making the province the key organizational unit was accepted only in 1958, as a concession to the Fédération which favoured this form of structure, having itself been a provincial organization since its inception. The local chambers in the Atlantic Provinces are gathered in one regional grouping so that there are only seven provincial organizations in the CJCC.

The president of each of the provincial areas sits on the CJCC's Board of Directors where the representation is somewhat weighted to reflect the interests of provinces in which there is a particularly large membership. While provincial units are given some voice on the Board, they are not recognized as such on the smaller Executive Committee composed of the president, three vice-presidents (Administration, Commissions, and Operations) and the executive director who, however, does not vote. The president and vice-presidents are elected at the Annual Convention at which each unit is allowed one vote per 50 members up to a maximum of five votes. Representation in some relation to numerical strength is a recent innovation.

The CJCC has established 10 pan-Canadian Commissions responsible for initiating and co-ordinating programmes on a national scale. Activities in fields such as Awards, Community Development, Economic Affairs, Education and Youth Activities, or Leadership Training are studied by the Commission Chairmen at all levels and are then presented as national programmes by the Commissions for acceptance by the Board of Directors.

A structural feature of special interest to the present study is the virtually continuous practice of the CJCC to maintain a national committee concerned with relations between members of Canada's major language groups or between the CJCC and the Fédération. The existence at one time or another of the Contract Implementation Committee—later named the National Unity Committee, the National Co-ordinating Committee, the Federal Structures Committee, and the National Planning and Development Committee attests to the serious efforts which have been made by the CJCC to achieve a suitable understanding with the Fédération.

The response of the CJCC to two particularly intensive crises in its relations with the Fédération reveals the national organization's position on the framework necessary for the adequate fulfillment of its tasks.

We have seen that in 1959 the Fédération made a strong plea for the reorganization of the CJCC to make its structure conform more than before to what the Fédération took to be the spirit of the BNA Act. The Fédération not only believed that the pan-Canadian organization failed to take into account the virtual numerical equality of the membership¹⁷ but it asserted further that Francophone units found it impossible to add national programmes to their own activities which had been in existence for as long as 20 years: the traditional programmes were, in any event, not particularly well adapted to the psychology of the members. The 1959 Annual Convention of the CJCC, held in Hamilton, received a report from one of the many special committees established to explore future relations. The report was accepted with some amendments and contained among other matters, the following points:

- Local, district and provincial autonomy and flexibility must be recognized by the CJCC without overlooking the necessity of units remaining within the broad framework of the CJCC.
- All national programmes should be approved and subject to reconfirmation at Annual Conventions. (This clause replaced a much more strongly "local" recommendation: "The organizing and promoting of programs by the National Board should be discontinued and the accent placed on programs and activities developed by the local units to meet the specific needs of their members and their communities").
- The prestige and importance of the office of District President should be upgraded.
- National headquarters must be bilingual and designed to meet the needs of both English- and French-speaking Canada Jaycees (the word "equally" in the phrase "meet the needs equally of both..." was deleted upon motion by two French-speaking members).
- The unifying of all Canadian Jaycees under one truly Canadian national organization should be the immediate and prime concern of every Canadian Jaycee.

These points show that while the CJCC was prepared to decentralize its structure somewhat and to give a greater voice in the decision-making process within its ranks to local and regional units, it was unwilling to transform itself into a federation of provincial bodies which, in essence, was the approach favoured by the Fédération.

In the late fifties and early sixties there was considerable discussion by various groups and committees within the CJCC about the best way of establishing a genuinely bilingual headquarters. In the end, however, it was decided that there was not much point in trying to establish such an administrative centre without first reconstructing the CJCC so as to make it acceptable to Jaycees among Canada's two major language groups. The problem confronted by the CJCC was

essentially to maintain the pan-Canadian organization in the face of the strong provincial focus of the Fédération. The latter presented a brief to one of the numerous committees mentioned above and appointed to devise a new and suitable structure, which summarized the general position of the Fédération as follows:

We must bear in mind that Canada is a very large country, where economics and culture interests are definitely different, whether we like it or not. Moreover, Canada is bi-racial, bi-ethnic and bi-cultural. Consequently, we cannot consider a national organization; but, instead we are looking forward to a federal organization. . . .¹⁸

The gist of the suggestions was that the CJCC would become a federal body with responsibility largely for the coordination of the work and programmes of provincial bodies. The relation between the pan-Canadian body and the provincial ones was to be like that prevailing at the time between the Junior Chamber International (JCI) and its national members. "The JCI," as the Fédération brief argued, "deals with countries and not with individual units. The JCI merely ensures the contacts and relations among the countries, while bringing forth suggestions and programs of interest to all concerned."¹⁹ The Canada Junior Chamber was slow in responding to these proposals but ultimately rejected them, primarily on the grounds that a federal structure of the type envisaged by the Fédération was unacceptable to all provincial organizations except the Quebec Fédération.

At the 1963 Annual Convention some minor structural changes were approved. One fixed the number of vice-presidents at three and the other established a method of selecting Canada's representatives to the JCI. We have already referred to this bone of contention within the Canadian chambers and shall return to the subject below. It suffices to note here that the new (1963) method of representing Canada, arrived at after considerable highly charged debate, was considered by the CJCC leaders a substantial concession to the Fédération but was not so regarded by the latter.

In the summer of 1963 the National Executive finally responded to the Fédération proposals. As we have seen, it rejected the central demands of the Quebec association. The only concessions consisted of the introduction of a modified form of representation related to the number of members on the National Board of Directors, the promise of establishing a bilingual secretariat and increased representation of Francophones on the Board of Directors. The CJCC asserted that these changes would have to be accompanied by an equal fee per member, common to all chambers. This, as we have seen earlier, would have affected the Fédération adversely because it was at that time receiving a rebate of the fees for its French-language services.

The rejection of the Fédération's proposals was made at a meeting of the executives of the two organizations. The Francophone delegates were unable to accept the CJCC counter-proposal and insisted that their members could contemplate only a bi-ethnic organization in which both language groups were given equal positions of power. They

pressed, in effect, for the establishment of two pan-Canadian chambers—one Anglophone the other Francophone—linked in a loose association with each group completely independent. The common organization would have two national secretaries (one from each language group) and a coordinating committee composed of staff and executive vice-presidents. It was at this meeting that the Fédération spokesmen indicated that if the "two-nations" concept were not then accepted, a motion would be introduced at the forthcoming St. Jerome Annual Convention of the Fédération demanding the complete separation of the Fédération from the CJCC. These discussions, as we noted above, led to the formal rupture between the two organizations.

In rejecting the "two-nations" concept of Canada, the CJCC indicated that it saw no justification for it in the BNA Act. The CJCC was a federal organization, in which the creation of a bilingual secretariat would have met everyone's needs.

Efforts to patch up relations between the two organizations have continued since 1964. Some attempts to undertake certain activities—the Teen-Age Road-e-o programme, for example—failed, but the CJCC has carried out an internal examination in hopes of resolving its differences with the Francophone association.

As is to be expected, the leaders of the CJCC have not been united on the matter of their organization's relations with the Fédération. Several members have proposed structural revisions taking the CJCC close to the position required for a rapprochement with the Fédération. On the other hand, a motion stipulating that one of the qualifications of the executive director be that he have facility in English and French was defeated. On the whole, however, the atmosphere within the CJCC leadership since the split has been one of conciliation and goodwill: it is certain that efforts at reunification will continue and that they may well succeed. We shall return to this possibility in the concluding section of this chapter.

Objectives

Our discussion of the Fédération has already revealed differences in objectives between the Francophone and Anglophone chambers in Canada: (1) the Quebec-based organization tended to stress the education of its members more than service to the community; (2) it questioned the insertion in the CJCC (and JCI) creed of a strong affirmation of the belief in private enterprise; and (3) it wished to elevate the theory of "two-nations" to a position of central importance in the settling of human relationships in Canada.

We need not dwell long on the second and third of these objectives: they were certainly not shared by the CJCC. Its creed contains six basic beliefs, one of which reads: "That economic justice can best be won by free men through free enterprise"; nothing that the Junior Chamber has done can be interpreted as in any way deviating from this statement. An article in the *Canadian Jaycee* suggesting that the emphasis on free enterprise be dropped was strongly criticized

within the CJCC and was recalled in correspondence among CJCC leaders when possibilities of a rapprochement between the CJCC and the Fédération were being explored.

Leaders of the CJCC, when discussing and negotiating the best structure for their organization with Fédération spokesmen, have frequently underlined their unalterable commitment to a strong, united Canada. The Chamber's Letters Patent contain its purposes and among the four listed there is placed the following aim: "To stimulate a vigorous Canadian national sentiment." This has always been taken to refer to a pan-Canadian, national sentiment for Canada as a whole and has, in fact, been invoked as a reply to the "two nations" approach of the Fédération.

With respect to the first objective listed above—the education of its members—there is perhaps less difference between the Francophone and Anglophone associations than is sometimes assumed. Leaders of both groups have referred to the tendency of the Quebec members to emphasize self-improvement somewhat more than community improvement, although there has never been any doubt that the difference has been thought of merely as one of emphasis. The aims of the CJCC—as expressed in the organization's pamphlets, convention speeches and resolutions, proposals made by various committees, letters to the editor of *Canadian Jaycee*, and interviews with leaders—attest to the variety of opinions on the purposes of the CJCC among its own members. In some instances the service of the organization is emphasized more than contributions to the community; on other occasions the reverse is true. We can only conclude that there *may* be more concern over the individual member's own development among the Fédération members than over community service but that there is a good deal of ambiguity about the proper balance, even in the attitudes of leading Jaycees.

Activities

Much of the activity of Jaycees perceived by Canadians is executed entirely by local chambers and is not necessarily the responsibility of the pan-Canadian association. Its concern is largely to suggest certain local activities and to assist the branches in their various tasks. Frequently an area of activity (possibly initiated by one enterprising local Chamber) is originally encouraged as a good idea by the national organization which then promotes it by issuing literature helpful to those who wish to adopt it. The Community Service Commission, for example, has provided pamphlets on how to conduct community development surveys, traffic safety programmes, French and English language courses and campaigns against drug addiction. Other Commissions have produced pamphlets dealing with such diverse local programmes as courses on municipal, provincial, or current affairs in general, the organization of businesses, tourist bureaus, get-out-the-vote campaigns, and safety maintenance in traffic, when shooting, or when riding a bicycle. The national organization thus tries to promote certain activities by establishing a communications network with the local chambers. In addition to the pamphlets, it issues numerous

letters and memoranda and, of course, such publications as *Canada Jaycees* and, from time to time, other magazines.

As well as maintaining contact with the local chambers, the national office also engages in activities which deal with the world outside. Chief among these are the passing of motions or resolutions indicating the position of the CJCC on various public issues—contentious matters like civil liberties, medical insurance, the control of broadcasting, or Canada's flag and anthem, or with less controversial subjects like hazards to aircraft, services to the blind or mentally retarded, housing, holidays, or tourist accommodations.

The resolutions formulated at the Annual Conventions are themselves an important activity of the Chamber. With inter-provincial visits and exchanges of speakers, they are considered one of the important means through which the CJCC can contribute to a better understanding among Canadians from different regions and language groups. We have already seen how some of these activities—the oratorical contests, for example—may have consequences quite opposite to those expected by their sponsors and how they have exacerbated the sometimes uneasy relations between members of the CJCC and the Fédération. Conflicts over the national office's activities reveal that the incompatibility between the Francophone and Anglophone groups often arises from differences in their approach to the goals of the organizations and their views of the nature of the country. A good example is to be found in the adoption by the Canada Junior Chamber of Commerce at its 1950 Convention, of a resolution inviting the federal government to amend the BNA Act so as to incorporate in it a Bill of Rights. This was met by a blast from the Fédération in the form of a resolution adopted unanimously by its annual General Assembly, asking the CJCC to reconsider the matter since the Fédération held that civil rights were a provincial, not a federal concern, and since all the 85 Junior chambers in Quebec had disagreed with the national office's action. It is almost certain that the movers of the original resolution had an entirely different conception of the nature of Canada from that of the leaders of the Fédération. Their motion revealed a lack of sensitivity to the fact that the pan-Canadian organization was composed of at least two groups of individuals whose views of Canada simply did not coincide. It was, in fact, largely a matter of failing to communicate adequately which led to many of the dissensions which have plagued relations between the national office and the Fédération.

Communications

In discussing this topic, we must be careful to distinguish between the two faces of the communication process: the linguistic face—the chief medium through which communication takes place, and the complex process of transmitting information and values, either through language or by other means. These two aspects are, of course, closely interrelated and affected by all the forces we normally discuss under the analytical headings into which each of our chapters is divided.

The history of the Canada Junior Chamber of Commerce reveals considerable sensitivity on the part of the leaders to the problems posed by the existence of Francophone and Anglophone members of the organization. Quite often, however, this sensitivity has not protected the CJCC from making some serious blunders with respect to language use, and from actually aggravating relations between the two language groups as the result of trying to improve them. We have already noted the difficulties created by efforts to publish bilingual editions of the association's magazine, *Canadian Jaycee*. But many other problems have arisen because of the imperfect or the inconsistent attempt to make the CJCC reasonably hospitable to Francophone members.

In 1952, for example, an article in *Jeune Commerce* indicated that during the Annual Convention a local Chamber was declared disqualified from a competition by the National Awards Chairman because its submission was presented in French. At the same convention no translation equipment was available, with the result—according to a vice-president—that 20 unilingual Francophone delegates were unable to follow proceedings. Simultaneous translation equipment was secured in 1953, but three years later it could not be used at the Annual Convention because the cost of transportation was too high.

Another set of grievances arose out of some ambiguity about who should translate English material into French. Sometimes this was thought to be the duty of the national office; at other times the Fédération was held responsible. This ambiguity frequently led to hard feelings and to imputations of ill-will where none was probably felt or intended.

The disputes and irritation over questions of language use usually arose from a different perception of the language problem by the Fédération leaders and those of the national office. The Anglophone members tended both to underestimate and to overestimate the language barrier: Sometimes they failed to realize how serious a handicap to effective participation language can be and, sometimes they assumed that, if only the language barrier could be surmounted, no other problems would remain. In short, they failed to realize that language differences went hand in hand with cultural differences and that the latter were not reduced by the process of translation.

The concern within the CJCC (and sometimes within the Fédération) over a bilingual headquarters illustrates our point. Repeated attempts to establish a central office to serve both language groups and to facilitate the easy communication of ideas came to nothing because ultimately the leaders realized that bilingualism was not enough and that harmony had to stem from a deeper sharing of attitudes which, in turn, would have to lead to a totally revised structure. Underlying the Anglophone leaders' original strong support for a bilingual headquarters was the belief that the CJCC was a pan-Canadian organization sponsoring a series of excellent programmes favoured by all Canadian Jaycees. If they were translated into French, the Fédération members would understand these excellent programmes and,

understanding them, would, naturally, be delighted to carry them out. What many of these leaders failed to perceive was, of course, that Fédération chambers had other interests and that, as we have already noted, oratorical contests extolling the virtues of free enterprise, for example, were of limited interest to them.

A bilingual headquarters, it was therefore ultimately realized, would make little sense unless the whole organization were so changed as to promote values and produce programmes of more or less equal appeal to both Francophones and Anglophones. This was thought to be too difficult or perhaps even an impossible target, according to the CJCC leaders who were, at any rate, unwilling to accept what the Fédération considered to be a structural prerequisite: the establishment of an organization accepting the "two-nation" concept of Canada and therefore consisting essentially of two pan-Canadian wings

Put in another way, the difference over the common bilingual headquarters revealed that what was required was not only the easy and efficient translation of a set of ideas and programmes but a process through which the respective attitudes, values, and aims of the Francophone and Anglophone chambers could be revealed, clarified, placed side by side, and then applied by whichever member of the organization was interested. The communication process envisaged for this structure would have been between two cultures, or two cultural groups, and not merely between two language groups. The Anglophone leaders were not sufficiently aware of the nuances of this distinction and therefore failed to understand the position of their Fédération colleagues. An excellent example of this is to be found in the coverage given the St. Jerome Fédération convention in *Pulse*, the English-language publication intended for Chamber administrators, and in the Fédération's response. This report brought forth a protest from the Fédération which pointed out the difference between the idea of self-determination and separation and, furthermore, that declaring French the official language in Quebec is not the same as making Quebec unilingual.

Leaders of the CJCC relied heavily on the Annual Convention, the organization's publications, and visits from various leaders for the communication of their views to the general membership, including, of course, the Fédération members. We have already seen that convention attendance by Francophone Jaycees was extremely low and that there was much Fédération criticism of the CJCC publications, even when these were prepared in French. It is doubtful whether speaking-tours and general visits by Anglophone leaders were much more successful. Indeed, perhaps they sometimes even made the accurate communication of ideas more difficult. One Anglophone vice-president indicated, for example, that in his dealings with Francophone colleagues he was usually cautioned (by national leaders) not to express his real views on relations between the Fédération and the national office so as to avoid bad feelings. The same strictures were issued in relation to his participation in executive meetings.²¹

It was not always only self-restraint which prevented the effective communication of CJCC views to members of the Fédération: ordinary human frailty has also created barriers between the two language groups. A serious disagreement between the national office and the Fédération developed in 1963 over travel arrangements to the JCI Congress in Tel Aviv. Delays occurred in making final arrangements and this was not communicated to the Fédération which in the end looked after its own members independently.

After the split between the Fédération and CJCC, the latter released a special issue of its publication *Direction* to inform Fédération members of the events at the CJCC Annual Convention. On the other hand, unwillingness to communicate was expressed by the CJCC in its refusal at first to send its leaders to meetings with the Fédération executive. As we have already noted, the split was followed by some ambivalence on the part of the CJCC with respect to its willingness to maintain relations with the Fédération, but in the long run those desiring a *rapprochement* or even ultimate reunification carried the day.

Co-ordination

In our discussion of the CJCC structure we noted that one of the central means of communicating in the CJCC was the Commission system which attempted to promote co-ordinated programmes within the whole organization. It suited the Anglophone chambers well enough. What we have said above about the difficulties experienced by the Fédération in accepting some of these programmes suggests that the Commission system worked much less effectively for the chambers in Quebec. Their remedy—a thoroughly federal structure, culminating at the top in a body composed equally of Francophone and Anglophone representatives—was altogether unacceptable to the CJCC leaders who preferred to see an association in which the ten provinces would be represented, although a special voice was to have been given Quebec. The question of co-ordination is obviously linked closely in the CJCC to that of the general structure and has, therefore, already been discussed. It is also related to the system of representation within the organization and will therefore be touched upon in the section which follows.

Representation

We have noted earlier that in the beginning the CJCC was conceived entirely as a pan-Canadian association composed of local units. The idea gradually became accepted that during the voting at Annual Conventions the numerical strength of the various chambers or regions should be borne in mind and, as we have seen, a modified "representation by population" system of voting came to be accepted. At the time of writing (1966), voting at the Annual Convention is normally carried on by a mere show of hands. If a roll call vote is requested, every unit is entitled to one vote for each 50 paid-up individual members, with a maximum of five votes per unit. In

addition, the strength of regions is reflected in the composition of the board of directors: the first 2,000 members are represented by the provincial president, while each subsequent 1,000 members entitle the provincial area to an additional vote. This particular provision would, of course, increase the influence on the board of provinces, like Quebec, where the number of members is great.

Among CJCC leaders there was considerable interest in providing for virtual English-French equality in the highest administrative committees, even after the break. The suggestion of one former president was paralleled by those of a number of other high executives: he argued that national directors continue to be proportional to the Jaycee population; that there be an equal number of Francophone and Anglophone vice-presidents on the Executive Committee; and that the president be alternatively Francophone or Anglophone, with the executive vice-president, and the chairman of the Executive Committee of the "other" expression. There would be a bilingual national headquarters. While certainly not meeting the Fédération's demands arising from the "two-nation" concept, these proposals would nevertheless have given the Francophone chambers considerable influence. It would have been influence derived from a pragmatic condition, however, and not from the acceptance of a principle touching on the nature of Canada and of the "correct" (in the Fédération's eyes) structure of its institutions.

Representation of Canada on the JCI was, as we have seen, a serious divisive issue: the Fédération wanted to be represented in its own right — a development which would have been met with horror by the CJCC. At the 1963 Annual Convention the matter was debated at great length and with considerable heat. The conclusion, we have already noted, was considered by most Anglophone Jaycees as a substantial concession to the Fédération. It was contained in a bylaw which, in part, read as follows: "The persons designated to act as international councillors [i.e. someone authorized to vote for Canada at the JCI Assembly] shall be an English-speaking representative and a French-speaking representative of the Junior Chamber of Commerce. The number of votes that each delegate shall hold will be based on the proportional number of affiliated members; however, for the present time, two for the French-speaking members and three for the English-speaking members of the Canada Junior Chamber of Commerce. Representatives shall be appointed by the National Board." It was this last condition which irritated the Fédération; the CJCC leaders found it impossible, however, to accept the idea that Canada's delegates would be nominated by anyone other than Canada's one, pan-Canadian Chamber. To accept Fédération nominees seemed too much of an abandonment of "national" sovereignty.

By the time the new method of representing Canada in the JCI was to be considered by it, the CJCC had been confronted by what it considered the separatist motion passed by the Fédération at its St. Jerome Convention. Many of the Anglophone leaders, therefore, considered that the concessions they had made earlier were no longer justified.

But since the new CJCC position could not at this stage be debated by a general assembly the CJCC leaders believed that officially they had to support the "Halifax" bylaw. In private, however, they thought that they should oppose the passing of the new method of representing Canada. One leader, discussing in a private memorandum the tactics to be employed by the CJCC at the JCI meetings, put the matter succinctly: "The spirit of Halifax was killed at St. Jerome by a bunch of separatists. It is now up to a bunch of Canadians to preserve the Canada Jaycees." Canada's application for a split vote for its national organization was, not unnaturally, defeated by the JCI: We have already noted the following year's efforts of the Fédération to have its case before the JCI supported by the Quebec cabinet. CJCC leaders actively intervened against Quebec's support of the Fédération application at the Oklahoma Congress by discussing the matter with members of the Quebec cabinet. Their intervention was successful and was followed by a spirited defence of its position in a brief presented at Oklahoma by Val Swain, the CJCC legal counsel. The brief contained a short history of CJCC-Fédération relations, emphasizing the attempts of the CJCC to provide translation facilities, etc., and stating that they always had been, and still were, willing to serve all Jaycees in Canada in both languages. The problems of relations between the CJCC and the Fédération were internal and so outside the jurisdiction of the JCI, one of whose by-laws clearly stated that "Only one National Association in each nation shall be recognized by JCI." The CJCC brief also insisted that the Canadian Chamber had provided an effective and representative vehicle for service. It had always accepted as members Chapters maintaining separate affiliation with the Fédération, "provided they accept our purposes, which, by the way, were quite acceptable to these Chapters until the leadership of La Fédération took on a political rather than a Jaycee orientation." The application of the Fédération was not, as we have seen, accepted and its position vis-à-vis JCI is ambiguous. Failure to achieve international status is no doubt one of the factors pre-disposing the Fédération to continue seeking ways of rejoining the CJCC in some sort of pan-Canadian association. The Anglophone chambers, for their part, have made repeated efforts to negotiate a rapprochement with the Fédération and to re-establish one Canadian organization. It is, indeed, a curious and probably significant feature of the relations between the two associations that, despite the exceedingly stormy history of trying to achieve unity, efforts are still going on for an ultimate unification.

Conclusion

These efforts direct our attention towards an aspect of voluntary associations which is of critical importance in heterogeneous societies: are there conditions under which ethnic groups cannot successfully cohabit, so to speak, a single association? And if so, what are these conditions?

What we have said about the Junior chambers suggests that the respective objectives sought by the Francophone and Anglophone organization, the conceptions the leaders of each had of Canada, and, as a consequence, of the desirable structure of Canadian associations, and the attitudes each displayed towards the other, created conditions inimical to the continued association of the two language groups within one organization.

The leaders of both groups wished to maintain one joint organization, but the differences separating them were too great. The history of the Junior chambers poses the question of whether it was the multiplicity of differences which created the obstacle or whether any one of them was a sufficient impediment to the successful operation of a common association.

While our data are inadequate to provide a sure answer, we believe that the difference in objectives was probably great enough to preclude the successful resolution of the difficulties encountered by those who sought to maintain one Canadian Junior Chamber. Secondly, divergences in the views about the appropriate structure also played a major role, probably sufficient to split the Junior chambers in two and to frustrate subsequent efforts at bringing about a unification.

In view of the profound differences we have noted between the Fédération and the CJCC under two headings—objectives and structure—it is surprising that so many assiduous attempts were in fact made to preserve or re-create one Canadian association.

In this chapter we examine two pan-Canadian associations, neither of which has ever seriously considered joining the other. The history of medical associations in Canada is one of local, regional, and national groups catering to the various interests of the profession. Although no one organization claims to represent all the interests of all the medical doctors, the associations selected for our examination encompass an extremely large proportion of the profession. In 1965, over 70 per cent of the 22,000 doctors in Canada belonged to the CMA. Non-members are mostly individuals pursuing post-graduate studies, salaried doctors largely in public health positions, and Francophone doctors in Quebec. A very high proportion of the latter group belong to the Association des médecins de langue française du Canada (AMLFC). The AMLFC, as its names suggests, tries to cater to Francophone doctors, not only in Quebec but elsewhere as well. The CMA, on the other hand, has attempted to serve Francophone and Anglophone medical people alike, but has not been conspicuously successful in Quebec. Over 90 per cent of doctors in Canada *outside* Quebec are members of the CMA, but in that province only a little more than 40 per cent of the eligible persons are among its members—about 75 per cent of the Anglophone doctors, but less than one third of Francophone medical men.

Organized medicine can be viewed from two perspectives: as a self-regulating profession with extremely wide-ranging powers over its members and over the way in which the healing arts are practised in Canada, and as an interest group championing the cause of the medical practitioners. The two associations examined here are not particularly concerned with the former part of the profession's responsibilities, which is controlled by the various colleges functioning under provincial charter. Our two associations are not licensing or policing bodies but can more appropriately be characterized as interest groups whose preoccupations generally centre on the practice of medicine primarily (but not exclusively) from the viewpoint of the practitioner

rather than from that of society as a whole. Their main responsibilities are in three fields: (1) medical practices and standards, medical education and public health; (2) the provision of direct economic services to the profession by, for example, establishing pension plans and investment schemes, by obtaining tax concessions, or by making it possible for medical graduates starting in practice to obtain low-interest loans; and (3) to a lesser extent, the organizing and financing of medical services. The CMA and the AMLFC are in a very real sense interest groups concerned with enhancing the conditions of work and the economic well-being of their members.²

Since the history of the founding of the AMLFC is intimately linked to its objectives, it will be discussed at some length in the next section. It was founded early in the twentieth century, partly to further the professional interests of its members but also to serve a distinctly patriotic function. The CMA, on the other hand, was established in 1867 and was the response of medical groups to the passing of the British North America Act and the establishment of Canada. Dr. Charles Tupper, "a man with considerable experience in federation-building," indicated that Confederation gave an impetus to the formation of the CMA: "At a time when political union of the Provinces had been accomplished, it was thought advisable to unite more closely the members of the profession in the Provinces, so that they might become better acquainted with each other, and might consult respecting the best means of elevating the profession and advancing the interests of the people of this great dominion."³

The initiative came from the Quebec Medical Society which, through a subcommittee composed of three Francophone and three Anglophone members, invited a meeting of delegates from universities, colleges, and medical societies to establish a Canadian medical association. Of the 165 individuals who responded to the invitation, 101 were Francophones (133 from Quebec); throughout the meeting, keen sensitivity was displayed towards the bilingual and bicultural character of the new country.⁴ Particular care was taken to provide for fair ethnic representation among the officers and committee members; even the minutes were provided in English and French, and the proceedings were printed in the *Canadian Medical Journal*, 300 copies of which were printed in English and 200 in French.

In the early years of the association both Francophone and Anglophone members were active participants, and relations between the two ethnic groups were cordial. Gradually, however, these relations tended to atrophy and, while there was no deep-seated or gnawing hostility, the two groups drifted apart, each largely confining itself to its own medical society.

It took the CMA several decades to develop its present structures. The main problem was to unite numerous local and professionally specialized organizations into some sort of coherent national organ. Since medicine is predominantly a provincial matter, every effort was made to build up strong provincial bodies which would, in turn, come together in a pan-Canadian association. Progress was slow, but in

1914 the *Canadian Medical Association Journal*⁵ was able to report that "all the provinces except Quebec, where diversity of language has unfortunately prevented it, have their own medical associations. These are all now officially affiliated with the national body." MacDermott, referring to this period, has indicated that in Quebec "the CMA was the Provincial body; there seemed to be no need for a separate Provincial Society." This observation ignored the forces which had, twenty years earlier, led to the founding of the Association des médecins de langue française.

In 1922 a Committee of Inter-provincial Relations was established to promote better mutual understanding. In the same year, the Province of Quebec Medical Association was founded, comprising doctors of both ethnic groups. The *CMAJ* commented that ". . . the entente cordiale for the future is better than it has been for many years. By thus linking together the members of the French and English-speaking profession, it is felt that their mutual interests will be greatly augmented both in a personal and public way. . . ." The executive committee contained a Francophone majority.

This attempt to establish a bilingual association in Quebec also failed: the Quebec Medical Association became moribund in the thirties and the present situation slowly developed. Quebec came to have two general medical associations — the AMLFC, catering exclusively to Francophone members, and the Quebec Division of the CMA, comprising most Anglophone doctors and a little less than a third of their Francophone colleagues.

L'Association des médecins de langue française du Canada et l'Association médicale du Québec

Structures

Il existe au Canada deux organisations volontaires « nationales » de médecine, l'Association médicale du Canada (AMC) et l'Association des médecins de langue française du Canada (AMLFC), et un médecin francophone peut adhérer parallèlement aux deux. Toutefois, même si quelques médecins francophones sont membres des sections provinciales de l'AMC autres que l'AMQ (Association médicale du Québec), nous nous limiterons au cours des développements qui vont suivre, à l'AMQ et à l'AMLFC, traitant surtout de cette dernière, en raison de son caractère strictement francophone.

Des quelque 17 000 membres que comptait au début de 1966 l'AMC, 3 300 environ appartenaient à l'AMQ, la section provinciale du Québec. Notons en passant que ce chiffre est relativement faible, surtout si on le compare au 6 000 membres de l'Ontario Medical Association. Jusqu'en 1958, l'AMQ ne comptait guère qu'un millier de membres dont les trois quarts étaient anglophones ; un effort de recrutement particulièrement important auprès des francophones a fait passer leur nombre de 200 ou 300 qu'ils étaient avant 1958 à 2 000, soit les deux tiers des effectifs de l'Association qui groupe actuellement 3 200 membres.

L'AMLFC comptait pour sa part, au début de 1966, environ 7 300 membres, dont plus de 5 500, semble-t-il, appartenaient au Québec. C'est un nombre imposant lorsqu'on sait qu'il y avait dans cette province, en 1966, environ 7 000 médecins dont plus de 1 000 n'étaient pas francophones.

Hors du Québec, les membres de l'AMLFC appartiennent aux filiales de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario et des provinces de l'Ouest. Quelques-uns vivent aux États-Unis. Signalons à ce propos que, jusqu'en 1945, l'actuelle AMLFC s'appelait Association des médecins de langue française de l'Amérique du Nord, et qu'une de ses filiales était l'Association médicale franco-américaine.

Cette affiliation fut rompu lorsque l'Association, engagée de plus en plus dans des problèmes d'économie et de régie médicales exclusifs au Canada, ne put plus représenter que les médecins canadiens et dut en conséquence limiter son action à ce seul pays. Ce changement qui la plaçait sur le plan pan-canadien fut jugé nécessaire afin de lui donner auprès des pouvoirs publics la valeur représentative qu'elle ne détenait pas auparavant. Elle n'en conserva cependant pas moins des relations étroites avec l'Association médicale franco-américaine : les deux organismes participent en effet réciproquement à leur congrès annuel et en 1964-65, par exemple, les médecins franco-américains avaient deux représentants au conseil de l'AMLFC. En outre chaque année l'Association médicale franco-américaine demande à l'Association du Canada de déléguer un conférencier à la réunion scientifique de son congrès.

L'AMLFC entretient aussi des liens étroits avec les médecins de langue française d'Europe et plus spécialement de France. À son congrès de 1922, elle émettait le vœu que des conversations soient engagées avec l'Association des médecins de langue française (d'Europe) dans le but d'inscrire à ce groupement tous ses membres réguliers.

L'Association des médecins de langue française d'Europe, fondée à Lyon en 1911, a pour but de grouper les médecins d'expression française du monde entier et d'organiser à leur intention, tous les deux ans, un congrès scientifique. Elle se propose en outre de développer les relations entre tous ses membres et de faciliter l'échange des documents. Aux environs de 1925 elle répondait au vœu exprimé par l'Association d'Amérique du Nord en créant une section canadienne laquelle, tout en étant inscrite sur la liste des membres de l'association européenne, n'en conservait pas moins son individualité, et, vers 1934, elle invitait un délégué canadien-français à siéger au bureau de direction à côté des représentants français, suisses et belges. La composition du bureau ayant été élargie, le Canada compte maintenant trois membres. L'Afrique d'expression française s'y trouve aujourd'hui également représentée.

L'association d'Europe et celle du Canada ont tenu des congrès conjoints, à Québec en 1934 et à Paris en 1961. Un autre eut lieu à Montréal en 1967 à l'occasion de l'exposition universelle.

Les raisons qui entraînaient la fondation d'une organisation distincte de l'AMC ont été souvent énoncées. Dans l'introduction du premier ouvrage publié en 1902 par l'AMLFC, le docteur Brochu, professeur à l'université Laval et fondateur de l'Association, explique dans quel esprit elle fut réalisée. Nous reproduisons ci-après une partie de ce texte.

L'Association des médecins de langue française a été comme le couronnement de ce mouvement d'organisation professionnelle dont le point de départ avait été marqué par un réveil de l'esprit du progrès scientifique et du sentiment de la solidarité nationale parmi tous les médecins canadiens français de la province de Québec.

Les seules associations scientifiques offertes aux médecins d'origine française jusqu'à ces dernières années, se recrutaient presque exclusivement parmi les médecins de langue anglaise. La différence de langage établit pour la minorité une condition peu favorable pour tirer profit des délibérations de ces assemblées et cette condition impose nécessairement au plus grand nombre une gêne et une contrainte propres à diminuer pour les praticiens l'attrait et l'intérêt pratique, principaux stimulants du goût pour les études et les travaux scientifiques.

Telle est la raison la plus plausible par laquelle on peut expliquer l'abstention des médecins de langue française et le rôle effacé qu'ils ont joué jusqu'ici dans les associations scientifiques de notre jeune pays. Et c'est précisément cette même condition qui avait servi à faire germer dès longtemps dans l'esprit d'un grand nombre l'idée de fonder pour le profit des médecins d'origine française sur ce continent des associations

distinctes, mieux adaptées à leur état d'esprit et à leur éducation, ayant leur caractère propre, et dans lesquels rien n'en-traverait la libre expansion du savoir et du talent⁶.

Ces assertions, souvent corroborées depuis, indiquent assez bien en quoi les objectifs de l'AMLFC ressemblent à ceux de l'AMC, et donc de l'AMQ, et en quoi ils en diffèrent.

Objectifs

Le but premier de l'AMLFC est, comme pour l'AMC, d'ordre scientifique et culturel, donc d'ordre éducatif, au sens où nous l'entendons ici. Ce but, signalé dans l'introduction du docteur Brochu que nous venons de citer, vient en tout premier lieu dans ses objectifs officiels. On dit effectivement de cette association qu'elle a été fondée « dans le but de rallier sur un terrain commun, culturel, professionnel et scientifique, les médecins de langue française de notre pays⁷ ».

Sur ce plan, il y a peu de différence avec l'AMC et sa filiale québécoise l'AMQ, si ce n'est que l'objectif premier de celles-ci semble tout aussi externe qu'éducatif. Le paragraphe a) de l'amendement de 1959 au décret d'incorporation précise en effet que l'AMC aura pour objectif « de faire connaître la médecine et les arts et sciences paramédicaux et de soutenir l'honneur et les intérêts de la profession médicale ».

En fait, l'AMC se définit beaucoup plus que l'AMLFC comme un groupe de pression, même si cette dernière, ainsi qu'elle le dit dans un feuillet publicitaire, a des « contacts assez suivis avec différents ministères fédéraux et provinciaux (surtout ceux de la santé) et (a) souvent l'occasion de faire entendre [sa] voix dans ces milieux ».

C'est surtout sur le plan des objectifs éducatifs que l'AMLFC se caractérise par rapport à l'AMC et à sa filiale québécoise l'AMQ. Citons encore une fois le docteur Brochu, dont les positions sont encore très actuelles à l'intérieur de l'AMLFC.

Le but de notre association, écrivait-il en 1902, est avant tout scientifique, il est vrai; mais il est patriotique et national tout à la fois. Il ne serait pas trop de dire que, pour tous ceux qui occupent une charge ou position prépondérante dans notre profession, qui les mettent en état de contribuer plus directement au progrès de la science et dont ils peuvent davantage faire bénéficier leurs confrères, ce but s'élève à la hauteur d'un devoir social et national⁸.

En janvier 1955, le docteur Roma Amyot, commentant dans l'*Union médicale* cet énoncé du docteur Brochu, disait :

Ces paroles n'ont pas vieilli. Elles sont encore d'une vérité immanente et elles nous sont peut-être encore plus nécessaires qu'il y a 50 ans. Oeuvre de progrès scientifique dans le champ de la médecine. Oeuvre de progrès de la médecine d'expression française et, conséquemment, oeuvre à portée ethnique et culturelle, tel fut le caractère imprimé à l'Association à sa naissance ; telle elle demeure⁹.

Il semble cependant, du moins selon certains de nos informateurs, que ce soit, au niveau des membres, les avantages matériels (plans d'assurances-groupes, fonds de retraite, fonds de placements, etc.) qui incitent les médecins francophones à adhérer à l'une ou l'autre des associations, et sur ce plan, l'AMC, parce que ses membres sont plus nombreuse et sa situation financière plus importante, jouit d'un avantage évident sur l'AMLFC, ce qui expliquerait qu'elle ait assez bien réussi, depuis 1958, dans ses efforts de recrutement au Québec. Le fait que le secteur où l'AMQ accuse une faiblesse se trouve être justement celui des médecins fonctionnaires, lesquels sont évidemment moins intéressés par les plans de l'AMC que les médecins privés, tendrait à le prouver.

Activités

Nous nous arrêterons brièvement ici aux activités conjointes des médecins francophones et anglophones, tant à l'intérieur des organisations que nous étudions que d'une organisation à l'autre.

Il y a peu à dire des activités conjointes à l'intérieur de l'AMC et de l'AMQ ; celle-ci est une filiale comme les autres au sein de l'AMC, avec son propre congrès et ses propres comités auxquels participent francophones et anglophones.

Par contre, les activités menées conjointement par l'AMLFC et l'AMC sont plus significatives. Elles se déroulent de façon générale, dans deux cadres distincts : celui du comité de liaison formé en 1953, et celui des comités et autres formules *ad hoc* où représentants des deux associations ont l'occasion de se rencontrer.

Le comité de liaison serait né à la suite d'une démarche faite par l'AMC pour intégrer l'AMLFC, afin qu'il n'y ait qu'une association de médecins au Canada ; cette dernière voulant rester indépendante, aurait proposé, à la place, la création d'un comité de liaison convoqué alternativement par chacune des deux associations. C'est la question de l'assurance-maladie, dont on commençait à parler, qui aurait provoqué ce rapprochement. Le comité s'est réuni à plusieurs reprises, sa dernière réunion remontant cependant à quelques années déjà.

Grâce au comité de liaison, ou à d'autres contacts, des comités *ad hoc* ont été formés, dont l'un des plus importants porta sur la préparation des mémoires respectifs des deux associations à la Commission Hall sur les services de santé au Canada. Par ailleurs, il leur est arrivé d'échanger des représentants ou même des conférenciers à l'occasion de leurs congrès.

Par contre, l'AMLFC et l'AMQ, qui sont plus directement en concurrence, s'ignorent complètement. En 1966, les relations semblaient même assez tendues. À l'AMLFC, on nous a dit : « Les sections provinciales de l'AMC ne demandent pas la collaboration de nos filiales hors du Québec, nous n'avons pas à demander la collaboration de l'AMQ, ici où nous sommes en majorité. D'ailleurs l'AMQ regroupe surtout les

médecins anglophones du Québec, ainsi que ceux qui ne sont ni Canadiens français, ni Canadiens anglais ». À l'AMQ, la réaction a été la suivante : « L'AMLFC est dominée par une petite clique de gens bien payés et tant qu'ils seront là, il n'y aura rien à faire¹⁰ ».

Mode de communication

Le reproche fait à l'AMQ d'être surtout anglophone était fréquent, en 1966, chez les dirigeants de l'AMLFC. Comme nous signalions à l'un de nos informateurs que le président et le secrétaire-trésorier de l'AMQ portaient des noms français, il rétorqua : « C'est sans doute pour la publicité. Il serait mauvais pour eux d'avoir un secrétaire qui s'appellerait Cavendish, par exemple. . . »

Comme s'il avait déjà entendu cette remarque, le secrétaire de l'AMQ nous confiait :

Ils nous reprochent d'être des « Anglais ». Et pourtant est-ce que nous avons parlé en anglais tous les deux, est-ce que j'ai parlé en anglais avec notre président qui vient de m'appeler au téléphone ? Évidemment une bonne partie de nos membres dans le Québec, et la grande majorité des membres de l'AMC sont des anglophones, mais on n'y peut rien. Il reste que nous faisons des efforts vers le bilinguisme.

Toutefois, ces efforts n'avaient pas encore donné, en 1966, des résultats très convaincants. On ne traduit en français qu'un assez faible pourcentage des publications de l'AMC et, même si la revue de l'Association est officiellement bilingue (elle est titrée dans les deux langues) les articles en français restent peu nombreux. Même à l'intérieur de l'AMQ, qui dépend de façon étroite de l'AMC, le bilinguisme semblait assez restreint, au niveau de la documentation tout au moins. Ainsi, quand il nous a remis la liste des comités de son organisation, le secrétaire-trésorier, pourtant francophone, n'a pu trouvé mieux qu'un document en anglais qu'il nous a traduit approximativement.

La traduction simultanée n'est pas pratiquée aux congrès de l'AMC, ce qui explique que très peu de francophones y prennent la parole. Nos informateurs nous ont également signalé que les réunions des comités conjoints de l'AMC et de l'AMLFC se déroulent en anglais.

En mars 1952, le rédacteur en chef de l'Union médicale écrivait dans son rapport des activités de la revue au cours de l'année 1951 :

À la demande du rédacteur en chef du *Canadian Medical Association Journal*, nous avons consenti à publier chaque mois un article sous le titre « En devoir », traduction française de « On call » qui paraît dans le journal de cette association. Nous avons cru qu'il serait utile à nos lecteurs français d'être tenus au courant des mouvements d'intérêt professionnel qui traversent le pays et passent par toute la profession médicale canadienne. Le contenu de ces articles est contrôlé préalablement par votre rédacteur en chef et émet des idées et principes qui sont la responsabilité exclusive de leurs auteurs. À tout

prendre, nous croyons que cette publication dans notre journal, jusqu'à preuve et avis contraire, rend service et pourrait être poursuivie. Nous avons voulu en plus montrer notre esprit de collaboration envers « l'Association Médicale Canadienne » sans nous engager plus entièrement¹¹.

Notons que cette initiative, qui ne semble pas avoir impressionné bien fortement les francophones, car le directeur général de l'AMLFC à qui nous en avons parlé ne s'en souvenait plus, a été suspendue dès 1953, sans qu'aucune raison ne soit donnée.

Commentant le mémoire de l'AMLFC sur le bilinguisme et le biculturalisme, le docteur Roma Amyot dira dans l'*Union médicale* du mois de mai 1965 :

On peut affirmer que les relations entre les deux groupes de médecins canadiens ont toujours été pour le moins correctes. Il serait sûrement préférable qu'elles dépassent ces limites d'une froide civilité de gens bien élevés, de professionnels et d'universitaires. On désirerait que le respect mutuel put permettre une plus étroite cohésion et que les barrières du langage ne s'interposent pas entre les uns et les autres. Chacun a la fierté de sa langue maternelle et la juste ambition de l'utiliser pour l'expression la plus lucide possible de ses idées, mais à la condition d'être écouté et compris. Aussi serait-il à l'avantage d'un rapprochement plus cordial entre médecins canadiens, entre membres d'associations et de sociétés médicales et l'un et l'autre groupe, que se développe un bilinguisme anglais-français. Ce serait au profit d'une plus réelle compréhension linguistique et culturelle, comme d'une liaison plus étroite sur une base d'égalité de moyen d'expression.

Quant au directeur général de l'AMLFC, il exprimait en ces termes, l'année suivante, son opinion :

C'est la langue qui est le principal obstacle à la collaboration entre nos deux organisations. C'est toujours la même chose : nous devons parler anglais avec eux, parce qu'ils ne comprennent pas tous le français, et l'anglais ce n'est pas notre langue. Même chose quand nous allons rencontrer des ministres à Ottawa : tout se passe en anglais, et il est évident qu'ils sont plus à l'aise que nous. D'autant plus que certains d'entre eux connaissent intimement les ministres, ou encore qu'ils ont des confrères parmi les sous-ministres.

Mode de coordination

Comme nous l'avons indiqué à propos des activités conjointes, c'est surtout par le comité de liaison et les comités *ad hoc* que se fait la coordination entre les médecins anglophones et les médecins francophones du pays, pour ce qui concerne l'AMC et l'AMLFC.

En 1955, le comité de liaison invita l'AMLFC à déléguer un ou plusieurs membres pour siéger au Conseil général de la Canadian Medical Association, mais l'Association francophone ne jugea pas cette

mesure opportune. Il proposa également la formation d'un comité conjoint d'assurance-santé afin de présenter un front médical uni et une information plus complète, dans l'éventualité d'une consultation avec les autorités gouvernementales. L'AMLFC ayant accepté cette proposition, un comité fut constitué qui se réunit au moins deux fois. Par ailleurs, les deux associations collaborèrent en 1962 à la préparation de leur mémoire respectif à la Commission royale d'enquête sur les services de santé au Canada (Commission Hall) et, au mois d'août 1964, des représentants de l'AMC, de l'AMLFC, du Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada, et du Collège de pratique générale du Canada se réunirent à Toronto dans le but d'étudier certaines recommandations formulées par la Commission Hall.

C'est généralement l'AMC qui prend l'initiative de la coordination et invite l'AMLFC à se joindre à elle, ce que celle-ci ne fait pas toujours. L'un de nos informateurs, qui participe à l'activité des deux groupements et a joué plus d'une fois le rôle d'agent de liaison, s'est montré assez critique envers l'attitude défensive de non-collaboration adoptée alors par l'AMLFC. Il nous disait à peu près ceci :

Il faut reconnaître qu'un concours de circonstances et de facteurs divers ont fait que la science médicale est plus avancée au Canada anglais qu'au Canada français. L'attitude nécessaire est alors de ne pas ignorer ce qui se fait de l'autre côté du mur, mais de participer afin de réussir un jour à faire aussi bien. Longtemps, on nous a dit que nous avions une mission en Amérique du Nord : nous nous sommes maintenant aperçus que nous n'en avions pas, et que nous avions plutôt des retards. Ce que j'espère c'est qu'un jour les médecins anglophones cesseront de nous « endurer » pour nous accepter vraiment, parce que nous serons aussi compétents qu'eux.

Les conflits ou les possibilités de conflits de juridiction entre Ottawa et Québec ne sont d'ailleurs pas sans affecter la coordination entre les deux groupes. L'un et l'autre gouvernement interviennent dans les questions de santé et la frontière entre eux est assez délicate sur ce point. Un informateur nous a dit que l'attitude des dirigeants de l'AMC différerait de celle des médecins francophones du Québec concernant les empiètements d'Ottawa sur les droits des provinces ; non seulement, ils les acceptent, mais les demandent. Il y a là une différence de mentalité qui, selon lui, rend la collaboration difficile. L'AMLFC n'affecte pour sa part aucune position précise dans le domaine des relations fédérales-provinciales, se contentant d'adopter celles arrêtées par le gouvernement québécois. Ce n'est pas à l'AMC, nous a-t-on dit, de prendre l'initiative de s'opposer à la politique d'Ottawa quant à la santé ou aux plans conjoints, pas plus que de revenir sur des mesures acceptées par Québec.

Un incident qui nous a été relaté par un de nos informateurs illustre assez bien cette attitude de l'AMLFC. Appelé à représenter cette association en même temps que le Collège des médecins de la province de Québec à un comité travaillant à une étude spéciale de la Commission Hall, il prit la précaution, avant de participer à cette

« affaire fédérale », d'obtenir le feu vert du gouvernement provincial. Il demanda au sous-ministre québécois des affaires fédérales-provinciales une lettre l'y autorisant qu'il put montrer au ministre fédéral fort surpris de le voir arriver à Ottawa.

Mode de représentation

Sur les 165 « pères fondateurs » de l'AMC réunis à Québec en 1867, une centaine étaient des Canadiens français. Mais bientôt, et surtout après la fondation de l'AMLFC, en 1902, la sous-représentation des francophones se manifesta à tous les niveaux de l'association. En presque un siècle, l'AMC n'eut que cinq présidents (élu annuellement) d'origine française. Notons qu'à l'AMQ, on cherche depuis quelques années à maintenir une représentation identique des deux groupes, aussi bien au conseil d'administration qu'à l'exécutif, mais, de façon générale, les Canadiens français sont un peu plus nombreux.

Les francophones sont mieux représentés au comité de liaison entre l'AMC et l'AMLFC : cinq de part et d'autre, nommés par leur association respective. Sans être toujours égale, cette représentation est aussi plus équitable dans les comités *ad hoc* formés par les deux organisations.

L'AMLFC se préoccupe également d'être représentée dans certains organismes qui s'occupent de la médecine au Canada. Ainsi, en 1951, son conseil d'administration avait formulé le désir que les hôpitaux canadiens soient à l'avenir classifiés par un organisme exclusivement canadien, et non plus américain ou canado-américain.

En 1952, ayant appris qu'un tel organisme était en instance d'établissement, son comité d'économie médicale, après informations prises à la source, discussions et étude du projet, s'empressa de formuler auprès de l'exécutif le vœu suivant : « Le comité d'économie médicale souscrit entièrement à la création d'un organisme canadien pour la classification des hôpitaux canadiens ; d'autre part, il croit juste et équitable que l'association ait une représentation autonome et appropriée sur cet organisme ». Notons qu'il avait eu connaissance que dans cet organisme figuraient déjà, à titre de délégation médicale, le Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada et la Canadian Medical Association, aussi fonda-t-il sa demande de représentation sur le fait que l'Association des médecins de langue française du Canada représentait environ le tiers des médecins au Canada, qu'il existait un nombre imposant d'hôpitaux canadiens où l'administration et le personnel médical étaient de langue française, et, enfin, qu'on devait tenir compte de l'existence des deux cultures officielles au pays. À ce sujet, on pouvait lire ceci dans l'*Union médicale* du mois d'avril 1952 :

Nous acceptons d'emblée la création d'un tel organisme national ; nous acceptons également qu'il soit formé de représentants des plus importantes sociétés médicales du pays. Nous y réclamons en conséquence la présence des délégués de notre association parce que cela serait juste et raisonnable. Notre association est un corps médical opérant sur le plan national et elle groupe les

médecins de langue française de tout le Canada, on ne doit pas l'oublier et on doit l'apprendre si on ne le savait pas déjà. Les hôpitaux de langue française du pays, comme les médecins qui forment leurs conseils et leurs bureaux médicaux, ne pourraient être mieux et plus logiquement représentés sur un tel organisme national que par l'Association des Médecins de Langue Française du Canada. Nous espérons que sans hésitation et sans restriction, on verra à ce qu'une telle représentation soit réalisée selon un mode numériquement approprié, i.e. proportionnel au groupement d'hôpitaux et de médecins que l'Association comporte réellement.

Bientôt l'AMLFC obtint un poste (il y en avait 12 en 1966) à la Commission canadienne de classification des hôpitaux. En outre, en mai 1955, l'*Union médicale* soulignait : « L'Association n'a pas été totalement étrangère à la nomination d'un des nôtres (médecin de langue française) comme visiteur des hôpitaux pour le compte de la commission canadienne ; cette dernière est à organiser un secrétariat de traduction française ». On déplore toutefois que le champ d'action de ce visiteur francophone et de ceux qui lui succédèrent se soit limité à la province de Québec.

Conclusion

Nous avons déjà signalé que, vers 1952, l'AMC effectua des démarches auprès de l'AMLFC en vue de l'intégration des deux organisations, démarches qui aboutirent à la création du comité de liaison entre l'AMC et l'AMLFC.

Quelques années plus tard, à l'occasion d'un congrès de l'AMC, à Québec, le rédacteur de l'*Union médicale* du Canada rédigeait l'éditorial ci-après qui illustre assez bien la position des dirigeants de l'AMLFC sur le mode d'association dans le domaine de la médecine, entre les deux groupes ethniques au Canada.

Un des motifs qui militèrent en faveur de la tenue de cette 89^e réunion à Québec et de l'élection d'un président de langue française fut de tenter un ralliement plus imposant de médecins francophones à la « Canadian Medical ». Le geste est appréciable et estimable quand on reconnaît que l'initiative est prise en vue d'un rapprochement qui ne comporte aucune restriction et qu'elle part d'un désir total vers une compréhension et sympathie réciproques.

C'est d'ailleurs affaire strictement personnelle et empreinte d'une entière liberté de s'y joindre.

Mais il existe des faits et des conditions existentielles au Canada qui dépassent notre pensée et notre condition professionnelles, et débordent les cadres de nos organismes médicaux.

Langue, culture et mentalité, coutumes et optiques de la vie familiale et communale, origine et stigmates marqués par les faits historiques, voilà quelques obstacles d'imprégnation profonde qui ne sont pas insurpassables, mais qui brisent l'élan et l'ardeur d'un mouvement d'ensemble d'un groupe minoritaire vers un organisme où il se sentira sinon en infériorité, du

moins imparfaitement adapté à la valorisation d'une légitime ambition, à la réalisation d'un désir tout aussi acceptable de marquer sa réelle valeur humaine.

Il y a plus, et ici nous touchons au noeud du problème et de la difficulté, à ce qui, au delà de notre caractère de médecin, atteint notre condition de citoyen, de canadien.

Je crois bien que les médecins de langue française seront beaucoup plus près de l'Association des Médecins de Langue Française tant et aussi longtemps que les Canadiens d'origine française demeurés attachés à leur ethnie avec tout ce que cela représente d'intégrité et de totalité, ne sentiront pas établie une unité nationale intégrée dans les esprits et les coeurs et qui sera identifiée par des faits inéluctables.

Le jour où ils se sentiront chez eux dans les dix provinces, où ils auront la conviction que leurs concitoyens de langue anglaise reconnaissent et acceptent partout au Canada, avec objectivité et sympathique compréhension, le fait français en notre pays ; où ils apprendront que leurs concitoyens francophones peuvent faire instruire leurs enfants partout au Canada dans leur langue maternelle et selon leurs croyances religieuses sans s'imposer une double contribution scolaire ; le jour où ils pourront exprimer leurs idées et leurs projets dans les assemblées d'association nationale mixte avec l'assurance qu'ils seront entendus et compris au moins de la majorité des participants ; le jour où ils seront convaincus d'être acceptés sur le même plan que leurs compatriotes de l'autre langue et qu'ils pourront alors se libérer d'une situation d'infériorité que la majorité d'entre eux ne consentent à subir ; le jour où les formules de politesse et les serremments de mains ne seront pas que des manifestations de pure civilité et des symboles en usage chez les gens qui connaissent les bonnes manières et savent vivre en bonne société, le temps sera alors venu pour le citoyen médecin de langue française de se sentir attiré non seulement par l'intérêt professionnel ou tout autre avantage, mais par un réel sentiment de fraternité vers les sociétés ou organismes professionnels à majorité et à administration anglophones.

Tout cela écrit sans aucune acrimonie ni fanatisme, mais dans un élan de la plus grande sincérité pour servir la cause de l'avenir et la compréhension dans la profession médicale canadienne.

Je sais que je serai compris par mes confrères de langue anglaise. Je sais qu'ils n'éprouveront aucune amertume après avoir lu cette inélégante dissertation, mais compréhensible, j'ose l'espérer. Par ailleurs, je crois que les idées et les assertions qu'elle contient répondent assez exactement aux pensées de la grande majorité de mes confrères de langue française¹².

Aucun indice ne nous autorise à croire que depuis dix ans la situation se soit modifiée et que les médecins francophones du Canada

songent à un nouveau mode d'association, par la voie de leurs organisations volontaires, avec les médecins anglophones.

Depuis 1966, l'AMLFC semble avoir mis encore davantage l'accent sur les objectifs éducatifs et scientifiques, ce qui renforce sa vocation propre par rapport à l'AMC et élimine aussi plusieurs motifs de tension avec elle.

*The Canadian Medical Association**Structure*

The Canadian Medical Association is "a federation of ten provincial Divisions. These provincial medical Associations, autonomous within their respective provinces, unite at the national level through the CMA for the more effective handling of health and medical issues common to all."¹³ The constitution stipulates that a provincial medical association may become a division if it meets certain requirements, including that of collecting CMA fees from those of its members who wish to join the pan-Canadian body. Once it has complied with the necessary conditions, a provincial medical association "shall . . . then be known as the Canadian Medical Association (name of province) Division, but if it chooses may retain its pre-existing name as well."¹⁴

In addition to the 10 provincial divisions, the CMA also comprises affiliated societies which, although not enjoying the same full membership status as the divisions, nevertheless may be represented on the CMA General Council. There is also provision in the constitution for establishing sections concerned with a variety of special fields of medicine.¹⁵

The general policy-making body of the CMA is the General Council, which meets at the time of the annual meeting. It consists of about 180 individuals and is, therefore, much too big to be an effective decision-maker. Among its members are not only the Association's officers and executives, representatives of the divisions, and chairmen of standing committees, but also the deputy minister of National Health, the Surgeon General of the Canadian Forces Medical Service, the director of the Technical Services of the department of Veterans Affairs, some other *ex officio* representatives of major Canadian public and private institutions having an interest in health, past presidents of the CMA, representatives of medical affiliates, and others.

As in all associations, the locus of power resides in a smaller executive committee and particularly with the elective and senior administrative officers. The two latter groups comprise the president, president-elect, immediate past president, the chairman of the General Council, the honorary treasurer and the general secretary, the assistant secretaries, the editor and managing editor. These elected and appointed officials are joined in the Executive Committee by 13 members drawn from the General Council—three are from Ontario two from Quebec, and one from each of the other provinces.¹⁶

Professional interests, broadly conceived, have invariably been uppermost in the minds of the CMA leaders, and the possibility that a doctor's ethnic background may also have a bearing on his medical interests has probably not even occurred to the architects of the CMA's imposing structure. The Executive did receive a recommendation in 1940 from a Winnipeg member of the CMA that, for the benefit of Francophone doctors, a French-speaking division be organized in the CMA. The Quebec

division was asked to consider the matter and report back which it did, saying that "although the suggestion has some merit, the present time is not opportune for establishing such a Division." To the best of our knowledge, the matter has not been raised since.

Objectives

The Act of Incorporation defines the CMA's objectives as the promotion of public health, medical, and related arts and sciences, and the maintenance of the honour and the interests of the medical profession. There are, therefore, two general fronts on which the CMA functions: one is concerned with the vast field covered by the three following clauses in the CMA's Charter: (b) to aid the furtherance of measures designed to improve the public health and to prevent disease and disability; (c) to promote the improvement of medical services however rendered; and (e) to assist in the promotion of measures designed to improve standards of hospital and medical services.

The other front is identified in the statement of another objective: (f) to promote the interests of the members of the Association and to act on their behalf in the promotion thereof.¹⁷

Throughout the CMA's history, the elected leaders and officials have evidently assumed that there is no significant difference in general approach to these two fronts between Francophone and Anglophone doctors. There was, therefore, no point in changing the nature of the association so that it could accommodate itself to differences which were considered either non-existent or so minor as to affect only a small proportion of Canada's medical practitioners.

Recent government initiatives to provide hospital and medical insurance have of course, been of enormous importance to the medical profession. The CMA (and the AMLFC) have been immensely active in making what they have taken to be the doctor's view known and prevail. There is some possibility that attitudes to the role of the state in these (as in other) matters are substantially different in Quebec from those current elsewhere in Canada. The view that Quebec support for the AMLFC, rather than for the CMA, has been prompted almost entirely by a linguistic preference may, therefore, be less widespread in the future than it has been in the past. The growing preoccupation in French Canada with syndicalism as applied to various professions may lead to a further widening of the gap between the objectives of Francophone and Anglophone doctors.

Activities

Six major types of activity can be identified among the extensive range of enterprises which the CMA either carries out alone or in which it participates with others. They are:

1. the publication of the weekly *CMA Journal*, *News and Views on the Economics of Medicine* (prepared by the CMA's Department of Medical Economics) and of other items of interest to the members. Almost 50 per cent of the budget is devoted to publications;

2. the holding of an annual meeting, at which scientific papers are read and discussed and which also involve the participants (and their wives) in social activities;
3. the approval of hospitals for the training of junior interns, the approval of schools for radiologists and laboratory technicians and the participation, with representatives of other bodies, on the Canadian Commission on Hospital Accreditation;
4. the provision to any federal government department of advice on medical matters, whether in response to requests from the department or on the initiative of the relevant CMA committee;
5. the establishment and maintenance of the Canadian Medical Retirement Savings Plan and the Canadian Medical Equity Fund;
6. the maintenance of normal interest-group activities designed to improve the image of organized medicine in Canada and to obtain for its members more advantageous economic conditions.

To carry out the major part of these activities, the CMA has established many standing and special committees. The by-laws provide for committees responsible for the following fields: advice to the federal government; approval of hospitals for the training of interns; approval of schools for laboratory technologists; archives; awards, scholarships and lectures; by-laws; programmes at Annual Meetings; cancer; economics; ethics; hospital service and accreditation; income tax; occupational medicine; legislation; maternal welfare; medical education; nutrition; pharmacy; public health; public relations; rehabilitation; and medical aspects of traffic accidents.¹⁸

Since the proportion of Francophones is low in relation to their numbers in the profession, the committees and executive bodies of the CMA are overwhelmingly composed of Anglophones. Some Francophone members have taken a vigorous and dominant part in the CMA's activities, but they have been the exception rather than the rule.

Some activities of the CMA are undertaken jointly with other bodies, particularly the granting of approval to certain hospitals or training centres for interns or technicians. In some instances these activities are undertaken with the AMLFC or with organizations like the Canadian Society of Laboratory Technicians.

The initiative taken by the CMA in a particular area may lead to the establishment of new organizations or programmes in which there may be close collaboration between Francophone and Anglophone members. The College of General Practice, for example, was established in 1954 as the result of CMA efforts and now serves both major language groups. Membership in either the CMA or the AMLFC is a necessary condition of joining this college. Among other bodies which have, in a sense, grown out of the CMA are the Canadian Medical Protective Association, the Royal College of Physicians and Surgeons, and the Canadian Hospital Association.

The increased interest of Francophone doctors in the CMA as the result of the CMA's pension plan seems to be evidence that the tangible

opportunities and services provided by the CMA are attractive to Francophones, and that their somewhat unenthusiastic approach to the CMA in the past has resulted not from any hostility to the pan-Canadian body but rather from the absence of genuine incentives to join it. We shall return to a fuller discussion of this and other points arising out of the activities of the CMA.

Communications

Many of the leaders of the AMLFC have thought the language difference as the *raison d'être* for an independent Francophone medical association in Canada. The CMA is an unmistakably unilingual Anglophone association, making only modest efforts to serve the needs of its Francophone members in their own language. The reason for the ethnic and linguistic "isolationism" of the CMA is not antipathy against Francophone doctors but an unawareness that language may be important to them. Our conversations with some leading members of the CMA indicate that they are convinced that in the past at least the medical profession was sufficiently homogeneous by education and tradition not to have been conscious of a separation caused by language or ethnic factors. MacDermot, on the other hand, reflects the anxiety of generations of CMA leaders over the low membership of Francophone Canadians. "While many of our French confrères belong to both Associations," he wrote, "the majority are not at home in the English language and are unable to take advantage of the Association *Journal* or the proceedings at the annual meetings."

According to our informants, about nine tenths of the CMA business is transacted in English. Some leading members of the CMA have thought that the considerable expense of providing adequate translation services was really unnecessary since virtually all Francophone members manage extremely well in English. The CMA, like so many pan-Canadian associations, tended to forget that some of its members, or, more important perhaps, some of its *potential* members, either spoke no English at all or, more likely, found themselves ill at ease and at a disadvantage when having to communicate in English. It is characteristic of the practices of a great many Canadian associations that a questionnaire intended to elicit the CMA members' views on health insurance was circulated in 1960 only in English. The *CMAJ* noted that " . . . the interest of our French-speaking colleagues in receiving the questionnaire in French was belatedly realized and a further mailing to all doctors in Quebec was made [later]."¹⁹

Still, it would be unfair to accuse the CMA of complete insensitivity to the consequences of Canada being the home of Francophone as well as Anglophone communities. Throughout its history repeated efforts have been made in several directions to make the pan-Canadian association more attractive to Francophone doctors. Several schemes have been discussed and some even tried to make the *Journal* more bilingual. For some time now its title has been printed in both languages and all English scientific articles are abstracted in French. Occasionally an article is published in French, but we were told that most Francophone authors prefer to publish in English since this gives

them a wider readership among the *CMAJ* subscribers. Sometimes a particularly interesting or relevant item is translated into French. In 1965, for instance, three letters dealing with contraception were printed in French, with the following introduction:

Owing to widespread interest in this correspondence and on receipt of requests, the three letters which follow were translated into French with the permission of the authors.²⁰

The CMA's major publications are translated into French but items of only transitory or very limited interest are not. One official estimated that among those publications which are made available in both languages, the ratio of English to French copies is about 5:1. Among the items which have been produced in both languages are the following:

The CMA in Action (L'AMC à l'oeuvre);

Guiding Principles for the Provision of Occupational Health Services (Principes directeurs pour l'établissement d'un service de médecine du travail);

Doctors of Tomorrow (Médecins de demain);

Basis of Approval of Hospitals for the Training of Junior Interns in Canada (Critères de base pour l'approbation du programme de l'internat dans les hôpitaux du Canada)

Code of Ethics (Code d'éthique);

material about the Canadian Medical Retirement Savings Plan and the Canadian Medical Equity Funds.

An abortive effort of the CMA to facilitate easy communication between itself and the AMLFC consisted of inviting the latter to send a representative to attend its annual general meeting. During a discussion of the AMLFC's failure to accept these invitations a member of the CMA executive pointed out that the Francophone group had refused because the rigidity of its own rules precluded it from reciprocating by inviting a CMA representative to attend its own comparable meetings. A representative of the pan-Canadian body has, however, been invited to attend and to address the annual meeting of the AMLFC. Similarly, the president of the AMLFC (like those of the Royal College and of the College of General Practice) has been invited to join the plat-form party during the CMA's annual dinner. The CMA has also convened conferences attended by representatives of the AMLFC and, as we have seen, joined the AMLFC in a number of *ad hoc* committees as well as on a more-or-less standing liaison committee. These last-mentioned activities are more concerned with the co-ordination of effort than with mere communication and will, therefore, be discussed under our next heading.

Co-ordination

We have already noted that the CMA and the AMLFC established a joint liaison committee which explored some problems of mutual interest and that in addition, a number of successful *ad hoc* arrangements have also led to joint efforts by the two pan-Canadian associations. The appropriate committee of the AMLFC was invited, for example, to participate

in the CMA's discussion of medicare. The way in which the liaison committee came into being is instructive and merits being described in some detail.

In 1952 the New Brunswick Division received a communication from the AMLFC in which certain principles applicable to prepaid medical care were stated. These, the New Brunswick Division believed, were very similar to those of the CMA and it thought that a closer liaison between the two bodies might be established. As a result, the CMA set up a committee of three to study possible relations with the AMLFC and to enter into preliminary discussions with it. This led to the establishment of a joint committee of the two medical bodies to which the Francophone group made four recommendations: (1) it pointed to its own peculiar cultural features of a medical and general character which were its main motive for existence and stressed that these would have to be taken into account in any joint undertakings; (2) it stated that it might be convenient, under certain circumstances, for a united front to be established by the two associations, particularly on major problems of nation-wide interest; (3) to achieve this end, co-ordination on the basis of equality, and observation of linguistic rights, would be essential; (4) the best way to bring the two associations together would be to establish a liaison committee on which each group would be equally represented, using its own language, and responsible to its own association.

The committee was established and served a useful purpose in encouraging the two organizations to maintain contact with one another. The CMA has tended to prefer *ad hoc* arrangements, however, in which a specific job is undertaken by a group established for a specific purpose. In 1963 the executive decided that the liaison committee should "serve pro tem, but that in view of the very satisfactory relationship between l'Association and the CMA, consideration might be given to the discontinuance of this committee." We have seen in our discussion of the AMLFC that it wished to continue the committee's existence but that the CMA had failed to convene a meeting when its turn came. It is likely that the opposition to the continuance of the liaison committee originated largely among the senior permanent officials of the CMA who saw no need for its survival.

From time to time a number of *ad hoc* arrangements are made to foster the co-ordination of effort of the two associations. While a proposal to hold the CMA's 1956 annual meeting (which took place in Quebec) jointly with the AMLFC was turned down (Dr. Kelly, the general secretary and Dr. Lemieux, the president, thought that a joint meeting might impose strains on otherwise friendly relations), the meeting was made as bilingual as possible and AMLFC members were encouraged to participate.

This seemed to have been a particularly harmonious era in the relations between the two associations. The AMLFC proposed that its delegates should join the CMA members negotiating with the minister of National Health and Welfare on the CMA's advisory committee; the CMA

informed the AMLFC of its new committee on principles and invited a representative of the Francophone group on it. Towards the end of the year, at a meeting of the liaison committee, the CMA explained the operation of a pension plan for self-employed physicians and suggested that a delegation composed of members of both associations discuss with the minister of Finance income tax deductions for such pensions. The AMLFC did not, in fact, endorse the plan, but it was organized in such a way that membership in either the CMA or the AMLFC furnished a suitable condition of eligibility.

More recently the CMA has invited a number of medical organizations, including the AMLFC to join it on various committees dealing with such things as the examination of the recommendations of the Royal Commission on Health Services (Hall Commission).

As we have already noted, the two associations have also collaborated on briefs to various authorities, such as the Hall Commission. According to some officials of the CMA, on most occasions when joint efforts of this kind are made, the CMA prepares the submission and then asks the AMLFC for endorsement.

Our discussion of the way in which the two associations have coordinated their efforts suggests that while relations between them have been cordial, they have not been extensive. In many areas each has gone its own way, content to leave the members of the other language group to pursue their interests according to their own lights.

Representation

As we have seen, the meetings which led to the founding of the CMA were attended by more Francophone than Anglophone participants. In the course of the subsequent gradual exodus of Francophone doctors and the rise of the AMLFC, the proportion of Francophone members on the decision-making bodies of the CMA has naturally declined.

Because of the existence of two pan-Canadian medical bodies, one of which at least strives to encompass doctors from both major ethnic groups, there are two aspects of the problem of representation of the ethnic minority: the degree to which the AMLFC represents Francophone interests in Canadian medicine, and the voice given Francophone members within the CMA.

Our earlier account of representation portrayed the AMLFC as a vigorous defender of Francophone interests, particularly with respect to the accreditation of Canadian hospitals, but our account left the impression that without the AMLFC there might have been no French voice on the accreditation committees. In looking at the matter from the point of view of the CMA and its staff we see a somewhat different picture. The CMA became actively interested in the establishment of a Canadian (rather than a North American) accreditation machinery as early as 1950. A conference was called of the CMA, the Canadian Hospital Council, and the Royal Colleges of Canada. According to

MacDermot, there were included in this conference representatives of the AMLFC and of the Catholic Hospital Council of Canada. The CMA approved the establishment of a Canadian Council on Hospital Accreditation, composed of five representatives of the CMA, five representatives of the Canadian Hospital Council, and two representatives of the Royal College of Physicians and Surgeons.

It was understood that the representation of the CMA would include one member of the AMLFC and that among the five nominees of the Canadian Hospital Council would be a member of the Catholic Hospital Council of Canada.²¹ The participating groups financed the Canadian Council on Hospital Accreditation at a rate related to their representation.²²

This account suggests that the interests of Francophone doctors would have been protected adequately in the matter of accreditation, even without the agitation of the AMLFC. It is, of course, difficult to say whether the Anglophone members of the profession would have been as aware of the need to represent Francophone doctors on the new body had there been no Francophone medical association. There can be no doubt that the existence of the AMLFC does insure that the voice of Francophone doctors is heard whenever decisions are made affecting the profession in Canada as a whole.

Within the CMA, the representation of Francophone members is rather modest but probably not unfair in view of their low membership. The president of the CMA is nominated by the division where the annual meeting is held. In Quebec the choice usually alternates between a Francophone and an Anglophone member. The site of the annual meeting, which rotates between the east and west is chosen by the head office, after consultation with the elected officers.

On the whole, the position of the chairman of the Executive Committee is more influential than that of the president. MacDermot lists the incumbents from 1925 to 1955, each of whom held office for four or five years. Of the seven chairmen only one was Francophone.

Normally at least one Francophone sits on the Executive Committee among the representatives of the Quebec Division. The CMA has made a determined effort to have some Francophone representation among its permanent staff but it has not been easy to attract Francophone doctors to Toronto. A Francophone associate editor endured this hardship for five years. At the time of writing, the CMA boasted a Francophone assistant secretary who hails, perhaps significantly, from Saskatchewan and not from Quebec.

Problems

No major incidents have marred the peaceful although somewhat distant co-existence of the two associations. The question posed by them for the student of ethnic relations in Canada is not, therefore, one demanding the explanation of a crisis but rather the task of trying to understand why, without any apparent ill-will or even lack of interest, the CMA has had little impact—at least when this

research was being undertaken—on Francophone doctors.

Among the numerous and complex reasons one appears to be particularly dominant and compelling. It concerns the professional preoccupation of the CMA and the widely held view among its Anglophone members that language or ethnic origin have very little to do with the major functions of organized medicine. Since a large proportion of Francophone doctors in Canada no doubt speak excellent English, and since certainly all members of the profession who come into contact with CMA leaders and officials do, the question of language appears to the latter to be totally irrelevant. This is probably so even for the few Francophone CMA leaders who have themselves largely overcome the handicap of having to operate in two languages.

The success of the CMA in many of its endeavours has no doubt increased the general unawareness of the ethnic gap in its ranks. Since the association has, on the whole, been able to achieve so much for the practice of medicine and for its practitioners, the fact that the CMA consisted of only a portion of the profession in Canada was never considered a serious impediment and was usually probably not even noticed. We have seen that occasionally concern was expressed over the failure of the CMA to attract a larger number of Francophone doctors and that from time to time steps were taken to do something about this. But these efforts were usually modest and they invariably came to naught. No one was really seriously concerned, since the main job was being done effectively and since the absence of Francophone members in large numbers seemed not to threaten the otherwise successful functioning of the organization. Relations with Francophones were usually cordial and the existence of a Francophone association in no way interfered with the smooth working of the CMA. On the other hand, policies adopted by the Canadian government after consultation with the CMA benefitted Francophone doctors, whether they belonged or not.

Another factor needs to be noted, although we are compelled to rely on only the most slender evidence—hints rather than outright statements—some Anglophone doctors feel that the quality of medical practice and training in Quebec is not up to the highest standards and that medicine in French Canada taken as a whole has not really made a great contribution to Canadian medicine. Under these circumstances, the absence of Francophone colleagues was not always felt acutely as a cause for regret.

Conclusion

Does the structure of voluntary associations not merely reflect but also influence the way in which ethnic groups perform in society? Does it perpetuate and possibly even increase differences in the standard of performance of their members?

We have noted earlier (although we have no way of assessing this information) that one of our AMLFC informants claimed that the quality of medical science in English-speaking Canada is more advanced than that in French Canada and that this view is shared by some

Anglophone doctors. We have also noted that the continued flourishing of the AMLFC has been ascribed to the zeal of a small group of leaders who do not only believe (mistakenly, some would say) that medical science and its practice have an ethnic and linguistic dimension but who also have a distinct vested interest in maintaining a separate, ethnically-based association.

Given our present state of knowledge, we cannot evaluate these notions. However, we can recognize that they direct our attention into an important direction, showing that there are at least two kinds of costs associated with an ethnically mixed society. They are to be found at many levels of education and at many levels of sophistication. For a Francophone doctor to participate in the activities of a predominantly Anglophone association may cause him to be ill at ease, imperfectly informed, even bruised by the insensitivity of the majority towards his vulnerable position. But if he deals with this problem by secluding himself in a unilingual association he may incur other costs: his isolation may deprive him of information, contacts, and incentives which may be necessary if he is to operate at the most efficient level permitted by his talent and his motivation.

The members of the majority usually do not encounter the first type of cost but they are equally liable to incur the second. For the segregation of two groups on imperfectly connected islands is certain to deprive both of the benefits each can derive from the complementary qualities of the other. It would be most unnatural if the Anglophone members of the CMA, even assuming that their alleged professional superiority exists, could not be enriched in other ways by contacts with colleagues whose roots and inspiration lie in another culture.

We have argued elsewhere in this study that the separation of two ethnic groups in conflict may, under some circumstances, be the best form of accommodation available. In deciding that this is so, however, one must first attempt to discover the costs of separation and isolation. Our examination of the CMA and the AMLFC can be instructive both in identifying the type of cost which may have to be assessed and the various forms of isolation that may be available to groups seeking to minimize ethnic friction.

The Royal College of Physicians and Surgeons of Canada (henceforth referred to as "the College," "the Royal College" or "RCPSC") was established in 1929 through the efforts of the Canadian Medical Association "with the sole purpose of offering to Canadian young men (and women) the inducement to go in for advanced courses of training in the science and art of Medicine and Surgery."¹ It was our intention, in choosing to include the College in this study, to use it to complement what we had learned from looking at the CMA. Specifically, we had hoped to compare the CMA and the AMLFC with the College in an effort to test our hypothesis about the relation between ethnic harmony and economic interest in voluntary associations. We had assumed that associations whose objectives were primarily economic would generally find it easier to establish ethnic harmony than those more concerned with cultural values. We further assumed that the major concern of the CMA and the AMLFC was with economic aims and that the Royal College was primarily preoccupied with standards of medical training, which we took to be closely linked to cultural values. It turned out that for a number of reasons the associations we had selected were not suitable for the testing of our hypothesis. The study we undertook of the Royal College nevertheless proved most rewarding and we are, therefore, reporting some of our discoveries and conclusions in this chapter.

The Royal College is *sui generis* in Canada; we are therefore stressing ethnic relations within its own ranks rather than comparing it with the Quebec College which is, unlike the pan-Canadian body, essentially a licensing institution—although some people maintain that the Royal College is more concerned with the licensing of specialists than it is willing to admit. Our procedure in this chapter will depart slightly from our usual pattern: we shall summarize the data under the usual headings and will then examine two incidents which we have found particularly rewarding for the student of ethnic relations in Canada.

Until the founding of the Royal College, there was no Canadian body which enabled a doctor to indicate that he had attained a reasonably advanced level of post-graduate training and competence in one of the special fields of medicine and surgery. The main purpose of the College was, therefore, to provide a Canadian means of signifying a higher medical qualification than mere graduation from medical school and the acquisition of a licence to practice medicine granted by a provincial authority.

Structure

In 1962, when the Royal College submitted a brief to the Royal Commission on Health Services, there were about 2,500 fellows, of whom about 1000 were physicians and the rest surgeons.² At the same time, over 8,000 doctors held specialist certificates, awarded by the College to doctors seeking specialist status but on the basis of a less searching examination than that undergone by fellows.

The College, divided into medical and surgical divisions, is run by a council whose members are elected by the fellows for a period of four years on a regional basis to ensure adequate geographic representation. There are twelve councillors in each division; three members from each division are chosen from the Quebec region and of these, two from each division are normally Francophones. To insure the proper regional and "specialty" representation, nominations are entrusted to a nominating committee whose suggestions are almost always adopted without change. The council meets at least twice annually and elects a president and two vice-presidents (one from each division), and appoints a secretary, honorary assistant secretary, and honorary treasurer. These individuals comprise the executive committee. It, the council, and a number of committees conduct the affairs of the College. The more important committees deal respectively with credentials, examinations, approval of hospitals, ethics, finance, nominations to the council, and arrangements for the annual meeting.

Objectives

Although the main objective of the Royal College is to ensure that post-graduate training in the various special fields of medicine and surgery is encouraged and recognized, the College is also interested in the continuing education of specialists and has recently become concerned with medical research. It has also considered it compatible with its objectives to appoint a committee to examine regulations concerning the marketing of new drugs and to report its findings to the minister of National Health and Welfare.

Put more generally, the objectives have been to encourage the maintenance of the highest standard of specialized medical practice in Canada and to provide a nationally recognized system of designating competent specialists.

Activities

In its brief to the Hall Commission, the Royal College asserted that it is primarily an educational body "whose chief interests lie in the field of graduate medical education." In pursuing these interests, the College sets standards of training in the medical and surgical specialties, approves hospitals and institutions in which such training may be taken in Canada, scrutinizes the credentials and qualifications of all those applying to take its examinations, and conducts specialist examinations at two levels, each exacting a somewhat different standard. The College also conducts an annual scientific meeting and at least one regional scientific meeting ordinarily held at some distance from the former and at a somewhat less advanced level. It also offers and administers some visiting professorships designed to enable distinguished specialists to visit various Canadian medical training centres.

Most of the energies of the College are devoted to the examinations which also consume about 75 per cent of the administrative budget. They are conducted in both English and French by about 200 examiners. At the annual meeting, a convocation takes place in which the successful candidates receive their fellowship. At the same meetings, scientific papers are presented by fellows and visitors.

The Royal College also conducts a scheme whereby hospitals are examined and approved as places suitable for graduate training.

Communications

The Royal College's brief to the Hall Commission describes the College as being bilingual and gives its official French name and also the French designation of the fellows. It is perhaps indicative of the context within which the linguistic aspects of the College were considered by the framers of the brief that the paragraph which deals with this matter opens with a description of the two divisions of the College, moves to language, and concludes with a sentence indicating that "all the privileges and distinctions of the College are available to women equally as to men."

The College conducts its examinations and prepares the necessary relevant literature in both languages and corresponds with its Francophone fellows in their mother tongue. But its business and scientific meetings are conducted in English and simultaneous translation is not always provided. As a consequence, some Francophone members have declined to serve as committee chairmen, believing that their command of English was inadequate for the duties expected of them. One member actually resigned from a committee because of the question of language. Simultaneous translation at the annual meeting has been used in recent years and there is a growing awareness of the necessity for using it. On one occasion the College tried to borrow the equipment required for simultaneous translation from a government department, which refused to help on the grounds that the government could not compete where private concerns were able to provide the service.

Because of its predominantly Anglophone character, it has not been easy for the College to ensure the full participation of its Francophone members. Considerable difficulty has been experienced in arranging for papers and lectures to be presented at the annual meetings in French. Most Francophone doctors realize that their contribution in French would normally be understood by only a small number of Anglophone participants; many find it more difficult to present their papers in English rather than in French. In the early sixties one of the College's Anglophone leaders raised the question of whether a paper by a Francophone fellow could not be presented in his own tongue. "It is certainly the case that many of our men would leave as soon as they discover the presentation to be in French but on the other hand I believe there are quite a few French-speaking doctors in the west who may attend our meeting and perhaps some of those who do not speak French will make the gesture of sitting it out. An alternative might be to ask Dr. M. whether after considering all the circumstances, he would himself like to present it in French or in English."

For some years a scheme of organizing French-language lectures was maintained by the College. *Les Conférenciers du Collège Royal des Médecins et Chirurgiens du Canada* were invited to address a group of Francophone doctors, not necessarily connected with the College. Dr. Wilder Penfield, referring to a member who had addressed the AMLFC, surmised that he had "promoted a good type of propaganda among the younger French-speaking men who were likely to be candidates for Fellowship. It is quite obvious that the members of the College who meet in Ottawa are, for the most part, not up to understanding a lecture in French (lamentable but true!). Therefore, this seemed a good compromise."

While the College has on the whole been aware of the problems arising from the presence in Canada of two language groups, it has not always been able to cope with them successfully. The linguistic difficulties we have mentioned are relatively minor indications of this. A much more serious breakdown in communications is illustrated by the fact that the first candidate applying to take the examination in French did not present himself until 1937; furthermore, applications for fellowships among Quebec doctors were exceedingly infrequent at the beginning because of the way in which the regulations were worded. At the time of its incorporation, the College had to provide for the admission of senior doctors in Canada who could not be expected to try the examinations but who were the leading specialists in the country. The Act provided for the admission of this group by naming to the College "those persons holding . . . appointments as professors . . . in a Canadian University." Many Francophone doctors, while of professorial rank, did not seek admission because "the key-word Professor did not appear in their academic titles."³ It is interesting that the consequent small representation in the College of Francophone doctors seemed to have gone unnoticed until Dr. Penfield, a 1928 immigrant to Canada, raised the issue which was largely rectified in 1940 during his tenure as president. Even so, as we shall see, the College sometimes failed to maintain

effective enough communications with French Canada to enable it to attract the most distinguished and influential members of the Quebec medical profession.

Some of the difficulties are caused by the nature of the College. It caters to a relatively small number of individuals sharing a common professional interest. Its affairs are run by a highly cohesive group of prominent medical men. They are very much an elite representing the highest levels of established medicine in Canada. Normally they are exceedingly well informed about what is going on in medicine, since most of them are at the centre of a complex but informal communications network linking the medical world in English-speaking Canada. It appears that French Canada is only imperfectly connected to this network and that the degree to which the Royal College leaders are informed of what happens in Quebec depends essentially on two factors: the quality of their relations with the Francophone members of the College hierarchy, and the degree to which the Quebec representatives are informed about developments in the various areas of the medical profession in French Canada. Consequently, the College has not always maintained genuinely satisfactory relations between Canada's two language groups and between Quebec and the rest.

Co-ordination

The two most outstanding failures of the College to bring about a satisfactory accommodation between the pan-Canadian body and Quebec medicine concern efforts to amend the Royal College charter with respect to certifying specialists, and the efforts of the Quebec College to arrange for the bilateral recognition by the two Colleges of their certification of specialization.

In the first instance, the Royal College, after extensive internal discussions and on the suggestion of the CMA, decided to supplement its granting of fellowships by the certification of specialists at a somewhat less advanced level. An amendment to its charter was required before the new scheme could be introduced and a crisis developed while the amending legislation was before Parliament.

The influential dean of medicine at the University of Montreal, and later the Quebec College, and even the AMLFC (which had originally supported the Royal College's revised charter) all opposed the new measure and demanded that the whole matter be temporarily suspended while further discussions took place among interested parties. The main source of opposition had seemed to be the fear on the part of Quebec doctors that the new legislation might infringe on the rights of the provinces in the fields of education and the licensing of medical practitioners and also that it might impinge on the rights of universities. The opposition appeared to be prompted largely by a misunderstanding of the nature of the powers sought by the Royal College: an amendment approved by the Quebec groups was in every important matter identical with the draft to which they had at first objected.⁴ A feverish burst of activity on the part of a number of

Anglophone leaders and friends of the Royal College was responsible for the whole matter being discussed at considerable length with Quebec medical spokesmen and particularly with the dean of the University of Montreal who had spearheaded the call for a delay. Had the necessary consultation taken place earlier, the crisis would presumably have never arisen.

Since 1950, the College of Physicians and Surgeons of Quebec has conducted a programme of certification of specialists. Even before that time, and intermittently ever since, the question has arisen of making the Quebec College and the Royal College certificates interchangeable. A request to this effect from the Quebec College in 1948 (before the Quebec scheme had been fully launched) threw the Royal College into something of a panic, particularly since the Quebec certificate was to be awarded for a time to some doctors without administering an examination. Without wishing to appear hostile or uncooperative, the RCPSC leaders wished to protect the reputation of their own certificate by not making it interchangeable with one whose requirements were not yet known. Discussions have from time to time taken place between the two bodies, but so far no suitable arrangement has been found.

As soon as the Royal College received the 1948 request, it established a committee to discuss the matter with representatives of the Quebec College. It is noteworthy that the then president said at the time that he was "so unfamiliar with the professional and political atmosphere in Quebec" that he was quite uncertain as to who should serve on the committee. In the end a committee composed of two Francophone and two Anglophone doctors was appointed. The Royal College declined to accede to the Quebec College's request because, they said, the Royal College certificate was recognized by various jurisdictions, including several federal government departments, and that to agree to the kind of interchangeability proposed by the Quebec body could open the door to similar requests from other provincial bodies, a development the Royal College thought fraught with danger. They insisted that this decision was in no way to be construed as a reflection on the standards expected of the Quebec certificate.

The uneasy relations between the two Colleges over this matter were exacerbated some years later when some Francophone candidates who had passed the fellowship exams of the Royal College proceeded to fail the Quebec Certificate exams, causing acute embarrassment all around. The issue of co-ordinating the certificates has still not been resolved and it is likely to continue to be a source of controversy in the future.

Representation

The representation of Francophone doctors on the RCPSC council and executive has posed a particularly difficult problem. Such an association must try to reflect not only the usual diversity of interests found in Canada but also the particular views of the major medical and surgical specialties and, in addition, the major universities.

In Quebec, where Laval and Montreal have not always been on good terms, this has made for some awkwardness and sometimes for inadequate representation. Furthermore, since the number of Francophone members on the council is not great, and on the executive committee extremely low, the level of participation of each minority representative is of the greatest importance. If, for example, the senior Francophone officer (on many important committees he may be the only Quebec delegate) does not attend all meetings and generally does not take his job seriously, he may cause the imperfect transmission of Quebec views. If, on the other hand, the Quebec delegate represents only a particular faction of Francophone opinion, he may give his Anglophone colleagues a false impression of the degree to which they are in touch with Quebec developments and ideas. There are reasons to think that from time to time the Royal College has suffered as the result of these pitfalls.

To have one's name put before a learned society without actually being elected may be viewed by some candidates as an indignity to be avoided at all costs. Normally, within the Royal College, the doctors nominated for position on the council do get elected, but occasionally the plans of the nominating committee have gone awry, with embarrassing consequences for the defeated candidates. This mischance has befallen a Francophone doctor and his experience has added to the difficulties of the College in attracting desirable candidates.

The first Francophone president was elected in 1951, less than 10 years after a former president expressed the view that the fellows at large would not accept a Quebec president with good grace. On the council, the custom has grown up of electing two members from Laval and two from the University of Montreal. We have noted earlier that care is taken to assure that at least one Francophone member be active on each College committee.

On the whole, therefore, the Royal College has made persistent efforts to provide adequate representation for the Quebec medical profession. However, some of the incidents we have mentioned reveal that the College could have avoided some embarrassing moments had it found a more effective way of maintaining contact with French Canada.

The lack of awareness of the Anglophone leaders of the Royal College has been largely responsible for the failure to develop a really effective Francophone participation in the affairs of the College. We have already noted that no one had been aware of the consequences for Quebec doctors of the earlier provision stipulating that "professors" might be admitted among the first fellows. Similarly, as recently as in 1959, it was suddenly noted that the physicians-in-chief of Hotel Dieu and Notre Dame Hospitals, who were also the two professors of medicine at the University of Montreal, were not members. They were quickly admitted, under special regulations, thereby improving relations between the College and the Quebec profession. One of the Anglophone leaders of the College said that they had expected their Francophone colleagues to keep them alerted as to what needed to be

done in maintaining satisfactory contact with Quebec universities. This is a revealing comment on the sensitivity of McGill doctors to French-Canadian developments.

Conclusion

The most effective way of making some general observations about ethnic relations in the Royal College is to try to examine some of the factors favouring and impeding the resolution of the issues described in the section on co-ordination.

Looking first at the negative side, we must note an obvious but frequently forgotten fact: general conditions, over which the association members have little or no control, provide the setting within which accommodation takes place. Thus, general differences in attitudes to medicine and its practice, uneven development of universities and of departments within them, differences in the organization of hospitals and in their place in the community, not to mention regional differences affecting standards of living, education, and general social services—all these will affect attitudes of professional men concerned about them. It is therefore to be expected that, even when they appear to be using identical words, Francophone and Anglophone doctors—each the children of their respective cultures and environments—are likely to mean slightly different things. Even if there were no ethnic differences, Canadians from different regions would often find themselves divided by unsuspected nuances in the meaning of their thoughts and words. This being the case, how much more difficult is it then for men representing different ethnic traditions to avoid misunderstanding and conflict?

More specifically, Canada's old problem—the distribution of powers between the centre and the provinces—has affected the ease with which Francophone and Anglophone doctors have been able to understand one another in the RCPSC. The College is primarily concerned with national standards of specialized practice. It is not notably nationalist, nor aggressively pan-Canadian, but it inevitably tends to view with disfavour the development of regional disparities in the recognized standards of medical practice. Quebec doctors, on the other hand, while no doubt also motivated by the desire to see high standards applied to the widest possible area, do tend to value provincial autonomy more highly than Canadians from other provinces. It would be unreasonable to expect of them behaviour markedly at variance with that of Francophones who do not happen to be in medicine or surgery.

The Quebec reaction to the Royal College's attempt to gain powers permitting it to issue certificates illustrates our point. Here are three reactions to the Royal College proposal:

- (1) Nous en approuvons le principe mais nous ne pouvons pas, en un temps aussi court, envisager l'*aspect canadien* de cette question et suggérer, dès maintenant, qu'elle serait la meilleure façon de procéder pour le réaliser sans léser ni heurter les droits et privilèges de chaque province, car il s'agit d'une

législation fédérale en matière d'enseignement provincial; ce qui pourrait provoquer certaines oppositions irréductibles, que je désire prévenir, en vue de faire aboutir ce projet auquel nous tenons beaucoup.

Je vous transmets le voeu que vous ajourniez à une année toute législation à ce sujet. Dans l'intervale, un comité conjoint composé de Membres du Royal College, ou de la "Canadian Medical Association" et de l'Association des Médecins de Langue Française de l'Amérique du Nord, pourrait élaborer un projet soumis à l'approbation ultérieure de toutes les Facultés de Médecine du Canada.⁵

(2) First, we consider that each province in our Dominion has the right to set its own educational standards;

Second, we are not yet convinced whether or not, in this province, it is advantageous to have the certification of specialists granted by a central Federal Board or in some other manner such as by the three Universities of this province jointly with the College of Physicians and Surgeons.⁶

(3) The University of Montreal does not consent to the right of any federal organization of establishing a program or delivering a certificate or diploma in specialties in Canada.⁷

This reception was completely unintelligible to the Anglophone leaders of the College, particularly since no such objections had been raised by the Quebec members of the College who had participated in earlier discussions of the matter. The sole purpose of the certificate, so the College leaders argued, was to recognize the attainment of certain skills by a medical or surgical practitioner; it was not a licence to practice and was in no way different from the powers to grant fellowships which had been accepted many years before. "How any faction can make a political football out of a simple request to enrol membership, of a different category," wrote one former president, "is beyond my comprehension." And yet, another former president, referring to the same subject, said, "I am a little nervous about the whole question of certification. We are interfering with provincial rights and still we are a national body."

No wonder, then, that the matter of provincial rights became a bone of contention between the two cultural groups. In the end, after extensive efforts to convince the Quebec group of the inoffensive nature of the change, the latter agreed to the amendment and gave it its blessing. The incident showed, among other things, that the issue of provincial rights can most easily become a major source of discord within a Canadian voluntary association.

The domestic political climate in Quebec contributed to the explosiveness of the issue. Some of the Anglophone leaders believed that Dr. LeSage and some of the other Quebec critics of the amendment were merely pretending to take an extreme provincial rights posture so as to forestall the same stance being taken later in earnest by Premier Duplessis. It is extremely difficult to say whether there was any

substance in this surmise, or even how many of the RCPSC leaders took it seriously. There is no question, however, that Quebec internal conditions in part affected the Royal College's response to the invitation by the Quebec College to grant reciprocal certification. Some Royal College leaders were most apprehensive about the political (i.e., partisan) control M. Duplessis might exercise over not only the University of Montreal but also the Quebec College of Physicians and Surgeons whose president was, in fact, a minister in the Duplessis government. The political style in Quebec was unique in Canada and this did not facilitate the accommodation of Francophone and Anglophone interests, even in the field of medicine.

If some of the attitudes of the Quebecers appeared incomprehensible or unacceptable to the Anglophone leaders of the Royal College, the latter's outlook and manner did not always commend themselves to their Francophone colleagues. The pan-Canadian and essentially Anglophone frame of reference of the College, its generally uninterested and insensitive attitude towards French Canada, and its often clumsy and uninformed manner of approaching Quebec tended to outweigh many of the practices it had adopted as an expression of genuine goodwill towards a *bonne entente* and also in an effort to make the College a more effective body by attracting Francophones into a bilingual association.

We have already noted that the leaders of the College have tended to be drawn from among the most prominent doctors in Canada. Although no statistical evidence is available to substantiate this, the College appears to contain among its upper echelons a high proportion of extremely able, patrician leaders, accustomed to making decisions and having them carried out without much question. In a sense it is probably not misleading to suggest that the psychological make-up of many of the College's presidents has been that found among members of a ruling class accustomed to have their views accepted by a society clearly in need of its indispensable services. A number of consequences follow from this frame of mind—some facilitating compromise and harmony, others impeding them. Among the latter is a tendency not to suffer fools gladly and to identify as fools anyone who disagrees with one's own position. Some of the Royal College's dominant Anglophone leaders have, consequently, occasionally taken a rather intolerant attitude towards their Francophone colleagues when these have disagreed with them. The uncomprehending superior posture we have in mind is exemplified in a statement by a former president of the College who, when confronted by the opposition of a Quebec group to certain powers being granted the Royal College said, "I had thought we were being pretty good to those fellows." Similarly, another former president, on being informed of the Quebec College's 1948 request for reciprocal certification exclaimed: "The effrontery! To ask us to accept a pig in a poke. No regulations drawn up. No indications of what the qualifications are to be. . . . It is only another example of what is happening in Quebec. Nationalism, racism running wild."

Another consequence of adopting too haughty an attitude to one's fellow men is that one tends to oversimplify the position of groups other than one's own. For many years there was a tendency (by no means confined only to the Royal College) of assuming that all Francophone Canadians think alike. To assure the representation of Quebec views all one had to do, under this particular misapprehension, was to place one or two Francophones on the executive; their presence would assure the representation of Quebec's position. The crisis accompanying the efforts to amend the charter and the realization that the College had ignored two of the leading members of the University of Montreal staff served to drive home the point to the Anglophone leaders that it would not do to oversimplify the positions likely to be taken by Quebec.

We have argued above that the somewhat patrician frame of mind of many of the College leaders has had a number of consequences. So far we have mentioned those impeding ethnic harmony. We can now turn to the brighter side and begin our discussion of the factors generally favouring successful accommodation by continuing to deal with the consequences of what might be called the upper-class mentality of some Royal College leaders.

One of its by-products has been an atmosphere of *noblesse oblige* which has permeated much of the activities of the College leaders. With respect to the relations between Francophone and Anglophone fellows, this atmosphere has found expression in the scrupulous fairness with which the College had dealt with language. Although we have noted that the meetings are conducted in English, an unusually vigorous and sustained effort was made to enable Francophone fellows and potential fellows to correspond and receive the College's literature in their own language.

The spirit of *noblesse oblige* has also led the Anglophone leaders to go through all the *formal* steps of canvassing the views of their Quebec colleagues. And while, as we have observed, this practice has sometimes been only a *pro forma* and insensitive one, it at least made possible some consultation between the two groups and it also made it easier to engage in genuine exchanges of views when the personalities involved encouraged it.

The genuineness of some of the French-English relations also followed in part from the easy and rather relaxed relations which generally developed among the College leaders. This too is something which tends to develop among elites and while the *amateur*s tended to be confined to the Anglophone leaders, occasionally a Francophone delegate proved congenial and gained entrance into the charmed inner circle. These few, really became part of the directing group and served an exceedingly useful function in facilitating good relations between the College and various Quebec interests. In recent years, as the awareness grew that particular care had to be taken in consulting really well-informed representatives from French Canada, a small number of Quebecers (usually former officers) served a "hyphen

function," linking the College executive to the various centres of opinion and interest in Quebec. Sometimes they merely exercised a veto power or indicated that further consultations were necessary. In a sense the role of one or two such Quebec leaders was similar to the prime minister's Francophone lieutenant in some federal cabinets.

In view of the process of selection which determines who is to become a doctor in our society and the further discrimination which is applied to those seeking the fellowship of the College, it is not surprising that the RCPSC's leaders are an unusually intelligent and competent group. The men who gain office in the Royal College represent an already extremely highly selected group of the total population and, even within that group, they tend to be among the ablest and probably the politically most interested and astute members, when the term "political" is applied not to parties and government but to the politics of the medical profession. The College leaders have, therefore, shown great skill in the management of College affairs. This skill has manifested itself also with respect to ethnic relations and is demonstrated in the clear evidence we have of their having learned the lessons from past errors. The habit of maintaining *genuine* consultation with Quebec is developing in an informal as well as the formal fashion, and there is every evidence that the leaders have become fully aware of the need to adapt their procedures to changing conditions in Canada which require the re-definition of Anglophone-Francophone relations in virtually all spheres of activity.

The very high sense of duty to their profession and also to their country has further spurred the leaders to make every effort necessary to maintain an effective pan-Canadian association. They are, therefore, pre-disposed towards finding an effective accommodation between the two ethnic groups in the College and they have the intelligence, skill, and experience to succeed. Like most good leaders, they have had the wit to strengthen their performance by engaging a permanent staff of the highest calibre and whose members are also alert and sensitive to the ethnic dimension of their job.

Chambers of Commerce are among Canada's oldest voluntary associations. A group of merchants in Halifax banded together in the middle of the eighteenth century to form an organization for the benefit of trade and, soon after the turn of the nineteenth century, this group conferred with businessmen in St. John, Quebec City, and Montreal about the formation of Boards of Trade in these three cities.

The impetus for the founding of Chambers of Commerce or Boards of Trade was invariably local, and the pan-Canadian association was not established until the 1920s. Similarly, as we shall see, the provincial organization in Quebec—La Chambre de Commerce de la Province de Québec—was sponsored and established in the first instance by the Chambre de Montréal. As a result of their history, the chambers have, therefore, always had strong roots in their local community, despite the fact that the Chamber movement and ideas are essentially concerned with two interests, only one of which is local: (1) the local community and particularly its business, and (2) a general ideology about the role of business which transcends local boundaries and is pressed vigorously at the national (pan-Canadian) level.

The claims of the ideological (or national) purposes sometimes conflict with those of the local associations and, as we shall see in this chapter, the consequent inherent pull within the chambers also affects ethnic relations within them.

We shall follow the usual procedure of discussing the Quebec group first and then turning to an examination of the pan-Canadian association.

La Chambre de commerce de la province de Québec

Structures

Jusqu'en 1956, la Chambre de commerce de la province de Québec (CCPQ) a été dominée par la Chambre de Montréal, et ce fait est d'importance pour comprendre la nature de ses relations avec la Chambre de commerce du Canada ainsi que la façon dont elle les a définies.

Rappelons d'abord quelques données historiques. C'est en 1886 que la Chambre de Montréal fut fondée par 135 de ses citoyens. Il est intéressant de noter comment son directeur général actuel explique cette fondation par rapport au « Montreal Board of Trade » qui existait depuis 1842.

La fondation de la chambre de Montréal, écrit-il, résulte du besoin profondément ressenti depuis déjà longtemps par les Canadiens de langue française d'un organisme consacré à leur promotion et leur défense en milieux économiques. Au « Montreal Board of Trade » auquel de nombreux Canadiens français adhéraient l'accueil était excellent, mais on ne pouvait tout de même pas charger le « Board » des intérêts spécifiques du groupe de langue française.

Et il ajoute :

Le fait français s'identifie tellement à la Chambre de Montréal que l'en désintéresser équivaldrait à la faire disparaître ou à provoquer son intégration au « Montreal Board of Trade » avec lequel elle ferait dès lors double emploi complet. S'il est en effet facile d'imaginer un « Board of Trade » bilingue, il n'en va pas de même d'un « Board of Trade » revendiquant la prise d'influence des Canadiens français dans tous les domaines et plus particulièrement à la tête des grandes entreprises et des services de l'État. Pour la Chambre de Montréal, le but à atteindre n'est pas seulement le bilinguisme. Son but, son rôle, c'est la promotion économique et sociale d'une nation, la national canadienne française².

Cette vocation de « promotion nationale » a été formulée très souvent par les fondateurs de la Chambre de Montréal et par leurs successeurs. Selon son directeur général, celle-ci « a toujours agi comme le porte-parole autorisé en milieux économiques de tous les Canadiens français ». Ainsi, son champ d'action n'est pas seulement local ou régional, mais couvre, pour ainsi dire, le territoire occupé par les Canadiens français où qu'ils se trouvent. Vers 1886, le « Montreal Board of Trade » jouissait, de Halifax à Vancouver, et même jusqu'à Londres, d'une influence très réelle, aussi les fondateurs de la Chambre de Montréal voulurent-ils instaurer, pour les Canadiens français, un organisme en tous points identiques. Dans leur esprit, en adoptant le régime légal du « Board of Trade », ils dotaient la Chambre de Montréal d'un statut ultra-local, national, voire même international.

En 1909, la Chambre de Montréal fonda la Chambre de commerce de la province de Québec à laquelle elle « prêta » jusqu'en 1917 son personnel de secrétariat. Vint ensuite une période de stagnation qui prit

fin en 1935, année où le secrétariat fut assuré, pendant une période de cinq ans, par la Chambre de Québec. De 1941 à 1950, ce fut de nouveau la Chambre de Montréal qui se chargea du secrétariat de la CCPQ, laquelle ne comptait d'ailleurs que 47 chambres affiliées en 1942 et 100 en 1948, aujourd'hui, elle en compte environ 250.

C'est donc la Chambre de Montréal et son directeur général qui, à toute fin pratique, représentaient la CCPQ quand, en 1950, la Chambre de Commerce du Canada tenta de renforcer ses structures et de se réorganiser en sections provinciales. La CCPQ ayant refusé de devenir l'une de ces sections, les cotisations de tous les groupements — chambres locales, « boards of trade » ou corporations associées —, qu'ils soient francophones ou anglophones, continuèrent de lui être versées directement, même si ces groupements adhéraient également à la Chambre du Canada, et elle continua de payer ses employés et d'offrir ses propres services. Dans les autres provinces les cotisations étaient versées directement à la Chambre du Canada qui engageait et rétribuait le directeur général de la section provinciale à laquelle elle fournissait divers services.

Abstraction faite des objectifs de l'organisme provincial, sur lesquels nous reviendrons plus loin, la Chambre de Montréal, qui s'identifiait encore en 1950 à lui, pouvait difficilement admettre une formule qui aurait mis fin au contrôle qu'elle exerçait, puisque le directeur général et les services de la Chambre québécoise seraient passés aux mains de la Chambre nationale. Elle devait cependant perdre ce contrôle en 1956, lorsque la CCPQ, à la suite des pressions exercées par les autres chambres locales qui en avaient assez de cette identification de la chambre de la métropole avec celle de la province, transporta ses bureaux hors de l'édifice où la Chambre de Montréal avait les siens. Cette mesure n'allait toutefois pas provoquer une redéfinition des liens avec la Chambre du Canada car, d'après le directeur général actuel de la CCPQ, « cette autonomie par rapport à l'organisme national est une situation à laquelle tiennent beaucoup la plupart des Chambres locales de la province de Québec³ ».

Il n'en reste pas moins que de 60 à 70 % des chambres locales affiliées à la CCPQ sont aussi membres de la Chambre du Canada, soit plus précisément à la fin de 1965, 159 chambres sur 250 environ.

Objectifs

Les objectifs officiels des chambres de commerce sont les mêmes au Québec que dans les autres provinces. La section 2 de l'article 1 des règlements de la CCPQ se lit, en effet, comme suit :

L'objet principal de la chambre est de promouvoir et défendre le bien-être économique, civique et social de la province de Québec en général, stimuler le développement de ses ressources, promouvoir l'efficacité des diverses Chambres de Commerce et autres associations analogues, organisées dans cette province pour fins économiques, et assurer l'unité et l'harmonie d'action sur les mesures d'intérêt commun.

Il s'agit, comme on le voit, d'objectifs externes de service à la communauté, mais fortement teintés de libéralisme puisqu'il est dit, à la section 3 du même article, que « la liberté d'entreprise et le système de libre concurrence sont les régimes qui offrent à l'individu la plus grande marge de liberté », l'État devant « protéger les libertés individuelles et de l'entreprise privée ». On ajoute toutefois qu'il a « le devoir d'intervenir lorsque cette dernière (l'entreprise privée) ne peut suffire à la tâche de servir le bien commun ».

Évidemment, comme dans les autres provinces, ces objectifs entraînent des prises de position assez différentes, selon que les chambres agissent sur le plan local, national ou provincial. Les chambres locales sont généralement moins « libérales », ou tout simplement moins idéologiques, que les chambres provinciales ou la Chambre nationale, mais ces différences ne semblent pas beaucoup plus accusées au Québec, aussi ne peuvent-elles expliquer la volonté d'autonomie de la CCPQ. Notons toutefois que la composition sociale des chambres locales apparaît, comme celle des Jeunes chambres, moins fermée ici que dans les autres provinces. Le directeur général de la CCPQ le soulignait d'ailleurs lorsqu'il précisait que ses chambres comprenaient « des gens de toutes les professions et occupations. . . des professionnels, des salariés, des hommes de métier, des chefs syndicaux, des fonctionnaires et des cultivateurs tout aussi bien que les commerçants, des industriels et des financiers⁴ ».

Évidemment, ces différences sont moins nettes à la direction de la CCPQ, dont la composition sociale ressemble beaucoup à celle de la Chambre du Canada ou d'une autre Chambre provinciale. Il y a d'ailleurs osmose à ce niveau entre la CCPQ et la Chambre du Canada, certains dirigeants de la CCPQ, en particulier des anciens présidents, ayant occupé des fonctions dans les deux organismes. Mais nous verrons plus loin que des différences demeurent, même à cet échelon.

Un fait semble, à première vue tout au moins, devoir rapprocher encore plus, sur le plan des objectifs externes et de l'idéologie libérale qui les inspire, la CCPQ de la Chambre nationale et des chambres provinciales, à savoir l'effort qui a été fait, depuis le début des années soixante, pour amener les corporations du Québec à appuyer financièrement l'organisme québécois et à devenir ainsi membres-associés. Le nombre de ces membres-associés, qui atteignait à peine 150 en 1958-59, passait à environ 550 en 1962-63 et 1050 en 1963-64. On estime qu'ils fournissent actuellement (1966) à la CCPQ 80 % de ses revenus.

Cette situation nouvelle, qui a d'ailleurs permis à la CCPQ d'augmenter le nombre de ses employés permanents (ils étaient près de 15 en 1966) ainsi que la quantité et la qualité de ses services, a soulevé certaines inquiétudes dans le public, surtout après qu'elle se fut opposée au projet de nationalisation de l'électricité du gouvernement du Québec. On s'est inquiété en particulier de l'influence prépondérante que pourraient prendre dans la Chambre provinciale non seulement les grandes corporations anglo- ou américano-canadiennes mais aussi certains de leurs représentants attachés à des postes de direction⁵.

L'interprétation que nous a donnée de cette situation un ancien président de la CCPQ, qui occupe un poste important à la Chambre du Canada, est assez différente. Selon lui, c'est le climat actuel du Québec et l'utilisation qu'en auraient fait les dirigeants de la CCPQ qui auraient obligé plusieurs de ces corporations à adhérer ainsi à la CCPQ, alors qu'elles auraient préféré ne souscrire qu'à la Chambre du Canada. Ce même informateur ajoutait que la CCPQ se distinguait des autres chambres provinciales en ce qu'elle était beaucoup plus autonomiste, et il en donnait pour exemple les problèmes de l'éducation dont il avait discuté en comité tant à la Chambre du Canada qu'à la CCPQ. « À la Chambre du Canada, disait-il, on ne voit aucune objection à ce qu'Ottawa subventionne l'éducation, alors qu'ici, au Québec, nous sommes tous d'accord pour que l'éducation demeure l'affaire des provinces. Même chose pour ce qui est de la voirie. Nous croyons que ce sont les provinces et non Ottawa qui connaissent les besoins. D'ailleurs, ajoutait-il, la Chambre de l'Ontario est maintenant d'accord avec nous là-dessus ». Ce même informateur signalait à ce propos que l'opposition aux objectifs externes des chambres du Québec venait surtout de l'Ouest, prenant comme exemple la question du bilinguisme chez les sous-ministres fédéraux qui venait d'être rejetée de la dernière déclaration de principes de la Chambre du Canada à cause justement de cette opposition des chambres de l'Ouest.

Ces positions autonomistes sont d'ailleurs partagées par le directeur-général de la CCPQ qui ne manque pas de s'élever, dans le périodique officiel de cette chambre, contre les visées centralisatrices du gouvernement fédéral. Dans un éditorial intitulé « Trois fois NON à Ottawa », il écrivait en 1963 : « Nous l'avons dit cent fois et nous le répétons : Que le fédéral ôte son nez des domaines qui ne le regardent pas et qu'il remette aux provinces les moyens de prendre leurs responsabilités, c'est clair⁶ ». Ce même directeur-général nous avouait, au cours d'une entrevue, que les corporations s'étaient jusqu'à présent pliées aux objectifs autonomistes de la CCPQ, même si elles n'étaient pas toujours d'accord avec eux, mais que leur adhésion à la Chambre québécoise pourrait avoir des effets indirects sur la poursuite de ses objectifs.

Charles de Lotbinière Harwood, vice-président adjoint de la Compagnie Bell, déclarait au moment de son élection à la présidence de la CCPQ, en 1964 :

En tant que citoyen du Québec, je suis un autonomiste. . . parce que je suis convaincu que les Canadiens-français ont au Canada des droits particuliers et par conséquent des obligations auxquelles ils ne peuvent faire face sans un plus grand contrôle de la fiscalité et d'un certain nombre d'autres décisions d'ordre public dans les territoires où ils sont majoritaires. Sous cet aspect de la question, je suis parfaitement d'accord avec la politique que nos Chambres ont établie depuis de nombreuses années⁷.

Ces propos, qui rejoignent ceux du directeur général de la CCPQ et ceux du directeur général de la Chambre de Montréal cités au début

de notre étude, indiquent que les idéaux « libéraux » de la CCPQ se doublent d'idéaux autonomistes et même nationalistes chez certains dirigeants, ce qui n'est d'ailleurs pas du tout contradictoire. Ces idéaux autonomistes sont surtout, évidemment, le fait des hommes d'affaires francophones, qui représentent une très forte majorité à la direction de la CCPQ, et ils sont d'autant plus plausibles à côté des idéaux de libéralisme économique que les membres des chambres locales, comme nous l'avons signalé, appartiennent dans une forte mesure à des classes moyennes autres que celle des affaires ; et ces membres, qui ont traditionnellement appuyé les tendances autonomistes du Québec, éprouvent sur le plan local comme sur le plan provincial des préoccupations qui ne peuvent pas être satisfaites uniquement par la poursuite des objectifs « libéraux » de la CCPQ.

Activités

Ces objectifs ont amené la CCPQ ainsi que plusieurs importantes chambres locales (celle de Québec mais surtout celle de Montréal) à intervenir, concurremment à la Chambre du Canada, auprès du gouvernement fédéral ou de certaines commissions royales d'enquête⁸. Elles réagissent également, auprès de l'opinion publique ou du gouvernement québécois, à des projets fédéraux au sujet desquels la Chambre du Canada adopte souvent des positions assez différentes de celles de la CCPQ. Nous avons donné dans la section précédente quelques exemples de ces divergences. Par ailleurs, la CCPQ et la Chambre du Canada ne semblent pas avoir effectué de démarches conjointes auprès du gouvernement fédéral ou des commissions royales d'enquête. Toutefois, la CCPQ collabore avec la Chambre nationale et les chambres provinciales à certaines activités locales ou régionales, telles la semaine « Chambre de commerce » et les cliniques régionales sur les techniques du mouvement.

Cette coopération restreinte s'explique d'ailleurs par le fait que la Chambre du Canada représente aussi les chambres locales du Québec, lesquelles fournissent environ 20 % de ses effectifs (en termes de chambres locales affiliées). Si l'on inclut dans ce pourcentage les chambres qui, dans les autres provinces, utilisent surtout le français, on arrive, selon le mémoire de la Chambre du Canada à la Commission Laurendeau-Dunton, à un total de 200 chambres environ sur 850, soit près du quart. Toutefois, la participation des chambres du Québec aux activités de la Chambre du Canada reste assez limitée.

En 1964, constatant, avant le congrès national, que très peu de chambres québécoises y avaient délégué des représentants et, surtout, que dans le cahier des résolutions du congrès, il y avait absence totale de leur part, le directeur de la CCPQ écrivait :

Nonobstant toutes les raisons valables qui peuvent motiver une telle situation, il semble que les chambres du Québec devraient prendre un intérêt plus grand aux affaires nationales et plus particulièrement aux délibérations de la Chambre canadienne. Lorsque la Chambre du Canada prend position devant l'opinion

publique canadienne ou qu'elle s'adresse aux autorités législatives, elle le fait au nom de toutes les Chambres du pays, y compris celles du Québec qui lui sont affiliées. Il est donc important pour ces dernières de s'assurer que ce que la Chambre nationale dit en leur nom est selon leurs désirs et répond à leurs besoins. Les intérêts du Québec et des localités de cette province sont souvent en jeu dans ces déclarations de politiques d'action. Combien de chambres du Québec contribuent à l'élaboration des dites politiques ? Combien de Chambres s'y intéressent ?

Si vous ne pouvez envoyer de délégués au congrès, il vous est donc fortement suggéré de voir au moins à ce que les délégués du Québec qui y sont déjà inscrits et que vous connaissez bénéficient de votre droit de vote. Chaque délégué ayant droit à deux votes, il serait important que les représentants du Québec puissent utiliser au maximum leur présence à ces importantes assises nationales de notre mouvement.

Notons au passage que le directeur général de la Fédération québécoise recommande aux chambres locales du Québec affiliées à la Chambre nationale, non pas de rompre leur affiliation, parce que les politiques élaborées par celle-ci ne répondent à leurs désirs et leurs besoins, mais bien au contraire, même si elles ne représentent que 20 % environ de toutes les chambres affiliées à la Chambre du Canada, de participer davantage à l'élaboration de ces politiques.

Selon le directeur des services aux chambres de la Fédération québécoise, la faible participation des chambres de la province affiliées à la Chambre nationale pourrait s'expliquer par les faits suivants : les congrès se tiennent loin du Québec (en 1963, pourtant, il eut lieu dans sa capitale et 15 % seulement des chambres québécoises affiliées à la Chambre du Canada étaient représentées) ; les chambres locales du Québec ne sont pas préoccupées des mêmes problèmes que celles des autres provinces ; il existe une différence de mentalité entre les membres de langue française et ceux de langue anglaise ; les Québécois sont moins bien préparés que les anglophones pour discuter les résolutions présentées, et ils ne sont pas aussi « maîtres de la procédure ».

Cependant un certain réveil s'est manifesté au congrès de 1965 et une centaine de chambres du Québec ont usé de leur droit de vote. Nous verrons dans les paragraphes consacrés au mode de représentation la raison de ce réveil.

Notons que depuis 1964 la CCPQ organise, en collaboration avec la Chambre de l'Ontario, des visites de courtoisie. C'est d'ailleurs à l'occasion de la première de ces visites que fut décidée la mise sur pied du comité Québec-Ontario, dont nous reparlerons plus loin.

Mode de communication

Les communications semblent faire assez peu problème pour les francophones à l'intérieur de la Chambre nationale, et la déclaration faite

par celle-ci dans son mémoire à la Commission Laurendeau-Dunton, à savoir que « La plupart des publications de la Chambre paraissent dans les deux langues et que la correspondance se fait en français ou en anglais selon le cas », est exacte. C'est du moins ce que permettent de constater les derniers rapports du comité des services français. Dans le procès-verbal de sa réunion du 15 mars 1965, on peut en effet lire ceci :

- a) On passe en revue premièrement les publications de la Chambre dont le texte est disponible en français. Parmi les publications d'usage courant seules « National Affairs Release » et « Acting for Business », ne sont pas actuellement traduites, mais le secrétaire du comité¹⁰ donne l'assurance qu'elles le seront désormais.
- b) Le président de la séance rappelle que le comité avait demandé au Conseil exécutif de la Chambre de Commerce du Canada qu'un effort soit fait en vue de pratiquer le bilinguisme aux assemblées de la Chambre nationale. Il est heureux d'annoncer que depuis cette recommandation le procès-verbal des assemblées du Conseil exécutif est publié dans les deux langues.

Le comité demandait à nouveau, lors de cette réunion, qu'un directeur général adjoint bilingue soit nommé auprès du directeur général de la Chambre du Canada, ce qui fut finalement accepté par la direction.

Signalons également qu'à l'intérieur même des cadres de la CCPQ les communications sont de plus en plus bilingues : dès 1959 on publie un bulletin (« Newsletter ») à l'intention des membres anglophones (les corporations surtout) et, à partir de 1963-64, un autre dans les deux langues, sur la législation provinciale ; depuis le congrès de 1964, les délégués peuvent faire usage de la traduction simultanée, etc. Le fait que le Montreal Board of Trade représente 10 % des effectifs (en membres) de la CCPQ et ont enregistré récemment l'adhésion à titre de membres affiliés, d'un grand nombre de corporations, ne sont certainement pas étrangers à cette tendance au bilinguisme.

Mode de coordination

Outre la coordination réalisée au niveau des organes supérieurs de la Chambre du Canada, et où les francophones sont assez mal représentés, on note l'existence de comités conjoints. Nous nous limiterons ici au comité conjoint entre la Chambre du Canada et celle du Québec d'une part, et au comité de liaison entre la Chambre du Québec et celle de l'Ontario d'autre part.

Disons auparavant que le comité des services français dont nous venons de parler joue à la Chambre du Canada, dans la mesure où certaines de ses recommandations se rapportent au contenu même des programmes ou des prises de position de l'organisme national, un certain rôle de coordination entre francophones et anglophones, mais ce n'est toutefois pas là son rôle principal, qui se situe plutôt au niveau des communications internes. Concernant ce rôle de coordination, un informateur au moins, membre du comité, s'est plaint du peu d'intérêt

que lui accordait la direction de la Chambre canadienne qui aurait même voulu, en 1964, le supprimer sous prétexte qu'il constituait une espèce de « réserve » pour Canadiens français. Si on en est arrivé là, d'ajouter notre informateur, c'est tout simplement parce que personne n'a jamais porté attention à ses recommandations.

Le comité conjoint entre la Chambre du Canada et la CCPQ ne constitue pas, selon les francophones, une bien grande réussite. De l'avis d'un informateur, le premier, qui fut créé en 1955, « n'a jamais marché » ; quant au second, qui date de 1964, il ne serait pas vraiment représentatif sur le plan national, formé presque uniquement de membres montréalais. De plus, il n'est qu'un organisme consultatif dont le mandat, qui est d'étudier tous les sujets d'intérêt commun aux deux organisations dans le but de promouvoir avec plus d'efficacité une unité canadienne basée sur des critères acceptables par toute la population, est très vague. Il paraît s'employer surtout à confronter les politiques d'action des deux chambres et à discuter, lors de ses rencontres, de points litigieux entre Québec et Ottawa, tels les problèmes de voirie, d'éducation et de fiscalité.

Par contre, le comité de liaison avec la Chambre de l'Ontario semble avoir donné de meilleurs résultats. Il fut formé en 1964 dans le but surtout d'étudier la question des tarifs préférentiels accordés par le gouvernement du Québec au moment de l'adjudication des contrats, aux entrepreneurs et vendeurs de la province. Depuis, il fut question, entre autres, de l'établissement d'un secrétariat fiscal. Après sa deuxième réunion, on lisait dans le périodique officiel de la CCFQ :

Ces deux rencontres organisées afin de faire connaître l'optique de la Chambre de Québec sur les légitimes aspirations de la province de Québec à l'extérieur de son territoire ont permis d'échanger de constructives opinions sur plusieurs problèmes qui concernent l'économie du Québec et de l'Ontario, en plus de fournir l'opportunité de discuter des principaux points des politiques d'action des deux Chambres concernées. Des résultats concrets ont déjà été obtenus de ces rencontres.

Mentionnons seulement que lors de son congrès annuel en mai 1964, la Chambre ontarienne souscrivait à plusieurs points de vue soutenus par la Chambre provinciale du Québec notamment : en se prononçant franchement en faveur de la marche du Québec vers une autonomie plus grande et une reconnaissance complète comme partenaire dans l'unité canadienne ; en promettant son entier appui à toute modification économique, constitutionnelle ou sociale qui pourrait être nécessaire pour favoriser l'unité canadienne ; en demandant au gouvernement de l'Ontario d'adopter une politique qui conduira à l'enseignement du français parlé dans toutes les écoles élémentaires de la province¹¹.

Après la troisième assemblée conjointe des conseils d'administration des deux chambres, le bulletin mensuel de la CCPQ rapportait : D'importantes prises de position furent exprimées conjointement par les membres représentant les deux Chambres de Commerce concernant le bilinguisme et le biculturalisme.

- a) Ils se sont d'abord prononcés en faveur de l'enseignement gratuit du français et de l'anglais à travers tout le Canada et à tous les niveaux de la population, enfants et adultes.
- b) Le problème du bilinguisme, selon les Conseils d'administration des Chambres participantes, ne pourra être réglé par des mesures coercitives, mais en persuadant les Canadiens que notre situation offre à tous une opportunité exceptionnelle d'enrichir leur personnalité et de devenir des individus plus cultivés.
- c) On devrait inviter plus de Canadiens à visiter leur pays.
- d) Tous les Canadiens qui occupent une fonction publique importante ou qui se portent candidat à une telle fonction au niveau fédéral ou à tout autre niveau où l'un ou l'autre des deux groupes ethniques officiellement reconnus au Canada constitue une présence numérique significative, devra se faire un devoir d'être bilingue et cette qualification devrait, dans ces circonstances, être généralement considérée comme critère important pour bien remplir cette fonction.
- e) On demande que les entreprises d'affaires à caractère national fassent une enquête objective sur le bilinguisme dans leurs cadres.
- f) Dans la même optique que la recommandation précédente, les Chambres s'opposent à toute discrimination ethnique au sein du personnel de toute entreprise canadienne.
- g) Ils suggèrent également que la publicité soit offerte et conçue dans les deux langues officielles.
- h) Ils se sont prononcés en faveur d'une plus large participation des Canadiens français dans l'administration des capitaux investis au Québec¹².

Enfin, dans une annexe au mémoire présenté par la CCPQ à la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, on pouvait lire ce qui suit :

Pour illustrer de façon concrète la possibilité pour les Canadiens français et les Canadiens anglais de se comprendre et de s'accepter mutuellement lorsqu'ils peuvent se rencontrer dans une atmosphère sereine et se parler franchement et directement (sans l'intermédiaire des journaux ou des partis politiques par exemple), nous mentionnons ici brièvement les péripéties de rencontres entre notre Conseil d'administration et celui de la Chambre de Commerce provinciale de l'Ontario. Il s'agissait ici d'un précédent dans l'histoire de nos deux mouvements.

Ressentant que la vague séparatiste au Québec, certaines politiques d'achat d'agences du gouvernement provincial et l'expression de diverses opinions par des hommes politiques canadiens-

français étaient souvent mal interprétées et parfois mal comprises dans les milieux d'affaires de l'Ontario, notre Chambre de Commerce prit l'initiative, vers la fin de 1963, d'organiser une rencontre au niveau indiqué ci-dessus.

Cette suggestion reçut tout d'abord un accueil chaleureux de la part de la Chambre ontarienne et la première rencontre eut lieu à Toronto, le 21 janvier 1964. Elle fut des plus cordiales quoique très franche mais prudente. Notre président, dans un discours clôturant l'assemblée, exposa avec vigueur et logique la position du Québec. Ses déclarations furent accueillies avec une grande ouverture d'esprit par nos confrères.

À la suite de ce premier contact, un Comité conjoint de quatre membres de part et d'autre fut formé et siégea pour étudier les différents sujets soulevés au cours de la première rencontre et notamment : les objectifs économiques du Québec, les politiques d'achat adoptées par notre gouvernement provincial et diverses politiques de notre mouvement dans les domaines des échanges commerciaux et du bilinguisme.

De part et d'autre, il semble que tous furent étonnés de constater comment il était facile de s'entendre sur ces divers points lorsqu'on s'asseyait autour d'une table pour en discuter en toute franchise et honnêteté et sans en aucune façon trahir les intérêts ou les opinions de chacun des groupes représentés.

Puis ce fut une deuxième rencontre de nos Conseils d'administration à Montréal en mars 1964. Comme à Toronto, le groupe réuni comprenait environ cent personnes avec une représentation à peu près égale de chaque Chambre. Il s'agissait d'hommes d'affaires venant de tous les coins de chacune des provinces. Les résultats des délibérations du Comité conjoint furent soumis, discutés puis acceptés à l'unanimité.

D'aucuns pourraient prétendre qu'en acceptant nos points de vue, nos confrères ontariens n'ont fait que plier l'échine sans conviction. Tel n'est pas notre avis. À preuve, lors de l'Assemblée annuelle de la Chambre de l'Ontario qui suivit, en mai 1964, une résolution fut adoptée par l'assemblée générale, et sans que nous l'ayons demandé ni même suggéré, cette résolution unanime non seulement reconnaissait les objectifs économiques du Québec, mais, dans le texte original de la résolution : « Promised full support for whatever measures that changing times and historical transition may prescribe for the continuation of this great union and to this end will subscribe to and foster whatever constitutional, economic and social evolutions that may prove to be necessary to achieve this paramount goal. »

La Chambre de l'Ontario recommandait de plus « that the provincial government adopt a long-range policy so as to :

- a) train sufficient qualified teachers to provide instruction in at least conversational French to every elementary school student in Ontario ;
- b) make the teaching of oral French compulsory for the elementary grades when sufficient teachers are available ;

- c) in the interim period, encourage and assist the development by local boards of sound oral French programmes in elementary grades ».

Ces résolutions devenaient ainsi de nouvelles politiques d'action de la Chambre de l'Ontario et quiconque connaît les rouages de notre mouvement sait ce que ces termes impliquent d'engagement et de sérieux.

Le Comité existe encore, se réunira bientôt pour discuter d'autres sujets litigieux entre nos deux provinces et d'autres rencontres sont prévues au niveau de nos Conseils d'administration respectifs. Nous songeons même présentement à étendre cette formule à d'autres provinces.

Nous estimons qu'il s'agit d'expériences humaines très concluantes et indicatives de façons de procéder qui pourraient avec avantage être répétées ailleurs à condition qu'on s'y engage avec la bonne attitude.

Les relations de la CCPQ avec la Chambre de l'Ontario sont donc excellentes et la coordination entre elles ne fait pas problèmes. Il n'en va toutefois pas de même avec les chambres de l'Ouest : selon un informateur, c'est d'elles surtout que vient l'opposition aux projets défendus par les chambres du Québec : nomination d'un directeur adjoint de langue française, extension du bilinguisme dans la fonction publique, etc.

Mode de représentation

Nous avons montré plus haut que les chambres locales du Québec participaient assez peu aux activités et aux congrès de la Chambre du Canada, aussi n'est-il pas étonnant que, sur le plan national, elles soient sous-représentées au niveau des organes directeurs.

Depuis sa fondation en 1925, la Chambre du Canada n'eut que deux présidents de langue française : René B. Perreault en 1951-52 et Raymond Dupuis en 1956-1957, ce qui traduit assez bien la sous-représentation des francophones au niveau de l'exécutif et du conseil d'administration. Mais, encore une fois, cette sous-représentation est due en grande partie au manque d'intérêt des chambres locales : pas plus que 10 à 15 % d'entre elles, par exemple, se donnent généralement la peine de remplir les bulletins de vote qui leur sont adressés.

Un de nos informateurs nous a exposé trois raisons qui expliquent, selon lui, cette sous-représentation des francophones et, plus généralement, leur faible influence à la direction de la Chambre du Canada. Premièrement, toutes les délibérations se déroulent en anglais et peu d'entre eux maîtrisent suffisamment cette langue pour pouvoir y participer pleinement. Deuxièmement, ils siègent au côté d'anglophones qui dirigent des corporations généralement beaucoup plus importantes que les leurs, ce qui n'est pas sans les impressionner et les paralyser. Troisièmement, ils manquent en général d'envergure dans leur façon d'aborder les problèmes économiques pan-Canadiens : ils sont peu nombreux à en percevoir les implications hors du Québec, ce qui

les met en position inférieure lors de la discussion. Cette opinion de notre informateur tendrait donc à confirmer que, même au niveau de la direction, les différences dans le « personnel » apparaissent assez grandes entre la CCPQ et la Chambre du Canada.

Selon un autre informateur, la sous-représentation des francophones aurait surtout des conséquences au niveau des comités formés par l'exécutif, car c'est là que se ferait le travail important de la Chambre. Ces comités comprennent toujours un membre de l'exécutif qui parvient généralement à « vendre » à ses collègues les décisions prises. Non seulement les francophones y siègent en nombre restreint, mais souvent ils ne sont pas « représentatifs », la plupart venant de Montréal ou des environs. Ceci peut s'expliquer par le fait que les quartiers généraux de la Chambre du Canada étant à Montréal, il est évidemment plus simple de faire appel à des membres locaux qu'à des experts de la « province ».

Il semble cependant qu'une certaine réaction tende à se manifester depuis quelque temps. En 1965 une centaine de chambres locales du Québec ont voté pour des francophones qui n'étaient pas de Montréal, et un candidat de Québec a été élu à la vice présidence de la Chambre.

Par contre, la représentation ne fait pas autant problème au comité de liaison entre la CCPQ et la Chambre du Canada, toutefois, là encore, nous avons remarqué que les représentants de la chambre nationale étaient tous, à une exception près, de Montréal. De toute façon les fonctions de ce comité ne sont pas très importantes. Quant au comité Ontario-Québec, non seulement il est plus important mais aussi plus représentatif, puisque formé des conseils d'administration des deux organisations dont la base est « régionale » de part et d'autre.

Conclusion.

Pour les dirigeants de la CCPQ, à quelques rares exceptions près, il n'est pas question de revenir sur le mode d'association permis entre les deux groupes ethniques par les structures actuelles de l'organisation.

Nous avons déjà cité le directeur général de la CCPQ, lorsqu'il nous assurait que les chambres locales tenaient beaucoup à l'autonomie de la CCPQ. Lors d'une entrevue qu'il nous accordait, il nous disait sa gratitude pour les hommes qui, en 1950, avaient refusé le mode d'affiliation proposé par la Chambre du Canada, et il nous signalait, pour justifier la CCPQ, l'exemple des États-Unis où les chambres des États sont envers la Chambre de Commerce dans la même position que l'organisme québécois envers l'organisme national, c'est-à-dire autonomes pour ce qui concerne le financement, en particulier rémunération du personnel permanent non élu. Cette autonomie a pour avantage d'éviter les conflits d'intérêt en ne plaçant pas ce personnel dans la situation difficile où, tout en étant payé par la Chambre du Canada, il aurait à exécuter ou à élaborer des politiques contraires aux intérêts de celle-ci mais favorables à ceux de la CCPQ. Cet informateur croit

d'ailleurs que la Chambre de l'Ontario tend de plus en plus à adopter avec la Chambre du Canada un mode d'association semblable à celui de la CCPQ, c'est-à-dire comportant plus d'autonomie.

Cette position de la CCPQ est inspirée, nous l'avons noté, par des objectifs autonomistes évidents, et l'évolution du système politique canadien, plus particulièrement des relations Québec/Ottawa, l'encourage dans cette voie. Un incident récent d'ailleurs le montre bien. Lorsqu'il fut question, en 1965, de former un nouveau comité de liaison entre la CCPQ et la Chambre du Canada, celle-ci aurait voulu utiliser la procédure prévue à cette fin par elle, soit la nomination par ses soins de la presque totalité des membres, quelques-uns seulement étant nommés après consultation de la Chambre provinciale. Mais la CCPQ s'opposa à cette façon de procéder, alléguant que les deux chambres, pour se rencontrer au comité d'égale à égale, devaient nommer chacune le même nombre de représentants, ce qui fut finalement accepté.

Nous avons donc là le cas d'une organisation volontaire dont le mode d'association, défini dès 1950, a résisté, parce qu'il satisfait aux yeux des francophones, aux tensions récentes intervenues dans le système politique canadien, et ce malgré les idéaux autonomistes des dirigeants de la CCPQ.

*The Canadian Chamber of Commerce**Structure*

The Canadian Chamber of Commerce (CCC) is a pan-Canadian federation of over 800 Boards of Trade and Chambers of Commerce in all the provinces and the territories, supported by over 2,500 companies and their subsidiaries, and about 25 pan-Canadian business and professional associations. A very small number of individuals has also taken out membership. Most of the Chamber's income is derived from the contributions of corporate members whose membership fee is related to their size, and most of its activities are carried out for and by the members of the local Boards of Trade and Chambers whose financial contributions do not, however, cover the expenses the Chamber incurs in providing services for them. About 20 per cent of the member Chambers and Boards are "bilingual," i.e. Francophone. This proportion has not changed much in the present decade.

Formally, the chief governing body of the Chamber is the board of directors, composed of 50 members. Ten of these are provincial vice-presidents and 20 are provincial directors. There are also 10 other directors, two Jaycees and the eight national officers: the president, first and second vice-presidents, the honorary and associate honorary treasurers, the chairman and the vice-chairmen of the executive council.

The latter body, appointed by the board of directors, meets twice monthly (as compared with the Board which usually does so only twice a year) and supervises the day-to-day business of the Chamber. It is assisted by a number of committees of the Board and of the executive council, some of which are of considerable importance. Various policy committees deal respectively with topics such as agriculture, citizenship and immigration, combines, education, employer-employee relations, health and welfare, natural resources, public affairs, fiscal policy, public finance and taxation, trade, transportation and, in the year in which this particular list was compiled (1964-65), bilingualism and biculturalism. The executive committee has, in addition, a number of so-called co-ordinating committees: these concern themselves with the programme for the annual meeting, internal finance, the International Chamber, Junior Chamber relations, membership, organization service, Ottawa liaison and Quebec Chamber liaison.¹³

In addition to other committees, not directly under the executive council, there are four regional committees, appointed by the national directors, one for each of the Maritimes, Ontario, the Prairies and British Columbia. The secretariat, and particularly its head—the general manager—are very influential in the central decision-making processes of the Chamber.

An examination of the composition of the bodies of the Chamber suggests that the representatives of the large corporations, and of the central provinces, rather than of the local chambers scattered

throughout the country, dominate the decision-making process at the centre. The latter groups (local chambers) are more likely to make their voice felt when various policy declarations and resolutions are discussed at the annual meeting. Since there seems to be a tendency in Canada now for opposition to bilingualism and biculturalism to be strongest in the Prairies and on the west coast, one might assume that within the Chamber it is the groups from these areas which would be most insensitive to the needs and interests of Francophone chambers and of the maintenance of good relations between Canada's major ethnic groups. If this assumption is correct, then one would expect the annual meetings to be less hospitable to measures promoting successful ethnic accommodation than the various continuing governing committees of the Chamber. We shall see later whether this is so.

Another important feature of the Chamber structure concerns the role assumed by the provincial organizations, where they exist. While the CCC is a federation, it is not based on — and does not recognize — provincial organizations between the local chambers and the pan-Canadian body. The 10 provincial vice-presidents and 20 provincial directors on the Board are not elected by a provincial body but by a fairly complicated postal ballot procedure completely administered by the CCC. Provincial chambers are not, as such, constituent bodies of the CCC. One of the main reasons for this is indicated in an exchange between the president of the Alberta Chamber and the chairman of the executive council which occurred in 1963. The Alberta president had suggested that provincial chambers should be deemed organization members of the Canadian Chamber so as to be able to submit resolutions to and vote at the CCC annual meetings. In rejecting the proposal the executive council chairman argued that this step might lead to the Chamber becoming merely a group of seven provincial chambers and that this would seriously impair its voice and strength vis-à-vis the federal government. Provincial organizations, he also suggested, have always been able to have resolutions submitted through individual organization members.

In addition to its Montreal headquarters, the Chamber maintains regional offices in Vancouver, Edmonton, Regina, Winnipeg, Toronto, and Moncton. The latter serves all of the Atlantic provinces. The CCC has so-called "integration agreements" with a number of provincial chambers according to which the managerial, secretarial, and other skills available at the regional offices are made available to the provincial chambers, but *Chambre de commerce de la province de Québec* has not participated in these arrangements. Since the "integration agreements" have been an important factor offsetting some of the structural features standing in the way of "federal-provincial" co-ordination within the Chamber, the decision of the Quebec provincial organization to stay outside these arrangements has created the need for trying to establish other mechanisms for facilitating the interaction and collaboration between the Quebec provincial Chamber and those elsewhere. We have already seen that some Quebec-Ontario initiatives have proven fruitful in this respect.

In 1963 the CCC prepared a memorandum containing its views on the reasons for the non-participation of the Quebec Chamber in the "integration agreements." It traces the history of the agreements and makes the point that under them no funds are transferred from the pan-Canadian body to the provincial ones. It also stresses the fact that some provinces (B.C., for example) had had no effective provincial Chamber until the "integration agreements" were implemented. Quebec, on the other hand, had an active organization—La Chambre—before the Canadian Chamber had even been founded and there was therefore no question of the national office assisting the effectively functioning Chambre. Because of differences in language and in the resultant special services required, Quebec was also in a completely different position from that of the other provinces. Therefore, neither La Chambre nor the CCC thought it advisable to extend the integration process to Quebec. In any event, unlike other provincial chambers, La Chambre had for many years depended on the revenue collected from corporate members, as well as its member boards and chambers. It could ill afford to abandon its corporate contributors (one of the conditions imposed on provincial chambers under the "integration agreements") and when the memorandum was being written, it was in fact in the middle of a campaign extending its corporate sources of revenue.

Some of our informants have indicated that the memorandum may have under-estimated the interest of the CCC in seeing La Chambre enter into the agreements. The Canadian Chamber did attempt to have the Quebec organization enter into the same sort of administrative relationship with it as the other provincial bodies. It was suggested to La Chambre that under the agreements it might be financially better off in the long run than if it depended on contributions from corporations and member organizations. The CCC thought that it would have a stronger voice as a pan-Canadian spokesman for business if it had closer relations with the Quebec Chamber. There was, on the other hand, some opposition to trying to recruit larger numbers of Franco-phone Chambers. It was argued by the Chamber's secretariat that it would be a mistake to recruit these additional chambers without being able to provide them with adequate services in French, which the CCC was not able to do at the time.

Objectives

Nine general aims are listed in the Chamber's *Statement of Policy*:

1. To foster a strong and vigorous economy and to promote growth and development throughout Canada.
2. To stimulate and maintain a vigorous Canadian sentiment and to promote national unity.
3. To further international trade and amity.
4. To initiate and promote policies designed to further the more efficient use of the nation's resources of manpower, raw materials, technological knowledge, production facilities, and money.

5. To promote understanding and fair relations between employees and employers.
6. To preserve and improve further the operation of Canada's competitive private enterprise system based upon individual freedom of choice and personal initiative and responsibility.
7. To support and develop the Canadian system of representative government.
8. To develop and present an informed public opinion and to secure thereby effective action by the national legislature upon questions relating to both economic and public welfare.
9. To promote co-operation among Boards of Trade and Chambers of Commerce at all levels, increasing their efficiency and extending their usefulness.¹⁴

There is an interesting discrepancy between the aims as given above and those contained in the Chamber *By-Laws*. The latter have been frequently revised since their adoption in 1927, the latest amendment having been made in 1965. Despite this recent revision and the generally close resemblance to the aims in the *Statement of Policy*, the objects include the following: "to encourage commercial intercourse among the Provinces and with *the Empire* and foreign countries."¹⁵ It is curious that at a time when virtually no one any longer spoke of the Empire, the CCC should have left this particular phrasing unchanged. The inclusion of these words in the first place indicates something of the traditional pro-British orientation of Canadian business which may have had some effect on the image of the CCC among Quebec members. This expression was, of course, quite commonplace and generally accepted in Canada in the twenties, among Francophone Canadians as much as elsewhere, but in the recent era it has assumed an anachronistic air which cannot but be offensive even to only a moderate Quebec nationalist.

The Chamber's interest in fostering the development of a strong, united Canada and of pan-Canadian attitudes has a long tradition and certainly precedes the current interest in French-English relations. A press interview with D. L. Morrell, the long-term general manager of the Chamber, reported him as saying in 1953:

The Chamber has always taken a national view of its problems. . . . It might even be claimed that the organization was formed to combat sectionalism. One of its earliest achievements, for example, was to get the Duncan commission to investigate the claims of the Maritimes. Then, as far back as in 1926, the Chamber was pleading for a Trans-Canada highway. Further still it recommended in the national interest that the directorate of the new Bank of Canada should be representative of all sections of the country. I regard this as the greatest concrete achievement of the Chamber since I have been associated with it.¹⁶

Activities

In trying to express (and sometimes to formulate) and to propagate the viewpoint of organized business in Canada, the CCC engages in widespread activities which can be grouped roughly into five areas:

1. Encouraging and helping local chambers in their efforts to improve the community and to spread Chamber views.
2. General propaganda activity through the preparation and dissemination of periodicals, news sheets, special studies, and radio and television programmes; the preparation of briefs to various government committees and commissions and the preparation of comments on the reports of some of the commissions; and the speaking engagements of leaders and officers of the Chamber.
3. Annual meetings where representatives from the local chambers meet to hear and discuss speeches on matters of mutual interest and where the Chamber's policy statements are discussed and voted upon by the rank-and-file membership.
4. Extensive interest-group activity designed to bring the Chamber's views to parliamentary committees, the cabinet, and civil servants concerned with matters of interest to the Chamber. Nominees of the Chamber also serve on various advisory and other governmental committees.
5. Meetings with other private and public, Canadian and international bodies such as the Canada-Caribbean Committee, or encounters with Japanese businessmen. The Chamber also organizes conferences designed to examine certain topics of interest to the business world.

We have seen in our discussion of La Chambre that no sharp conflict seems to have developed between the CCC and La Chambre over any of these activities. Each organization tends to go its own way without antagonizing the other one. Each assumes that it speaks for its own constituency and does not bother too much with what the other does. We shall see below that occasionally an effort is made to co-ordinate the activities of the two bodies, particularly in relation to taking general positions on behalf of business in Canada.

The question of Anglophone-Francophone relations often comes up within the CCC itself, and perhaps most acutely in relation to the policy resolutions discussed at the annual meetings.

Our discussion of the CCPQ has shown that, on the whole, Francophone participation in the activities of the CCC has not been impressive, although many local Quebec chambers are affiliated with both the CCPQ and the CCC and some of these have sent delegates to the pan-Canadian association's annual meetings.

A turning point was reached in 1955 when a serious effort to increase Francophone participation was made. The *Montreal Star*, in October of that year, made much of this effort:

This meeting marks the first time in its thirty-year history that the Chamber deliberations have been truly on a national scale, as this year for the first time there is represented here a sizeable and vocal block of French speaking Canadian businessmen. At the

last annual meeting, for instance, there were 10 French speaking delegates representing no more than four French speaking Chambers. This time, there are 51 French delegates representing Chambers in 32 Quebec communities and for the first time, Canada's duality is officially recognized at these meetings by the introduction of a translation set-up at the various gatherings. The reason for this large Quebec turnout and the direct and effective participation in Chamber affairs by French speaking businessmen for the first time is that the predominantly English speaking Chamber wanted it that way. It was felt that with Quebec represented only by English speaking members, mainly from Montreal, the Chamber was not truly representative of business trends throughout Canada, so a French Department Committee headed by Yvonne Tasse, Past President of the Quebec Board of Trade was organized. . . . Thirty-two of the 125 French speaking Chambers sent voting delegates.

The increasing proportion of Francophone delegates coincided with the more general awareness in Canada of the differences in approach between the country's two major ethnic groups. This was reflected in the particular treatment given the various resolutions submitted to the Chamber annual meeting. Generally, the type of resolution which would have appealed only to the non-Francophone, or that might have proven positively irritating to the Francophone delegates, has disappeared. The tendency now is for more moderate resolutions, sometimes designed to improve ethnic relations in Canada by recognizing certain inequalities which have in the past discriminated against French Canada.

The progression is nicely illustrated by resolutions dealing with Canada's flag. In 1954, the resolution recommended that "the Union Jack should be preserved as part of the design of any distinctive national flag which was adopted." From 1955 to 1957 the Chamber had no policy on the flag but during the years 1958 to 1965 a plea was made for a distinctive national flag which would be a strong unifying influence consistent with the status of full nationhood. The metamorphosis was not, however, unanimous. It was reported that in 1958 an amendment to adopt the Red Ensign was rejected and a similar amendment in 1962 split the Chamber and was defeated by a vote of 98 to 44.¹⁷

Although probably exaggerated by English-speaking Canada, the flag, a distinct national anthem, and lotteries are believed to be important to Francophones. The secretary of the Chambre de Commerce de Port Alfred and of the Saguenay district had mentioned in correspondence that it would be most unfortunate if these items were dropped from the Chamber declarations at the 1963-64 meetings. No statement on lotteries was in fact passed at the meeting or at the one held the subsequent year, although earlier the CCC had supported them.

Bilingualism has in recent years occupied the annual meetings and has, from time to time, given rise to lively debate. The Chamber made its first statement in this field in 1957, when it called for simultaneous translation in Parliament. The resolution was put forward by the Chamber of Three Rivers. No subsequent mention was made of bilingualism for four years, although in 1960 the Charlesbourg Chamber submitted a new resolution on the subject to the policy preparatory committee who rejected it and whose minutes record that it "was felt that this mainly dealt with an internal matter." The same Chamber did not tire easily, however, and submitted another resolution to the Policy Planning Committee in 1961. This time it was brought forward, after some improvements were made in the translation.

A much more sweeping statement was adopted in 1961-62, without debate and with applause, according to the *Montreal Star*. It recognized the historical and constitutional nature of bilingualism in Canada, its cultural value, and its importance in establishing goodwill between the two main ethnic groups in Canada. It asserted that the Chamber publishes its official documents in both languages and fosters bilingualism at its meetings. The resolution then recommended:

1. To the Federal Government, the consideration of bilingualism not only as a constitutional duty but especially as a factor of national unity and social, economic, and cultural progress throughout the country.

2. To the affiliated Chambers, the promotion of access to a second culture and the development of more initiative in the exchanging of communications and visits of goodwill between French and English.

The same resolution was adopted again in 1962 at which time La Chambre du Commerce du District de Montréal also proposed a number of bilingual measures for the federal civil service. It was recommended that:

1. the number of French-speaking Canadians in the higher ranks of the Federal Civil Service be increased;

2. there be an associate deputy minister of the other language group;

3. French and English be used in all administrative services of the country and at all levels of government;

4. French and English be used immediately for all Federal forms and documents;

5. There be recourse to administrative decentralization by opening regional offices in all ministries of the federal government, where useful;

6. courses and seminars be organized with the aim of mutual understanding between the two principal ethnic groups.

A special committee of the policy preparatory committee, with two representatives of the CCC and two of the Montreal Chambre du commerce redrafted the resolution which merely stated that the number of bilingual civil servants was unsatisfactory and recommended a programme assuring the following: that over a stated period of time all deputy

ministers become bilingual, French and English become official languages in practice in all government departments, and the federal civil service be given special training accordingly.

The resolution passed the national policy committee but was defeated at the plenary session. Some of the delegates opposed to it thought that the Chamber should not go beyond the general resolution on bilingualism mentioned above, or that it would work hardship, if adopted, on candidates trying for federal civil service posts in areas where opportunities for learning French are not easily available. Most of the comments against the motion came from western delegates.

At the 1964-65 Annual Meeting the earlier resolution was again adopted but with an added recommendation: that affiliated chambers and boards make representation to their provincial governments to further emphasize and improve the teaching and study of English or French as a second language at all levels of primary and secondary schools, including placing greater emphasis on the culture and history of the other language group.

The resolution on bilingualism in the federal civil service was again submitted and approved in somewhat weaker form by the policy committee. It was "amended down" in four different respects by the plenary session and finally read as follows:

The Federal Civil Service plays an important role in the relationship between citizens and the Federal Government. In order to provide an effective service, appropriate employees of the Federal Civil Service should be capable of understanding and communicating with both English-speaking and French-speaking Canadians.

It is recommended:

1. that the Government of Canada recognize it desirable that
 - (a) all Deputy Ministers be fluently bilingual; and
 - (b) within each Government Department French and English be recognized as official languages, not only in theory but in practice.
2. that all Federal forms and documents be bilingual where practicable or else available in both languages.
3. that employees of the Federal Civil Service be encouraged to take special training to develop greater understanding and facility in communication between the two major language groups of the country.

A very strongly worded letter of protest against this resolution was sent in May 1964 by the Chamber in Elk Point, Alberta.

Attitudes to immigration have also been changing and reveal how responses to ethnic factors have altered in a relatively short span of time. The *Montreal Star* has said of the Chamber that "it has passed a series of resolutions each year placing itself on the side of the angels, and increased immigration." But for a while the Chamber was choosy. In 1936, for example, it resolved "that the Federal

Government should be urged to inaugurate a policy of restricted and selective immigration with a view to securing a reasonable number of immigrants, preferably of British stock." No specific ethnic group was mentioned from 1938 to 1953, but in 1954 the United Kingdom and French were mentioned as suitable sources of immigrants. By 1956 it was Britain and the United States; France had been abandoned. After 1957 no country was specified. The reluctance of the French to emigrate from their homeland may, by this time, have been accepted as irreversible by the Chamber.

The other fields in which the Chamber likes to express its views have revealed varying degrees of divergence between the Francophone and Anglophone delegates. In most of them the gap has been narrowing despite there occasionally being fairly heated arguments about the new positions adopted by the Chamber.

Virtually all of the resolutions dealing specifically with bilingualism were originally suggested by Francophone Boards of Trade or Chambers, rather than by one of the senior committees of the Chamber. Policy proposals may emanate from the organization members of the Chamber, the national board of directors, or the executive council. All policies for referral to the annual meeting are required to be reviewed by a preparatory committee; afterwards they are sent to the local chambers and boards in the form of proposed policy statements. At the annual meeting itself they are reviewed by the national policy committee, made up of fifty representatives of community boards and chambers. This committee makes recommendations to the plenary session which may take any one of the following forms: (1) approve, amend or reject a proposal; (2) send a proposal to referendum; (3) refer it to the National Board of Directors for further study and report. To pass, a proposal must receive at least two-thirds of the votes cast.

The procedure for suggesting and passing resolutions allows for a fair degree of control from above and also gives local chambers ample opportunity to express their views. A former officer of the Chamber has suggested that only a relatively small proportion of local chambers sends delegates seriously interested in, and perhaps even capable of, effectively discussing many of the policy resolutions. The policies contained in the resolutions are, according to this view, really those of the executive council and of the large corporations which dominate it, rather than that of the rank and file or even of the board of directors. Most members of the Chamber, and probably also the staff at the national office really believe the myth, according to the same informant, that the resolutions are a genuine expression of the views of 800 chambers; efforts are, therefore, continually made to enable the local bodies to participate more effectively in policy formulation.

Through the process of trying to formulate its position on the major issues of the day, the Chamber encourages its members to focus their attention on matters which they might otherwise ignore. In many instances, for example, the question of English-French relations

in Canada is so remote that, were it not for the Chamber considering a resolution on it, it would simply be ignored. The process of discussing such policy resolutions compels a member to consider the problems presented by a bilingual community and exposes him to a variety of views on them. Whether the adoption of a particular resolution has much effect on what is done in the country is, of course, an entirely different matter. The resolutions are widely circulated in the various publications of the Chamber and no doubt influence the speeches of its most active members. They are also presented to the cabinet by a large delegation. It is likely, however, that such influence as the Chamber may have is exerted not so much through the overt techniques employed by pressure groups as through the personal contacts of the senior Chamber officers with senior government officials at both the political and administrative levels.

The preparation of resolutions each year may, therefore, be more effective in satisfying the Chamber's objective of helping its members to be informed and in giving them a sense of participation than in actually enhancing its influence.

Communications

For an organization which has been as extensively Anglophone and "English-oriented," and as strongly committed to Canadian unity in the old (rather centralist) sense, the CCC has in recent years been remarkably active in trying to adapt to Canada's French fact. The major turning point occurred in 1955 when a new committee was created, the French department advisory committee. But some efforts at facilitating the communication process between Francophone and Anglophone members was made even before then. Some of the Chamber's literature was available in French. The post of Quebec manager had existed before the committee was established; it appears, in fact, that the idea of such a committee was originally conceived by him and then enthusiastically supported by the Francophone members of the council. Some of their Anglophone colleagues had doubts about the wisdom of establishing the committee lest it appear that offensive distinctions were being made between the two language groups. But the committee was established with the purpose of increasing the interest and participation of Francophone locals in the activities of the pan-Canadian body. It was this committee which was praised in the *Montreal Star* article cited above, for making the 1955 Chamber annual meeting a genuinely Canadian affair.

Increased participation by Francophone chambers was brought about by issuing special publicity material and, no doubt, by indicating that facilities for the interpretation of speeches would be available. But while the committee was established to provide better service for Francophone members, its functions went beyond this rather limited objective. It became a pressure group within the Chamber, generally promoting greater sensitivity to bilingualism and to steps which would make for better relations with French Canada. The major activities of the committee fall into four areas:

1. The translation of Chamber literature and the production of original French items. This task involved making sure that a growing number of the Chamber's pamphlets, leaflets, guides, reports, and radio and television scripts was available in both languages. The Committee succeeded in adding to the number of French titles each year. It also was instrumental in launching *La Conjoncture*, a newsletter published by the Chamber's Service d'expansion économique. By the middle sixties all the major publications of the Chamber were available in both languages, comprising about 70 per cent of the total number of items published, according to a rough estimate.

2. The external appearance of the Chamber was not neglected and was gallicized. The French name—Chambre de Commerce du Canada—was given official sanction and put on the letterhead and other official documents. It was listed in the telephone book and the switchboard service was made bilingual.¹⁸ Francophones were added to the staff and, although the Committee's suggestion that one of the assistant general managers be bilingual was not acted upon, senior Francophone appointments were made.

3. The committee undertook to maximize the representation of Francophone members in the various Chamber activities and governing bodies and tried to assure that they participated as fully as possible in the Chamber activities. It suggested that Francophone experts (e.g. economists) be invited to participate in some of the panels and meetings organized by the Chamber.

4. Although its major responsibilities were clearly internal or domestic, the committee did on occasion collaborate with the CCPQ by holding joint workshops or by participating in some of the provincial Chamber's meetings.

The Chamber's activities in this field were, however, entrusted to another committee which will be discussed in the next section. The French department advisory committee was re-christened in 1961 when it became the French services committee. The 1964-65 list of officers, directors, and committee members of the Chamber no longer mentions this committee but does give the chairman of a Quebec Chamber liaison committee.

Co-ordination

Many sporadic efforts have been made to co-ordinate the work of the CCC and of the CCPQ. These have usually taken one of two forms: attempts to engage in some activity together (such as a joint trip by the field officers of both organizations, conferences in which both Chambers take part, or participation in the events of one Chamber by one or more of the permanent officials of the other) and efforts to establish a committee to devise better ways of pooling resources and of working in harmony.

We have already seen that most of these efforts have had only modest results at best. The repeated efforts to establish committees for the co-ordination of the two chambers' activities are themselves an indication that the need for improvement was recognized. The failure

of any of these committees to survive for very long suggests that the task is not an easy one. One such committee was created in 1949 but a request, in the middle fifties, from the French department advisory committee to the CCPQ for assistance in providing publicity for the CCC annual meeting resulted in correspondence in which the Quebec Chamber argued for the establishment of a liaison committee. The 1949 group must have faded into oblivion by this time. The CCPQ interest in a new committee suggested to the CCC that the Quebec Chamber had lost its original apprehension about possible interference by the French department advisory committee in its affairs.

We have found some evidence to suggest that the idea for a new liaison committee originated with the permanent senior staff of the Chambre de Commerce du District de Montréal and of the CCPQ. The latter had developed effective collaboration with the Quebec manager of the CCC but felt that this successful co-ordination of effort by two individuals was rather tenuous and should be institutionalized. This was done, as we have noted in our section dealing with La Chambre but the new committee did not function for long. It is perhaps worth noting that the first meeting of the committee, which took place in December 1955, was preceded by an informal preparatory session held two months earlier by some senior permanent officials of the two chambers. The new committee was commended for its work in 1956 by the French department advisory committee, but by the following year the liaison body seems to have ceased effective operations. It is possible that the departure from each of the two chambers of the two officials most interested in collaboration and in the committee was largely responsible for its early demise. This explanation can be only a partial one, however, since no such resignations can be adduced to explain the impermanence of the 1949 committee or of that established in 1964, both of which had an equally short hold on life.

One of the factors common to all three cases also sheds some light on the precariousness of these liaison committees: the senior permanent officer of the Chamber has found that informal *ad hoc* arrangements are in the long run more satisfactory than more permanent means, like a continuing committee. This lack of interest on the part of some influential Chamber personnel, combined with a general distrust by La Chambre of any efforts which may appear as interference by the pan-Canadian body are no doubt two other causes of the failure of the liaison committees to survive. Another may be the pronounced French-Canadian nationalism of the CCPQ and the strongly autonomist tendencies of some of its personnel, which we have noted earlier in this chapter.

A proposal was put before the executive council of the Canadian Chamber in 1963 urging the establishment of a regional committee in Quebec. Such committees have been in operation successfully for some time in British Columbia, the Prairies, Ontario, and the Maritimes. When the matter of a Quebec committee was introduced, the executive council was told that one had not been established earlier because, since the executive council was always drawn largely from Quebec,

there was no need for it to be advised by a special regional group. This, however, was thought to be inadequate since the council members were for the most part spokesmen for national institutions (and, therefore, usually Anglophones) and the council, as a national body, dealt with national problems. It was thought not to be representative of the Chamber movement in Quebec and was not, therefore, qualified to assist the Chamber's provincial officers in carrying out the objectives of the Chamber in Quebec. The French services advisory committee had Francophone representatives from parts of Canada other than Quebec and its function was to ensure that the bilingual and bicultural nature of the country be appropriately reflected in the activities of the Canadian Chamber. A special Quebec-oriented committee was therefore needed to achieve closer liaison with the Chamber movement in Quebec but it was stressed that it should not encroach upon the sovereignty of the provincial or community chambers.

The proposal was discussed at a meeting of the board of directors but was rejected largely because the Quebec Chamber opposed it. CCC officials thought that the main reason for the rejection of the regional committee was that the Quebec Chamber did not wish to be considered to be a provincial organization like those in the other provinces. The liaison committee was, in any event, established instead of the regional body. A Canadian unity committee was also discussed in 1963 but nothing came of these talks.

A committee on biculturalism was established as a result of the creation of the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism. Its purposes were:

- (1) to interpret for the Chamber movement the better understanding of the viewpoint, attitudes and claims of English and French speaking Canadians in the economic and public welfare areas;
- (2) to review and suggest practical means of fostering national unity through assuring the fundamentally bicultural character of the country and recognizing the contribution of other cultures;
- (3) to prepare and submit to the proposed Royal Commission on Biculturalism and Bilingualism, a brief.

The Chamber appeared at the preliminary hearings of the Commission and sent a copy of its statement to all permanent managers of the Chambers and Boards of Trade. Member chambers were encouraged to appear before the Commission. There was a good deal of discussion within the *ad hoc* committee on the scope and content of the Chamber's brief and it has been reported that the subject also received considerable attention at the board of directors meeting.

Our preoccupation in this section has been largely with special committees charged with promoting co-ordination. Some co-ordinated activities of the chambers have taken place in a routine fashion, usually at the permanent staff level. The joint activities of the Ontario and Quebec chambers should also be recalled when rounding out our discussion of co-ordination. Another interesting development concerns a joint enterprise of the *Chambre de Commerce du District de*

Montréal and of the Montreal Board of Trade. These two chambers have made plans to erect a 20-storey building to house their offices. The CCC also plans to move into the new building but there is some doubt whether the CCPQ will do so.

Representation

We have noted above that the large corporations and companies constitute an important element in the membership of the CCC. Since the proportion of Francophones in the upper echelons of the corporate world in Canada has been notoriously small, it is not surprising to find Francophones underrepresented in the highest councils of the Chamber.

An analysis of the number of French and English names among the members of the directing bodies of the CCC reveals that only twice, in the history of the Chamber, has a Francophone been elected president. On both the board of directors and the executive council, Francophones have occupied fewer and less prominent positions than their numbers might justify. The office of chairman of the executive council, probably the most influential in the Chamber, has never been held by a Francophone.

A considerable improvement in the representation of Francophones has occurred in the various committees. Here there has been a steady increase in Francophone participation and, interestingly, we have also found a fairly long-standing practice of appointing or electing Francophone delegates from provinces other than Quebec.

For a number of years the executive council was composed entirely of persons from the Montreal area, so as to permit frequent meetings, but this practice did not favour Francophone members. Since most of the council's members came from the large corporations, they only rarely included Francophones.

The impetus for improving the representation of Francophones sometimes came from bodies such as the French department advisory committee. The voice of individuals also spurred reform. Thus in 1963, a member of the executive council wrote to the general manager complaining that only six representatives out of fifty on the national policy committee came from Francophone chambers. He inquired into the basis of representation and was told that invitations to Quebec boards were not based on language but on the basis of proportional representation from all of Quebec. He wrote the chairman of the executive council in 1964, referring to his earlier correspondence. "Representation given French-speaking Chambers on the National Policy Committee did not appear to be reasonable at all," he said. "I should like to think that in matters of this importance, French-Canadian members of Council should be informed. I am not suggesting they should be consulted. I do feel, however, that the Executives of La Chambre de la Province de Québec might be of assistance in this respect." The next year, this concerned member was appointed co-chairman of the national policy committee.

An interesting problem arose for the Chamber in connection with the Junior Chamber joint relations committee—its major formal link with the Jaycees. As English-French tension increased within the Junior Chamber organization (*see* chapter VI above), the chairman of the executive council was advised in 1964, by a member of the secretariat, that one or two Francophone members should be placed on the joint committee among the CCC representatives. The chairman of the committee, it was pointed out, would have to be well informed about the problems and skilled in "joint relations work." When a Francophone member was proposed by the chairman of the executive council, the former Junior Chamber joint relations committee chairman said: "I don't know whether the Canadian Junior Chamber would be partial to having a French-Canadian as Chairman." A Francophone *was* appointed chairman and seemed to have had no serious difficulties.

In its great national appearances—when presenting a brief to the cabinet, for example—a position of prominence is always accorded a Francophone member of the delegation who is presented as a spokesman for the Francophone chambers. The Chamber has been able to attract the loyalty and services of a number of distinguished Francophone business and corporate personalities who have been useful in helping the Chamber to present a genuinely bilingual and bicultural front to the world.

Conclusion

Some general comments are now in order on the relations between Francophones and Anglophones within the CCC and between the CCC and the CCPQ.

In the first place, we must return to a question we raised earlier; has the presence within the Chamber of two types of members—corporation and local organizations—led to tensions with respect to ethnic relations? Since the most influential corporate members are the large (i.e. pan-Canadian or even international) corporations, usually pursuing pan-Canadian ends, and the interests of local chambers are largely rooted in their own communities, the two types of member may approach ethnic problems very differently. A careful look at the way in which the Chamber operates suggests that they do approach English-French relations somewhat differently but that the gap between them is not inordinately wide. Montreal and Toronto have become acutely aware of the need to make adjustments in ethnic relations for the sake of Canadian unity and possibly even survival, and the businessmen in these metropolitan areas have been as much responsible for the new awareness as anyone. On the whole this generalization seems to hold for the Anglophone Montrealer as much as for the Torontonians. Since the large corporate members of the Chamber enjoy a position of particular influence in it, their willingness to seek new forms of ethnic accommodation is reflected in the Chamber's recent efforts to become more hospitable to Francophone members. Opposition to these moves, and to expressions of pro-bilingual principles, has tended to come from local chambers and particularly from those in western

Canada. But although in the Chamber, as in many Canadian organizations, the western and non-metropolitan centres have been most hostile to finding a new accommodation between French- and English-speaking Canada, the opposition has been generally moderate and on the whole ineffective.

The permanent staff of the Chamber has tended to favour the pan-Canadian rather than the local approach to French-English relations. Like those of many other Canadian voluntary associations, the permanent officers of the Chamber have tried to bring about better understanding between the two linguistic groups among their constituents, but perhaps they have not been as flexible as they might have been in adjusting to the increasingly rapid pace of required change.

Although there are many similarities between the Canadian Chamber of Commerce and the Junior Chamber, in their aims and in their membership they are not nearly so much alike as the common word "Chamber" in their names suggests. One notable difference is that there has been much less conflict in the former than in the latter organization.

One reason for the greater harmony in the senior association is the more pragmatic and less ideological cast of its objectives. It is true that the CCC is deeply and most strongly committed to private enterprise. This, as we shall see, may become a source of conflict in the future. Its free enterprise credo is so much taken for granted that it has not, so far, created serious problems between the Francophone and Anglophone members. The Junior Chamber, with its greater emphasis on education, has stressed personality development and training values more than pragmatic ends and this has made it easier for ideological differences between the pan-Canadian and the French-Canadian organization to spill over into ethnic conflict.

A structural feature of the CCC is also important. By permitting only direct memberships, i.e. between individuals and the national organization, the Canadian Chamber has prevented the provincial bodies from becoming a collective spokesman for its province. This has made it difficult for conflict to develop between the CCPQ and the CCC. A partial separation of the two organizations as such has, therefore, prevented the institutionalization of ethnic differences into struggles between the CCC and what would have been one of its provincial components.

Two other factors require notice: the CCC has avoided one of the Junior Chamber's most knotty problems by not having to contemplate being the Canadian representative on an international Chamber. An international Chamber of Commerce exists but the CCC is not directly related to it. The international organization has its own section in Canada—the Canadian Council for the International Chamber of Commerce. The question of who should represent Canada, and how, has therefore never arisen in the ethnic dimension experienced by the Junior Chamber.

Extreme nationalism is more pronounced among the young than the old in French Canada and, on the whole, young people tend to be more vigorous, excitable, and uncompromising. Disputes that are managed by the more stately CCC (and CCPQ) through the establishment of committees and possibly through the exchange of correspondence tend to become occasions for titanic and heroic conflicts between the younger Junior Chamber and the Fédération.

The future may, nevertheless, hold some danger for the continued reasonably satisfactory relations between the CCC and the CCPQ and, indeed, for the harmonious growth of the CCPQ. We have seen that the CCPQ is both a strongly nationalist and a strongly free-enterprise organization. If Quebec nationalism chooses to use the state increasingly as a means of attaining its ends, it may become difficult to remain both a loyal Quebec nationalist and an adherent of the free enterprise system. It is conceivable that a day may come when Quebecers will have to choose between supporting a nationalism linked to extensive nationalization or a private enterprise policy associated with a relatively mild approach to Quebec's place in Canada. Under these circumstances the CCPQ may find it difficult to survive in its present form and the relations between it and the CCC might become increasingly hostile. At present there is no effort made by the CCPQ to prevent Quebec chambers from joining the CCC. If a strong separatist faction were to dominate the Quebec Chamber it would almost certainly urge its own members to boycott a pan-Canadian organization and insist that whoever joins it is a traitor. Under these circumstances, a fierce struggle for membership would no doubt develop between the CCC and the CCPQ.

All this is, of course, speculation. The relations between the two organizations are at the present time reasonably good, although not particularly close or cordial. Given the general conditions in the country, this is probably a state of affairs for which both organizations are grateful. The main reason for the relative harmony between the two organizations lies, according to this analysis, in their ability to maintain some contact without interfering in one another's affairs. Basically, it is no doubt the structure of the CCC which has permitted it to avoid the internal strife experienced by the Junior Chamber.

The associations examined in this chapter are more directly preoccupied with problems of public policy than any of the others we have examined. They not only comprise the most important members of local governments in Canada but, because of the municipalities' dependence on the other levels, they are vitally interested in the policies and activities of the provincial and federal governments.

Our studies indicate that ethnic relations within voluntary associations are strongly influenced by the general climate surrounding them. To the extent that the two associations studied here are concerned with, and affected by, issues of government, we can, therefore, observe the effect of changing relations among various levels of government on the interaction of Francophone and Anglophone members in Canadian voluntary associations.

Membership in the two associations is not mutually exclusive: many mayors and other civic officials belong to both the Canadian Federation of Mayors and Municipalities (C.F.M.M.) and to L'Union municipal de la Province de Québec (U.M.P.Q.). A notable feature of recent relations between the two has been the tendency of some Quebec municipalities to abandon their direct membership in the pan-Canadian association and to confine their interest to the provincial organization. The chief reason for this is a changing attitude towards the respective responsibilities of the federal and provincial governments.

The C.F.M.M. was created in 1937; at that time, many Canadian municipalities wished to maximize their influence on the federal government with respect to financial help for unemployment relief. The Union of Canadian Municipalities, which had been formed in 1901 primarily to counteract some effects of the National Railway Act, had become largely ineffective and was deemed to represent only small cities and towns. In the middle thirties, Camillien Houde of Montreal and some other mayors organized the Dominion Conference of Mayors as

a temporary pressure group intended to obtain better treatment of municipalities from the federal government. The Canadian Federation was an attempt to establish a more permanent pressure group. It appealed no less to Quebec mayors than to those in other provinces and its headquarters were, in fact, located in Montreal. It came to include provincial organizations, as we shall see, and the U.M.P.Q. was and is one of its members. One of the issues which has arisen within the C.F.M.M. since the early sixties concerns the relationship which should ideally prevail between the municipalities, their provincial associations, the pan-Canadian association, and the federal and provincial governments. Such ethnic conflict as exists within the C.F.M.M. arises to a very great extent from different reactions to this issue and is, therefore, essentially induced by external, rather than internal factors.

L'Union des municipalités de la province de Québec

Structures

Jusqu'au début des années soixante, la double affiliation des cités et villes du Québec à la Canadian Federation of Mayors and Municipalities (CFMM) et à l'Union des municipalités de la province de Québec (UMPQ), celle-ci étant elle-même affiliée, en tant qu'association-membre, à la CFMM, n'a pas fait problème. À peu près toutes les agglomérations de la province, soit 90 à 95 %, adhéraient aux deux organisations et il n'avait jamais été question, à notre connaissance, de revenir sur cet état de fait.

L'un des principaux dirigeants de l'UMPQ nous a donné une explication de cette situation. La CFMM fut fondée dans les années trente par George Mooney, avec la collaboration du maire de Montréal, Camillien Houde. Mooney, qui avait été fonctionnaire de la ville de Montréal, était à ce moment (et il le restera jusqu'à sa mort, en 1965) l'un des hommes les plus influents dans les milieux libéraux, dont il connaissait intimement plusieurs des chefs et dirigeants. S'il fonda une « fédération » avec affiliation et cotisation directes des municipalités, c'est-à-dire sans passer par les unions provinciales, c'est pour que les finances de l'organisme soient meilleures, ce qui était évidemment très important, étant donné le rôle de groupe de pression que Mooney voulait faire jouer à la CFMM auprès du gouvernement central.

Durant cette même période, qui va de 1937 à 1962 environ, précise encore notre informateur, l'UMPQ vivait. Le gouvernement du Québec n'étant pas très actif sur le plan municipal, on ne pouvait reprocher ni à la CFMM ni au gouvernement central de vouloir exploiter un champ dont les francophones du Québec semblaient se désintéresser.

À partir du début des années soixante, toutefois, la situation se modifia dans ce domaine comme dans de nombreux autres, et au moins trois événements majeurs vinrent ébranler la participation des maires et municipalités de la province à la CFMM : le retrait de Montréal, en 1962 ; les prises de position du ministre des Affaires municipales du Québec, en 1963, suivies du retrait de plusieurs autres municipalités ; le retrait de Québec, au début de 1966. Nous allons étudier successivement chacun de ces trois événements.

Les tensions entre Montréal et la CFMM commencèrent à se manifester à propos de la cotisation que la ville devait verser à cet organisme. Le montant de cette cotisation, qui avait doublé de 1959 à 1960 pour dépasser \$ 10 000, fut intégralement payé en 1960, mais, en 1961, la métropole ne versa que \$ 10 000 signifiant son intention de n'en donner que la moitié l'année suivante. En fait, elle ne donna rien, ayant décidé au cours de 1962 de se retirer de la Fédération.

Le motif officiel de ce retrait fut la contestation des structures mêmes de l'organisme. La métropole ne voulait plus appuyer une organisation dont les unités constituantes étaient les municipalités elles-mêmes. Les affaires municipales étant de juridiction provinciale, il

fallait, selon elle, que les municipalités soient d'abord regroupées dans des unions provinciales qui seraient ensuite fédérées par la CFMM. Comme il fallait pour cela renforcer les unions provinciales, ou en créer là où elles n'existaient pas, Montréal jugea bon de se désaffilier de la CFMM pour verser sa cotisation de \$ 10 000 à l'UMPQ et, de ce fait, participer de plus près aux activités de celle-ci. Ce geste fut jugé de diverses façons par les dirigeants de l'union à laquelle, il faut le souligner, Montréal avait jusque-là assez peu participé. Si d'aucuns se sont réjouis de cette décision, certains n'ont pas manqué de voir là une autre « manœuvre publicitaire » de l'administration Drapeau-Saulnier. On a reproché également à Montréal de ne pas continuer de travailler, au sein de la CFMM, à une réforme de ses structures. D'après l'un de nos informateurs, ex-président de l'UMPQ, Montréal, qui pouvait transiger directement avec le gouvernement fédéral, a sans doute estimé n'avoir en l'occurrence aucunement besoin de la CFMM, mais plutôt, pour gagner la « bataille des annexions » et résoudre les divers problèmes municipaux qui s'annonçaient déjà au Québec, de l'appui des autres municipalités de la province.

Quoi qu'il en soit, la position de Montréal fut reprise l'année suivante par le nouveau ministre des Affaires municipales du Québec, M. Pierre Laporte qui, le 23 mars, refusa l'invitation de la CFMM d'assister à son congrès annuel, expliquant les raisons de son refus dans une déclaration remise à la presse et à l'occasion d'une causerie donnée quelques jours plus tard à la Chambre de commerce de Montréal. La position du ministre était en substance celle-ci : le congrès de la Fédération courrait le risque de violer la constitution canadienne et de priver le ministre des Affaires municipales d'une partie de sa juridiction, car il avait en effet pour objet de préparer un mémoire destiné au gouvernement fédéral, alors que toutes les questions se rapportant aux affaires municipales ressortissaient exclusivement aux provinces. Et le ministre développa les arguments suivants : les municipalités, surtout par l'entremise de la CFMM qui présentait périodiquement des mémoires au seul gouvernement d'Ottawa, ont exercé et exercent des pressions pour que celui-ci s'immisce dans les affaires municipales, alors que les municipalités du Québec devraient être particulièrement jalouses de cette juridiction actuellement dévolue à leur gouvernement provincial ; le ministre québécois des Affaires municipales ne saurait accepter que la CFMM devienne le trait d'union entre l'autorité fédérale et les municipalités, ce qui créerait un ferment de centralisation et introduirait la confusion dans l'administration publique ; la CFMM devrait adresser son mémoire annuel aux premiers ministres des diverses provinces, en formulant le vœu qu'il soit mis à l'ordre du jour d'une prochaine séance de la Conférence des premiers ministres provinciaux, celle-ci étant l'organisme tout désigné pour faire éventuellement connaître au gouvernement fédéral la nature des problèmes municipaux et leurs répercussions sur l'administration des provinces. Il ajouta que toute l'activité de la Fédération n'était pas condamnable, précisant que, dans la mesure où elle permettait aux administrateurs municipaux de se rencontrer et de chercher les meilleurs moyens de régler leurs problèmes communs, elle jouait un rôle utile.

Le 25 juillet 1963, commentant l'appui de la CFMM au projet fédéral d'aide aux municipalités, M. Pierre Laporte déclara que les prises de position de la Fédération favorisaient l'intrusion d'Ottawa dans le domaine municipal et risquaient d'avoir des conséquences néfastes pour l'autonomie provinciale, soulignant que cet organisme, par ses pressions sur le gouvernement fédéral, était depuis quelques années l'une des principales sources des problèmes qui surgissaient entre Québec et Ottawa à propos des affaires municipales.

Le 5 août 1963, cependant, le ministre exprima sa satisfaction que la Fédération ait, à sa suggestion, présenté un mémoire à la Conférence des premiers ministres provinciaux tenue à Halifax. C'était la première fois que la CFMM réalisait en acte qu'elle devait s'adresser aux seuls gouvernements provinciaux.

Le 22 du même mois, Pierre Laporte déclara à l'Assemblée législative du Québec qu'il considérait la Fédération, en dépit des services qu'elle était susceptible de rendre, comme un organisme centralisateur, et qu'elle était cause, avec sa loi de prêts aux municipalités, de l'intrusion du gouvernement fédéral dans les affaires municipales, et donc dans la juridiction des provinces. « La Fédération, ajouta-t-il, réclame depuis neuf ans des prêts aux municipalités et s'adresse au gouvernement fédéral chaque fois. Elle a gagné son point : au lieu de chercher auprès des gouvernements provinciaux la solution aux problèmes municipaux, elle a convaincu Ottawa de violer la constitution ».

Dans ce même discours, le ministre souhaitait pour la première fois que les municipalités du Québec se groupent en un organisme provincial puissant, comme pourrait le devenir l'Union des municipalités, les demandes de ces dernières devant venir de ce groupement et de groupements analogues. Il ajoutait qu'il apparaissait inconcevable que « d'une part, on combatte les intrusions du gouvernement fédéral dans le domaine municipal, et que, d'autre part, on continue d'appuyer l'organisme qui est la cause, même lointaine, de cette intrusion ».

Le 16 septembre 1963, au congrès annuel de l'Union des municipalités, Pierre Laporte déclara de nouveau qu'il ne servirait à rien de se battre pour l'autonomie, si on continuait d'appuyer un ou des organismes qui sont à l'origine des graves problèmes de relations intergouvernementales, et il incitait les maires du Québec à lutter contre ceux qui, de bonne foi, mais à tort, croyant trouver plus facilement et plus rapidement des solutions à leurs problèmes, orientaient leurs démarches vers d'autres juridictions et d'autres autorités. Il ajouta qu'il était du devoir des maires de contribuer à promouvoir l'autonomie provinciale dans le domaine municipal, en invitant le gouvernement du Québec, dans la mesure du possible évidemment, à occuper progressivement tout le terrain qui était le sien et en l'aidant au besoin à défendre cette autonomie contre des usurpations qu'il jugeait inacceptables.

Les reproches adressés par le ministre à la CFMM et son invitation aux municipalités du Québec de travailler plutôt à l'intérieur de l'UMPQ ne furent pas sans conséquences. Au cours de 1964, une dizaine d'agglomérations quittèrent la CFMM, et nous savons que Chicoutimi,

Jonquière et Roberval les imitèrent à la suite des exhortations du ministre. St-Hyacinthe, Granby et Trois-Rivières se retirèrent également, ce qui fut d'autant plus remarquable, pour ces deux dernières, qu'elles étaient les municipalités de deux anciens présidents de la CFMM.

À la fin de mars 1966, c'était le tour de Québec. Cette décision, prise par le nouveau comité exécutif, fut annoncée par le maire Lamontagne qui expliqua ce geste par le fait que, l'UMPQ étant mieux à même de comprendre les problèmes particuliers aux municipalités québécoises, son comité avait décidé d'éviter un gaspillage d'énergie et d'argent en n'adhérant plus qu'à ce seul organisme².

Remarquons que, comme dans le cas de Granby et Trois-Rivières, cette décision est intervenue peu après un changement de régime, alors qu'un maire très favorable à la CFMM se trouva remplacé (Boivin à Granby, Hamel à Québec) ou battu (Mongrain à Trois-Rivières) par un autre, et qu'elle est survenue peu après une réunion, à Québec, de l'UMPQ dont le nouveau président était reconnu pour être un « nationaliste » et l'un des principaux responsables du retrait de Montréal de la CFMM.

Objectifs

Comme ceux de la CFMM, les objectifs de l'UMPQ sont avant tout utilitaires, même si leur formulation dans les règlements de l'organisation présente un caractère plutôt externe. Qu'il soit question de « protéger défendre et augmenter l'autonomie des gouvernements municipaux » ou de « favoriser le développement, le progrès et la prospérité des municipalités », ou encore de « se rendre compte de la situation financière des municipalités, afin d'en améliorer les conditions³ », la connotation utilitaire est dominante, étant bien entendu qu'il ne s'agit pas d'avantages matériels pour les maires eux-mêmes, mais pour la municipalité qu'ils représentent et dirigent.

La poursuite de ces objectifs suppose évidemment une action de pression auprès des gouvernements supérieurs, visant, selon les règlements de l'UMPQ, tous les « travaux, opérations, démarches, initiatives ou entreprises » permettant de l'exercer.

Pendant longtemps, alors que la CFMM se chargeait de faire pression sur le gouvernement fédéral, l'UMPQ intervenait, quant à elle, auprès du gouvernement québécois, dirigeant sur l'organisme canadien des résolutions de caractère « national ». Ainsi, en 1962, ses directeurs adoptaient deux résolutions, l'une priant la CFMM de demander au ministre fédéral des Transports une augmentation de l'aide accordée pour l'aménagement des aéroports municipaux, l'autre précisant que toute démarche concernant la taxation des poteaux, lignes et conduites téléphoniques devrait être présentée au gouvernement fédéral par l'intermédiaire de la CFMM.

Cette division du travail entre les deux organisations ne fit pas problème aussi longtemps que le gouvernement du Québec ne manifesta pas plus d'activité dans le domaine des affaires municipales. Vers 1963, cependant, la situation devait se modifier avec la nomination

de Pierre Laporte au ministère des Affaires municipales et l'arrivée à l'UMPQ d'un nouveau directeur général.

Au lieu de se contenter de critiquer le fédéral à propos de ses intrusions dans le domaine municipal, le gouvernement du Québec résolut d'agir à sa place et réclama à Ottawa les fonds nécessaires à cette action, appuyé en cela par une bonne partie des dirigeants de l'UMPQ. Cependant, lorsque le ministre s'attaqua à la CFMM, une déclaration officielle de l'UMPQ signifia au gouvernement qu'elle ne secondait pas cette initiative. Selon deux de nos informateurs qui occupaient à ce moment des postes fort importants à l'intérieur de l'UMPQ, ses dirigeants étaient fort divisés et la question des prêts fédéraux aux municipalités particulièrement débattue. Certains maires, parmi les plus fermes soutiens de la CFMM, prétendaient qu'ils préféreraient recevoir de l'aide d'Ottawa plutôt que de n'en pas recevoir du tout, alors que d'autres, parmi lesquels le président, estimaient qu'il s'agissait là d'une nouvelle intrusion du gouvernement fédéral dans le domaine provincial et que, si ces mesures devaient être maintenues, dans dix ans il ne resterait plus rien, dans ce secteur, de l'autonomie provinciale⁴.

Au congrès de 1963, le président de l'UMPQ déclara que son organisation devait aider de toutes ses forces le gouvernement provincial et le seconder dans sa lutte pour le respect de l'autonomie provinciale. Il souligna que, dans ses mémoires au gouvernement provincial, l'Union demandait depuis plusieurs années un crédit urbain municipal, et qu'il convenait de se réjouir du résultat, puisque maintenant elle en recevait deux : l'un fédéral, l'autre provincial. Il ajouta qu'il n'en demeurerait pas moins que ce crédit urbain municipal relevait exclusivement du domaine provincial, faisant ressortir que le gouvernement fédéral avait là encore envahi un champ réservé aux provinces, que ces dernières pouvaient d'ailleurs « très bien cultiver elles-mêmes ».

Ses directeurs étant finalement parvenus à une entente sur le problème des prêts fédéraux aux municipalités et celui de l'autonomie provinciale, l'UMPQ précisait, dans son mémoire annuel au gouvernement provincial, présenté le 16 novembre 1963, qu'elle considérait toujours comme un pis-aller, donc comme une mesure temporaire d'urgence, l'entente fédérale-provinciale relative aux prêts aux municipalités, car celle-ci constituait une atteinte à l'autonomie provinciale. Aussi, pour corriger cette déficience et accroître l'autonomie provinciale et, par là, l'autonomie municipale, l'Union, à la veille de la conférence fiscale fédérale-provinciale, désirait appuyer le premier ministre du Québec pour revendiquer avec force le retour intégral des droits fiscaux du Québec.

Répondant aux délégués venus lui remettre leur mémoire, M. Pierre Laporte fit remarquer que, dans ce document, l'Union priait le gouvernement du Québec de sauvegarder l'autonomie provinciale, alors que la CFMM, dans son mémoire annuel présenté quelques heures plus tôt au gouvernement fédéral, cherchait à empiéter davantage sur la juridiction des provinces en demandant à Ottawa de rendre permanent le

système des prêts fédéraux aux municipalités, considéré comme temporaire par l'Union, parce que constituant un accroc à l'autonomie provinciale. C'est le processus classique : on met le pied dans la porte et une fois qu'on est installé on demande à rester. Le ministre pensa qu'il était bon, devant cette attitude répétée *clairement*, de constater *clairement* le désir de l'Union de voir protéger l'autonomie provinciale. Il était évidemment illogique que d'une part les maires du Québec se fassent les hérauts de l'autonomie provinciale, et que d'autre part ils continuent à appuyer une association qui la battait continuellement en brèche.

Le 25 novembre 1963, le président de l'Union déclara que la Fédération, dont le rôle était de transiger avec Ottawa sur certaines questions municipales, non seulement n'avait plus à son avis de raison d'être, mais qu'elle portait atteinte à l'autonomie du Québec. Il prit cependant soin d'ajouter que tous les maires ne partageaient pas cette opinion, certains considérant en effet qu'elle rendait d'importants services aux municipalités : c'était elle, par exemple, qui avait obtenu l'aide fédérale aux municipalités pour les travaux d'hiver et la défense civile.

Signalons enfin que, dans cette compétition entre la CFMM et l'UMPQ, certains objectifs secondaires et plus ou moins latents poursuivis par les deux organisations ne sont pas sans importance, tels les objectifs éducatifs qui sont affirmés comme tels dans les règlements des deux organisations. Ainsi, l'UMPQ a pour but d'« établir un service ou bureau d'information pour l'avantage des municipalités-membres » ainsi que de « se renseigner sur les moyens employés par les gouvernements municipaux des autres provinces du Canada et des autres pays pour promouvoir et augmenter le bien-être de leur population ». Depuis 1963, elle fait de gros efforts dans ce sens, mais il lui reste évidemment un long chemin à parcourir avant de pouvoir offrir autant de services éducatifs que la CFMM. Nous n'avons pas eu l'impression toutefois, au cours de nos recherches et entrevues, que les services éducatifs de celle-ci, à l'exception des échanges de vues que permettent les congrès, aient compté pour beaucoup dans l'esprit des maires du Québec.

Quant aux objectifs « récréatifs » réalisés par la participation aux congrès et aux voyages à travers le Canada, ils ne sont pas sans attacher certains maires du Québec à la CFMM, cependant le directeur général de l'UMPQ prétendait que le jour où son organisation offrirait des voyages aussi intéressants, ce pourrait bien être la fin de la Fédération dans le Québec.

Activités

Malgré l'attrait des voyages, la participation des maires québécois aux congrès de la CFMM reste assez restreinte—elle n'a d'ailleurs jamais été très élevée—et peu de résolutions y sont présentées par leur province : de 1957 à 1965, 41 contre 147 pour l'Ontario qui ne comptait, au cours de cette période, pas plus de municipalités-membres que le Québec. Un de nos informateurs, ex-président de l'UMPQ, estime

que 10 ou 15 municipalités seulement, sur les quelque 80 affiliées au début des années soixante à la CFMM, participaient de façon soutenue aux congrès. Lui-même, personnalité cependant assez considérable parmi les maires du Québec, a assisté pour la première fois à un congrès de la CFMM l'année où il assurait la présidence de l'UMPQ, et il en est revenu assez déçu : une centaine de congressistes seulement participaient vraiment aux travaux et la traduction simultanée ne fonctionnait pas très bien. Venant d'un homme qui n'est pas un nationaliste à outrance, ces remarques n'en ont que plus de poids. Ce même informateur estimait que la plupart des maires du Québec connaissaient assez mal ce que la CFMM avait fait pour eux et il doutait fortement de l'avenir de cet organisme au Québec, compte tenu du réveil municipal actuel qui, selon lui, allait se poursuivre.

Un autre ex-président de l'UMPQ, qui a lui aussi occupé un poste de direction dans la CFMM, nous a apporté un point de vue assez différent. Selon cet informateur, qui est maire depuis plusieurs années et a eu l'occasion de bien connaître la CFMM, le Québec peut trouver de multiples intérêts à participer aux activités de cette organisation nationale — du moins aussi longtemps qu'il sera dans la Confédération. Il nous signalait les nombreux avantages matériels et éducatifs que les municipalités québécoises avaient retirés de cette participation et dont elles n'auraient guère pu bénéficier, selon lui, si leur action s'était limitée à leur province. Les travaux d'hiver, la compensation aux municipalités pour les édifices fédéraux situés sur leur territoire et qui ne sont pas taxés, l'encouragement à la rénovation urbaine par la Société centrale d'hypothèque, tous ces privilèges ont été obtenus grâce aux pressions exercées par la CFMM sur le gouvernement fédéral. Pour lui, ce sont ces résultats qui comptent, et non les questions constitutionnelles. Et de nous dire en terminant : « Allez demander aux gens de ma ville s'ils veulent qu'on se retire de la CFMM, vous allez voir ce qu'ils vont vous répondre. . . »

Ces deux positions opposées expriment assez bien les deux tendances que nous avons relevées au chapitre des structures et à celui des objectifs.

L'UMPQ organise pour sa part, depuis 1964, des missions inter-provinciales de « compréhension mutuelle » qui conduisent les maires du Québec dans les autres provinces dont les maires, en retour, viennent au Québec, et elle en profite pour tenir des journées d'études dans les provinces visitées. C'est ainsi que les maires du Québec sont allés à Victoria en novembre 1964, et que leurs collègues de Colombie-Britannique ont été reçus quelques mois plus tard au Québec.

À l'occasion du lancement de cette « campagne d'unité nationale », le président de l'UMPQ déclarait :

La tradition veut maintenant que l'Union des Municipalités convoque ses membres à des journées d'étude après chacun de ses congrès annuels, parce que nos problèmes municipaux sont de plus en plus abondants et que nous avons besoin de nous consulter davantage et plus souvent. Nous avons voulu frapper d'une

pierre deux coups en pensant que les autres provinces ont besoin de comprendre la nôtre et que nous avons également besoin de les comprendre, nous. C'est pourquoi nous avons décidé que, d'un automne à l'autre, nos journées d'études traditionnelles se dérouleraient dans une province sœur, à commencer par la Colombie-Britannique, l'automne prochain⁵.

Notons que ces missions de compréhension mutuelle (assorties de journées d'études), outre qu'elles servent les objectifs éducatifs et récréatifs dont nous avons parlé plus haut (on concurrence ainsi les attrait récréatifs qu'offrent les congrès de la CFMM), correspondent assez bien à un mode d'association que plusieurs éléments de l'UMPQ voudraient voir adapter à l'intérieur d'une CFMM renouvelée.

Mode de communication

Étant donné le peu d'intérêt manifesté par la majorité des maires du Québec pour les congrès de la Fédération et les services éducatifs qu'elle offre, les communications, bilingues ou non, n'entraînent aucun sujet de discorde au sein de la CFMM qui, depuis une dizaine d'années, utilise la traduction simultanée à ses congrès ; nous avons toutefois noté plus haut qu'un de nos informateurs s'était plaint, en une occasion, de son mauvais fonctionnement.

Un autre informateur a noté que l'ancien directeur général et fondateur de la CFMM ne manquait jamais de faire en sorte que règne, sous des apparences de bilinguisme, un unilinguisme de fait, et il nous rapportait à ce propos un incident assez significatif. Une déclaration de principe est lue au début de chaque congrès. En 1965, le directeur général de la Fédération avait choisi, pour cette lecture, quatre anglophones et un francophone. Non seulement la représentation était inégale, mais le francophone n'avait que trois lignes à lire. Bien plus, il s'agissait d'un maire à nom français mais « anglifié », selon notre informateur, et représentant d'ailleurs une localité anglophone du Québec. Lorsque vint son tour, c'est en anglais qu'il lut son texte. Ce même informateur se disait convaincu que tout cela, qui n'offrait évidemment qu'une valeur symbolique (il le reconnaissait), avait été prévu et voulu par ce directeur général lequel, soulignait-il, était lui-même bilingue, mais lorsqu'il le voulait bien. Et il le voulait si peu souvent, que bien des maires du Québec l'ignoraient.

Notons, à l'intérieur de l'UMPQ cette fois, une tendance assez importante qui se manifeste depuis quelques années. Autrefois, le secrétariat publiait systématiquement toutes les informations dans les deux langues. Depuis 1964, il se contente de préparer à l'intention des membres de langue anglaise une seule publication consistant en une espèce de résumé de ce qui paraît en français dans plusieurs documents. Le directeur général de l'UMPQ nous a expliqué avoir adopté cette solution pour des raisons d'économie, mais aussi parce que l'anglais est au Québec la langue d'une minorité.

Ce fait exprime assez bien, avec d'autres, la définition nouvelle que donne d'elle-même l'UMPQ.

Mode de coordination

Il y a peu à dire de la coordination entre francophones et anglophones à l'intérieur de la CFMM ou d'un organisme à l'autre.

Nous avons déjà noté que l'UMPQ passait à la CFMM certaines de ses résolutions qui impliquaient une pression sur le gouvernement d'Ottawa, mais, les objectifs nationalistes étant de plus en plus partagés par un grand nombre de maires de Québec, cette formule de coordination était moins utilisée. On était beaucoup plus attentif, au moment de notre recherche, à concentrer la pression sur le gouvernement de Québec qui détenait la compétence dans le domaine des affaires municipales, quitte à ce que celui-ci fasse ensuite pression sur Ottawa, si la question était d'intérêt national. Ce processus est d'ailleurs très significatif de la situation politique qui s'est développée dans les années 60 entre Québec et Ottawa et qui ne peut manquer d'affecter les organisations volontaires. C'est le cas, par exemple, de l'Union catholique des cultivateurs.

Un de nos informateurs s'est plaint de la façon dont se faisaient les nominations des membres québécois aux comités de la CFMM. Là encore, selon lui, c'est l'ancien directeur général qui décidait, sans consulter les dirigeants du Québec ni même, parfois, l'intéressé. Il nous rapportait que l'un de ces membres avait appris sa nomination en recevant de la documentation du directeur général.

Mode de représentation

Dans les comités de la CFMM, le Québec ne reçoit pas, semble-t-il, une représentation proportionnelle au nombre de ses membres : il est tout simplement une province comme les autres. En 1963, alors qu'il était à la présidence, le maire Mongrain de Trois-Rivières, aurait soulevé cette question, suggérant que dans certains comités il y ait plus qu'un maire francophone, mais le directeur général lui aurait fait remarquer que les comités ne comprenant que dix membres, et toutes les provinces devant être représentées, aucune d'elles ne pouvait compter plus d'un représentant.

Depuis sa fondation, en 1937, la CFMM eut environ trente présidents, dont cinq seulement — quatre entre 1944 et 1954 et un seul depuis — étaient francophones : les maires Raynault de Montréal en 1944, Borne de Québec en 1949, Boivin de Granby en 1951, le président J.O. Asselin de Montréal en 1953 et 1954, et le maire Mongrain de Trois-Rivières en 1963. Cette proportion est légèrement inférieure à celle des municipalités québécoises dans la CFMM, laquelle, au cours de cette période, se situait aux environs de 20 %.

Un de nos informateurs, dont la position « médiane » nous semble correspondre assez bien à celle des maires du Québec, nous a fait remarquer, à propos des maires Boivin et Mongrain, plus particulièrement, qu'ils étaient des hommes remarquables mais ne possédaient toutefois pas, le premier surtout, une « pensée » municipale très forte, cette « pensée », n'étant du reste pas, selon lui, très représentative du

Québec. Ce commentaire pourrait d'ailleurs s'appliquer aux trois autres anciens présidents. Ils ont sans doute été élus non parce qu'ils étaient représentatifs des maires québécois, mais maires des villes les plus importantes de la province. Cependant, étant donné le rôle prédominant du directeur général, le président, qui est élu annuellement depuis 1943, ne semble pas détenir de grands pouvoirs sur la marche générale de la CFMM et sa politique de pression auprès du gouvernement fédéral.

Conclusion

Les relations entre les maires francophones et anglophones au sein de la Fédération et surtout entre les deux organismes offrent le cas assez rare de tensions qui, dès leur apparition, se sont portées sur le mode d'association entre les deux groupes ethniques. C'est en effet avec le retrait de Montréal de la CFMM que ces tensions ont commencé à se manifester, et presque tout de suite, sous l'initiative du maire Drapeau et de ses principaux lieutenants, c'est du mode d'association interethnique entre la CFMM et l'UMPQ qu'il s'est agi.

Après avoir motivé leur décision par le coût trop élevé de la cotisation, les dirigeants de Montréal en vinrent très vite à proposer une restructuration de la CFMM qui fasse de cet organisme une fédération d'unions provinciales, et non plus une fédération de municipalités, expliquant que la métropole quittait la Fédération afin de travailler à l'intérieur de l'UMPQ (dont elle s'était jusque-là peu préoccupée) au renforcement de l'union provinciale et à la restructuration projetée. Selon eux, cette restructuration répondait aux termes de la constitution canadienne qui, en faisant des municipalités les créations des provinces, et des affaires municipales un domaine provincial, implique que les associations de municipalités interviennent auprès des gouvernements provinciaux.

En 1963, au congrès de l'UMPQ, le maire Drapeau allait encore plus loin : il invitait toutes les municipalités du Québec à appuyer à fond et sans réserve aucune la lutte entreprise par le gouvernement québécois pour faire reconnaître ses droits fiscaux, qui sont aussi ceux de toutes les municipalités. Selon lui, la lutte entreprise par le Québec était aussi celle des municipalités dans la mesure où elles revendiquaient le droit d'obtenir des revenus à l'échelle de leurs obligations. Comment concevoir une autonomie municipale fructueuse sans que l'État provincial ne possède en premier lieu, et pleinement, des ressources juridiques et fiscales qui puissent l'alimenter et la garantir⁶ ?

En plus de manifester clairement les nouveaux idéaux nationalistes dont nous parlions au chapitre des objectifs, cette déclaration montre bien que le maire de Montréal et ceux qui appuient sa position ne peuvent plus admettre les structures et les fonctions actuelles de la CFMM.

Deux de nos trois informateurs ont également suggéré que la CFMM devienne une fédération d'unions provinciales renforcées et que les

principales activités des maires se situent à ce niveau ; l'un d'eux toutefois, ex-président de l'UMPQ, pense que les maires du Québec devraient non seulement continuer d'adhérer à la CFMM, mais participer davantage à ses activités pour que ces réformes de structures puissent s'accomplir. De ce point de vue, il désapprouvait le retrait de Montréal.

Ajoutons que le nouveau maire du Québec, au moment où la capitale se retirait à son tour de la CFMM, recommandait lui aussi à la Fédération de repenser ses structures afin qu'elle « ne soit pas un second organisme qui poursuit les mêmes fins que l'Union (UMPQ), mais qu'elle soit une véritable fédération groupant des délégués de l'Union des Municipalités de chaque province⁷ ».

Signalons par ailleurs que, dès 1952, la CFMM proposait que les représentants au comité exécutif national et le directeur régional du Québec soient nommés par l'UMPQ, mais c'était poser le problème au niveau du mode de représentation, et les dirigeants de l'UMPQ qui ne voulaient rien moins qu'un nouveau mode d'association ne pouvaient se contenter de cette transformation.

Enfin, à l'objection du directeur général de la CFMM voulant qu'une fédération d'unions provinciales soit impossible parce que certaines provinces seulement ont et pourraient avoir des unions provinciales fortes, le plus modéré de nos informateurs répliqua que le renforcement des unions provinciales ne pourrait que provoquer leur démocratisation et celle de toute la Fédération. Il donnait à titre d'exemple le propre cas de l'UMPQ qui, en 1965, procéda à une démocratisation de ses structures et plus spécialement à la création de trente organisations régionales, lesquelles élisent elles-mêmes leur représentant au conseil d'administration. Ce même informateur, qui fut d'ailleurs un des principaux artisans de cette régionalisation, notait que les maires d'une même région apprenaient ainsi à travailler ensemble, et que l'UMPQ en viendrait à former d'organisations régionales réunies en une association provinciale.

The Canadian Federation of Mayors and Municipalities
Structure

As its name suggests, the association of mayors and municipalities is a federation. The bulk of its membership consists of municipalities or of associations of municipalities, each of which selects its own representatives in the C.F.M.M.⁸ Over 300 members "represent" over 80 per cent of Canada's population, although to use the term "represent" is, without doubt, to stretch its meaning beyond tolerable limits. The 80 per cent includes even those whose municipalities do not belong directly to the C.F.M.M. but who participate in the latter's activities through membership in a provincial union or association.

Three committees and the executive director conduct the affairs of the Federation between the meetings of the annual conference. They are (1) the executive committee, composed of the honorary president (the immediate past president), the president, a vice-president for each province (chosen by the respective provincial associations), and the honorary secretary-treasurer; (2) an advisory board, composed of the presidents of each provincial municipal union or association; and (3) a national executive, consisting of at least one member (not otherwise serving on an executive committee) from each province, at least one regional chairman for each province (appointed by the executive committee), all past presidents, and the executive director.

Careful attention has obviously been paid to assuring the adequate representation of provincial municipal associations in structuring the governing bodies of the C.F.M.M. The constitution provides for the joint decision-making of the three committees, two of which largely represent provincial views:

The Executive Committee may consult the Advisory Board and the National Executive on any matters concerning Federation policy and/or special projects to be undertaken by the Federation, as it deems necessary and desirable; and agreement by a majority of the members of such Advisory Board and National Executive on any matter shall be deemed binding.⁹

Until his death in 1965, George S. Mooney, the executive director who dominated the C.F.M.M. for its first 27 years, played a major role in the day-to-day running of the Federation and in the making of basic policy decisions.

The C.F.M.M. had to make structural adjustments to cope with the two basic stresses endemic in the association: the tensions of reconciling (1) the inescapably provincial orientation of municipalities (in view of Section 92 of the B.N.A. Act) and the pan-Canadian orientation of the Federation, and (2) the interests of large and small municipalities. The strongly federal outlook of Mr. Mooney was offset to some extent by the strong provincial representation on the executive committees. There are also 42 regional chairmen, responsible for informing the Federation of municipal developments in their

areas and for encouraging new members. The existence of these regional chairmen somewhat mitigates the centralizing bias of the national office.

The task of reconciling the sometimes conflicting interests of large and small municipalities is accomplished largely through assuring that each type of community receives adequate representation on the executive committees and through devices such as establishing a large-city committee within the Federation.

Another important feature of the C.F.M.M., which is not primarily related to the structure of the association but which has implications relevant to our present discussion, concerns the location of the C.F.M.M. offices. The headquarters were in Montreal until 1967 but the pan-Canadian interest and orientation is evident in the fact that an office was also maintained in Ottawa, for easy communications with the federal government.

Objectives

The C.F.M.M. constitution describes the objectives of the association as follows:

To increase the efficiency and raise the standard of municipal administration throughout the Dominion; and to this end

(1) To act as a clearing house for the collection, exchange and dissemination of statistics and general information on all manner of municipal practices and procedures. Such information as is gathered shall be made available to all members, and all agencies or individuals with a legitimate interest in municipalities.

(2) To organize annual and, where necessary, other meetings of mayors and civic officials for the discussion and study of municipal problems and matters of interest to municipalities.

(3) To act as a research organization in the interest of local government in Canada, and to publish the results of such research as an aid toward the betterment of municipal administration in Canada.

(4) To represent the interests of Canadian cities, towns and municipal authorities before the Federal Government.

(5) To work toward a certain uniformity in municipal practice and coordination in the presentation of statistics, to the end that a higher degree of efficiency may be attained throughout Canadian municipalities.

(6) To undertake such joint activities as may be in the interests of the local governing bodies of Canada.

In recent years, questions have been raised about the appropriateness of municipal governments dealing directly with federal authorities, since they are essentially the creatures of the provinces. The C.F.M.M., through its senior officers, has responded to these questions by stressing the inevitability and need for federal concern with municipal problems and by paying greater attention to its relations with the provincial governments.

The 1964 Executive Report, for example, contained a section entitled "National Municipal Organizations: A Natural Development" which was, in effect, an apologia for the Federation's existence. It states that the new sense of interrelationship and interdependence between municipal governments justifies a national organization. It acknowledges that municipal governments are the legal creatures of their respective provincial governments and that their power and authority are in effect exercised at the pleasure of the provinces, but it nevertheless contends that many of the problems confronting the municipalities in Canada are country-wide or involve matters which fall within the jurisdiction of the federal government and require its facilitating aid. It argues that the Federation has at no time requested the federal government to take any action on a matter involving municipal governments without requesting that such action be taken only after consultation, and in co-operation, with the provinces; the Federation has merely met informally with the federal government to transmit the views held by municipal governments about matters affecting urban communities in Canada, and only insofar as such matters were within the scope of the jurisdiction of the federal government. Recent statements have become increasingly explicit and emphatic in acknowledging the primacy of the provincial governments in the municipal field.

We shall see that the C.F.M.M. has not always been as sensitive to provincial rights. Both the general lack of concern for the problems of municipal governments displayed until recently by provincial authorities, and Mr. Mooney's pan-Canadian outlook, conspired to give the C.F.M.M. a strongly centralist bias and to focus many of its objectives on the federal government. This focus and the growing interest in the municipalities of some provincial governments contributed to the decision of some municipalities to terminate their membership, particularly in Quebec.¹⁰

Activities

The main activities of the C.F.M.M. are lobbying, collecting and disseminating information, and establishing contacts among local government officials. These activities are organized in a variety of ways, involving both the officers and the representatives of the various member organizations.

The annual conference, probably the activity which members are most directly aware of, brings each into direct contact with the others and with the association as such. Brief reference has already been made to the Dominion Conference of Mayors which met in 1935 and which led to the establishment, two years later, of the C.F.M.M. We must note here that at this early conference some care was taken to facilitate the participation of members in both languages. Not only was the proper ambience provided by the displaying of portraits of both Cartier and MacDonald, but the minutes also record that an alderman acted as translator. Confusion surrounded some motions because of language difficulties and a split among

ethnic lines occurred over a resolution calling for a constitutional revision of the rights and duties of federal, provincial, and municipal governments in the realms of public revenue, taxation, and finance. The position of the Francophone members carried the day and a mayor from Quebec thanked the Conference for its "generous spirit of unity."

As in most conventions of pan-Canadian associations, English has consistently been the dominant language at the meetings of the C.F.M.M., but for a very long time translation facilities have been provided.

At the annual conferences, delegates propose resolutions which, if adopted, become part of the brief which the C.F.M.M. regularly presents to the federal cabinet. A careful analysis of the conferences held from 1956 to 1964 yields interesting insights into the activities and perspectives of the C.F.M.M. Many resolutions adopted and addressed to the federal government dealt with matters clearly within the provincial sphere, such as education. Civil defence, disaster relief, highways, and health services were other fields for which federal aid was requested. In some instances, rather perfunctory acknowledgements of the provincial power were included, but the main thrust of most of these resolutions was to encourage federal assistance and activity. A perceptible change started in the mid-fifties when increasing emphasis was put on recognizing provincial responsibility in the area of local government, even though requests for federal aid went on undiminished.

Resolutions submitted by Quebec delegates were essentially similar in character to those offered by members from other provinces although, as we shall see, the number of Quebec resolutions was proportionately extremely low.

While the conference is the most notable activity of the C.F.M.M. encouraging contact among municipalities, it is not the only one. A bi-monthly publication, originally entitled, the *Listening Post* but later renamed *Municipal Affairs*, informs members of the association's activities and of developments affecting municipalities and their officials. However, it is more important as a disseminator of information than as a medium through which members of the C.F.M.M. maintain contact with one another.

Since 1949, the C.F.M.M. has undertaken a sustained programme of research. At first, municipal employer-employee relations were examined, but the scope of enquiries was quickly extended. The C.F.M.M. became an impressive collector and clearing-house of a wide range of data about municipal government, and it built up a substantial library. The association's members have access to the accumulated studies and may borrow books and other documents from the library.

Finally, among the main activities of the Federation, we must note its efforts to bring about legislation of direct benefit to Canadian municipalities. In impressing on potential or actual members the advantages bestowed by the C.F.M.M., its publications list as the

Federation's achievements an impressive number of benefits to municipalities. They include the following:

- Federal-provincial sharing of the costs of unemployment relief.
- Amendments to the National Housing Act with respect to low rental housing, slum clearance, land assembly, urban redevelopment and major sewage projects.
- Revision of the sharing formula and increase in federal contributions towards the elimination of railway grade level crossings.
- Revision of policy and increased federal sharing and the local costs of civil defence.
- Ex-gratia payments on federal Crown properties and Crown corporations equivalent to local tax rates.
- The federally assisted municipal winter works programme.
- Exemption from the federal sales tax of certain municipal purchases.
- The Municipal Loan and Development Act.

It is, of course, impossible to say how effective the lobbying activities of the C.F.M.M. have been. Clearly, the federal government has taken the Federation seriously and has attached some importance to the annual brief it receives from it. Recent reactions on its part to the proposals of the C.F.M.M. have, however, reflected the changing relations between the central and provincial governments with respect to municipal affairs: there has been a growing emphasis on the need to recognize the primacy, in this area, of the provincial jurisdiction.

The C.F.M.M. has, on occasion, made direct appeals to provincial governments, of course, or to both senior levels. In 1958, for instance, it appealed (unsuccessfully) to all provincial premiers, seeking their support for the convocation of a special federal-provincial-municipal conference on municipal financing and taxation. The premiers have also been asked to appoint municipal observers to other federal-provincial conferences. Occasionally, the C.F.M.M. has acted on behalf of municipalities in certain regions. In 1958-59, for example, it opposed, on behalf of 56 cities and towns in Ontario and Quebec, the application of the Bell Telephone Company for rate increases.

Although not related directly to exercising pressure on behalf of Canadian municipalities, another activity of the C.F.M.M. which permits it to express its views is its participation in a number of associations, both within Canada and internationally. It co-operates with the sponsors of projects like National Health Week, Fire Prevention Week, Education Week or Hallowe'en for UNICEF, and sits on the governing bodies of a large number of associations like the International Union of Local Authorities, the Canadian Welfare Council, and the Canadian Good Roads Association.

All the activities we have discussed are designed to facilitate and improve the work of municipal governments everywhere in Canada. An outsider examining this work is given the impression that in the past most decisions were strongly influenced by the executive director; the degree to which he was able to balance the interests of the general membership and of the bureaucratic machinery it had created depended on the internal communications within the C.F.M.M.

Communications

The most broadly-based and widely used means of communication within the Federation is, of course, the Annual Conference. It is supplemented primarily by *Municipal Affairs* and correspondence.

Among Canadian associations, the C.F.M.M. is notable for its early efforts to develop means whereby both Francophone and Anglophone members could participate effectively in its activities. Although the arrangements were not perfect, they indicated a lively concern for this aspect of ethnic relations in Canada. Whatever the past difficulties in reconciling the interests of Francophone and Anglophone members, these were not usually related to problems of communication arising from language differences.

Most publications of the C.F.M.M. are produced in both languages. The French and English versions of the association's newsletter, *Municipal Affairs in Canada*, are not completely identical; the contents vary somewhat in response to the different interests of the two groups of readers.

Even an association as sensitive to the language issue as the C.F.M.M. resorted to the widespread but condescending practice of making some purely *pro forma* opening comments of welcome in French, even when most of the main business of the Annual Conference was carried out in English. The minutes have occasionally failed adequately to record the statements made in French. One mayor noted (in 1965) that resolutions submitted by the municipalities before the Annual Conference should be distributed in both languages, the executive director replied at the convention that he would be glad to do so but that this would require extra staff or that the municipalities originating them should provide their own translation.

The most serious communications problem in the C.F.M.M. did not result from the bilingual nature of the association. It concerned the tendency of the national office to make or influence important decisions without fully taking into account the attitudes or wishes of the members. At a meeting of the executive committee in 1964, from which the staff was excluded, a motion was passed that "all members of the National Executive be fully informed in writing of all actions of a financial nature . . . before they are asked to vote . . . at the next meeting. . . ."

The most serious result of the C.F.M.M.'s imperfect communications system, from our point of view, was the failure of the executive

members to perceive what was happening in the municipal field in Quebec. Anglophone members of the executive received their impression of the relations between the Quebec municipalities and the C.F.M.M. largely through the executive director, who consistently maintained too optimistic an interpretation of the situation in Quebec. The association was, therefore, inadequately prepared for the significant withdrawal of the most important Quebec municipalities.

Co-ordination

In view of the exodus of these Quebec members, it is relevant to inquire into the relations between the C.F.M.M. and its provincial members. Most important, of course, were the ties between the pan-Canadian association and the U.M.P.Q., particularly at the time of the "Montreal" and "Laporte" incidents. These relations were cordial throughout the crises and it appears that U.M.P.Q. officials informed the C.F.M.M. of meetings and informal conferences among Quebec municipalities which had some bearing on their relations with the pan-Canadian association. Generally, the U.M.P.Q. of course strongly supports the provincial government's efforts to obtain access to new taxes and to assert its hegemony over the municipal field. A good deal of the correspondence from the C.F.M.M. to the provincial associations, and notably the U.M.P.Q., concerns matters in which the C.F.M.M. is interested but which are clearly under provincial jurisdiction. Likewise, resolutions adopted at the Annual Convention are passed on to the appropriate provincial unions or associations if they deal with purely provincial matters.

Representation

One of the reasons for the failure of the executive director and of the Anglophone members of the executive to assess accurately what was happening in French Canada may have been the nature of the representation from Quebec. At least some of the Quebec members who had played an active part in the pan-Canadian association (Boivin, Asselin, and Mongrain, for example) were older men who probably had a more pan-Canadian viewpoint than younger leaders, closer to the greater provincial emphasis reflected in the view of men like Laporte. There is, indeed, some question whether municipal leaders were, on the whole, as close to the activists of the "Quiet Revolution" or the "new wave" as, say, the most active provincial politicians. Mayor Mongrain of Three Rivers, for example, spoke on behalf of the Quebec members at the 1962 Annual Conference, more or less at the very moment of the withdrawal of Montreal from the C.F.M.M., in a manner revealing that he and his colleagues were cut of touch with, or chose to disregard, some significant trends in their own milieu:

The delegation of Quebec has met . . . and in view of some remours that have been spread, and greatly exaggerated, that there might be some separatism in Quebec, they have asked me unanimously, together with the President of the Union of Municipalities, to declare that the Mayors of Quebec appreciate very much the benefits they get from the Federation. They owe a lot

of gratitude to Mr. Mooney particularly and they want to express their solidarity with all the mayors of Canada to build a real Canadian Union.¹¹

But even if the attitude of the Quebec members had been more in tune with the increasing French-Canadian nationalism, it might still have failed to make itself felt within the C.F.M.M. We have already seen that as in many pan-Canadian associations, the participation of Francophone members in the activities of the C.F.M.M. was relatively modest. After the 1964 Conference, for example, there was some criticism in the executive of the neglect of Quebec speakers on the programme.

Of the 28 mayors and aldermen who held office as president from 1937 to 1965, only five were Francophones.

According to the report of the 1964 executive committee, invitations to the two most important conference committees (resolutions and nominations) are made bearing in mind the need to represent both large and small municipalities and all the provinces, and also that Canada is a bilingual country. In response to a 1963 suggestion from Mayor Mongrain that two or three Francophone mayors be added to the two main committees, Mr. Mooney pointed out that each committee is comprised of 10 persons, one from each province and that three Francophone mayors were in fact members.

Since the submission and debate of resolutions are among the chief functions of the conventions, it is instructive to examine the degree to which Francophone and Anglophone delegates participate. A comparison between Ontario and Quebec is suggestive in this context. A count of resolutions submitted in recent years by delegates from these two provinces indicates that the Quebec delegations were considerably less active than their Ontario colleagues and that their participation has in recent years declined. In the same period

Number of Resolutions Submitted by
Ontario and Quebec Delegates

<u>Year</u>	<u>Ontario</u>	<u>Quebec</u>
1957	11	3
1958	14	10
1959	17	3
1960	11	3
1961	23	6
1962	22	6
1963	17	8
1964	12	2
1965	20	0

(1957-1965), some resolutions were submitted by Ontario municipal associations but none by the U.M.P.Q.

It appears, therefore, that while there was very little ethnic disharmony in the C.F.M.M., the views of Francophone members were

probably not pressed as vigorously as their numerical strength and importance would suggest. On the other hand, the location of the headquarters in Montreal no doubt made the officers more aware of at least some Quebec interests, and may well have compensated somewhat for the strictly numerical representation (one in 10, as a rule) on the chief committees and for the rather low-key participation of Francophones.

Problems

We have seen that the three related crises disturbed the equanimity and representativeness of the C.F.M.M.: the withdrawal of Montreal, the attacks of Pierre Laporte, and the subsequent withdrawal of some other important Quebec municipalities.

The course and nature of these crises were outlined in our section on the U.M.P.Q. Our task here is to present the C.F.M.M.'s position with respect to the two issues which underlay the controversies: the appropriate role of a pan-Canadian municipal association and the appropriate structure of such an organization.

It must be noted at the outset that although disagreement over the financial contribution of Montreal to the C.F.M.M. precipitated the conflict, it was a symptom of malaise rather than its cause. Mr. Mooney ascribed part of the trouble to Lucien Saulnier, chairman of Montreal's Executive Committee, being personally insulted by having been assigned inadequate accommodation at the 1961 Halifax Convention. Mooney also hoped to solve the C.F.M.M.-Montreal dispute by having Jean Drapeau become president. The executive director, it therefore appears, sought to explain and resolve the differences in personal terms whereas they were essentially related to the very nature of the organization and to its place in a changing Canada. Repeated efforts on the part of the C.F.M.M. to show Montreal how much it benefitted from its membership in the C.F.M.M. met no success precisely because this aspect was of only secondary importance to the Montreal leaders. They argued, as did M. Laporte, that municipalities should not be directly affiliated to the pan-Canadian federation but should seek indirect membership through their provincial unions. In a letter to the president of the C.F.M.M., Mr. Mooney argued that M. Drapeau was quite unaware of the implications of this position: most provincial organizations were too weak to assume the duties this would impose on them and, in any case, in several provinces there was more than one provincial association.¹² Only two provincial unions had annual revenues of over \$10,000 and none could support the Federation financially without drastically raising their fees. British Columbia and Quebec had executive directors; the other provinces would lack suitable staffs for the tasks they would have to assume. Most important, in Mr. Mooney's eyes, was the nature of the provincial unions: they were mainly composed of smaller towns and rural communities and, furthermore, were dominated by appointed rather than elected officials. The viewpoint of the larger municipalities would be neutralized if membership in the Federation was exclusively through

provincial associations. It was precisely to avoid this, indeed to escape from it, that the C.F.M.M. was organized in 1937. The May 1962 request of the U.M.P.Q. board of directors, asking Montreal to reconsider its decision concerning the C.F.M.M. so as to give the latter time to develop a new formula, suggests that at least a part of Mooney's argument was accepted by some of the Quebec municipalities.

An interesting difference in approach between the two parties was revealed in the autumn of 1962. Mooney wrote Fernand Drapeau confirming details of a discussion the latter had held with Mayors Boivin and Roussin. It had been agreed, according to Mr. Mooney's letter, that the Quebec representatives on the Federation's executive committee, the national executive committee, and the regional chairmen for Quebec were to be nominated by the U.M.P.Q.; that Montreal was to pay its 1962 fees direct to the Federation; and that from 1963 on, Montreal would pay the amount of its Federation dues to the U.M.P.Q. which would transmit it to the C.F.M.M.¹³ M. Drapeau was not satisfied with an arrangement so informally arrived at. He insisted that it would be necessary for the C.F.M.M. and the U.M.P.Q. to negotiate at the Annual Conference through a committee of representatives which would have to draft a "projet d'entente." Only when this had been agreed to, and the U.M.P.Q. had established its new membership fees, would Montreal pay the requested dues.¹⁴

Mr. Mooney's reaction to this was characteristic. He thought that with the best intentions the Quebec group carrying out the negotiations for the C.F.M.M. had not been able to get across the facts of the case. He was sure that the right person at the right place could solve the problem and immediately plunged into the preparation of what he termed a "facts and figures" story to help the Montreal group visualize more effectively the Federation's important contribution to the well-being of Montreal (financial and otherwise).¹⁵

The posture of Montreal vis-à-vis the C.F.M.M. aroused considerable criticism, and not only among Anglophone municipalities. It was perhaps not surprising that Mayor Lloyd of Halifax should have resented Montreal's action after the C.F.M.M. had vigorously supported Montreal's bid for the 1967 World Fair, "which meant close to \$20,000,000 in grants to that City,"¹⁶ and that the mayor of London, Ontario urged the C.F.M.M. to move its headquarters from Montreal.¹⁷ But even Mayor Mongrain, addressing the 1963 Annual Meeting in Toronto, argued that Montreal never really made clear its reasons for withdrawal. "They have some particular idea as to how the Federation should be constituted, which even if acceptable to other municipalities, would take several years to bring about."

The idea referred to was, of course, that also put forward by M. Laporte: that the Federation should become an organization composed of provincial associations. This view, as we have seen, was rejected by the C.F.M.M. as impractical for a number of reasons. It is important to note, however, that the rejection of the Laporte thesis was by no means confined to G. S. Mooney, the Anglophone mayors, or to men who had long had close associations with the C.F.M.M., like

MM. Mongrain or Boivin. An informal meeting of five Quebec mayors—members of the national executive—supported by letters from others, held in August of 1963, discussed the strategy to be deployed in the face of the Laporte attacks. There was strong opposition to the minister's position and a number of steps planned to counter his campaign. Some of the mayors involved in this campaign were among those mentioned earlier who, when replaced in office, were succeeded by men not so loyal to the pan-Canadian association.

Conclusion

A review of ethnic relations within the C.F.M.M. and particularly of the relations between the Quebec and pan-Canadian associations directs our attention to several conclusions:

1. The withdrawal of Montreal, the Laporte attacks, and the subsequent further Quebec withdrawals from the C.F.M.M. were all clearly linked to the changing political climate in Canada insofar as it affected French-English relations in general. The crisis in the Federation was, in other words, produced by external rather than by internal causes.
2. Having said this, however, we cannot conclude that internal aspects of the C.F.M.M. had only minor consequences for the way in which the crisis was handled. One of the reasons for the difficulties was, in fact, that the Federation reacted to changing circumstances in Canada affecting municipalities quite differently from its Quebec members. It was, in part, the inability of the C.F.M.M. to understand what was happening in French Canada which prevented it from forestalling the difficulties or from coping with them better.

The Federation saw no need to redefine its objectives (with respect to making demands on the federal government for schemes affecting municipal government, for example) nor to revise its structure in a manner which would have permitted it to continue providing satisfactory incentives to Quebec cities and towns. Its outlook and mode of operating were, in short, too rigid to adjust successfully to new circumstances.

3. It is ironical (and instructive) to note that one of the reasons for this failure (which had clearly deleterious effects on English-French relations) must be sought in the performance of the executive director, who was a person of exemplary goodwill insofar as these relations were concerned. George S. Mooney spoke both languages, assured the publication in both languages of the association's literature, and saw to it that the Federation was one of the earliest pan-Canadian organizations to translate the speeches to its members at conventions. But while he was linguistically aware, he was insensitive to the different objectives sought by members belonging respectively to the two ethnic groups and he therefore failed to perceive the need to alter his own centralist outlook and that of his Federation.

4. A contributing factor in this, and the C.F.M.M.'s, inflexibility in this respect was the unrepresentativeness of the leading Francophone members of the pan-Canadian association. The C.F.M.M.'s Quebec members were, until almost the mid-sixties, on the whole, men of the old school, out of touch with much of what was happening in their own province. As we have seen, some of the Quebec towns and cities which had produced extremely loyal and active C.F.M.M. leaders (Granby, Quebec City) disaffiliated as soon as their long-established mayors were replaced by new men.
5. These new mayors, caught up in the nationalism which made many Quebecers wish to endow their provincial government with additional powers (often at the expense of Ottawa), assessed the role of the C.F.M.M. differently from their predecessors. While not denying the usefulness of the Federation as a clearing-house or research body, they valued these functions less highly than the political objectives of the minister of Municipal Affairs. These, they thought, were at odds with, and superior to, those of the C.F.M.M. and, as a consequence, they abandoned the latter, even at the cost of foregoing some of its "non-political" benefits.
6. The C.F.M.M., consequently, lost many of its Quebec members because its political objectives (seeking aid directly from the federal government) were unacceptable to them and this "penalty" of membership outweighed the advantages bestowed by the C.F.M.M.'s other activities.

Canadian co-operatives fall roughly into three general groups: (1) marketing and purchasing co-operatives (grain, dairy products, fruits and vegetables, clothing, etc.) (2) service co-operatives (housing, rural electrification, insurance, transportation, etc.) (3) credit associations. Memberships in the first two groups exceed 1,500,000 and the *caisses populaires* and credit unions now boast over 3,000,000 members. However, it is difficult to determine the proportion of Canadians belonging to the co-operative movement since there is an enormous overlap in membership: many individuals belong to several co-ops. These are often linked together in a complex network of co-operative associations covering a wide range of interests. In the words of H. F. Laidlaw, national secretary of the CUC:

Grouping together for greater strength and efficiency is an important characteristic of Canadian co-operatives. The typical association belongs to a family of co-operatives, locals joining together to form various kinds of centrals. Credit unions have provincial leagues, credit unions and co-operatives form credit societies, the credit societies have a national body, co-operatives in the business of farm supplies have wholesalers, the wholesalers have a national supplier . . . and all types have united to form two organizations for co-ordination, protection and promotion—the Co-operative Union of Canada serving English-language co-operatives and Le Conseil Canadien de la Coopération serving the French sector.

This chapter deals with the two pan-Canadian associations—one Francophone, the other Anglophone—and particularly with relations between them. These two organizations—the Co-operative Union of Canada and the Conseil canadien de la coopération (the CUC and CCC, as we shall call them hereafter)—do not have individuals as members; rather, they consist of various co-operative societies and groupings of co-operatives.

The Co-operative Union of Canada was founded in 1909, largely on the initiative of George Keen, a British immigrant who had not, however, been associated in his homeland with the Rochdale movement which had influenced many of the earliest non-French co-operatives in Canada. In Quebec, the impetus for a body bringing together the large number of independent co-operatives came from the Social Science faculty at Laval University and particularly from its dean the Reverend G.-H. Levesque. Laval provided the intellectual centre out of which grew, in 1939, Le Conseil supérieur de la coopération, the precursor of the CCC. The new Conseil was to act as a brains trust for the co-operative movement in Quebec, according to Leo Bérubé, the secretary of the CCC.

The urge to combine various smaller co-operatives into a larger association was prompted by two distinct motives: the desire to fulfill more completely both the economic and ideological aims of the co-operative movement and to resist more effectively the attacks against co-operatives made by those who feared or resented their economic success. It is probably no coincidence that the two major efforts to establish effective pan-Canadian associations of co-operatives were made precisely at the times when the pressure against the status of co-operatives in the eyes of the taxing authorities was challenged particularly strongly by certain associations of taxpayers.

For example, in 1909, the same year the CUC was founded, the Ontario legislature passed an amendment to the Ontario Companies Act dealing with co-operatives and the Senate defeated (by one vote) a measure dealing with Co-operative Credit Societies. It has been suggested that this measure, sponsored jointly by F. D. Monk and Alphonse Desjardins, and passed unanimously in the House of Commons, was defeated in the Senate because of the violent opposition of the Retail Merchants' Association of Canada.² Similarly, the first great effort to reorganize the CUC and to regularize its relations with Francophone co-operatives started in 1943, shortly before the co-operative movement had to present its views to the Royal Commission on Co-operatives, established in 1944. It seems apparent that one of the main incentives for the rationalization of the pan-Canadian organization of the co-operative movement was the economic threat confronting many co-operative societies.

We will review briefly the events which led to the 1945 reorganization of the CUC and the effort made at the same time to create one pan-Canadian co-operative association. By 1943, only about 300 societies were members of the CUC, and the latter's income was a modest \$5,000 per annum. "It now became quite obvious to many of the leaders across the country that the Union would have to be a more comprehensive organization of Canadian co-operatives if the movement was to meet successfully the frequent challenges and threats that faced it."³ In the summer of 1943, 35 representatives of the leading co-ops from Ontario and the western provinces met in Regina to discuss the future of their movement. They agreed to establish a reorganization committee charged with recommending a new form of organization. All of

this committee's members were from Ontario, but they held a series of meetings with leaders from various provinces between July 1943 and January 1945. The result was a new structure: a federation of provincial unions, each comprising all the co-operatives within its provincial boundaries. Some additional international or inter-provincial organizations also became members then or later, but essentially the CUC had become a Canadian federation of provincial federations. This development inevitably posed a problem of central interest to our study: what was to be the relation between the CUC and the Conseil supérieur de la co-opération de la province de Québec? Was the Conseil to become the Quebec member of the CUC, or would a different solution meet everyone's needs better? Extensive discussions were held between spokesmen for the CUC and the Conseil about the best course to be adopted in the interests of both the co-operative movement in Canada and of its members. These discussions ended in the creation of two pan-Canadian associations; they were pan-Canadian in the sense that each had members in several parts of Canada, but one catered to Anglophones and the other to Francophones.

In this chapter we shall look at each of the two organizations separately and then try to reach some conclusions about ethnic relations in the co-operative movement by comparing our data about the Franco-phone and Anglophone associations.

Le Conseil canadien de la coopération

Structures

Au début des années 40, le problème des structures s'est ainsi posé pour les coopérateurs francophones : quelle forme de collaboration faut-il établir avec la Co-operative Union of Canada pour que soit assurée non seulement la coordination des coopérateurs de langue française du Canada, mais également celle des forces coopératives canadiennes ?

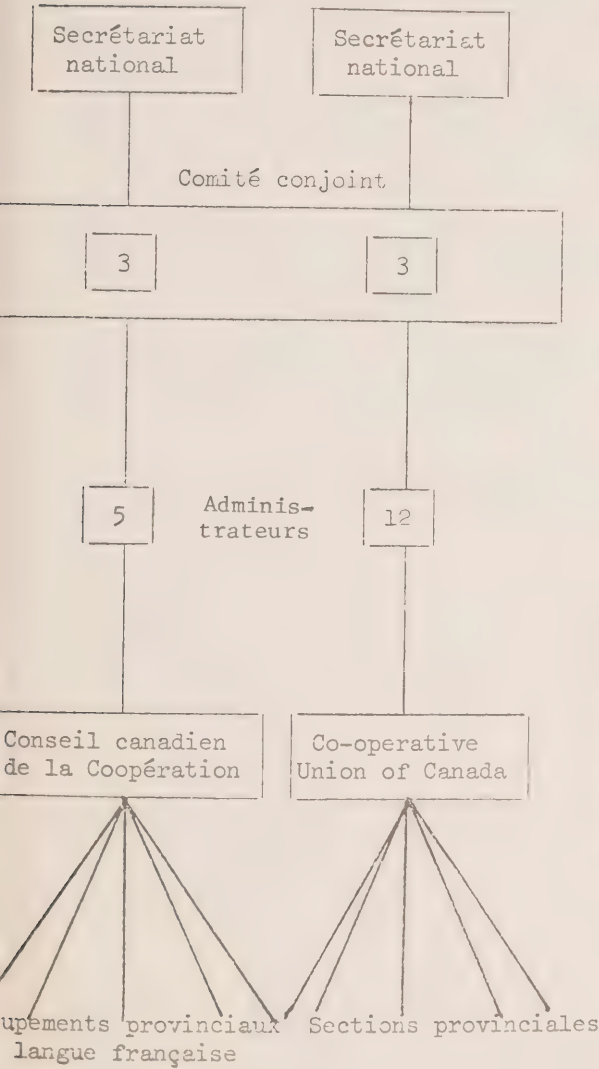
C'est à Québec que, les 7 et 8 février 1946, la décision fut prise par une cinquantaine de délégués représentant les organismes coopératifs canadiens-français de sept provinces du Canada (Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Québec, Ontario, Manitoba, Saskatchewan, Alberta). D'après la revue *Ensemble!*, qui était alors l'organe officiel du Conseil supérieur de la coopération, le choix se fit entre deux plans de structures, soumis l'un par le Conseil supérieur de la coopération, l'autre par A.B. MacDonald, secrétaire général de la Co-operative Union of Canada. Nous reproduisons ci-après ces deux plans, tels qu'ils furent présentés dans le numéro de mars 1946 de ce périodique.

Nous voyons, par ces schémas, qu'il n'était pas question que le Conseil supérieur de la coopération devienne une simple section provinciale à l'intérieur de la Co-operative Union. Cependant, à la différence du plan de M. MacDonald, rejeté d'ailleurs par cette dernière, lequel envisageait une direction unique à majorité anglophone, et deux sections distinctes seulement pour fins d'éducation et de propagande, le plan du Conseil prévoyait deux organisations parallèles qui ne se rejoignaient qu'au niveau d'un comité conjoint.

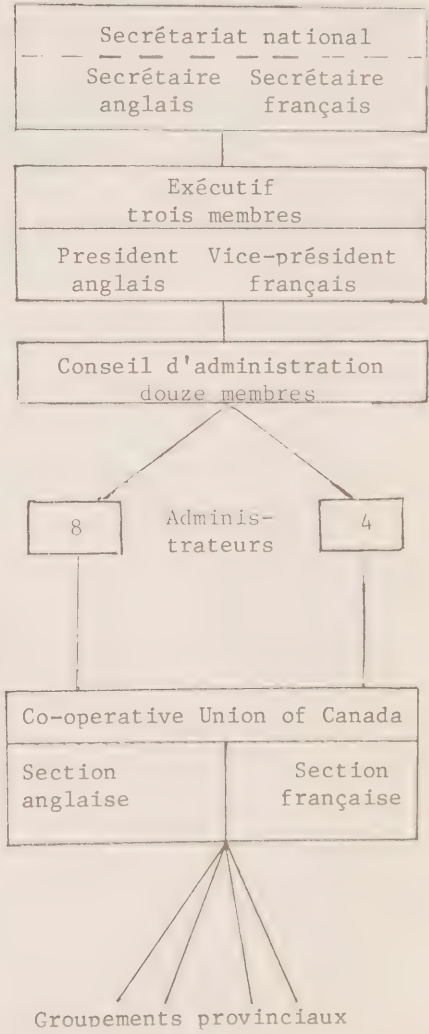
Au moment de prendre la décision, « cinq provinces étaient en faveur du plan proposé par le Conseil supérieur, un autre lui était favorable en principe, et l'autre n'était pas en mesure de se prononcer », nous dit la revue *Ensemble!*⁴, ce qui signifiait la fondation du Conseil canadien de la coopération. Les coopérateurs du Québec y étaient, de loin, les plus nombreux, ce qui demeure vrai en 1966 : si l'on inclut les sociétaires des caisses populaires, on estime que le nombre des membres francophones atteint approximativement deux millions au Québec et un peu plus de 100 000 dans les autres provinces.

Du point de vue des coopérateurs de langue française, le plan proposé par le Conseil supérieur de la coopération comportait plusieurs avantages, mais il semble toutefois, à lire les documents de l'époque, qu'on ait insisté tout particulièrement sur la meilleure cohésion des forces coopératives canadiennes-françaises qu'il permettait d'assurer, ce qui semblait plus difficile à réaliser avec le projet de M. MacDonald. Le plan du Conseil supérieur favorisait en effet davantage le rapprochement entre les francophones résidant hors de la province et leurs collègues québécois, et ce facteur fut sans doute décisif, étant donné le besoin que ressentaient ces minorités de pouvoir compter sur « l'encouragement, l'influence et l'inspiration » des coopérateurs du Québec. Autrement dit, dans les termes propres

Plan du Conseil supérieur
de la coopération



Plan de A. B. MacDonald



au cadre de notre analyse, en choisissant la structure parallèle proposée par leurs dirigeants plutôt que la structure unitaire à deux sections linguistiques suggérée par le secrétaire général de la Co-operative Union, les coopérateurs de langue française ont préféré, d'une part, les paliers de la communication et de la coordination à celui de la représentation, et, d'autre part, la communication et la coordination entre coopérateurs francophones plutôt qu'entre les deux groupes linguistiques.

Pour expliquer ce choix, il faut se reporter aux objectifs du mouvement coopératif, et plus précisément à ceux que valorisaient à cette époque les coopérateurs canadiens français.

Objectifs

En 1946, tout comme aujourd'hui, les coopérateurs de langue française poursuivaient des objectifs éducatifs, utilitaires et externes, lesquels sont d'ailleurs évoqués dans la constitution du Conseil canadien de la coopération qui précise que cet organisme a pour but

- a) de réunir les organismes ou groupements provinciaux ou nationaux aux fins d'assurer le développement et la coordination du mouvement, la diffusion de la doctrine et la défense des intérêts coopératifs au Canada français ;
- b) de collaborer avec la Co-operative Union of Canada dans la poursuite des fins coopératives de portée nationale et internationale.

Toute la portée du mouvement semble contenue dans ce membre de phrase : « la diffusion de la doctrine et la défense des intérêts coopératifs ». La diffusion de la doctrine renvoie en effet à des objectifs éducatifs concernant les membres et à des objectifs externes concernant la société, tandis que la défense des intérêts coopératifs renvoie non seulement à ces mêmes objectifs externes, mais aussi et surtout à des objectifs utilitaires.

Or, si l'on interprète les arguments avancés par les coopérateurs de langue française en faveur de la structure parallèle, on constate qu'ils se réfèrent d'abord aux objectifs éducatifs officiels, mais aussi à des objectifs externes moins officiels, autres que la défense de l'idéologie coopérative. Quant aux objectifs utilitaires, ils n'étaient que d'un intérêt second pour les coopérateurs de langue française.

Il n'est pas nécessaire de s'attarder longuement sur la primauté que ces coopérateurs accordaient aux objectifs éducatifs. La nécessité qui en découlait de garantir que l'éducation des membres et la diffusion de l'idéologie coopérative, à l'intérieur comme à l'extérieur du mouvement, seraient assurées en français, était d'ailleurs admise par M. MacDonald, qui accordait toutefois plus d'importance à la défense des objectifs utilitaires. Mais il faut bien reconnaître que des objectifs externes moins officiels, ayant trait aux différences culturelles entre les deux groupes ethniques et à l'égalité entre eux, ont autant, sinon plus, que les objectifs éducatifs, motivé

l'adoption de la structure parallèle, ce que montre bien le texte suivant. En effet, au lendemain du congrès de 1946, Martin Légère, du Nouveau-Brunswick, qui devint par la suite président du CCC et en était alors l'un des directeurs, déclarait à propos de la fondation de cet organisme :

Si nous voulons nous distinguer des autres races, ce n'est pas pour soulever des divisions. Nous voulons simplement faire admettre le principe que nous franco-canadiens sommes distincts des autres. Nous avons une mentalité différente, une religion différente, une langue différente, et par conséquent nous ne pouvons pas nous résoudre à faire un tout commun avec ceux qui ne parlent pas notre langue, qui ne partagent pas nos croyances et qui n'ont pas la même mentalité. . . Nous ne voulons nullement travailler contre les autres races, mais protéger nos intérêts et collaborer avec nos frères anglais lorsque les intérêts généraux du mouvement le demandent⁵.

L'abbé Dominique Dugas, unique délégué de la Saskatchewan, parlait dans le même sens :

Il ne faut jamais manquer l'occasion, disait-il, de souligner que le Canada est moins composé de neuf provinces que de deux races bien distinctes par leur langue et leur religion⁶.

De façon générale, les délégations des provinces anglophones, qui comptaient de nombreux prêtres et religieux (onze sur vingt-six délégués), semblent avoir défendu plus que celle du Québec ces objectifs⁷.

Par ailleurs, la présence et l'influence du R.P. Lévesque, alors doyen de la faculté des Sciences sociales de l'université Laval, et plus généralement le rôle joué par la faculté dans la création du Conseil supérieur de la coopération et le développement du mouvement coopératif au Québec, expliquent sans doute en grande partie que la collaboration avec la Co-operative Union ait été sauvegardée, mais aussi que les objectifs éducatifs aient été prioritaires dans l'esprit des coopérateurs du Québec. C'est ce qu'exprimait Eugène Bussièrès, premier secrétaire du Conseil canadien de la coopération et proche collaborateur du R.P. Lévesque, lorsqu'il écrivait des coopérateurs de langue française : « Comme il s'agissait pour eux de choisir les meilleurs moyens à prendre pour assurer l'éducation et la propagande coopératives, ils ont préféré, pour des raisons d'efficacité, se rallier à la formule du CCC ». Il ajoutait que la fondation de cet organisme s'inspirait « du véritable fédéralisme qui tient compte de l'esprit de la coopération et des exigences les plus profondes de la personne humaine », précisant que « le véritable fédéralisme se construit par en bas et ne doit s'élever à un échelon supérieur qu'à condition de répondre aux exigences des groupements intéressés⁸ ».

Par contre, on peut expliquer l'importance secondaire que ces coopérateurs ont accordée aux objectifs utilitaires du mouvement par le fait que la menace de taxation des coopératives semblait ne pas devoir autant les toucher. Et cela, non pas tellement parce qu'ils

étaient inférieurs en nombre à leurs collègues anglophones, mais surtout parce que, financièrement, leurs établissements, plus modestes, se trouvaient moins concernés par cette menace que les grosses coopératives des Prairies, par exemple. D'ailleurs, un ancien secrétaire du Conseil remarquait qu'en raison de cette différence les intérêts des deux grandes organisations coopératives du Canada n'étaient pas, même quant aux objectifs utilitaires, exactement les mêmes.

Activités

D'après les documents que nous avons observés et les entretiens qui nous ont été accordés, il semble que les coopérateurs francophones soient satisfaits de leurs diverses activités conjointes avec les coopérateurs anglophones. Dans le procès-verbal de l'assemblée générale annuelle du CCC, tenue au « Western Co-operative College » de Saskatoon les 22, 23 et 24 juillet 1963, on peut lire, par exemple, à la rubrique des relations avec la CUC :

Le rapport de l'exécutif souligne les relations étroites et suivies que maintiennent entre eux le Conseil Canadien de la Coopération et la « Co-operative Union of Canada ». L'Assemblée formule le vœu que cette collaboration inscrite d'ailleurs dans la constitution du CCC comme l'un des buts de cet organisme, se maintienne et se développe. À cet égard - et comme à propos de plusieurs des items discutés précédemment - il est mentionné qu'il devient de plus en plus urgent et nécessaire que le CCC puisse s'assurer des revenus annuels lui permettant vraiment de s'acquitter des tâches qui lui incombent.

La dernière partie de cet extrait fait allusion à une infériorité certaine du Conseil. On soulignait, au cours de la même assemblée, que son budget annuel était de l'ordre de \$ 5 000 environ, comparativement à \$ 80 000 pour celui de la CUC alors que « pour mener à bien les tâches essentielles qui lui sont assignées, le CCC devrait pouvoir compter sur un budget minimum s'établissant à quelque \$ 20 000 ou \$ 25 000 par année ».

Il est évident (et les coopérateurs de langue française ne manquent pas parfois de le laisser voir) que dans la très grande majorité de cas, l'initiative des démarches à entreprendre soit auprès du gouvernement fédéral soit auprès des commissions d'enquête vient de la CUC, et que c'est elle qui, sur le plan matériel tout au moins, fournit la plus forte contribution. De ce point de vue, le mémoire présenté conjointement à la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme fait exception, puisqu'il a été préparé uniquement par les coopérateurs de langue française, et plus spécialement par un ancien secrétaire du CCC. Cette situation fait cependant assez peu problème pour les francophones ; les différences entre les intérêts utilitaires des deux organisations étant en effet fort minimes, leur défense auprès du gouvernement fédéral ou des commissions d'enquête ne saurait être cause de conflit. Rappelons toutefois la différence signalée plus haut concernant la puissance économique supérieure de

certaines coopératives des Prairies. Il se peut que la présence du CCC à côté de la CUC ait contribué à « protéger » ces gros établissements, c'est du moins ce que prétend un informateur du Conseil qui en tire argument pour justifier les deux structures parallèles et l'utilité de l'appui donné par son organisme à la CUC. Par ailleurs, il ne semble pas que les dirigeants du CCC manifestent des intérêts nationalistes tels que les interventions auprès d'Ottawa soient remises en question. Là encore, c'est sans doute la prépondérance des leaders québécois (formés par le R.P. Lévesque) à la direction du CCC et dans les contacts avec la CUC qui peut expliquer cette modération.

Les dirigeants du Conseil sont de plus en plus conscients de la nécessité d'augmenter les ressources de leur organisme afin de lui permettre une plus large participation aux activités conjointes avec la CUC. Deux décisions, d'ailleurs liées entre elles, ont récemment été prises dans ce sens. Depuis la fin de 1965, les bureaux du CCC ont été installés à Ottawa, et cela, lit-on dans *Ensemble!* du 8 septembre 1965,

permettra de suivre de plus près l'élaboration des politiques au niveau fédéral et d'être sur place pour faire, au besoin, des représentations auprès des autorités gouvernementales. Le fait également d'avoir ses bureaux à proximité de ceux de la Co-operative Union of Canada devrait contribuer à assurer une collaboration plus étroite entre l'organisme des coopérateurs de langue française et celui des coopérateurs de langue anglaise. Enfin, géographiquement, le CCC se trouvera mieux situé pour maintenir des contacts suivis avec ses conseils provinciaux affiliés.

Soulignons cependant que, ce faisant, le CCC prend des distances envers le Conseil de la coopération du Québec, qui n'en demeure pas moins, et de loin, son principal pilier, ce qui risque d'entraîner des problèmes de communication et de coordination internes.

De plus, à la demande de la direction, les conseils provinciaux affiliés se sont engagés à mettre chaque année à la disposition du CCC une somme correspondante à 10 % au moins du montant des cotisations de leurs membres, cette contribution devant assurer au Conseil un budget annuel de \$ 15 000 environ.

Mode de communication

Depuis 1946, la revue, puis le journal *Ensemble!* ont publié de nombreuses informations concernant non seulement les activités conjointes du CCC et de la CUC, mais aussi les activités de cette dernière dont les congrès annuels font généralement l'objet d'un article. Nous avons en outre mentionné qu'il était toujours question, à l'assemblée générale annuelle du CCC, de ses relations avec la CUC.

Selon l'ex-secrétaire du Conseil que nous avons rencontré, le bilinguisme n'a jamais été source de conflit entre les deux organismes, alors qu'il aurait pu l'être dans une structure unitaire. C'est évidemment surtout l'anglais qui est utilisé dans les réunions conjointes, bien qu'il arrive aux coopérateurs francophones d'employer

leur langue. En 1949, on déplorait que l'observateur de la CUC au congrès du CCC ne parle ni ne comprenne le français. Tout ceci ne provoque cependant pas de bien fortes tensions du côté francophone.

Pour ce qui est des échanges entre les deux secrétariats, le dernier secrétaire du CCC avait pris l'habitude, avant l'installation des bureaux à Ottawa, et cela contrairement à son prédécesseur, d'effectuer toute sa correspondance en français, à quoi le CUC ne s'oppose nullement.

Mode de coordination

Contrairement à ce qui avait été prévu en 1946, la coordination entre les deux organismes se fait bien plus au niveau des « experts » des secrétariats qu'à celui de l'exécutif, et cela s'explique par le caractère assez technique des activités conjointes, et en particulier des mémoires soumis au gouvernement fédéral. Par ailleurs, la stabilité de ces « experts » et des dirigeants du CCC a sans doute favorisé le caractère positif des contacts avec la CUC mais le fait que la plupart des experts sont québécois et ont été formés à l'école de la « coopération » entre les deux groupes ethniques doit également être pris en considération.

Comme nous l'avons déjà signalé, la coordination ne fait pas problème pour les coopérateurs francophones, même s'ils sont conscients de l'infériorité de leur participation sur le plan matériel. Les récentes mesures prises pour augmenter les ressources du CCC et rapprocher les deux secrétariats devraient d'ailleurs corriger en partie cette situation.

Le CCC n'a pas manqué d'envoyer des observateurs tant aux congrès qu'à certaines réunions de l'exécutif de la CUC, non plus que de prendre contact avec certains de ses dirigeants à l'occasion des congrès qu'il a tenus hors du Québec. À ce propos, les coopérateurs francophones se montrent sensibles à la chaleur de l'accueil qui leur est réservé, soulignant qu'ils sont toujours considérés comme des membres d'un organisme canadien, même s'ils viennent en très forte majorité du Québec.

Mode de représentation

Les deux organismes ayant des activités parallèles, aucun problème de représentation ne se pose. Pas plus d'ailleurs que dans les réunions conjointes, étant donné qu'on n'y vote pas.

Depuis une dizaine d'années, le CCC fait partie, au même titre que la CUC, de l'Alliance coopérative internationale (la constitution de celle-ci le permet), ce qui élimine une source de conflits qui n'est pas sans revêtir dans de nombreux cas, une certaine importance.

Conclusion

Les membres de langue française n'ont jamais songé à remettre en question les structures parallèles des deux organismes qui groupent

les coopérateurs du pays et peu de problèmes se sont posés, sur ce plan, dans les rapports avec leurs collègues anglophones.

En 1961, cependant, la CUC modifiait ses règlements pour permettre l'affiliation directe de coopératives locales dans les provinces (Québec et Alberta) où elle n'a pas de sections provinciales. Une coopérative anglaise de frais médicaux du comté de Pontiac s'inscrivit alors à la CUC, et le Conseil de la coopération du Québec ne s'y opposa nullement.

Les coopératives esquimaudes et indiennes du Québec risquent de poser un problème plus délicat. En effet, le gouvernement provincial, qui tente de remplacer l'administration fédérale dans le Nord québécois, a demandé au Conseil de la coopération du Québec d'apporter son concours aux initiatives esquimaudes en matière de coopération ; mais il n'est pas exclu que les Esquimaux qui parlent l'anglais adhèrent directement à la CUC, ce qui pourrait entraîner un conflit assez grave entre les deux organismes. Par ailleurs, grâce à une subvention du ministère fédéral de la Citoyenneté et de l'Immigration, le CCQ a aussi créé des coopératives indiennes, et, là encore, il pourrait y avoir conflit, étant donné que les Indiens du Québec parlent surtout l'anglais.

La position du CCQ est de considérer ces autochtones dans leur authenticité et abstraction faite de leur langue seconde. Si l'on peut reprocher aux coopératives esquimaudes des autres provinces d'être « téléguidées d'en haut », il semble que le Québec tienne pour sa part à respecter leur autonomie.

On voit comment le conflit entre Québec et Ottawa pourrait avoir, au niveau du système politique canadien, des conséquences sérieuses dans les relations entre la CUC et le CCC, même si ces relations ont jusqu'à ce jour solidement résisté à toutes les épreuves.

The Co-operative Union of Canada

Because the British Rochdale movement was a strong influence on the co-operatives comprising the CUC and also there was such a small number of Francophone co-operatives, one might have expected a good deal of misunderstanding between the CUC and the CCC. However, relations between the two organizations have been remarkably harmonious.

Structure

The CUC is composed of the Anglophone provincial co-operative unions where they exist (in all provinces except Alberta and Quebec), of five interprovincial members (the Canadian Co-operative Credit Society, Interprovincial Co-operatives Limited, and co-ops concerned with wool growing, and fire, casualty, and life insurance), three international affiliates, and the Pontiac County Medical Services. The latter is a Quebec Anglophone medical co-operative which affiliated with the CUC because there is no Anglophone provincial co-operative association in Quebec. The CUC is thus a rather loose association composed of virtually all Anglophone co-operatives in Canada. As we have seen, it does not attempt to enlist Francophone associations and has been satisfied with the ethnic division of labour characteristic of the co-operative movement in Canada; the CUC did not oppose the establishment of the CCC but rather gave it its blessing. Nevertheless, there has consistently been a desire on the part of some Anglophone leaders and officials to combine the two pan-Canadian associations into one Canadian organization. We have seen above why the Quebec and other Francophone co-ops preferred to maintain two separate organizations but we have yet to examine the reasons for the Anglophone leaders' desire for a single structure embracing both.

The 1946 decision of the Francophone co-operatives to reject the plan proposed by A. B. MacDonald and to establish the CCC was noted in the *Canadian Co-operator* "with regret" but with the acknowledgment that any adverse comment would be "indiscreet" and "unwarranted." It was conceded that there may have been good reasons "of a lingual and cultural character" why Francophone co-operators in provinces other than Quebec should be associated with this newly organized Council.

In some parts of Canada, however, co-operative interests, alike as to education and economic action, of French-Canadians are closely related with those of the English-speaking majority. We are of the opinion it is in the interests of all they should continue to co-operate in their respective provinces for common betterment. In Western Canada particularly the co-operative family is composed of people of many racial origins. The problem under consideration, however, is not one of race but of language.⁹

The same editorial welcomes the progress already made towards the cultivation of mutual understanding among co-operators of the two ethnic groups, however, and concludes optimistically: "In our judgement,

it is only a question of time when it will be unanimously agreed it is to the interests of both English-speaking and French-speaking co-operators of Canada there should also be organic union to serve their mutual interests."

At the meeting of Francophone co-operatives which led to the establishment of the CCC, A. B. MacDonald was invited to express his views on the most desirable structure for the Canadian co-operative movement. Displaying the tact and sensitivity characteristic of the Anglophone co-operative leaders when dealing with their Francophone confrères, MacDonald insisted that he would leave it to the delegates to decide whether there should be one or two national organizations. He believed that, because of the language difference, there should be different organizations in the provinces "to assure co-operative education and propaganda," but he favoured a single national organization composed of two sections. His three main reasons for this position were summarized in the *Canadian Co-operator* as follows:

(1) Two distinct national organizations would weaken our cause.

We had common battles to undertake, and united we would be stronger. He cited as an example the question of taxation;

(2) If co-operators were divided as to education and propaganda, it would weaken collaboration on the economic plan; (3) Quebec had a social philosophy which all the English-speaking Canadians had an interest in knowing better. The division of the two movements would deprive the English-speaking co-operators of necessary influence and inspiration.¹⁰

In response to Gerard Filion's objection that the arrangement suggested by Mr. MacDonald would give Francophone co-operators only one director out of eight on the National Executive of the CUC, MacDonald argued for a revised set of rules which would provide equitable representation on the basis of either the number of members or on trade. He did not rule out some other criterion of determining how the component groups would be represented.

As soon as the decision was made to form the CCC, Mr. MacDonald invited the members of the committee formed to represent Francophone co-operators, to discuss with members of the CUC the possibilities of collaboration between the two groups. Therefore, close links based on mutual interests and assistance were forged at the very moment of the CCC's birth.

However, Anglophone co-operators did not give up the idea of a single national (pan-Canadian) association containing co-operatives of both the major ethnic groups. The matter was raised formally in a 1949 letter from A. B. MacDonald to René Paré, president of the Conseil supérieur de la coopération, the Quebec provincial organization. The letter gives such an excellent summary of the conditions prevailing in 1946 and of the Anglophones' position that it is worth quoting in its entirety:

Some time ago I discussed with you the possibility of uniting, in a more formal manner, the organizations representing French-speaking co-operatives in Canada and the Co-operative Union of

Canada. I believe, at that time, I promised to write you on my views on the matter. I propose to do so this morning.

We must recognize at the outset that during the past four years there has been very close collaboration between the French-speaking co-operative organizations and the CUC. Representatives from Le Conseil Supérieur and Le Conseil Canadien have attended our Congresses, our Directors' and Executive Meetings, and have accompanied delegations when interviews with the Government were held. This was an informal arrangement which worked out very well, and helped to develop a fine measure of understanding between the two groups. But our CUC leaders have at times been somewhat embarrassed by the fact that the representatives from Quebec did not have voting powers at our Congresses and Directors' Meetings, and hence could not take an effective part in determining overall national co-operative policies. Perhaps there is nothing wrong with the present arrangement, as far as it goes. Nevertheless it would seem advisable to give it close study, and to express our views with respect to the working together of the past and possible changes for the future.

It seems to me that we should strive for two objectives, first, the maintaining and strengthening of Le Conseil Canadien as a national organization, to represent French-speaking co-operatives, and, secondly, to develop the Co-operative Union of Canada as a national organization representing all races and all creeds in all types of co-operative organizations. The Co-operative Union of Canada is now fairly close to attaining that status. Its membership is made up of co-operative unions in British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, New Brunswick, Prince Edward Island and Nova Scotia. In addition, four national and international organizations, namely the Co-operative Wholesale Society, the Scottish Co-operative Wholesale Society, Co-operative Life and CUNA Supply Co-operative are members. In some of the provincial unions French-speaking co-operatives are members and funds of these provincial unions are allocated and rightly so, to the work of education and organization in French-speaking communities.

The Congress of The Co-operative Union of Canada which is held annually is made up of voting delegates from the provinces with representation as follows: Nova Scotia 5; Prince Edward Island 3; New Brunswick 4; Ontario 8; Manitoba 7; Saskatchewan 12; Alberta 7 and British Columbia 6. In addition the national and international member bodies have the privilege of sending one voting delegate each to our Annual Congresses.

Congress elects a Board of Directors, one from each provincial union, and also the President and Vice-President who may be provincial directors or may be elected at large from the provinces. You will observe that under the present system the co-operative organizations in Quebec are not represented officially through voting delegates at Congress or on the Board of our Directors.

It seems to me that, in order to make our national co-operative organization, The Co-operative Union of Canada, complete, we

should have the organizations representing the French-speaking co-operatives tied in, somehow, legally and formally with the CUC. In this connection, several suggestions have been made.

(1) First, that Le Conseil Supérieur de la Coopération become a member of the CUC. If this were done, Le Conseil Supérieur would have the privilege of nominating a member to our National Board, and in addition it would be possible to have the President or the Vice-President or both, named by Congress, from the Province of Quebec. The Conseil Supérieur would also send a certain number of voting delegates to the yearly Congress who would take a regular part in discussion and voting on national co-operative policy. In this connection, it must be borne in mind that the CCC through Le Conseil Supérieur has been making a money grant to the CUC for the past four years, but has not been represented officially either on our Board or at our Congresses. Again, the dues paid by Le Conseil Supérieur, if it joins the CUC, would have to be negotiated on a different basis from the other provinces, because the CUC is not in a position to give the same range of services to Le Conseil Supérieur as it does to other provincial unions.

(2) The second proposal would be for the Le Conseil Canadien to become a member of the CUC. In this case, the CCC, being an all-Canadian (and not a provincial) organization, would be entitled to only one voting delegate at our Congresses, and would not have the privilege of nominating a Director to our Board. Also if the CCC became a member of the CUC, the dues would have to be negotiated on an equitable basis.

(3) The third suggestion is that a joint National Advisory Committee be set up composed of members from the Boards of the CUC and the CCC. This Committee would serve as a clearing house on matters of national co-operative policy and would take joint action on any necessary undertaking, such as interviews with the Cabinet, etc.

Arguments may be advanced both for and against the three proposals outlined. Our directors have discussed them at different times, and they consider that the formal arrangements suggested in No. 1 would be more desirable. They feel however that we should take time to have the whole situation thoroughly discussed and understood by both the French and English-speaking groups in order that we may eventually arrive at the method through which we can secure the closest possible union of the co-operatives of Quebec, the French-speaking co-operative groups in other provinces and The Co-operative Union of Canada.

I hope that you and your Board will find time at one of your monthly meetings to discuss some of the points outlined in this letter. A decision is not urgent, but I hope that you will let me know the reaction of the leaders in Quebec to the proposals that have been made.¹¹

The reply indicated a divergence of opinion between the two groups of co-operatives:

Your letter of the 26 of September addressed to Mr. René Paré, president of the Conseil Supérieur de la Coopération, has been very carefully studied at the meeting of our administrative council on January 14 and also at the meeting of the members of the conseil on February 3. Here are the conclusions of this study.

You made in your letter, three suggestions:

(1) That the Conseil Supérieur become a member of the Cooperative Union of Canada.

You will understand that it is now impossible for the CSC to become a member of the C.U.C. for the very simple reason that our CSC is already a member of the C.C.C. and this association has precisely for its purpose the participation of our provincial Cooperative Union with an organization of national character. Unless all the members of the C.C.C. in the different provinces where there are French organized groups, decide to dissolve the C.C.C., which is not really their intention, we cannot truly face the possibility of the Conseil Supérieur de la Coopération becoming a member of another national organization.

2) Your second suggestion is that the C.C.C. become a member of the C.U.C.

You will understand that the officers and even the members of the Conseil Supérieur have not the right to decide the policies of the C.C.C. Even in this case, the officers and members of the C.C.C. who are actually delegates to the Conseil Canadien, do not see any possibility of asking the C.C.C. to become a member of the C.U.C. Indeed, when the Conseil Canadien was organized, the principal purpose was the foundation of an association of national character whose task would be to promote and co-ordinate co-operative education in the French-Canadian homes in the different provinces of Canada. There are, at present, several groups of French-Canadian co-operators who are organized in five provinces of Canada. These different groups are affiliated with the C.C.C. and consider it as their Canadian Co-operative Union, which has as one of its aims—to work in close collaboration, and on an equal stand with the Co-operative Union of Canada. It would be, we believe, very difficult and inopportune at this moment to change the character of the C.C.C. which, in spite of its weak resources, has rendered very great services to the French-Canadian co-operators of Canada.

3) This is why your third suggestion appears to the officials and members of the Conseil Supérieur, to be the best under the circumstances.

They have approved the plan of asking the C.C.C. to form with the Co-operative Union, a joint permanent national committee whose function would be, as you have suggested, to serve as a clearing house and a centre of co-ordination for the whole Canadian Co-operative movement. This new enterprise would dedicate itself in an official capacity to maintain the constant and friendly

relationship which has existed in the past, between the Canadian Co-operators of the English and the French language, through the medium of their respective National Co-operative Unions. It would offer to the representatives of the two groups, the possibility of organizing on a permanent and official basis, an exchange of ideas and experiences, a more perfect understanding through common action. The whole Canadian Co-operative movement would thus have an official and permanent voice to represent it in the principal external relations.

If you believe that this committee could be organized immediately, we would be pleased to communicate this suggestion to the administrative council of the C.C.C. so that it could study it and make a decision.¹²

The joint committee was never in fact established, but the two pan-Canadian associations managed to collaborate effectively without it. With closer co-operation came the realization that a structural union was not necessarily the best way of achieving harmony and, when necessary, concerted action. An editorial in the *Canadian Co-operative Digest* in the late fifties indicates an acceptance of separate organizations which would have surprised and possibly dismayed an earlier generation of Anglophone co-operators:

Holding before them the common goal, the French and English-speaking sectors of the movement have everything to gain from a growing interchange of ideas in the twin fields of co-operative education and trading.

Recognition of the value of such an interchange received a mighty impetus on the occasion of the joint conference of co-operative leaders held recently in Quebec City under the sponsorship of Le Conseil Canadien de la Co-operation and The Co-operative Union of Canada. With the barrier of language removed by the use of a simultaneous translation services, co-operators of both tongues met on common ground to evaluate the claims and the accomplishments of the movement of which each is a vital part.

This meeting was an historic occasion. Relationships between Le Conseil and the Union, always most cordial, must henceforth be enriched by this ennobling experience. The pursuit by each of the common goal must surely be intensified as a result of this "meeting of minds."

A word of caution to those who may think they have seen in this coming together a portent of the amalgamation of the Co-operative Union and Le Conseil Canadien. This hope has been in the minds of many English-speaking co-operators over the years. Let it be recognized for what it is—the shadow instead of the substance.

Two national organizations which can join hands as these did in Quebec, which can appear together before Parliament, which can find a common home in the International Co-operative Alliance, have little more to gain from structural unity. Indeed such an attempt at tidiness might create procedural problems that would undo much that has been achieved.

Singleness of mind and purpose is the thing! -B.M.¹³

Objectives

When the CUC was established, its objectives were considered to be co-operative publicity, education, planning, organizing, co-ordinating, supervision, legislation, legal protection, and participation in international co-operative activities.¹⁴ At the same time, it was envisaged that the most intensive work in most of these areas would be carried out by the provincial organizations, since they are in more intimate and direct contact with the actual co-operatives than the CUC. The major objectives of the CUC have therefore become the co-ordination of the work of other co-operatives where this is desirable, the representation of co-operative interests vis-à-vis the federal government and particularly in relation to legislation by Parliament, the legal protection of co-operative interests, and the provision of a general assistance to all Anglophone co-operatives with respect to literature, organization, and the exchange of new ideas and experiences.

The broad purposes of the Anglophone co-operative movement in Canada are enshrined in the Rochdale principles which had originally been developed by the pioneers of co-operation in the United Kingdom and which were subsequently adopted in Canada. Their content has varied slightly depending on the groups involved, but basically the principles can be summarized as follows: membership is open to anyone willing to subscribe to them; control within the co-operatives is democratically exercised; patronage dividends are distributed wherever applicable in proportion to purchases; a limited interest is paid on capital provided by members; co-operatives are neutral in religious and political matters; and education of the members is considered an important aim of the movement. The practical application of these principles must, of course, depend largely on the day-to-day efforts of the members and their leaders. It has been suggested that the International Co-operative Alliance plays a special role as a philosopher and guide to constituent members and their affiliates on the basic principles of co-operation,¹⁵ but it is questionable whether the international body's theorizing is more influential than the comments on current problems and developments found in the various publications of the CUC, such as the *Canadian Co-operator* and the *Canadian Co-operative Digest*.

Activities

The activities bringing the CUC into contact with the CCC are of particular interest here. We have already noted the joint meetings, including the important conference which took place in Quebec City in 1958. The joint brief of the two pan-Canadian co-operative associations to the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism pointed out that, since this conference, joint committees have been established to study the problems of particular groups of co-operatives, such as those concerned with insurance, fishing, and housing.¹⁶

The preparation of briefs and other representations to the government has, in fact, become an important joint activity. These representations have been undertaken because of the existence of common

interests, but they have also necessitated the discussion and accommodation of views which may not always have coincided in every detail. On some occasions the two organizations have emphasized different aspects of their mutual problems or, indeed, have been motivated by a somewhat unequal sense of urgency. In recent years, for example, the CUC has been more anxious than the CCC to present its views to a dominion-provincial conference on fisheries or to the government or federal legislation dealing with co-operatives.¹⁷ There have also been some differences in approach to the formation of various new co-operatives among Eskimos. However, while differences of attitude and approach have from time to time developed, they have always been discussed in an open and amiable way without causing rifts between the two organizations.

On the other hand, frequent collaboration occurs even in areas where the activities of the two groups might be expected to lead to some conflict. For example, the CCC's interest in Anglophone Indians in Quebec might have led to conflict, but our perusal of the CUC files revealed that the CUC provided the Conseil de la Coopération du Québec with leaflets and other literature for use among these Indians.¹⁸

Communications

This exchange of literature is only one example of the generally excellent communication links between the two pan-Canadian associations. The important meetings of each are attended by representatives of the other and all are therefore aware of how the respective leaders are responding to the questions before them.

The very long tenure of both the elected and the appointed officials of both associations has contributed substantially to the lively and effective contact which has traditionally been maintained between them. Only four men occupied the presidency of the CUC between 1909 and the time of writing (1966), and the same number held the position of national secretary.¹⁹ The turnover on the CCC side was not much greater, and the leaders have therefore had a good opportunity to get to know one another and to work together effectively. There is some evidence that they have developed friendly personal relations; this cannot but enhance the ease with which information is exchanged.

At present the practice is for each organization to write its letters in its own language and to receive the reply in the other language. In the past, most of the leaders of the CUC were able to speak only English but it is significant that the present national secretary is an enthusiastic and successful student of French. There is certainly no likelihood that the experience of the past will be repeated when the CUC representative to the CCC meetings was not always able to use both of Canada's major languages.

A fairly flexible approach to language has been necessary within some co-operatives. In the Maritimes, for example, the United Maritime Fishermen Limited has had to conduct most of its business, particularly at the interprovincial and export levels, in English; in

Francophone communities, however, educational activities and local business operations are conducted in French through Francophone field-workers and with the aid of French-language publications.

But although language differences may not cause serious strains among the leaders of the movement or within particular co-operatives where both major languages are required, there is clearly a language problem affecting the Canadian co-ops. In a brief to the government of Canada presented in February 1955, the CUC and CCC commented on the good relations prevailing between the two sets of leaders but added:

Because many do not readily express themselves in a second language, the general membership of our organizations has not found it convenient or profitable to hold joint gatherings at either the provincial or the national level. It is our belief that this is a deplorable situation for which there must be a satisfactory solution. We also believe there are many other voluntary organizations similar to our own that are handicapped by this same problem.

The co-operatives urged the government to establish a cultural centre at a suitable place in Canada where gatherings might be conducted in English and French with the assistance of simultaneous translation provided either without charge or at only nominal cost to the participants.

The members of the CUC are now very much better informed about the activities of the CCC than their predecessors of 1945, who were told of the publication of a booklet about the movement in Quebec by the Conseil supérieur de la coopération in a notice claiming that "Co-operators in the English-speaking provinces as a rule know little or nothing of the progress of our Movement in Quebec." It is no doubt significant that the official organ of the CUC gave special editorial space to the publication of this report and urged all co-operators to get a copy. Since that day the *Canadian Co-operator* and its successor carried fairly frequent notices of events in the CCC and among its members.

One persistent problem in examining voluntary associations, is determining the degree to which the attitudes and activities of the leaders are shared by the rank and file. The frequent reference to the CCC in CUC literature may simply indicate that the most active members, and those who seriously read the co-operative literature, know something about what is going on in French Canada but that most members of the local co-ops are much less well informed. A sobering discovery related to this possibility was made by Baird in his study of the role of directors of local co-operatives in Ontario.²⁰ The CUC provides Ontario directors of co-operatives with a steady stream of communications ranging from the quarterly *Canadian Co-operative Digest* and a weekly five-page mimeographed bulletin to a wide variety of pamphlets and leaflets which appear at irregular intervals. Despite this, almost 58 per cent of the Ontario directors indicated

that they had never heard of an organization identified by the initials CUC. Only about 15 per cent acknowledged that they knew the CUC quite well, as compared, for example, with about 41 per cent for the interprovincial co-ops and almost 94 per cent who recognized the UCO (United Co-operatives of Ontario). The way of posing the question — the respondents were asked to identify organizations by their initials — may have distorted the picture somewhat, but even so, it seems that the Ontario directors' knowledge of the national activities of the movement is limited. The rank and file are no doubt even less well informed and it seems apparent that the communication system within the co-operative movement leaves something to be desired. However, it would be wrong to associate this general unawareness particularly with the co-operatives; we have observed the same problem in all associations which have a mass membership and, to a lesser extent, even in those with a relatively small membership which has a vested interest in keeping itself informed of the activities of its pan-Canadian organization.

Co-ordination

We have seen that the activities of the CUC and the CCC have been co-ordinated satisfactorily and that relations between them have consequently been free of fundamental conflict. Discussions with CUC leaders and officials confirm the observations made of the CCC. A good deal of warmth prevails among the members of the two and it is difficult to escape the impression that a strong ideological commitment to co-operative ideals predisposes "professional" co-operators towards a tolerant and sympathetic view of their fellow men. The correspondence we have examined contains many examples of a sensitivity to the position and values of the recipient. Neither association is likely to embark on any activity which might affect the other without thoroughly discussing the matter and without being sure that whatever is being done is co-ordinated in a way furthering the interests of co-operation as a whole.

Representation

In the past, CUC representatives (guests, really, since formally the CUC is not *represented* in any of the meetings of the CCC) at CCC meetings have sometimes had an inadequate knowledge of French, and this has occasionally led to some dissatisfaction. The recent awareness of problems of language has removed this one-time slight irritant and there is now no question of the CUC observers and guests not being able to follow the proceedings in French. When joint high level discussions are held, English tends to be the language used because not all Anglophone representatives have mastered French. As is usual in Canada, the Francophone members can almost always manage in English.

Problems

Given the setting in which the co-operative movement has developed in Canada, friction and discord might be expected in four areas: the

responsibility for Eskimo co-operatives, different conceptions of the applicability of federal jurisdiction, the place of religion in the co-operative movement, and different attitudes to Canada's foreign policy.

We have noted some slight divergences of opinion between the two organizations with respect to Eskimos and need only say here that they might lead to some more serious conflicts in the future. With respect to the power of the federal government to legislate in matters dealing with co-operatives, an interesting difference of emphasis developed between the two organizations in 1963 and 1964. Both supported the idea of federal action in this field, but the CCC thought that this matter was more important to the CUC than to itself. In a letter discussing the kind of approach the co-ops might make to the cabinet, the CCC's secretary said:

Il me semble bien, cependant, que l'urgence autant que le besoin d'une telle législation fédérale est plus vivement ressentie dans les milieux de langue anglaise que dans les milieux de langue française (et ici je réfère plus spécialement à la province de Québec).²¹

In the autumn of 1964 the matter was still under discussion and M. Legère, the CCC president, presented his organization's view to the CUC board and congress. This was to be followed up by the transmission of a written statement from the CCC summarizing its position. On September 11 Mr. Staples addressed a request to M. Legère, indicating some slight impatience that the CUC had not received this document:

. . . based on some of your comments we have been expecting to receive a communication along similar lines from the CCC. It has been our assumption that this communication would provide the necessary background for a further approach to Mr. Lamontagne. . . . The trouble is we really cannot do anything more in the absence of a communication from the CCC. . . .²²

A month later it appeared that a difference of opinion about the legality of certain types of legislative action had developed between the two organizations. After referring to some areas of agreement between the CUC and the CCC, Mr. Staples touched on this matter in a letter to M. Marcotte:

These are not the points which are delaying consideration now, however Mr. Lamontagne is awaiting our views regarding the authority of the federal government to enact such legislation. I understand it is the opinion of the CCC that his point should be clarified by the Department of Justice or some disinterested constitutional authority.²³

It transpires from this correspondence that the CUC had no doubts about the competence of the federal government in this sphere and that it was most anxious to secure the co-operation of the CCC in the matter.

A difference in attitude between some Quebec co-operators and a leading spokesman of the CUC over the relationship between religion

and co-operatives was revealed in an editorial in the *Canadian Co-operator* soon after the CCC was formed. This issue has never become a bone of contention in the movement in Canada, but it is mentioned here because some latent hostility may very well have developed over the issue, particularly among some of the more fundamentalist settlements, and the problem could conceivably flare up again in the future. There has been some suggestion that Anglophone co-operators have assumed that their Francophone brethren were a priest-ridden lot, quite incapable of adhering to one of the cardinal principles of the movement: religious neutrality. At the 1945 Congress of the CUC, Gérard Filion attempted to give a picture of the Quebec co-operator. Among other things, he declared that the reasons for the outstanding success of the co-operative movement in Quebec were a strong educational programme, the homogeneity of the population, and uniformity of religion, mentality, and customs. "These facts," he said, "should be kept in mind because they give an answer to many people who are amazed to see in Quebec so many parochial credit unions or co-operative farms or farmer co-operatives. These associations are not connected at all with religion; they are not priest-ridden. They are parochial because the parish is the most efficient milieu for promotion and education, but our co-operative associations are totally in co-operators' hands."²⁴ One wonders whether Mr. Filion would have said this had there not been some feeling outside Quebec about the links between Quebec co-ops and the Church.

The aforementioned editorial commented on the positions taken towards the relation between religion and co-operatives by the reverends Levesque and Gaudrault. Both distinguished between a "neutral" and a "non-denominational" organization, placing the co-operatives in the latter category. But the editor of the *Canadian Co-operator* (George Keen) found this difficult to accept: "As there is no possibility of interfaith religious exercises by Catholics and the many different kinds of non-Catholic bodies, it is difficult to understand how a co-operative can be 'non-denominational' as distinguished from being 'neutral.'"²⁵ The issue never developed between Quebec and other co-operators, nor, in so far as we can tell, between Catholic and non-Catholic Anglophone members of the movement.

During the second world war, an editorial in the *Canadian Co-operator* brought forth a vigorous reaction in *Le Devoir*. The original piece expressed the regret, frequently voiced in English-speaking Canada, that Quebec was opposed to conscription and it commented at some length on the question. *Le Devoir* found the editorial insulting and accused the journalist of getting involved in a political problem which had little to do with the co-operative movement. The *Canadian Co-operator* translated the criticism of *Le Devoir* and commented upon it. Again, no serious rift resulted from this exchange, although it is of course possible that, by reminding Francophone co-operators of the rather British character of their leadership, it had some indirect effect on the decision, taken only three years later, to establish the CCC and not to affiliate with the CUC. In any event, the

exchange provides a reminder of the usefulness of the co-operatives' policy to eschew religious and political controversies.

At the present time, such conflicts as may emerge will, of course, be influenced to some measure by the social and political changes affecting the country and notably by the redefinition of the place of Francophone Canadians in Canada. The attempt to isolate itself from political conflict may therefore prove unrealizable; the CUC and the CCC will have to work out their relations in the light of the changing nature of Canadian society. Present conditions augur well for the future in this regard: both associations have developed a good understanding of one another and they have both succeeded in pursuing common aims and purposes without losing their individuality and their identity. They have much to teach us in the attitudes and mechanisms necessary for the successful co-existence of primarily Francophone and primarily Anglophone associations.

Both the Union catholique des cultivateurs (UCC) and the Canadian Federation of Agriculture (CFA) were established to promote the common interests of farmers in the territories covered by them. The UCC, which was born in Quebec City in 1924 during a meeting of about 2,400 farmers from various parts of Quebec, was founded primarily for the purpose of making the Quebec government aware of the plight of the farmers in the province. The Canadian Federation of Agriculture similarly came into being largely as the result of the desire of farmers throughout the whole country to collaborate in the pursuit of common interests; the immediate impetus was the fact that the constitutionality of the federal National Products Marketing Act was being challenged in the courts.¹ The pan-Canadian organization was founded in Toronto during the 1935 Royal Winter Fair by about 75 farm leaders from all parts of Canada. It was at first called the Canadian Chamber of Agriculture, but this name caused some dissatisfaction because of its similarity to that of the Canadian Chamber of Commerce which, in the reticent words of a farm writer, "was not noted for advocating policies favored by the farm group."² In 1940 the association became the Canadian Federation of Agriculture and, in this year also, the Union catholique des cultivateurs and the Coopérative fédérée de Québec affiliated with the CFA.

The reasons for the adherence of the two Quebec organizations to the CFA were both economic and political and they were similar to those which had impelled other farm organizations to join forces in the pan-Canadian association. Many problems confronted by the UCC and the Coopérative fédérée were not confined to Quebec but were national or even international in scope; they had to be approached within a framework exceeding provincial boundaries. Furthermore, agriculture in Canada was partly under federal jurisdiction and the industry had to present its views to the federal as well as to the provincial governments. Under these circumstances, it was necessary to establish

an effective national, i.e. pan-Canadian, association to represent the industry as a whole. Since agricultural interests varied from region to region and from sector to sector, it was particularly important to establish a federation which could reconcile internal differences and so present agricultural interests as a whole. To allow agricultural spokesmen for each branch of the industry or for each geographical region to approach the federal government alone (and so often challenge the claims of other agricultural interests) would have weakened the voice of farmers in general and would have reduced the effectiveness of their contacts with the government.

The other members of the CFA were activated by motives similar to those of the UCC, and it is no doubt significant that the only serious challenge to the CFA in its 35-year history has come not from primarily ethnic or regional groups but from organizations who thought the CFA insufficiently radical. Some farmers unions were organized, particularly in the Prairie Provinces, by those dissatisfied with what they considered the overly moderate view of the CFA, but the rival organizations have never accounted for more than a very small fraction of Canada's farmers.

*L'Union catholique des cultivateurs**Structures*

L'Union catholique des cultivateurs (UCC) n'est pas le seul organisme francophone à être affilié à la Fédération canadienne de l'agriculture (FCA), puisque la Coopérative fédérée fait également partie de l'organisation pan-canadienne. Toutefois, la question du mouvement coopératif ayant été abordée dans un autre chapitre, nous nous limiterons ici à l'Union qui, des deux organismes, est d'ailleurs celui qui compte le plus grand nombre de membres : en 1966, en effet, sur les 72 000 exploitants de fermes environ enregistrés au Québec, plus de 50 000 participaient à son action. Sans que nous puissions fournir de chiffre exact, il est bien certain cependant que nombre d'entre eux appartiennent également aux coopératives agricoles locales regroupées par la Fédérée. Notons en passant que, même si le nombre des cultivateurs régresse au Québec, celui des membres de l'UCC ne cesse de croître, et cela indique bien le dynamisme de cette organisation qui, en 1951, groupait à peine plus de 30 000 des quelque 135 000 exploitants agricoles du Québec, soit environ 20 %, contre près de 70 % en 1966.

C'est en 1940 que l'UCC s'est affiliée à la FCA, après en avoir indirectement fait partie, de 1935 à 1940, en tant que membre de la Fédération canadienne des producteurs de lait et du Conseil canadien de l'horticulture, eux-mêmes inscrits à ce qui était alors la Chambre canadienne d'agriculture. Deux autres organisations agricoles du Québec sont affiliées à la FCA : la Coopérative fédérée et une petite association de cultivateurs anglophones, la Quebec Farmers' Association, qui compte environ 500 membres. L'UCC et ces deux derniers organismes participent en outre aux travaux de la Conférence agricole de l'Est de la FCA, qui se réunit au moins une fois par année, avant le congrès annuel de la Fédération, pour faire l'unité sur les politiques agricoles intéressant particulièrement les cultivateurs de l'Est du Canada.

La décision de s'affilier à la FCA fut prise en 1940 par le comité exécutif de l'UCC, sans être toutefois (à notre connaissance) entérinée, au congrès qui suivit, par les délégués des fédérations régionales. Les dirigeants de l'UCC ont souvent expliqué à leurs membres les raisons qui ont motivé cette affiliation³, lesquelles sont, en résumé, les suivantes :

1. L'agriculture canadienne est un tout économique : les systèmes de culture régionaux ou provinciaux sont complémentaires et ne peuvent faire l'objet de frontières absolues, aussi les politiques préconisées doivent-elles tenir compte des intérêts des diverses méthodes de mise en valeur des terres arables, les cultivateurs des différentes provinces du Canada collaborant à l'élaboration et à la réalisation de tout projet d'envergure nationale. Nombre de problèmes agricoles étant en effet d'ordre général, il ne faut pas moins, pour les résoudre, que l'influence de tous les cultivateurs, ce qui imposait à

l'agriculteur canadien d'organiser sa profession au niveau de la nation. L'agriculteur québécois n'évoluant pas en vase clos, l'UCC ne pouvait rester à l'écart de la FCA.

2. L'ampleur des problèmes soulevés par l'élaboration des politiques agricoles nationales nécessite l'union et la collaboration étroite de tous les cultivateurs du Canada, chaque association agricole provinciale ne possédant pas à elle seule les hommes, le temps et l'argent nécessaires pour s'attaquer à des problèmes aussi vastes et aussi complexes.

3. Le gouvernement fédéral joue un rôle important dans la situation faite à l'agriculture canadienne, puisque la plus grande partie de la législation agricole lui incombe. Cependant les agriculteurs canadiens ont leur mot à dire, et leur influence doit être aussi déterminante que possible ; c'est pourquoi ils devaient organiser leur profession sur le plan national et posséder un organisme fédéral apte non seulement à parler en leur nom mais à agir sur le pouvoir central.

4. Étant donné que chaque organisation ne peut présenter au gouvernement fédéral qu'un aspect du problème agricole national, elle risque de se trouver en contradiction avec les porte-parole des provinces voisines. Une fédération nationale de l'agriculture s'imposait donc tant pour concilier les intérêts divergents des agriculteurs que pour parler au nom de tous.

5. La collaboration de toutes les régions, par l'entremise des groupes professionnels, est souvent indispensable pour pouvoir apporter des solutions aux problèmes de certaines d'entre elles, et cela au niveau provincial comme au niveau national. Dans ce dernier cas, parce qu'il est parfois difficile de faire valoir, auprès du gouvernement fédéral, les raisons qui militent en faveur de l'élaboration d'une politique agricole particulière à une province ou au pays tout entier.

6. Par son affiliation à la FCA, l'UCC élargit considérablement son champ d'action qui ne se limite plus seulement au gouvernement du Québec ; elle participe ainsi à toutes les démarches entreprises auprès des autorités fédérales en faveur de la classe agricole, et les cultivateurs de la province se trouvent représentés à Ottawa par l'intermédiaire de la FCA qui se charge de transmettre au gouvernement central les problèmes de l'agriculture québécoise de compétence fédérale. Ce qui ne l'empêche d'ailleurs pas, comme nous le verrons plus loin, d'intervenir en son nom propre, directement ou indirectement, auprès du gouvernement fédéral.

L'UCC a entretenu par le passé des relations avec plusieurs organisations francophones affiliées à la Fédération des associations agricoles des provinces maritimes ainsi qu'avec l'Union catholique des cultivateurs franco-ontariens (UCCFO), fondée en 1929 sous le patronage de l'Association canadienne-française d'éducation d'Ontario. En 1931, l'UCCFO décidait de se joindre à l'UCC parce que disait-elle, « pour la question fédérale, au point de vue canadien-français

et économique, l'Union entre l'UCC et l'UCCFO est nécessaire ». Les dirigeants voyaient de multiples avantages à cette affiliation, dont « le nombre des membres qui devient une force dans les justes revendications ».

L'UCCFO fonctionnant alors d'après les règlements des fédérations diocésaines de l'UCC, on vit son président siéger au conseil général de cette dernière jusqu'en 1934, année où les deux organisations se séparèrent.

Aujourd'hui, l'UCCFO fait partie de la Fédération de l'agriculture de l'Ontario qui est membre de la FCA; cependant, quelles que soient ses affiliations, une certaine solidarité l'a longtemps liée à l'UCC. *La terre de chez nous*, par exemple, lui a toujours ouvert ses pages dans lesquelles, en 1966 encore, on trouvait des rapports sur l'activité des cercles agricoles franco-ontariens. Cette collaboration a toutefois diminué au cours des dernières années, à la suite d'une scission au sein de l'UCCFO qui entraîna la création de deux associations rivales⁴.

Objectifs

Les objectifs de l'UCC, tout comme ceux de la FCA, sont d'abord et avant tout utilitaires, le but premier de cette organisation étant de défendre les intérêts matériels des cultivateurs et des bûcherons⁵.

L'UCC, lit-on dans l'un de ses feuillets publicitaires, « s'est donné pour objets généraux la promotion et la sauvegarde du bien commun de la classe agricole et des bûcherons. Plus explicitement, elle poursuit les points suivants : défendre, informer et organiser les cultivateurs et les bûcherons ; coordonner les activités des fédérations affiliées ; représenter les cultivateurs et les bûcherons lorsque leurs intérêts sont en cause auprès des pouvoirs publics, des entreprises privées, des autres groupements professionnels⁶ ».

Elle se définit de plus en plus comme un syndicat agricole qui existe, précise-t-on dans le même document, « parce que les cultivateurs ont des intérêts communs qui ne peuvent être protégés par l'action individuelle. Cette communauté d'intérêts a toujours existé et existera tant qu'un nombre considérable de cultivateurs seront dans une situation sociale identique. Ces intérêts, étant de nature commune, requièrent une action collective ». Cet accent, de plus en plus fort, mis sur sa vocation de syndicat agricole se manifeste en particulier par la recherche d'une action conjointe avec les syndicats ouvriers du Québec, CSN et FTQ—les trois organisations ont d'ailleurs présenté un mémoire conjoint au comité de la constitution créé par le gouvernement du Québec—ce qui n'est pas sans gêner quelque peu sa participation à la FCA. Deux de nos informateurs trouvent un peu contradictoire que l'on rencontre dans la FCA, à côté de syndicats comme l'UCC, des entreprises commerciales ou quasi-commerciales dont les intérêts, même si elles utilisent la formule coopérative, divergent assez de ceux de l'UCC qui veut, elle, représenter le cultivateur.

Par contre, à la différence de la plupart de ces organisations, l'UCC n'a pas d'objectifs politiques autonomistes propres à l'éloigner de la FCA. Cela tient sans doute au fait qu'elle ne conçoit pas une politique autonomiste du Québec en matière agricole, même si, comme nous le verrons plus loin, elle compte sur l'action du gouvernement québécois pour appuyer ses revendications auprès du gouvernement central. Les tensions qui menacent la participation de l'UCC à la FCA ne s'expliquent donc pas par des idéaux autonomistes qui seraient encouragés par la conjoncture politique actuelle au Canada.

Enfin, l'UCC a aussi des objectifs éducatifs et des objectifs religieux. Elle veut « coopérer à la vulgarisation des enseignements de la science agronomique et de la sylviculture » ainsi que « renseigner les cultivateurs et les bûcherons sur les questions de production et de vente des produits agricoles et forestiers »; de plus, elle veut « maintenir dans la population rurale les traditions françaises et catholiques⁷ ». Mais parce que les objectifs éducatifs sont relativement secondaires et ne prêtent pas à controverse sur le plan des relations ethniques, et que les objectifs religieux sont de plus en plus supplantés par les objectifs utilitaires, il n'y a pas là, contrairement à ce que nous avons observé dans d'autres organisations volontaires, source de conflit avec les anglophones. Notons toutefois que l'UCC reste une organisation confessionnelle, que ses fédérations correspondent dans bien des cas aux divisions ecclésiastiques (les diocèses), et que l'aumônier, au niveau des fédérations comme au niveau provincial, est nommé par l'épiscopat. Ces aumôniers cependant ne jouent plus dans l'association un rôle bien important⁸.

Activités

L'UCC participe aux assemblées annuelle et semestrielle de la FCA, à ses comités, à ses démarches auprès du gouvernement central, ainsi qu'à la Conférence agricole de l'Est qui précède l'assemblée annuelle. Cette participation, comme celle des autres organismes affiliés à la FCA, se limite aux officiers supérieurs et à quelques experts, ce qui la rend d'autant plus facile.

Le délégué officiel de l'UCC au congrès de la FCA est toujours son président, qui la représente également au conseil général. Quant au délégué officiel à la Conférence de l'Est, c'est le plus souvent son vice-président.

En raison de cette participation, l'UCC souscrit aux nombreuses prises de position de l'organisation pan-canadienne dont il n'est pas possible de dire avec précision combien émanent de l'UCC. Mais, si l'on se reporte aux congrès généraux de celle-ci, on note un phénomène assez curieux : le congrès adresse bien plus souvent des résolutions directement au gouvernement fédéral qu'il ne demande explicitement à la FCA d'agir auprès de lui. À titre d'exemple, en 1964, sur 18 résolutions concernant nommément ce gouvernement, une seule, et de nature très générale, faisait allusion à la FCA et au rôle qu'elle est censée jouer auprès des instances centrales. On observe la même tendance dans les congrès ultérieurs.

Néanmoins, et le président de l'UCC le soulignait, toutes les résolutions du congrès qui concernent le gouvernement fédéral sont traitées et soumises à la FCA à l'occasion des assemblées. Cette façon de procéder traduit cependant le fait que la FCA n'est pas une réalité bien concrète, pour les simples membres de l'UCC du moins.

Un grand nombre des résolutions prises par le congrès de l'UCC concernent le gouvernement provincial, et il convient de noter à ce propos un phénomène nouveau et fort significatif, que nous avons d'ailleurs signalé dans la précédente section. Au cours des dernières années, à propos de deux questions importantes, celle du lait de fabrication et celle des grains de provende, l'UCC a fait pression sur le gouvernement du Québec afin que celui-ci l'appuie auprès d'Ottawa, et cette position, présentée au premier ministre Lesage lors de la marche de l'UCC sur le parlement de Québec, en 1964, n'a pas été sans l'étonner. L'UCC l'a d'ailleurs rappelé au cours de ses congrès et dans son mémoire annuel au gouvernement du Québec. Inutile de souligner que, non seulement cette attitude traduit les nouvelles attentes des groupes de pression du Québec envers leur gouvernement provincial, mais manifeste aussi d'une certaine distance prise par l'UCC envers la FCA.

Ainsi pouvait-on lire, cette même année, dans le mémoire annuel de l'UCC au conseil des ministres de la province de Québec : « Bien que la question de grains de provende relève directement du gouvernement central, nous tenons à vous faire part de notre politique en ce domaine, monsieur le Premier Ministre, messieurs les Ministres, afin que votre gouvernement intervienne auprès du Fédéral pour hâter le règlement de ce problème ».

L'un de nos informateurs, membre important de l'Union, nous a fait remarquer que si cette façon de procéder apparaissait nouvelle au Québec, elle ne l'était nullement dans les autres provinces où depuis longtemps les gouvernements appuient leurs organisations agricoles auprès d'Ottawa, ajoutant que cette demande de l'UCC n'avait rien de surprenant. Il précisait encore que celle-ci pouvait, par l'intermédiaire du gouvernement provincial, obtenir beaucoup d'Ottawa, à condition évidemment qu'il s'agisse de problèmes agricoles propres au Québec. Il nous signalait en même temps combien il était difficile pour l'UCC de se faire entendre à Ottawa, même par la voix de la FCA. Outre les obstacles dus à la langue et à la culture, il y aurait, selon lui, comme une volonté systématique du fonctionnarisme fédéral de ne pas vouloir reconnaître aux problèmes agricoles du Québec l'acuité que leur accorde l'UCC.

Il arrive à l'UCC d'apporter sa collaboration, sur des questions précises, à des organisations provinciales membres de la FCA. Elle collabora, tout au cours des dernières années, avec les producteurs de lait de l'Ontario. À la fin de 1964, il fut même question, avec la Fédération de l'agriculture de l'Ontario, d'une marche sur le parlement d'Ottawa pour protester contre certaines mesures appliquées dans l'Est du pays, mais l'UCC finalement renonça à ce projet, la manifestation n'ayant pas, selon elle, un objet assez précis. Si sa

marche sur Québec avait été un succès, c'est justement, estimait-elle, parce qu'elle se rapportait à un objet précis, l'impôt foncier. Une lettre fut toutefois envoyée, conjointement par les deux organisations, à tous les députés fédéraux⁹.

Mode de communication

C'est au niveau des communications que les griefs des dirigeants de l'UCC envers la FCA sont les plus nombreux. Selon eux, celle-ci est une organisation unilingue anglaise : réunions de l'exécutif, du conseil général, des comités, tout se déroule exclusivement en anglais à l'exception, depuis 1966, de l'assemblée annuelle qui dispose de la traduction simultanée, une première expérience ayant déjà été tentée en 1958, lors d'une assemblée annuelle tenue à Montréal. C'est en faisant pression auprès des Dairy Farmers, où elle est relativement forte, que l'UCC obtint finalement que ce mode de traduction soit mis à la disposition de ses membres, mais elle refuse d'en supporter le coût, estimé à \$ 15 000 par la FCA.

Selon nos informateurs, l'unilinguisme constitue un lourd handicap pour les représentants de l'UCC. Très peu sont en effet parfaitement bilingues, et ceux qui se débrouillent assez bien en anglais se trouvent surchargés. Aux comités de la FCA, par exemple, elle n'a pas toujours la possibilité de déléguer son meilleur spécialiste devant souvent se contenter d'envoyer celui qui, tout en possédant une certaine notion des questions débattues, parle l'anglais, ce qui ne la met évidemment pas en position de force.

Le président de l'UCC nous a signalé comment l'unilinguisme de la FCA, malgré la bonne volonté de la plupart de ses dirigeants, et en particulier de son secrétaire général, empêchait l'adhésion pleine et entière de l'Union à la fédération canadienne. Dans les autres provinces, soulignait-il, les dirigeants et les employés permanents de la FCA prennent contact, à l'occasion des congrès ou des assemblées, avec les membres des groupements affiliés, ce qui leur permet de se connaître mieux et d'échanger des points de vue, mais avec l'UCC et la Coopérative fédérée, ces échanges ne sont pas possibles.

Quant aux représentants de la FCA qui participent aux congrès de l'UCC, ils ne comprennent que ce qu'ils peuvent. Ils doivent surmonter l'obstacle de la culture en plus de celui de la langue si, par exemple, la FCA a devant elle le texte anglais des lois agricoles du Québec, elle n'est pas en mesure de comprendre immédiatement de quoi il s'agit, tant l'esprit et même la lettre sont différents.

De plus, la FCA ne publie pratiquement rien en français, et lorsqu'elle le fait, nous a-t-on dit, le résultat est désastreux ; aussi l'UCC préfère-t-elle se charger elle-même de la traduction de certains documents importants. Une somme de \$ 3 000 est d'ailleurs prévue au budget de la FCA, destinée à couvrir ces frais, mais, comme on nous l'a fait remarquer, l'UCC en paie elle-même une bonne partie (plus de 20 %) représentée par le montant de sa contribution à la Fédération.

Mode de coordination

On peut dire, de la FCA, qu'elle existe avant tout pour coordonner l'action des différentes associations agricoles du Canada. Rappelons que les associations membres sont groupées en deux organisations régionales, la Conférence agricole de l'Est et celle de l'Ouest, chacune permettant aux représentants des groupements de sa région de faire l'unité sur des politiques qui les intéressent particulièrement.

Comme le soulignait le président de l'UCC, en 1954, « très souvent les cultivateurs de l'Est doivent différer d'opinion avec leurs confrères de l'Ouest. Dans un pays comme le nôtre, il est clair que les désirs des cultivateurs de l'Ouest et de l'Est ne peuvent toujours aboutir à des politiques nationales. L'expérience nous démontre que les politiques agricoles vraiment nationales ne sont souvent qu'un compromis entre l'Est et l'Ouest¹⁰ ». Il affirmait, en outre, que la « FCA a survécu et a joué un rôle très fécond parce que ses directeurs, tout en discutant âprement sur certains points, ont toujours su voir les avantages de l'unité agricole au-dessus des intérêts purement régionaux ». Par ailleurs, on lisait dans le numéro du 24 février 1954 de *La terre de chez nous* que « la FCA a pu dans le passé parler avec autorité au nom des agriculteurs de tout le Canada grâce à cette cohésion des forces et à cette conciliation des exigences de l'Est et de l'Ouest », et dans celui du 30 janvier 1963, que « le fait que les agriculteurs de l'Est et les agriculteurs de l'Ouest sont toujours parvenus à trouver un terrain d'entente lorsque des questions et mesures de prime importance étaient en jeu est un motif de force pour la FCA ».

Un peu avant 1966, malgré l'opposition de certains délégués de l'Ouest et à la grande satisfaction de l'UCC, l'unité s'est faite dans la Fédération sur l'établissement d'un office des grains de provenance pour l'Est du pays.

La FCA, qui est avant tout un groupe de pression, conserve une grande stabilité au niveau de ses dirigeants. Entre 1935, année de sa fondation, et 1966, elle n'a eu que trois présidents, dont M. Hannam qui a rempli cette charge pendant 23 ans, de 1940 jusqu'à sa mort survenue en 1963.

À l'occasion de son décès, les dirigeants de l'UCC ont rappelé son souci constant de maintenir l'unité au sein des agriculteurs canadiens, et dans *La terre de chez nous* du 17 juillet 1963, on pouvait lire cet hommage qui lui était rendu :

M. Hannam a su conserver une union intime et inaliénable entre les fermiers de l'Ouest et les cultivateurs de l'Est malgré les intérêts souvent différents, pour ne pas dire divergents, qui opposaient les uns aux autres. À la faveur de solutions de compromis et de concessions réciproques souvent coûteuses de part et d'autre, M. Hannam était parvenu à établir entre les deux parties du pays un *modus vivendi*, sinon idéal, du moins acceptable à l'Ouest et à l'Est en même temps. M. Hannam fut l'un des principaux artisans, sinon le principal, de l'unité agricole sur le plan national.

Il existe des relations étroites, comme nous l'avons déjà signalé, entre les associations agricoles du Québec et celles de l'Ontario ou des Maritimes. Il en va de même, à l'intérieur du Québec, entre les trois associations agricoles membres de la FCA : l'UCC et la Coopérative fédérée qui représentent les cultivateurs de langue française, et la Quebec Farmers' Association qui groupe d'expression anglaise.

Afin de mieux servir les intérêts de la classe agricole québécoise, une première entente fut conclue, le 26 avril 1938, entre l'UCC et la Coopérative fédérée (fondée en 1922), dont les conditions étaient les suivantes : le Comptoir coopératif de vente et d'achat, établi en 1929 par l'UCC pour faciliter à ses membres la pratique de la coopération, ferme ses portes ; les directeurs du Comptoir coopératif de l'UCC siègent au bureau de direction de la Coopérative fédérée ; l'UCC et la Coopérative fédérée échangent trois directeurs ; *La terre de chez nous* devient l'organe officiel de la Coopérative fédérée tout en demeurant le journal officiel et la propriété de l'UCC.

À la suite de cet accord, *La terre de chez nous* du 8 mai 1938 publia une déclaration conjointe des présidents des deux organismes ainsi conçue : « L'UCC et la Coopérative fédérée ont décidé d'unir leurs forces. L'une et l'autre, tout en conservant leur identité, travailleront de concert à la tâche commune : l'avancement social, économique, professionnel et technique des agriculteurs de la province ».

Le 17 février 1953, une nouvelle entente intervint qui remplaça l'échange des directeurs par des rencontres des deux conseils d'administration et des réunions conjointes additionnelles des deux comités exécutifs.

Enfin, le 20 octobre 1954, on pouvait lire, dans *La terre de chez nous* :

La principale décision, prise à la réunion conjointe des comités exécutifs des deux organisations, est l'institution d'un comité conjoint permanent de politiques agricoles, dont la principale tâche consiste à étudier les divers problèmes nationaux qui peuvent être l'objet de discussions et de décisions à la FCA, afin que les deux grandes organisations agricoles québécoises adoptent sur le plan national une seule et même attitude, conforme à l'intérêt des cultivateurs québécois.

La collaboration se poursuit entre les deux organisations, non sans heurts cependant. C'est ainsi que la création des syndicats de production demandés par l'UCC, qui plaçaient les coopératives, en tant qu'acheteuses, de l'autre côté de la barricade, provoqua de leur part une opposition assez vive.

Nous n'avons jamais eu connaissance, au cours de nos recherches, de relations entre l'UCC et/ou la Coopérative fédérée d'une part et la Quebec Farmers' Association d'autre part.

Au total, on peut dire que, même si l'UCC participe à une certaine coordination au sein de la FCA, que ce soit entre l'Est et l'Ouest ou

à l'intérieur de chacune de ces régions, cette coordination n'en demeure pas moins imparfaite.

Un de nos informateurs nous a signalé que la FCA ne parvenait pas à coordonner parfaitement l'action de ses associations affiliées, et qu'il arrivait fréquemment que deux d'entre elles interviennent séparément à Ottawa sur une même question, etc. Dans le cas de l'UCC, le caractère strictement anglophone des communications de la FCA constitue évidemment un grave obstacle à la coordination. Il en est de même de la vocation syndicale de l'Union qui l'éloigne des associations plus commerciales.

À l'intérieur même du Québec, des différences sur le plan des objectifs gênent aussi la coordination entre la Coopérative fédérée et l'UCC, et leurs relations sont inexistantes ou presque avec la Quebec Farmers' Association qu'un conflit assez grave, au niveau de la représentation dans la FCA, a d'ailleurs opposée aux deux groupements francophones.

Mode de représentation

La province de Québec a trois représentants au conseil général de la FCA, et ce sont eux qui, avec six autres délégués que se partagent les associations de la province affiliées à la FCA, ont droit de vote aux assemblées générales. Jusqu'en 1964, la QFA (Quebec Farmers' Association) avait un représentant sur trois au conseil général et trois délégués sur neuf à l'assemblée générale, c'est-à-dire qu'elle était considérée comme l'égale de l'UCC et de la Coopérative fédérée, même si sa contribution à la FCA ne représentait que 5 % de celle du Québec. La cotisation à la FCA est basée en effet sur le nombre de fermes et le revenu agricole provincial, et la QFA compte environ 100 fois moins de membres que l'UCC (un peu plus de 500 contre plus de 50 000).

En 1964, l'UCC et la Coopérative fédérée décidèrent de mettre fin à cette situation, d'autant plus que les délégués de la QFA votaient parfois, à la FCA, contre les leurs. La QFA fut donc avisée que, étant donné le très faible pourcentage de sa contribution à la FCA, son représentant au conseil général lui serait retiré, et qu'elle ne conserverait que l'un des neuf délégués avec droit de vote à l'assemblée générale. L'UCC et la Coopérative fédérée s'étaient entendues pour obtenir chacune, tous les deux ans, le troisième représentant au conseil général, et pour se partager équitablement les cinq autres délégués avec droit de vote à l'assemblée générale. Cette décision fut très mal reçue par la QFA qui, cependant, fut contrainte de l'accepter.

Pour ce qui est de la représentation du Québec à la FCA, nos informateurs l'estiment équitable, étant donné sa nature économique, qui correspond d'ailleurs aux objectifs avant tout utilitaires de l'organisme. Notons qu'en 1966 le président de l'UCC qui se trouvait être le 1er vice-président de la FCA, siégeait à l'exécutif. Par ailleurs, au conseil général et à l'assemblée générale, le Québec est

une province comme les autres. De plus, outre les associations provinciales, la FCA regroupe des associations nationales ou inter-provinciales, qui sont également représentées, l'UCC appartenant au moins à l'une d'entre elles, les Dairy Farmers of Canada.

Un de nos informateurs nous a fait remarquer que bien peu de francophones accédaient, hors du Québec, à un poste de délégué à la FCA (à sa connaissance, deux ou trois seulement), même si aux Maritimes et en Ontario ils sont relativement assez nombreux dans les fédérations provinciales.

Conclusion

La position des dirigeants de l'UCC concernant la FCA, et plus particulièrement le maintien de leur affiliation, est assez ambivalente depuis que l'Union est devenue une organisation dynamique. Ils continuent, officiellement, de justifier cette participation, mais avec moins d'ardeur, semble-t-il, qu'il y a cinq ou dix ans. Le rapport sur l'exercice 1963-64 signalait que la participation aux travaux de la FCA « entraîne des absences nombreuses de la part des officiers de l'Union », mais que l'Union y consent parce qu'elle « croit nécessaire d'assurer la présence des agriculteurs québécois (là) où s'élaborent les politiques agricoles ».

On peut se demander si l'UCC ne sera pas tentée de remettre en question, un jour ou l'autre, son mode de collaboration avec la FCA et les organismes anglophones, la tentation de créer une association d'agriculteurs francophones au Canada l'ayant déjà effleurée.

En décembre 1943, en effet, grâce à une souscription (Oeuvre du sou de la fraternité française) lancée parmi ses membres au mois de mars de la même année, dans le but de venir en aide aux cultivateurs de langue française des autres provinces et de promouvoir l'organisation professionnelle agricole dans les centres français des provinces voisines, elle accordait un don de \$ 500 à l'UCCFO pour financer sa propagande dans les milieux ontariens de langue française. Voici en quels termes cette souscription était définie :

Il y a actuellement au-delà de 100 000 cultivateurs de langue française disséminés par petits groupes dans les autres provinces. La plupart de ces groupes ne sont pas présentement en mesure de s'organiser. Il leur faudrait un coup de main pour partir le mouvement. C'est évidemment l'UCC qui est le plus à même d'apporter à ces groupements, moins bien partagés que nous, un aide fraternelle.

En janvier 1944, l'UCC lança une nouvelle souscription dans le but, précisait-elle, de recueillir les fonds qui serviront à financer la propagande professionnelle et coopérative chez les cultivateurs de langue française établis en dehors du Québec. Ces gens ont besoin de votre appui moral et financier pour mettre sur pied des associations professionnelles, des coopératives de tout genre, des

caisses populaires et des mutuelles. Comme nous, ils ont besoin d'une association professionnelle organisée et d'entreprises économiques solides s'ils veulent survivre et s'affirmer. Isolés chacun dans leur coin, ces cultivateurs sont impuissants et sont noyés dans un milieu qui leur est étranger ; organisés ils ont des cadres bien à eux et peuvent se faire entendre.

Et elle ajoutait :

Par là, nous rendons à nos compatriotes des autres provinces le plus grand des services, mais n'oublions pas qu'en les aidant, nous nous aidons nous-mêmes car nous en retirons un accroissement de force. En effet, lorsque ces divers groupes (de l'Ouest, de l'Ontario et des Maritimes) auront été organisés, il sera facile de les unir entre eux et de créer la Fédération canadienne des cultivateurs de langue française. Notre influence auprès des pouvoirs publics en sera de beaucoup augmentée et nous pourrons alors exiger de la FCA la création d'une section française.

C'est la seule fois, à notre connaissance, que les dirigeants de l'UCC ont manifesté le désir de créer une association canadienne de cultivateurs de langue française. Cette prise de position restait toutefois sans grande portée, les dirigeants de l'UCC ne s'adressant pas à ceux de la FCA, mais aux cultivateurs de langue française du Québec, aux yeux desquels ils faisaient miroiter cette possibilité dans le but de les encourager à participer plus généreusement à l'Oeuvre du sou de la fraternité française.

Les cultivateurs de langue française d'Ontario espèrent cependant que l'UCC pourra un jour étendre ses cadres à toutes les provinces canadiennes pour former une « Confédération nationale de l'UCC de langue française du Canada ». C'est ce que déclarait, en novembre 1959, le président de l'UCCFO à un rédacteur de *La terre de chez nous*.

Nos informateurs de l'UCC se sont montrés pour leur part assez sceptiques quant à cette éventualité. Ils ne voient pas, en effet, ce que l'UCC gagnerait à la création d'un tel organisme dont la charge financière lui incomberait en grande partie, et qui n'améliorerait pas tellement sa force en tant que groupe de pression. De plus, la scission qui se manifeste actuellement au sein de l'UCCFO n'est pas sans éloigner l'association ontarienne de l'UCC. Au total, rien ne laisse donc supposer qu'une association d'agriculteurs de langue française soit à la veille d'être créée au Canada.

D'ailleurs, l'UCC a décidé de ne pas présenter de mémoire à la Commission Laurendeau-Dunton. Après avoir consulté ses fédérations, elle en est venue à la conclusion que les relations avec les anglophones et les problèmes propres aux agriculteurs francophones, sur le plan linguistique et culturel, ne justifiaient pas la préparation d'un mémoire original.

Par contre, certaines pressions se manifestent à l'intérieur de l'UCC pour l'inciter à quitter la FCA et à faire cavalier seul dans ses interventions auprès du fédéral, d'aucunes estimant, comme nous

l'avons souligné plus haut, qu'elle réussit mieux à Ottawa en intervenant seule, ou par l'intermédiaire du gouvernement du Québec, qu'en agissant par la voie de la FCA.

Notons aussi quelques foyers de tension qui, du point de vue de l'UCC, existent dans la FCA. Ajoutons cependant que ces tensions se manifestent plus particulièrement à propos des Dairy Farmers. Certains dirigeants de l'UCC voudraient la dissolution de cet organisme qui, selon eux, non seulement fait double emploi avec la FCA mais coûte cher, et qu'un comité de la FCA pourrait facilement remplacer.

On peut donc prévoir, si la situation actuelle au niveau des communications et de la coordination ne change pas, que certaines pressions, qui poussent l'UCC à se retirer de la Fédération, continueront de s'exercer, mais il ne semble pas toutefois qu'elles revêtent un caractère majoritaire.

*The Canadian Federation of Agriculture
Structure*

The Canadian Federation of Agriculture is a genuine federation in the sense that it consists of a number of constituent associations, rather than individual members. These are either regional federations¹¹ or groups interested in a particular kind of farming.¹² Most are themselves federations composed of various direct-membership associations.

The basic elements of the Federation's structure are the annual meeting, the board of directors, and the executive committee. The constitution provides that at each of these levels the component organizations will be given adequate representation; thus, power cannot be concentrated in the representatives of any one of the constituent groups. Even the relatively small (but powerful) executive committee must, according to the constitution,¹³ contain at least one member from each province, except that the Maritime provinces are together guaranteed only one member; organizations representing producers in a specific branch of agriculture are assured of at least three members on the executive committee.

Scrupulous attention has always been given the fair representation of the provincial and "produce" members, and this meticulous concern with fairness has no doubt been a major reason why the CFA has been able to avoid any serious conflict between the Francophone and Anglophone members.

Another practice of the CFA which has no doubt prevented some ethnic tension is not strictly speaking structural in character, but it has implications for the organization's structure and should, therefore, be examined at this stage in our discussion. Because agriculture in the western provinces is entirely different from that in the east, western farmers have interests quite different from—and sometimes even in conflict with—those of their eastern colleagues. It would not have been surprising to find this difference reflected in the structure of the CFA, which might have established a western and an eastern wing. In fact, this kind of division was avoided, but the activities of the members do allow for some recognition of the geographical reality confronting Canadian agriculture. We have already noted briefly the participation of the UCC in the Eastern Conference of the CFA, indicating that some purely regional consultation does occur within the pan-Canadian association. The western and eastern members of the CFA have, in effect, developed the custom of meeting in separate conferences on the eve of the CFA annual meeting to discuss problems of regional interest and to prepare resolutions for submission to the annual meeting. One of the consequences of this practice has no doubt been to underline the common interests of eastern farmers, regardless of their ethnic origin, and to reveal their differences from westerners. The practice of discussing eastern agricultural interests separately has no doubt facilitated the collaboration of Francophone and Anglophone farm organizations within the CFA.

Objectives

The CFA constitution identifies three general objectives:

- (a) To co-ordinate the efforts of Agricultural Producer Organizations throughout the Dominion, for the purpose of promoting their common interest through collective action.
- (b) To promote and advance the social and economic conditions of and to render such services to, those engaged in agricultural pursuits as conditions may justify.
- (c) To assist in formulating and promoting agricultural policies to meet the changing national and international economic conditions; and to collaborate and (or) co-operate with other organized groups of producers, within or without the British Empire, for the furtherance of the said objective.¹⁴

These objectives are general enough to permit either a modest range of activities or to encourage a bold and vast programme. On the whole the CFA has chosen the second path and has become a vigorous and ambitious spokesman for, and champion of, farm interests in Canada. The functions assigned the organization by its leaders can be seen more fully in a report prepared by a committee charged with examining the organization and programme methods of the CFA. Its statement of policy, approved in 1957, elaborated a full and formally authorized version of the essential functions of the association:

- (a) To co-ordinate and unify the views of all parts of the farm movement, and of the various groups and interests represented in it.
- (b) To develop a unifying and guiding philosophy, both economic and social, which would enrich and improve the lives of Canadian farmers.
- (c) To work for improvement in the policies of governments and those policies of major political parties by non-partisan presentation of the farmers' problems and views.
- (d) To serve as the principal channel, at all levels, through which representations and consultations on matters of policy are carried on with governments and other agencies and groups. To work and co-operate with other farm groups in the promotion of their policies and the carrying out of their programs.
- (e) To provide information and publicity service, and conduct programs of public relations.
- (f) To assist in the development of agricultural and educational programs.
- (g) Participation in international farm organizations.
- (h) To study, develop policy and provide special services in fields not specifically related to any farm commodity, such as:
Education Tariff Policy
Health Services Conservation and Land Water Use

Land Expropriation	Marketing and Surplus Disposal Policy
Economic Research	Immigration
Farm Credit	Transportation
Taxation	Communications
General Trade Policy	Legal Services
Social Security	

- (i) Participation in advisory committees, conferences, etc.
- (j) To inform member bodies promptly on actions and proposed actions and policies of government.¹⁵

But even this extensive outline of the organization's objectives (which, by the way, gives an excellent resumé of the CFA's activities) does not quite cover the full aims as they emerge from the action of the leaders. An additional objective of particular relevance to ethnic relations has not, to our knowledge, been formally enunciated but is nevertheless evident in many of the CFA's various activities under the heading (h) above. It concerns the association's interest in national unity. Its activities with respect to broadcasting, educational conferences, health services, and other matters indicate a concern for Canadian national standards and with the fostering of Canadian values. This sentiment which, for lack of a better phrase, we may call pan-Canadian nationalism, runs through a large number of CFA briefs and statements. References to it are triggered by various, apparently only remotely related, subjects. However, a belief in the necessity of establishing or maintaining a national (pan-Canadian) standard, usually seems to be the immediate link between the matter under discussion and the CFA's "nationalism." In a statement of "Principles for a Plan of a National Health Insurance," for example, the following ideas are juxtaposed: "Health is a national problem. . . . a national health plan would encourage a strong national sentiment. Confederation was intended to foster a national economy. There is now urgent need to revive this interest. . . ."¹⁶ The CFA has been able to include this "Canadianism" in a great many of its briefs and statements, either explicitly or implicitly, without endangering the harmonious relations between its Francophone and Anglophone components.

Activities

Since the CFA is primarily a co-ordinator and clearing house for a series of farm organizations, its activities occur almost entirely at three levels: the annual meetings of delegates, the meetings and activities of the directors and of the executive, and the work of the permanent staff at the Ottawa office. The efforts made at these levels lead to the annual passing of a long series of resolutions expressing the members' attitudes to a wide range of issues, the publication of these resolutions and their transmission to the federal cabinet and other politically sensitive groups, the distribution of information among members, and the representation of farm interests on various public and semi-public boards and committees.

How wide the ramifications are of the CFA's interests can be seen from the areas covered by the resolutions approved at the 1966 annual meeting: 85 resolutions were passed, filling 25 pages of legal-size, single-spaced paper. The resolutions are grouped into several general divisions: eggs and poultry, livestock, grain, feed grains, dairy policy, price support and marketing policy, agricultural development and income policy, international trade policy, international aid, foreign policy, taxation, credit and finance, transportation and freight rates, labour policy, crop insurance, education and social policy, farms supplies and equipment, farm safety, and a miscellaneous category. Some of the resolutions appear to be linked to agricultural interests only remotely: one urges the early recognition by the Canadian government of the Peking regime and its support for the admission of mainland China into the United Nations. Another recommends the nationalization of the Canadian Pacific Railway. Some resolutions simply commend the CBC for its various farm programmes, while others support major social innovations such as the enactment of an all inclusive federal-provincial medicare plan.¹⁷

Communications

In addition to preparing the resolutions and then engaging in as effective a lobbying activity as possible, the CFA, through the national office, supplies the members with information about current agricultural problems and developments.

The *CFA Bulletin* appears monthly and contains eight pages of well-presented technical information about farm developments, reports on conferences and activities of various agricultural groups, accounts of appointments to committees, boards and commissions dealing with farm activities and problems, analyses of general developments related to agriculture, and a letter from the CFA president in which he discusses his views on some current development.

In addition to the *Bulletin*, the CFA issues frequent reports and information sheets for its member organizations and other interested groups. These include such things as various briefs to royal commissions or other inquiries, the annual presentation to the prime minister and members of the cabinet, and occasional informative items dealing with some current problem. These publications keep the membership informed of the changing conditions affecting Canadian agriculture and of the way in which the leadership assesses them. While most material circulated to the members has a fairly direct bearing on their day-to-day problems, occasional items of a general interest are brought to their attention. In 1961, for example, CFA directors and the secretaries of member organizations were sent the portions of Pope John XXIII's social encyclical dealing with rural and agricultural matters. The circulation of this type of material enables members to understand one another's problems and values and so contribute to the genuine communication of their respective interests.

The annual meetings of the delegates are, of course, a particularly important means of communicating the reactions and positions between

leaders and delegates and of allowing delegates from different regions and sectors of the agricultural industry to exchange ideas and to arrive at an understanding of both mutual and distinct problems. These meetings provide a genuine opportunity for discussion and exchange of ideas and are not merely formalities during which the proposals of the leaders are ratified by a docile group of delegates.

Of the many instances which could illustrate this observation, one is of particular interest within the context of our study. During the 1945 annual meeting, a resolution on national goals was introduced by two Saskatchewan delegates. It read:

Whereas it has become recognized that governments have a responsibility to maintain high levels of employment and growth in our economy, and

Whereas under the Canadian system of government the programs in support of these objectives are carried out by all levels of government, and

Whereas there is evidence of inefficiency in programs and a gradual compartmentalization of our nation caused by misunderstanding, conflicts of interest between levels of government and disagreements about objectives,

Resolved that the Canadian Federation of Agriculture support the establishment of clear federal goals and federal co-ordinating agencies to implement the programs required to reach these goals.

This clearly centralist motion was not well received by some of the delegates, notably those from Quebec. An amendment, moved by Roger Perreault and seconded by R. Pigeon, suggested that the words "in collaboration with the provinces" be added to the last clause. This amendment was carried, thus making the resolution acceptable to the UCC and Coopérative fédérée delegates. A Manitoba delegate, supported by an Ontario director, moved that the whole third clause be deleted, apparently because of the general ambiguity of the clause whose elimination would not have altered the general content of the resolution. However, this amendment was defeated.

The willingness of the annual meeting to adjust its resolutions to the particular needs and viewpoints of one of the constituent groups of the CFA, as exemplified in the resolution on national goals, is fairly typical of the way in which the association tries to prevent the alienation of any one of its several components. An examination of the correspondence between the national office and the various farm groups, as well as discussions with leaders, reveal a highly developed sensitivity within the CFA for the need of holding frequent and full consultations. The many reasons for this awareness include the long tenure in office of staff and leaders at the national level and also within the member organizations. The low turnover has without question contributed to the development of mutual trust and to a pattern in which consultation occurs easily and genuinely. Another reason involves the decentralized structure of the CFA: many activities are in fact carried out by regional organizations, and the CFA thus avoids getting into the hair of the Quebec farm unions simply

because the UCC and the Coopérative fédérée are the only farm groups involved in virtually all the local activities of the Francophone farmers. When a Quebec issue arises, the leaders consult and the final decision is invariably that recommended by the local group. In 1960, for example, an editorial in *La Ferme* criticized the CFA's capacity to speak for the farmer with respect to French-language farm television broadcasts. A letter from the national office to the UCC president raised these questions: "(1) What general comments do you have upon the editorial? (2) Do you feel that French-language television pays sufficient attention to agricultural broadcastings? (3) Would you by any chance like to answer this editorial yourself. Do you in fact think that a reply should be prepared for printing in the magazine?"¹⁸

The reply clearly illustrates the freedom and frankness of consultation within the CFA and also how decentralization takes care of problems that might otherwise complicate relations between national bodies and its constituents:

. . . my answer to the number 1) question would be this. . . . we do not have any criticism to make against those people who are responsible for radio and television French broadcasts. There has been some pressure put on the producers of those programs to shorten the periods of the French broadcasts so that they can put in advertising spots. We have had a meeting with those responsible for farm broadcasts at Radio Canada and we agreed to make some representation asking them to stop the intrusion in the French farm broadcasts.

It is my belief it would be a mistake to answer to the alleged statements of that monthly magazine.¹⁹

Concern of a local (Quebec) farm organization for farm broadcasting made it unnecessary for a pan-Canadian group to become involved; there was thus little possibility for the CFA to generate ethnic or regional tensions in this sphere. Much of the activity of Canadian farm groups can similarly be divided according to the jurisdiction of various levels of government or of the different farm organizations. This division of labour has contributed to the relative ease with which the pan-Canadian and the constituent organizations have been able to collaborate without arousing some of the ethnic, regional, and jurisdictional disputes which have plagued other associations.

Having noted all this, we must return to a point made in our study of the UCC: the CFA is basically an Anglophone organization and the language barrier which so often prevents easy French-English relations in Canada has had the usual effect within the CFA. Our earlier discussion has shown that Francophone members have not been able to participate fully in the activities of the annual meetings because many of the participants speak only English and cannot, therefore, share their experiences with unilingual Francophone members. The cost of translation also inhibits effective communication at meetings and in the literature published by the CFA.

Co-ordination

The difficulty encountered in continuous and general communication imposed by the presence of two language groups has occasionally impeded the development of co-ordinated activities within the CFA. We have already noted, for example, that sometimes several CFA members present briefs to certain governments which are not co-ordinated and which, therefore, do not always argue precisely the same points.

Despite this occasional failure to co-ordinate its members' activities, there is a strong tradition within the CFA to the effect that member bodies should clear submissions to be made to any government with the CFA. Some members have, nevertheless, occasionally complained about the neglect of this practice.

Representation

As we have seen, the constitution assures the full representation of regional and "occupational" groups within the CFA. The only potentially explosive source of friction affecting representation of the organizations comprising the CFA arose in relation to the voice given the Anglophone Quebec farmers among the Quebec representatives on the CFA governing bodies. The way this particular adjustment was made provides an excellent illustration of the general manner of handling tensions of this sort.

The matter was first brought to the attention of the board of directors at its 1965 meeting in Regina. It was moved by L. Sorel (UCC) and seconded by R. Pigeon (Coopérative fédérée) that the board of directors decide whether the Quebec Farmers Association was eligible for membership in the CFA. The argument of the two Francophone associations is fully developed in the clauses of their motion:

WHEREAS sub-section (b) section I of article 5 of the constitution of the Canadian Federation of Agriculture. . .states that: "Membership in the Federation shall be open to: Where no Provincial Federation of Agriculture exists, any organized group of producers that is representative of any major agricultural interest of the province in which it is located, subject to the decision of the Board of Directors on this point."

WHEREAS sub-section (b), section I of article 6 states: "Each member unit admitted to membership under sub-section (b), section I, article 5, may have such representation on the Board of Directors as the Board may decide."

WHEREAS the Quebec Farmers Association does not represent any major agricultural interest in the Province of Quebec since their total membership is slightly over 1% of the joint membership of U.C.C. and Co-op Fédérée.

WHEREAS Quebec Farmers Association has had for 15 years 1/3 of the representation of the Province of Quebec in the CFA Board of Directors and Annual Meetings while contributing only 5.4% of the total assessments for the Province of Quebec.

WHEREAS it is up to the Board of Directors to decide whether or not any group of producers is representative of a major agricultural interest in the Province of Quebec;

RESOLVED that the Board of Directors decide immediately on the eligibility to membership of the Quebec Farmers Association.

The matter was immediately referred for consideration to a committee, established by the president, which was asked to report its conclusions to the board in the afternoon of the day on which the original motion had been made. Its report consisted of a statement of policy which it recommended for adoption by the board:

Although it is well recognized that on the whole the Canadian Federation of Agriculture must function, if it is to do so successfully, on a basis of consensus and large majority agreement, nevertheless it must be recognized that proportion of representation relates to a democratic principle of great importance, and one which when raised must be respected.

Also of great importance is the necessity for good democratic health of minority interests having the means and opportunity to exercise effectively their responsibilities to their membership in terms of communication of their views to others, receipt of the views of others, and consultation on them.

In the particular circumstances of the membership position in Quebec, it is the opinion of the Committee that all these considerations may be met. The Committee proposes that:

1. The Quebec Farmers Association retain its membership in the Canadian Federation of Agriculture.
2. That the naming of nominees to the Board of Directors for Quebec shall be the joint right of L'Union Catholique des Cultivateurs and the Coopérative Fédérée du Québec, and that the number of such Directors shall be three. That this provision be effective for 1965.
3. That at all meetings of the Board of Directors, it shall be the policy of the Board to urge that the Quebec Farmers Association send a representative to that meeting if not otherwise represented in the Directorate. The status of such representative shall be recognized as being that of a participating part of the meeting, but without power to vote or to move and second motions. At the same time it shall be the recognized right of Quebec Farmers Association to place before the Board for its consideration, either prior to or during its meetings, and through the agency of the Chair, motions which it would like to see the Board consider and adopt.
4. That the Quebec Farmers Association shall have a voting delegate representation of one at annual meetings, and that the necessary constitutional amendment be passed at the 1965 semi-annual meeting to make this possible, in the event of approval being given to the other aspects of this policy. In addition to the Directors, there shall then be 5 delegate representatives allocated to L'Union Catholique des Cultivateurs and Coopérative Fédérée du Québec.

5. That the Board recommends to the Quebec member organizations that they establish formal procedures of consultation and systematic exchange of information on the policy activities of their organizations.
6. That at the 1965 Annual Meeting of the Canadian Federation of Agriculture there shall be two delegates nominated by the Quebec Farmers Association, and that the alternate to Mr. Turcotte for the 1965 Annual Meeting shall be named by Co-opérative Fédérée du Québec.

The compromise was accepted by the directors. It is, of course, most unlikely that such a drastic change in the representation of one member group could be brought about harmoniously without prior consultation among those concerned. Although no documentary evidence is available to support our surmise, we feel confident in assuming that the new formula guiding the QFA representation was reached during private discussions among the Francophone and Anglophone Quebec farm unions. If our assumption is correct, it is significant that quite secret and presumably calm negotiations were held to have been desirable before the issue reached a broader and more public forum.

Problems

Aside from the relatively minor difficulties arising from the fact that the CFA is essentially an Anglophone organization in which the Francophone members must on occasion be at a disadvantage, and from the growing preoccupation of the UCC with the provincial rather than the federal government, there seem to be no lasting problems of unity threatening the effective functioning of the CFA.

The Quebec organization does from time to time react somewhat differently from the other members of the CFA and this may lead to tension. On the whole, the UCC is more radical and militant than most of the other CFA members and this occasionally leads to conflict. For example, a clash occurred between the UCC and the CFA president when the latter wrote an article containing a critical reference to strikes. This incident tells us much about the general way in which doctrinal differences may arise in the CFA and how they are usually resolved.

In October 1964 the general secretary of the UCC wrote a two-page letter to the president of the CFA protesting the latter's "Letter from the President" in the August issue of the CFA *Bulletin*. The UCC executive committee, on whose behalf the letter was written, asserted that the president's "Letter" contained at least three questionable points:

. . . Let us first quote your statement to the effect that you are not happy with the use of the strike as a means of settling industrial disputes between industry and labour. No one challenges your right to have personal opinions, but it is rather strange to find such a statement bearing the signature of the president of the Canadian Federation of Agriculture, an organization which groups various farm organizations of a syndicate nature ("unionism").

It is our belief that there must be a certain community of interests among the various movements at the service of the working classes. For this reason, we cannot understand and approve of such an official statement of policy concerning the right of strike for the labour

We are also at a loss to understand why the president of an organization of farm producers spares no arguments and objections against all measures, be they even slightly drastic, which could be used by farmers to have their rights recognized. For example, when you declare that "If fresh milk supplies were withheld from the market, the consumers could rightly say that we are striking against the health of their children," you are simply taking up the dairy industrialist's point of view because, from the producer's standpoint it could be pointed out that if children could suffer . . . this situation is due to the unacceptable conditions made to them by the industrialists.

Finally, when you refer to the many people in the civil service, able and dedicated to the improvement of the income position of our farmers and to the many legislators and parliamentarians who have real appreciation and understanding of our farmers' problems, we find that this again is questionable since it conveys the impression that farmers can depend to a very large extent upon people outside of their realm to solve their own problems²⁰

The UCC executive committee protested "forcibly" against the publication of the article and requested that their motion of protest and their letter be published in the next *Bulletin*, and that the whole matter be referred, as soon as possible, to the CFA executive committee, "since such a categorical and official statement has been taken . . . without any prior consultation with the members organizations."

In his reply, J. M. Bentley did not take a particularly apologetic stand, although he did express regrets if he had "unwittingly created special difficulties for L'U.C.C. in connection with your present policy goals and activities." He justified his displeasure with strikes by referring to a recent resolution passed by the CFA which stated, among other things, that the CFA should request the federal government to establish better procedures for the settlement of labour disputes "so that the nation might avoid the harmful effects of a tie-up of essential facilities." The reference to milk distribution was justified by Mr. Bentley in invoking the Alberta practice of considering milk distribution as a kind of public utility. "My point in the column was. . . that for some products at least, methods not involving use of the strike have been evolved for dealing with farm price problems." The third objection—that the CFA president had in a sense abdicated the right and need of farmers to fend for themselves—was considered as a misrepresentation of his position:

I do not intend to give that impression. . . the solution for our problems will have to be worked out largely by farmers and their own organizations. The implementation of many of our policies,

however, will have to have the goodwill and understanding of many civil servants, legislators and parliamentarians if we are going to have them accepted by our provincial legislatures and by the House of Commons in Ottawa. With the number of farmers decreasing rapidly is it so wrong to get assistance wherever we can find people of goodwill?²¹

The UCC protest, Mr. Bentley noted, raised an important question of principle: "whether a President has any right to discuss issues or policies that in some cases have not been settled or decided by the CFA in precise terms. I did not think my column in this case was a (as you describe it) 'categorical and official' statement of CFA policy."

It was this matter of principle which was stressed by the board of directors in its letter to the UCC, after it had considered the case. ". . . it must be the right," it asserted, "and indeed the responsibility, of the President of the CFA, to explore questions of policy in his writings and statements. In doing so, and to give leadership to the organization, he cannot be confined to the precise expression of the settled policy views of the Federation on all questions. The President. . . must at the same time responsibly represent the organization, and be a leading spokesman for its policies." Mr. Bentley was thought not to have exceeded the proper exercise of his rights and responsibilities in the case raised by the UCC.

The letter, which had been approved by the board of directors of the CFA, also dealt with the UCC request that its protest be published in the CFA *Bulletin*:

With regard to your Executive's request for publication of your October letter in the *Bulletin*, it was the National Office judgement that it would not be in the best interests of the CFA to do so. The Board feels that it must be recognized that a policy of requiring the CFA to publish whatever material an affiliated group which dissents on specific policies asks be published is an impractical one. The National Office discretion as to what goes in the *Bulletin* must be retained, in the best interests of the organization. At the same time it wishes to point out that this does not rule out the possibility and desirability of giving adequate expression in the *Bulletin*, in appropriate form, to contrary and dissenting views to the extent that, and in cases where this seems to be fair and useful as a clarification of views and policy positions within our organization.²²

The incident of the president's "Letter" did not grow into a major bone of contention and it appears, therefore, that this manner of dealing with it was adequate. A fairly strong ideological difference between the UCC and the CFA is revealed by the case and it is interesting that this difference has not seriously endangered the normally harmonious relations between the Quebec association and the less "syndicalist"-minded members of the CFA.²³ The directors' willingness to take into account the national office's view with respect to the *Bulletin* is also instructive: it tells us a good deal about the

degree of confidence prevailing between the elected officers and the association's "bureaucrats."

Conclusion

We can now attempt to draw some general conclusions. The most critical of these must be the answer to the question: how can we characterize ethnic relations within the CFA and particularly between the CFA and the UCC? The answer here will be encouraging to those who prefer harmony to dissension: it appears that the accommodation between Canada's two largest ethnic groups within the CFA might be characterized as "good" or even "excellent."

It is true that, as in virtually every other pan-Canadian association, unilingual members occasionally find themselves at some disadvantage and that in view of the composition of the total membership this tends to work to the greater disadvantage of Francophone rather than Anglophone members. There *is* a language problem within the CFA, but the general sensitivity within the organization towards the need for vigilance with respect to ethnic relations has kept this problem well within bounds and promises to lead to its solution. Similarly, the pressure towards greater Quebec or Francophone autonomy, now clearly inevitable in any Canadian association comprising both ethnic groups, has been kept to a minimum.

We have referred to a number of reasons why French-English relations have been better in the CFA than in so many other associations, but it will be useful to summarize the most important of these.

The CFA and the UCC have essentially identical goals: the economic well-being of their respective members. These goals are not only mutually compatible, very often they overlap and are, in fact, identical. They are, furthermore, usually unambiguous, easily definable, and by no means confined to only one region or ethnic group; it is, in short, to everyone's interest to approach some of the members' problems within a pan-Canadian framework. This is particularly so since the federal government has some clearly defined responsibilities relative to agriculture, and agriculture—whatever the mother tongue of any given practitioner—has certain interests common to the country as a whole.

The CFA and the UCC are largely pressure groups and they can function best by maintaining the relations they have developed successfully in the past. One important reason for the effective pattern of the harmonious relations between the constituent parts of the CFA is precisely the fact that it is a pan-Canadian association whose first condition for survival has had to be its ability to permit the reasonably harmonious collaboration of groups displaying both common and different characteristics. The CFA has had to learn how to further the common interests of its members without allowing their differences to disrupt the smooth functioning of the whole organization. The presence of a group (the UCC) with certain particular regional or ethnic characteristics and interests was, therefore, only one special

case in the CFA's constant search for means of maintaining unity in diversity. Since pressure groups can, *ceteris paribus*, function best if they appear to have a broad base and are united, it was in everyone's interest to diminish differences and to maximize common efforts. There were very real incentives for the leaders and members alike to avoid internal strife which might have impaired the usefulness of the instrument they had fashioned to further certain vital economic interests. The CFA, comprising a multitude of organizations pursuing some particular and even incompatible aims, had to learn how to deal with members displaying what may have seemed to the others to be idiosyncratic tendencies: it was, therefore, particularly well adapted for the internal management of disunity and, if need be, conflict, arising from the ethnic heterogeneity of its members.

The fact that a basic cleavage within the CFA results from the considerable difference between agriculture in western and eastern Canada has facilitated the successful accommodation of possible English-French tension within the organization. Francophone and Anglophone farmers from eastern Canada have had the chance, from time to time, to combine in pressing for common interests not shared by westerners. A combination of Quebeckers, Maritimers, and Ontarians was, therefore, allied against another group of Canadians. The unifying consequences of this kind of alliance are obvious and can be most salutary, provided the overall divisive forces can be contained. In the case of the CFA it is obvious that "national" unity within the organization has not suffered as the result of the existence of "eastern" and "western" agricultural interests in Canada and of their having been institutionalized to some extent in the separate meetings of the two groups of regional representatives within the CFA.

Given the fact that the UCC members have had sufficient common interests with the other members of the CFA to make them want to engage in common action with them, the loose structure of the CFA has probably made it easier for ethnic discord to be kept at a minimum. The UCC has been able to pursue such of its interests as have centred on Quebec without being inhibited by its membership in a pan-Canadian organization; its activities in this respect have not impaired the general efficacy of the CFA in matters of concern to it or to its non-Quebec members. The ideological differences which do exist between the Quebec farm organizations and those outside have found ample room in the loosely structured framework provided by the CFA.

The recent tendency of the UCC to approach the federal government through the Quebec government as well as through the CFA obviously increases the distance between the UCC and the CFA. However, while the practice reduces the dependence of the UCC on the CFA, it does not by any means eliminate it as a vital means of expressing some of the UCC's interests. The UCC, like any pressure group worth its salt, tries to use the available means for furthering its ends. Its policy of supplementing the benefits of belonging to the CFA with the opportunity provided by the growing dynamism of the Quebec provincial government does not make the CFA redundant. It should be noted that the

increasing reliance of a provincially-based interest group on its provincial government is not so much a reflection of new ethnic tensions as of the changing nature of Canadian federalism.

Before leaving the farm organizations altogether we must repeat an observation we have made before: among the various factors contributing to the successful collaboration between the UCC and the CFA, the personalities of the leaders are of outstanding importance. The long tenure in office of men of goodwill and talent has been among the chief factors for the success of the CFA and the UCC in working out an effective form of ethnic accommodation. The nature of the organizations themselves has, no doubt, facilitated their task. The fact that ethnic relations do not occur among the mass of members but among a relatively small number of experienced activists and leaders has no doubt made the job of maintaining harmony easier. But in the final analysis it is the leaders' sensitivity to the problem of ethnic relations which has permitted the CFA and the UCC to become something of a model of a successful ethnic partnership.

In this concluding chapter we highlight some of the observations made throughout the previous pages and summarize the findings most relevant to the achievement of satisfactory ethnic relations within Canadian voluntary associations.

Having introduced a clearly normative concept in talking about "satisfactory relations," we must identify the criteria underlying our judgement.

We begin by assuming that in a world peopled by heterogeneous groups it is, on the whole, advantageous to maximize such benefits as they can derive from having contact with one another. It is, of course, possible to disagree with this view, but we are persuaded that the variety of experience and stimulation resulting from cross-cultural contacts is generally greatly more rewarding than the containment of each group in its own ghetto—providing that the benefits of the interaction accrue more or less equally to all the participants. A realistic assessment of the benefits must include two kinds of "measures": a weighting of the *positive* advantages derived from contact and interaction and an estimate of the cost incurred. We have referred to the cost aspect of ethnic interaction above and will deal with it more fully in this chapter.

It is axiomatic that, if members are to continue providing their organization with the kind of support it must have to survive, there must be a favourable cost-benefit relationship. Voluntary associations play an important role generally in democracies; in multi-ethnic societies they have a special influence on relations between the constituent groups. Associations can be the source of costly and destructive friction or the agents for creative and mutually beneficial interaction. If the latter is to occur, the members of the various ethnic groups must feel that the advantages they derive from belonging to an association and the experiences they have in associations with members of other groups justify the inevitable complications caused by ethnic heterogeneity.

We believe that many fruitful contacts between Francophone and Anglophone Canadians can be developed and maintained through voluntary associations, that these contacts are desirable, and that, if they are to be successful, great and widespread awareness is necessary of both the pitfalls and promises of ethnic interaction through voluntary associations. We have explored these pitfalls and promises, in the remainder of this chapter we will summarize what we consider to be the most noteworthy insights we have acquired through our research.

The major *structural* forms which voluntary associations can assume in a multi-ethnic society reflect the society's diversity. In Canada, although there are, of course, many ethnic groups, the major division — between Francophones and Anglophones — is the one reflected in voluntary associations. These associations may take several forms, two of which may be considered the ideal (in the Weberian sense) or "extreme" models: the association catering to both Francophone and Anglophone members and the association involving only one of the country's main language groups. The Royal College of Physicians and Surgeons is an example of the first kind, and the Boy Scouts of Canada and Scouts catholiques are examples of the second model. In the first, English-French relations develop within the framework of one organization; in the second these relations (if any) occur between two or more associations, each catering to its own language group. Throughout this chapter we shall be making generalizations about English-French relations in voluntary associations as if these existed only *within* the multi-ethnic type. This neglect of the other, ethnically "pure" model of association (except in the section of this chapter dealing with structure, where it will receive careful scrutiny), is simply a form of shorthand adopted to save time and space and to avoid the construction of unnecessarily awkward sentences. Many aspects of ethnic relations we shall mention apply to both types of association and we shall assume this to be the case without always restating the fact.

Objectives

We have already noted in Chapter II that relations between ethnic groups in voluntary associations are greatly affected by the objectives or aims respectively pursued by the members of the two groups. Our case studies have fully borne out this observation.

Voluntary associations seldom pursue a single or even a small number of objectives. Even if officially the aim of the association may be simply defined, in practice the activities undertaken by the members frequently embrace *some* recreational, utilitarian, educational and projective aims, although each of these may be uppermost at different times and/or for different members. From our point of view the critical fact concerns the differences in the ways Francophone and Anglophone members (and leaders) rank the various objectives. The two groups often attach importance to different aspects of the aims, and at different times, and this inevitably affects the sense of satisfaction they derive from their association.

Several factors complicate the joint pursuit of common aims. First, each group tends to endow the other with certain general characteristics which are frequently nothing more than stereotypes or myths. For example, Francophones often assume that their Anglophone colleagues are more materialistic than they, less concerned with spiritual or educational values and that this colours what they wish to do in their voluntary associations. By the same token, Anglophones often assume that the Francophones are inefficient, less willing to abide by the normal rules of procedure, and altogether less capable of providing effective leadership in a pan-Canadian association. All of these beliefs can, of course, be documented with reference to *some* circumstances, but there is no evidence that these characteristics can be applied generally. On the contrary, even when these beliefs have been expressed by some of our informants, our studies have proved them unfounded. These myths nevertheless lead members of each language group to endow the other group with characteristics and associational objectives which they do not necessarily possess: false differences consequently prevent the members from furthering genuinely common aims.

The second complication is, in a sense, the obverse of the first. Occasionally, objectives which appear to be similar are, in fact, in fundamental conflict and the association vainly seeks to attain goals which are by their very nature mutually incompatible.

One reason for this misunderstanding is the sensitivity of voluntary associations to the general conditions surrounding them, and in particular, to political conditions. We have found repeatedly that the so-called "Quiet Revolution" in Quebec affected the perspective and interests of Francophone members of associations. Anglophone fellow-members were often unaware of these changes, they had not perceived that French Canada was undergoing rapid change and that this affected the Francophone members of their association. The negative responses of the Canadian Federation of Mayors and Municipalities to the concerns of some Quebec cities and the similarly negative response of the Union des Municipalités de la Province de Québec to federal encroachments into provincial fields provide examples of this point.

Apparently, the more an association was concerned with the public sector, the more likely it was that ethnic relations within it were affected by current strains within Canadian federalism—particularly, of course, by Quebec's vigorous defence of provincial rights. Another phenomenon (also well illustrated by the mayors' organizations), concerns what is sometimes referred to as the "generation gap": older and well-entrenched members of an association sometimes fail to notice how their environment has changed and are consequently unable to understand the interests and demands of their younger colleagues. It was the new generation of Quebec mayors which challenged some of the views of the Canadian Federation of Mayors and Municipalities; these younger men responded to the extension of provincial activity into the municipal field more quickly and more "politically"

than their predecessors and they provided a more sensitive link between their association and events surrounding it. Since changes have in recent years been more evident and more striking in Quebec than elsewhere in Canada, the aims of Francophone association leaders have often been affected without their Anglophone associates noticing the changes. Greater rapidity of change has been associated with a more rapid turnover of personnel; new Francophone leaders have come to the fore while an older generation of Anglophones still exercise power at some levels of voluntary associations.

Sometimes, of course, the difference in aims genuinely reflects cultural divergencies between the two language groups. The Canadian Union of Students broke up not only because the Francophone members objected to CUS's attempt to procure *federal* aid to education, but also because of the clearly greater sympathy among Quebec members for student syndicalism. This cultural difference was not particularly linked to language and religion: in this instance the Francophone student leaders reached a conception of their voluntary association which was to be followed only several years later by their Anglophone counterparts.

Difference of aims pursued is undoubtedly the most critical factor affecting ethnic relations within or among voluntary associations. Of course, profound differences may develop between the two language groups even when the aims are similar or identical; conversely, excellent relations may prevail even when the objectives differ, although this is rare. In any event, the circumstances which largely determine how, and to what extent, objectives affect voluntary associations are almost always linked to their structure. The organizational form, and arrangements within it, must reflect the aims of the association; a change in aims will more than likely require a corresponding structural adjustment.

Structure

The two types of association mentioned above—the ethnically "mixed" and the ethnically "pure"—represent the two "extreme" models among the Canadian associations we have examined. Other types, between these extremes, reflect attempts to enable members in various parts of the country to pursue their particular interests at the appropriate level of centralization or decentralization. We have not encountered all these associational forms in the flesh, so to speak, but found some of them among the constitutional proposals of Canadian associations.

Ethnic diversity—and its implications for language preference—has clearly affected the formal structures adopted by many Canadian associations but it has not been the only one. The federal structure of the country has been as important: provincial boundaries do not coincide with linguistic ones, and this absence of fit has posed problems for associations wishing to make their organizational structure both linguistically and politically homogeneous.

In a sense, no two associations adopt identical structures: there is always some variation, even in the formal way in which the various components—be they individuals or organizational substructures—define the appropriate relationships among themselves and with the organization as a whole. To indicate the variety of structural arrangements adopted by, or proposed for, Canadian associations, we shall list several different types and then comment on those which are particularly relevant to our inquiry. In selecting the organizational forms for inclusion, we have been guided by our interest in how an organization's structure affects ethnic relations:

1. A single pan-Canadian structure composed of individual members;
2. A single pan-Canadian structure composed of local chapters;
3. A federation of 10 provincial associations;
4. A federation of Canadian regions, some of which may be provinces;
5. A federation of regions which may cut across the Canada-USA boundary;
6. A bilingual Canadian association and a unilingual Quebec association in competition with one another;
7. A dual association composed of a Francophone and an Anglophone unit;
8. Two parallel pan-Canadian associations, one for each language group.

The organizational framework of the first two types requires little comment. Unless the membership is reasonably evenly divided between Francophone and Anglophone individuals or chapters, the organization will probably be unilingual and cater more effectively to the majority group. Most of the comments we will be making below about problems of communications, co-ordination, and representation will also apply to these kinds of organizations, in which the structure itself does not attempt to respond to the dualism of the Canadian population.

The third type—an organization (like the Canadian Medical Association) composed of 10 provincial units—is quite common and has given rise to a good deal of strife between the two groups. The Anglophone majority usually believes that the structure is democratic, because decisions are made by a majority vote of all the constituent members; the Francophones feel themselves victimized by a false arithmetic which assigns them only one-tenth of the voting power, even if their membership far exceeds this proportion. This arrangement, they have argued, ignores Canada's essentially dualist nature and threatens to submerge the linguistic and cultural interests not only of Quebec but of all of French Canada.

One way of overcoming some of the obvious dangers of this organizational form is to establish special committees to guard the interests of Canada's main language groups. These committees may give each group equal representation and may recommend practices or decisions

to ensure satisfactory interaction between Francophones and Anglophones. In some instances, in overwhelmingly Anglophone organizations, these special committees become pressure groups within the organization for the adoption of policies and workways fully acceptable to the minority. The danger of this otherwise useful mechanism is that it tends to be heavily dependent on the presence within the organization of interested and effective individuals; when they are absent, the special committee becomes ineffective or disappears altogether. There is thus no *structural* guarantee for the adequate protection of the interests of both language groups.

In the fourth structural type—a federation of Canadian regions—the decision-making machinery may more adequately meet the needs of Francophones and Anglophones, particularly if the number of regions is very small. Where the pan-Canadian organization is based on the conventional five regions, for instance, Quebec will have a relatively stronger voice than in our third model. On the other hand, if there are many regions, the views of the minority may or may not be adequately presented. If the structure encourages the participation of many regional spokesmen a sensitive mechanism for the expression of some quite subtle geographic and other differences may be developed; the organization may even be able to distinguish between the interests of Quebecers and Francophones elsewhere, if there are differences between them.

A federation of regions, some of which comprise parts of the United States (the fifth type), is likely to have a continental outlook and to pay little attention to the sorts of problems we have examined in this study. This type of organization is not included in our case studies, but we have noted that many organizations which have adopted this structure (the Rotary Club, for example) have served as models for similar unilingual French organizations (le Club Richelieu).

The Canadian Amateur Hockey Association and the Confédération des loisirs du Québec (secteur hockey), are examples of the sixth type: two associations, devoted to similar ends in competition with one another. As we noted earlier, the pan-Canadian association is a loose federal structure within which the Quebec Amateur Hockey Association covers most of the terrain in which the Confédération des loisirs (secteur hockey), also operates. The competition therefore is not so much between a Quebec-based pan-Canadian association and a local Quebec one, but between two Quebec organizations; one is entirely Francophone and oriented towards local parishes, the other is more bilingual—or even dominated at the top by Anglophones—and completely secular. In this instance there was virtually no conflict between the two competing organizations, presumably because their aims are primarily recreational and not ideological. In associations whose objectives are directed towards influencing public policy, particularly in controversial spheres—the Canadian Federation of Mayors and Municipalities and the Union des Municipalités de la Province de Québec, for example—the competition is more likely to lend to friction and recrimination.

Although the last two structural types are in some respects radically opposed to one another—in that one accepts and the other rejects a joint association between Francophones and Anglophones, there are many similarities between the two models. Since much of what we say about one will also apply to the other, we shall discuss them together.

Our case studies did not include an association corresponding exactly to the seventh model—a dual association composed of Francophone and Anglophone wings—although the Boy Scouts of Canada and Les Scouts catholiques du Canada come fairly close to this particular form as the result of their 1967 agreement. The Scout organizations could, however, be placed almost as appropriately into the eighth category—two entirely separate bodies—since the relations between them are only of the most tenuous kind.

The chief advantage of a dualist structure is that it reduces or totally eliminates the problems of language use which, as we have seen, have plagued so many Canadian associations. Furthermore, because each group determines its own programming and day-to-day activities and work-rules, the dualist association no doubt enhances and strengthens the cultural traditions of its members. This factor is clearly of considerable importance to Francophone Canadians, who often feel menaced by the Anglophone majority.

However, these advantages are not achieved without cost. Perhaps the most important cost is the lack of contact which results from the dualist structure, particularly the total separation of the eighth type. When two associations function in complete isolation from one another, the members clearly cannot benefit from the interaction which we postulated, at the beginning of this chapter, as being desirable in an ethnically mixed society. But, as we have seen, many associations have found it necessary to separate, either completely or partially, in order to avoid searing friction between the two language groups and to give both the opportunity for maximum fulfilment.

When two wings of an association—or, as in the case of the co-operatives, two quite separate organizations—retain a common framework by maintaining some shared executive body or bodies, joint committees, or joint decision-making in some areas, they in a sense make the best of both worlds. Such structural provision for the co-ordination of some activities and regular contacts between members of both groups often encourages the planning of special joint projects, which presumably further the common interests of members of the association, regardless of their cultural background.

But when the break is complete, as among the Junior Chamber of Commerce, the task of benefitting from Canada's cultural dualism becomes more difficult. Members of two ethnically different but otherwise similar associations do not share certain executive responsibilities. They do not automatically and regularly see one another, and the opportunities for pursuing common ends together must be

created through special and extraordinary enterprises. This is not only time-consuming and sometimes politically difficult but also, in the present climate surrounding French-English relations in Canada, likely to be psychologically difficult. Feelings on both sides are likely to discourage co-operative enterprises at the very time when they may be most needed.

An association which has not been able to organize itself to meet the linguistic and cultural requirements of both of Canada's major ethnic groups may, however, have no choice but to split into two separate organizations. This development need not, of course, be harmful for the membership or for the country: it is not necessary that *all* activities are shared by all ethnic groups in a heterogeneous society. Some marriages are exceedingly successful precisely because the partners develop complementary interests or even just a healthy diversity of experiences and ideas. But the benefits of ethnic interaction will not occur if the separation of Francophones and Anglophones becomes too widespread and if it applies to a very wide variety of activities. It is therefore desirable that if an associational split occurs, the two new organizations attempt from time to time to undertake some joint activities which would benefit the membership of both.

In this survey of some of the major structural forms we have neglected to link any one to the aims of the association adopting it. Generally, we have found that, whatever the organizational form, a high degree of decentralization is likely to meet Canadian needs best. This is so not only because of the ethnic factor but also because of regional differences and the federal nature of the Canadian political system. Organizations concerned largely with recreational or educational objectives may find a highly centralized structure acceptable, particularly when these are pursued internally and are not related to events in the world around them. But when the aims are largely utilitarian or projective—notably when relations with governments are involved, or when the educational goals are ideologically or religiously based—a more decentralized structure seems more appropriate. We have seen, for example, that both Anglophone students and mayors failed to recognize the importance in Canada of the division of powers between the two senior levels of government. This failure would probably have been avoided had the organizations in question adopted a structure more clearly recognizing Canada's ethnic duality or provincial structure.

It is of course likely that the numerical proportion in most Canadian voluntary associations is going to favour the Anglophones. The consequences are obvious for the usual decision-making processes and for the means used to initiate and plan programmes. Structural arrangements can compensate for this endemic bias in our associational life if the members are aware of it and if they recognize its danger to the very existence of their organizations. Whether the required recognition is forthcoming will depend to a great extent on the three other structural aspects of associations we have examined in our case studies: communications, co-ordination, and representation.

Communications

No respectable or even acceptable handbook on organization fails to stress the absolutely critical importance of a successful communications network within any large-scale human enterprise. We need not add to the already formidable literature on this subject, except to underline one or two sound rules of conduct of particular relevance to associations in multi-ethnic societies.

When discussing how the Canadian Federation of Agriculture and the Union catholique des cultivateurs redefined the representation in the CFA of the Quebec Farmers' Association, we indicated our belief that private talks were held between the parties concerned before the issue was raised at a general meeting. This example points to an important rule for associations with mixed membership, particularly when questions of nationalism and of ethnic representation are at stake: if at all possible, private agreement should be reached among the chief protagonists before a potentially explosive issue is permitted to reach public discussion. Although such behind-the-scenes communication may occasionally injure an unsuspecting "victim" of the talks, this form of settling a difficult problem (as every United Nations buff knows) is generally much to be preferred to a loud public explosion during which all participants to a dispute are likely to succumb to errors in judgement as a result of over-excitement and the irresistible desire to cut a favourable public figure.

Of special value in Canadian voluntary associations is another general rule guiding communications in any hierarchically organized structure: the formal ladder of command must always be followed when communicating with the members. This matter assumes exceptional delicacy in a federal system, as we have seen in our discussion of The Junior Chamber of Commerce. A letter sent directly by the president of the CJCC to members of the administrative council of the Fédération des jeunes chambres du Canada français was characterized by the latter's president as "un procédé disgracieux et déloyal." It certainly did not improve relations between two bodies already at loggerheads.

However, our main interest in communications within voluntary associations is not so much concerned with the specific application of general rules as with those aspects peculiar to ethnically mixed associations. And in this area, the question of language, more than any other aspect, affects relations between our two major cultures.

In this context we must underscore a point already made repeatedly: language use in an association is not merely a matter of communicating ideas; language expresses and affects the *content* of these ideas, and language and culture cannot be separated. A decision made in English and then translated into French is not likely to be quite the same as a decision, made by the same people and on the identical issue, but formulated in French. Many Francophone members of voluntary associations whom we interviewed expressed dissatisfaction with the decision-making process in their organization. They felt that what we

might call their cultural tradition was not really able to permeate the substance of the decisions and activities of their associations. This fairly widespread dissatisfaction was in part related to what were deemed inadequacies in the formal structure and in the system of representation, but it also often reflected a concern over the linguistic-cultural inadequacies of the decision-making process. The reaction of many leaders of the Association des Médecins de langue française to the Canadian Medical Association offers a good example of this point.

We have seen that some associations were not sufficiently aware of the requirements of an adequate ethnic collaboration to forestall or meet this sense of dissatisfaction among their Francophone colleagues, and the failure of these organizations in this field is therefore not surprising. But even organizations which tried hard to find a solution were not always successful. Anglophone leaders sometimes sadly reported to us that most of their efforts to involve Francophone colleagues in the association's activities failed: they simply did not bother to attend meetings or to pull their weight. On the basis of the rather slender evidence we have gathered on this point, we are inclined to find this "alibi" persuasive and we have no difficulty in explaining it. Many executive meetings and congresses are held in cities outside Quebec where French is not spoken and where Quebecers sometimes feel themselves to be in a hostile or unsympathetic environment. Increasingly meetings are held in Ottawa, a city which is in many ways particularly obnoxious to Francophone Canadians. And there are more serious reasons: in a period of vigorous French-Canadian nationalism, many Quebecers and other Francophone Canadians have found Quebec events more exciting and pan-Canadian concerns less attractive and less compelling.

But even where the will is great, the obstacles are frequently formidable. Simultaneous translation is seldom used in the real decision-making meetings, which are invariably attended by a small number of individuals. The working language is almost always exclusively English in pan-Canadian associations, and Francophone members are often at a distinct disadvantage, even if they understand and speak English well. Very few people are so adept in a second tongue that they can argue as persuasively in it as in their first language; this is so particularly on subjects where subtle nuances are important, as in matters expressing the different concerns and emphases of two ethnic groups.

Many Anglophones of goodwill greatly admire and envy the linguistic dexterity of their Francophone colleagues, little realizing that the latter, although they express themselves with ease in English, would nevertheless speak better (and somewhat differently) in French. Even some Francophones who have "mastered" English tend to dismiss the need for simultaneous translation, forgetting that some of their Francophone compatriots are linguistically less adept than they. We have the impression—although it is quite impossible to confirm it on the basis of our data—that many Francophones who are quite

acclimatized to English-speaking Canada and its ways have spent so much of their time outside their own cultural milieu that they have to some extent lost touch with some important strands and trends of contemporary French-Canadian society.

Having ventured this far into the chancy terrain of speculation we might as well consider an equally uncertain subject: the so-called "French lieutenant." This personage, our readers will recall, is supposed to have played an important role in Canadian cabinets, enabling Anglophone prime ministers to keep in touch with French-Canadian opinion and assuring that nothing was done which could seriously offend Quebec. It is our view that the role of these men, of whom Cartier and Lapointe are the best known, is largely misunderstood. While they interpreted Francophone opinion for their Anglophone colleagues, they did so only very selectively; to argue that they were instrumental in making the cabinet evolve policies which expressed the genius of both French and English Canada is to misjudge both the times and the men concerned. In any event, the situation in voluntary associations is different from that of the cabinet and we must consider the "French spokesman" in his associational context.

In virtually all the pan-Canadian associations we have studied, the proportion of Francophones on decision-making committees was small, and we have seen that in several instances key roles were played by a few highly active Francophone leaders. In some cases, as in the Royal College of Physicians and Surgeons, for example, one or two Quebecers were consulted on a variety of questions touching on the association's activities in Quebec. There is no doubt that these special spokesmen have performed extremely useful functions and that they have done a great deal to enable some pan-Canadian bodies to act in a manner which was reasonably acceptable to, and representative of, the wishes of the members belonging to both language groups. During the first third or even half of this century, these men played the same role in Canadian associations that the *notables* and *chefs* in Quebec performed in political parties. Often they were actually the same men. With the advent of the so-called "Quiet Revolution" and its accompanying social changes, the interests of Quebec, could no longer adequately be represented or even devined by these men. Change was too rapid and Quebec too complex. Associations which relied too heavily on the advice of the old "spokesman" (as in the Royal College of Physicians and Surgeons or the Canadian Federation of Mayors and Municipalities), or on only a small number of their would-be successors, tended to lose touch with what was happening in French Canada and with important segments of their Francophone members. The associational equivalent of the "French lieutenant" must therefore be rejected as an acceptable mechanism through which effective communications can develop between Francophone and Anglophone members of our voluntary associations.

From what has been said so far on the question of appropriate language use in pan-Canadian associations, it is obvious that mere "linguistic goodwill" is not enough to insure the satisfactory interaction

of Francophone and Anglophone members. Sometimes, in fact, insistence on the translation of various documents or of speeches at meetings serves simply as a salve to soothe the conscience of Anglophones who are aware of the need to do something about bilingualism but who are not prepared to take the fundamental steps needed to make their association equally useful to both cultural groups.

While the provision of simultaneous translation, the employment of some Francophone staff (where applicable), and the *correct* translation of all documents and publications are essential if both language groups are to be served equally well, these measures do not go far enough. A series of mechanisms is needed so that important decisions can be made in such a way that cultural differences and values are taken into consideration. One of the most effective devices for achieving this goal is the establishment of special joint committees to keep an eye on the relevant aspects of the association's work. These committees should be in a position to influence all decisions and actions which are ethnically "sensitive," and should be equally representative of the two language groups. If such a committee is given sufficient powers, it can assure that all decisions and activities of the association are planned with Canada's duality in mind, and can sometimes act as a kind of ethnic ombudsman and pressure group within the association, pushing for policies designed to exploit cultural diversity to the advantages of both language groups.

Co-ordination

Joint committees are also useful for co-ordinating the plans and activities of Francophone and Anglophone units within associations or even between two independent associations. In some cases, as we have seen, these committees are established on a permanent basis to maintain liaison between the two cultural groups or between various other components of the organization, and they may be particularly charged with assuring the adequate use of the French language. In other instances they are set up on an *ad hoc* basis to take care of a specific problem or to plan and administer some special programme.

Committees normally perform best if they are given a specific job to do; "functional" committees, established to take care of a particular problem or sphere of activity, can make a valuable contribution to good ethnic relations even if this is not one of their assigned tasks. A committee successfully co-ordinating a programme equally useful to Francophone and Anglophone parts of an organization may unwittingly contribute more to satisfactory relations between the two ethnic groups than one whose terms of reference charge it generally to improve French-English relations. To function well, however, such a specific or "functional" co-ordinating committee will almost certainly have to have roughly equally able representation from both ethnic groups.

Officials generally prefer *ad hoc* to standing committees, possibly because these are less likely to interfere with the freedom of the staff. Standing committees may, by taking a continuing interest in

some activities of an organization, absorb a good deal of the bureaucracy's time, but they may make the organization more sensitive to its constituents' needs. Where the staff is not attuned to the requirements of biculturalism this may prove very important, although disconcerting to the permanent officials. *Ad hoc* committees on the other hand, often perform an effective job of co-ordination because they tend to look at the question of dove-tailing or co-ordinating the work of a voluntary association (with respect to its cultural duality or any other matter) in a fresh light; they may, therefore, upset some of the well-worn practices of the organization's bureaucracy.

Having said this, however, we must quickly add that we have found some of the most effective co-ordinators and champions of satisfactory inter-ethnic relations among the organizations' permanent staffs. We shall return to this point later. Here it is useful to note that often the technocrats, or specialists charged with getting on with some particular job, are most successful in overcoming ancient prejudices and securing the collaboration of everyone to further a given programme. One reason may be that they are only brought together when a particular activity is being contemplated for which there is considerable support and for the success of which many members are willing to give up their time and attachment to traditional ways.

Committees established to co-ordinate the work of Francophone and Anglophone units within voluntary associations, or to help solve the language question, do not always achieve their aims. In some instances we found that it would have been better if they had not been created in the first place. In more than one association we studied these committees were created, met once or twice, and were then allowed to fall into disuse. This course of events is likely to be interpreted by sensitive Francophones as an indication that Anglophone members are not really concerned; in their view the committee was created as a sop to national unity but it was at worst an empty and insincere gesture or at best a well-intentioned move on the part of some person(s) of goodwill whose sentiments are not widely shared by the Anglophone members of the association.

A more lasting and sure-fire mechanism for co-ordination, if it can be achieved, is the policy adopted by some associations containing Francophone and Anglophone units, of exchanging representatives on one another's executive committees. These representatives do not usually have a vote but they provide an effective means of informing their own associations of what is happening in the sister or affiliated unit, and vice versa.

An interesting incentive to the co-ordination of views among some Francophone and Anglophone members of associations came to light in our study of the Canadian Federation of Agriculture. Here, it will be recalled, the eastern farmers met separately before sessions with their western colleagues for the discussion of mutual problems which presumably differed from those encountered by the Canadian farm

industry as a whole. This practice suggests that there may be regional incentives facilitating agreement and co-ordination among Francophones and Anglophones in the central provinces. This sounds as if the suspicions of many Canadians outside Quebec and Ontario about the habitual ganging-up of the central provinces against the rest were fully justified, but there need be no sinister significance in the meetings of people sharing certain common and unique problems. It may be that if Canadians sometimes thought in geographic as well as in ethnic terms, some ethnic discords would be dissipated under the impact of regional co-operation.

Representation

We have already said a good deal about representation in our discussion of the eight major structural types. Essentially there are two aspects of representation which have concerned Canadian associations: the domestic and the international. We shall look at the latter first.

A number of associations—the Scouts at one time or the Junior Chambers of Commerce— have experienced conflict over how they should be represented on their international bodies. There is now no question that Canadian delegations or representatives on any international association must include members of both major ethnic groups; the problem is to decide how they should be appointed. If there is one Canadian association taking in both groups, or if amicable relations prevail between two sections of one association (or even two independent associations), then the Canadian delegation is likely to be chosen without much difficulty. Complications arise when there are two conflicting associations or sections of one association. In these instances there is usually one Quebec-based organization, claiming the right to represent Francophone Canadians, and an older pan-Canadian association which has traditionally spoken for all Canadian members. While the latter type of body has been prepared to nominate Francophone delegates, it has usually refused to abdicate its right to name, officially at least, all those who are to represent Canada.

Even our limited study has shown that there is more than one way to resolve this kind of conflict: it can be done by compromise or by a clear agreement on the real nature of the organization(s), which then dictates how the Canadian representatives should be picked. The question is important not so much for its own sake but as an indicator of fundamental differences between two parts of an association about its own character. In a sense, this problem raises in microcosm the prevailing arguments about whether Canada is two nations or one, or whether a provincial government can better represent its "citizens" in international gatherings dealing with at least some matters under its jurisdiction. The question of international representation can easily be resolved when there is agreement about the place of the Francophone and Anglophone components of the association, or when relations between the two language groups are sufficiently harmonious

to permit the adoption of a compromise, pending the settlement of the larger issue. It is virtually impossible to agree if there is serious conflict about how the Francophone and Anglophone members or units fit into the total associational structure.

We have already noted most of the major problems associated with the domestic representation of Francophones and Anglophones in pan-Canadian associations. In addition to much of the minutiae covered earlier and the matters discussed in this chapter's section on "structure," only two aspects need to be raised here. The first concerns the question of who is to appoint members of pan-Canadian executives representing Francophone individuals or units of the association. We have seen that, in one of the associations we have looked at (students), great importance was attached to the question of whether the heads of the various provincial wings were to be called provincial vice-presidents (i.e. vice-presidents of the national body linking it to the provincial units) or provincial presidents (sitting on the pan-Canadian executive by virtue of their selection by their provincial bodies). One need not be a sophisticated student of federalism to see that there is a fundamental difference between these two positions. More and more Canadian associations are becoming aware that they will have to resolve this kind of problem, and the way they do it will reveal or determine where the locus of power really lies: at the centre or among the component parts.

The other domestic feature of representation which we have so far neglected concerns the position of Francophones in units outside Quebec. One associational structure used in this country provides for two pan-Canadian bodies which may or may not be linked at the top into one Canadian association (our seventh and eighth structural types): one of these caters to Francophone units wherever they may be and the other serves Anglophones. When this organizational form is adopted, there is usually ample representation for Francophones outside Quebec. But many associations find this structure quite unsuitable and, in these, the representation of non-Quebec Francophones is more difficult. In some instances, as we have seen, they may organize local Francophone units and rely either on the pan-Canadian organization or its sister organization in Quebec for such French-language material as they may require.

The problem is a difficult one, since the perspectives and needs of Quebec organizations are by no means always relevant to those of the other Francophone units which may not, however, be large enough to produce their own materials. In such cases, fruitful collaboration between Francophone and Anglophone units is possible and desirable. However, it must be admitted that, in some instances, Quebec organizations resent even their own pan-Canadian bodies producing French-language materials. Quebec nationalists have on occasion made it difficult for pan-Canadian headquarters to provide aids for non-Quebec Francophone members, since they have opposed French-language publication by the pan-Canadian association. The representation and attention to the needs of non-Quebec Francophone members is

one of the most difficult problems for associations interested in promoting a satisfactory interaction between the two cultural groups; it can be solved only by the collaboration of Francophone and Anglophone units within the pan-Canadian associations or of two separate unilingual Canadian organizations.

Activities

Although not enough is yet known about the exact nature of cultural differences between Francophone and Anglophone Canadians, it is nevertheless quite clear that they do exist and that they affect relations between the two groups. In voluntary associations, for example, we have noted that meetings can be conducted in different ways. Most pan-Canadian associations conduct their business under rules inspired by British antecedents; these rules are somewhat different from the approach which has developed in many purely Francophone organizations in Quebec. The details are probably not very important, but the whole atmosphere tends to be different. The result is that Francophone and Anglophone members do not find the climate prevailing at meetings equally congenial: one group is likely to be less at ease and therefore less likely to contribute to discussion and decision-making. There is not much anyone can do about this, of course, except to be aware of the difference and to attempt to distribute the "burden of discomfort" as evenly as possible.

Another important aspect of associational activities is the ordinary cash cost of participating in the activities pursued by an organization. Certain of these may simply be too expensive for some members or some units within a larger association. Since, as is well known, Francophone Canadians are on the whole less affluent than Anglophones, this differential cost may lead to a lower level of participation among them for purely economic reasons. Some intriguing problems ensue: should a pan-Canadian association avoid embarking on activities which only the better-endowed can share? If this egalitarianism is adopted (and differences between Francophone and Anglophone members are thus minimized), will some members conclude that the association is not doing enough or is avoiding what it should do, and will they consequently lose interest in it? These are problems to which no simple answers exist. Monetary costs affect the more general cultural costs, to which we shall turn later. We must note here, however, that the attempt to spare one group of members some hardship may well impose considerable inconvenience on the other.

In discussing the hockey associations we noted that Francophone boys affiliated with the Quebec Amateur Hockey Association were sometimes compelled to leave their homes and to play for teams operating in a completely Anglophone environment. This kind of link with a non-Quebec body therefore imposes on some association members costs which, while not monetary, are nevertheless very great. The problem is similar to that faced by Francophones seeking careers in pan-Canadian or international businesses, but there is some doubt whether the exigencies of the commercial and industrial spheres also apply to

many voluntary associations. It is of course true that the dilemma faced by some Quebec boys interested in hockey are not experienced by Quebecers in a great variety of other associations. The fact nevertheless remains that, for most Francophone Canadians, any travel outside their province plunges them into a somewhat alien environment, whereas Anglophones invariably find themselves in a more familiar world, even if their annual meeting should take them to such places as Montreal or Quebec City. English is spoken in these cities and the adjustment required is less severe than that demanded of a Francophone attending a meeting outside Quebec.

Some differences in the kinds of costs we have just described cannot be avoided. The important point for associations to remember is that these disparities do exist and that one should be aware of them in making decisions affecting the whole membership. One way of forestalling avoidable difficulties is to consult extensively before any activities are decided upon and to make sure that their effect on various categories and types of member is understood realistically before a given programme is adopted.

The other useful device open to pan-Canadian associations is the decentralization of decision-making in so far as this can be done. Canadians, no doubt under the impact of the Depression, the Second World War, and the proximity of the United States, have long tended to forget that in a heterogeneous community decisions cannot always be made at the centre with uniform applicability throughout society. Our federal political system exemplifies this centripetal tendency and it is now compelled to adjust to the centrifugal reality of its environment. Several associational leaders with whom we discussed their problems indicated a preference for a more decentralized system of decision-making in their organization, and their views are worth noting. On the other hand—and here is another parallel between voluntary associations and the whole Canadian political system—too much decentralization may lead to inefficiency, lack of common standards, and the absence of strong leadership.

A question of great interest—but one about which one can generalize even less safely than about the other topics discussed so far—concerns the extent to which a voluntary association should engage in certain activities. There is no doubt that an association which does a great many things, particularly if both ethnic groups participate in them to a comparable degree, maximizes the opportunity for its members to benefit from belonging, and from interacting with Canadians of the other ethnic group. However, there are also some distinct dangers: the more an association does, the more likely it is that its members will disagree about which part of the organization should be involved and, if there are to be contacts with governments also, which level of government should be concerned. We have seen, that the students' and mayors' associations created internal strife, particularly between Quebec and other members, about the desirability of engaging in some of the activities proposed by an aggressive and vigorous executive.

To some extent, the irritation is not primarily a result of actual activities—although in the case of the students and mayors, the Francophone members objected to *lobbying* the federal government for bursaries and municipal loans—but in the wake of resolutions being passed by the executive or the annual meetings. We have seen that the pan-Canadian student association got itself into difficulties for allegedly supporting conscription during the Second World War. And, although one must applaud the Canadian Federation of Agriculture for the forthright stand it has taken on a large number of important issues, one wonders whether it is at present wise to adopt as wide-ranging a set of recommendations as we have seen the CFA espouse in the period preceding our study.

Resolutions adopted by the annual meetings are often inspired by the executive and tend to reflect the views of a small minority of association leaders. However, once they are put before a general meeting or later, they may cause serious dissension among the members and it may be that, in Canada at the present time, voluntary associations can forestall some unnecessary conflict between their Francophone and Anglophone members if they narrow down their scope and carefully assess their effect on English-French relations.

In suggesting that Canadian associations should practice restraint *at present* we introduced a point of the greatest importance which we shall expand a little later: general conditions (the French word *conjoncture* expresses the idea better) are almost as important to the development of ethnic relations within voluntary associations as what the members do and say to one another. A policy guaranteed to lead to excellent relations between Francophone and Anglophone members at one moment may have disastrously disruptive consequences if tried only one year or one month later.

Leaders of voluntary associations mindful of the need to promote satisfactory ethnic relations in their organizations must, therefore, be flexible and imaginative in responding to the changing *conjoncture*. They may find, for example, that certain activities in which the association had shown great interest in the past are no longer acceptable to both ethnic groups. One response to this development would be simply to reduce the organization's activities. Under some circumstances this would be a wise reaction. Under others, a more creative approach would be to devise new things for the association to do—if possible, activities which would enable the members to benefit *inter alia*, from the association's ethnic duality: a decline in one activity or in one group of activities may be compensated for by the development of new ventures.

It is perhaps particularly important—always assuming that our postulate about the desirability of ethnic interaction is valid—that voluntary associations which have experienced ethnic crises should find new interests and activities which would engage, and be beneficial to, both Francophone and Anglophone members. This search for new joint enterprises is most desirable (and uncommonly difficult) in

cases where a pan-Canadian association has split into two quite separate and independent units. This course may be the most sensible from the point of view of the members of the association; it may serve the best interests of both Francophone and Anglophone members, but it need not preclude their continued or renewed collaboration through the joint projects of the two newly created separate organizations. The greatest obstacle to this kind of collaboration lies in the emotions of members of both groups, who will probably have undergone some tense moments in the period preceding and during the separation. Francophones are almost certain to harbour ancient grievances and to be filled with the kind of hatred so often engendered (and always denied) by nationalism. Anglophones are likely to be the victims of a "backlash"—a sense of being aggrieved by what they consider the treachery of their erstwhile friends. The "backlash" is self-defeating: its victims assume that the break-up of a voluntary association is a politically separatist act (which it of course may, but by no means need, be) and that it is designed to destroy Canada. But this destruction is much less probable if the country's citizens share many experiences and engage in activities which are mutually profitable and enjoyable. The joint pursuit by two separate associations of certain common interests and goals is much more likely to create conditions enhancing Canada's chances of survival than is the sulking in splendid isolation of two sets of bruised egos.

Finale

We now wish to step back a few paces and look at our findings from a somewhat more distant perspective. This should enable us to focus on some of the most striking features of the problem.

The relations between Francophones and Anglophones in voluntary associations, and the benefits derived by each group from participating in their activities, depend on the internal arrangements within the associations and the environment in which they function. Although our study is largely concerned with the former factor, we have had occasion to point to the critical importance of the latter. We must now return to this point and enlarge upon it.

In several associations which have experienced serious internal crises, the crises developed not so much because the associations in question altered their structure or activities, as because the attitudes and expectations of the Francophone members underwent a radical transformation. While not all attempts to re-define the relations between Francophones and Anglophones were prompted by this, there was a distinct tendency for ethnic tensions to appear as the result of changes *outside* the organizations. And the one critical development which has triggered the ethnic crises in most associations is the nationalist awakening in French Canada.

The degree of tension within voluntary associations can almost be gauged by the degree to which this nationalism is politicized. The closer the nationalism is to the question of the appropriate political expression of Francophone interests within (or outside) Canada,

the more severe the internal upheaval, and the less easy it is for the officers of the association to deal with it. In some cases the discontent with the *status quo* reflects an outright separatist sentiment on the part of some Francophone members, and in these circumstances there usually is little common ground between them and the Anglophones. On the other hand, most manifestations of Quebec or French-Canadian nationalism have not taken this extreme form, and the adjustments are usually sought within a Canadian framework. This may be the case even in instances when the proposed solution to the association's problems is outright separation.

Earlier in this chapter we pointed to the fact that the representation of culturally mixed associations or international bodies raises a fundamental question about the very nature of the association. If the latter is a partnership of two equal and sovereign national groups, then it is not illogical to argue that each group must nominate its own spokesmen. If, on the other hand, it represents one sovereign state (or association within that state) then the executive acting on behalf of the whole collectivity cannot have its will challenged by constituent groups exercising a veto power over its decisions. The analogy with the question of who is to represent Canada at international meetings is obvious. Like that question, the one emanating from the desire of voluntary associations to participate fully and with appropriate representation in their international bodies touches the very core of Canada's present dilemma: what sort of country is it?

We cannot enter into this discussion but must note that the response Canadians give in answering the question affects the way in which they evaluate what happens in voluntary associations. Arguments about the aims, structure, representation, and all the other features we have examined will, in the final analysis, reflect one's position towards one's own cultural group, its place in Canada, and the way the two groups can (or cannot) interact fruitfully within one political framework. The political preferences of association leaders and members with respect to Canada's nature and future are therefore the most important external forces imposing limits within which associations can settle their internal problems.

Some of the crises involving the two language groups in voluntary associations have actually resulted from the fact that the political world has reached into the associations. The role of the Quebec minister of State for Municipal Affairs in influencing the attitude of the Union des municipalités de la province de Québec towards the pan-Canadian federation was described in an earlier chapter. More subtly, the continuing increase in governmental activities presents associations with challenges which often impose ethnic strains. If both the provincial and federal governments enter fields with which the associations are concerned and the proper jurisdiction of which is under dispute, the associations may face an awkward decision, since their members are no doubt divided about the appropriate level of government with which they should deal. We have seen this

problem among the mayors and, less dramatically, in the relations between the Canadian Federation of Agriculture and the Union catholique des Cultivateurs.

In some instances governmental policies may even influence the structure of voluntary associations. We have seen that the Confédération des loisirs du Québec (secteur hockey), would have qualified for federal grants had it operated on a pan-Canadian scale; this was an incentive for the organization to extend its activities beyond Quebec, to compete more vigorously with the CAHA, and to cater to Francophones across the country. That the Confédération chose not to avail itself of this opportunity does not weaken this case as an example of how governmental policies may significantly affect voluntary associations, even their basic structure.

We have said enough to provide a convincing sketch of how the political *conjoncture* and governmental policies and actions provide external conditions within which voluntary associations work out their internal problems. But these external limits are not fixed: they are in turn influenced to some extent by what happens within associations.

One of the most important factors determining the attitudes of Francophone and Anglophone members towards their association, and towards ethnic relations within it, is the cost-benefit calculation to which we have already referred. This calculation is probably made consciously only exceedingly rarely: we do not suggest that every association member sits down to draw up a balance sheet in which he tries to assess how much he gets out of the association and how much he puts into it. However, associations survive only if their members give them support, which can take a great many forms; the amount of this input varies considerably from member to member. We have also found that the advantages of belonging to multi-ethnic associations, viewed as the benefits minus the costs, are usually unevenly distributed among the two language groups: they are appreciably fewer for Francophones than for Anglophones, although the Anglophones also incur special costs which are not shared by the Francophones.

We have already noted that, if he wishes fully to participate in a pan-Canadian association, the Francophone member must often make the effort of placing himself into an ambience which is linguistically and culturally somewhat alien to him. As we have seen in many of our case studies, he is likely to receive part of the association's literature in English; if it is translated, it may very easily be done incorrectly, which is almost certain to irritate him. If he is elected to an office in the association, he may serve on the executive as chief translator of documents and other items and will thus have less time to spend on the decision-making tasks within the organization. Many of the association's activities will have been planned with an inadequate representation from French Canada and the Francophone member may therefore find that a good many of the things which his association does (and which he financially supports) are

not of great interest or use to him. In many associations, one of the most enjoyable and practical benefits results from talking to, and exchanging information and experiences with, other members during the annual convention. Unless he is fluently bilingual, the Francophone member is not likely to benefit from this kind of exchange as much as his Anglophone colleague, since a large number of the fellow members do not speak French.

We have presented something of a caricature, of course, but the reader will recognize that each point is taken from one of our case studies. It is safe to assume that virtually every Francophone member of a pan-Canadian association has from time to time experienced at least some of the inconveniences we have just catalogued. It is also safe to assume that many of those who have had to endure some of these minor indignities have occasionally wondered whether they would not have been better off in a unilingual French association.

There are many reasons why many Francophones still prefer to remain in a pan-Canadian association. It is not an easy matter to create a new organization, particularly when a well-established one, pursuing the same objectives, is already in the field. The linguistic and cultural costs have for so many years been taken for granted that many Francophones hardly notice them or, more precisely, have not been noticing them very much until recently. In many associations steps are being taken to remove these costs and this also makes it easier to put up with them. But the most compelling reason why there has not been a precipitous flight to unilingual Francophone organizations is that, in the minds of a large number of Francophones, the benefits of belonging to a pan-Canadian association outweigh the costs. These benefits are derived in part from the programme and general services provided by the association and in part by the opportunities for the exchange of knowledge and experiences which only a large, nation-wide and possibly internationally linked organization can provide. In part, no doubt—and this is something that may be hard for some to admit under present conditions—the attraction of the pan-Canadian association also lies in the fact that such an arrangement enables Francophones to meet and work with Anglophone colleagues and to continue functioning in a pan-Canadian framework.

Linguistic costs are not only borne by Francophones. The monetary costs of publishing all of an association's materials in both languages tend to be borne by all the members equally but the beneficiaries of this service are a relatively small number of Francophone members. Some Anglophones resent this, since they are convinced that all Francophones know English and that their insistence on translation is just an unnecessary and ornery gesture. That those who hold this view are clearly wrong and unable or unwilling to understand the exigencies of a bilingual society does not change their valuation of what they are putting into their association.

A much more serious cost for some Anglophones is connected with the fact that, because of cultural and political differences, Francophone

members may oppose the association's pursuit of certain goals, or requests for governmental assistance, in areas strongly supported by Anglophone colleagues. The students' attempt to obtain federal bursaries is a good example. In cases of this sort, Anglophones may feel that the presence of Francophones prevents the association from functioning properly and that it therefore reduces its effectiveness. The bilingual and bicultural nature of the association thus costs the Anglophone member some satisfaction with the outputs of his organizations.

While the Anglophone is not likely to find the cost of belonging to a multi-ethnic association as high, as apparent, and as directly noxious as his Francophone colleague, he is nevertheless also paying a price for belonging to a mixed association. He has to bear a large share of the extra monetary expense of a partly bilingual staff and of translation costs, he must accept the delays in decision-making which inevitably accompany enterprises jointly undertaken by heterogeneous groups, and he may have to accept a narrower and more limited scope of activities for his association to accommodate the wishes of his Francophone colleagues. These and other costs explain in part why Anglophones have sometimes been slow in taking the steps needed to make their association more or less equally useful to both of Canada's linguistic groups.

These costs have not, however, prompted Anglophones to seek unilingual associations or to encourage the departure of Francophone members. We have not come across a single instance of Anglophones wishing to reorganize their association to get rid of the Francophone members. Why is this?

Of the many possible explanations the following are the most persuasive: in many fields it would make absolutely no sense to have two organizations; the cost of operating a mixed association has not always been great because few measures were taken to accommodate Francophones; now that the costs are likely to be greater, they may seem worth it for the sake not only of preserving the association but, in the minds of many Anglophones, a united Canada; the contacts with Francophone colleagues is welcomed and valued by many Anglophone members. It is probably fair to say that under the present *conjoncture* there is a greater interest among Anglophones to establish extensive and lively contacts with Francophones than vice versa.

A most effective impetus for the mutually beneficial exploitation of Canada's ethnic duality within voluntary associations has come from the permanent staffs. This has not been the case in all instances, of course, but we have noted how often the drive for a sounder bilingual policy came from employees and particularly some of the senior bureaucrats. The election of a president sensitive to the needs of an ethnically mixed association has also served as a spur for the introduction of new policies designed to make the association more useful to Francophones.

The emergence of an "ethnically alert" leader is largely a matter of chance although the *conjuncture* may favour a bilingual candidate who could be expected to be aware of the problems faced by a mixed association. But it is neither accidental nor surprising that members of the permanent staff should have a positive influence on ethnic accommodation inside an association. In the first place these officials are compelled to work closely with their homologues or with other officials serving the Francophone members. They therefore are more familiar with French Canada and, having usually developed good working relations with their Francophone colleagues, are anxious to introduce reforms which would prove useful to the Francophone members. More important, perhaps, the permanent officials invariably become personally strongly identified with their association and they have a clear vested interest in its survival. They know its physiognomy and moods and are likely to become aware earlier than others of tensions within it. Once these arise, they are anxious to cope with them and to take the steps required to remedy the situation.

It is also possible that the position of being a senior officer of a pan-Canadian organization attracts or produces men and women who think in pan-Canadian terms and who are more aware of the country's ethnic heterogeneity and of its exigencies than people with other vocations.

This awareness occasionally poses problems. In a number of voluntary associations the senior permanent officials have been in office for a very long period of time. In some instances they virtually created the organization and they exercise enormous influence within it. This is not infrequently accompanied by a certain natural conservatism which tends to make some officials believe that the way of doing the association's business is well tried and could not fruitfully be altered. For reasons which we have already noted, a particular formula adopted by an association to deal with its ethnic duality may be quite appropriate at one time but may quickly become inadequate. It is not always easy for busy senior officials to keep up with changing conditions; their successes in the past in establishing excellent French-English relations, their close friendships with colleagues of the other group, and their commitment to established practices may prevent them from reacting quickly to the requirements produced by the new Quebec nationalism and by the social revolution in French Canada. Men of great good will and with impressive records of dealing effectively with ethnic divergencies may ultimately become obstacles to necessary reforms in their organization.

On the whole, however, we have been impressed by the degree to which some permanent officials have contributed to the development of appropriate relationships between Francophone and Anglophone individuals or units in Canadian voluntary associations. We have also been impressed by the way in which the absence of officials with experience, good memories and an abiding concern for their association has increased problems in organizations experiencing crises in their ethnic or cultural relations. Although it is perhaps dangerous to

exaggerate this factor, it is interesting that the students' associations and the junior chambers—the two groups which had the stormiest French-English relations among the organizations we examined—each employed a constantly changing and uninfluential group of permanent officials.

Particular personalities are clearly very important in the way associations work out ethnic relations. And it is not only, of course, at the level of the permanent staff but also at that of the elected leaders that far-reaching decisions are made. One interesting difference between the Francophone and Anglophone leaders is that on the whole, the latter group is more open than the rank-and-file members to the idea that pan-Canadian associations must make themselves equally useful and pleasant to both ethnic groups. If we were to use the currently popular dove-hawk image we would say that the proportion of doves is greater among the leaders than the followers, when Anglophone attitudes towards ethnic relations in voluntary associations are considered. But the reverse is true on the Francophone side, where the leaders are more aggressive and unyielding, more insistent on bringing about drastic change quickly, than the followers. The Quebec leaders seem to be more nationalist than their followers whereas the Anglophone leaders seem to be less so.

It is very important that each group of leaders realizes where the other stands in relation to its supporters. Anglophone associational executives, when confronting what may strike them as utterly unrealistic suggestions from their Francophone colleagues, may sometimes with profit recall that they are negotiating with what may well be the most alert, radical, and extreme element among the Francophone members of their association; by the same token, Francophone leaders need to remember that the slowness with which their Anglophone colleagues respond to their requests does not necessarily reflect a lack of understanding or of interest; it may demonstrate the awareness of the Anglophone spokesmen that they must carry their followers with them; too precipitous a change may produce a backlash.

It is apparent that associational leaders engaged in running or changing mixed Canadian associations must, if they are to succeed, be uncommonly astute in sizing up the situations and personalities surrounding them. A Francophone leader may have to judge whether his Anglophone colleague is stalling or whether he really cannot move faster lest he lose his following; the Anglophone executive, finding himself in disagreement with a Francophone counterpart, must decide whether the latter is simply overstating his case for the sake of a skillful manoeuvre or because of an ideological commitment to an independent Quebec, or whether he is genuinely expressing the wishes of those for whom he speaks.

Obviously, the same degree of judgement is required of anyone participating in group activities and caught in group conflict. But the skillful association leader in an ethnically heterogeneous society must add to the normal bag of tricks required of a group leader a particular sensitivity and realism with respect to the ethnic factors.

Our case studies indicate something of the forces—internal and external—which operate on the voluntary associations in Canada. The members and leaders, if they wish to develop adequate relations between the Francophone and Anglophone elements within their association must show a high order of realism in assessing their objectives and programme(s), their structure, their internal communications, co-ordination, and representation—in short, every facet of the organization's life. In attempting to display the maximum level of sensitivity and realism they will find it useful to keep in mind the cost-benefit calculation we have already discussed. Any observer of an association who can make a shrewd guess of the benefits and costs accruing to the two ethnic groups in it will be in an excellent position to assess the extent of the organization's success in solving the problem of its bi-ethnicity.

While conditions are not quite alike for any two associations, and while generalizations about what an association should or should not do in a given situation are almost worthless, it is possible to offer a useful guide: the total programme of any mixed association will in the long run meet the requirements of both ethnic groups best if the cost-benefit balance each group derives from membership is roughly the same. Those association leaders who can identify and assess these costs most accurately will serve their organization best. These comments do not present any startling new insight into the problems of mixed associations. We may appear to have attempted scaling Mont Blanc but to have succeeded only in climbing Mont Bruno. What we have done, however, is to point to the usefulness of the cost-benefit analysis in the circumstances of concern to us, to suggest on what aspects of an association it should be applied and, to identify those areas where costs and benefits are sometimes hidden, often even from the participants themselves.

Chambers of Commerce

The CCC has continued to be sensitive to many of the requirements posed by Canada's ethnic duality. A number of general structural changes have occurred, most of them not related to ethnic relations. The by-laws now provide for one of the vice chairmen of the executive council to be a Francophone. The executive council has become representative of the various regions of Canada, and is drawn relatively less heavily from the Montreal area. There are regional advisory committees from B.C., the Prairies, Ontario, and the Atlantic provinces, but not for Quebec.

Recent policy statements indicate that in the area of bilingualism the Chamber is still pressing for many of the reforms proposed by the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism.

Coopératives

Depuis 1966, il n'y a pas eu de changements majeurs dans les relations entre le C.C.C. et la C.U.C. En 1967, celle-ci a modifié ses structures afin de permettre aux coopératives de langue anglaise de s'affilier directement, c'est-à-dire sans passer par le palier provincial. Quant au C.C.C. le déplacement de son secrétariat à Ottawa n'a été qu'un demi-succès. Il n'y a plus actuellement de secrétaire permanent, et c'est le Conseil de la coopération du Québec qui, comme auparavant, soutient en grande partie le C.C.C.

Une plus grande égalité entre les deux organisations s'est manifestée sur le plan international. Depuis 1969, le C.C.C. jouit de la même représentation que la C.U.C., soit 8 délégués au congrès de l'Alliance coopérative internationale et 3 au comité central. La C.U.C. n'a présenté aucune opposition à cette représentation accrue.

Les deux organismes continuent de s'intéresser conjointement aux problèmes de taxation, en particulier depuis la publication du livre blanc du ministre Benson. Ils ont collaboré en outre à l'organisation

de séminaires canadiens ou internationaux. Aucun des points de friction (problème des Esquimaux, question religieuse, conception du fédéralisme et de la politique étrangère du Canada) n'a par ailleurs fait l'objet de différend grave. Les mouvements coopératifs demeurent donc, aujourd'hui comme il y a quatre ans, un cas assez exceptionnel d'associations maintenant entre les deux groupes ethniques, des relations plus harmonieuses que conflictuelles.

Hockey Associations

En février 1967, la Confédération des loisirs du Québec prit l'initiative de convoquer une réunion pour étudier la situation du hockey amateur dans la province. Trois organisations groupant 50 000 joueurs de hockey participèrent à cette réunion et un comité conjoint fut formé qui négocia avec la QAHA la formation d'un organisme unique de régie du hockey amateur au Québec et étudia une modification des structures de cette association. Les négociations ayant échoué, il fut décidé de créer une Fédération de hockey amateur à laquelle ne participerait pas la QAHA, et qui ne laisserait à celle-ci qu'une minorité des joueurs de hockey du Québec, presque tous les joueurs de 17 ans et moins se trouvant à rattachés à la Fédération.

Le rapprochement entre les deux organismes intervint en 1969. L'Association du hockey mineur du Québec, qui était une création de la Fédération, devint la branche mineure de la QAHA et obtint 7 représentants sur 13 au bureau de direction de celle-ci, laquelle ne s'occupait plus, à toute fin pratique, que des niveaux intermédiaires et junior du hockey amateur.

Le système de repêchage universel des joueurs ayant terminé leur stage chez les Juniors A, qui a été adopté par les professionnels, a quelque peu atténué les reproches de servitude à leur endroit formulés, au Québec et ailleurs, contre la CAHA. Il n'a toutefois pas empêché que prenne forme au Québec le projet d'une association canadienne du hockey mineur plus libre à l'égard des intérêts professionnels et, pour cela, subventionnée par les gouvernements. Enfin, des tensions persistent quant à la réintégration dans l'association du Québec des zones de l'Outouais et du Nord-Ouest du Québec qui appartiennent toutes deux maintenant à l'Ontario Amateur Hockey Association.

Jeunes chambres

En dépit de plusieurs tentatives auprès des dirigeants anciens et actuels des Jeunes chambres, il nous a été impossible d'obtenir des renseignements précis sur leur évolution depuis 1966. Il ne semble pas toutefois qu'un nouveau mode d'association soit intervenu entre la CJCC et la Fédération qui demeurent toutes deux des organisations indépendantes. Nous savons aussi que la Fédération, dont les effectifs ont diminué depuis quelques années, est toujours membre de l'Association internationale des jeunes chambres des pays ayant le français pour langue véhiculaire.

Medical Associations

The organization of the Canadian Medical Association has been simplified since we completed drafting Chapter VII, but so far as we have been able to learn, the new, streamlined structure has not substantially affected French-English relations among the members. The Quebec Division—the QMA—has, however, experienced a substantial increase in membership which now exceeds 38,000. The QMA presidency rotates between an Anglophone and a Francophone.

The most important change in the CMA concerns the move of the national headquarters from Toronto to Ottawa. There was considerable discussion of the pros and cons, and the record makes it obvious that among the reasons for the change was a wish to contribute to the lustre of Ottawa as Canada's capital and also to establish the headquarters in a setting which would make it easier to attract Francophone staff. An increase in the number of Francophone employees has, in fact, resulted from the move but the CMA continues to be primarily an Anglophone organization; within the QMA, however, passive bilingualism is being practised and the change in the membership indicates that the QMA is becoming more attractive to Francophone doctors.

Depuis quelques années, l'AMLC semble faire porter davantage l'accent sur ses objectifs scientifiques et culturels. Dans cette optique, elle a développé son organisation interne et, en 1968, sa charte a été refondue « pour assurer son progrès et son efficacité et pour favoriser une participation plus active des membres ». L'arrivée d'un nouveau directeur général ne semble pas étrangère à ce changement d'orientation. Celui-ci nous disait qu'il n'était plus question, en 1970, des querelles avec l'AMC ou l'AMQ dont nous avons parlé dans notre étude. En fait, on ne trouve plus trace, dans la documentation officielle de l'Association, de relations suivies avec ces deux organismes. De plus, un double mouvement semble se manifester, vers le monde francophone d'une part, et vers Québec d'autre part, qui tend à les restreindre encore davantage ; étant moins nombreuses, elles sont aussi moins conflictuelles.

Municipalités

La CFMM continue d'être une « fédération » de municipalités, mais plusieurs signes portent à penser que d'ici plus elle transformera ses structures afin de devenir une fédération d'associations provinciales. Depuis quelques années, les présidents et secrétaires des associations provinciales se réunissent au sein même des congrès de la Fédération canadienne, laquelle a en outre constitué un comité ayant pour but d'étudier la possibilité de transformer les structures dans le sens d'une fédération d'associations provinciales. Par ailleurs, en Ontario, un comité de liaison a été créé entre les différentes associations provinciales de municipalités qui se trouve être maintenant le porte-parole officiel de l'ensemble des municipalités de cette province. Enfin, la CFMM, ayant été invitée en août 1970 à la conférence interprovinciale des ministres des affaires municipales, sa délégation était formée de représentants des provinces.

En dépit de cette évolution, la participation des municipalités du Québec à la CFMM est restée faible. Moins de 20 % des municipalités affiliées à l'UMPQ sont également membres de la CFMM, si bien que l'UMPQ a souvent contesté, au cours des dernières années, la représentativité des éléments québécois au sein de la CFMM. Toutefois, à la différence de l'ancien ministre libéral des Affaires municipales, Pierre Laporte, le nouveau ministre, également libéral, Maurice Tessier, encourage les municipalités du Québec non seulement à adhérer à la CFMM mais à discuter ou négocier avec Ottawa les problèmes qui sont de juridiction fédérale (ports, aéroports, prisons, etc.). En plus de l'évolution structurelle que nous avons notée plus haut, ce facteur semble devoir favoriser une diminution des tensions entre la CFMM et l'UMPQ (devenue maintenant l'UMQ, ou Union des municipalités du Québec). L'attitude moins centralisatrice de la CFMM depuis 1969 va également dans le même sens.

Scouts

Considerable change has taken place in the structure of the Scout organizations even since the 1967 agreement presented in Appendix II. Some of these, while important, do not affect ethnic relations directly. They concern the composition and nomenclature of some of the governing bodies, the reduction in the number of administrative committees, a limitation in the tenure of office, etc.

From the point of view of this study, however, the really important developments concern the incorporation of the French Catholic Scout association as L'Association des Scouts du Canada in 1969 and the agreement, signed in 1970, between it and the Boy Scouts of Canada, which provides that the two bodies will be affiliated with each other in an extremely loose way. Three members of each association serve on the National Council of the other and these six constitute a Committee for Co-operation.

Under the terms of the 1970 agreement, procedures have evolved to deal with the old sources of friction and relations between the two associations have become both cordial and mutually beneficial.

Students' Associations

Both the CUS and UGEQ were dissolved during the late sixties and no other student organization has taken the place of either.

Text of official agreement signed at Rideau Hall, Ottawa, Wednesday, February 22nd, 1967.

AGREEMENT made this twenty-second day of February 1967.

BETWEEN

BOY SCOUTS OF CANADA, a corporation created by Act of the Parliament of Canada (hereinafter referred to as "Boy Scouts")

OF THE FIRST PART

- and -

LES SCOUTS CATHOLIQUES DU CANADA (SECTEUR FRANCAIS) an unincorporated association (hereinafter referred to as "Les Scouts")

OF THE SECOND PART

WHEREAS Boy Scouts was incorporated by Chapter 130, Statutes of Canada, 1914, with the purposes and powers set out in said Act, as amended;

AND WHEREAS Les Scouts was founded on March 3, 1961, and is affiliated with the General Council of Catholic Scouts and Guides, an unincorporated association created as a result of a decision of the French section of the Canadian Catholic Conference, approved by that Conference and implemented by Bishops of the French Section thereof;

AND WHEREAS membership in Les Scouts is limited to French speaking Roman Catholics;

AND WHEREAS Boy Scouts and Les Scouts each adheres, and intends to adhere, as closely as possible to the principles and fundamentals of Scouting outlined in the book "Scouting for Boys" as written by the founder of the Scout Movement, Lord Baden-Powell of Gilwell, although the program and method of teaching of Les Scouts has been modified in some respects in order to conform to the needs of French Canadian culture;

AND WHEREAS Boy Scouts is recognized by the Boy Scouts World Conference as the National Scout Organization for Canada;

AND WHEREAS it is deemed desirable and proper that Les Scouts be affiliated with Boy Scouts and the parties have agreed to enter into these presents;

NOW THEREFORE in consideration of the premises it is hereby acknowledged and agreed between the parties hereto as follows:

1. Les Scouts and Boy Scouts shall henceforth be affiliated with each other, and each separately is to be maintained and operated in accordance with the principles and fundamentals above recited.

2. Membership in Les Scouts shall be restricted to those French speaking Roman Catholic men and boys in Canada who elect to join Les Scouts.
3. Membership in Boy Scouts shall be open to all who meet its requirements.
4. Boy Scouts and Les Scouts shall each continue to administer and control its own internal organization, including its program, financial affairs, appointment of officers, training of leaders, and the writing and printing of texts, books and pamphlets.
5. Boy Scouts and Les Scouts shall each designate for its use such uniforms and insignia as it may decide upon; provided that such uniforms and insignia shall be marked in some fashion to indicate clearly with which organization the wearer is identified.
6. Members of Les Scouts shall be designated as "Les Scouts" or "Les Scouts Catholiques" or in the singular "Le Scout" and members of Boy Scouts shall be designated as "Boy Scouts" or in the singular "Boy Scout", and, to ensure that each organization and the members thereof shall retain in the public mind their separate identities, they shall always be referred to or designated by their proper titles, or in such a way as to avoid any likelihood of confusion as to identity.
7. Boy Scouts shall provide in English to Les Scouts one copy of each piece of its official written material, including its rules and regulations for dress, insignia and gallantry awards, and Les Scouts shall provide in French to Boy Scouts one copy of its similar material.
8. Les Scouts shall be eligible to receive awards for heroism, meritorious conduct and service in accordance with the Boy Scouts' regulations and under such administrative control as may be mutually agreed upon between Boy Scouts and Les Scouts.
9. Les Scouts shall have the right to:
 - (a) recognition by Boy Scouts of its Deputy Camp Chiefs and Akela Leaders;
 - (b) receive from Boy Scouts Wood Badges and Parchments for those who qualify;
 - (c) receive from Boy Scouts international letters of introduction for its members;
 - (d) take part in national and international Scout activities and conferences with its international representation to be arranged through Boy Scouts, except as provided in subparagraph (f) thereof;
 - (e) grant on its own authority the Queen's Scout emblem;
 - (f) take part in international Catholic Scout conferences.
10. Nothing herein shall affect the right of Boy Scouts to take part in international Catholic Scout conferences.

11. In recognition of the affiliation aforementioned and of the value of unity of effort in promotion and improving the program of Scouting, each party shall select from its membership:
 - (a) In the case of Les Scouts, three members to serve as non-voting members of the National Executive Committee of Boy Scouts; and
 - (b) in the case of Boy Scouts, three members to serve as non-voting members of the National Executive Committee of Les Scouts; and
 - (c) members as may be agreed upon to serve as members of other national committees, either standing or special, set up by Boy Scouts and by Les Scouts.
12. The members of the National Executive Committee of Boy Scouts and of Les Scouts selected as provided in paragraph 11 (a) and (b) shall constitute a Committee for Co-operation as between Boy Scouts and Les Scouts in all aspects of Scouting. It is intended that the said Committee for Co-operation shall, inter alia, receive and consider matters of complaint or controversy affecting either party and shall report thereon to their respective Executive Committees.
13. The parties may cause informal joint committees to be established as may seem desirable, consisting of representatives of Boy Scouts and Les Scouts in the various levels of their respective provincial, diocesan, regional or district councils. These committees shall meet periodically to consider and report on matters of common interest and to encourage co-operation and collaboration at the different levels concerned.
14. The parties recognize that the extension of the operations of Les Scouts into a region or district where Les Scouts do not operate but where Boy Scouts do operate may disturb existing arrangements of Boy Scouts for obtaining financial support and also the relations of Boy Scouts with the local public. Accordingly the parties agree:
 - (a) That, in the event of any such proposals for extension or expansion, prior consultation between the relative District Council of Boy Scouts and the relative Diocesan officials of Les Scouts will take place in an attempt to resolve any difficulty, and that, if this is not possible, the matter of difficulty will be referred to the relative Provincial Council of Boy Scouts and the relative Regional Council of Les Scouts for consultation and resolution; and
 - (b) that the same procedures will be followed should Boy Scouts propose to extend their operations into regions or districts where Boy Scouts do not operate but where Les Scouts do operate;
 - (c) that where only a small number of English speaking boys, or of French speaking boys, resides within a community where the language of the other is predominant, and where a group of Boy Scouts or Les Scouts is in existence, the possibility

of mutual arrangements for servicing all boys in the community through the existing organization should be examined by the parties.

15. It is understood that the agreement dated April 10, 1935, as amended, between the Canadian General Council of The Boy Scouts Association and La Federation des Scouts Catholiques de la Province de Quebec shall be terminated by the parties thereto as of the date of the execution of this agreement.
16. In the event that Les Scouts shall become incorporated the incorporated body shall obligate itself under the provisions of this agreement.
17. The provisions of this agreement shall be reviewed from time to time by the said Committee for Co-operation with a view to recommendations of desirable amendments, and either party may terminate this agreement on not less than one year's notice in writing.

IN WITNESS WHEREOF these presents have been executed.

BOY SCOUTS OF CANADA

LES SCOUTS CATHOLIQUES DU CANADA
(SECTEUR FRANCAIS)

In addition to the works listed below, the authors and their assistants consulted minutes, reports, pamphlets, briefs, letters, and other documents generously provided by the associations which are the subject of this study.

- Aitchison, J. H., ed., *The Political Process in Canada* (Toronto, University of Toronto Press, 1963).
- Almond, Gabriel, A. and Sidney Verba, *The Civic Culture: Political Attitudes and Democracy in Five Nations* (Princeton, Princeton University Press, 1963).
- Anderson, Robert, T. and Gallatin Anderson, "Voluntary Associations and Urbanization," *American Journal of Sociology*, LXV (1958), 265-73.
- , "The Indirect Social Structure of European Village Communities," *American Anthropologist*, LXIV (1962), 1016-27.
- , "The Replicate Social Structure," *South Western Journal of Anthropology*, XVIII (Winter 1962), 365-70
- Axelrod, Morris, "A Study of Formal and Informal Group Participation in a Large Urban Community" (Unpublished Ph.D. dissertation, University of Michigan, 1954).
- , "Urban Structure and Social Participation," *American Sociological Review*, XXI (February 1956), 13-18.
- *Babchuk, N. and A. Booth, "Voluntary Association Membership: A Longitudinal Analysis," *American Sociological Review*, XXXIV (February 1969), 31-45.
- and John C. Edwards, "Voluntary Associations and the Integration Hypothesis," *Sociological Inquiry*, XXXV 2 (Spring 1965), 149-62.
- and C. Wayne Gordon, *The Voluntary Association in the Slum* (Lincoln, University of Nebraska Press, 1962).
- , Ruth Marsey and C. Wayne Gordon, "Men and Women in Community Agencies: A Note on Power and Prestige," *American Sociological Review*, XXV (June 1960), 399-403.
- and Ralph V. Thompson, "The Voluntary Associations of Negroes," *American Sociological Review*, XXVII (October 1962), 647-55.
- *Badgley, R. F. and S. Wolfe, *Doctor's Strike: Medical Care and Conflict in Saskatchewan* (New York, Atherton Press, 1967).
- Barber, Bernard, "Mass Apathy and Voluntary Social Participation in the United States" (Unpublished Ph.D. dissertation, Harvard University 1948).
- , "Participation and Mass Apathy in Associations," in Alvin W. Gouldner, ed., *Studies in Leadership: Leadership and Democratic Action* (New York, Harper and Brothers, 1950), 477-504.
- Bauer, Raymond A., Ithiel de Sola Pool, and Lewis A. Dexter, *American Business and Public Policy: The Politics of Foreign Trade* (New York, Atherton Press, 1963).
- Beal, George M., et al., *System Linkages among Women's Organisations*, Rural Sociology Report 42 (Ames, Iowa State University, 1967).

- Beer, Samuel H., *British Politics in the Collectivist Age* (New York, Alfred A. Knopf, 1965).
- Bell, Wendell and Maryanne T. Force, "Urban Neighbourhood Types and Participation in Formal Associations," *American Sociological Review*, XXI (February 1956), 25-34.
- , "Social Structure and Participation in Different Types of Formal Associations," *Social Forces*, XXXIV (May 1956), 345-50.
- Berkowitz, L. "Sharing Leadership in Small Decision-Making Groups," *Journal of Abnormal Social Psychology*, XLVIII (April 1953), 231-38.
- Beveridge, W. H. and A. F. Wells, eds., *The Evidence for Voluntary Action* (London, Allen and Unwin, 1949).
- *Booth, A. *et al.*, "Social Stratification and Membership in Instrumental Expressive Voluntary Associations," *Sociological Quarterly*, IX (Autumn 1968), 427-39.
- Borgatta, Edgar R. and Leonard S. Cottrell, Jr., "On the Classification of Groups," *Sociometry*, XVIII (December 1955), 665-87.
- Breton, Raymond, "Institutional Completeness of Ethnic Communities and the Personal Relations of Immigrants," *American Journal of Sociology*, LXX (September 1964), 193-205.
- Bushee, Frederick A., "Social Organizations in a Small City," *American Journal of Sociology*, LI (1945), 217-26.
- Campbell, Angus, Gerald Gurin and Warren Miller, *The Voter Decides* (Evanston, Illinois, Row, Peterson and Co., 1954).
- Cantril, Hadley, *The Psychology of Social Movements* (New York, J. Wiley and Sons, 1941).
- , ed., *Public Opinion, 1935-1946* (Princeton, Princeton University Press, 1951).
- Cattell, Raymond B., "Concepts and Methods in the Management of Group Syntality," *Psychological Review*, LV (January 1948), 48-63.
- Chapin, F. Stuart, "Social Institutions and Voluntary Associations," in Joseph B. Gittler, ed., *Review of Sociology* (New York, John Wiley and Sons, 1957).
- , "The Formalization Process in Voluntary Associations," *Social Forces*, XXXIV (May 1956), 342-4.
- and John E. Tsouderos, "Formalization Observed in Ten Voluntary Associations: Concepts, Morphology, Process," *Social Forces* XXXIII (May 1955), 306-9.
- Clark, Burton R., "Organizational Adaptation and Precarious Values: A Case Study," *American Sociological Review*, XXI (June 1956), 332-5.
- Clark, Peter M. and J. Q. Wilson, "Incentive Systems: A Theory of Organization," *Administrative Science Quarterly*, VI (September 1961), 129-61.

Clark, S. D., "The Religious Sect in Canadian Politics," in Bernard R. Blishen *et al.*, eds., *Canadian Society* (Toronto, Macmillan of Canada, 1964), 287-98.

Cohen, Bernard C., *The Influence of Non-Governmental Groups on Foreign Policy-Making* (Boston, World Peace Foundation, 1959).

Coleman, James S., *Community Conflict* (Glencoe, Illinois, The Free Press, 1957).

Cornish, Mary Jean, *Participation in Voluntary Associations* (New York, Columbia University, Bureau of Applied Social Research, 1960).

Curtis, Richard F., "Occupational Mobility and Membership in Voluntary Associations; A Research Note," *American Sociological Review*, XXIV (1959), 846-8.

De Gré, Gerard, "Freedom and Social Structure," *American Sociological Review*, XI (October 1946), 529-36.

Dion, Léon, *Les groupes et le pouvoir politique aux États-Unis* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1965).

Dotson, Floyd, "Patterns of Voluntary Associations among Working-Class Families," *American Sociological Review*, XVI (October 1951), 687-93.

-----, "A Note on Participation in Voluntary Associations in a Mexican City," *American Sociological Review*, XVIII (August 1953), 380-6.

Dunning, R. W., "Ethnic Relations and the Marginal Man in Canada," *Human Organization*, XVIII (1959), 117-22.

Ehrmann, Henry, ed., *Interest Groups on Four Continents* (Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1958).

Eisenstadt, S. N., "Reference Group Behaviour and Social Integration: An Explorative Study," *American Sociological Review*, XIX (April 1954), 175-85.

-----, "The Social Conditions of the Development of Voluntary Association: A Case Study of Israel," *Scripta Hierosolymitana* (Eliezer Kaplan School of Economics and Social Sciences), III (1956), 104-25.

Engelmann, Frederick and M. A. Schwartz, *Political Parties and the Canadian Social Structure* (Toronto, Prentice-Hall, Inc., 1967).

Etzioni, Amitai, "Two Approaches to Organizational Analysis: A Critique and a Suggestion," *Administrative Science Quarterly*, V (September 1960), 257-78.

-----, ed., *Complex Organizations: A Sociological Reader* (New York, Holt, Rinehart and Winston, Inc., 1961).

*-----, *The Active Society: A Theory of Societal and Political Processes* (New York, The Free Press of Glencoe, 1968).

Evan, William Martin, "Occupation and Voluntary Associations: A Case Study" (Unpublished Ph.D. dissertation, Cornell University, 1954).

-----, "Dimensions of Participation in Voluntary Associations," *Social Forces*, XXXVI (December 1957), 148-53.

Fellman, David, *The Constitutional Right of Association* (Chicago, University of Chicago Press, 1963).

Foskett, John N., "Social Structure and Social Participation," *American Sociological Review*, XX (August 1955), 431-8.

Fox, Sherwood Dean, "Voluntary Association and Social Structure" (Unpublished Ph.D. dissertation, Harvard University, 1952).

Freeman, Howard E. and Morris Showell, "Differential Political Influence of Voluntary Associations," *Public Opinion Quarterly*, XV (Winter 1951), 703-14.

-----, Edwin Novak and Leo Reeder, "Correlates of Membership in Voluntary Associations," *American Sociological Review*, XXII (October 1957), 528-33.

Gallagher, Orvoell, "Voluntary Associations in France," *Social Forces*, XXXVI (December 1957), 153-60.

Garceau, Oliver, "Interest Group Theory in Political Research," *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 319 (January 1958), 104-12.

Gittler, Joseph B., ed., *Review of Sociology: Analysis of a Decade* (New York, John Wiley, 1957).

Glass, D. V., ed., *Social Mobility in Britain* (London, Routledge and Kegan Paul, 1954).

Goldhamer, Herbert, "Some Factors Affecting Participation in Voluntary Associations," (Unpublished Ph.D. dissertation, University of Chicago, 1942).

-----, "Voluntary Associations in the United States," in P. K. Hatt and A. J. Reiss, Jr., eds., *Cities and Society: The Revised Reader in Urban Sociology* (Glencoe, Illinois, The Free Press, 1957), 591-6.

-----, "Some Factors Affecting Participation in Voluntary Associations," in E. W. Burges and D. Bogue, eds., *Contributions to Urban Sociology* (Chicago, University of Chicago Press, 1964), 224-30.

Good, W. C., *Farmer Citizen: My Fifty Years in the Canadian Farmers' Movement* (Toronto, Ryerson Press, 1958).

Gordon, C. Wayne and Nicholas Babchuk, "A Typology of Voluntary Associations," *American Sociological Review*, XXIV (February, 1959), 22-9.

Gouldner, Alvin W., "Cosmopolitans and Locals: Toward an Analysis of Latent Social Roles," *Administrative Science Quarterly*, II (1957-58), 281-306, 444-80.

- Gouldner, Helen P., "Dimensions of Organizational Commitment," *Administrative Science Quarterly*, IV (March 1960), 468-90.
- Greenstein, Fred, *Children and Politics* (New Haven, Yale University Press, 1965).
- Greer, Scott and Peter Orleans, "The Main Society and Parapolitical Structure," *American Sociological Review*, XXVII (October 1962), 634-46.
- Gross, Bertram M., *The Legislative Struggle: A Study in Social Combat* (New York, McGraw-Hill Book Co., Inc., 1953).
- Gulley, William Hart, "Relative Effectiveness in Voluntary Associations" (Unpublished Ph.D. dissertation, University of North Carolina, 1961).
- , "Relative Effectiveness in Negro and White Voluntary Associations," *Phylon*, XXIV (Summer 1963), 172-83.
- Gusfield, Joseph, "The Problems of Generations in an Organizational Structure," *Social Forces*, XXXV (May 1957), 323-30.
- *Hagedorn, R. and S. Labovitz, "Participation in Community Associations by Occupation: A Test of Three Theories," *American Sociological Review*, XXXIII (April 1968), 272-83.
- *-----, "Occupational Characteristics and Participation in Voluntary Associations," *Social Forces*, XLVII (September 1968), 16-27.
- Hamblin, Robert Lee, "An Experimental Study of the Relationship of Communication, Power Relationships Specialization, and Social Atmosphere to Group Size" (Unpublished Ph.D. dissertation, University of Michigan, 1955).
- Handlin, Oscar, "Group Life within the American Pattern: Its Scope and Limits," *Commentary*, VIII (November 1949), 411-7.
- Harrison, P. M., "Weber's Categories of Authority and Voluntary Associations," *American Sociological Review*, XXV (April 1960), 232-7.
- Hartmann, Heinz, "Cohesion and Commitment in Employers' Organizations," *World Politics*, XI (April 1959), 474-90.
- Hausknecht, Murray, *The Joiners: A Sociological Description of Voluntary Association Membership in the United States* (New York, Bedminster Press, 1962).
- Heimann, Robert Karl, "The Influence of Selected Variables on Trade Association Membership in the United States," (Unpublished Ph.D. dissertation, New York University, 1952).
- Henderson, Charles R., "Place and Functions of Voluntary Associations," *American Journal of Sociology*, I (1896), 327-34.
- Hennessy, Bernard, "Case Study of Intra-Pressure Group Conflicts: The United World Federalists," *Journal of Politics*, XVI (February 1954), 6-95.

- Horowitz, Irving Louis, "Consensus, Conflict and Cooperation: A Sociological Inventory," *Social Forces*, XLI (December 1962), 177-88.
- Hunter, Floyd, "Studying Associations and Organization Structures," in Roland Young, ed., *Approaches to the Study of Politics* (Evanston, Illinois, Northwestern University Press, 1958).
- Hughes, Everett C., *French Canada in Transition* (Chicago, University of Chicago Press, 1943).
- Hyman, Herbert, *Political Socialization* (New York, The Free Press of Glencoe, 1959).
- Jacobson, Eugene, "Growth of Groups in a Voluntary Association," *Journal of Social Issues*, XII (1956), 18-23.
- Jacoby, Arthur P., "An Investigation of Instrumental and Expressive Associations," (Unpublished Ph.D. dissertation, University of Rochester, 1960).
- , "Some Correlates of Instrumental and Expressive Orientations to Associational Membership," *Sociological Inquiry*, XXXV (1965), 163-75.
- *-----, "Personal Influence and Primary Relationships: Their Effect on Associational Membership," *Sociological Quarterly*, VII (Winter 1966), 76-84.
- and Nicholas Babchuk, "Instrumental and Expressive Voluntary Associations," *Sociology and Social Research*, XLVII (July 1963), 461-71.
- Key, V. O., Jr., *Public Opinion and American Democracy* (New York, Alfred A. Knopf, Inc., 1961).
- King, C. Wendell, *Social Movements in the United States* (New York, Random House, 1956).
- Komarovsky, Mirra, "The Voluntary Associations of Urban Dwellers," *American Sociological Review*, XI (December 1946), 686-98.
- Kornhauser, William, *The Politics of Mass Society* (Glencoe, Illinois, The Free Press, 1959).
- , *Political Life: Why People Get Involved in Politics* (New York, The Free Press of Glencoe, 1959).
- , *Political Ideology* (New York, The Free Press of Glencoe, 1962).
- Lane, Robert E. and David O. Sears, *Public Opinion* (Englewood Cliffs, N.J., Prentice-Hall, Inc., 1964).
- La Palombara, Joseph, *Interest Groups in Italian Politics* (Princeton, Princeton University Press, 1964).
- Laskin, Richard, *Organizations in a Saskatchewan Town* (Saskatoon, Centre for Community Studies, 1961).

-----, *Leadership of Voluntary Organizations in a Saskatchewan Town* (Saskatoon, Centre for Community Studies, 1962).

-----, *Participation and Apathy in a Saskatchewan Town* (Saskatoon, Centre for Community Studies, 1964).

Latham, Earl, "The Group Basis of Politics: Notes for a Theory," *American Political Science Review*, XLVI (June 1952), 376-97.

Leavitt, Harold J., "Some Effects of Certain Communication Patterns on Group Performance" (Unpublished Ph.D. dissertation, Massachusetts Institute of Technology, 1949).

Lewis, D. Sclater, *The Royal College of Physicians and Surgeons of Canada, 1920-1960* (Montreal, McGill University Press, 1962).

Leiserson, Avery, "Problems of Representation in the Government of Private Groups," *Journal of Politics*, XI (August 1949), 566-77.

Lenski, Gerhard, *The Religious Factor* (Garden City, New York, Doubleday and Company, 1961).

Lieberson, Stanley and Irving L. Allen, Jr., "Location of National Headquarters of Voluntary Associations," *Administrative Science Quarterly*, VIII (December 1963), 316-38.

Lindstrom, David E., *American Farmers' and Rural Organization* (Champaign, Illinois, Garrad Press, 1948).

Lipset, Seymour Martin, *Agrarian Socialism: The Cooperative Commonwealth Federation in Saskatchewan* (Berkeley: University of California Press, 1950).

-----, Martin A. Trow and James S. Coleman, *Union Democracy: The Internal Politics of the International Typographical Union* (Glencoe, Illinois, The Free Press, 1956).

-----, *Political Man: The Social Bases of Politics* (Garden City, N.Y., Doubleday and Co., Inc., 1960).

Litwak, Eugene, "Voluntary Associations and Neighbourhood Cohesion," *American Sociological Review*, XXVI (1961), 258-71.

Lohman, Joseph and Dietrich C. Reitzes, "Deliberately Organized Groups and Racial Behaviour," *American Sociological Review*, XIX (1954), 324-44.

Lowi, Theodore J., "American Business, Public Policy, Case Studies and Political Theory," *World Politics*, XVI (July 1964), 677-715.

-----, "The Public Philosophy: Interest Group Liberalism," *American Political Science Review*, LXI (March 1967), 5-24.

Maccoby, H., "The Differential Political Activity of Participants in a Voluntary Association," *American Sociological Review*, XXIII (October 1958), 524-32.

MacKenzie, W. J. M., "Pressure Groups: The Conceptual Framework," *Political Studies*, III (October 1955), 247-55.

-----, "Pressure Groups in British Government," *British Journal of Sociology*, VI (1955), 133-48.

Marcus, Philip M., "Expressive and Instrumental Groups: Toward a Theory of Group Structure," *American Journal of Sociology*, LXVI (July 1960), 54-9.

Martin, James G., "Group Discrimination in Organizational Membership Selection," *Phylon*, XX (June 1962), 186-92.

Martin, Walter T., "A Consideration of Differences in the Extent and Location of the Formal Associational Activities of Rural-Urban Fringe Residents," *American Sociological Review*, XVII (December 1952), 687-94.

Masters, Nicholas A., "The Organized Labor Bureaucracy as a Base of Support for the Democratic Party," *Law and Contemporary Problems*, XXVII, 2 (Spring 1962).

Mather, William G., "Income and Social Participation," *American Sociological Review*, VI (June 1941), 380-84.

Mayo, Selz C. and C. Paul Marsh, "Social Participation in the Rural Community," *American Journal of Sociology*, LVII (1951), 243-47.

McCrorie, James, N., *In Union is Strength* (Saskatoon, Centre for Community Studies, 1964).

McDill, E. L. and Didley, J. C., "Status, Anomia, Political Alienation and Political Participation," *American Journal of Sociology*, LXVIII (September 1962), 205-13.

*McLaughlin, Barry, ed., *Studies in Social Movements: A Social Psychological Perspective* (New York, The Free Press, 1969).

Merton, Robert K., *Social Theory and Social Structure* (Glencoe, Illinois, The Free Press, 1957).

Millican, Oscar E., "Change in Population Size and Change in the Number of Community Organizations," *Texas Business Review*, XXXVII (July 1963), 152-60.

Minnis, Mhyra S., "Cleavage in Women's Organizations: A Reflection of the Social Structure of a City," *American Sociological Review*, XVIII (February 1953), 47-53.

Moore, Joan W., "Patterns of Women's Participation in Voluntary Associations," *Sociology and Social Research*, XLVII (July 1963), 461-71.

Morris, Raymond N., "British and American Research on Voluntary Associations: A Comparison," *Sociological Inquiry*, XXXV (1965), 186-200.

Mulford, Charles L., "Some Relationships Between Formal Organizations, Community Problems and Leadership" (Unpublished Ph.D., dissertation, Iowa State University, 1962).

Neal, Arthur G. and Melvin Seaman, "Organizations and Powerlessness: A Test of the Mediation Hypothesis," *American Sociological Review*, XXIX (April 1964), 216-26.

- Nelson, Glenn Irving, "The Sub-Organization of the Urban Protestant Church as Voluntary Associations" (Unpublished Ph.D. dissertation, University of Minnesota, 1960).
- Nelson, Harold A., "A Tentative Foundation for Reference Group Theory," *Sociology and Social Research*, XLV (April 1961), 274-80.
- *Olsen, Mancur, Jr., *The Logic of Collective Action* (Cambridge, Mass., Schocken, 1965).
- Palisi, Bartolomeo J., "Ethnicity, Family Structure and Participation in Voluntary Associations" (Unpublished Ph.D. dissertation, University of Nebraska, 1963).
- *-----, "Critical Analysis of the Voluntary Association Concept," *Sociology and Social Research*, LII (July 1968), 392-405.
- Parker, R.S., "Group Analysis and Scientism in Political Studies," *Political Studies*, IX (February 1961), 37-51.
- Payne, Raymond, "An Approach to the Study of Relative Prestige of Formal Organizations," *Social Forces*, XXXII (March 1954), 244-7.
- Phillelt, Serena, *Participation and Leadership in Voluntary Organization in a Prairie Rural Municipality* (Saskatoon, Centre for Community Studies, 1964).
- Pinard, Maurice, "Structural Attachments and Political Support in Urban Politics: The Case of Fluoridation Referendums," *American Journal of Sociology*, LXVIII (March 1963), 513-26.
- Porter, John, *The Vertical Mosaic* (Toronto, University of Toronto Press, 1965).
- Potter, Allen, "Attitude Groups," *The Political Quarterly*, XXIX (January-March 1958), 72-82.
- , *Organized Groups in British National Politics* (London, Faber and Faber, 1961).
- Reeder, William W., "Directive Factors in Social Action: A Multiple Factor Theory of Social Action," *Community Development Review*, VIII (June 1963), 39-53.
- Reissman, L., "Class, Leisure and Social Participation," *American Sociological Review*, VI (June 1941), 380-4.
- Rioux, Marcel and Yves Martin, eds., *French Canadian Society* (Toronto, McClelland and Stewart, Ltd., 1964).
- Rose, Arnold M., "Communication and Participation in A Small City as Viewed by Its Leaders," *International Journal of Opinion and Attitude Research*, V (Autumn 1951), 367-90.
- , *Theory and Method in the Social Sciences* (Minneapolis, University of Minnesota Press, 1954).
- , "Voluntary Associations Under Conditions of Competition and Conflict," *Social Forces*, XXXIV (December 1955), 159-63.

- , "Attitudinal Correlates of Social Participation," *Social Forces*, XXXVII (1959), 202-6.
- , "The Comparative Study of Intergroup Conflict," *Sociological Quarterly*, I (1960), 57-66.
- , "The Impact of Aging on Voluntary Associations," in Clark Tibbitts, ed., *Handbook of Social Gerontology* (Chicago, University of Chicago Press, 1960), 666-97.
- , "Alienation and Participation: A Comparison of Group Leaders and the Mass," *American Sociological Review*, XXVII (December 1962), 834-8.
- Ross, Aileen D., "The French and English Social Elites of Montreal: A Comparison of La ligue de la jeunesse féminine with the Junior League (Unpublished Ph.D. dissertation, University of Chicago, 1941).
- Rothman, Stanley, "Systematic Political Theory: Observation on the Group Approach," *American Political Science Review*, LIV (March 1960), 15-33.
- Sayre, Wallace S. and Herbert Kaufman, *Governing New York City: Politics in the Metropolis* (New York, Russell Sage Foundation, 1960).
- Scaff, Alvin H., "The Effect of Commuting on Participation in Community Organizations," *American Sociological Review*, XVII (April 1952), 215-20.
- Schacter, S., *The Psychology of Affiliation* (Stanford, Stanford University Press, 1959).
- Schattschneider, E. E., *The Semi-Sovereign People* (New York, Holt, Rinehart and Winston, 1960).
- Scott, John C., Jr., "Membership and Participation in Voluntary Associations," *American Sociological Review*, XX (June 1957), 315-26.
- Self, Peter and Herbert Storing, "The Farmers and the State," *Political Quarterly*, XXIX (January 1958), 17-27.
- Selznick, Philip, "Institutional Vulnerability in Mass Society," *American Journal of Sociology*, LVI (1950), 320-31.
- Sills, David L., *The Volunteers: Means and Ends in a National Organization* (Glencoe, Illinois, The Free Press, 1957).
- , "Voluntary Associations: Instruments and Objects of Change," *Human Organization*, XVIII (1959), 17-21.
- , and Glaser, W. A., eds., *The Government of Associations: Selections from the Behavioral Science* (New York, Alfred A. Knopf, 1965).
- Simm, Francis M., "Elements of Legitimacy of a Voluntary Association: A Case Study of the Flint Suburban Forum" (Unpublished Ph.D. dissertation, Michigan State University, 1956).
- Simpson, Richard L. and William H. Gulley, "Goals, Environmental Pressures, and Organizational Characteristics," *American Sociological Review*, XXVII (June 1962), 341-51.

Simpson, R. L., D. Freeman, W. H. Gulley, and D. D. Smith, *Voluntary Associations in America: The Approach to the Consumer through Voluntary Associations* (Chapel Hill, N.C., Institute for Research in Social Science, 1960).

Slater, Carol, "Class Differences in Definition of Role and Membership in Voluntary Associations Among Urban Married Women," *American Journal of Sociology*, LXV (May 1960), 616-9.

Smelser, Neil J., *Theory of Collective Behaviour* (New York, Free Press, 1963).

Smith, Claggett G. and Arnold S. Tannenbaum, "Organizational Control Structures: A Comparative Analysis," *Human Relations*, XVI (November 1963), 299-316.

-----, and Michael E. Brown, "Communication Structure and Control Structure in a Voluntary Association," *Sociometry*, XXVII (December 1964), 449-68.

*Smith, D. H., "Importance of Formal Voluntary Organizations for Society," *Sociology and Social Research*, L (July 1966), 483-94.

*-----, "Psychological Model of Individual Participation in Formal Voluntary Organizations: Application to Some Chilean Data," *American Journal of Sociology*, LXXII (November 1966), 249-66.

Stedman, Murray, "The Group Interpretation of Politics," *Public Opinion Quarterly*, XVII (Summer 1953), 218-29.

Stewart, J. D. *British Pressure Groups* (London, Oxford University Press, 1958).

Tannenbaum, Arnold, "Control and Effectiveness in a Voluntary Organization," *American Journal of Sociology*, LXVII (July 1961), 36-46.

Tivory, Leonard and Ernest Wohlgemuth, "Trade Associations as Interest Groups," *The Political Quarterly*, XXVIII, (January-March 1958), 59-71.

Tompkins, Jean Beattie, "Reference Groups and Status Values as Determinants of Behavior: A Study of Women's Voluntary Association Behaviour" (Unpublished Ph.D. dissertation, State University of Iowa, 1955).

Treudley, Mary Bosworth, "Formal Organization and the Americanization Process, with Special Reference to the Greeks of Boston," *American Sociological Review*, XIV (February 1949), 44-53.

Truman, David B., *The Governmental Process* (New York, Alfred A. Knopf, Inc., 1955).

Tsouderos, John E., "Organizational Change in Terms of a Series of Selected Variables," *American Sociological Review*, XX (April 1955), 706-210.

Verba, Sidney, "Organizational Membership and Democratic Consensus," *Journal of Politics*, XXVII (August 1965), 467-97.

*Vorwaller, D. J., "Social Mobility and Membership in Voluntary Associations," *American Journal of Sociology*, LXXV (January 1970), 481-95.

Warner, W. Keith, "Attendance and Division of Labour in Voluntary Associations," *Rural Sociology*, XXIX (December 1964), 396-407.

- , *Membership Participation in Voluntary Organizations*, Wisconsin Agricultural Experiment Station Research Bulletin 263 (Madison, University of Wisconsin, October, 1965).
- , and James S. Hilander, "The Relationship Between Size of Organization and Membership Participation," *Rural Sociology*, XXIX (March 1964), 30-9.
- , and Sidney J. Miller, "Organizational Problems in Two Types of Voluntary Associations," *American Journal of Sociology*, LXIX (May 1964), 654-7.
- Warner, W. Lloyd and Paul S. Lunt, *The Social Life of a Modern Community: Yankee City Series*, I (New Haven, Yale University Press, 1941).
- and Leo Srole, *The Social Systems of American Ethnic Groups* (New Haven, Yale University Press, 1945).
- Warriner, Charles K. and J. E. Prather, "Four Types of Voluntary Associations," *Sociological Inquiry*, XXV (Spring 1965), 138-48.
- Watson, James B. and Julian Samora, "Subordinate Leadership in a Bicultural Community," *American Sociological Review*, XIX (August 1954), 413-21.
- Whyte, W. F., "Social Organization in the Slums," *American Sociological Review*, VIII (1943), 34-9.
- Wright, Charles R. and Herbert H. Hyman, "Voluntary Association Memberships of American Adults: Evidence from National Sample Surveys," *American Sociological Review*, XXIII (June 1958), 284-94.
- Young, James N. and Ward W. Bauder, *Membership Characteristics of Special-Interest Organizations*, Kentucky Agricultural Experimental Station Bulletin 594 (Lexington, University of Kentucky, 1953).
- Young, R. C. and O. F. Larson, "Contribution of Voluntary Organizations to Community Structure," *American Journal of Sociology*, LXXI (September 1965), 178-86.
- , "A New Approach to Community Structure," *American Sociological Review*, XXX (December 1965), 926-34.
- Zimmer, Basil G. "Participation of Migrants in Urban Structure," *American Sociological Review*, XX (April 1955), 218-24.
- Zeigler, Harmon, "Farm Background and Urban Participation," *American Journal of Sociology*, VI (March 1956), 470-5.
- , *Interest Groups in American Society* (Englewood Cliffs, N.J., Prentice-Hall, Inc., 1964).
- and Amos Hawley, "The Significance of Membership in Associations," *American Journal of Sociology*, LXV (September 1959), 196-201.
- Zon, Mary G., "Labour in Politics," *Law and Contemporary Problems*, XXVII, 2 (Spring 1962), 234-51.

* These studies have appeared since the report was prepared.

Chapter I

1. "Voluntary Associations: Sociological Aspects," in *International Encyclopedia of the Social Sciences* (New York, 1968) XVI, 362-3.
2. *Society: An Introductory Analysis* (New York, 1949), 437. (Italics ours.)
3. "The Social Conditions of the Development of Voluntary Association - A Class Study of Israel," in *Studies in Economic and Social Sciences* (Scripta Hierosolymitana 3) (Jerusalem, 1956), 105.
4. *Theory and methods in the social sciences* (Minneapolis, 1954), 51.
5. Sills, "Voluntary Associations," 373 ff. For a relevant discussion of the mediating function see also G. A. Almond and S. Verba, *The Civic Culture* (Princeton, 1963), 300-1.
6. E. D. Chapple and C. S. Coon, *Principles of Anthropology* (New York, 1942).
7. Almond and Verba, *The Civic Culture*, 304.
8. *Ibid.*, 314.
9. Charles R. Wright and Herbert H. Hyman, "Voluntary Association Memberships of American Adults: Evidence from National Sample Surveys," *American Sociological Review*, XXIII, June 1958.
10. This finding differs from that of Almond and Verba cited above because of differences in definition.

11. In addition to the work of Wright and Hyman, other useful summaries of voluntary association membership in the United States can be found in the article cited above by David Sills; in N. Babchuk and C. W. Gordon, *The Voluntary Association in the Slum* (Lincoln, Nebraska, 1962), Chap. 1; in R. L. Simpson, D. Freeman, W. H. Gulley and D. D. Smith, *Voluntary Associations in America* (Chapel Hill, N.C., 1960) Chap. 1; and S. D. Fox, "Voluntary Associations and Social Structure," unpublished Ph.D. dissertation (Harvard, 1952). Additional information is also contained in many of the other studies mentioned in our Bibliography.
12. Our comments on popular participation in voluntary associations in Canada are based on the Groupe de recherche sociale, A Study of Interethnic Relations in Canada, prepared for the R. C. B. & B. and an unpublished national survey conducted after the 1965 Canadian election by John Meisel, Philip Converse, Maurice Pinard, Peter Regenstreif, and Mildred Schwartz, in which over 2,000 persons were interviewed.
13. See, for example, Peter M. Clark and James Q. Wilson, "Incentive Systems: A Theory of Organizations," *Administrative Science Quarterly*, VI, September 1961.

Chapitre II

1. Claude Lévi-Strauss, *Anthropologie structurale*, (Paris, 1958), 325.

Chapter III

1. For the main relevant changes implemented in the middle and late 1960's which have affected the organizations examined here, see Appendix I.
2. This rather awkward official name of the organization was changed in 1961 to Boy Scouts of Canada or Les Scouts du Canada. We may, for the sake of brevity, refer to the Association under its more recent name, or simply as the B.S.C. even when discussing it in the period preceding 1961.
3. Memorandum of Agreement, Section No. 1.
4. Mémoire présenté par les Scouts catholiques du Canada à la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, p. 8.
5. *Ibid.*, p. 7.

6. *Ibid.*, pp. 9-10.
7. En 1966, il y avait environ 23 000 scouts anglophones contre 20 000 francophones. Ces statistiques comprennent cependant les louveteaux (8-12 ans) qui n'étaient pas invités au Jamboree. Au niveau de la seule branche éclaireur (12-17 ans), il y a plus de scouts francophones que de scouts anglophones (environ 10 000 contre 7 500).
8. Since the drafting of this chapter a fourth group—the Venturers—was created, for boys between the ages of 14 and 17.
9. "Group Scouter is a general term including any Scouter of any section of the group, e.g. Cubmaster, assistant Cubmaster, Scoutmaster, assistant Scoutmaster, Rover Scout leader and assistant Rover Scout leader."
"Scouter" is a term applied to all registered adult leaders: commissioners, district Scouters, group Scouters." Boy Scouts of Canada, *Policy, Organization and Rules*, Revised 1964. Henceforth referred to as *P. O. & R.*
10. For a more up-to-date description, see Appendix I.
11. Boy Scouts of Canada, Fourth National Executive Staff Conference, September 13-20, 1964, *Operations Commission Report*, 8-9, 27, 30, 65 and *passim*.
12. *Ibid.*, 25-7.
13. *P. O. & R.*, 20-1
14. The estimated expenditure for 1966 was \$399,000, Boy Scouts of Canada, "Information Summary," submitted to National Agency Review Committee, 1965.
15. *P. O. & R.*, Part I, Principles and Practices, Rule 1.
16. "Memorandum to His Excellency the Chief Scout concerning French Language Scout groups outside the Jurisdiction of La Fédération des Scouts catholiques de la province de Québec, June 10, 1960," 5.
17. "Statement of Policy relating to French Scouts under Canadian General Council Authority," approved by the Executive Committee of the Canadian General Council at Calgary, Alberta, February 6-7, 1959, and "Arrangement," approved at Victoria B.C., January 30, 1960.
18. Correspondence, October 3, 1959.
19. Correspondence, March 10, 1960.

20. Correspondence, March 31, 1960.
21. *Accord*, Article 1, Position de principe.
22. The letter was circulated by the Chief Executive Commissioner to officers of the National Council, members of the National Council, chairmen of the national committees and to members of the executive staff. The quotations used here are from this copy.
23. The 1962 resolution of the B.S.C. National Executive Committee on which this letter was based read as follows:
 1. Resolved that there should continue to exist in Canada only one Boy Scout Organization available to all boys regardless of race, creed or colour.
 2. Resolved that the draft agreement submitted by Les Scouts Catholiques du Canada is unacceptable to Boy Scouts of Canada in its present form for the basic reason that it envisions the recognition of an autonomous body independent of Boy Scouts of Canada.
 3. Resolved that in the view of this Executive Committee the present programme and organization of Boy Scouts of Canada respects the rights of all groups in Canada and provides for their racial, religious, educational and cultural activities, nevertheless, Boy Scouts of Canada at all times invites, and is prepared to consider, representation from any body or group desiring to further its particular aims within the one Canadian Boy Scout organization.
 4. Resolved that Les Scouts Catholiques du Canada be advised of the resolutions passed at this meeting by an appropriate letter containing full details, to be drafted by the Deputy Chief Scout and further to be advised that, while the agreement submitted by Les Scouts Catholiques du Canada is unacceptable, Boy Scouts of Canada invites submission of any re-draft of that agreement consistent with the policies expressed in these resolutions, and that a copy of such a letter be sent to La Fédération des Scouts Catholiques de la Province de Québec.
(B.S.C. to La Fédération, December 17, 1962.)
24. La Fédération to B.S.C., February 5, 1964.
25. "A Statement Made by the Deputy Chief Scout to the Meeting of the National Council Executive Committee" at Edmonton, February 8, 1964, with respect to French Catholic Scouting. All subsequent quotations from the Deputy Chief Scout's speech are taken from this statement.
26. Minutes of the Organization and Expansion Committee, held at the Royal York Hotel, Toronto, April 3, 1964.

27. *See above*, footnote 23.
28. Minutes of the 134th meeting of the Executive Committee, at the Chateau Laurier Hotel, Ottawa, May 8-9, 1964, 10-1.
29. Minutes of the 135th meeting of the Executive Committee, at the Charlottetown Hotel, Charlottetown, October 16-17, 1964, 13-4.
30. Minutes of the 136th meeting of the Executive Committee, Hotel Vancouver, Vancouver, February 5-6, 1965, 3-4.
31. Minutes of the 137th meeting of the Executive, Chateau Laurier Hotel, Ottawa, May 7-8, 1965, 6-8.
32. For the full text of the agreement *see* Appendix II. A useful statement about the background is to be found in a release by the National Council, dated March 1969, entitled "Boy Scouts of Canada's Position with Respect to the Federal Incorporation of L'Association des Scouts du Canada."
33. *P. O. & R.*, Rule 1.
34. 4 - 5 George V., Chap. 130, 2.
35. Program and Uniform Subcommittee, "Submission No. 6. Recommendations Concerning Aim, Principles and Promises," June 1965. This statement was accepted after the completion of the present study.
36. *See* David Riesman, *The Lonely Crowd* (New Haven, 1950) particularly Chap.VI.
37. This, and the preceding quotation, are taken from a draft Agreement between Boy Scouts of Canada and Scouts catholiques du Canada, (secteur français), n.d. (probably 1962).
38. Correspondence, n.d.; correspondence, November 21, 1960.
39. *Programme Commission Report*, June 1964, 13.
40. B.S.C. to La Fédération, May 14, 1956.
41. Boy Scouts of Canada, Fourth National Executive Conference, Banff, September 13-20, 1964, *Operations Commission Report*, 92-113.
42. Correspondence, November 21, 1960.
43. The equal representation of all provincial organizations was abandoned after our research was completed. The Ontario Provincial Council has been granted two additional members, and there are also three representatives of L'Association des Scouts du Canada.

44. An analysis of the birthplaces of 113 full-time scouts listed in a 1964 directory for the whole country showed that 30, i.e. more than one quarter, were actually born in Britain. It is interesting that according to figures provided by the B.S.C. in 1970, the most recent ethnic profile has changed to the following: of 115 full-time scouts, 87 were born in Canada, 2 in Scotland, 20 in England, 2 in the U.S.A., and one each in Holland, Estonia, Norway, and Germany.

Chapter IV

1. For the main relevant changes implemented in the middle and late 1960's which have affected the organizations examined here, *see* Appendix I.
2. Ce changement de dénomination n'a toutefois entraîné aucun changement dans les structures de l'organisation. Dans la suite du texte, nous emploierons le sigle C. L. Q. pour désigner la Confédération.
3. Toutefois, au cours de la saison 1965-1966, quelque 12 000 joueurs des équipes mineures de hockey de la cité de Montréal ont quitté la Q. A. H. A., à la suite d'un différend à propos de la date d'enregistrement. Il fut même question qu'ils rejoignent les rangs de la C. L. Q.; mais ils auraient réintégré les rangs de la Q. A. H. A. pour la saison 1966-1967.
4. *Loisirs*, janvier 1965, p. 12.
5. Constitution et règlements de la C. O. P. (adoptés le 17 avril 1964), Article 2, § d.
6. *C. O. P. Hockey 1965*.
7. Constitution et règlements de la C. L. Q., Article 3.
8. *1965 Official C. A. H. A. Handbook*, p. 75.
9. *Loisirs*, décembre 1964, p. 5.
10. *Le Devoir*, 12 décembre 1964.
11. Constitution, Article 3.
12. No author indicated. The document, from the files of the C.A.H.A., was probably written by the secretary-manager.

Chapter V

1. For the main relevant changes implemented in the middle and late 1960's which have affected the organizations examined here, see Appendix I.
2. We shall hereafter refer to the pan-Canadian association as NFCUS for the period up to 1963 and as CUS for the more recent era.
3. *Le Carabin*, 22 septembre 1955.
4. Antonio Thibault, *ibid.*, 11 avril, p. 8.
5. Jacques Lebeur, *ibid.*, 21 février 1957, p. 8.
6. *Ibid.*, 18 octobre 1956, p. 8.
7. *Ibid.*, 8 novembre 1956, p. 11.
8. *Ibid.*, 10 novembre 1956, pp. 7-8.
9. Constitution, 15:ii.

Chapter VI

1. For the main relevant changes implemented in the middle and late 1960's which have affected the organizations examined here, see Appendix I.
2. The Canada Junior Chamber of Commerce, *Brief History of the Canada Junior Chamber of Commerce*, mimeo. n.d. (post 1964).
3. From a booklet prepared by the Fédération and circulated at the Junior Chamber International Congress in Oklahoma, Nov. 1946, "intended to assist delegates from other countries in analyzing conditions before undertaking to discuss the French Canadian Junior Chamber application for membership."
4. *Jeune commerce*, novembre-décembre 1963, 12.
5. *Ibid.*, mars 1959, p. 15.
6. Selon le président de la Fédération, à la page 21 de son rapport sur les événements d'Oklahoma City.
7. D'après les revues *Jeune commerce*, mai-juin 1961, et *Direction*, mars 1965.

8. Mai 1963.
9. Janvier-février 1963.
10. *Jeune commerce*, mars 1959, p. 11.
11. *Le Devoir*, 15 septembre 1964.
12. Un des plus récents présidents de la Fédération nous faisait remarquer que tous ses vice-présidents, à une exception près, étaient actifs dans les rangs de l'un ou l'autre des partis politiques québécois, et que ce n'était pas la première fois qu'un tel phénomène se produisait. On peut d'ailleurs observer que plusieurs anciens dirigeants de la Fédération sont aujourd'hui députés ou maires.
13. *Jeune commerce*, septembre-octobre 1961.
14. *Le Devoir*, 7 mars 1966.
15. The Federation of the Junior Chambers of Commerce of the Province of Quebec, "Contribution of the Montreal Y.M.S. and other English speaking Chambers in the Province," Typescript, n.d. and "Memorandum: Contribution of the Chamber of Region 14 of the Fédération," typescript, n.d. These documents are believed to have been written by Paul-Henri Lavoie, executive secretary of the Fédération.
16. *Brief History of The Canada Chamber of Commerce*, 1-2.
17. The Fédération, working with a population of 4 million, had 113 units and 8,500 members, according to the view of one of its spokesmen, whereas the CJCC, with a population of 9 million, had 155 units and 9,000 members. Jean-Guy Murphy, "The Federation Vice-President Replies," *Canadian Jaycee*, May 1959.
18. Brief submitted by the Federation of the Junior Chambers of Commerce of the Province of Quebec to the Special Committee Appointed March 25th 1952 by the Canada Junior Chamber of Commerce for the Purpose of Studying Plans for a New Structure. April 30, 1962, mimeo.
19. *Ibid.*, 3.
20. Roger Laliberté, "Plea for a less Capitalistic Creed," *Canadian Jaycee*, May 62. For letters of protest see the July-August issue of the same magazine.
21. "Former National V-P Visits Sorel, P.Q. for Reciprocal Speech," *ibid.*, February 1958.

Chapter VII

1. For the main relevant changes implemented in the middle and late 1960's which have affected the organizations examined here, *see* Appendix I.
2. An informative general treatment of some of the points raised here in a cursory form can be found in M. G. Taylor, "The Role of the Medical Profession in the Formulation and Execution of Public Policy," *The Canadian Journal of Economics and Political Science*, XXVI, Feb. 1960.
3. *Ibid.*, 111.
4. For a full account *see* H. E. MacDermot, *History of the Canadian Medical Association, 1867-1921*.
5. April 1914. The *Journal* will henceforth be referred to as *CMAJ* or merely as the *Journal*.
6. Premier congrès des médecins de langue française de l'Amérique du Nord, Québec, 1902.
7. Règlements de l'A. M. L. C. F. C. (1966).
8. Premier congrès des médecins de langue française de l'Amérique du Nord, Québec, 1902.
9. Encore en 1970, on lisait dans une brochure officielle de l'AMLFC que celle-ci « ne perd jamais de vue l'objectif de ses fondateurs et de ses directeurs : le ralliement de tous les médecins d'expression française vers les mêmes buts scientifiques et culturels ».
10. Sur ce plan, la situation aurait changé depuis 1966, grâce au renouvellement intervenu à la direction de l'AMLFC.
11. *L'Union médicale du Canada*, mars 1952.
12. *Ibid.*, juillet 1956.
13. Canadian Medical Association, *The CMA in Action*, Toronto, n.d., 16.
14. An Act to Incorporate the Canadian Medical Association, Chapter 62 of the Statutes of Canada, 1909, as amended by Chapter 73 of the Statutes of Canada, 1959. The By-Laws of the Canadian Medical Association, Chap. V, s.2.
15. *Ibid.*, Chaps VII and X.

16. *Ibid.*, Chap. XIV, s.3, Chap. XI, s.3(2).
17. *Ibid.*, Chap. II.
18. At last count, the CMA had 44 standing committees.
19. *CMAJ*, vol. 83, 471.
20. *Ibid.*, vol. 93 (Sept. 11, 1965), 615.
21. MacDermot, II, 50.
22. The CMA contributes \$16,000, the Canadian Hospital Association \$20,000, the Royal College of Physicians and Surgeons \$8,000, and L'AMLF \$4,000, i.e. \$4,000 per member.

Chapter VIII

1. D. Sclater Lewis, *The Royal College of Physicians and Surgeons of Canada, 1920-1960* (Montreal, 1962), 17.
2. Most of the short descriptive material in this section is derived from the brief, which provides a useful summary of the main features of the College.
3. Lewis, *The Royal College*, 82.
4. It should be noted that opposition to the amendment was not confined to Quebec groups. The reasons for opposing the proposed legislation entertained by individuals and groups outside Quebec are not, however, relevant to the present discussion.
5. Dr. LeSage, Dean of Medicine, University of Montreal.
6. Eugène Prud'homme, M.D., Registrar of the College of Physicians and Surgeons of Quebec.
7. Resolution adopted by the University of Montreal.

Chapter IX

1. For the main relevant changes implemented in the middle and late 1960's which have affected the organizations examined here, see Appendix I.
2. Gilbert A. Latour, « La Chambre de commerce du district de Montréal », dans *Un document*, Montréal, janvier 1962, p. 27.

3. Jean-Paul Létourneau, « Chambre de commerce de la province de Québec », dans *ibid.*, p. 26.
4. *Ibid.*
5. Voir en particulier l'article de Jean-Guy Décarie paru dans *Le Devoir* du 26 septembre 1962 et intitulé Les Chambres de commerce sont-elles encore libres ?
6. *Faits et tendances*, 15 juillet 1963, p.1.
7. *Ibid.*, 15 septembre 1964, p. 1.
8. La CCPQ et la Chambre du Canada ont présenté chacune un mémoire à la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme.
9. *Faits et tendances*, 15 juillet 1964, p. 2.
10. Le secrétaire du comité est soit le gérant du Québec de la Chambre du Canada, soit un employé permanent de la Chambre spécialement chargé des services aux francophones.
11. *Faits et tendances*, janvier 1965.
12. *Ibid.*, mars 1965, p. 2.
13. This list is taken from the Chamber's 1964-65 booklet, *CCC Officers, Directors, Committees*.
14. CCC, *Statement of Policy, 1964-1965*, The aims are included in each Annual Statement of Policy.
15. CCC, *By-Laws, 1963-4*, italics added.
16. *Montreal Star*, January 30, 1953.
17. *Montreal Gazette*, October 7, 1958, and *Montreal Star*, September 20, 1962.
18. An interesting snag in the efforts of the Canadian Chamber to initiate bilingual practices in its office has occurred at the switchboard. The operators apparently have tried to say "Canadian Chamber of Commerce and Chambre de Commerce du Canada" but it has happened more than once that by the time they have gone through part of the name, they have been cut off by an impatient person at the other end of the telephone. On the other hand, there have been complaints from Francophones that they are not answered in their own language.

Chapter X

1. For the main relevant changes implemented in the middle and late 1960's which have affected the organizations examined here, *see* Appendix I.
2. *Le Soleil*, 30 mars 1966.
3. Ces buts sont tirés de la charte et des règlements généraux de l'UMPQ (1966).
4. *Le Devoir*, 5 août 1963.
5. *Le Nouvelliste*, 22 juin 1964.
6. *La Presse*, 17 septembre 1963.
7. *Le Soleil*, 30 mars 1966.
8. Canadian Federation of Mayors and Municipalities, "Constitution" (as amended in 1964), Section III.
9. *Ibid.*, Section VI, 5.
10. Three publications of the C.F.M.M. were produced to argue the fitness and benefits of a national association. They were *National Municipal Program*; *Fifteen Reasons* (why every municipal government in Canada, large and small, should support the Federation); and *It's a Matter of Arithmetic*.
11. Verbatim record of 1962 Annual Conference.
12. Mooney to Kushner, February 21, 1962.
13. Mooney to F. Drapeau, October 4, 1962.
14. Drapeau to Mooney, November 8, 1962.
15. Mooney to Kushner, November 27, 1962.
16. *Halifax Mail and Star*, November 19, 1962.
17. *Globe and Mail*, March 13, 1964.

Chapter XI

1. For the main relevant changes implemented in the middle and late 1960's which have affected the organizations examined here, *see* Appendix I.

2. W. C. Good, *Farmer Citizen* (Toronto, 1958), 251. George Keen, on the other hand, has suggested that the rejection by the Senate was not caused so much by the opposition of the traders as by that of the governments of Ontario and Quebec who were trying to guard against the infringement by the federal government of provincial rights. See George Keen, *Canadian Co-operative Stores*.
3. Breen Melvin, "History of the Co-operative Union of Canada," *Canadian Co-operative Digest*, April 1959, 26.
4. Notons que la Nouvelle-Ecosse, le Manitoba et la Saskatchewan étaient représentés chacune par un seul délégué, un prêtre dans l'un et l'autre cas, et l'Alberta par deux délégués, dont un religieux.
5. *Ensemble!* mars 1946, p. 10.
6. *Ibid.*, p. 12.
7. Il est à noter qu'au moment de la fondation du CCC, et aujourd'hui encore, les prêtres et religieux encadrant les minorités francophones ont joué, hors du Québec, un rôle très important dans les conseils provinciaux, particulièrement en Ontario, au Manitoba et dans les Prairies.
8. *Ensemble!* mars 1946, p. 2.
9. *The Canadian Co-operator*, April 1946, 4.
10. *Ibid.*, 17.
11. MacDonald to Paré, September 26, 1949.
12. Bérubé to MacDonald, February 8, 1950.
13. "Unity in Diversity." The initials B.M. are probably those of Breen Melvin, who succeeded A. B. MacDonald as general secretary in 1952.
14. From a 1944 pamphlet, cited in Breen Melvin, "History of the Co-operative Union of Canada," *Canadian Co-operative Digest*, April 1959, 28.
15. Alexander Baird, "The Role of Directors of Local Co-operatives in Ontario, Canada, in Continuity and Change" (unpublished Ph.D. dissertation, Cornell University, 1961).
16. Brief to the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism presented jointly by the Conseil canadien de la coopération and the Co-operative Union of Canada, September 1965, 8 (English version).

17. Marcotte to Laidlaw, December 31, 1963; Marcotte to Staples, January 9, 1963; Staples to Légère, September 11, 1964; Staples to Marcotte, November 13, 1964.
18. Rouleau (chief, Indian section, CCQ) to CUC, September 22, 1964.
19. The presidents were Samuel Carter, 1909-21; W. C. Good, 1921-45; R. S. Staples, 1945-49, 1953-present; A. W. Friesen, 1949-53. George Keen (1909-45), A. B. MacDonald (1945-52); W. B. Melvin, (1952-57); Alexander F. Laidlaw (1957-present) were the secretaries.
20. "The Role of Directors of Local Co-operatives in Ontario, Canada, in Continuity and Change".
21. Marcotte to Staples, January 9, 1963.
22. Staples to Légère, September 11, 1964.
23. Staples to Marcotte, November 13, 1964.
24. *Canadian Co-operator*, January 1946, 15.
25. "The Religious Neutrality of Co-operation" (by the editor), *Canadian Co-operator*, June 1946, 10-11. This was not the first editorial to concern itself with the issue, and it is clear that Mr. Keen, at least, was troubled by the possibility that the traditional religious neutrality of co-operatives might be compromised in Canada.

Chapter XII

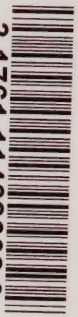
1. Keith Dryden, "Farmers United from Sea to Sea," *The Western Producer*, February 16, 1961, 24.
2. *Ibid.*, 25.
3. Voir en particulier :« En marge du congrès de la FCA : de la nécessité d'appartenir à un organisme agricole national », *La Terre de chez nous*, 4 février 1959, p. 3.
4. A partir de 1966, les relations ont cessé entre l'UCC et l'UCCFO.
5. Il ne sera toutefois pas question, dans les développements qui vont suivre, de l'action de l'UCC dans le secteur forestier.
6. « Qu'attendez-vous de votre union » ?
7. *Règlements de l'UCC*.

8. Au moment où nous publions ce texte (1971), un projet de loi a été présenté au gouvernement du Québec en vertu duquel l'UCC pourrait refondre totalement ses règlements et, en particulier, devenir l'organisme non confessionnel des cultivateurs du Québec.
9. En mai 1967, ces deux organisations entreprirent une marche sur Ottawa pour protester contre les politiques laitières du gouvernement fédéral.
10. *La terre de chez nous*, 21 juillet 1954, p. 1.
11. B.C. Federation of Agriculture, Alberta Federation of Agriculture, Saskatchewan Federation of Agriculture, Manitoba Farm Bureau, Ontario Federation of Agriculture, the three Quebec groups mentioned above, the Maritime Federation of Agriculture, and the P.E.I. Federation of Agriculture.
12. United Grain Growers, Dairy Farmers of Canada, and the Canadian Horticultural Council.
13. Article 7, Section 1.
14. Article 2, Section 1 (amended January, 1964).
15. CFA, *Organization and Program Methods*, a statement of policy of the Canadian Federation of Agriculture, approved July 24, 1957. Mimeo.
16. This statement was issued during the Second World War (1942), but the sentiments it contained are typical of the attitude of the CFA in peacetime as well.
17. Resolutions Passed by the Annual Meeting of the Canadian Federation of Agriculture, Toronto, January 25-27, 1966.
18. Kirk to Lemoine, November 22, 1960.
19. Lemoine to Kirk, n.d.
20. Lavoie to Bentley, October 2, 1964.
21. Bentley to Lavoie, October 16, 1964.
22. Minutes of a meeting of the board of directors, January 25 and 29, 1965, 12.

23. It is noteworthy that a short memorandum describing the attitude of the UCC towards syndicalism in agriculture was prepared by Mr. David Kirk, the CFA secretary, for non-Quebecers who wished to be informed about this matter. The attitude of the UCC was, therefore, probably known at least to those CFA leaders who take the trouble to make use of the informative material emanating from the national office.

BINDING SECT. NOV 3 1972

Government
Publications



3 1761 11468662 9